

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME XCIII

1929-1930

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2101. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Accord entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Administration des Postes de Curaçao, relatif à l'échange de colis contre remboursement, complétant l'Accord sur l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 28 février et à Willemstad (Curaçao), le 4 mai 1929	9
N° 2102. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Accord relatif à la délimitation de certaines portions de la frontière entre le Sénégal et la Gambie. Signé à Londres, le 6 mai 1929... ..	27
N° 2103. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Egypte :	
Echange de notes relatif à l'utilisation des eaux du Nil pour les besoins de l'irrigation. Le Caire, le 7 mai 1929	43
N° 2104. — Allemagne et Nicaragua :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la suppression des visas des passeports. Managua, le 21 février, et Guatémala, le 30 mars 1928	123
N° 2105. — Pays-Bas et Siam :	
Traité de règlement judiciaire et de conciliation. Signé à La Haye, le 27 octobre 1928... ..	131
N° 2106. — Autriche et Estonie :	
Convention consulaire, avec protocole additionnel. Signés à Vienne, le 15 octobre 1926	137
N° 2107. — Belgique et Grand-Duché de Luxembourg :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange des communications concernant les cas de maladies contagieuses dans la région frontière belgo-luxembourgeoise. Luxembourg, les 23 et 26 avril 1928... ..	159

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XCIII

1929-1930

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 2101. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Curaçao, for the Exchange of Parcels subject to Trade Charges, Additional to the Agreement for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, February 28, and at Willemstad (Curaçao), May 4, 1929	9
No. 2102. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Agreement respecting the Delimitation of certain Portions of the Boundary between Senegal and Gambia. Signed at London, May 6, 1929	27
No. 2103. — Great Britain and Northern Ireland and Egypt :	
Exchange of Notes in regard to the Use of the Waters of the River Nile for Irrigation Purposes. Cairo, May 7, 1929	43
No. 2104. — Germany and Nicaragua :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas. Managua, February 21, and Guatemala, March 30, 1928	123
No. 2105. — The Netherlands and Siam :	
Treaty of Judicial Settlement and Conciliation. Signed at The Hague, October 27, 1928	131
No. 2106. — Austria and Estonia	
Consular Convention, with Additional Protocol. Signed at Vienna, October 15, 1926 ...	137
No. 2107. — Belgium and Grand Duchy of Luxemburg :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement with regard to the Exchange of Communications concerning Cases of contagious Diseases in the Belgo-Luxemburg Frontier Region. Luxemburg, April 23 and 26, 1928... ..	159

	Pages
N° 2108. — Allemagne et Italie :	
Accord pour la remise en vigueur de certaines conventions de droit international privé conclues à La Haye. Signé à Rome, le 23 mars 1928... ..	165
N° 2109. — Chine et Italie :	
Traité préliminaire d'amitié et de commerce, signé à Nankin, le 27 novembre 1928, avec échange de notes de la même date et déclarations y relatives... ..	173
N° 2110. — Allemagne et Norvège :	
Convention concernant la navigation aérienne. Signée à Berlin, le 23 janvier 1929	197
N° 2111. — Etats-Unis d'Amérique et Norvège :	
Echange de notes relatif au visa des passeports des ressortissants des deux pays. Oslo, les 10 mai et 23 juillet 1929... ..	223
N° 2112. — Autriche et Uruguay :	
Echange de notes comportant un Accord relatif à l'abolition réciproque des visas des passeports. Vienne, les 24 et 25 mai 1929... ..	229
N° 2113. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Traité relatif à la frontière de l'Oder, avec protocole final. Signé à Prague, le 22 mars 1928... ..	235
N° 2114. — Allemagne et Portugal :	
Accord concernant la reconnaissance réciproque des lois et règlements pour la sécurité de la navigation maritime. Signé à Lisbonne, le 8 avril 1929... ..	253
N° 2115. — France et Lettonie :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle. Signée à Riga le 29 octobre 1924	265
N° 2116. — Pays-Bas et Turquie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signée à Angora, le 25 juillet 1928	279
N° 2117. — Etats-Unis d'Amérique et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 21 janvier 1929... ..	301
N° 2118. — Etats-Unis d'Amérique et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 21 janvier 1929	307
N° 2119. — Italie et Pologne :	
Accord relatif au règlement de la Dette contractée par la Pologne auprès du Gouvernement italien. Signé à Varsovie, le 18 décembre 1926... ..	313

	Pages
No. 2108. — Germany and Italy :	
Agreement regarding the putting into force again of certain Conventions of Private International Law concluded at The Hague. Signed at Rome, March 23, 1928	165
No. 2109. — China and Italy :	
Preliminary Treaty of Amity and Commerce, signed at Nanking, November 27, 1928, with Exchange of Notes of the same date and Declarations relating thereto	173
No. 2110. — Germany and Norway :	
Convention regarding Aerial Navigation. Signed at Berlin, January 23, 1929... ..	197
No. 2111. — United States of America and Norway :	
Exchange of Notes regarding Passport Visas for the Nationals of the two Countries. Oslo, May 10 and July 23, 1929	223
No. 2112. — Austria and Uruguay :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Vienna, May 24 and 25, 1929	229
No. 2113. — Germany and Czechoslovakia :	
Treaty regarding the Oder Frontier, with Final Protocol. Signed at Prague, March 22, 1928	235
No. 2114. — Germany and Portugal :	
Agreement regarding the reciprocal Recognition of Laws and Regulations for the Security of Maritime Navigation. Signed at Lisbon, April 8, 1929... ..	253
No. 2115. — France and Latvia :	
Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Riga, October 29, 1924	265
No. 2116. — The Netherlands and Turkey :	
Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, July 25, 1928	279
No. 2117. — United States of America and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, January 21, 1929... ..	301
No. 2118. — United States of America and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, January 21, 1929... ..	307
No. 2119. — Italy and Poland :	
Agreement regarding the Settlement of the Debt contracted by Poland with the Italian Government. Signed at Warsaw, December 18, 1926... ..	313

	Pages
N° 2120. — France et Italie :	
Convention relative à l'établissement de lignes de navigation aérienne, et protocole y relatif. Signés à Turin, le 10 mars 1929... ..	325
N° 2121. — Etats-Unis d'Amérique et Bulgarie :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 21 janvier 1929... ..	331
N° 2122. — Etats-Unis d'Amérique et Bulgarie :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 21 janvier 1929	337
N° 2123. — Belgique, Danemark, Norvège, Suède, etc. :	
Acte général (règlement pacifique des différends internationaux). Genève, le 26 septembre 1928	343
N° 2124. — France et Salvador :	
Accord concernant l'échange des imprimés. Signé à Paris, le 25 août 1924... ..	365
N° 2125. — Belgique et France :	
Arrangement concernant l'engagement des sapeurs-pompiers. Signé à Bruxelles, le 1 ^{er} juillet 1929	371
N° 2126. — Belgique, France, etc. :	
Accord relatif au fonctionnement des services du Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés. Signé à Genève, le 30 juin 1928... ..	377
N° 2127. — Egypte et Perse :	
Traité d'amitié et d'établissement, avec protocole additionnel. Signé à Téhéran, le 28 novembre 1928	381
N° 2128. — Grande-Bretagne et Danemark :	
Echange de notes comportant un Accord concernant la reconnaissance des certificats de navigation, délivrés respectivement par le Gouvernement danois et par le Gouver- nement de Hongkong pour les navires à passagers. Copenhague, les 9 mai, 1 ^{er} août et 12 décembre 1928, et 15 avril et 11 juin 1929... ..	401
N° 2129. — Allemagne et Pays-Bas :	
Arrangement provisoire concernant la navigation aérienne, signé à La Haye, le 24 juillet 1922, avec protocole additionnel, signé à La Haye, le 17 août 1928	409
N° 2130. — France et Panama :	
Accord concernant le tarif des imprimés. Signé à Panama, le 15 août 1924... ..	425
N° 2131. — Belgique et Pays-Bas :	
Convention sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, ainsi que sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, avec protocole additionnel. Signés à Bruxelles, le 28 mars 1925	431

	Pages
No. 2120. — France and Italy :	
Convention regarding the Establishment of Lines of Aerial Navigation and Protocol relating thereto. Signed at Turin, March 10, 1929... ..	325
No. 2121. — United States of America and Bulgaria :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, January 21, 1929... ..	331
No. 2122. — United States of America and Bulgaria :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, January 21, 1929... ..	337
No. 2123. — Belgium, Denmark, Norway, Sweden, etc. :	
General Act (Pacific Settlement of International Disputes). Geneva, September 26, 1928	343
No. 2124. — France and Salvador :	
Agreement regarding the Exchange of Printed Matter. Signed at Paris, August 25, 1924	365
No. 2125. — Belgium and France :	
Agreement regarding the Engagement of Firemen. Signed at Brussels, July 1, 1929 ...	371
No. 2126. — Belgium, France, etc. :	
Agreement concerning the Functions of the Representatives of the League of Nations' High Commissioner for Refugees. Signed at Geneva, June 30, 1928... ..	377
No. 2127. — Egypt and Persia :	
Treaty of Friendship and Establishment, with Additional Protocol. Signed at Teheran, November 28, 1928... ..	381
No. 2128. — Great Britain and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Recognition of Passenger Steamer Certificates issued by the Danish Government and by the Hongkong Government, respectively. Copenhagen, May 9, August 1st and December 12, 1928, and April 15 and June 11, 1929... ..	401
No. 2129. — Germany and the Netherlands :	
Provisional Agreement regarding Air Navigation, signed at The Hague, July 24, 1922, with Additional Protocol, signed at The Hague, August 17, 1928... ..	409
No. 2130. — France and Panama :	
Agreement regarding the Tariff for Printed Matter. Signed at Panama, August 15, 1924	425
No. 2131. — Belgium and the Netherlands :	
Convention concerning Territorial Jurisdiction, Bankruptcy and the Authority and Execution of Judgments, Arbitral Awards, and Notarial Acts, with Additional Protocol. Signed at Brussels, March 28, 1925... ..	431

N° 2101.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Accord entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Administration des Postes de Curaçao, relatif à l'échange des colis contre remboursement, complétant l'Accord sur l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 28 février, et à Willemstad (Curaçao), le 4 mai 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Curaçao, for the Exchange of Parcels subject to Trade Charges, additional to the Agreement for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, February 28, and at Willemstad (Curaçao), May 4, 1929.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 2101. — AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF CURAÇAO FOR THE EXCHANGE OF PARCELS SUBJECT TO TRADE CHARGES, ADDITIONAL TO THE AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 28, AND AT WILLEMSTAD (IN CURAÇAO), MAY 4, 1929.

Nº 2101. — OVEREENKOMST TUSCHEN DE POSTADMINISTRATIE VAN CURAÇAO EN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET VEREENIGDE KONINKRIJK VAN GROOT BRITANNIË EN NOORDELYK IERLAND BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN PAKKETTEN BELAST MET VERREKENING TOEGEVOEGD AAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN. GETEEKEND TE LONDEN DEN 28 FEBRUARI EN TE WILLEMSTAD OP CURAÇAO, DEN 4 MEI 1929.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 juillet 1929.

English and Dutch official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great-Britain. The registration of this Agreement took place July 26, 1929.

Article 1.

In this Agreement and in the Detailed Regulations appended thereto the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

Artikel 1.

Met het Vereenigde Koninkrijk wordt in deze Overeenkomst en in de daarop betrekking hebbende Bijzondere Bepalingen verstaan Groot Britannië en Noordelijk Ierland, de eilanden in het Kanaal en het eiland Man.

Article 2.

Between the United Kingdom and Curacao there shall be a regular exchange of parcels subject to the collection of Trade Charges.

Artikel 2.

Tusschen Curaçao en het Vereenigde Koninkrijk zal een geregelde uitwisseling van verrekpakketten plaats hebben.

Article 3.

1. The maximum amount of a Trade Charge in the case of parcels for delivery in the United Kingdom shall be fixed at £40 per parcel, and, in the case of parcels for delivery in Curacao, at fl. 480 per parcel.

2. In calculating the amount of a Trade Charge, fractions of a penny or of a cent shall be ignored.

Article 4.

1. Each of the two contracting Postal Administrations shall have the power to fix the special fee to be levied in its own country from the sender of a parcel subject to a Trade Charge. This fee shall not exceed :

(a) 2 ½ *d.* for each £1 or fraction of £1 to be collected, in the case of parcels posted in the United Kingdom.

(b) 10 cents for each fl. 10 or fraction of fl. 10 to be collected, in the case of parcels posted in Curacao.

2. Each Administration shall communicate to the other the special fee fixed in its service by virtue of the preceding paragraph, as well as any alteration subsequently made in it.

3. This fee shall be shared between the Postal Administration of the country of origin and that of the country of destination in the manner prescribed in the Detailed Regulations.

Article 5.

1. In addition to the special fee fixed by the preceding Article, the Postal Administration of the country in which a parcel subject to a Trade Charge is posted may collect a posting fee from the sender, and the Postal Administration of the country of destination of a parcel subject to a Trade Charge may collect a delivery fee from the addressee.

2. The posting fee shall not exceed :

(a) In the case of a parcel posted in the United Kingdom, 2*d.*, per parcel.

(b) In the case of a parcel posted in Curacao, 15 cents per parcel.

Artikel 3.

1. Het maximum bedrag van verrekening voor pakketten ter uitreiking in het Vereenigde Koninkrijk wordt bepaald op £40 per pakket en voor pakketten ter uitreiking in Curaçao op f. 480—per pakket.

2. By bepaling van het bedrag der verrekening zullen gedeelten van een penny of van een cent verwaarloosd worden.

Artikel 4.

1. Iedere Postadministratie is gerechtigd het bijzondere recht te bepalen, dat in haar eigen land van een afzender van een verreken-pakket geheven zal worden. Dit recht zal niet meer bedragen dan :

a) 2 ½ penny voor de invordering van elke £1 of gedeelten daarvan op pakketten in het Vereenigde Koninkrijk ter post bezorgd.

b) 10 cent voor de invordering van elke f. 10 of gedeelten daarvan op pakketten in Curaçao ter post bezorgd.

2. Iedere Administratie zal aan de andere mededeeling doen van het bijzondere recht voor haar dienst bepaald krachtens de voorafgaande paragraaf, alsmede van opvolgende wijzigingen daarin aangebracht.

3. Dit recht zal verdeeld worden tusschen de Postadministratiën van oorsprong en van bestemming op de wijze voorgeschreven in de Bijzondere Bepalingen.

Artikel 5.

1. Boven het bijzonder recht bepaald in het voorafgaand artikel, zal de Postadministratie van het land waar een verrekenpakket is ter post bezorgd, een verzendingsrecht van den afzender mogen heffen en zal de Postadministratie van het land van bestemming voor een verreken-pakket een recht wegens uitreiking mogen heffen van den geadresseerde.

2. Het verzendingsrecht zal niet meer mogen bedragen dan :

a) 2 pence voor een pakket, in het Vereenigde Koninkrijk ter post bezorgd.

b) 15 cent voor een pakket, in Curaçao ter post bezorgd.

3. The delivery fee shall not exceed :

(a) In the case of a parcel delivered in the United Kingdom, 4*d.* per parcel.

(b) In the case of a parcel delivered in Curacao, 25 cents per parcel.

4. Each of the two Postal Administrations shall communicate to the other the special fees fixed in its service by virtue of this Article, as well as any alterations subsequently made in them.

5. These fees shall be retained by the Administration which collects them.

Article 6.

The amounts of Trade Charges collected shall be liquidated by means of Trade Charge Money Orders, which shall be issued free of all charges. The amount of a Trade Charge Money Order which cannot be delivered shall remain at the disposal of the Postal Administration of the country of origin of the parcel on which the Trade Charge is payable.

Article 7.

1. The loss of a parcel subject to a Trade Charge shall entail responsibility upon the postal service in the conditions fixed by the agreement in force between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Curacao for the exchange of parcels not subject to Trade Charges.

2. After the delivery of a parcel, the Postal Administration of the country of destination shall be responsible for the amount of the Trade Charge, unless it can prove that the parcel and the relative Despatch Note did not, when transmitted to its service, bear the indications prescribed in the Detailed Regulations for parcels subject to Trade Charges. Nevertheless, an application as to the disposal of the amount of a Trade Charge shall only be entertained if made within a year of the posting of the parcel.

3. Het recht wegens uitreiking zal niet meer mogen bedragen dan :

a) 4 pence voor een pakket, in het Vereenigde Koninkrijk uitgereikt.

b) 25 cent voor een pakket, in Curaçao uitgereikt.

4. Iedere Postadministratie zal aan de andere mededeeling doen van de bijzondere rechten voor haar dienst krachtens dit artikel bepaald, alsmede van opvolgende wijzigingen daarin aangebracht.

5. Deze rechten zullen worden behouden door de Postadministratie die ze heeft ingevorderd.

Artikel 6.

De sommen van de ingevorderde verrekenbedragen zullen worden vereffend door middel van verrekenings-postwissels, die kosteloos zullen worden afgegeven. Het bedrag van een verrekenings-postwissel, dat niet is kunnen worden uitbetaald, zal ter beschikking blijven van de Postadministratie van het land van oorsprong van het pakket, waarop het verrekenbedrag verschuldigd is.

Artikel 7.

1. Voor het verlies van een verrekenpakket draagt de Postadministratie de verantwoordelijkheid op de voorwaarden vastgesteld in de Overeenkomst van kracht tusschen de Postadministratie van het Vereenigde Koninkrijk van Groot Britannië en Noordelijk Ierland en de Postadministratie van Curaçao ter zake van de uitwisseling van pakketten zonder verrekening.

2. Na de uitreiking van een pakket blijft de Postadministratie van het land van bestemming verantwoordelijk voor het bedrag van de verrekening, tenzy die bewijzen kan dat het pakket en de betrekkelijke adreskaart, toen die aan haar werden toegezonden, niet voorzien waren van de aanwijzingen voorgescreven in de Bijzondere Bepalingen ten aanzien van verrekenpakketten. Niettemin zal aan een aanvraag om beschikbaarstelling van een verrekenbedrag slechts worden voldaan, indien zulks gedaan wordt binnen een jaar na de ter post bezorging van het pakket.

Article 8.

The sender of a parcel posted under this arrangement may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 9.

The two contracting Postal Administrations undertake to admit parcels subject to Trade Charges in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected on such parcels shall be drawn up and settled directly between the Postal Administrations of the country of origin and the country of destination of the parcels subject to Trade Charges.

Article 10.

The two contracting Postal Administrations shall be empowered to fix by common consent the measures of detail necessary for ensuring the performance of the present Agreement, and to modify them from time to time in accordance with the needs of the service.

Article 11.

This Agreement shall come into force on a date to be agreed upon between the two Postal Administrations. It shall remain in force until the expiry of one year from the date on which either Administration shall give notice to the other of its intention to terminate it.

Done in duplicate at London, the 28th day of February, 1929, and at Willemstad in Curaçao, the 4th day of May, 1929.

(Signed) W MITCHELL-THOMSON.

Artikel 8.

De afzender van een pakket ter post bezorgd onder de bepalingen van deze regeling zal het verrekenbedrag niet kunnen opheffen noch wijzigen na de ter post bezorging.

Artikel 9.

De beide Postadministratiën komen overeen verrekenpakketten in doorvoer toe te laten in hunne diensten. Niettemin zullen de rekeningen betreffende ingevorderde verrekenbedragen op die pakketten opgemaakt worden door en rechtstreeks vereffend worden tusschen de Administratiën van oorsprong en van bestemming der verrekenpakketten.

Artikel 10.

De beide Postadministratiën zullen bevoegd zijn, met onderling goedvinden, bijomstandige maatregelen te treffen die noodig mochten blijken om de nakoming dezer Overeenkomst te verzekeren, en die maatregelen van tijd tot tijd te wijzigen in overeenstemming met de behoeften van den dienst.

Artikel 11.

Deze Overeenkomst treedt in werking op een tusschen de beide Postadministratiën overeen te komen datum. Zij zal van kracht blijven tot een jaar na den datum, waarop door een der beide Administratiën aan de andere kennis is gegeven van haar voornemen de Overeenkomst te doen eindigen.

Gedaan in tweevoud te Willemstad op Curaçao, den 4 Mei, 1929, en te Londen, den 28 Februari, 1929.

(Get.) P. SCHRILS.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF CURAÇAO FOR THE EXCHANGE OF PARCELS subject to TRADE CHARGES.

Article I.

1. On parcels subject to Trade Charges and on the Despatch Notes relating to them, the word " Remboursement " shall be written or printed boldly beside the address, and after it the amount of the Trade Charge shall be shown in Latin characters, in the money of the country of origin, without erasure or correction, even if certified.

2. Each parcel subject to a Trade Charge must be accompanied by a separate Despatch Note .

3. Each parcel subject to a Trade Charge and the relative Despatch Note shall bear an orange coloured label with the word " Remboursement " in Latin characters.

4. The sender of a parcel posted under this arrangement may request, at the time of posting, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative shall be admissible. If the sender avails himself of this facility, his request shall be entered on the cover of the Note. In the absence of a definite request for abandonment, a parcel which is not deliverable at the original address (or at the alternative address, if one is furnished) shall be returned to the sender without previous notification and at his expense.

Article II.

Every parcel subject to a Trade Charge shall be entered as such on the parcel bill.

BYZONDERE BEPALINGEN

TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST TUSCHEN DE POSTADMINISTRATIE VAN CURAÇAO EN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET VEREENIGDE KONINKRIJK VAN GROOT BRITANNIË EN NOORDELIJK IERLAND AANGEGAAN BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN VERREKENPAKKETTEN.

Artikel I.

1. Op de verreken-pakketten en de daarbij behorende adreskaarten moeten zeer duidelijk het woord « Remboursement » geschreven of gedrukt staan naast het adres geplaatst en daarachter het bedrag van de verrekening in latijnsche letters in de munt van het land van oorsprong, zonder radeeringen, doorhalingen of verbeteringen, zelfs al zijn die goedgekeurd.

2. Elk verreken-pakket moet vergezeld zijn van een afzonderlijke adreskaart .

3. Elk verreken-pakket en de daarbij behorende adreskaart zullen voorzien worden van een oranjekleurig etiket met het woord « Remboursement » in latijnsche letters.

4. De afzender van een pakket, onder de bepalingen van deze regeling ter post bezorgd, zal bij de ter post bezorging kunnen verzoeken dat, indien het pakket niet kan worden afgegeven zooals het is geadresseerd, het (a) zal worden behandeld alsof het is opgegeven of (b) aan een ander adres in het land van bestemming zal worden aangeboden. Geen andere gebruik keuze is veroorloofd. Indien de afzender maakt van deze tegemoetkoming, zal van zijn verzoek melding worden gemaakt op het pakket en aan de achterzijde van de daarbij behorende adreskaart. By gebreke van een uitdrukkelijk verzoek om een pakket als opgegeven te beschouwen, zal het pakket dat onbestelbaar gebleken is aan het oorspronkelijk adres (of aan het nader adres, indien dat is aangegeven) teruggestuurd worden aan den afzender, zonder voorafgaande kennisgeving en op zijn kosten.

Artikel II.

Elk verreken-pakket zal als zoodanig op het advies moeten worden ingeschreven.

Article III.

1. Every parcel subject to a Trade Charge shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form in conformity with, or analogous to, the specimen B annexed to the present Agreement. This Money Order form, which shall be attached to the Despatch Note, shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin, and shall show, as a general rule, the sender of the parcel as payee of the Order. Each of the two Postal Administrations may, however, have the Orders relating to the parcels originating in its service addressed to the Offices of origin of the parcels or to other Offices.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Orders.

Article IV.

Except by contrary agreement between the contracting Postal Administrations, the amounts of the Trade Charge Orders shall be converted into the currency of the country of destination by the Postal Administration of that country, which shall use for this purpose the same rate of conversion as it uses for the conversion of ordinary Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article V.

1. Immediately after collecting a Trade Charge, the Office of destination, or any other Office designated by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the part "Indications de Service" of the Trade Charge Order form, and, after impressing it with its date-stamp, return it to the country of origin.

2. Trade Charge Money Orders shall be paid under the conditions determined by each Administration, with a view to ensure the payment of the amounts to the senders of the parcels.

Artikel III.

1. Elk verreken-pakket zal vergezeld moeten zijn van een verrekenings-postwissel gelijk aan of overeenkomstig het model B, aan deze overeenkomst gehecht. Het postwissel formulier dat aan de adreskaart zal moeten worden vastgehecht, moet de aanwijzing dragen van het verrekenbedrag in de munt van het land van oorsprong en als algemeene regel zal de naam van den afzender van het pakket die van den geadresseerde van den wissel zijn. Iedere Postadministratie staat het echter vrij de verrekenings-postwissels, uit haren dienst afkomstig, te doen adresseeren aan de kantoren van oorsprong der pakketten of aan een van hare andere kantoren.

2. Invulling der verrekenings-postwissels in potlood is niet toegelaten.

Artikel IV.

Tenzij daaromtrent door de Postadministratiën anders wordt overeengekomen, zullen de verrekenbedragen door de Postadministratie van het land van bestemming herleid worden in de munt van dat land en daarbij gebruik maken van den herleidingskoers, gebezigd voor de herleiding van gewone postwissels, afgegeven op het land van oorsprong der pakketten.

Artikel V.

1. Onmiddellijk na de invordering van het verrekenbedrag vult het kantoor van bestemming of eenig ander kantoor daartoe door de Postadministratie van het land van bestemming aangewezen, het gedeelte «Indications de Service» van den verrekenings-postwissel in en zendt dien wissel na daarop den dagteekingsstempel te hebben afgedrukt aan het land van oorsprong terug.

2. Verrekenings-postwissels zullen worden uitbetaald overeenkomstig de door iedere Administratie te bepalen voorwaarden ten einde de uitbetaling der bedragen aan de afzenders der pakketten te verzekeren.

Article VI.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be re-directed if the new country of destination maintains with that of origin an Exchange of Trade Charge parcels. The parcels shall, in case of redirection, be accompanied by the Trade Charge Order forms made out in the service of the country of origin. The Postal Administration of the new country of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it.

2. In case of an application for re-direction to a country which does not maintain with that of origin an exchange of Trade Charge parcels, the parcel shall be treated as one which cannot be delivered.

Article VII.

1. Trade Charge Order forms relating to parcels which, for any reason whatever, are returned to origin shall be cancelled by the Office which returns the parcels, and shall be annexed to the Despatch Notes.

2. When Trade Charge Order forms are mislaid, lost, or destroyed before the collection of the Trade Charge the Office of destination shall prepare duplicates entering thereon those particulars which the despatching Office would have furnished.

3. Trade Charge Money Orders mislaid, lost, or destroyed after the collection of the Trade Charge shall likewise be replaced by duplicates, or by authorities to pay, after proof by the two Offices that the Orders have not been paid or refunded.

Article VIII.

1. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the Agreement concluded between the two contracting Postal Administrations for the exchange of Money

Artikel VI.

1. Verreken-pakketten kunnen worden nagezonden, indien het nieuwe land van bestemming een dienst voor uitwisseling van verreken-pakketten met het land van oorsprong onderhoudt. De pakketten zullen in geval van nazending vergezeld moeten zijn van de verrekenings-postwissels door het kantoor van oorsprong afgegeven. De Postadministratie van het nieuwe land van bestemming zal voor de vereffening van het verrekenbedrag handelen op dezelfde wijze alsof het pakket rechtstreeks aan dat kantoor verzonden was.

2. Ingeval nazending wordt verzocht naar een land, hetwelk geen uitwisselingsdienst van verreken-pakketten onderhoudt met het land van oorsprong, zal het pakket behandeld worden als onbestelbaar.

Artikel VII.

1. Verrekenings-postwissels formulieren behorende bij pakketten, die om welke reden ook teruggezonden worden, aan het kantoor van oorsprong, zullen door het kantoor, dat de pakketten teruggestuurd heeft, onbruikbaar gemaakt en toegevoegd worden aan de adreskaarten.

2. Wanneer formulieren behorende bij verreken-pakketten voor de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren zijn geraakt of vernietigd zijn, maakt het kantoor van bestemming duplicaten op, waarop het de aanwijzingen stelt, die het kantoor van afzending er op zou hebben vermeld.

3. De na de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren geraakte of vernietigde verrekenings-postwissels worden eveneens vervangen door duplicaten of machtigingen tot uitbetaling, nadat door de beide Postadministratiën is vastgesteld, dat de postwissels noch uitbetaald noch terugbetaald zijn.

Artikel VIII.

1. De verrekenings-postwissels die niet, binnen den termijn van geldigheid bepaald in de Overeenkomst tusschen de beide Administratiën aangaan betreffende de uitwisseling van postwissels, besteld konden worden aan de

Orders shall, at the expiration of the period of validity, be received by the Administration of the country of payment, and shall be claimed from the Administration which issued them.

2. Trade Charge Money Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Agreement concluded between the two Administrations for the exchange of Money Orders, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which issued the Orders, as soon as it has been able to ascertain that the originals have not been paid within the period of validity. They shall be received by the Administration of the country of destination, and claimed by it in the first account rendered after their receipt.

3. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration if the amount of the Order is not claimed within the period of validity.

Article IX.

1. Trade Charge Money Orders of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

(i) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or residence of the payees ;

(ii) Differences or omissions of names or amounts ;

(iii) Erasures or alternations of the entries ;

(iv) Omission of stamps, signatures or other service indications ;

(v) Use of irregular forms ;

shall be corrected by the Office which has issued them.

2. For this purpose, the Orders shall be returned as soon as possible, officially registered, to the Office of origin by the Office of destination.

geadresseerden, zullen, bij het verstrijken van den termijn van geldigheid, door de Administratie van het land van uitbetaling in ontvangst genomen en in rekening gebracht worden aan de Administratie die de verrekenings-postwissels heeft afgegeven.

2. De verrekenings-postwissels, die aan de geadresseerden zijn afgegeven en waarvan door hen binnen den termijn van geldigheid, bepaald in de Overeenkomst tusschen de beide Administratiën aangegaan betreffende de uitwisseling van postwissels, geen uitbetaling is gevraagd, zullen vervangen worden door machtigingen tot uitbetaling. Deze machtigingen tot betaling zullen worden verstrekt door de Administratie die de wissel heeft afgegeven zoodra het haar met zekerheid gebleken is, dat de oorspronkelijke wissel binnen den termijn van geldigheid niet is uitbetaald. Zij zullen in ontvangst genomen worden door de Administratie van bestemming en bij de eerstvolgende afrekening in uitgaaf gebracht worden.

3. De Administratie die een verrekenings-postwissel afgeeft zal, indien het bedrag van den postwissel binnen den termijn van geldigheid niet in rekening is gebracht, aan de andere Administratie daarvan mededeeling doen.

Artikel IX.

Verrekenings-postwissels waarvan de uitbetaling niet kan plaats hebben om een der na te noemen redenen :

(i) Onjuiste, onvolledige of twijfelachtige aanduiding van den naam of de woonplaats van de geadresseerden ;

(ii) Verschillen in of weglatingen van namen of bedragen ;

(iii) Radeeringen, doorhalingen, veranderingen of overschrijvingen van het ingevulde gedeelte ;

(iv) Het ontbreken van stempels, handteekeningen of andere dienstaanwijzingen ;

(v) Het bezigen van formulieren welke niet aan de voorschriften voldoen ;

zullen door de Postadministratie, die deze heeft afgegeven, verbeterd worden.

2. Tot dit einde zullen de postwissels zoo spoedig mogelijk, ambtshalve aangeteekend, aan het kantoor van oorsprong worden teruggezonden door het kantoor van bestemming.

Article X.

1. The settlement relative to Trade Charge Money Orders paid by each of the two Postal Administrations on behalf of the other shall be effected by means of supplements (specimen A annexed) to the detailed Accounts of Money Order transactions between the two Administrations.

2. In the Trade Charge accounts, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the Offices of issue and in numerical sequence of their issue at those Offices. At the end of the account the Administration which has drawn it up shall deduct from the total sum of its credit a half per cent., representing the share of the other Administration in the Trade Charge fee.

3. The total of the Trade Charge Account shall be included in the detailed Money Order Account for the same period, and settled as part of the General Account in respect of Money Orders. The verification of the Trade Charge Accounts shall be effected according to the provisions of the Agreement governing the exchange of Money Orders between the two Administrations.

Article XI.

The present Regulations shall be brought into operation on the day on which the Agreement comes into force. They shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate at London, the 28th day of February, 1929, and at Willemstad in Curacao, the 4th day of May, 1929.

(Signed) W. MITCHELL-THOMSON.

Artikel X.

1. De vereffening betreffende de verrekenings-postwissels uitbetaald door de eene Administratie ten behoeve van de andere zal geschieden door middel van supplement staten (volgens aangehecht formulier A) te voegen bij de uitgewerkte staten betreffende het postwisselverkeer tusschen de beide Postadministratiën.

2. In de staten betreffende de verrekenings-postwissels, welke belegd moeten zijn met de uitbetaalde en in ontvangst genomen verrekenings-postwissels, zullen de wissels opgenomen worden in alphabetische volgorde van de kantoren van afgifte en naar het volgnummer van uitgifte door die kantoren. Aan den voet van den staat zal de Administratie die hem heeft opgemaakt, van het totaal bedrag van het crediet een half ten honderd aftrekken, zijnde het aandeel van de andere Administratie in het ingevorderd recht wegens verrekening.

3. Het totaal van de staten betreffende verrekenings-postwissels zal worden opgenomen in den uitgewerkten staat betreffende het postwisselverkeer over hetzelfde tijdvak en vereffend worden als een deel van de Algemeene Rekening betreffende postwissels. Het nazien van den staat der verrekeningspostwissels zal geschieden overeenkomstig de bepalingen van de Overeenkomst betreffende de uitwisseling van postwissels aangaan tusschen de beide Postadministratiën.


Artikel XI.

Deze bepalingen zullen in werking treden op denzelfden dag waarop de Overeenkomst van kracht wordt. Zij zullen van denzelfden duur zijn als de Overeenkomst.

Gedaan in tweevoud te Willemstad op Curacao, den 4 Mei, 1929, en te Londen, den 28 Februari, 1929.

(Get.) P. SCHRILS.

B (front).

<p>COUPON OF INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER. <small>(du mandat de remboursement international)</small></p> <p>for the sum of <small>(de la somme de)</small></p> <p>£ <input type="text"/> : <input type="text"/> s. : <input type="text"/> d.</p> <p>for the parcel <small>(pour le colis)</small></p> <p>No. <input type="text"/> { <small>posted (déposé)</small></p> <p>on the (le) <input type="text"/> 192..</p> <p>at (à) <input type="text"/></p> <p>by (par) <input type="text"/> M</p> <p>addressed to <small>(à l'adresse de)</small></p> <p>No. <input type="text"/></p>	<p>POST OFFICE OF GREAT BRITAIN. <small>(ADMINISTRATION DES POSTES DE LA GRANDE BRETAGNE.)</small></p> <p>INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER.</p>  <p>MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL.</p> <p>For the sum of £ <input type="text"/> : <input type="text"/> s. : <input type="text"/> d. <small>(In figures. Not to include a fraction of a penny.)</small></p> <p>For the parcel No. <input type="text"/></p> <p>Payable to <input type="text"/></p> <p>Address <input type="text"/></p> <p>NOT NEGOTIABLE</p> <p>SERVICE INSTRUCTIONS (Indications de Service) to be filled up by the Office which delivers the parcel after the collection of the Trade Charge. <small>(à remplir par l'Office destinataire du colis après l'encaissement du montant du remboursement.)</small></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <p>Number of Order <small>(Numéro d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Date of issue <small>(Date d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Office of issue <small>(Bureau d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Country of issue <small>(Pays d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Signature of issuing officer <small>(Signature de l'agent)</small> <input type="text"/></p> <p><small>This Trade Charge Money Order must be returned to (Le présent mandat de remboursement doit être renvoyé à</small></p> </td> <td style="width: 50%; vertical-align: top;"> <p>Good for (Bon pour) <input type="text"/> £ <input type="text"/> : <input type="text"/> s. : <input type="text"/> d.</p> <p><small>the equivalent of (soit)</small></p> <p>Currency of the country of destination of the parcel. <small>(Monnaie du pays destinataire du colis.)</small></p> </td> </tr> </table> <p style="text-align: center;">THE CONTROLLER, MONEY ORDER DEPARTMENT, LONDON, ENGLAND.</p>	<p>Number of Order <small>(Numéro d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Date of issue <small>(Date d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Office of issue <small>(Bureau d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Country of issue <small>(Pays d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Signature of issuing officer <small>(Signature de l'agent)</small> <input type="text"/></p> <p><small>This Trade Charge Money Order must be returned to (Le présent mandat de remboursement doit être renvoyé à</small></p>	<p>Good for (Bon pour) <input type="text"/> £ <input type="text"/> : <input type="text"/> s. : <input type="text"/> d.</p> <p><small>the equivalent of (soit)</small></p> <p>Currency of the country of destination of the parcel. <small>(Monnaie du pays destinataire du colis.)</small></p>	<p><small>Date Stamp of Office of Posting of Parcel.</small></p> <p><small>(Timbre du bureau d'origine du colis.)</small></p>
<p>Number of Order <small>(Numéro d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Date of issue <small>(Date d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Office of issue <small>(Bureau d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Country of issue <small>(Pays d'émission)</small> <input type="text"/></p> <p>Signature of issuing officer <small>(Signature de l'agent)</small> <input type="text"/></p> <p><small>This Trade Charge Money Order must be returned to (Le présent mandat de remboursement doit être renvoyé à</small></p>	<p>Good for (Bon pour) <input type="text"/> £ <input type="text"/> : <input type="text"/> s. : <input type="text"/> d.</p> <p><small>the equivalent of (soit)</small></p> <p>Currency of the country of destination of the parcel. <small>(Monnaie du pays destinataire du colis.)</small></p>			

B (back) (verso).

RECEIPT OF PAYEE.
(Quittance du destinataire).

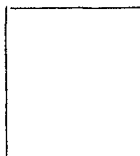
RECEIVED THE SUM INDICATED ON THE OTHER SIDE.
(Reçu la somme indiqué d'autre part.)

Place (Lieu)

Date (Le)

Signature of the Payee (Signature du destinataire.)

Date Stamp of Office of Payment*
(Timbre du bureau payeur.)



COUPON.

(see other side.)
(voir au recto).

This coupon may be detached when the form of receipt is signed.

Ce coupon peut être détaché lorsque la quittance est signée.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2101. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE CURAÇAO, RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT, COMPLÉTANT L'ACCORD SUR L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LONDRES, LE 28 FÉVRIER, ET A WILLEMSTAD (CURAÇAO), LE 4 MAI 1929.

Article premier.

Dans le présent accord et le règlement d'application détaillé qui y est joint, le terme « Royaume-Uni », vise la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man.

Article 2.

Entre le Royaume-Uni et Curaçao, il est institué un échange régulier de colis contre remboursement.

Article 3.

1. Le montant maximum du remboursement est fixé à £ 40 par colis, en ce qui concerne les colis livrables dans le Royaume-Uni, et à 480 florins par colis, pour ce qui est des colis livrables à Curaçao.

2. En calculant le montant du remboursement, on ne tiendra pas compte des fractions d'un penny ou d'un cent.

Article 4.

1. Chacune des deux administrations postales contractantes aura le droit de fixer la taxe spéciale que devra acquitter, dans son propre pays, l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement. Cette taxe ne dépassera pas :

a) 2 ½ pence par £ 1 ou fraction de £ 1 à percevoir, en ce qui concerne les colis mis à la poste dans le Royaume-Uni ;

b) 10 cents par 10 florins ou fraction de 10 florins à percevoir, en ce qui concerne les colis mis à la poste à Curaçao.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre la taxe spéciale applicable dans ses services, en vertu du paragraphe précédent, ainsi que toute modification ultérieure de cette taxe.

3. Ladite taxe sera partagée entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination, comme il est dit dans le règlement d'application détaillé.

Article 5.

1. Outre la taxe spéciale, fixée par l'article précédent, l'Administration postale du pays, dans lequel un colis grevé de remboursement est mis à la poste, peut exiger, de l'expéditeur, le paiement d'une taxe d'expédition, et l'Administration postale du pays de destination d'un colis grevé de remboursement peut exiger du destinataire le paiement d'une taxe de livraison.

2. La taxe d'expédition ne dépassera pas :

a) 2 pence par colis, en ce qui concerne les colis mis à la Poste dans le Royaume-Uni ;

b) 15 cents par colis, en ce qui concerne les colis mis à la poste à Curaçao.

3. La taxe de livraison ne dépassera pas :

a) 4 pence par colis, en ce qui concerne les colis livrés dans le Royaume-Uni ;

b) 25 cents par colis, en ce qui concerne les colis livrés à Curaçao.

4. Chacune des deux administrations postales fera connaître à l'autre la taxe spéciale applicable dans ses services, en vertu du présent article, ainsi que toute modification ultérieure de cette taxe.

5. Ces taxes sont acquises à l'administration qui les perçoit.

Article 6.

Les sommes perçues à titre de remboursement seront liquidées à l'aide de mandats de remboursement, qui seront émis gratuitement. Le montant d'un mandat de remboursement, qui ne pourra pas être payé, restera à la disposition de l'administration postale du pays d'origine du colis grevé du remboursement.

Article 7.

1. La perte d'un colis grevé de remboursement entraînera la responsabilité de l'administration postale, dans les conditions fixées par l'Accord entre l'Administration postale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration postale de Curaçao, concernant l'échange de colis non grevés de remboursement.

2. Après la livraison d'un colis, l'administration postale du pays de destination sera responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que le colis et le bulletin d'expédition y afférent, ne portaient pas, au moment où ils ont été transmis à l'administration en question les indications prescrites par le règlement d'application détaillé, en ce qui concerne les colis grevés de remboursement. Toutefois, il ne sera donné suite à des demandes concernant le versement du montant du remboursement, qu'à la condition que ces demandes soient formulées dans l'année qui suivra l'expédition du colis.

Article 8.

L'expéditeur d'un colis, mis à la poste conformément au présent accord, ne pourra demander, après l'expédition, ni la suppression, ni la modification du montant du remboursement.

Article 9.

Les deux administrations postales contractantes conviennent d'admettre dans leurs services le transit de colis grevés de remboursement. Les comptes afférents aux remboursements perçus sur lesdits colis seront établis et réglés directement entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination des colis grevés de remboursement.

Article 10.

Les deux administrations postales contractantes auront le droit de fixer, d'un commun accord, les règlements détaillés nécessaires pour assurer l'exécution du présent accord, et de les modifier de temps à autre, selon les besoins du service.

Article 11.

Le présent accord entrera en vigueur à la date que les deux administrations postales contractantes fixeront d'un commun accord. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour où l'une des deux administrations aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 28 février 1929, et à Willemstad (île de Curaçao), le 4 mai 1929.

(Signé) W. MITCHELL-THOMSON.

(Signé) P. SCHRILS.

RÈGLEMENT D'APPLICATION

DÉTAILLÉ DE L'ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE CURAÇAO, RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Article premier.

1. Sur les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents, devra être écrit ou imprimé distinctement, à côté de l'adresse, le mot « Remboursement » et, après ce mot, sera indiqué en caractères latins le montant du remboursement, dans la monnaie du pays d'origine, sans grattage ni corrections, même certifiés.

2. Chaque colis contre remboursement devra être accompagné d'un bulletin d'expédition distinct.

3. Chaque colis contre remboursement et le bulletin d'expédition y afférent devront être pourvus d'une étiquette de couleur orange, portant le mot « Remboursement » en caractères latins.

4. L'expéditeur d'un colis mis à la poste, sous le régime institué par le présent accord, peut demander, au moment de l'expédition, que, dans le cas où le colis ne pourrait pas être livré à l'adresse indiquée, il devra (a) être considéré comme abandonné ; (b) être présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution alternative ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande sera inscrite sur l'emballage du colis et au verso du bulletin d'expédition y afférent. Lorsque l'expéditeur n'a pas demandé formellement que le colis soit éventuellement considéré comme abandonné, tout colis qui ne peut être remis à l'adresse primitive (ou à l'adresse alternative, s'il en est indiqué une) sera renvoyé à l'expéditeur, sans notification préalable et à ses frais.

Article II.

Tout colis contre remboursement sera inscrit comme tel sur la feuille d'avis.

Article III.

1. Tout colis contre remboursement sera accompagné d'un mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle B annexé au présent accord. Ce mandat de remboursement, qui devra être fixé au bulletin d'expédition, portera l'indication du montant du remboursement dans la monnaie

du pays d'origine et mentionnera, en règle générale, le nom de l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chacune des deux administrations des postes pourra toutefois demander que les mandats afférents aux colis qui proviennent de ses services soient adressés aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux.

2. Aucune inscription au crayon ne sera admise sur les mandats de remboursement.

Article IV.

Sur arrangement contraire entre les administrations postales contractantes, le montant des mandats de remboursement sera converti dans la monnaie du pays de destination par l'administration des postes de ce pays, qui appliquera à cet effet le même taux de conversion que pour la conversion des mandats-poste ordinaires tirés sur le pays d'origine des colis.

Article V.

1. Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration des postes du pays de destination, remplira la colonne « Indications de service » du mandat de remboursement et renverra ce dernier au pays d'origine, après y avoir apposé le timbre à date.

2. Les mandats de remboursement seront payés dans les conditions que fixera chaque administration aux fins d'assurer le paiement des sommes dues aux expéditeurs des colis.

Article VI.

1. Les colis contre remboursement pourront être acheminés vers une autre destination, s'il existe entre le nouveau pays de destination et le pays d'origine un service d'échange de colis contre remboursement. En cas d'acheminement sur une nouvelle destination, les colis devront être accompagnés des mandats de remboursement établis par les services du pays d'origine. L'administration des postes du nouveau pays de destination assurera le règlement du remboursement comme si le colis lui avait été expédié directement.

2. Lorsque l'intéressé demande que le colis soit acheminé sur un pays qui n'entretient pas avec le pays d'origine un service d'échange de colis contre remboursement, le colis sera traité comme un colis dont la livraison ne peut pas être assurée.

Article VII.

1. Les formulaires des mandats de remboursement afférents à des colis qui, pour une raison quelconque, sont renvoyés au lieu d'origine, seront annulés par le bureau qui effectue leur renvoi et seront annexés aux bulletins d'expédition.

2. Lorsque des mandats de remboursement sont égarés, perdus ou détruits avant l'encaissement du mandat de remboursement, le bureau de destination établira des doubles, en y inscrivant toutes les mentions qu'aurait fournies le bureau d'expédition.

Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du mandat de remboursement, seront également remplacés par des doubles, ou par des ordres de paiement, dès que les deux bureaux auront établi que les mandats n'ont été ni payés ni remboursés.

Article VIII.

1. Les mandats de remboursement qu'il n'aura pas été possible de délivrer aux bénéficiaires avant l'expiration du délai de validité, fixé par l'accord qui a été conclu entre les deux administrations postales contractantes au sujet de l'échange de mandats-poste, seront, à l'expiration du délai

de validité, pris en charge par l'administration du pays de paiement ; celle-ci en demandera le remboursement à l'administration qui avait délivré lesdits mandats.

2. Les mandats de remboursement qui ont été délivrés aux bénéficiaires et dont ceux-ci n'auront pas réclamé le paiement avant l'expiration du délai de validité fixé par l'accord qui a été conclu entre les deux administrations au sujet de l'échange des mandats-poste, seront remplacés par des ordres de paiement. Ces derniers seront établis par l'administration qui a émis les mandats, aussitôt qu'elle aura été en mesure d'établir que les originaux n'ont pas été payés dans le délai de validité. Ces ordres de paiement seront pris en charge par l'administration du pays de destination ; celle-ci en demandera le remboursement dans le premier décompte qu'elle établira après réception desdits ordres de paiement.

3. Si le montant d'un mandat de remboursement n'a pas été réclamé à l'expiration du délai de validité, l'administration qui a émis ledit mandat de remboursement en informera l'autre administration.

Article IX.

1. Les mandats de remboursement dont le paiement ne peut pas être assuré pour l'une des raisons suivantes :

1^o Parce que le nom ou le domicile des bénéficiaires a été indiqué d'une manière inexacte, insuffisante ou douteuse ;

2^o Parce que les noms ou les montants sont différents ou ont été omis ;

3^o Parce que des mentions ont été grattées ou modifiées ;

4^o Parce qu'on a omis d'apposer des timbres, ou des signatures ou d'autres indications de service ;

5^o Parce que des formulaires irréguliers ont été employés, seront rectifiés par le bureau qui a délivré lesdits mandats de remboursement.

2. A cet effet, le bureau de destination renverra les mandats au bureau d'origine, aussitôt que possible, sous pli officiellement recommandé.

Article X.

1. Le règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement payés par chacune des deux administrations des postes pour le compte de l'autre, sera effectué à l'aide de décomptes (modèle A annexé) supplémentaires aux décomptes détaillés des mandats-poste échangés entre les deux administrations.

2. Dans les décomptes de remboursements, qui devront être accompagnés des mandats payés et pris en charge, les mandats seront énumérés dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et d'après les numéros d'ordre qui y ont été inscrits par ces bureaux lors de l'émission. A la fin du décompte, l'administration qui l'aura établi déduira du total des sommes à son crédit un demi pour cent, représentant la part qui revient à l'autre administration au titre de la taxe de remboursement.

3. Le total du décompte des mandats de remboursement sera inscrit au décompte détaillé des mandats-poste, relatif à la même période, et réglé en même temps que le décompte général des mandats-poste. La vérification des mandats de remboursement sera effectuée conformément aux dispositions de l'accord que les deux administrations ont conclu au sujet de l'échange des mandats-poste.

Article XI.

Le présent règlement entrera en vigueur le même jour que l'accord. Il restera en vigueur aussi longtemps que ce dernier.

Fait, en double exemplaire, à Londres, le 28 février 1929, et à Willemstad (Ile de Curaçao), le 4 mai 1929.

(Signé) W. MITCHELL-THOMSON.

(Signé) P. SCHRILS.

N° 2102.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Accord relatif à la délimitation de
certaines portions de la frontière
entre le Sénégal et la Gambie.
Signé à Londres, le 6 mai 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Agreement respecting the Delimita-
tion of certain Portions of the
Boundary between Senegal and
Gambia. Signed at London,
May 6, 1929.

N° 2102. — ÉCHANGE DE NOTES CONFIRMANT L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS RELATIF A LA DÉLIMITATION DE CERTAINES PORTIONS DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA GAMBIE. LONDRES, LE 6 MAI 1929.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 juillet 1929.

AMBASSADE DE FRANCE
EN ANGLETERRE.
(W 4480/15/17).

LONDRES, le 6 mai 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Le Gouvernement de la République française a reçu les rapports signés en original en anglais et français, avec les cartes qui leur étaient jointes, qui furent signés entre les 30 janvier et 20 février 1925, par les membres de la commission chargée de déterminer certaines portions de la ligne frontière entre le Sénégal et la Gambie.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que je suis à présent autorisé, pour le compte du Gouvernement de la République, à ratifier ces rapports, tels qu'ils sont rédigés dans les copies et cartes y annexées, et à déclarer qu'il serait heureux de recevoir une assurance analogue de la part du Gouvernement de Sa Majesté britannique.

En vue de modifier quelques différences parues dans les rapports signés, il est entendu que les textes respectifs doivent, aux points ci-dessous, être lus comme suit :

Rapport N° 1. Texte français, page 2, ligne 27 : Saïdi N'Gié, chef du district britannique du Niani.
Ligne 29 : Oppa M'Baké, chef du canton français du Niani Toucouleur.

Texte anglais, page 3, ligne 27 :

Oppa M'Bake, Chief of the French canton of Tukolor Niani.
Ligne 29 : Sidi Njai, Chief of the British Niani district.

Rapport N° 3. Texte français.

Ligne 15 : Saïdi N'Gié, Chef du district britannique du Niani
Ligne 16 : N'Jagga Tao, chef du village britannique de Pallol.
Ligne 17 : Ibrahima Ba, chef du canton français de Koungheul.
Ligne 18 : Manumbé Diop, chef du village français de Ker Madumbé.

Texte anglais, page 7, ligne 10 :

Aujas, Administrator-in-Chief, Administrator of Sine-Saloum.
Ligne 13 : Ibrahima Ba, Chief of the French Canton of Koungheul.
Ligne 14 : Manumbe Diop, Chief of the French village of Ker Madumbe.
Ligne 15 : Sidi Njai, Chief of the British Niani district.
Ligne 16 : Njagga Jao, Headman of the British village of Pallol.

Rapport N° 4. Texte français, page 8, ligne 2 :

..... sur la frontière du Sénégal et de la Gambie.

Ligne 17 : 1. Saïdi N'Gié
Ligne 18 : 2. Samba Top, chef du village de Toben.

No. 2102. — EXCHANGE OF NOTES CONFIRMING THE AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF FRANCE, RESPECTING THE DELIMITATION OF CERTAIN PORTIONS OF THE BOUNDARY BETWEEN SENEGAL AND GAMBIA. LONDON, MAY 6, 1929.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 26, 1929.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

No. W 4480/15/17.

6th May, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland have received the original signed report in the English and French languages, together with the accompanying diagrams which were signed between the 30th January and the 20th February, 1925, by the Commissioners appointed to determine certain portions of the boundary line between Senegal and Gambia.

2. I have the honour to inform Your Excellency that I am now authorised on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom to confirm these reports, as set forth in the accompanying printed copies and diagrams, and to state that they would be glad to receive a similar assurance on the part of the French Government.

3. In order to remedy certain minor discrepancies appearing in the signed reports, it is understood that the respective texts should at the points indicated below, read as follows :

Report No. 1. French text, Page 2, line 27.

Saidi N'Gié, chef du district britannique du Niani.

Line 29. Oppa M'Baké, chef du canton français du Niani Toucouleur.

English text. Page 3, line 27.

Oppa M'Bake, Chief of the French canton of Tukolor Niani.

Line 29. Sidi Njai, Chief of the British Niani district.

Report No. 3. French text.

Line 15. Saidi N'Gié, chef du district britannique du Niani.

Line 16. N'Jagga Tao, chef du village britannique de Pallol.

Line 17. Ibrahima Ba, chef du canton français de Koungheul.

Line 18. Manumbé Diop, chef du village français de Ker Madumbé.

English text. Page 7, line 10.

Aujas, Administrator-in-Chief, Administrator of Sine-Saloum.

Line 13. Ibrahima Ba, Chief of the French Canton of Koungheul.

Line 14. Manumbé Diop, Chief of the French village of Ker Madumbé.

Line 15. Sidi Njai, Chief of the British Niani district.

Line 16. Njagga Jao, Headman of the British village of Pallol.

Report No. 4. French text. Page 8, line 2.

..... sur la frontière du Sénégal et de la Gambie.

Line 17. 1. Saidi N'Gié.....

Line 18. 2. Samba Top, chef du village de Toben.

Ligne 19 : 3. Oppa M'Baké, chef du Canton français du Niani Toucouleur.

Ligne 20 : 4. Oumar Dème, chef du village français de Counta.

Texte anglais, page 9, ligne 2 :

..... of Gunta on the Senegal Gambia frontier.

Ligne 8 : à supprimer : « at the request of the President of the French Section ».

Ligne 18 : 2. Headman of the French village of Gunta.

Ligne 19 : 3. Sidi Njai

Rapport N° 6. Texte anglais, page 13 :

Lignes 30 et 31 : « after reviewing the facts revealed by the work of the topographical officers of the said Commission » ne figurant pas dans le texte français, doivent être supprimés.

Lignes 40, 41, 43, 45 et 46 : Les distances exprimées en pieds et pouces dans le texte français, sont exprimées également en mètres entre parenthèses. Il conviendrait que les équivalences exprimées en mètres fussent insérées dans le texte anglais.

Page 15, ligne 9 :

Le texte français porte : piquet en bois à 3 m. à l'ouest d'une grand arbre. Le texte anglais devrait être complété ainsi : « 3 mètres to the west of a large tree ».

En conséquence, cette note et votre réponse en termes conformes seront considérées comme donnant validité et authenticité à l'accord réalisé par les deux gouvernements sur cette question.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) A. DE FLEURIAU.

Son Excellence

Sir Austen Chamberlain,

Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique
aux Affaires Etrangères,
Foreign Office.

¹ TRADUCTION.

FOREIGN OFFICE S. W. I.

N° W 4480/15/17.

Le 6 mai 1929.

EXCELLENCE,

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord a reçu les rapports signés en original en anglais et en français, avec les cartes qui leur étaient jointes, qui furent signés entre les 30 janvier et 20 février 1925, par les membres de la commission chargée de déterminer certaines portions de la ligne frontière entre le Sénégal et la Gambie.

2. J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que je suis à présent autorisé, pour le compte du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, à ratifier ces rapports, tels qu'ils sont rédigés dans les copies et cartes y annexées, et à déclarer qu'il serait heureux de recevoir une assurance analogue de la part du Gouvernement de la République française.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Son Excellence

Monsieur A. de Fleuriau, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

- Line 19. 3. Oppa M'Baké, chef du canton français du Niani Toucouleur.
 Line 20. 4. Oumar Dème, chef du village français de Counta.

English text. Page 9, line 2.

..... of Gunta on the Senegal Gambia frontier.

Line 8. Omit: " at the request of the President of the French section."

Line 18. 2. Headman of the French village of Gunta.

Line 19. 3. Sidi Njai

Report No. 6. English text. Page 13.

" Lines 30 and 31 after reviewing the facts revealed by the work of the topographical officers of the said Commission ", which does not appear in the French text, should be omitted.

Lines 40, 41, 43, 45 and 46. The distances expressed in feet and inches in the French text are also expressed in metres, between brackets. The English text should be read as containing the metrical equivalents appearing in the French text.

Page 15, line 9.

The French text reads: " piquet en bois à 3 m. à l'Ouest d'un grand arbre ". The English text should therefore read as follows: " 3 metres to the West of a large tree ".

4. The present note and your reply in corresponding terms will accordingly be regarded as giving validity to, and as placing on record, the understanding between the respective Governments in the matter.

I have, etc.,

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

His Excellency

Monsieur A. de Fleuriau, C.G.V.O.,
 etc., etc., etc.

¹ TRANSLATION.

FRENCH EMBASSY IN ENGLAND.

(W 4480/15/17).

LONDON, May 6, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

The Government of the French Republic has received the original signed report in the English and French languages, together with the accompanying diagrams which were signed between the 30 January and the 20 February, 1925, by the Commissioners appointed to determine certain portions of the boundary line between Senegal and Gambia.

2. I have the honour to inform Your Excellency that I am now authorised on behalf of the Government of the Republic to confirm these reports, as set forth in the accompanying printed copies and diagrams, and to state that it would be glad to receive a similar assurance on the part of His Britannic Majesty's Government.

I have, etc:

(Signed) A. de FLEURIAU.

His Excellency

Sir Austen Chamberlain,

Principal Secretary of State for Foreign Affairs
 of His Britannic Majesty, Foreign Office.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2102. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS CONCERNANT LA DÉLIMITATION DE CERTAINES PORTIONS DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA GAMBIE. LONDRES, LE 6 MAI 1929.

No. 2102. — AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF FRANCE RESPECTING THE DELIMITATION OF CERTAIN PORTIONS OF THE BOUNDARY BETWEEN SENEGAL AND GAMBIA. LONDON, MAY 6, 1929.

Par échange de notes entre le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et l'ambassadeur de France à Londres, en date du 6 mai 1929, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République française ont officiellement confirmé, sous réserve de certains amendements secondaires qui ont été apportés au texte, les rapports ci-après, signés entre le 30 janvier et le 20 février 1925 par les Commissaires chargés de déterminer certaines fractions de la ligne frontière entre le Sénégal et la Gambie :

By an exchange of notes between the Secretary of State for Foreign Affairs and the French Ambassador in London, dated the 6th May 1929, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic formally confirmed, subject to certain minor amendments which have been incorporated in the text, the following reports signed between the 30th January and the 20th February, 1925, by the Commissioners appointed to determine certain portions of the boundary line between Senegal and Gambia :

(1.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE LA LIGNE FRONTIÈRE ENTRE LES VILLAGES DE N'BAÏEN ANGLAIS ET DE N'BAÏEN FRANÇAIS ET L'ATTRIBUTION DU PUIS SITUÉ PRÈS DE LA BORNE N° 64.

Les soussignés :

MM. R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner MacCarthy Island Province ;
J. C. VILLENEUVE, président de la Section française ;
Ed. PAL, administrateur du Cercle de Tambacounda ;

appelés, à la demande de M. R. W. Macklin, à se prononcer sur la situation du puits de N'Baïen

(1.)

PROCÈS-VERBAL

CONCERNING A WELL SITUATED CLOSE TO BOUNDARY PILLAR NO. 64 BETWEEN THE VILLAGES OF FRENCH MBAÏEN AND ENGLISH MBAÏEN.

The undersigned:

M. J. C. VILLENEUVE, President of the French Section of the Boundary Commission ;
M. Ed PAL, Administrator of the Cercle of Tambacounda ;
Major R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province ;

assembled on the 6th February, 1925, at the request of Major R. W. Macklin, to decide the

par rapport à la ligne frontière, on a déterminé approximativement celle-ci sur le terrain par MM. les officiers topographes. Ils ont constaté que le puits de N'Baïen, situé à proximité de la borne N° 64, entre les villages de N'Baïen anglais et de N'Baïen français, était en territoire anglais et avait été foré par les indigènes de N'Baïen anglais.

En conséquence, le président de la section française, en accord avec M. l'administrateur du Cercle de Tambacounda, a proposé :

1° Le forage et l'aménagement d'un puits à N'Baïen français par les soins du Cercle de Tambacounda ;

2° D'accorder pour ces travaux un délai maximum d'un an à compter du 7 février 1925, pendant lequel les indigènes du village français de N'Baïen continueront à s'approvisionner en eau librement et comme précédemment au puits de la borne 64.

Cet accord a été fait en présence des chefs indigènes intéressés ci-après désignés :

Saïdi N'Gié, Chef du district britannique du Niani.

Demba N'Dao, Chef du village anglais de N'Baïen.

Oppa M'Baké, Chef du canton français du Niani Toucouleur.

Modio Diallo, Chef du village de N'Baïen français.

A N'Baïen, le 6 février 1925.

J. C. VILLENEUVE.

(2.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS DE RÉPARATION DE QILIERIS DE FRONTIÈRE SUR LA FRONTIÈRE DU SINE-SALOUM—MACCARTHY ISLAND PROVINCE.

La Commission mixte, composée comme suit :

SECTION ANGLAISE :

MM. le Major R. W. MACKLIN Président ;
le Major L. A. W. BROOKS.

No. 2102

position of the said well with reference to the boundary line as approximately set out by the topographical officers, have agreed that the well of MBaïen, situated near to the boundary pillar (No. 64) between the villages of French MBaïen and of British MBaïen, is in British territory, and had been dug by the inhabitants of British MBaïen.

As a consequence the President of the French Section, in agreement with the Administrator of the Cercle of Tambacounda, has proposed :

Firstly, to construct a well at French MBaïen ; and

Secondly, to allow, for the carrying into effect of the work, a maximum delay of one year, to date from the 7th February, 1925, during which the inhabitants of the French village of MBaïen will as hitherto continue to draw water without interference from the well near the said boundary pillar.

This has been explained to

Oppa MBake, Chief of the French canton of Tukolor Niani.

Modio Diallo, Headman of the village of French MBaïen.

Sidi Njai, Chief of the British Niani district.

Demba Ndao, Headman of the village of English MBaïen.

Signed and accepted at Georgetown this ninth day of February, 1925.

R. W. MACKLIN.

(2.)

PROCÈS-VERBAL

OF THE REPAIRS TO THE BOUNDARY PILLARS SITUATED ON THE BOUNDARY BETWEEN SINE SALOUM AND MACCARTHY ISLAND PROVINCE.

The Joint Commission, composed as follows :

FRENCH SECTION

MM. J. C. VILLENEUVE, Administrator-in-Chief, President ;

SECTION FRANÇAISE :

J. C. VILLENEUVE, Administrateur en Chef, Président ;
 AUJAS, Administrateur en Chef, Administrateur du Cercle du Sine-Saloum ;
 DENIS, surveillant principal des Travaux publics ;

a procédé le 5 février 1925, à la vérification des piliers-frontière signalés en mauvais état par M. l'Administrateur du Sine-Saloum. Ces bornes avaient été réparées, du 1^{er} au 4 février, par les soins de M. Denis conformément aux instructions reçues à cet effet du Président de la Section française en accord avec M. le Président de la Section anglaise.

La Commission a fait sur place les constatations suivantes :

- 1^o Pilier N^o 47 (voir croquis ci-joint¹) : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.
- 2^o Pilier N^o 43 (voir croquis ci-joint¹) : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.
- 3^o Pilier N^o 41 : La base n'a pas été scellée. L'entourage n'a pas été refait.
- 4^o Pilier N^o 40 : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.
- 5^o Pilier N^o 36 : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.
6. Pilier N^o 34 : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.
7. Pilier N^o 32 : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.

Fait à Counta, le 6 février 1925.

La Section française :

J. C. VILLENEUVE.
 L. AUJAS.
 DENIS.

MM. L. AUJAS, Administrator-in-Chief, Administrator of Sine-Saloum ;
 DENIS, Principal Superintendent of Public Works.

BRITISH SECTION

Majors R. W. MACKLIN, President ;
 L. A. W. BROOKS, Travelling Commissioner ;

proceeded on the 5th February, 1925, to verify the boundary pillars described by the Administrator of Sine-Saloum as being in a state of disrepair. These pillars were repaired, between the 1st and the 4th February, by M. Denis, in accordance with instructions received to this effect from the president of the French section, in agreement with the president of the British section.

The Commission has verified on the spot the following conditions :

- (1) Pillar No. 47 (see tracing herewith¹) : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.
- (2) Pillar No. 43 (see tracing herewith¹) : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.
- (3) Pillar, No. 41 : The base is loose. Surroundings to be cleared.
- (4) Pillar No. 40 : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.
- (5) Pillar No. 36 : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.
- (6) Pillar No. 34 : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.
- (7) Pillar No. 32 : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.

Signed at Georgetown this 9th day of February, 1925.

R. W. MACKLIN.
 L. A. W. BROOKS.

¹ Voir croquis N^o I à la fin.

¹ See Plate No. I at end.

(3.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES INCIDENTS DE PALLOL.

La Commission mixte, composée comme suit :

SECTION ANGLAISE :

MM. le Major R. W. MACKLIN, président ;
le Major L. A. W. BROOKS ;

McTurk, LAND Officier, topographe ;
SLY, Assistant Land Officier, topographe.

SECTION FRANÇAISE :

MM. J. C. VILLENEUVE, président ;
AUJAS, administrateur en chef, administrateur du Sine-Saloum ;
ARMANI, lieutenant d'Artillerie coloniale, topographe ;

accompagnée de :

Saïdi N'Gié, chef du district britannique du Niani ;
N'Jagga Tao, chef du village anglais de Pallol ;
Ibrahima Ba, chef du canton de Koungheul (français) ;
Manumbé Diop, chef du village français de Ker Madumbé (français) ;

a procédé, le 6 février 1925, à 15 h. 30, à la reconnaissance de la ligne frontière déterminée approximativement sur le terrain par MM. les officiers topographes des deux sections, entre Pallol et Ker Madumbé, et a constaté que les terrains qui ont fait l'objet des « incidents de Pallol » sont nettement situés et sans contestation possible en territoire français, près du village français de Ker Madumbé.

En conséquence,

1^o L'impôt versé à Kaolack par Ibrahima Ba, le 29 mai 1922, sous le N^o 952, pour le compte des 14 indigènes de Pallol qui avaient cultivé lesdits terrains, soit $14 \times 15 = 210$ francs, a été dûment perçu et demeure acquis à la Colonie du Sénégal ;

2^o Ibrahima Ba a restitué, le 4 février 1925, devant la Commission mixte, à

(3.)

PROCÈS-VERBAL

OF THE SETTLEMENT OF THE PALLOL DISPUTE.

The Joint Commission, composed as follows :

BRITISH SECTION :

Major R. W. MACKLIN, President ;
Major L. A. W. BROOKS, Travelling Commissioner ;
Mr. W. H. McTurk, LAND Officer ;
Mr. A. G. E. SLY, Assistant Land Officer.

FRENCH SECTION :

MM. J. C. VILLENEUVE, President ;
AUJAS, Administrator-in-Chief, Administrator of Sine-Saloum ;
ARMANI, Lieutenant of Colonial Artillery, Topographer ;

accompanied by

Ibrahima Ba, Chief of the French Canton of Koungheul ;
Manumbe Diop, Chief of the French village of Ker Madumbe ;
Sidi Njai, Chief of the British Niani District ; and
N'Jagga Jao, Headman of the British Village of Pallol ;

proceeded on the sixth day of February, 1925, at 3.30 P.M., to view the boundary line between the villages of Pallol and Ker Madumbe as determined approximately on the ground by the topographical officers of the two sections, and established that the said farms at the village of Pallol are clearly and without any possibility of dispute situated in French territory near to the French village of Ker Madumbe.

As a consequence

Firstly, the tax paid at Kaolack by Ibrahima Ba on the 29th May, 1922, under No. 952, to wit: $14 \times 15 = 210$ francs, on behalf of the 14 inhabitants of Pallol who have cultivated the said farms, was rightfully collected and remains secured to the Colony of Senegal ;

Secondly, in the presence of the said Commission, on the 4th of February, Ibra-

Saïdi N'Gié, les deux sacs de mil conservés par lui en dépôt et appartenant à ces indigènes.

Fait à Counta, le 6 février 1925.

La Section française :

J. C. VILLENEUVE.

L. AUJAS.

J. X. ARMANI.

(4.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS DE PARTAGE DES TERRAINS DE CULTURE DU VILLAGE FRANÇAIS DE COUNTA SUR LA FRONTIÈRE DU SÉNÉGAL ET DE LA GAMBIE.

Les soussignés :

MM. R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, Mac Carthy Island Province;
J. C. VILLENEUVE, président de la section française ;
Ed. PAL, administrateur de Tambacounda ;

ont fait déterminer approximativement par MM. les officiers topographes de la Commission la frontière entre les bornes 63 (Counta) et 64, à hauteur du village de Counta, pour partager un louçan établi par ce village sur la frontière.

Une ligne conventionnelle ¹ a été matérialisée sur le terrain par les soins de MM. les officiers topographes pour indiquer la partie située en territoire français. Cette ligne a été reconnue et acceptée de part et d'autre en présence des chefs indigènes intéressés :

1° Saïdi N'Gié, chef du canton du Niani anglais.

2° Samba Top, chef du village de Toben.

hima Ba restored to Sidi Njai the two sacks of grain kept by him in store and belonging to the said people.

Signed at Bansang this ninth day of February 1925.

The British Section :

R. W. MACKLIN.

L. A. W. BROOKS.

W. H. MCTURK.

A. G. E. SLY.

(4.)

PROCÈS-VERBAL

RELATING TO LANDS CULTIVATED BY THE FRENCH VILLAGE OF GUNTA ON THE SENEGAL-GAMBIA FRONTIER.

The undersigned

M. J. C. VILLENEUVE, President of the French Section ;
Ed. PAL, Administrator of Tambacounda ;
R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province ;

have caused to be determined approximately by the topographical officers of the Commission the boundary in front of the village of Gunta between pillars Nos. 63 (Gunta) and 64 in order to apportion a cultivated area cleared on the boundary by the said village.

A conventional line ¹ has accordingly been set out on the ground by the topographical officers in order to indicate that portion situated in French territory. This line has been viewed and accepted on both sides in the presence of the chiefs and headmen concerned :

(1) Oppa m'Bake, Chief of the Canton of French Niani Tukolor.

(2) Oumar Deme, Headman of the French village of Gunta.

¹ Voir croquis N° II à la fin.

¹ See Plate No. II at end.

3. Oppa M'Baké, chef du canton français du Niani Toucouleur (français).

4^o Oumar Dème, chef du village français de Counta français.

(3) Sidi Njai, Chief of British Niani.

(4) Samba Top, Headman of Toben.

Fait à Counta, le 6 février 1925.

Signed at Bansang, this tenth day of February, 1925.

J. C. VILLENEUVE.
E. PAL.

R. W. MACKLIN.

(5.)

(5.)

PROCÈS-VERBAL

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS RELATIVES A LA FIXATION MATÉRIELLE DE LA LIGNE FRONTIÈRE ENTRE LES VILLAGES DE MADINA (FRANÇAIS) ET DE CHARJI (ANGLAIS) ET AU RÈGLEMENT DES INCIDENTS SURVENUS LE 12 DÉCEMBRE 1923, A CHARJI.

OF THE OPERATIONS RELATIVE TO THE MATERIAL FIXING OF THE BOUNDARY LINE BETWEEN THE VILLAGES OF MADINA (FRENCH) AND CHARJI (BRITISH) AND THE ADJUSTMENT OF THE INCIDENTS AT CHARJI ON DECEMBER 12, 1923.

La Commission mixte, composée de :

The Mixed Commission, composed of :

SECTION ANGLAISE :

BRITISH SECTION :

MM. L. A. W. BROOKS, Travelling Commissioner, South Bank Province, président ;

R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province ;
McTURK, Land Officier, topographe ;

A. G. E. SLY, Assistant Land Officier, topographe.

Major L. A. W. BROOKS, Travelling Commissioner, South Bank Province, President ;

Major R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province ;

Messrs. W. H. McTURK, Land Officer and Surveyor, Topographer ;

A. G. E. SLY, Assistant Land Officer and Surveyor, Topographer.

SECTION FRANÇAISE :

FRENCH SECTION :

MM. J. C. VILLENEUVE, administrateur en chef, président ;

BAYLET, administrateur adjoint de 3^{me} classe, administrateur de Kolda ;

LAMY, adjoint principal des Services civils, résident de Vélingara ;

ARMANI, lieutenant d'artillerie coloniale, H. C., topographe.

MM. J. C. VILLENEUVE, Administrator-in-Chief, President ;

BAYLET, Assistant Administrator of Third Class, Administrator of Kolda ;

LAMY, Principal Assistant in the Civil Service, Resident of Willingara ;

ARMANI, Lieutenant of Colonial Artillery (H. C. = hors cadre), Topographical Officer ;

s'est réunie à Charji, les 10 et 11 février, pour procéder à la fixation matérielle de la ligne frontière entre les villages de Madina et de Charji et au règlement des incidents survenus le 12 décembre 1923 dans ce dernier village.

reassembled at Charji, the 10th and 11th of February, to proceed to the material fixing of the boundary line between the villages of Madina and of Charji and to the settlement of the incidents which happened unexpectedly, on the 12th of December, 1923, in this last village.

Le travail relatif à la détermination et à la matérialisation de la ligne frontière susindiquée, précédemment effectuée, en janvier 1924, par M. Sly, topographe de la section anglaise, a été vérifié, reconnu exact et accepté par M. Armani, lieutenant, topographe de la section française, tel qu'il figure sur la copie ci-jointe¹.

Après enquête sur place et audition des intéressés de part et d'autre, il a été établi :

1^o Que le village de Charji (Tiadji ou Saré Kalouman ou Saré Dianko est nettement et sans contestation possible situé en territoire anglais ;

2^o Que l'Administrateur du Cercle de Kolda, en arrivant dans cette région le 12 décembre 1923, avait installé son campement à proximité de ce village (voir levé ci-joint)¹ et en territoire anglais ;

3^o Que ce village avait indûment payé la somme de 2,375.25 francs se décomposant comme suit :

	Francs.
Impôt indigène, 150 × 14 =	2,100
Taxe sur les animaux	125.25
Société de Prévoyance, cotisation 150 × 1 =	150

4^o Qu'en outre il avait dû fournir le bétail et les vivres nécessaires à la nourriture du personnel indigène et des animaux qui avaient accompagné l'administrateur du Cercle de Kolda.

En conséquence :

Le président de la section française a proposé au président de la section anglaise, qui a accepté :

a) Le remboursement de la somme de 2,375.25 francs indûment perçue (deux mille trois cent soixante-quinze francs vingt-cinq centimes) ;

b) Le versement d'une somme de trois cents francs en paiement des fournitures de vivres et de bétail effectuées.

Il a été ensuite procédé, en compagnie des chefs indigènes intéressés, anglais et français, à la reconnaissance de la ligne frontière matérialisée entre les deux bornes, de Madina à Charji.

The work relative to the determination and to the materialization of the boundary line above indicated, previously effected, in January 1924, by Mr. Sly, topographer of the British section, has been verified, admitted as exact and accepted by M. Armani, lieutenant, topographer of the French section, such as is shown on the attached tracing.¹

After investigation on the spot and a hearing of those interested on both sides, it has been established :

(1) That the village of Charji (Tiadji or Dare Kalouman or Sare Dianko) is clearly and without any possible dispute situated in British territory ;

(2) That the Administrator of the Circle of Kolda, on arriving in this region on the 12th of December, 1923, installed his compound in proximity to this village (*vide* attached plan)¹ and in British territory ;

(3) That this village improperly paid the sum of 2,375.25 francs, consisting of the following :

	Francs
Native tax, 14 at 150	2,100
Tax on animals	125.25
Provident Society, subscriptions, 1 at 150	150

(4) That, besides, it must have furnished cattle and food necessary for the maintenance of the native personnel and of the animals which accompanied the Administrator of the Circle of Kolda.

In consequence

The president of the French section has proposed to the president of the British section, who has accepted :

(a.) The reimbursement of the sum of 2,375.25 francs improperly collected as taxes (two thousand three hundred and seventy-five francs and twenty-five centimes).

(b.) The payment of a sum of three hundred francs in settlement of the supply of food and of cattle effected.

British and French afterwards proceeded, in company with the native chiefs interested, to a reconnaissance of the boundary line materialised, between the two pillars, from Madina to Charji.

¹ Voir croquis N^o III à la fin.

¹ See Plate No. III at end.

Le présent accord ne deviendra définitif qu'après approbation des deux gouvernements respectifs,

Fait à Charji, le 11 février 1925.

J. C. VILLENEUVE.
BAYLET.
LAMY.
J. X. ARMANI.

(6.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS DE RECONNAISSANCE DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES PILIERS 75 (KOUS-SALAN) ET 76 (SAMI).

Les soussignés :

MM. R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province, président de la section anglaise ;
J. C. VILLENEUVE, administrateur en chef des Colonies, inspecteur des Affaires administratives du Sénégal, président de la section française ;

au nom de la Commission mixte :

Considérant que la carte anglaise établie à la suite des travaux de la Commission de Délimitation franco-anglaise (1904-1905 par MM. le Major E. L. Cowie et A. B. B. Tcharner, à l'échelle de 1/250,000 et publiée en 1906, sous le N° 1958, par la « Geographical Section, General Staff », montre que la ligne frontière entre les piliers 73, 74, 75 (Koussalan) et Sami (76) a été déterminée par un arc de cercle passant exactement par lesdits piliers ;

Après examen et étude du levé de cette partie de la frontière effectué par MM. les officiers topographes des deux sections et duquel il ressort que cet arc de cercle passe par les piliers 73, 74 et 75, mais se prolonge à l'ouest du pilier 76 à une distance de celui-ci de :

2,423 km. d'après le levé de M. le Lieutenant Armani ;

7,100 pieds (ou 2,164 km.) d'après le levé de M. McTurk ;

The present agreement will not become definitive until after the approval of the two respective Governments.

Done at Charji, the 11th of February, 1925.

L. A. W. BROOKS.
W. H. MCTURK.
A. G. E. SLY.

(6.)

PROCÈS-VERBAL

OF THE SURVEY OF THE BOUNDARY LINE BETWEEN THE KUSSALANG PILLAR (No. 75) AND THE SAMI PILLAR (No. 76).

The undersigned :

Messrs. J. C. VILLENEUVE Administrator-in-Chief for the Colonies, Inspector of Administration, President of the French Section ;
R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province, President of the English Section ;

on behalf of the said Commission :

Having taken into consideration that the British map, reproduced from the work of the Anglo-French Boundary Commission 1904-1905 by Major E. L. Cowie and Mr. A. B. B. Tcharner, drawn to the scale of 1/250,000 and published in 1906 under No. 1958 by the Geographical Section of the General Staff, shows that an arc of a circle passes exactly through the boundary pillars Nos. 73, 74, 75 (Kussalang) and No. 76 (Sami), and, after examination and study of the plans of that portion of the boundary line between the said boundary pillars Nos. 73, 74, 75 and 76 presented by the topographical officers, have now ascertained that the continuation of the arc of the circle which passes through pillars Nos. 73, 74 and 75 does not pass through pillar No. 76, but passes to the west of that pillar at a distance of :

2,423 km. according to the results of Lieutenant Armani ;

7,100 feet (or 2,164 km.) according to the results of Mr. McTurk ;

Considérant, d'autre part, qu'il a été préalablement admis que lesdits piliers placés en 1904-1905 par la Commission de délimitation Cowie-Duchemin devaient être tenus pour exactement situés et partant intangibles ;

Estiment que la frontière entre les piliers 75 (Koussalan) et 76 (Sami) doit être déterminée par une ligne droite qui a été matérialisée dans les conditions suivantes par MM. les officiers topographes des deux groupes :

a) Par M. McTurk : en plaçant sur la ligne droite prolongée du pilier 76 (Sami) vers le pilier 75 (Koussalan) dans la direction N. 23° 59' 25" W. (vrai) six signaux dont cinq constitués avec des rails légers en acier, élevés au-dessus du terrain à une hauteur de 4 pieds (1^m22) et dont l'extrémité placée dans le sol a été coudée à angle droit. Ces cinq signaux ont été entourés de pierres à la base à environ 6 pouces (0^m16) du sommet. Le sixième signal se compose d'un tronç d'arbre placé à 10 pieds (3^m04) au-dessus du sol et entouré d'un tas de pierres. La première marque est placée à la distance de 1783 pieds (543^m45) du pilier N° 76 (Sami) et la dernière à 7892 pieds (2405^m48) de ce pilier ;

b) Par M. le lieutenant Armani : en plaçant sur cette même ligne, à partir du pilier 75 (Koussalan), neuf signaux constitués comme suit :

1° A 219 mètres du pilier 75. Tas de pierres autour d'un poteau planté dans une ermitière.

2° A 100 m. de ce signal. Arbre incliné entouré de pierre et marqué d'un triangle

3° A 154 m. de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 3 m. à l'ouest d'un grand arbre marqué d'un triangle.

4° A 206 m. de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 4 m. à l'ouest d'un arbre sortant d'une terminière.

5° A 190 m. de ce signal. Petit tas de pierres autour d'un piquet à mi-pente.

And whereas it has also been accepted as a preliminary that the said pillars Nos. 73, 74, 75 and 76, as now standing and as placed in 1904-1905 by the Cowie-Duchemin Boundary Commission, are to be considered as being in their correct positions and therefore indisputable :

Have come to the conclusion that the boundary line between pillars No. 75 (Kussalang) and No. 76 (Sami) should be established by a straight line, and accordingly this has been carried into effect as follows by the said topographical officers :

By Mr. McTurk : by placing on the said straight line, extending from the pillar No. 76 (Sami) towards pillar No. 75 (Kussalang), in a direction N. 23° 59' 25" W. (true), six marks, of which five are constructed of pieces of light steel rail, standing above ground to a height of 4 feet (1^m22), with a short portion having a right-angled bend placed below ground, and the whole surrounded to within 6 inches (0^m16) of the top by a cairn of stones, the sixth mark consisting of the bole of a tree standing above ground to a height of 10 feet (3^m04) and surrounded by a cairn of stones. The first mark is placed at a distance of 1,783 feet (543^m45) from pillar No. 76 (Sami) and the last one at a distance of 7,892 feet (2405^m48) from the said pillar.

By Lieutenant Armani : by placing on this same line, starting from pillar No. 75 (Kussalang) nine marks, consisting of the following :

(1) At 219 metres from pillar 75. A cairn of stones surrounding a post set in an ant hill.

(2) At 100 metres from the preceding mark. A leaning tree surrounded by stones and marked with a triangle.

(3) At 154 metres from the preceding mark. A cairn of stones surrounding a wooden picket, 3 metres to the west of a large tree marked with a triangle.

(4) At 206 metres from the preceding mark. A cairn of stones surrounding a wooden picket, 4 metres to the west of a tree protruding from an ant hill.

(5) At 190 metres from the preceding mark. A small cairn of stones surrounding a picket half-way up the slope.

6° A 446 m. de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 3 m. entre un arbre presque mort à l'est et une termitière à l'ouest.

7° A 461 m. de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 5 m. 50 d'un arbre marqué d'un triangle à l'ouest.

8° A 260 m. de ce signal. Tas de pierres autour d'un gros poteau.

9° A 326 m. de ce signal. Gros tas de pierres autour d'un piquet en bois, à 1 m. 50 au sud du sentier Pationki-Koussalan.

En conséquence, les deux sections complètes ont procédé, le 28 janvier 1925, à la reconnaissance de cette nouvelle ligne frontrière entre les piliers 76 (Sami) et 75 (Koussalan). Elles étaient accompagnés des chefs indigènes désignés ci-après :

Territoire anglais :

Oumar M'Backé, Chef du district de Sami.

Moussa Cissé, Chef du village de Sami N° 2.

Arafang Bakary Cissé, Chef du village de Sami N° 3.

Territoire français :

Oppa M'Baké, Chef du canton du Niani Toucouleur.

Salif Ba, Chef du village de Koussalan.

Le présent accord entre les délégués des sections anglaise et française reste soumis à la ratification de leurs Gouvernements respectifs avant de devenir définitif.

Fait à Koussalan, le 30 janvier 1925.

J. C. VILLENEUVE.

J. X. ARMANI,

*Lieutenant d'Artillerie coloniale, H.,
Topographe de la Mission française.*

(6) At 446 metres from the preceding mark. A cairn of stones surrounding a wooden picket 3 metres between a tree nearly due east and an ant hill to the west.

(7) At 461 metres from the preceding mark. A cairn of stones surrounding a wooden picket, 5 ½ metres from a tree marked by means of a triangle to the west.

(8) At 260 metres from the preceding mark. A cairn of stones surrounding a large post.

(9) At 326 metres from the preceding mark. A large cairn of stones surrounding a wooden picket, 1 ½ metres to the south of the track Pationki-Kussalang.

The officers composing the respective sections of the said Commission proceeded, therefore, on the 28th day of January, 1925, to view the boundary line as established between the boundary pillars No. 75 (Kussalang) and No. 76 (Sami). They were accompanied by the native chiefs and headmen concerned, and described hereunder :

French territory :

Oppa M'Backe, Chief of the Canton of Tukolor Niani.

Salif Ba, Headman of the village of Kussalang.

British territory :

Omar M'Backe, Chief of the Sami District.

Moussa Sisi, Headman of Sami No. 2.

Arafang Bakari Sisi, Headman of Sami No. 3.

The present agreement between the delegates of the British and French sections is subject to ratification by their respective Governments.

Signed at Basse, this 12th day of February, 1925.

R. W. MACKLIN.

W. H. MCTURK.

(7.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS DE RECONNAISSANCE DES TAS DE PIERRES PROVISOIRES CONSTITUÉS COMME LIMITE ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA GAMBIE ANGLAISE SUR LA LIGNE FRONTIÈRE PARTANT DE BORNE SITUÉE AU SUD-EST DE KANDI-KOUNDA ET REJOIGNANT BANANKO.

Les soussignés :

MM. le colonel G. E. WANNELL, Travelling Commissioner de l'Upper River, président de la section anglaise ;
J. C. VILLENEUVE, administrateur en chef des Colonies, inspecteur des Affaires administratives du Sénégal, président de la section française ;

au nom de la Commission mixte ;

Considérant :

1^o Que la ligne frontière allant de la borne située au sud-est de Kandé-Kounda à Bananko, jalonnée sur son parcours par quatre tas de pierres provisoires, présente, quant à l'emplacement de ceux-ci, des incertitudes ;

2^o Que du village de Bananko (Bagonanko), aujourd'hui disparu, il ne reste aucun vestige ;

Estiment que, dans ces conditions, il convient :

a) De faire procéder par une Commission mixte spéciale à la délimitation de cette partie de la frontière avant de remplacer par des bornes définitives lesdits tas de pierres ;

b) De maintenir, en attendant, le *statu quo* dans cette région.

Fait à Sine, le 20 février 1925.

J. C. VILLENEUVE.

(7.)

PROCÈS-VERBAL

OF RECONNAISSANCE WORK IN CONNECTION WITH TEMPORARY CAIRNS OF STONES CONSTITUTING THE LIMIT BETWEEN SENEGAL AND BRITISH GAMBIA ON THE BOUNDARY LINE FROM THE BOUNDARY PILLAR SOUTH-EAST OF KANDE KUNDA TO BANANKO.

The undersigned :

Colonel G. E. WANNELL, Travelling Commissioner, Upper River Province, President of the British Section ;
M. J. C. VILLENEUVE, Administrator-in-Chief of Colonies, Inspector of Administrative Affairs in Senegal, President of the French Section ;

on behalf of the Joint Commission ;

Considering :

(1) That the boundary line running from the pillar situated to the south-east of Kande Kunda to Bananko, marked out in its course by four temporary cairns of stone, presents uncertainties with regard to the positions of these ;

(2) That, with regard to the village of Bananko (Bagonanko), to-day disappeared, there remains no vestige whatever ;

are of the opinion that, in these conditions, it is desirable :

(a) For a special mixed Commission to proceed to a delimitation of this part of the boundary line prior to replacing the cairns of stone by permanent boundary pillars ;

(b) To maintain, in the meantime, the *status quo* in this region.

Done at Sine, the 20th February, 1925.

G. E. WANNELL, Lt.-Col.

N° 2103.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET EGYPTE**

Echange de notes relatif à l'utilisa-
tion des eaux du Nil pour les
besoins de l'irrigation. Le Caire,
le 7 mai 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND EGYPT**

Exchange of Notes in regard to the
Use of the Waters of the River
Nile for Irrigation Purposes.
Cairo, May 7, 1929.

No. 2103. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT IN REGARD TO THE USE OF THE WATERS OF THE RIVER NILE FOR IRRIGATION PURPOSES. CAIRO, MAY 7, 1929.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 juillet 1929.

No. 1.

MOHAMED MAHMOUD PASHA TO LORD LLOYD.

PRÉSIDENCE
DU CONSEIL DES MINISTRES.

CAIRO, May 7, 1929.

EXCELLENCY,

In confirmation of our recent conversations, I have the honour to communicate to your Excellency the views of the Egyptian Government in regard to those irrigation questions which have been the subject of our discussions.

The Egyptian Government agree that a settlement of these questions cannot be deferred until such time as it may be possible for the two Governments to come to an agreement on the status of the Sudan, but, in concluding the present arrangements, expressly reserve their full liberty on the occasion of any negotiations which may precede such an agreement.

2. It is realised that the development of the Sudan requires a quantity of the Nile water greater than that which has been so far utilised by the Sudan. As your Excellency is aware, the Egyptian Government has always been anxious to encourage such development, and will therefore continue that policy, and be willing to agree with His Majesty's Government upon such an increase of this quantity as does not infringe Egypt's natural and historical rights in the waters of the Nile and its requirements of agricultural extension, subject to satisfactory assurances as to the safeguarding of Egyptian interests as detailed in later paragraphs of this note.

3. The Egyptian Government therefore accept the findings of the 1925 Nile Commission, whose report is annexed hereto, and is considered an integral part of the present agreement. They propose, however, that, in view of the delay in the construction of the Gebel Aulia Dam, which, under paragraph 40 of the Nile Commission's Report, is regarded as a counterpart of the Gezira scheme, the dates and quantities of gradual withdrawals of water from the Nile by the Sudan in

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2103. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN, RELATIF A L'UTILISATION DES EAUX DU NIL POUR LES BESOINS DE L'IRRIGATION. LE CAIRE, LE 7 MAI 1929.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great-Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 26, 1929.

N^o 1.

MOHAMED MAHMOUD PACHA A LORD LLOYD.

PRÉSIDENTENCE
DU CONSEIL DES MINISTRES.

LE CAIRE, le 7 mai 1929.

EXCELLENCE,

En confirmation de nos récentes conversations, j'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence des vues du Gouvernement égyptien au sujet des questions d'irrigation qui ont fait l'objet de nos discussions.

Le Gouvernement égyptien convient qu'on ne saurait différer le règlement de ces questions jusqu'au moment où il sera possible aux deux gouvernements d'aboutir à un accord sur le statut du Soudan. Toutefois, en concluant les présents arrangements, il réserve expressément son entière liberté lors des négociations qui pourront avoir lieu préalablement à cet accord.

2. Il apparaît nettement que le développement du Soudan demande une quantité de l'eau du Nil supérieure à celle qui a été utilisée jusqu'ici dans ce pays. Votre Excellence n'ignore pas que le Gouvernement égyptien s'est toujours préoccupé de favoriser ce développement ; il ne se départira donc pas de cette règle, et il est disposé à fixer, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté, le volume d'eau complémentaire nécessaire, à condition que les droits naturels et historiques de l'Égypte aux eaux du Nil ne soient pas lésés et que les quantités indispensables pour l'extension de l'agriculture en Égypte soient assurées, et sous réserve qu'il lui soit donné des assurances satisfaisantes quant à la sauvegarde des intérêts de l'Égypte, exposés en détail dans les paragraphes suivants de la présente note.

3. Le Gouvernement égyptien accepte donc les conclusions de la Commission du Nil de 1925, dont le rapport, joint en annexe à la présente communication, est considéré comme faisant partie intégrante du présent accord. Il propose toutefois qu'en raison du retard apporté à la construction du barrage de Djebel Aulia considéré aux termes du paragraphe 40 du rapport de la Commission du Nil comme étant la contre-partie du projet de La Guezireh, les dates, ainsi que les quantités

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

flood months as given in article 57 of the Commission's Report be modified in such a manner that the Sudan should not withdraw more than 126 cubic metres per second before 1936, it being understood that the schedule contained in the above-mentioned article will remain unaltered until the discharge of 126 cubic metres per second is reached. These quantities are based on the Nile Commission's Report, and are therefore subject to revision as foreseen therein.

4. It is further understood that the following arrangements will be observed in respect of irrigation works on the Nile :

(a) The Inspector-General of the Egyptian Irrigation Service in the Sudan, his staff, or any other officials whom the Minister of Public Works may nominate, shall have the full liberty to co-operate with the Resident Engineer of the Sennar Dam in the measurement of discharges and records to satisfy the Egyptian Government that the distribution of water and the regulation of the dam are carried out in accordance with the agreement reached. Detailed working arrangements agreed upon between the Minister of Public Works and the Irrigation Adviser to the Sudan Government will take effect as from the date of the confirmation of this note.

(b) Save with the previous agreement of the Egyptian Government, no irrigation or power works or measures are to be constructed or taken on the River Nile and its branches, or on the lakes from which it flows, so far as all these are in the Sudan or in countries under British administration, which would, in such a manner as to entail any prejudice to the interests of Egypt, either reduce the quantity of water arriving in Egypt, or modify the date of its arrival, or lower its level.

(c) The Egyptian Government, in carrying out all the necessary measures required for the complete study and record of the hydrology of the River Nile in the Sudan, will have all the necessary facilities for so doing.

(d) In case the Egyptian Government decide to construct in the Sudan any works on the river and its branches, or to take any measures with a view to increasing the water supply for the benefit of Egypt, they will agree beforehand with the local authorities on the measures to be taken for safeguarding local interests. The construction, maintenance and administration of the above-mentioned works shall be under the direct control of the Egyptian Government.

(e) His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall use their good offices so that the carrying out of surveys, measurements, studies and works of the nature mentioned in the two preceding paragraphs is facilitated by the Governments of those regions under British influence.

(f) It is recognised that in the course of the operations here contemplated uncertainty may still arise from time to time either as to the correct interpretation of a question of principle or as to technical or administrative details. Every question of this kind will be approached in a spirit of mutual good faith.

In case of any difference of opinion arising as to the interpretation or execution of any of the preceding provisions, or as to any contravention thereof, which the two Governments find themselves unable to settle, the matter shall be referred to an independent body with a view to arbitration.

5. The present agreement can in no way be considered as affecting the control of the river, which is reserved for free discussion between the two Governments in the negotiations on the question of the Sudan.

I avail, etc.,

M. MAHMOUD,
President Council of Ministers.

d'eau du Nil qui pourront être progressivement prélevées par le Soudan au cours des mois de crue, conformément aux modalités spécifiées à l'article 57 du rapport de la commission, soient modifiées de telle sorte que le Soudan ne puisse prélever plus de 126 m³ à la seconde avant l'année 1936, étant entendu que le programme défini à l'article susmentionné sera strictement appliqué jusqu'au moment où le débit atteindra 126 m³ à la seconde. Ces quantités sont fixées d'après le rapport de la Commission du Nil et sont donc sujettes à révision, comme il est prévu dans ce rapport.

4. Il est entendu, en outre, que les dispositions suivantes seront appliquées en matière de travaux d'irrigation sur le Nil :

a) L'Inspecteur général du service d'irrigation de l'Égypte, au Soudan, le personnel placé sous ses ordres, ou tous autres fonctionnaires que pourra nommer à cet effet le Ministre des Travaux publics, auront liberté pleine et entière de coopérer avec l'ingénieur résident du barrage de Sennar, pour ce qui concerne les mesurages des débits, et l'établissement de relevés statistiques, afin que le Gouvernement égyptien soit assuré que la distribution d'eau, ainsi que le réglage du barrage s'effectuent bien conformément à l'accord intervenu. Les dispositions détaillées d'ordre pratique convenues entre le Ministre des Travaux publics et l'ingénieur-conseil des travaux d'irrigation auprès du Gouvernement du Soudan entreront en vigueur à partir de la date à laquelle la présente note aura été confirmée.

b) Sauf acceptation préalable du Gouvernement égyptien, il ne pourra être pris aucune disposition ni construit aucun ouvrage concernant l'irrigation ou l'énergie hydraulique sur le Nil et ses affluents ni sur les lacs d'où il s'écoule, dans la mesure où ces cours d'eau ou lacs sont situés dans le Soudan ou dans des pays placés sous l'administration britannique, si ces dispositions ou travaux sont de nature à léser les intérêts de l'Égypte, soit en réduisant l'apport d'eau qui arrive en Égypte, soit en modifiant la date d'arrivée des eaux, soit encore en abaissant le niveau d'eau.

c) Le Gouvernement égyptien, pour l'application de toutes les mesures nécessaires en vue d'une étude complète et de l'établissement de statistiques hydrologiques du Nil dans le Soudan, se verra accorder toutes les facilités requises.

d) Au cas où le Gouvernement égyptien déciderait de construire au Soudan des ouvrages sur le fleuve et sur ses affluents, ou de prendre des mesures destinées à accroître l'approvisionnement en eau au profit de l'Égypte, il conviendra au préalable avec les autorités locales des dispositions à prendre pour sauvegarder les intérêts locaux. La construction, l'entretien et l'administration de ces ouvrages relèveront directement du Gouvernement égyptien.

e) Le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, prêtera ses bons offices afin que les gouvernements des régions placées sous l'influence britannique facilitent les études, travaux hydrologiques et mesurages mentionnés dans les deux paragraphes ci-dessus.

f) Il est admis qu'au cours des opérations ici envisagées, il pourra encore s'élever parfois des contestations concernant l'interprétation exacte d'une question de principe ou de certains détails d'ordre technique ou administratif. Toutes les questions de ce genre seront abordées dans un esprit de bonne foi réciproque.

En cas de divergence d'opinions, motivée par l'interprétation ou l'exécution de l'une quelconque des dispositions qui précèdent, ou par une infraction auxdites dispositions, et si les deux gouvernements ne peuvent parvenir à s'entendre, la question sera soumise pour arbitrage, à un organisme indépendant.

5. Le présent accord ne peut être considéré à aucun égard comme affectant le contrôle du fleuve, ce point qui devra être discuté en toute indépendance, par les deux gouvernements lors des négociations relatives à la question du Soudan.

Je saisis cette occasion, etc

Le Président du Conseil des Ministres :

M. MAHMOUD.

ENCLOSURE IN N° I.

Nile Commission, 1925.

REPORT.

CONTENTS.

	Paragraphs
CHAPTER I. — INTRODUCTORY...	1-8
CHAPTER II. — DESCRIPTIVE AND GENERAL.	
Previous History ...	9-15
The Present Position ...	16-18
Scope of the Present Proposals...	19-22
The Gezira Irrigation Scheme ...	23-26
Present Commission — General Considerations ...	27-41
CHAPTER III. — STATISTICAL ...	42
Hydrological Records...	43
Time Lag ...	44-45
Losses ...	46
Division of the year ...	47
Rising River, July-August...	48-52
Flood Season ...	53-58
Falling River, January-February ...	59-79
CHAPTER IV. — PUMP AND BASIN IRRIGATION IN THE SUDAN ...	80
Pump Irrigation ...	81-86
Basin Irrigation in the Sudan ...	87
CHAPTER V. — SUMMARY AND CONCLUSION.	
Summary ...	88
Conclusion ...	89-92

Map of the Nile Valley. ¹

APPENDICES.

Notes exchanged, January 1925 ...	Appendix A
Time taken for changes of River Level at Sennar to reach Delta Barrage ...	Appendix B
Total discharge, Rosetta and Damietta Branches, July-August ...	} Appendix C
Time Lags employed in Diagram No. 1 ... Diagram No. 1 ...	
Figures reproduced from " Nile Control ", page 87 ...	Appendix D
Criterion for determining the date at which water may first be abstracted from the river at Makwar at the beginning of the flood...	Appendix E
Approximate reduction in Aswan Gauge due to abstraction of 100m. 3/sec., 150m. 3/sec. and 200m. 3/sec. at Aswan during low floods of 1911, 1913, 1915 and 1918 ...	Appendix F

¹ Not reproduced.

PIÈCES JOINTES A LA NOTE N° I.

Commission du Nil 1925.

RAPPORT

TABLE DES MATIÈRES.

	Paragraphes
CHAPITRE I. — INTRODUCTION	1-8
CHAPITRE II. — EXPOSÉ GÉNÉRAL.	
Historique	9-15
Situation actuelle... ..	16-18
Portée des propositions actuelles	19-22
Projet de travaux d'irrigation à La Guezireh... ..	23-26
Commission actuelle : considérations générales	27-41
CHAPITRE III. — STATISTIQUES	42
Relevés hydrologiques	43
Décalage des dates	44-45
Pertes	46
Mode de division de l'année	47
Crue du fleuve, juillet-août	48-52
Saison des hautes eaux	53-58
Décrue du fleuve, janvier-février	59-79
CHAPITRE IV. — POMPES ET BASSINS D'IRRIGATION AU SOUDAN	80
Pompes	81-86
Bassins d'irrigation	87
CHAPITRE V. — RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS.	
Résumé... ..	88
Conclusions	89-92

Carte de la vallée du Nil. ¹

ANNEXES.

Echange de notes janvier 1925	Annexe A
Temps qui s'écoule pour qu'un changement de niveau du Nil à Sennar soit constaté au barrage du Delta... ..	Annexe B
Débit total des bras de Rosette et de Damiette, juillet-août	} Annexe C
Décalages dont il est fait usage dans le graphique N° 1	
Graphique N° 1	
Chiffres extraits de l'ouvrage intitulé « Régularisation du Nil », page 87	Annexe D
Critère servant à déterminer la date à laquelle on peut commencer à prélever de l'eau du Nil à Maquouar, au début de la crue	Annexe E
Réduction approximative du Nilomètre d'Assouan, résultant du prélèvement de 100 m ³ à la seconde, 150 m ³ à la seconde et 200 m ³ à la seconde à Assouan, lors des crues insuffisantes de 1911, 1913, 1915 et 1918	Annexe F

¹ N'est pas reproduite ici.

Explanatory Note. Date on which shortage occurred in Lower Egypt... ..	} Appendix G
Table showing date at Delta Barrage on which all water was required for irrigation or construction of Sadds	
Discharges of Rosetta and Damietta Branches, Mean 1919-20 to 1925-1926. Diagram No. 2	
Discharges of Rosetta and Damietta Branches, 1915-1916. Diagram No. 3	
Discharges of Rosetta and Damietta Branches, 1913-1914. Diagram No. 4	
Explanatory Note on Diagram No. 5	} Appendix H
Dr. Hurst's Diagram. Diagram No. 5	
Explanatory Note on Diagram No. 6	} Appendix I
Mr. Butcher's Diagram. Diagram No. 6	
Aswan Natural River, December and January Discharge, 1905-1906—1924-1925	Appendix J
Aswan Natural River, 1919-1924... ..	} Appendix K
Falling River. Diagram No. 7	

CHAPTER I.

INTRODUCTORY.

The appointment of the Commission arose from an exchange of notes dated the 26th January, 1925, between His Britannic Majesty's High Commissioner for Egypt and the President of the Egyptian Council of Ministers, in which it was agreed that a Commission should be appointed "for the purpose of examining and proposing the basis on which irrigation can be carried out with full consideration of the interests of Egypt and without detriment to her natural and historic rights."¹

2. The following were appointed members of the Commission :

Mr. J. J. Canter CREMERS, *Chairman*.

Mr. R. M. MACGREGOR, *British Delegate*.

Abdel Hamid SOLIMAN Pasha, *Egyptian Delegate*.

The Commission was called upon to report by the 30th June, 1925.

The Chairman arrived in Egypt on the 16th February, and the first meeting was held on the following day.

Mr. W. Allard, of the Egyptian Irrigation Department, was appointed Secretary.

3. After preliminary discussions and visits to the Delta Barrage and the offices of the Physical Department, the Commission was able to lay its plans and to define the general lines of statistical examination. It next visited the sadd near Edfina, which is made annually to close the mouth of the Rosetta branch of the Nile ; and then proceeded on a tour of inspection up the Nile, including the Sennar Dam and the canalisation works of the Sudan Gezira, the site of the proposed Gebel Aulia Dam, the Aswan Dam, the Isna Barrage, the site of the proposed Nag-Hamadi Barrage, and the basin systems in the vicinity of Sohag.

4. During the course of its sittings in Cairo and its tours of inspection, the Commission examined many of the records of the Physical and Irrigation Departments, and obtained by interviews the opinions of various officials, both in Egypt and the Sudan, on subjects connected with its task. On its return to Cairo at the end of March, the Commission applied itself to an examination of the statistics as they became available, calling from time to time for such further data as the progress of the enquiry rendered necessary.

¹ See Notes reproduced at Appendix A.

Note explicative, Dates des pénuries d'eau en Basse-Egypte	} Annexe G
Tableau indiquant la date, au barrage du Delta, à laquelle la totalité de l'eau est indispen- sable pour les besoins de l'irrigation ou la construction de digues temporaires (Saddés)	
Débites des bras de Rosette et de Damiette, moyenne de 1919-1920 à 1925-1926, graphique N° 2	
Débites des bras de Rosette et de Damiette, 1915-1916, graphique N° 3	
Débites des bras de Rosette et de Damiette, 1913-1914, graphique N° 4	} Annexe H
Note explicative du graphique N° 5	
Graphique du Dr Hurst, graphique N° 5	} Annexe I
Note explicative du graphique N° 6	
Graphique de M. Butcher, graphique N° 6	} Annexe J
Fleuve non canalisé à Assouan, Débit de décembre et janvier, en 1905-1906 et en 1924-1925	
Fleuve non canalisé à Assouan 1919-1924	} Annexe K
Décru du fleuve, graphique N° 7	

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION.

La Commission a été nommée à la suite d'un échange de notes en date du 26 janvier 1925 entre le Haut-Commissaire de Sa Majesté britannique pour l'Egypte et le Président du Conseil des Ministres d'Egypte. Il fut convenu, aux termes de cet accord, de nommer une Commission d'études chargée de formuler des propositions de nature à servir de base aux travaux d'irrigation, en tenant pleinement compte des intérêts de l'Egypte et sans porter atteinte à ses droits naturels et historiques ¹.

2. Les personnes dont les noms suivent ont été nommées membres de la Commission :

M. J. J. Canter CREMERS, président.

M. R. M. MACGREGOR, délégué britannique.

Abdel Hamid SOLIMAN Pacha, délégué égyptien.

La commission était invitée à présenter son rapport pour le 30 juin 1925.

Le président est arrivé en Egypte le 16 février, et la première réunion a eu lieu le lendemain.

M. W. Allard, du Service d'Irrigation égyptien, a été nommé secrétaire.

3. Après certains échanges de vues préalables et une visite d'inspection du barrage du Delta et du « Physical Department » la Commission s'est trouvée en mesure d'établir son programme et de définir les principes généraux applicables aux études d'ordre statistique. Elle s'est ensuite rendue près d'Edfina pour y inspecter la digue temporaire que l'on élève chaque année pour fermer l'embouchure de la branche de Rosette, puis elle a remonté le Nil au cours d'un voyage d'inspection avec arrêts au barrage de Sennar, aux ouvrages de canalisation de La Guézireh du Soudan, à l'emplacement du futur barrage de Djebel Aulia, aux barrages d'Assouan, et d'Isneh et à l'emplacement où l'on se propose d'élever le barrage de Nag-Hamadi, et elle a inspecté l'ensemble du système des bassins d'irrigation aux environs de Sohag.

4. Au cours de ses réunions au Caire et de ses voyages d'inspection, la commission a pris connaissance de nombreuses statistiques des Services du Cadastre et de l'Irrigation, et a recueilli au cours d'entrevues les opinions de divers fonctionnaires, tant en Egypte qu'au Soudan, sur des questions connexes. Revenue au Caire, à la fin de mars, elle s'est consacrée à l'examen des statistiques à mesure qu'il lui était possible de se les procurer, et elle a recueilli les données complémentaires nécessaires pour poursuivre son enquête.

¹ Voir notes reproduites à l'Annexe A.

5. The Commission agreed at the outset of its deliberations that decisions arrived at during the examination of the problem, point by point, should in the first instance be provisional and subject to review at a later stage when it became possible to envisage the problem as a whole. By the early part of May most of the ground had been covered, and a large measure of agreement had been reached. On certain points further statistical information was still awaited. It was decided at this stage that further progress would be facilitated by the preparation of a draft report embodying the conclusions so far reached, and it was arranged that the two delegates should prepare separate drafts, from which, with the assistance of the Chairman, the final draft would be compiled.

6. At this juncture, the Chairman's health began to cause anxiety, and he found it increasingly difficult to take part in the work of the Commission. On the 21st May his indisposition took a graver turn, and it was realised that he was seriously ill. For some weeks there was every hope of his recovery, but most unhappily and to the great grief of his colleagues, he died on the 21st June. The British and Egyptian delegates take this opportunity of placing on record their appreciation of the high professional and personal gifts of their late colleague and their sense of the loss sustained by the Commission over which he had so ably presided, and by the engineering profession in general, through his untimely death.

7. The Chairman's illness necessitated the temporary adjournment of the Commission at a time when its task was within measurable distance of completion, and his subsequent death obliged the two Governments to consider the most appropriate course to follow in these unforeseen circumstances. The delegates meanwhile had returned to their normal duties. In view of the progress that had already been made, and the desirability of completing the work, the two Governments eventually instructed their respective delegates to resume the studies, so unhappily interrupted, and to present their Report.

8. The remaining statistical information having been obtained, the two delegates reviewed the alternative drafts already prepared; and finding no reason to depart substantially from any proposals common to both of them, they proceeded to compile this agreed Report, which they believe would have met with the approval of their late Chairman.

CHAPTER II.

DESCRIPTIVE AND GENERAL.

Previous History.

9. After the re-establishment of order in the Sudan, as a result of the campaign of 1896-98, a demand arose in the Sudan for the erection of pumps for irrigation on a small scale; and, with the approval of the Egyptian Government, certain areas of land were given pumping rights. The area under permit was increased from time to time, as explained in detail in a later paragraph, some pumps being installed to test the possibilities of cotton growing, and others for the purpose of producing food grains at a time of scarcity during the war. The area now under irrigation in this way is inconsiderable, amounting to less than 40,000 feddans, of which rather more than half is licensed for perennial irrigation, the remainder being restricted to the flood season. An area of some 80,000 feddans in the Northern Sudan has been formed into basins, but, owing to the high levels of the land, they are only partly filled, even in years of high flood.

10. The greater part of the culturable land of the Sudan either possesses an adequate rainfall or is inaccessible by canals. The only considerable area suitable for canal irrigation is the triangular tract between the Blue and White Niles with its apex at Khartoum and extending as far south as the Sennar-Kosti Railway. From 1905 onwards the possibility of irrigating some portion of this area had been under consideration; and in 1913 a scheme was prepared for the irrigation of 100,000

5. La commission décida dès le début de ses délibérations, que les conclusions auxquelles elle aboutirait au cours de l'examen méthodique du problème auraient en premier lieu un caractère provisoire, sous réserve d'une mise au point à un stade ultérieur, lorsqu'il serait possible d'envisager l'ensemble du problème. Au début de mai, la plupart des problèmes avaient été étudiés et l'on s'était mis d'accord en principe, sur un grand nombre de points. Sur certains autres, on attendait encore des renseignements statistiques complémentaires. Il fut alors décidé, pour faciliter la poursuite de l'enquête, de préparer un rapport provisoire indiquant les résultats obtenus à ce stade et de charger les deux délégués d'établir deux projets distincts à l'aide desquels serait rédigé le projet provisoire, avec la collaboration du président.

6. A ce moment, la santé du président commençait déjà à causer quelque inquiétude. Il lui était de plus en plus difficile de prendre part aux travaux de la commission. Le 21 mai, son indisposition s'accrut et l'on se rendit compte de la gravité de son état. Pendant quelques semaines on conserva l'espoir de le voir se rétablir, mais malheureusement, au grand chagrin de ses collègues, il mourut le 21 juin. Les délégués britannique et égyptien saisissent cette occasion de faire connaître en quelle haute estime ils tenaient les capacités professionnelles et les qualités personnelles de leur collègue défunt, dont la perte inopinée a été vivement ressentie par la Commission qu'il présidait avec tant de compétence ainsi que par le corps des ingénieurs tout entier.

7. La maladie du président entraîna l'ajournement temporaire de la Commission à un moment où elle pouvait déjà entrevoir l'achèvement de ses travaux. Sa mort obligea les deux gouvernements à envisager les meilleures mesures à prendre à la suite de ces circonstances imprévues. Dans l'intervalle, les délégués avaient repris leurs occupations normales. En raison des progrès déjà effectués et de la grande utilité que présentait l'achèvement de ces travaux, les deux gouvernements chargèrent, finalement, leurs délégués respectifs de reprendre les études si malheureusement interrompues et de présenter leur rapport.

8. S'étant procuré les renseignements statistiques complémentaires qui leur étaient nécessaires, les deux délégués procédèrent à une révision des deux projets distincts déjà préparés par eux et ne voyant aucune raison de renoncer en principe aux propositions formulées conjointement par eux, ils ont rédigé le présent rapport commun, que leur feu président aurait sans doute approuvé.

CHAPITRE II

EXPOSÉ GÉNÉRAL.

Historique.

9. Lorsqu'après la campagne de 1896-1898, l'ordre fut rétabli au Soudan, la nécessité de pompes pour les travaux d'irrigation d'ordre relativement secondaire se fit sentir, et avec l'approbation du Gouvernement égyptien, on accorda le droit d'installer des pompes pour irriguer certaines superficies. La superficie dont l'irrigation a été ainsi autorisée a été accrue, à plusieurs reprises, comme il est expliqué en détail dans un paragraphe ultérieur ; un certain nombre de pompes ont été installées en vue d'essais de culture du coton, d'autres en vue de la production de céréales à un moment de pénurie pendant la guerre. La superficie actuellement irriguée par ces moyens n'est pas considérable. Elle est inférieure à 40.000 feddans, dont un peu plus de la moitié sous irrigation périenne, moyennant permis, le reste n'étant irrigué que pendant la saison des hautes eaux. Une superficie de 80.000 feddans environ dans le Soudan septentrional a été aménagée en bassins, mais, par suite de l'altitude, ces bassins ne sont remplis qu'en partie, même pendant les années de grandes crues.

10. Dans le Soudan, la plupart des terres arables sont inaccessibles aux canaux, les autres bénéficient d'un régime de pluies suffisant. La seule superficie assez étendue qui se prête à l'irrigation par voie de canaux est le triangle situé entre le Nil blanc et le Nil bleu, dont le sommet est à Khartoum et qui s'étend vers le Sud jusqu'à la ligne de chemin de fer Sennar-Kosti. A partir de 1905, on a envisagé la possibilité d'irriguer une partie de cette région, et, en 1913, on a préparé un projet

feddans by means of a canal fed from the natural flow of the Blue Nile, the required levels being given by a barrage at Makwar. It was then believed that such a scheme would permit of the cotton crop being matured without detriment to Egyptian interests. Further experience of agricultural conditions, however, and the occurrence of the exceptionally low river of 1913-14, showed that this was impossible, and that the scheme should comprise a storage dam, and not merely a diversion barrage. With the addition of a reservoir for the storage of water abstracted from the natural flow during the flood season, it was calculated that the area could be increased to 300,000 feddans without the need for taking water from the river at low stage, and that such an increase of area was necessary to off-set the extra cost of the dam. The scheme was recast on these lines, but progress was interrupted by the war.

11. Simultaneously, the Egyptian Government had been considering the construction of a dam on the White Nile at Gebel Aulia, near Khartum, for the dual purpose of controlling high floods which threatened damage to Egypt, and of storing water for use during the summer season in Egypt. This scheme was also delayed by the war, though some work was actually executed during the years 1917-20.

12. The resumption of progress on both of these projects after the war was accompanied by vigorous public discussion and criticism in Egypt, directed chiefly against the accuracy of the data on which they were based. As a result of this the Egyptian Government in January 1920 appointed a Commission of Enquiry, known as the Nile Projects Commission, composed of three members, nominated by the Government of India, the University of Cambridge and the Government of the United States. The terms of reference to the Commission were as follows :

The Commission is requested to give to the Egyptian Government its opinion of the projects prepared by the Ministry of Public Works with a view to the further regulation of the Nile supply for the benefit of Egypt and the Sudan. In particular, the Commission is requested :

(a) To examine and report upon the physical data on which the projects are based.

(b) To report upon the propriety of the manner in which, as a result of these projects, the increased supply of available water provided by them will be allocated at each stage of development between Egypt and the Sudan.

(c) To advise as to the apportionment of the cost of the proposed works and of this enquiry as between Egypt and the Sudan.

The projects were those described in a publication of the Egyptian Government entitled " Nile Control ", and comprised the two dams already mentioned, a barrage in Upper Egypt, conservation works in the " Sadd " region and storage reservoirs in the Great Lakes.

13. The report of the Nile Projects Commission, which was published in 1921, found that the projects were based on reliable data, and advocated their execution. In view, however, of the estimated heavy cost of the Gebel Aulia Dam and its complementary works, the Egyptian Government decided in May 1921 to suspend all operations in connexion with this project. The Sudan Government, on the other hand, in view of the favourable report, decided to continue work on the Gezira Irrigation Scheme.

14. The majority of the Nile Projects Commission felt unable to advise on the problem of allocating those supplies of water which still remained unappropriated, and the only proposals made in this connexion, namely, those of Mr. Cory, the American member, were not adopted.

15. In view of the situation which had led to the appointment of the above-mentioned Commission, the British Government gave, in February 1920, an undertaking that the area of 300,000 feddans comprised in the Gezira Irrigation Scheme would not be exceeded without reference to the Egyptian Government ; and the work has been carried out within this limitation.

en vue de l'irrigation de 100.000 feddans au moyen d'un canal alimenté par le cours naturel du Nil bleu, les plans d'eau nécessaires étant obtenus au moyen d'un barrage à Maquouar. On croyait alors que ces ouvrages permettraient aux récoltes de coton de mûrir, sans que les intérêts de l'Égypte fussent lésés. Toutefois, une expérience plus longue des conditions de l'agriculture et une baisse exceptionnelle du niveau du fleuve en 1913-1914 montrèrent l'impossibilité de cette tentative et la nécessité de comprendre dans le projet en question un barrage de retenue et non simplement un barrage de dérivation. A condition de prévoir, en outre, la construction d'un réservoir pour emmagasiner l'eau prélevée sur le cours naturel du Nil pendant la saison des crues, on calculait que la superficie à irriguer pourrait être portée à 300.000 feddans, sans qu'il fût nécessaire de prélever sur le débit du fleuve aux basses eaux, et l'on estimait que cette augmentation de la superficie à irriguer s'imposait pour compenser les frais supplémentaires qu'entraînerait la construction du barrage. Le projet a été remanié conformément à ces idées, mais la guerre a arrêté les travaux.

11. Simultanément, le Gouvernement égyptien avait envisagé la construction d'un barrage sur le Nil blanc à Djebel-Aulia, près de Khartoum, afin de régulariser le régime des crues, dangereuses pour l'Égypte, et en même temps d'emmagasiner de l'eau utilisable en Égypte pendant la saison d'été. Ce projet a été, lui aussi, retardé par la guerre, bien qu'une certaine partie des travaux ait été exécutée en 1917-1920.

12. La reprise de ces deux projets après la guerre a provoqué en Égypte de vives discussions publiques et des critiques acerbes visant surtout l'exactitude des données servant de base aux projets. A la suite de cette campagne, le Gouvernement égyptien institua en janvier 1920 une commission d'enquête intitulée « Commission des projets du Nil », composée de trois membres nommés par le Gouvernement de l'Inde, l'Université de Cambridge, et le Gouvernement des États-Unis. Le mandat de cette commission était le suivant :

Faire connaître au Gouvernement égyptien son opinion sur les projets préparés par le Ministère des Travaux publics en vue de mieux régulariser l'approvisionnement en eau du Nil au profit de l'Égypte et du Soudan. Notamment :

a) Procéder à l'étude des données physiques qui servent de base aux projets et présenter un rapport sur la question.

b) Présenter un rapport concernant le bien-fondé des modalités d'après lesquelles, comme suite à ces projets, la quantité supplémentaire d'eau ainsi rendue disponible sera répartie, à chaque stade de développement des travaux entre l'Égypte et le Soudan.

c) Donner son avis sur la façon dont devront être partagés entre l'Égypte et le Soudan les frais des travaux envisagés et ceux de la présente enquête.

Ces projets sont décrits dans une publication du Gouvernement égyptien intitulée « Régularisation du Nil » (Nile Control) dans laquelle on envisageait la construction des deux barrages déjà mentionnés, d'un barrage dans la Haute-Égypte, d'ouvrages de conservation des eaux dans la région des Sadds (barrage temporaire), et de réservoirs de retenue dans les Grands Lacs.

13. La Commission des projets du Nil, dans son rapport, publié en 1921, reconnut que les projets en question étaient établis sur des bases satisfaisantes et recommanda leur mise à exécution. Toutefois, en raison des frais élevés du devis du barrage de Djebel-Aulia et des travaux complémentaires y afférents, le Gouvernement égyptien décida, en mai 1921, d'interrompre toutes les opérations relatives à ce projet. D'autre part, le Gouvernement soudanais, donnant suite à ce rapport favorable, décida de continuer les travaux du projet d'irrigation de la Guézireh.

14. La plupart des membres de la Commission des projets du Nil, estimèrent ne pas être en mesure de fournir des avis concernant la répartition des quantités d'eau restant encore non affectées, et les seules propositions faites à cet égard, à savoir celles de M. Cory, le membre américain, ne furent pas adoptées.

15. En raison de la situation qui avait motivé la nomination de la Commission sus-mentionnée, le Gouvernement britannique donna, en février 1920, l'assurance que la superficie de 300.000 feddans comprise dans le programme d'irrigation de la Guezireh ne serait pas dépassée sans consultation préalable du Gouvernement égyptien ; et les travaux se sont poursuivis dans les limites ainsi fixées.

The Present Position.

16. The immediate programme of works outlined in " Nile Control " consisted of the following items :

(a) The Gebel Aulia Dam to provide additional water for Egypt.

(b) The Makwar Dam, or, as it is now called, the Sennar Dam, with a canal system to irrigate 600,000 feddans in the Sudan Gizira.

(c) A barrage at Nag-Hamadi in Upper Egypt.

For various reasons, first the war, and then financial and other difficulties, no progress has been made with items (a) and (c). On the other hand, item (b) has been carried to completion, and came into operation in July 1925. The cost of this work has greatly exceeded the original estimates, and the Sudan Government, who are responsible for its financial results, desire to extend the area so as to reduce the risk of financial failure, and generally to develop still further the resources of the country.

17. It was an important feature of the programme that these three works should be carried out so as to come into operation simultaneously. The actual position, however, with which the Commission has to deal is that the Sudan has completed the canalisation of 300,000 feddans in the Gezira, and desires to advance a further stage, while Egypt has not yet been able to carry out her part of the original programme. During the time which has elapsed since the Commission was adjourned, the Egyptian Government have made considerable progress with their development programme, having now definitely sanctioned the construction of the Gebel Aulia Dam and the Nag-Hamadi Barrage, and the undertaking of an initial stage in the work of conserving the flow of the river in its course through the " Sadd " region.

18. The position as regards the limit of 300,000 feddans was modified by notes which passed between the British and Egyptian Governments in 1924 and 1925, of which the last two, giving rise to the appointment of this Commission, are contained in Appendix A. The effect of these was to terminate the 300,000 feddan limitation of 1920, and to call for some new arrangement to regulate expansion of irrigation in the Gezira.

Scope of the Present Proposals.

19. The Nile Projects Commission of 1920 had been requested to examine and to give its opinion on certain projects then under construction or under consideration by the Ministry of Public Works. A less specific charge has been laid upon the present Commission, which has been asked only to propose a basis for irrigation in which full consideration should be given to the rights and interests of Egypt. The Commission was thus let free to choose its own ground, to decide how far and in what direction its investigations should be carried, and the form which its proposals should take.

☞

20. The information brought together and the programme of works outlined in the publication entitled " Nile Control ", the general conclusions of which were endorsed by the Nile Projects Commission, cover the very wide field of possible development of irrigation by works extending from the Great Lakes in Central Africa to the Mediterranean, and deal with possibilities belonging to the remote future as well as with works more immediately feasible. The present Commission has not attempted so wide a survey and, indeed, the time available precluded any such possibility. Nor has the Commission felt called upon to attempt a general analysis and definition of the principles underlying the allocation of water supplies between two communities. It is content to set out the considerations which have guided it towards its own conclusions.

Situation actuelle.

16. Le programme immédiat de travaux esquissé dans la publication intitulée « Régularisation du Nil » visait les ouvrages suivants :

- a) Le Barrage de Djebel-Aulia, destiné à fournir un approvisionnement supplémentaire d'eau pour l'Egypte.
- b) Le Barrage de Maquouar, dénommé aujourd'hui Barrage de Sennar, avec un système de canalisation permettant d'irriguer 300.000 feddans, à la Guézireh du Soudan
- c) Un barrage à Nag-Hamadi, en Haute-Egypte.

Pour diverses raisons, — la guerre, d'abord, puis certaines difficultés d'ordre financier et autres, — aucun progrès n'a été réalisé dans la construction du barrage de Djebel-Aulia, ni de celui de Nag-Hamadi. Par contre, le barrage de Maquouar a été terminé et livré à l'exploitation en juillet 1925. Les frais de construction de cet ouvrage ont dépassé de beaucoup les devis primitifs, aussi le Gouvernement soudanais, responsable des résultats financiers de ces travaux, désire-t-il étendre la superficie à irriguer afin de diminuer le risque d'échec financier et, d'une façon générale, de développer davantage encore les ressources naturelles du pays.

17. Le programme en question prévoyait, entre autres dispositions importantes, que les travaux devaient être exécutés de façon à être livrés simultanément à l'exploitation. En fait, la situation actuelle, la seule dont ait à s'occuper la Commission, est la suivante : le Soudan a achevé la canalisation de 300.000 feddans à la Guézireh et désire poursuivre les travaux tandis que l'Egypte n'a pas encore été en mesure d'exécuter sa part du programme primitif. Au cours de la période qui s'est écoulée depuis que la Commission a été ajournée, le Gouvernement égyptien a beaucoup avancé son programme de développement, en ce sens qu'il a maintenant définitivement autorisé la construction du Barrage de Djebel-Aulia et de celui de Nag-Hamadi, ainsi que les travaux préliminaires des ouvrages de conservation des eaux du Nil dans son cours à travers la région des Sadds.

18. La situation créée par la limitation à 300.000 feddans des terrains à irriguer, a été modifiée par les notes échangées entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement égyptien en 1924 et 1925, dont les deux dernières, qui ont provoqué la nomination de la présente Commission, sont reproduites à l'Annexe A. Ces notes ont eu pour effet de mettre fin à la limitation de 300.000 feddans, fixée en 1920, et de motiver l'établissement de dispositions nouvelles afin de régler l'extension des travaux d'irrigation à la Guézireh.

Portée des propositions actuelles.

19. La Commission des projets du Nil de 1920 avait été chargée de donner, après examen, son opinion sur certains ouvrages alors en cours de construction, ou dont la construction était envisagée par le Ministère des travaux publics. La présente Commission n'a pas un mandat aussi nettement défini. Elle est chargée exclusivement de proposer des principes destinés à servir de base aux travaux d'irrigation, en tenant pleinement compte, à cet égard, des droits et intérêts de l'Egypte. La Commission était donc parfaitement libre de choisir son propre terrain d'activité, de décider dans quelle mesure et dans quelle direction ses investigations devaient s'effectuer, et sous quelle forme ses propositions devaient être présentées.

20. La documentation qui a été constituée, le programme de travaux esquissé dans la publication intitulée « Régularisation du Nil », dont les conclusions générales ont été adoptées par la Commission des projets du Nil, embrassent un domaine extrêmement étendu dans lequel sont compris tous les travaux d'irrigation possibles au moyen d'ouvrages entre les Grands Lacs de l'Afrique centrale et à la Méditerranée. Toutes les possibilités dont la réalisation appartient à un avenir lointain, ainsi que les travaux dont l'exécution peut s'effectuer à une date plus rapprochée sont prévues dans ce programme. Toutefois, la commission actuelle n'a pas envisagé un plan d'une telle envergure, en fait, le temps dont elle disposait ne le lui permettait pas. Elle n'a pas cru non plus devoir tenter une analyse générale et une définition des principes qui régissent la répartition de l'approvisionnement d'eau entre deux collectivités. Il lui suffit d'exposer les considérations qui l'ont motivé ses propres conclusions.

21. Precedents in this matter of water allocation are rare and practice varied; and the Commission is aware of no generally adopted code or standard practice upon which the settlement of a question of inter-communal water allocation might be based. Moreover, there are in the present case special factors, historical, political and technical, which might render inappropriate too strict an application of principles adopted elsewhere. The Commission, having regard to the previous history of the question, the present position as regards development, and the circumstances attending its own appointment, decided to approach its task with the object of devising a practical working arrangement which would respect the needs of established irrigation, while permitting such programme of extension as might be feasible under present conditions and those of the near future, without at the same time compromising in any way the possibilities of the more distant future.

22. The arrangement contemplated aims at interpreting in definite and technical terms the intentions of the note quoted in the opening paragraph of this Report, wherein it was explained that in authorising extensions of irrigation in the Sudan "the British Government, however solicitous for the prosperity of the Sudan, have no intention of trespassing upon the natural and historic rights of Egypt in the waters of the Nile, which they recognise to-day no less than in the past." The Commission has every hope that its proposals, framed in this spirit, and after full study of the technical aspects of the problem, may form an acceptable basis upon which, by harmonious and co-operative effort, the irrigation development of the future may be founded, and by which all existing rights may be perpetually safeguarded.

The Gezira Irrigation Scheme.

23. As already explained, the chief field for irrigation development in the Sudan is the Gezira, and therefore the conditions under which the irrigation of this tract is carried out must have an important bearing on the problem for which the Commission has been called upon to propose a solution. It will be convenient therefore, before proceeding further with the discussion, to give a more detailed account of this scheme.

24. The present scheme provides for the irrigation of an area of 300,000 feddans of cultivable land, of which one-third will be under cotton from July-August to not later than the 15th April, one-third under food crops from August-September to November in the case of durra and January in the case of lubia, and the remaining third fallow. From the 16th April to the 15th July there will be no crop on the ground, water being required for domestic purposes only. The really important crop is the cotton, both from the point of view of water consumption, and of the economic return from the undertaking.

25. From the 16th to the 31st July the canal will be gradually raised from domestic supply level to irrigation supply level, the reservoir level being of necessity raised at the same time. From the 31st July onwards the canal will be drawing its supply in accordance with the agricultural needs, with a maximum discharge of 84 cubic metres a second. During the month of November the reservoir will be raised to full storage level, the discharge taken from the river for this purpose being about 150 cubic metres a second for thirty days. During the first half of January the watering of lubia will cease, only the cotton remaining under irrigation. The calculations in "Nile Control", upon which the scheme was based, indicated that the requirements of the cotton crop on the above area could be taken from the river without detriment to Egypt, even under the conditions of the abnormally low year 1913-14, up till 18th January, after which date the requirements will have to be met from the stored water in the reservoir. The scheme was accordingly so planned that the reservoir should contain the volume estimated to be necessary, with due allowance for losses, to meet the cotton requirements of the defined area from the 19th January to the 15th April, and domestic requirements from the latter date till the 15th July.

21. Les précédents en matière de répartition d'approvisionnement d'eau sont rares, et les modalités pratiques diffèrent ; la Commission ne connaît pas de système théorique ni de méthode pratique uniforme de nature à résoudre la question de la répartition d'un approvisionnement d'eau entre deux collectivités. D'ailleurs, dans le cas actuel, il existe des facteurs spéciaux d'ordre historique, politique et technique qui ne permettraient peut-être pas d'appliquer trop rigoureusement des principes adoptés ailleurs. La commission envisageant la question au point de vue de l'histoire antérieure, de l'état actuel des travaux, et des circonstances qui ont motivé sa propre nomination, a décidé d'aborder sa tâche afin d'aboutir à un accord pratiquement réalisable qui ne lèserait pas les besoins des systèmes d'irrigation déjà établis, mais qui permettrait cependant d'étendre le programme des travaux d'irrigation possibles actuellement et dans un avenir prochain, sans nuire, en même temps, aux entreprises réalisables dans un avenir plus éloigné.

22. L'arrangement envisagé a pour objet d'interpréter en termes précis et techniques les intentions de la note citée au premier paragraphe du présent rapport, dans laquelle on expliquait qu'en autorisant certaines extensions des travaux d'irrigation dans le Soudan, « le Gouvernement britannique, si préoccupé qu'il fût de la prospérité du Soudan, n'avait nullement l'intention de porter préjudice aux droits naturels et historiques de l'Égypte aux eaux du Nil, droits dont il reconnaît la validité aujourd'hui autant que dans le passé ». La Commission a tout lieu de croire que ses propositions, élaborées dans cette intention après une étude approfondie des aspects techniques du problème, pourront être acceptées à titre de principes fondamentaux, régissant le développement des futurs travaux d'irrigation grâce à une collaboration active et harmonieuse, et en même temps, sauvegardant pour toujours tous les droits acquis.

Projet de travaux d'irrigation à la Guézireh.

23. Comme on l'a déjà indiqué, l'endroit où peuvent surtout se développer les travaux d'irrigation au Soudan est la Guézireh : les conditions dans lesquelles s'exécutent les travaux d'irrigation sur ce territoire exercent donc une influence importante sur le problème à l'égard duquel la commission a été chargée de proposer une solution. Il sied donc, avant d'aller plus loin, de donner un exposé plus détaillé de ce projet.

24. Le projet actuel prévoit l'irrigation d'une superficie de 300.000 feddans de terres arables dont un tiers sera consacré à la culture du coton, de juillet-août, jusqu'à une date qui ne devra pas dépasser le 15 avril ; un autre tiers sera consacré à des cultures vivrières depuis août-septembre, jusqu'en novembre, pour la culture du sorgho, et janvier pour celle du millet égyptien, le dernier tiers restant en jachère. Du 16 avril au 15 juillet, les champs ne seront pas sous culture, l'eau étant exclusivement réservée pour les usages domestiques. La récolte réellement importante est celle du coton, tant au point de vue de la consommation d'eau que des bénéfices que comporte cette culture, au point de vue économique.

25. Du 16 au 31 juillet, le plan d'eau du canal sera progressivement relevé de façon à passer du niveau nécessaire à l'alimentation domestique au niveau nécessaire pour les besoins de l'irrigation, le plan d'eau du réservoir étant naturellement relevé simultanément. A partir du 31 juillet, le canal recevra normalement la quantité d'eau nécessaire pour répondre aux besoins de l'agriculture, le débit maximum étant de 84 m³ à la seconde. Pendant le mois de novembre, le plan d'eau du réservoir sera relevé jusqu'au niveau maximum de retenue le volume prélevé sur le fleuve à cet effet étant d'environ 150 m³ à la seconde, pendant trente jours. Au cours de la première moitié de janvier, l'arrosage du millet égyptien prendra fin, seules les plantations de coton restant sous irrigation. Les calculs qui figurent dans la publication intitulée « Régularisation du Nil », et qui ont servi de base à l'établissement de ce projet, montraient que les quantités d'eau nécessaires pour la culture du coton, sur le territoire dont il s'agit, pouvaient être prélevées sur le fleuve sans léser l'Égypte, — même lorsque l'année serait aussi anormale qu'en 1913/1914, — jusqu'au 18 janvier ; après cette date, les besoins de l'irrigation doivent être satisfaits au moyen de l'eau emmagasinée dans le réservoir. Le plan a donc été établi de telle sorte que le réservoir contienne le volume jugé nécessaire, compte tenu des pertes, pour arroser comme il convient les plantations de coton de la région spécifiée, entre le 19 janvier et le 15 avril, et pour fournir l'eau nécessaire aux usages domestiques, du 15 avril au 15 juillet.

26. Besides the above restrictions as to the season during which the Gezira Scheme should draw upon the natural flow of the river, and the volume of water to be withdrawn during that season, there was the undertaking already mentioned in paragraph 15, limiting the area of cultivation in the Gezira to 300,000 feddans. Thus, even if it were found possible to use less water than the calculations provided for, the water so economised would not be considered as available for an additional area.

Present Commission. General Considerations.

27. From an irrigation point of view, the year in Egypt has always been treated as divisible into two seasons of about six months each. During one of these seasons the whole natural flow of the Nile, supplemented by the stored water of Aswan Reservoir, is used for irrigation, the mouths of the river being closed by earth banks as soon as conditions permit ; whilst during the other season water flows to the sea in volumes which for several months are very great.

28. The Sudan Gezira Scheme, which came into operation in July 1925, has been planned so as to draw water from the natural flow of the river only during the latter season, and to draw upon the water stored in the Sennar Reservoir during the low-river season. The Commission regards this as a sound principle ; and it is one which has always been accepted by the Sudan authorities, who only claim at this season of the year the volumes necessary for the small area of navigation supplied by pumps under a long-standing arrangement sanctioned by the Egyptian Government. The Commission accordingly determined that its first step should be the accurate division of the year into the two seasons by a detailed examination of the conditions at the two critical points at the beginning and the end of the season of surplus where the change of conditions occurs.

29. When this division of the year had been carried out it would be possible to reserve absolutely to Egypt the natural flow of the river during the low season, subject to the pumping rights already mentioned. The available supplies during the rest of the year would be examined with a view to seeing how much might reasonably be used in the Sudan, taking into account the requirements of corresponding development in Egypt. It would then remain to examine the minor questions of pump and basin irrigation in the Sudan, and to define the conditions on which these should be carried out.

30. The above are the general lines upon which the Commission decided to develop its proposals. It is now necessary to explain certain principles and methods followed in the actual examination of the problem. The fundamental operation is the division of the year, and in particular the determination of the date at which the Sudan should cease to draw on the natural river at Sennar. The method adopted in " Nile Control " was to make this date correspond with the first withdrawal of stored water at Aswan, and the Sennar Reservoir was designed to supply the requirements of the canal after the 18th January, this date corresponding to the first withdrawal at Aswan in 1913-14, an abnormally low year. The majority of the Nile Projects Commission had approved this method of determining the date, but had advocated that the date should be movable, and ordinarily later than the 18th January, in accordance with the condition of the river in each year, instead of being fixed absolutely with reference to the abnormal conditions of 1913-14.

31. The present Commission does not regard the time of first withdrawal of stored water at Aswan as a suitable criterion of the cessation of surplus flow in the river ; since it might well be that the stored water is reserved for some time after there ceases to be any surplus in the river, in anticipation of more acute needs in the later months. The Commission accordingly decided to discard this criterion, and to base its proposals on the actual cessation of surplus as indicated by

26. Outre les restrictions ci-dessus visant la saison pendant laquelle il y aura lieu d'avoir recours au flux naturel de la rivière pour appliquer le projet de la Guézireh et le volume d'eau à prélever pendant cette saison, il faut rappeler l'engagement déjà mentionné au paragraphe 15, aux termes duquel la superficie arable, dans la Guézireh, était limitée à 300.000 feddans. Dans ces conditions, même s'il devenait possible d'employer une quantité d'eau moindre que celle qui a été prévue dans les calculs, l'eau ainsi épargnée ne pourrait être considérée comme disponible pour l'irrigation d'une superficie plus étendue.

Commission actuelle. Considérations générales.

27. Au point de vue de l'irrigation, l'année, en Egypte, a toujours été considérée comme divisible en deux saisons de six mois environ chacune. Pendant l'une, la totalité du flux naturel du Nil, accrue par l'eau emmagasinée dans le réservoir d'Assouan, est utilisée pour l'irrigation, les embouchures du fleuve étant closes au moyen de digues de terre aussitôt que l'état du Nil le permet, pendant l'autre, l'eau s'écoule dans la mer en quantités qui, durant plusieurs mois, sont très considérables.

28. Les ouvrages construits à la Guézireh du Soudan, ouverts à l'exploitation en juillet 1925, ont été construits de façon à recevoir l'eau du cours naturel de la rivière pendant cette dernière saison exclusivement, et l'eau emmagasinée dans le réservoir de Sennar pendant la saison des basses eaux. La Commission considère cet arrangement comme justifié. Il a toujours été accepté par les autorités soudanaises, qui ne revendiquent, à cette saison de l'année, que les quantités d'eau nécessaires pour la petite navigation, l'eau en question étant fournie par des pompes, aux termes d'un arrangement en vigueur depuis longtemps et sanctionné par le Gouvernement égyptien. La commission a donc décidé qu'elle devait, en premier lieu, déterminer la date exacte de cette division de l'année en deux saisons, en procédant à cet effet à une étude détaillée des conditions hydrologiques aux deux points critiques au début et à la fin de la saison d'excédent d'eau, où se produit le changement en question.

29. Lorsque la division de l'année aura été déterminée, il sera possible de réserver sans conditions pour l'Egypte le cours naturel du Nil pendant la saison des basses eaux, compte tenu des droits de pompage, déjà mentionnés. On examinera ensuite les quantités d'eau disponibles pendant le reste de l'année, afin de fixer la quantité que l'on pourrait raisonnablement utiliser au Soudan en tenant compte des besoins correspondants du développement de l'irrigation en Egypte. Il resterait alors à étudier les questions secondaires de l'irrigation par pompage et par bassins au Soudan, et à définir les conditions dans lesquelles ces procédés d'irrigation devraient être employés.

30. Tels sont les principes généraux conformément auxquels la Commission décida de présenter ses propositions. Il sied, maintenant, d'exposer certains principes et certaines méthodes dont on s'est inspiré au cours de l'étude même du problème. L'opération fondamentale est la division de l'année, notamment la détermination de la date à laquelle on devrait cesser, au Soudan, de prélever de l'eau dans le fleuve non canalisé, à Sennar. La méthode suivie à cet effet dans la publication intitulée « Régularisation du Nil » consistait à faire coïncider cette date avec celle du premier jour auquel on commençait à prélever l'eau emmagasinée dans le réservoir d'Assouan, le réservoir de Sennar étant destiné à fournir les quantités nécessaires pour le canal après le 18 janvier, date correspondant au jour où on a commencé à prélever de l'eau à Assouan, en 1913/1914, année de basses eaux anormales. La majorité des membres de la Commission des projets du Nil avaient approuvé cette méthode pour déterminer la date en question, mais ils avaient suggéré que cette date devrait être mobile et, généralement, postérieure au 18 janvier, selon l'état du Nil chaque année, au lieu d'être fixée d'une façon absolue par rapport aux conditions anormales de 1913/1914.

31. La présente Commission ne juge pas que la date à laquelle est prélevée pour la première fois l'eau emmagasinée à Assouan constitue un critère convenable déterminant la cessation de l'excédent d'eau du fleuve, car il se pourrait fort bien que l'eau emmagasinée fût tenue en réserve pendant quelque temps, après qu'il n'y a plus d'excédent d'eau dans le fleuve, afin de parer à la possibilité de besoins plus urgents au cours des mois subséquents. La commission a donc décidé de

the working of the canals, the regulation at the Delta Barrage, and the closing of the sads across the mouths of the river.

32. The Commission considered whether its proposals should be based on the abnormal conditions of 1913-14, or upon the mean of a series of years, or should provide something in the nature of a sliding-scale under which the date in question would be advanced or put back in accordance with the conditions obtaining in each year. The records of Nile floods cover a period of over 960 years, and years as low as 1913-14 have occurred only four times. The Commission felt that while the occasional occurrence of such years cannot be ignored, it should not be employed as a basis of any scheme. The sliding scale would present complications in working, and it was soon clear that the yearly fluctuations were not so important as to preclude the use of a mean date. It was accordingly decided to work on means, and to test the results so obtained by considering them with reference to specially low years. In particular, the Commission recognised that some special provision might be required to deal with a year like 1913-14.

33. The Commission also had to consider whether its proposals for regulating the expansion of irrigation in the Sudan should be expressed in terms of areas to be irrigated as well as of volumes to be utilised during certain specified seasons. In the past, as explained in paragraph 26, a definite area limitation of 300,000 feddans had been fixed for the Gezira Scheme, in addition to the restrictions imposed naturally by the storage capacity of the reservoir, and the precise definition of the season during which, and the extent to which, water may be abstracted from the natural flow of the river.

34. It is in terms of volumes and seasons that the actual statistical examinations of the whole problem must be conducted, and the record of the working of the reservoir, and of the volumes drawn off daily by the canal, must be maintained. And it is the volumes and seasons which best lend themselves to the imposition of checks necessary to ensure a proper control over the working of whatever arrangement may be arrived at as the result of the Commission's proposals.

35. An area limitation could not, in itself, constitute complete control over the volumes abstracted from the river, unless supplemented by a reservation as to the crops to be grown, and the system of crop rotation to be followed. It would involve also assumptions as to the volumes of water necessary for each different crop, and these assumptions would have to include a considerable margin to allow for error. Such a margin, comprising allowances for doubts as to reservoir capacity, losses, and water requirements of crops, would, by preventing full use being made of very valuable storage water, react unfavourably on the Sudan's interests, without corresponding advantage to Egypt. Consequently, an area limitation, unless pitched too high, would have the effect of removing the incentive to economy in the use of water, and it would clearly be to the advantage of neither party that water taken from the river should be used uneconomically.

36. In view of the above considerations, the Commission decided that its proposals should be stated in terms of volumes and seasons only. It was satisfied that the authorities concerned would have no difficulty in devising arrangements for ensuring complete control over the abstraction of water from the river and from the reservoir. Provided that such satisfactory arrangements are made, the Commission saw no necessity, from a technical point of view, of imposing an area limitation over and above the volumetric one. A definition of seasons and volumes to be extracted would, in accordance with irrigation practice, be satisfactory and adequate in itself; and if it were held necessary, as formerly, to impose an area limitation as well, it would be for reasons outside the purview of a technical Commission.

37. There is another matter which the Commission had to consider in connexion with the method of handling the problem submitted to it. The greater part of Upper Egypt is under basin

renoncer à ce critère et de prendre pour point de départ, dans son projet la cessation effective de tout excédent d'eau, telle qu'elle ressort de l'exploitation des canaux, de la régularisation du Nil, au barrage du Delta et de la fermeture des sadds (barrages provisoires) aux embouchures du fleuve.

32. La commission s'est demandée si ses propositions devaient avoir pour base les conditions anormales de 1913/1914 ou la moyenne d'une série d'années ; ou s'il y aurait lieu de prévoir une sorte d'échelle mobile d'après laquelle la date en question pourrait être avancée ou reculée selon les conditions prévalant chaque année. Les statistiques des inondations du Nil s'étendent sur une période de plus de 960 ans, au cours de laquelle on a constaté, quatre fois seulement, une baisse des eaux aussi considérable qu'en 1913/1914. La Commission a estimé que le retour occasionnel d'années analogues ne pouvait être absolument négligé, mais ne devait pas servir de base pour l'établissement d'un projet quelconque. L'emploi d'une échelle mobile entraînerait certaines complications dans la pratique et, d'ailleurs, on s'est rendu rapidement compte que les fluctuations annuelles n'étaient pas importantes au point d'interdire l'emploi d'une moyenne. Il a donc été décidé de faire usage de moyennes, et de vérifier la valeur des résultats ainsi obtenus, en les considérant au point de vue des années anormalement sèches. En particulier, la Commission a reconnu la nécessité d'une disposition spéciale pour parer à l'éventualité d'une année analogue à 1913/1914.

33. La Commission avait aussi à examiner si, en formulant ses propositions pour régler l'extension des travaux d'irrigation au Soudan, elle devait mentionner les superficies à irriguer en même temps que les volumes d'eau à utiliser pendant certaines saisons spécifiées. Précédemment, comme on l'a expliqué au paragraphe 26, il avait été fixé pour le projet de la Guézireh, une limite de superficie de 300.000 feddans, en dehors de certaines restrictions imposées naturellement par la capacité de retenue du réservoir, ainsi que de la détermination précise de la saison pendant laquelle l'eau pouvait être prélevée du cours naturel du fleuve, et du volume d'eau ainsi prélevé.

34. L'étude statistique de l'ensemble du problème doit prendre comme point de départ les volumes et les saisons et il est indispensable que les relevés des conditions de fonctionnement du réservoir ainsi que des volumes d'eau prélevés chaque jour pour le canal soient enregistrés sans interruption. Les volumes et les saisons sont les données qui se prêtent le mieux aux vérifications nécessaires pour régler convenablement la mise en œuvre de tout système que l'on pourra décider d'établir comme suite aux propositions de la commission.

35. Une limitation de la superficie ne pourrait en soi permettre de se rendre complètement compte des volumes d'eau prélevés dans le fleuve. Il faudrait indiquer en outre l'espèce de culture autorisée et le système de rotation des cultures à suivre. Il faudrait de plus faire intervenir des quantités hypothétiques concernant le volume d'eau nécessaire pour chaque sorte de récolte, et ces hypothèses comporter aussi nécessairement une marge considérable d'erreur. Cette marge, comprenant les inconnues dont il faut tenir compte au point de vue de la capacité, du réservoir, des pertes, et des besoins en eau des différentes récoltes, aurait pour effet, en empêchant d'utiliser dans toute la mesure possible l'eau précieuse emmagasinée, de léser les intérêts du Soudan sans avantages correspondants pour l'Égypte. Ainsi, toute limitation de la superficie à irriguer, à moins qu'elle ne soit fixée à un chiffre trop élevé, aurait pour effet d'éliminer tout motif portant à économiser l'eau, et il est évident que le gaspillage de l'eau prélevée dans le fleuve ne serait avantageux ni pour l'Égypte ni pour le Soudan.

36. En raison des considérations ci-dessus, la commission a décidé que dans son projet elle ne tiendrait compte que des volumes et des saisons. Elle a acquis la conviction que les autorités intéressées pourraient sans difficulté prendre toutes les dispositions de contrôle nécessaires en vue de réglementer les prélèvements d'eau dans le fleuve et dans le réservoir. Sous réserve d'arrangements satisfaisants à cet effet, la commission ne voit pas la nécessité, au point de vue technique, d'ajouter aux limites de volumes des limites de superficie. Conformément aux méthodes suivies en matière d'irrigation, une définition des saisons, ainsi que des volumes d'eau à prélever, serait en elle-même satisfaisante et suffisante ; si l'on jugeait nécessaire, comme par le passé, d'ajouter à cette définition une limitation de la superficie à irriguer, ce serait pour des raisons qui ne sont pas du ressort d'une Commission technique.

37. A propos de la méthode adoptée pour étudier le problème qui lui était soumis, la commission avait à examiner un autre point. La plus grande partie des terres de la Haute-Egypte est irriguée

irrigation, largely dependent on natural flood levels in the river, and only partially protected by barrages. Any abstraction of water in flood time in the Sudan must affect these levels to the detriment of the basin irrigation, and therefore to admit that the lands in question have an absolute right to undiminished natural levels must preclude any abstraction of water by the Sudan.

38. The Commission felt that in the circumstances it was impossible either, on the one hand, to postpone indefinitely all progress in the Sudan, or, on the other, to damage seriously, by precipitate action or by excessive abstraction, the basins of Upper Egypt. It was accordingly decided to take the line that consideration of levels could not be carried to the point of precluding development in the Sudan, but only to the point of setting a limit to the extent and rate of this development.

39. The Commission was assisted in coming to this conclusion by the decision of the Egyptian Government, soon after the appointment of the former, to undertake the construction of another barrage in Upper Egypt. It has also now been decided to construct, for the benefit of Egypt, the Gebel Aulia Dam in the Sudan. With the undertaking of these two works the question of levels in Upper Egypt loses much of the importance which might be attached to it if development by the Sudan only were in prospect.

40. A further question of a general nature, calling for decision as a preliminary to detailed examination of the problem, was whether the Gezira Canal and the Gebel Aulia Dam should be treated as being on the same footing, though the latter work had not yet made any effective progress. It was considered that, as both works had originally formed integral parts of the same programme, no special priority should be accorded to the completed Gezira Scheme in respect of the allocation of any further supplies found to be available, but that both should be treated as having equal priority to any extensions. As a corollary to this view, it follows, and it was so assumed by the Commission, that the Sudan should afford every facility for the construction of the Gebel Aulia Dam.

41. Finally, the Commission considered whether it must regard the completed Gezira Scheme as having an irrevocable right to take water to the extent and under the conditions provided for in " Nile Control ". There was the possibility that the Commission's examination of the statistics, including those of the years which had elapsed since the scheme was initiated, might lead to conclusions other than those of " Nile Control ". At the same time, the scheme had been undertaken and practically completed after full examination of the question, not only by the Egyptian authorities, but by the Nile Projects Commission ; and the Sudan Government had entered into certain commitments on the basis of the original water allotment. The Commission felt that in these circumstances any reduction in the volumes available for this scheme would raise issues with which, as a technical body, it would not be concerned. The detailed investigation of the basis of the original scheme by the methods adopted by the Commission has, however, shown, as will be seen later, that no serious divergence exists between the results of the present investigations and those previously arrived at.

CHAPTER III.

STATISTICAL.

42. As a preliminary to the detailed examination of the statistics, it will be convenient to describe briefly the nature of the records available, and to explain certain factors affecting the calculations.

Hydrological Records.

43. The annual maximum and minimum levels at Cairo are on record from 641 to 1451 A. D. and again from 1737, with one break, to the present day. These records cover a period exceeding

au moyen de bassins dont le remplissage dépend, dans une grande mesure, du niveau naturel des crues du fleuve, et qui ne sont protégés que partiellement par des barrages. Tout prélèvement d'eau effectué en temps de crue au Soudan, a pour effet inévitable d'abaisser ce niveau, au préjudice du système d'irrigation par bassins. Il s'ensuit que, si l'on admet pour les terres en question un droit absolu au maintien des niveaux naturels, tout prélèvement d'eau de la part du Soudan devient impossible.

38. La commission a estimé, dans ces conditions, qu'il lui était impossible, d'une part, d'ajourner indéfiniment tout progrès dans le Soudan, où, d'autre part de porter un grave préjudice, par une intervention prématurée ou par des prélèvements exagérés, aux bassins de la Haute Egypte. Il a été convenu, en conséquence, de poser en principe que les considérations de niveaux ne pouvaient être admises au point d'empêcher absolument le développement du Soudan, mais seulement dans la mesure où elles fixent une limite à l'étendue et la rapidité de ce développement.

39. La commission a été aidée, pour aboutir à cette conclusion, par le Gouvernement égyptien lui-même qui a décidé, peu après la nomination de la commission, d'entreprendre la construction d'un autre barrage en Haute-Egypte. Il a été également décidé depuis de construire, pour le bénéfice de l'Egypte, le barrage de Djebel Aulia, au Soudan. Si ces deux projets sont mis à exécution la question des niveaux de la Haute-Egypte perdra beaucoup de l'importance qu'elle pourrait avoir si le développement de l'irrigation était envisagé exclusivement par le Soudan.

40. Il restait encore à résoudre, avant de procéder à l'étude détaillée du problème, une autre question d'ordre général. Devait-on traiter de la même manière le canal de la Guézireh et le barrage de Djebel Aulia, alors que pour les travaux de construction de ce dernier ouvrage, on était encore à pied d'œuvre ? On a décidé que, comme ces deux ouvrages faisaient à l'origine partie intégrante du même programme, il n'y avait pas lieu d'accorder de priorité spéciale au projet de la Guézireh, aujourd'hui achevé, pour ce qui touche à la répartition des volumes d'eau additionnels qui pourraient être disponibles, mais que ces deux ouvrages devaient bénéficier du droit de priorité égal par rapport à toutes les extensions. Il s'ensuivrait, directement, comme l'a admis la commission, que le Soudan devait faciliter par tous les moyens possibles, la construction du barrage de Djebel Aulia.

41. Finalement, la commission s'est demandée si elle devait considérer l'achèvement du projet de la Guézireh comme entraînant irrévocablement le droit de prélever l'eau du Nil dans la mesure et dans les conditions prévues par la publication intitulée : « Régularisation du Nil ». Il pouvait se faire que la Commission, en examinant les statistiques, y compris celles des années qui se sont écoulées depuis qu'on a commencé à construire cet ouvrage, aboutit à des conclusions autres que celles qui sont exposées dans cette publication. D'autre part, le projet en question avait été entrepris et presque achevé après examen approfondi de la question, non seulement par les autorités égyptiennes, mais aussi par la Commission des projets du Nil, et le Gouvernement du Soudan avait engagé certaines dépenses en se fondant sur la répartition d'eau primitivement fixée. La commission a estimé que, dans ces circonstances, toute réduction des volumes d'eau disponibles pour ces ouvrages, aurait pour effet de soulever certains problèmes dont elle n'a pas à connaître en tant que Commission technique. Toutefois, après avoir étudié en détail, à la lumière des méthodes adoptées par elle, les principes qui servent de base au projet original, elle a constaté, comme on le verra plus loin, qu'il n'existe pas de divergence sensible entre les résultats de la présente enquête et ceux auxquels on avait abouti auparavant.

CHAPITRE III.

STATISTIQUES.

42. Avant de passer à l'étude détaillée des statistiques, il sied de décrire succinctement le caractère des relevés dont on dispose et d'expliquer certains facteurs qui interviennent dans les calculs.

Relevés hydrologiques.

43. Les niveaux annuels maxima et minima au Caire ont été enregistrés de 641 à 1451 A. D., puis à partir de 1737, avec une seule interruption, jusqu'à ce jour. Ces relevés s'étendent sur une

960 years, and are of value in determining the periodicity of abnormally low years. Daily gauge readings at Aswan and Cairo were begun in 1870, with occasional discharge observations. Since 1903 upstream and downstream levels and the position of the sluices at Aswan have been recorded daily, and by means of the calibration of these sluices, which has now been determined with a high degree of accuracy, the discharges in the earlier years have been calculated. Distribution at the Delta Barrage has been carried out since 1919 by the calibration method. In general the accuracy and system of record of the statistics are being continually improved, and they are now of a high order ; and great reliance can, in particular, be placed on those of the last seven years.

Time Lag.

44. The great distances and the small slope of the river make the time of travel an important factor in any calculations regarding the Nile. This time of travel has to be borne in mind continually, and where reference is made to the date of some event at Sennar, for example, it is necessary to reckon the corresponding date on which the effect will be felt at Aswan, or the Delta Barrage, before the significance of that effect can be properly appreciated. Reference, in short, must be both by time and place. The lag, moreover, is not constant, but varies with the river stage.

45. At the request of the Commission the time lag between one point and another has been calculated by the Physical Department. The calculations are contained in Appendix B, from which it will be seen that the total time of travel from Sennar to the Delta Barrage at the critical times is estimated to be :

In January-February = 34 days.
In July-August = 27 days.

Where necessary for the purpose of investigating special conditions, *i. e.*, low years, the lag taken into account has been specially calculated from the appropriate data.

Losses.

46. " Nile Control " (page 248) estimated that 124 volumes of water passing Khartum are reduced by losses to 100 at Aswan. In gauging the effect on the river conditions in Egypt of any abstraction at Sennar the Commission does not feel that it is necessary or even possible to take these losses into account for the purposes of the present proposals. It prefers to assume that the full effect of any abstraction at Sennar will be felt in Egypt without any reduction. At some future time this factor may become more precisely known, and also more important, and it can then be taken into account if necessary.

Division of the Year.

47. As already explained, the basic idea underlying the Commission's proposals is the division of the year into two seasons, during one of which the Gezira Canal would take water from the natural river, whilst during the other its supply would be drawn from storage, leaving the natural river reserved to Egypt. In this respect the Commission is merely following the principles of " Nile Control ", and of the Nile Projects Commission, but adopting other methods of studying the problem and of demonstrating the results. The examination of the conditions at the critical points where the supply of the rising river overtakes requirements and where, on the falling river, the reverse takes place, formed the most important part of the Commission's studies. The present Chapter is chiefly devoted to this examination, the presentation of its results, and the conclusions arrived at.

période de plus de 960 années et sont importants en ce sens qu'ils permettent de déterminer la périodicité des années de basses eaux anormales. Il existe également des relevés quotidiens des nilomètres d'Assouan et du Caire, depuis 1870, ainsi que des observations occasionnelles relatives aux débits. Depuis 1903, les niveaux en aval et en amont, ainsi que la situation des vannes d'Assouan ont été enregistrés chaque jour, et, grâce au calibrage de ces vannes, maintenant déterminé avec une très grande précision, les débits des années antérieures ont été calculés. La répartition des eaux au barrage du Delta a été effectuée depuis 1919 par la méthode du calibrage. En règle générale, l'exactitude des statistiques et leur mode d'enregistrement ne cessent de faire l'objet d'améliorations et ont, aujourd'hui, atteint un haut degré de précision. On peut tout particulièrement se fier aux statistiques des sept dernières années.

Décalage des dates.

44. En raison de la longueur du cours du Nil et de la pente minime du fleuve, la durée d'écoulement des eaux constitue un facteur important dont il faut tenir compte dans les calculs. La durée d'écoulement des eaux ne doit jamais être perdue de vue et, lorsque l'on cite la date de tel ou tel phénomène à Sennar, par exemple, il est indispensable que l'on calcule la date correspondante à laquelle l'effet de ce phénomène sera ressenti à Assouan ou au barrage du Delta, si l'on veut apprécier à sa juste valeur l'importance de cet effet. En d'autres termes, toutes les statistiques doivent indiquer à la fois le temps et le lieu. En outre, le décalage n'est pas constant et varie selon le niveau du fleuve.

45. Sur la demande de la commission, le décalage des dates entre deux points donnés a été calculé par le « Physical Department » ; ces calculs figurent à l'annexe B et montrent que la durée totale de l'écoulement des eaux entre Sennar et le barrage du Delta, aux époques critiques, est estimée à :

34 jours en janvier-février,
27 jours en juillet-août.

Lorsqu'il a été nécessaire de le faire, en vue d'étudier certaines conditions spéciales du fleuve, par exemple, le régime fluvial des années de basses eaux anormales, le décalage dont il convient de tenir compte a été calculé spécialement à l'aide de statistiques appropriées.

Pertes.

46. On estime (page 248 de la publication intitulée « Régularisation du Nil ») que 124 unités volumétriques d'eau passant à Khartoum sont ramenées, par suite des pertes, à 100 unités au barrage d'Assouan. En appréciant l'effet sur l'état du fleuve, en Égypte, de tout prélèvement d'eau effectué à Sennar, la commission ne juge pas qu'il soit nécessaire ou même possible de tenir compte de ces pertes dans le projet actuel. Elle préfère supposer que le plein effet de tout prélèvement d'eau à Sennar se fera sentir en Égypte sans aucune réduction. Plus tard, il se peut que ce facteur soit connu avec plus de précision et qu'on lui reconnaisse une importance plus grande. On pourra alors en tenir compte, si on le juge à propos.

Mode de division de l'année.

47. Comme on l'a expliqué précédemment, l'idée générale sur laquelle se fonde le projet de la commission est celle de la division de l'année en deux saisons. Du cours de la première, le canal de la Guezireh recevrait l'eau du fleuve non canalisé. Pendant la seconde, l'eau serait prélevée d'un réservoir tandis que l'eau du fleuve non canalisé serait réservée pour les besoins de l'Égypte. À cet égard, la commission s'est bornée à suivre les principes exposés dans la « Régularisation du Nil » ainsi que par la Commission des projets du Nil, tout en adoptant d'autres méthodes pour étudier le problème et pour démontrer les résultats. L'étude des conditions aux points critiques, où, lors des crues, le débit du fleuve est supérieur aux besoins et où, lors des décrues, le débit est inférieur aux besoins, a constitué la partie la plus importante des travaux de la commission. Le présent chapitre est principalement consacré à l'étude en question, à la présentation des résultats et aux conclusions qui s'en dégagent.

Rising River, July-August.

48. The conditions of the rising flood at the Delta Barrage are illustrated in Diagram No. 1 contained in Appendix C, which is based on the discharge passing down the river below the Delta Barrage. The river curves are those of the mean of 1912-25, the abnormally low year 1913, and of the year 1915, in which the conditions were, except for 1913, the worst of the series of fourteen years. The discharge used for irrigation below the barrage at this time of the year is taken into account; and the effect of the Sennar Dam, operated as provided in the table¹ on page 87 of "Nile Control", is shown with due allowance for the time lag, which, as already explained, varies with the stage of the flood.

49. It is seen from the diagram that in average years by the time the effect of withdrawals of water at the Sennar Dam is felt at the Delta Barrage the supply passing down the river branches amounts to nearly 150 million cubic metres daily, and that the effect is negligible under these conditions. In 1915 the effect would have been appreciable but not injurious. Under 1913 conditions the effect would have been to take water from the river about ten days in advance of the establishment of the real rise of the flood. The conclusion to be drawn from this diagram is that, provided the rise of the river is not later than in 1915, the arrangement in "Nile Control" is quite suitable, whereby the Gezira Canal would begin on the 16th July to draw on the river at Sennar to the extent of the prescribed volumes. In years worse than 1915 some postponement of this date would be needed to avoid taking water actually required for irrigation in Egypt.

50. It was explained in paragraph 41 that the Commission would feel that, on general grounds, any proposal for reducing volumes already allotted to this scheme, and in respect of which commitments had already been entered into, would be outside its province. The question of postponing the opening of the canal for a few days in occasional years of a late rise of the river appears, however, to the Commission in a somewhat different light. At this time of the year the water is chiefly required in Egypt for the durra crop, which should be sown as early as possible if the best results are to be obtained. Similarly, in the Sudan Gezira, early sowing of the cotton is desired. It seems reasonable that in a year when the rise of the river is delayed, the Sudan should share with Egypt whatever disadvantages may attach to the late sowing of the crops.

51. The conditions of 1915 may be regarded as the worst conditions under which the "Nile Control" arrangement would be suitable; and those of 1913 as the worst likely to occur. A sliding-scale whereby the opening date would be postponed in proportion as the conditions fell short of those of 1915 would meet the requirements which the Commission has in view. Such a sliding-scale might be derived from the figures contained in Appendix E. It is seen that both in 1915 and in 1913, on the date when the Sudan could have begun to draw on the river, the combined discharge of the Blue and White Niles amounted to 142 million cubic metres a day; and that the mean discharge for the preceding five days was 135 millions a day. Adopting a figure of 160 millions to allow a margin, it could be arranged that the Gezira Canal should not draw on the natural river until a mean total discharge of 160 millions a day for five days is reached at Sennar and Malakal, allowing for ten day's lag in the case of the latter.

52. The Commission, whilst putting forward this proposal from considerations of equity, does not believe that in fact any appreciable harm would be done to Egyptian interests if the Sennar works were operated according to the "Nile Control" scheme, regardless of the character of the season. Moreover, as stated in an earlier paragraph, it is not in favour of introducing complications such as might be involved in the use of a sliding-scale. But in this case the criterion as to the

¹ Reproduced as Appendix D.

Crue du fleuve juillet-août.

Les conditions de la crue au barrage du Delta sont indiquées dans le graphique N^o 1, qui figure à l'annexe C. Ce graphique a été établi en tenant compte du débit du fleuve en aval du barrage du Delta. Les courbes du fleuve se rapportent à la moyenne des années 1912-1925, à l'année de basses eaux anormales de 1913, et à l'année 1915, au cours de laquelle les conditions ont été, si l'on excepte 1913, les plus défavorables que l'on ait rencontrées depuis quatorze ans. Il est tenu compte du débit utilisé pour les besoins de l'irrigation en aval du barrage à cette époque de l'année, et le graphique indique, en outre, l'effet produit par le barrage de Sennar, fonctionnant comme il est prévu dans le tableau¹ qui figure à la page 87 de la « Régularisation du Nil » et en tenant compte du décalage des dates, qui varie, comme on l'a indiqué précédemment, selon le niveau de la crue.

49. Le graphique montre que, pendant les années moyennes, à l'époque où l'effet des prélèvements d'eau au barrage de Sennar se fait sentir au barrage du Delta, la quantité d'eau qui s'écoule par les bras du fleuve atteint près de 150 millions de mètres cubes par jour et que, par conséquent, dans ces conditions, l'effet du prélèvement d'eau est négligeable. En 1915 l'effet eût été sensible mais non dangereux. En 1913, étant donné les conditions qui prévalaient alors, il aurait fallu prélever l'eau du fleuve dix jours avant l'établissement véritable de la crue. La conclusion qui se dégage de ce graphique est que, lorsque la crue du fleuve ne se produit pas plus tard qu'elle ne s'est produite en 1915, l'arrangement prévu dans la « Régularisation du Nil » convient parfaitement, en ce sens que l'on commencerait, dès le 16 juillet, à approvisionner le canal de la Guézireh au moyen de l'eau prélevée sur le fleuve à Sennar, jusqu'à concurrence des volumes prescrits. Pour les années plus défavorables que 1915, il serait nécessaire de reculer quelque peu cette date afin d'éviter tout prélèvement d'eau nécessaire pour les besoins de l'irrigation en Egypte.

50. Nous avons expliqué au paragraphe 41 que la Commission estimait, d'une manière générale, que toute proposition tendant à réduire les volumes d'eau déjà autorisés pour ce projet, au sujet duquel des dépenses ont déjà été engagées, n'était pas de son domaine. La question de reculer de quelques jours la date d'ouverture du canal, lorsque, comme dans certaines années, les crues sont tardives, revêt toutefois pour la commission un aspect quelque peu différent. A cette époque de l'année, l'eau est principalement utilisée en Egypte pour la récolte du dhoura égyptien, qui doit être semé aussitôt que possible, si l'on veut obtenir les résultats les plus favorables. De même, à la Guézireh du Soudan, il est désirable de semer le coton de bonne heure. Il semble raisonnable, lors des années où la crue du fleuve est tardive, que le Soudan partage avec l'Egypte tous les désavantages que peuvent entraîner les retards apportés aux semailles.

51. Les conditions de 1915 peuvent être considérées comme les plus défavorables de toutes celles auxquelles se prêterait l'arrangement décrit dans la « Régularisation du Nil » et les conditions de l'année 1913 sont les pires que l'on puisse prévoir. Une échelle mobile, d'après laquelle la date d'ouverture serait retardée dans la mesure où la situation s'écarterait de celle de 1915, permettrait de prélever les quantités d'eau prévues par la commission. Cette échelle mobile pourrait être calculée au moyen des chiffres qui figurent à l'annexe E. On constate qu'en 1915, comme en 1913, à la date où les prélèvements d'eau du fleuve auraient pu commencer au Soudan, le débit combiné du Nil Bleu et du Nil Blanc atteignait 142 millions de mètres cubes par jour, et que le débit moyen des cinq jours précédents était de 135 millions par jour. Si l'on adopte un chiffre de 160 millions, afin de réserver une certaine marge, on pourrait faire en sorte que le canal de la Guézireh ne prélève pas d'eau dans le fleuve non canalisé tant qu'un débit total moyen de 160 millions par jour pendant cinq jours n'aura pas été constaté à Sennar et à Malakal, en tenant compte d'un décalage de six jours pour le second de ces barrages.

52. La commission, tout en formulant ces propositions pour des considérations d'équité, ne croit pas qu'en réalité les intérêts de l'Egypte puissent être lésés sensiblement si les ouvrages de Sennar fonctionnaient conformément au projet qui figure dans la « Régularisation du Nil », quel que soit le caractère de la saison. D'ailleurs, comme il a été mentionné dans un paragraphe précédent, la commission ne croit pas qu'il soit utile d'introduire les complications qu'impliquerait l'adoption

¹ Voir Annexe D.

character of the season is so direct, and the procedure so simple, that no difficulties should arise on the rare occasions when the sliding-scale would be called into play. The Commission accordingly recommends the adoption of this arrangement if the authorities concerned think it worth while to depart from the simplicity of a fixed date.

Flood Season.

53. The rise of the river having, as already seen, become well established in the latter half of July, it has now to be seen what volumes, if any, could, consistently with the interests of Egypt, and the principles followed by the Commission, be taken in the Sudan, in addition to the volumes allowed for the present Gezira Scheme, as detailed in " Nile Control ". Diagrams Nos. 2 to 4 show the volumes escaped into the sea under average conditions and in the two lowest years, 1915 and 1913, and the effect which will be produced by the Gezira Canal and the filling of the Sennar and Gebel Aulia Reservoirs. With regard to the latter reservoir, the Commission understands that the final details of a revised scheme have now been approved by the Ministry of Public Works, but the Commission is not aware of the exact particulars. The filling as shown on the diagram is an assumption made by the Commission with the object, chiefly, of showing the proportion which the capacity of this reservoir bears to the volumes available at this season. The water of the White Nile being free of silt, the filling of this reservoir, unlike that of Aswan or Sennar, can be carried out at any time.

54. Although there is seen to be a large volume of unused water at this season, the Commission felt that any additional water allotted to the Sudan should, for two reasons, be on a moderate scale. In the first place, the losses in the new reservoirs at Sennar and Gebel Aulia are at present a doubtful factor, and will only become known accurately when the works have been in operation for a year or two. In the second place, there is the question of levels as affecting the basins in Upper Egypt, to which the Commission has given careful consideration. Appendix F has been prepared to show the effect at Aswan of the withdrawal of volumes of 100, 150 and 200 cubic metres a second during the low floods of 1911, 1913, 1915 and 1918. No calculations have been made as to the effect of the filling of the Gebel Aulia Reservoir in its revised form, but it is clear that this reservoir must have a much greater influence on the levels in Egypt than the abstractions at Sennar now contemplated.

55. An important consideration bearing on this question is that, judging by the results of the pumping schemes, the irrigation requirements of the Gezira Canal will not be at their maximum in August and September, the season when the flood is at its maximum. The cotton crop is sown in the Sudan in the latter part of July and the early part of August, and, owing to rainfall at this season, the second watering is not required till the latter part of September, the food crop meanwhile being sown after the cotton. Consequently, whatever maximum discharge may be fixed for the Gezira Canal in flood time, it will, in fact, be taking a reduced discharge at the time of the basin filling in Egypt.

56. It has always been recognised that a lowering of levels in Upper Egypt, with consequent increased difficulty of filling the basins, must result from the working of the Gebel Aulia and Gezira schemes. The basins in the Sudan will be similarly affected: The present Commission is not disposed to enter into an argument on general principles as to how far the maintenance of levels can be regarded as an established right.

Approaching the matter as a body of engineers invited to advise on a practical question, the Commission considers that development or conservation works in the upper part of the river should not be indefinitely restricted by considerations of the natural levels lower down, but that the Sudan should accept a limited rate of progress, so as to afford Egypt the opportunity to overtake the

d'une échelle mobile. Toutefois dans le cas actuel, le critère relatif au caractère de la saison est si évident, et la méthode est si simple qu'il ne pourrait se présenter aucune difficulté lors des rares occasions où il serait nécessaire de faire usage de l'échelle mobile. La commission recommande donc l'adoption de cet arrangement si les autorités intéressées estiment qu'il vaille la peine de déroger au principe simple d'une date fixe.

Saison des hautes eaux.

53. La crue du fleuve étant, comme on l'a déjà vu, nettement établie pendant la seconde moitié de juillet, il reste maintenant à décider quels volumes on pourrait, le cas échéant, sans léser les intérêts de l'Égypte et en se conformant au principe suivi par la commission, prélever au Soudan, en sus des volumes autorisés pour le projet actuel de la Guézireh et spécifiés dans : « Régularisation du Nil ». Les graphiques N^o 2 à 4 indiquent les volumes qui s'écoulent dans la mer en temps normal ainsi que pendant les deux années de plus basses eaux : 1915 et 1913. Ils montrent également l'effet qu'aura le canal de la Guézireh et le remplissage des réservoirs de Sennar et de Djebel Aulia. Au sujet de ce dernier réservoir, la commission croit savoir que le Ministère des Travaux publics a maintenant approuvé les derniers détails d'un plan révisé, mais elle ignore les détails exacts de ce plan. Le remplissage, tel qu'il figure sur le diagramme, n'est qu'une hypothèse faite par la commission en vue principalement de montrer la proportion qui existe entre la capacité de ce réservoir et les volumes d'eau disponibles à cette saison. L'eau du Nil blanc ne contenant pas de limon, le remplissage de ce réservoir, contrairement à ce qui se produit à Assouan ou à Sennar, peut s'effectuer en tout temps.

54. Bien qu'il existe, comme on peut le constater, un volume considérable d'eau non utilisée à cette saison, la commission a estimé que tout surplus d'eau accordé au Soudan devrait, pour deux motifs, être limité à une quantité modérée. En premier lieu, les pertes des nouveaux réservoirs de Sennar et de Djebel Aulia constituent actuellement un facteur indéterminé, qui ne sera connu d'une façon précise qu'après un an ou deux d'exploitation. En second lieu, il faut tenir compte de la question des niveaux, en tant qu'elle intéresse les bassins de la Haute-Égypte, question que la commission a étudiée avec soin. L'annexe F a été préparée pour montrer l'effet que produit au barrage d'Assouan le prélèvement de volumes de 100, 150 et 200 mètres cubes à la seconde, aux époques de basses eaux, de 1911, de 1913, de 1915 et de 1918. On n'a pas calculé l'effet que produirait le remplissage du réservoir de Djebel Aulia, conformément au programme révisé, mais il est certain que ce réservoir devra exercer une influence beaucoup plus considérable sur les niveaux d'eau en Égypte que les prélèvements actuellement envisagés à Sennar.

55. Il convient de tenir compte, à ce propos, d'une autre considération importante. A en juger par les résultats des travaux d'irrigation au moyen de pompes, les quantités d'eau du canal de la Guézireh, nécessaires pour l'irrigation, n'atteindront pas leur maximum en août et en septembre, saison au cours de laquelle la crue atteint son maximum. On sème le coton au Soudan au cours de la seconde moitié de juillet et de la première moitié d'août, et, en raison des pluies qui tombent à cette saison, il n'est pas nécessaire de procéder à un second arrosage avant la deuxième quinzaine de septembre. Dans l'intervalle, les plantes vivrières sont semées après le coton. Par conséquent, quel que soit le débit maximum qui puisse être fixé pour le canal de la Guézireh en temps de hautes eaux, l'approvisionnement de ce canal sera réduit, en fait, au moment du remplissage des bassins en Égypte.

56. On a toujours reconnu que l'exploitation des ouvrages de Djebel Aulia et de la Guézireh doit avoir pour effet inévitable d'abaisser les niveaux en Haute-Égypte et, par suite, d'accroître les difficultés que présente le remplissage des bassins. Les bassins du Soudan seront affectés de la même manière. Il n'entre nullement dans les intentions de la présente commission de discuter d'une façon générale dans quelle mesure le maintien des plans d'eau actuels peut être considéré comme un droit acquis.

Abordant la question en tant que réunion d'ingénieurs invitée à donner son avis sur une question d'ordre pratique, la commission estime que le développement de travaux de conservation des eaux dans la partie amont du fleuve ne devait pas être indéfiniment retardé en raison de considérations portant sur les niveaux naturels du cours inférieur du fleuve. Le Soudan devrait accepter une

effect of development in the Sudan by construction of the works which formed her part of the original programme.

57. Subject to the above proviso, the Commission finds that from the 1st August the additional volumes shown in the following table could be taken at Sennar in flood time. The 1st August at Sennar corresponds to about the 25th August at the Delta Barrage, a date by which the flood is well established in its rise, and the Delta Canals have attained their full supply levels. It further recommends that the additional volume should be taken progressively on a scale not exceeding that in the following table :

Year	Maximum Discharges in Cubic Metres per second		
	Already sanctioned for initial Scheme	Proposed Addition	Total
1925-26	84	—	84
1926-27	84	—	84
1927-28	84	—	84
1928-29	84	—	84
1929-30	84	12	96
1930-31	84	24	108
1931-32	84	36	120
1932-33	84	48	132
1933-34	84	60	144
1934-35	84	72	156
1935-36	84	84	168

NOTE. — The maximum discharge is 84 cubic metres a second in August, September, October and November ; and 80 cubic metres a second in December.

58. The Commission finds that in a year like 1913 the final filling of the Sennar Reservoir might have to be modified from the " Nile Control " programme if the additional discharge now proposed is taken by the canal. In all such years the programme of filling Aswan is carefully considered and adapted to the conditions prevailing. The Commission foresees no difficulty in the application of the same methods to the relatively small volume required for the Sennar Reservoir, and does not think it necessary to make any specific proposals in a matter which is best left for the authorities concerned to deal with if and when the need arises.

Falling River. January-February.

59. The Commission devoted much time to considering whether the 18th January could be taken as correctly marking the cessation of surplus in the river. Appendix G, with its accompanying statement of dates, gives an attempt to arrive at the correct date, employing as criteria the demands of the canals, the gradual shrinkage of the volumes passing the Delta Barrage and the closing of the sads, or earth banks, at the river mouths.

60. The earlier years may be discarded as unreliable or inapplicable to present conditions. The year 1917-18 was entirely abnormal, as the river remained in flood all through the summer. Taking the remaining years in two groups, there ceased to be any excess water on the following mean dates :

	Delta Barrage	Corresponding Date at Sennar
1910-17	February 21	January 18
1919-25	February 11	January 8

Thus the earlier group of years representing the conditions obtaining when the Gezira Scheme was being planned gives, by the method now employed, the same date at Sennar as was actually

limitation de ses progrès, de façon à donner à l'Égypte l'occasion de contrebalancer l'effet produit par le développement de l'irrigation au Soudan, en construisant les ouvrages qui constituaient sa part du programme primitif.

57. Sous ces réserves, la commission est d'avis qu'à partir du 1^{er} août, les volumes additionnels d'eau indiqués dans le tableau ci-après pourraient être prélevés à Sennar en temps de hautes eaux. La date du 1^{er} août à Sennar correspond à celle du 15 août au barrage du Delta. A cette date, la crue du fleuve est nettement établie et les canaux du Delta sont pleinement approvisionnés. La commission recommande, en outre, que ces volumes additionnels d'eau soient prélevés progressivement, conformément à une échelle qui ne doit pas dépasser celle qui est indiquée dans le tableau ci-après :

Années	Débit maxima en mètres cubes par seconde		Total
	Quantité déjà autorisée pour le projet initial	Quantité additionnelle proposée	
1925-1926... ..	84	—	84
1926-1927... ..	84	—	84
1927-1928... ..	84	—	84
1928-1929... ..	84	—	84
1929-1930... ..	84	12	96
1930-1931... ..	84	24	108
1931-1932... ..	84	36	120
1932-1933... ..	84	48	132
1933-1934... ..	84	60	144
1934-1935... ..	84	72	156
1935-1936... ..	84	84	168

REMARQUE. — Le débit maximum est de 84 mètres cubes à la seconde en août, septembre, octobre et novembre, et de 80 mètres cubes à la seconde en décembre.

58. La commission juge que pour les années analogues à 1913, les modalités de remplissage final du réservoir de Sennar devront peut-être s'écarter un peu de celles qui sont prévues dans le programme de la « Régularisation du Nil », si le canal doit recevoir le débit additionnel actuellement envisagé. Au cours d'années analogues de basses eaux, le programme du remplissage du barrage d'Assouan fait l'objet d'études minutieuses afin d'adapter les opérations de remplissage aux conditions qui prévalent alors. La commission ne croit pas qu'il soit difficile d'appliquer les mêmes méthodes aux volumes relativement peu considérables requis pour le réservoir de Sennar, et elle ne juge pas nécessaire de présenter des propositions spéciales sur une question dont il est préférable de laisser la solution éventuelle aux autorités intéressées.

Décrue du fleuve, janvier-février.

59. La commission a longuement étudié la question de savoir si la date du 18 janvier pouvait être considérée comme indiquant exactement la cessation de tout excédent d'eau dans le fleuve. On s'est efforcé de déterminer exactement cette date dans l'annexe G, ainsi que dans le relevé de dates qui y est joint, en employant comme critères les quantités d'eau nécessaires pour les canaux, la diminution progressive des quantités volumétriques passant au barrage du Delta, et la fermeture des sads ou digues de terre aux embouchures du fleuve.

60. Les statistiques des premières années peuvent être négligées en raison du fait qu'elles sont ou inexactes ou inapplicables dans les conditions actuelles. L'année 1917-1918 a été tout à fait anormale, la crue du fleuve ayant persisté pendant toute la durée de l'été. Si l'on subdivise en deux groupes les années restantes, l'excédent d'eau a cessé aux dates moyennes suivantes :

	Barrage du Delta	Date correspondante à Sennar
1910-17	21 février	18 janvier
1919-25	11 février	8 janvier

On constate ainsi que le premier groupe d'années représentant le régime du fleuve au moment où la construction des ouvrages de la Guézireh était envisagée, fournit, selon la méthode actuellement

adopted by the framers of the scheme, namely, the 18th January. On the other hand, according to the data of the more recent years, the date would be the 8th January.

61. By way of further study of this question, the Commission invited Dr. Hurst, Director-General of the Physical Department, and Mr. Butcher, Director of the Delta Barrage, to investigate separately, and by whatever method seemed to them most appropriate, the conditions at this season of the year. They were asked firstly to test the correctness of the " Nile Control " date of the 18th January, and, secondly, assuming that the Gebel Aulia Dam had come into operation, to ascertain up to what date the surplus still remaining would permit of the Gezira Scheme being allowed the additional volume found by the Commission to be available during the flood season. The object in making the assumption that the Gebel Aulia Dam was actually in operation was to give effect to the view expressed in paragraph 40, *i. e.*, to ensure that there should be sufficient water for the Gebel Aulia Dam and the resulting development of irrigation in Egypt before any further allotment of water were made for the Gezira.

62. Dr. Hurst based his study on the figures of 1920, which, for the month of February, was the lowest of the six years 1919-20 to 1924-25. The method adopted and the results arrived at are set out in Appendix H and its accompanying Diagram No. 5. The conclusion arrived at is that under existing conditions, *i. e.*, ignoring the Gebel Aulia Reservoir, the Gezira Canal could be given the " Nile Control " volumes up to the 23rd February, Delta Barrage date, corresponding to the 20th January at Sennar. Taking Gebel Aulia into account without the losses in the reservoir, the date would be the 12th January at Sennar, while, allowing for these losses, the date would be the 8th January. As regards the additional water for the Gezira, it was found that, ignoring the losses, the proposed additional supply could be taken up to the 1st January at Sennar, and, with losses taken into account, up to the 28th December.

63. Mr. Butcher employed a different method, explained in the note in Appendix J, based on the average of the six years 1918-19 to 1923-24, for which period the records, as already mentioned, are exceptionally detailed and reliable. It is important to know how these six years compare with the mean of a longer cycle ; and Appendix J shows that the mean supply in December and January of these years represents 91 per cent. of the corresponding mean of the last twenty years, and that all six years are below the average of the twenty years. The Commission regards these years as affording a suitable basis of calculation.

64. Nothing was known to the Commission of the manner in which the additional storage water of the Gebel Aulia Reservoir would eventually be employed. Mr. Butcher, finding that the storage amounted to an addition of about 22 per cent. to Egypt's supplies during the summer season, assumed that a corresponding expansion would take place in the demands for water at other seasons of the year. It is doubtful if such a result would actually occur, but the effect of this assumption on the calculations is certainly favourable to Egypt. Assuming the Sennar and Gebel Aulia Reservoirs to be both in operation, there would, according to the Diagram No. 6 employed in this calculation, be sufficient water to meet all requirements in full up to the 10th February corresponding to the 7th January at Sennar, after which there would still remain available a volume of 140 millions now running into the sea.

65. The diagram shows the effect of the further abstraction of 80 cubic metres a second after providing for the Gezira Canal on the " Nile Control " basis, and the expansion of cultivation in Egypt following the construction of the Gebel Aulia Reservoir. It will be seen that the additional volume can be abstracted up to the 5th February at the Delta Barrage, corresponding to the 2nd January at Sennar, without taking water now in use for existing cultivation, and leaving a discharge

suivie, la même date à Sennar que celle qui a été adoptée, en fait, par les personnes qui ont établi le Projet en question, à savoir le 18 janvier. D'autre part, d'après les renseignements officiels des années plus récentes, la date serait le 8 janvier.

61. Pour approfondir encore la question, la commission a invité le Dr Hurst, directeur général du « Physical Department », et M. Butcher, directeur du Barrage du Delta, à étudier, chacun pour son compte et en suivant la méthode qui leur semblerait la plus appropriée, le régime du fleuve à cette saison de l'année. Ils devaient, en premier lieu, vérifier l'exactitude de la date du 18 janvier, indiquée dans la « Régularisation du Nil » et, en second lieu, partant de l'hypothèse que le barrage de Djebel Aulia fonctionnait effectivement, déterminer jusqu'à quelle date l'excédent d'eau subsistant encore permettrait de réserver pour les besoins du projet de la Guézireh le volume d'eau additionnel dont l'existence avait été constatée par la commission pendant la saison des hautes eaux. L'hypothèse du fonctionnement effectif du barrage de Djebel Aulia avait pour objet, conformément aux vues exprimées dans le paragraphe 40, de déterminer si, avant d'autoriser une allocation supplémentaire d'eau pour la Guezireh, il resterait des disponibilités d'eau suffisantes pour le barrage de Djebel Aulia, ainsi que pour l'extension de l'irrigation en Egypte qui résulterait de la construction de cet ouvrage.

62. Le Dr Hurst a pris pour base de son étude les chiffres de 1920, année qui, pour le mois de février, a été la plus sèche de la période 1919-20 à 1924-25. La méthode suivie par lui et les résultats qu'il a obtenus sont exposés à l'annexe H et dans le graphique N° 5 qui y est joint. La conclusion à laquelle il a abouti est que, dans les conditions actuelles, c'est-à-dire en ne tenant pas compte du réservoir de Djebel Aulia, l'on pouvait fournir au canal de la Guezireh les volumes d'eau indiqués dans la « Régularisation du Nil » jusqu'au 23 février (date au barrage du Delta), correspondant au 20 janvier à Sennar. Si l'on tient compte de l'existence du barrage de Djebel Aulia, tout en négligeant les pertes d'eau du réservoir, cette date serait le 12 janvier à Sennar et, si l'on tient compte des pertes, la date serait reportée au 8 janvier. Pour ce qui touche à la quantité supplémentaire d'eau destinée aux ouvrages de la Guezireh, la conclusion formulée était qu'en négligeant les pertes, le supplément d'eau envisagé pouvait être prélevé jusqu'au 1^{er} janvier à Sennar et, en tenant compte des pertes, jusqu'au 28 décembre.

63. M. Butcher a suivi une méthode différente, expliquée dans la note jointe à l'annexe J, en prenant pour base la moyenne des six années 1918-19 à 1923-24, période pour laquelle les relevés, comme on l'a déjà mentionné, sont particulièrement détaillés et sûrs. Il importe de savoir comment ces six années se comportent par rapport à la moyenne d'un cycle plus prolongé. L'annexe J montre que l'approvisionnement moyen en décembre et janvier de ces années équivaut à 91 % de la moyenne correspondante pour les vingt dernières années et que le régime de chacune des six années en question est inférieur à la moyenne des vingt années. La commission considère que les statistiques relatives à ces années fournissent une base appropriée pour les calculs.

64. La commission ne possédait aucun renseignement sur l'utilisation éventuelle du supplément d'eau emmagasiné dans le réservoir de Djebel Aulia. M. Butcher, constatant que la quantité emmagasinée représentait un surplus d'environ 22 % de l'eau fournie à l'Egypte pendant la saison d'été, est parti de l'hypothèse qu'il se produirait une extension correspondante des quantités d'eau demandées pendant les autres saisons. Il n'est pas certain qu'il en soit effectivement ainsi, mais l'effet de cette hypothèse sur les calculs est certainement favorable aux intérêts de l'Egypte. En supposant que les réservoirs de Sennar et de Djebel Aulia fonctionnent tous deux, il resterait, d'après le graphique N° 6 qui a servi à l'établissement de ces calculs, une quantité d'eau suffisante pour faire face à tous les besoins jusqu'au 10 février, date qui correspond au 7 janvier à Sennar et, passé cette date, il resterait encore disponible un volume de 140 millions de mètres cubes qui s'écoulerait actuellement dans la mer.

65. Le graphique montre l'effet d'un prélèvement additionnel de 80 mètres cubes à la seconde après que toutes dispositions ont été prises pour répondre aux besoins du canal de la Guézireh, calculés d'après les chiffres donnés dans la « Régularisation du Nil », et pour l'extension de la culture en Egypte qui suivra la construction du réservoir de Djebel Aulia. On constatera que ce volume additionnel peut être prélevé jusqu'au 5 février (Barrage du Delta), date correspondant au 2 janvier

of 75 million cubic metres a day for navigation requirements during the annual closure of the canals in Egypt.

66. As another means of exhibiting graphically the conditions at this season of the year, and their relation in time to conditions at Sennar, Diagram No. 7 was prepared. This shows the daily discharges of the two branches in January and February in the four lowest years, 1913, 1916, 1920 and 1922. The volumes being stored at Aswan at the same time are also plotted on the diagram, which therefore gives a fairly complete representation of conditions at this season. The Sennar dates, the 31st December and the 18th January, are also shown on the diagram, the appropriate lag being employed.

67. It will be seen that the calculations referred to in paragraph 60, so far as the earlier years are concerned, and Dr. Hurst's first calculation, both tend to confirm the arrangement by which the Gezira Canal was planned to draw on the river up till the 8th January. These calculations ignore the effect of the Gebel Aulia Reservoir, whilst the view expressed in paragraph 40, that no special priority should be given to the Gezira Scheme, would require that account be taken of both schemes. Taking both into account, the date given by Dr. Hurst's calculations is the 8th January. Although the Commission takes the view stated as to priority, it is not prepared to argue that such a view should be applied retrospectively, and that the basis of a completed scheme should necessarily be changed as the result of the adoption of a new principle, new data and new methods of calculation.

68. Turning now to Mr. Butcher's calculations, attention must be drawn to the importance of the factor introduced by the closing of the sadds on the river branches at this time of the year. This operation requires the use of considerable volumes of water in order to maintain a sufficient flow through the gap in the uncompleted sadd to prevent the entry of sea water into the river. The closing is carried out under present conditions in February in most years, but, with the coming into operation of the Gezira Scheme and the Gebel Aulia Reservoir, the resulting increased draw on the river will be such that, unless the sadds are closed earlier than at present, the water necessary to exclude the salt must be taken from storage.

69. With an earlier closing of the mouths of the river the water used under present conditions for excluding sea water will become part of the irrigation supply at this season. It is, in fact, included in the volume of 140 millions referred to in paragraph 64 as available after the date when a shortage would first be felt, namely, the 7th January, at Sennar. Now, according to the scale provided in " Nile Control " the Gezira Scheme would draw from the river a volume of 69 millions, or almost exactly one-half of the available 140 millions. Thus, with the change in the time of closing the sadds, which, according to Mr. Butcher's forecast, must take place with expansion of irrigation, the first instalment of the Gezira Scheme, though drawing its supply from the river till the 18th January would not be taking water at present used for irrigation in Egypt. In this calculation the Commission sees confirmation for the view that, as far as the present Gezira Scheme is concerned, no change need be proposed in the original date the 18th January.

70. As regards the date up to which the additional supply could be taken, the results of the two investigations agree fairly well, being in the one case the 28th December and in the other the 2nd January (Sennar dates). The Commission recommends that the additional water be taken till the 31st December. It is important to explain at this point that for purposes of silt clearance and other works, the canals in Egypt are closed every year towards the end of December and reopened in the early part of February, the actual dates of reopening of the different canal systems depending on the completion of the closure works. This closure is an annual necessity and it must always take place at this season, as climatic conditions render it impossible at any other. It therefore forms an important feature of the irrigation year in Egypt. It is the reopening of the canals after this closure which accounts for the rapid disappearance of surplus water in Egypt in February and the fact the

à Sennar, sans toucher à l'eau maintenant utilisée pour les besoins actuels de l'agriculture, et en laissant un débit de 75 millions de mètres cubes par jour pour les besoins de la navigation pendant la fermeture annuelle des canaux en Egypte.

66. Le graphique N° 7 a été établi afin d'indiquer par d'autres moyens graphiques le régime fluvial dans cette saison de l'année et son rapport avec le régime fluvial à Sennar. Il indique les débits journaliers des deux bras en janvier et février pour les quatre années de décrue maxima : 1913, 1916, 1920 et 1922. En outre, les volumes d'eau alimentant pendant la même période le réservoir d'Assouan sont indiqués sur le graphique, qui donne ainsi une idée assez complète des conditions prévalant à cette saison. Les dates à Sennar (31 décembre et 18 janvier), sont également indiquées sur le graphique avec le décalage approprié.

67. On constatera que les calculs mentionnés au paragraphe 60, en tant qu'il s'agit des années du premier groupe, et le premier calcul du Dr Hurst tendant également à démontrer le bien-fondé de l'arrangement d'après lequel le canal de la Guézireh était conçu de façon à recevoir l'eau du Nil jusqu'au 18 janvier. Dans ces calculs, on néglige l'effet du réservoir de Djebel Aulia, alors que, si l'on se rangeait à l'opinion émise au paragraphe 40, à savoir qu'aucune priorité spéciale ne devrait être accordée au projet de la Guézireh, il serait indispensable de tenir compte des deux projets conjointement ; la date donnée par les calculs du Dr Hurst devient alors le 8 janvier. Bien que la commission se soit prononcée dans le sens indiqué ci-dessus quant à la question de priorité, elle n'est pas disposée à soutenir que ce principe doit être appliqué rétrospectivement et que la base d'un programme de travaux achevés doit nécessairement être modifiée, par suite de l'adoption d'un nouveau principe, de nouvelles données et de nouvelles méthodes de calcul.

68. Si l'on passe maintenant aux calculs de M. Butcher, il faut signaler l'importance du nouveau facteur que constitue la fermeture des « sadds » édifiés sur les bras du fleuve à cette époque de l'année. Cette opération absorbe des volumes considérables d'eau pour maintenir un courant suffisant à travers l'ouverture de la digue non complètement close afin d'empêcher l'eau de mer de remonter dans le fleuve. La fermeture des sadds a lieu, dans les conditions actuelles, en février pour la plupart des années ; mais lorsque l'on exploitera le projet de la Guézireh et le réservoir de Djebel Aulia, l'augmentation subséquente des quantités d'eau prélevées sur le fleuve sera telle que si les sadds ne sont pas fermés plus tôt qu'à présent, l'eau douce nécessaire pour empêcher la pénétration de l'eau salée devra être prélevée sur l'eau de retenue.

69. Si les embouchures de la rivière sont fermées plus tôt, l'eau employée dans les conditions actuelles pour empêcher l'eau de mer de pénétrer constituera une fraction de l'approvisionnement d'eau nécessaire dans cette saison pour les besoins de l'irrigation. Cette quantité, en fait, est comprise dans le volume de 140 millions mentionnés au paragraphe 64 comme étant disponible après la date à laquelle la diminution de débit commencerait à se faire sentir, c'est-à-dire le 7 janvier à Sennar. Or, d'après l'échelle qui figure dans la « Régularisation du Nil », il serait prélevé du fleuve pour le projet de la Guézireh un volume de 69 millions, c'est-à-dire presque exactement la moitié des 140 millions disponibles. Dans ces conditions, étant donné la nouvelle date de fermeture des sadds motivée par l'extension des travaux d'irrigation dans le sens prévu par M. Butcher, le premier ouvrage du projet de la Guézireh, bien qu'il prélève l'eau du fleuve jusqu'au 18 janvier, ne prélèverait pas cependant d'eau servant actuellement aux besoins de l'irrigation en Egypte. Ce calcul confirme la commission dans l'idée que, pour ce qui touche au projet actuel de la Guézireh, il n'y a pas lieu de modifier en quoi que ce soit la date primitivement fixée au 18 janvier.

70. Au sujet de la date jusqu'à laquelle le prélèvement additionnel pourrait s'effectuer, les résultats des deux enquêtes concordent assez bien : 28 décembre dans un cas et 2 janvier dans l'autre (dates à Sennar). La commission recommande que ce prélèvement additionnel s'effectue jusqu'au 31 décembre. Il importe d'expliquer ici que pour permettre d'exécuter certains travaux, notamment d'enlever la vase, les canaux égyptiens sont fermés chaque année vers la fin de décembre et rouverts au commencement de février, la date exacte de réouverture des différents systèmes de canalisation variant selon le degré d'achèvement des ouvrages de clôture. Cette clôture est une opération nécessaire chaque année et doit toujours s'effectuer dans cette saison, les conditions climatiques ne permettant pas de s'y livrer à une autre époque ; il s'agit donc là d'un facteur annuel important, en matière d'irrigation en Egypte. C'est la réouverture des canaux qui explique

shortage occurs at a fairly constant date every year. The effect of the Commission's recommendation in this paragraph is therefore that the Gezira Canal should not take any additional water from the river after the time corresponding to the reopening of the canals in Egypt.

71. The arrangement by which the Gezira Canal would draw the volumes provided in " Nile Control " from the natural river to the 18th January, but would take no extra water after the 31st December, may perhaps be made clearer if the extent to which the Sudan may draw upon the river in January is expressed in terms of total volumes without the use of the date the 18th January. The volume provided in " Nile Control " is 117 million cubic metres up to the 18th January, and the Commission's proposal is that no more than this should be taken in January. As explained in paragraph 49, the Sudan will not again draw on the natural river till the 16th July. Thus from the 1st January to the 15th July the Sudan will only take from the natural river, exclusive of the comparatively small volumes for pumps, a volume of 117 million cubic metres. At this period of the year Egypt will have practically all the remainder of the natural flow amounting, from the figures in Appendix K, to about 13,000 million cubic metres, as well as the volumes stored at Aswan and Gebel Aulia. Viewed in this light, the question of the precise date in January up to which the Sudan should draw the " Nile Control " volumes of 4.5 million cubic metres a day from the river is seen to be a matter of relatively minor importance from the point of view of the water supply of Egypt. On the other hand, it would be of real importance to the Sudan, whose resources during the low-river season would amount to no more than the contents of the Sennar Reservoir, *i. e.*, something of the order of 500 million cubic metres, with rights in the natural river limited to the above volume of 117 millions and the small volume for the pumps.

72. The Commission carefully considered whether it should propose any special provisions for dealing with abnormally low years, such as 1913-14. It was aware that in such a year, with the Gezira Scheme drawing on the natural river up to the 18th January, the Sudan would, on the method of calculation employed in this Report, be drawing to some extent on water not actually surplus to Egyptian requirements. In order to deal specially with such years it would be necessary to adopt some criterion or index by which abnormal conditions would be defined, a sliding-scale to regulate the amount of water to be taken by the Sudan in these years, and a method of forecasting these conditions some time in advance of their actual occurrence.

73. Various arrangements were thought of and discussed with the Physical Department. Finally, the Commission decided that, in view of the relative insignificance of the volumes involved, the rarity of abnormally low years, and the fact that the Egyptian Government has now definitely embarked on a policy of developing the latent resources of the river, it would be of doubtful utility to propose special arrangements which would involve elaborate forecasting, would open the door to misunderstanding and friction, and which might never be needed. On the facts themselves and on the general grounds set out in paragraph 41, the Commission would not propose any change in the original plan by which the volumes originally provided for the Gezira Canal in " Nile Control " may be taken from the natural river up to the 18th January.

74. As regards the additional water, however, the considerations in paragraph 41 do not apply and the Commission felt that its proposals must take into account the occurrence of low years, even if this involved the inconvenience of a sliding-scale. Owing to the winter closure of canals in Egypt, there is an important difference between the use of water at Sennar in the first eighteen days of January and its use in December. For whereas water taken in January might affect irrigation supply in Egypt, that taken in December would only be felt in Egypt during the time of closure of the canals, during which period the river is in flow to the sea, and navigation is the only

la disparition rapide de l'excédent d'eau du Nil en Egypte en février, et le fait que la pénurie se produit à une date presque invariable. La recommandation formulée par la commission dans le présent paragraphe est donc qu'il ne pourrait être prélevé aucune quantité additionnelle d'eau dans le Nil pour le canal de la Guézireh, une fois passée l'époque correspondant à la réouverture des canaux en Egypte.

71. L'arrangement selon lequel on prélèverait pour le canal de la Guézireh les volumes d'eau prévus dans la « Régularisation du Nil » sur le débit du fleuve non canalisé, jusqu'au 18 janvier, tandis qu'on ne prélèverait aucune quantité additionnelle après le 31 décembre, sera plus facile à comprendre si la quantité d'eau que le Soudan peut être autorisé à prélever sur la fleuve en janvier est exprimée en volumes totaux sans tenir compte de la date du 18 janvier. Le volume prévu dans la « Régularisation du Nil » est de 117 millions de mètres cubes jusqu'au 18 janvier. Ce que propose la commission, c'est qu'il ne soit pas prélevé une quantité supérieure à ces 117 millions de mètres cubes en janvier. Comme on l'a exposé au paragraphe 49, le Soudan ne puisera plus d'eau dans le fleuve non canalisé avant le 16 juillet. Ainsi, du 1^{er} janvier au 15 juillet, le Soudan ne prélèvera plus dans le fleuve non canalisé, en dehors des volumes relativement faibles destinés aux pompes, qu'un volume de 117 millions de mètres cubes. A cette période de l'année, l'Egypte pourra disposer de presque tout le reste du flux naturel du fleuve qui représente, d'après les chiffres de l'annexe K, 13.000 millions de mètres cubes environ, plus l'eau du réservoir d'Assouan et du réservoir de Djebel Aulia. Considérée dans ce sens, la question de la date précise, en janvier, jusqu'à laquelle le Soudan serait autorisé à prélever dans le fleuve les 4,5 millions de mètres cubes par jour prévus dans la « Régularisation du Nil », ne présente plus qu'une importance relativement secondaire au point de vue de l'approvisionnement en eau de l'Egypte. Par contre, elle présenterait une importance réelle pour le Soudan dont les ressources pendant la saison des basses eaux ne dépasseraient pas l'eau contenue dans le réservoir de Sennar, c'est-à-dire 500 millions de mètres cubes environ, plus les quantités que le Soudan est autorisé à puiser dans le fleuve non canalisé jusqu'à concurrence seulement du volume de 117 millions de mètres cubes précité et le faible volume destiné aux pompes.

72. La commission a soigneusement examiné la question de savoir si elle devait proposer des dispositions spéciales en cas d'année de basses eaux anormales comme 1913-1914. Elle s'est rendu compte qu'en pareil cas, les ouvrages de la Guézireh prélevant de l'eau, sur le fleuve non canalisé jusqu'au 18 janvier, le Soudan, d'après la méthode de calcul suivie dans le présent rapport, s'approprierait en une certaine mesure de l'eau qui ne constituerait pas, à proprement parler, un excédent des quantités nécessaires pour l'Egypte. Afin de faire face aux conditions de ces années extraordinaires, il y aurait lieu d'adopter un critère ou un indice définissant ce que l'on entend par conditions anormales, une échelle mobile permettant de régler la quantité d'eau que prélèverait le Soudan au cours des années en question, et une méthode permettant de pronostiquer ces conditions anormales un peu avant qu'elles se manifestent.

73. Différentes suggestions ont été émises à cet effet et discutées avec le « Physical Department ». La commission a décidé en fin de compte qu'en raison de l'importance relativement minime des quantités d'eau en question, de la rareté des années de basses eaux anormales, et en raison du fait que le Gouvernement égyptien a pris maintenant l'initiative d'une politique tendant à développer les ressources latentes du fleuve, il n'y aurait guère d'utilité à proposer des arrangements spéciaux qui nécessiteraient des calculs compliqués pour établir les prévisions, risqueraient de provoquer des malentendus et des froissements, et dont on n'aurait peut-être pas besoin. S'en tenant aux faits mêmes et aux principes d'ordre général exposés au paragraphe 41, la commission ne désire pas présenter des propositions de nature à modifier le plan primitif, suivant lequel les volumes d'eau prévus à l'origine pour le canal de la Guézireh dans la « Réglementation du Nil » peuvent être prélevés, sur le fleuve non canalisé, jusqu'au 18 janvier.

74. Toutefois, lorsqu'il s'agit des quantités d'eau additionnelles, les considérations exposées dans le paragraphe 41 n'interviennent plus. La commission a estimé que, dans ses propositions, elle devait tenir compte des années de faibles crues malgré l'inconvénient que présente l'emploi d'une échelle mobile. En raison de la fermeture des canaux d'Egypte en hiver, il existe une différence importante entre un prélèvement d'eau à Sennar, effectué au cours des dix-huit premiers jours de janvier et un prélèvement effectué en décembre. En effet, si en janvier les prélèvements d'eau peuvent modifier le volume de l'approvisionnement nécessaire à l'irrigation en Egypte, par contre,

interest involved. Thus, in considering a sliding-scale for regulating the date at which the additional water should cease to be drawn from the river, the test to be applied is the effect of the proposed abstraction of water upon navigation facilities in Egypt.

75. There is no absolute figure of discharge which can be adopted as the minimum required for navigation at any time. In "Nile Control" a figure of 1,500 to 2,000 millions downstream Aswan is mentioned as being required in January for navigation; and, in the minority recommendation of the Nile Projects Commission, the figure of 1,500 millions was proposed. As mentioned in paragraph 65, the arrangement proposed in this Report would provide a discharge of 75 millions a day, or 2,300 during the month, under conditions somewhat below average. It would not be possible to fix such a discharge as an absolute minimum even for the worst years, since in January 1914 the discharge is seen (Diagram No. 7) to have fallen to 40 millions a day, and even less, at the Delta Barrage.

76. An arrangement arrived at by another line of argument was considered by the Commission. The natural river is seen from Diagram No. 6 to be falling at a mean daily rate of about 1 million cubic metres a day at the end of January at the Barrage, corresponding to the end of December at Sennar. The total volume now proposed to be abstracted at Sennar in December is approximately 14 millions a day. Thus, whatever conditions would have occurred in Egypt in previous years would, under the new conditions, occur about fourteen days earlier. A possible arrangement would be to have a sliding-scale by which, according to the character of the season, the date for ceasing to take the extra water would be advanced until, under 1913-14 conditions, it would be the 18th December instead of the 31st December as in ordinary years.

77. As an index of the character of the year, the total natural river as at Aswan in the month of December may be employed. To determine the conditions to which the 31st December would be applicable, there is the calculation referred to in paragraph 62, indicating that in 1919-20 the date should have been the 28th December, and the calculation referred to in paragraph 65, indicating the 2nd January. Now, in 1919-20, the total December flow is seen (Appendix J) to have amounted to 4,410 millions, whilst in the six years employed for the second calculation it averaged 4,860 millions. From this it appears that a total of about 4,700 millions would be a suitable zero for the sliding-scale. At the other end of the scale is the 1913-14 figure of 2,800 millions. On this basis the sliding-scale would take the following simple form: The date up to which the Sudan will take the additional volume of 80 cubic metres a second will be the 31st December in all years in which the total natural river at Aswan in December is not less than 4,700 million cubic metres; and it will be earlier in low years at the rate of three days for every 400 millions by which the actual total December natural river in any year falls short of 4,700 millions.

78. This scale may have the appearance of being somewhat of an approximation, but it is devised from the data available upon the only basis which is applicable at this season of the year, namely, navigation needs, which do not lend themselves to accurate definition. It is in accordance with recorded facts, and it serves the purpose which the Commission has in mind, adjusting the Sudan's supply in accordance with the vicissitudes of the season, from which neither party can reasonably enjoy immunity. In practice the Sudan would be obliged to go on drawing from the river until the end of December, and to make good the overdraft later on when the criterion of the year had been determined.

79. There are two outstanding objections to a sliding-scale on the lines proposed. In the first place, any such arrangement opens the door to possible differences of opinion as to the figures

effectués en décembre, ils ne seraient ressentis en Egypte que pendant la période de fermeture, des canaux période de crue pendant laquelle le fleuve se déverse dans la mer, et pendant laquelle, seuls, les intérêts de la navigation doivent être pris en considération. Si donc on envisage l'établissement d'une échelle mobile pour régler la date à laquelle les prélèvements additionnels d'eau doivent cesser dans le fleuve, le critère à utiliser est l'effet du prélèvement proposé sur les facilités offertes à la navigation en Egypte.

75. Il n'existe pas de chiffre absolu du débit à adopter comme minimum nécessaire pour la navigation à un moment donné. Dans la « Régularisation du Nil », on mentionne un chiffre de 1500 à 2000 millions en aval d'Assouan comme représentant la quantité d'eau nécessaire en janvier pour la navigation. D'autre part, la Commission des projets du Nil, dans son rapport de minorité, propose le chiffre de 1500 millions. On a déjà vu au paragraphe 65 que l'arrangement proposé dans le présent rapport fournirait un débit quotidien de 75 millions, soit 2300 millions pour le mois, dans des conditions un peu inférieures à la moyenne. Il serait impossible de fixer que ce débit doit être un minimum absolu, même pendant les années les plus mauvaises, attendu qu'en janvier 1914, on constate (voir graphique N° 7) que le débit est tombé à 40 millions par jour, et même moins, au barrage du Delta.

76. La commission a étudié un autre arrangement auquel elle a abouti à la suite de considérations d'un ordre différent. Le fleuve non canalisé, comme on le constatera dans le graphique N° 6, décroît chaque jour en moyenne d'environ un million de mètres cubes à la fin de janvier, au barrage, c'est-à-dire à la fin de décembre à Sennar. Le volume total que l'on propose de prélever à Sennar en décembre est approximativement de 14 millions par jour. En conséquence, tous les phénomènes constatés en Egypte au cours d'années antérieures se produiraient dans les conditions nouvelles quatorze jours plus tôt environ. Entre autres solutions, on pourrait prévoir une échelle mobile d'après laquelle, selon le caractère de la saison, la dernière date à laquelle on cesserait de prélever l'eau en surplus pourrait être avancée jusqu'au 18 décembre, lorsque les conditions seraient celles de 1913-1914, au lieu du 31 décembre pour les années ordinaires.

77. Comme indice permettant de déterminer le régime fluvial de l'année, on peut prendre le débit total du fleuve non canalisé, enregistré à Assouan. Pour déterminer les conditions dans lesquelles la date du 31 décembre serait applicable, on possède les calculs mentionnés au paragraphe 62 indiquant que, pour l'année 1919/1920 cette date aurait dû être le 28 décembre, et l'on possède également le calcul mentionné au paragraphe 65 indiquant la date du 2 janvier. Or, en 1919/1920, le total du débit du fleuve en décembre, comme le montre l'annexe J, a atteint 4.410 millions, alors qu'au cours des six années qui ont servi à l'établissement de la seconde catégorie de calculs, ce débit a été en moyenne de 4.860 millions. Il s'ensuit qu'un total de 4.700 millions semblerait convenir pour fixer le zéro de l'échelle mobile. A l'autre extrémité de l'échelle figure le chiffre de l'année 1913/14, soit 2.800 millions. Sur cette base, les dates pourraient être facilement fixées à l'aide de l'échelle mobile, de la façon suivante : la date jusqu'à laquelle on pourra prélever pour le Soudan le volume additionnel de 80 m³ à la seconde sera le 31 décembre, pour toutes les années au cours desquelles le débit total du fleuve non canalisé à Assouan en décembre n'est pas inférieur à 4.700 millions de m³, et cette date sera avancée pendant les années de faible crue à raison de trois jours pour chaque diminution de 400 millions de m³ accusée par le débit total effectif du fleuve non canalisé, au mois de décembre d'une année quelconque, par rapport au chiffre de 4.700 millions.

78. L'indice établi au moyen de cette échelle semblera peut-être manquer de précision ; il est cependant calculé à l'aide des statistiques dont on dispose, conformément à la seule base qui s'applique en cette saison de l'année, c'est-à-dire aux besoins de la navigation, facteur qui ne se prête pas à une définition exacte. Cette échelle correspond à des faits enregistrés et elle remplit l'objet visé par la commission en ce sens qu'elle règle la quantité d'eau à fournir au Soudan selon les vicissitudes de la saison, auxquelles ni l'Egypte ni le Soudan ne peuvent se soustraire. Dans la pratique, le Soudan serait obligé de continuer à prélever l'eau du fleuve jusqu'à la fin de décembre, et de restituer ultérieurement les quantités prélevées en trop, lorsque le critère applicable à l'année aura été déterminé.

79. Deux objections peuvent être formulées contre l'emploi d'une échelle mobile ainsi définie. En premier lieu, tout arrangement de ce genre ouvre la voie à des divergences d'opinions éventuelles

upon which it depends ; and it may well be that a fixed date, with its immunity from the possibility of dispute, is preferable to an arrangement theoretically desirable, but liable in practice to lead to friction between the authorities who will have to work it. In the second place, and accentuating the above objection, the suggested scale depends upon the natural river at Aswan, and, with two more reservoirs in operation above this point, the computation of the natural river at Aswan must become a difficult matter, involving a number of doubtful factors. It is, however, the best that the Commission can devise which will serve the purpose in view, namely, to ensure that the working of the Gezira Canal is, so far as extensions are concerned, adjusted to suit the conditions of low years.

CHAPTER IV.

PUMP AND BASIN IRRIGATION IN THE SUDAN.

80. As pointed out in an earlier paragraph, the areas in the Sudan under pump and basin irrigation are on a small scale, and therefore relatively unimportant as factors in the situation. Nevertheless, important considerations are involved, and the Commission has devoted considerable thought in particular to the question of pump irrigation.

Pump Irrigation.

81. Prior to 1904 pumps had been licensed in the Sudan, with the approval of the Egyptian authorities, to the extent of about 2,000 feddans of perennial irrigation. On the completion of the Aswan dam in that year an increase of 10,000 feddans was approved, to which was added, on the raising of the dam in 1912, a further 10,000 feddans. The approved area of perennial pump irrigation is therefore about 22,000 feddans. There is some doubt as to the total area authorised to receive perennial pumping, some of the records tending to show that the 10,000 feddans approved on the completion of the Aswan Dam included the area previously licensed, whilst others tend to show that the 10,000 feddans was for new licences. The difference is not of great importance, but the Commission is of opinion that the matter should be cleared up by the authorities concerned so as to avoid future misunderstanding.

82. The British delegate suggested that the two Governments concerned might be prepared to agree that, following the above analogy, the area of perennial pumping in the Sudan should be increased by 20,000 feddans on the completion of the Gebel Aulia Dam. This is not, however, a technical point, and it goes somewhat beyond the scope of this Report, as defined in earlier paragraphs ; for it raises the question whether the Sudan should be held entitled, by virtue merely of its geographical position, to draw on the river at a time when there is no surplus.

83. It should be noted that perennial pumping must involve taking water during the low stage of the river, and although in practice the actual area under irrigation in the summer has so far always been much less than the sanctioned area, the above suggestion would permit the Sudan to draw on water which is at present beneficially used by Egypt. However, in view of the relative unimportance of the volumes that would actually be drawn from the river during its low stage by a limited expansion of perennial pumping, the Commission feels that the Governments should have no difficulty in settling this question without the intervention of a technical body, and it accordingly refrains from making a definite recommendation.

quant aux chiffres qui ont servi à établir cette échelle, et il est possible qu'une date fixe, évitant toute possibilité de différend, soit préférable à un arrangement désirable en théorie, mais susceptible, dans la pratique, de provoquer des froissements entre les autorités qui devront l'appliquer. En second lieu — et c'est là une objection qui renforce encore la précédente — l'échelle suggérée dépend du niveau du fleuve non canalisé à Assouan, et lorsque deux autres réservoirs seront exploités, en amont de ce point, le calcul du débit naturel du fleuve à Assouan sera nécessairement difficile, vu qu'il impliquera un certain nombre d'éléments que l'on ne peut encore apprécier exactement. Quoi qu'il en soit, c'est le meilleur arrangement que la commission puisse préconiser pour remplir l'objet que l'on se propose, c'est-à-dire faire en sorte que l'exploitation du canal de la Guézireh, dans la mesure où il s'agit de l'extension des travaux projetée, soit adaptée aux conditions prévalant lors des années de faible crue.

CHAPITRE IV.

POMPES ET BASSINS D'IRRIGATION AU SOUDAN.

80. Comme on l'a signalé dans un paragraphe précédent, les superficies irriguées au Soudan au moyen de pompes et de bassins sont peu étendues et n'ont guère, par conséquent, d'influence sur la situation. Toutefois, certaines considérations importantes se trouvent impliquées et la commission a consacré une attention toute particulière, notamment, à la question de l'irrigation au moyen de pompes.

Pompes.

81. Antérieurement à 1904, l'installation de pompes avait été autorisée au Soudan, moyennant permis, avec l'approbation des autorités égyptiennes, jusqu'à concurrence d'une superficie de 2000 feddans sous irrigation constante. Lors de l'achèvement du barrage d'Assouan au cours de la même année, le Gouvernement égyptien a approuvé l'irrigation de 10.000 autres feddans, auxquels on a ajouté, lors de la surélévation du barrage, en 1912, 10.000 autres feddans. La superficie sur laquelle l'irrigation au moyen de pompes est autorisée pendant toute l'année est donc de 22.000 feddans environ. Il existe certains doutes quant à la superficie totale pour laquelle l'irrigation constante a été autorisée ; certaines statistiques sembleraient indiquer que les 10.000 feddans dont l'irrigation a été approuvée lors de l'achèvement du barrage d'Assouan comprenaient la superficie qui avait fait l'objet d'une autorisation antérieure. D'autres semblent indiquer que les 10.000 feddans en question se rapportaient à de nouvelles licences ; la différence ne présente pas une grande importance, mais la commission estime que l'affaire devrait être tirée au clair par les autorités intéressées, afin d'éviter des malentendus ultérieurs.

82. Le délégué britannique a suggéré que les deux gouvernements intéressés pourraient être disposés à convenir que, par analogie, la superficie des terres à irriguer toute l'année au moyen de pompes, dans le Soudan, fût accrue de 20.000 feddans lors de l'achèvement du barrage de Djebel-Aulia. La question, toutefois, n'est pas d'ordre technique et dépasse un peu le cadre du présent rapport, tel qu'il a été défini dans les paragraphes antérieurs, car elle soulève le point de savoir si le Soudan, simplement en raison de sa situation géographique, peut être considéré comme ayant le droit de prélever de l'eau dans le fleuve à une époque où il n'existe pas d'excédent.

83. Il y a lieu de faire observer que l'irrigation pérenne implique nécessairement le prélèvement d'eau pendant la saison des basses eaux du fleuve, et bien que, dans la pratique, la superficie effectivement irriguée en été soit jusqu'ici restée de beaucoup inférieure à la superficie autorisée, la suggestion susmentionnée permettrait au Soudan de prélever de l'eau, actuellement utilisée au bénéfice de l'Égypte. Toutefois, en raison du peu d'importance relative que présentent les volumes d'eau qu'une augmentation restreinte du nombre de pompes servant à l'irrigation pendant toute l'année permettrait de prélever sur le débit du fleuve, lors des basses eaux, la commission a estimé qu'il ne serait pas difficile aux gouvernements de régler cette question sans recourir à l'intervention d'une organisation technique et s'est interdit, en conséquence, de formuler une recommandation précise à cet égard.

84. In addition to the above perennial irrigation, the Sudan was authorised in 1905, under an order of the Egyptian Ministry of Public Works, to pump without restriction of area from the 15th July to the end of February (Sudan dates). This authority has, so far, been utilised to the extent of about 16,000 feddans. The investigations of present conditions, as set out in this Report, indicate that the flood season, to which this permit was intended to apply, cannot be said to extend beyond the end of December (Sennar) ; and, therefore, in accordance with the principles adopted by the Commission, flood pumping, should, in the case of any new areas, cease at this date. Agricultural conditions, however, are such that pumping under these conditions would have little value. Consequently, it becomes necessary to consider how non-perennial pumping in the Sudan can be regulated in the future consistently with the principles of this Report, and under present conditions of supply in the river.

85. A solution which suggests itself is that the water consumed after the end of December on any new areas of non-perennial pumping should be compensated for by the release of storage water from the Sennar Reservoir. A change in the method of working the reservoir would make available an additional volume, not taken into account in the calculations for the Gezira Irrigation Scheme, which could be utilised for this purpose. The original plan for working the Gezira Canal, as explained in an earlier part of this report, was that from the 15th April till the 15th July the canal should remain in flow with a discharge drawn from the reservoir estimated as being necessary for domestic purposes throughout the irrigated tract. Under this arrangement the reservoir would naturally have to be kept up to the level required to give this supply. Owing to the relative levels of the canal and the natural river, a volume estimated at about 150 million cubic metres would, under these conditions, remain permanently impounded in the reservoir. If the domestic water supply were raised by pumps, it would be possible to release this volume, and thus return to the river any volumes required to compensate for the water abstracted by pumps after the close of the flood season, *i. e.*, end of December (Sennar).

86. This volume must be again taken from the river in July before the canal can be brought into operation for the following season ; and Diagram No. 1 shows that, in a year of average or high flood, no serious effect would be produced on conditions in Egypt at the corresponding dates. In a year of very late flood the programme of filling of Sennar Dam can be retarded, in accordance with the arrangement proposed in paragraph 51, so as to reduce to a negligible quantity the effect of the above extraction. This should not present any difficulty to the authorities concerned, and the Commission feels that the occasional occurrence of very exceptional conditions should not be regarded as precluding the adoption of measures suitable under ordinary conditions, and not impracticable even under bad conditions. The Commission is of opinion therefore that permits for flood pumps working to the end of February can therefore continue to expand gradually as in the past, so long as any water pumped after the end of December can be compensated for in the manner explained above.

Basin Irrigation in the Sudan.

87. There are areas of basin land in the Sudan totalling about 80,000 feddans, of which, however, only a small part is annually flooded. These basins are, it is understood, not capable of much improvement, and are of no great agricultural value. The land is high and the conditions seem to be such that they cannot be filled from canals taking off at a distance upstream, as is the case in Egypt. They will suffer to some extent from the abstraction of water at Sennar and Gebel Aulia, but the arguments employed in connexion with the basins of Upper Egypt apply here also.

84. Outre l'irrigation pérenne susmentionnée, le Soudan a été autorisé, en 1905, conformément à une ordonnance du Ministère des Travaux publics d'Égypte, à pomper l'eau du Nil sans restriction quant à la superficie à irriguer, du 15 juillet jusqu'à la fin de février (dates au Soudan). Jusqu'ici, on ne s'est prévalu de cette autorisation que pour irriguer 16.000 feddans environ. Les études relatives aux conditions actuelles, exposées dans le présent rapport, montrent que la saison des crues à laquelle cette autorisation devait s'appliquer, dans l'intention de ceux qui l'ont donnée, ne peut être considérée comme se prolongeant plus tard que la fin de décembre (à Sennar) ; ainsi, conformément aux principes adoptés par la commission, l'utilisation de pompes sur toute nouvelle superficie dont l'irrigation pourrait être autorisée doit cesser à cette date. Toutefois, en raison des conditions dans lesquelles se pratique l'agriculture au Soudan, l'exploitation de pompes pendant un laps de temps ainsi délimité ne présenterait guère d'utilité. Il faut donc rechercher le moyen de réglementer l'exploitation de pompes pour l'irrigation intermittente, au Soudan, d'une façon compatible avec les principes adoptés dans le présent rapport, ainsi qu'avec le régime actuel du Nil.

85. La solution qui se présente naturellement à l'esprit est la suivante : la quantité d'eau consommée avant la fin de décembre par les nouvelles superficies sous irrigation intermittente devrait être compensée par une quantité correspondante d'eau de retenue prélevée sur le réservoir de Sennar. En modifiant le système de fonctionnement du réservoir, on pourrait disposer d'un volume d'eau additionnel dont il n'est pas tenu compte dans les calculs relatifs au projet d'irrigation de la Guézireh et qui pourrait être utilisé pour les fins en question. Le plan original d'exploitation du canal de la Guézireh, exposé précédemment dans le présent rapport, portait que, du 15 avril au 15 juillet, le canal devait rester rempli, avec un débit prélevé sur le réservoir, équivalant aux quantités jugées nécessaires pour les usages domestiques dans toute la région sous irrigation. Conformément à cet arrangement, le plan d'eau du réservoir devait naturellement être maintenu au niveau nécessaire pour fournir cette quantité. En raison de la différence relative des niveaux du canal et du niveau du fleuve non canalisé, un volume d'eau estimé à environ 150 millions de mètres cubes serait, dans ces conditions, retenu d'une façon permanente dans le réservoir. Si l'on se procurait au moyen de pompes la provision d'eau pour usages domestiques, il serait alors possible d'évacuer le volume d'eau ainsi retenu et de restituer au fleuve toutes les quantités d'eau nécessaires pour compenser celles qui ont été prélevées par les pompes après la clôture de la saison des crues, c'est-à-dire après la fin de décembre (à Sennar).

86. Ce même volume doit de nouveau être prélevé dans le fleuve en juillet, avant que le canal puisse être mis en état de fonctionner en vue de la saison suivante ; le graphique N° 1 montre que, pendant une année de crues moyennes ou de hautes crues, il n'en résulterait aucun inconvénient grave pour le régime du fleuve en Égypte, aux dates correspondantes. Si la crue annuelle était très tardive, le remplissage du barrage de Sennar pourrait être retardé, conformément à l'arrangement proposé au paragraphe 51, de manière à éliminer presque entièrement l'effet de ce prélèvement. L'arrangement nécessaire à cet effet ne présenterait aucune difficulté pour les autorités intéressées, et la commission estime que l'éventualité très rare de conditions extrêmement exceptionnelles ne doit pas être considérée comme empêchant d'adopter des mesures appropriées aux années normales et applicables même lorsque les conditions sont défavorables. La commission estime donc que l'on peut continuer d'accorder progressivement, comme par le passé, des permis de plus en plus nombreux pour l'exploitation de pompes d'irrigation jusqu'à la fin de février, à condition que toutes les quantités d'eau puisées après la fin de décembre puissent être compensées conformément aux modalités indiquées ci-dessus.

Bassins d'irrigation au Soudan.

87. Il existe au Soudan des régions constituant une cuvette naturelle d'une superficie totale d'environ 80.000 feddans, mais dont une fraction minime seulement est sous l'eau chaque année. Ces cuvettes naturelles ne semblent guère se prêter à des améliorations et n'ont guère de valeur au point de vue agricole. Il s'agit de plateaux élevés, et les conditions semblent telles qu'on ne puisse les irriguer au moyen de canaux s'alimentant à une certaine distance en amont, comme on le fait en Égypte. Ces terres souffriront dans une certaine mesure du prélèvement d'eau effectué à

The Commission does not regard this question of basin irrigation in the Sudan as an important factor in the problem before it, and sees no need to make any special recommendations in this connexion.

CHAPTER V.

SUMMARY AND CONCLUSION.

Summary.

88. The Commission's main findings may be summarised as follows :

(a) The natural flow of the river should be reserved for the benefit of Egypt from the 19th January to the 15th July (at Sennar), subject to the pumping in the Sudan as defined below.

(b) The Gezira Canal may begin to draw on the natural flow of the river on the 16th July, the canal being gradually raised to full supply level by the 31st July, according to the scale fixed in " Nile Control ", contained in Appendix D, provided that a mean total discharge of 160 million cubic metres a day must have been reached at Sennar and Malakal during the preceding five days, allowing for ten days lag in the case of the latter.

(c) From the 1st August to the 31st December the Gezira Canal may, subject to the progressive scale laid down in paragraph 57 of this Report, draw the following volumes from the river :

The 1st August to 30th November, 168 cubic metres a second ;

The 1st to 31st December, 160 cubic metres a second, provided that, in any year in which the total flow of the natural river in December as at Aswan is less than 4,700 million cubic metres, 80 cubic metres a second shall be taken from the natural river during the whole of December, and the balance shall be taken from the natural river up to a date preceding the end of the month by three days for every 400 million cubic metres by which the actual total December natural river in that year falls short of 4,700 million cubic metres.

(d) The Gezira Canal may not draw during the month of January more than the volumes provided in " Nile Control ", *i. e.*, 80 cubic metres a second from the 1st to 15th, and 52 cubic metres a second from the 16th to 18th, a total of 117 million cubic metres.

(e) The final filling of the Sennar Reservoir from the level required to give full supply in the canal to the full storage level of the reservoir should be carried out in November, as provided in " Nile Control ".

(f) Any further flood pumping carried out in the Sudan up to the end of February should be considered as drawing its supply from the Sennar Reservoir after the 31st December. In other words, a volume equal to that consumed on these areas after the 31st December, according to ascertained data, should be discharged from the reservoir as compensation to Egypt, and the Sennar Reservoir should be worked so as to provide the additional storage required to cover the compensation volumes as above.

(g) After the end of February only perennial pumping, as referred to in paragraph 81, should be carried out in the Sudan.

Sennar et à Djebel Aulia, mais les arguments dont nous nous sommes servis pour les bassins de la Haute-Egypte valent également dans ce cas. La commission ne considère pas la question de l'irrigation des bassins au Soudan comme constituant un facteur important du problème qui lui a été soumis, et elle ne voit pas la nécessité de formuler à cet égard de recommandations spéciales.

CHAPITRE V.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS.

Résumé.

88. Les principales conclusions de la commission peuvent se résumer de la façon suivante :

a) Le flux naturel du fleuve devrait être réservé au profit de l'Egypte, du 19 janvier au 15 juillet (à Sennar), sous réserve de l'exploitation de pompes au Soudan, comme il est défini plus loin.

b) Le canal de la Guézireh pourra commencer à effectuer des prélèvements sur le flux naturel du fleuve le 16 juillet, le plan d'eau du canal étant progressivement relevé jusqu'au niveau d'approvisionnement maximum à la date du 31 juillet, conformément à l'échelle établie dans la publication intitulée : « Régularisation du Nil », et figurant à l'annexe D, à condition qu'un débit total moyen de 160 millions de mètres cubes par jour ait été atteint à Sennar et Malakal pendant les cinq jours précédents, compte tenu d'un décalage de dix jours pour le second de ces barrages.

c) Du 1^{er} août au 31 décembre, le canal de la Guézireh pourra, sous réserve de l'application de l'échelle mobile définie au paragraphe 57 du présent rapport, prélever sur le Nil les volumes d'eau suivants :

Du 1^{er} août au 30 novembre, 168 m³ à la seconde ;

Du 1^{er} au 31 décembre, 160 m³ à la seconde, à condition que, si, — au cours d'une année quelconque, le débit total du fleuve non canalisé est en décembre, à Assouan, inférieur à 4700 millions de mètres cubes, — il sera prélevé, sur le fleuve non canalisé, 80 m³ à la seconde pendant tout le mois de décembre, le reste étant prélevé sur le fleuve non canalisé jusqu'à une date antérieure à la fin du mois de trois jours pour chaque diminution de débit de 400 millions de mètres cubes, accusée par le débit total du fleuve non canalisé, en décembre de l'année en question, par rapport au chiffre de 4700 millions de mètres cubes.

d) Le canal de la Guézireh ne pourra pas prélever pendant le mois de janvier de quantités d'eau supérieures à celles qui sont prévues dans la « Régularisation du Nil », c'est-à-dire 80 m³ à la seconde du 1^{er} au 15, et 52 m³ à la seconde du 16 au 18, soit au total 117 millions de mètres cubes.

e) Le remplissage final du réservoir de Sennar destiné à relever le plan d'eau du niveau nécessaire pour approvisionner complètement le canal jusqu'au niveau maximum de retenue du réservoir devra s'effectuer en novembre, ainsi qu'il est prévu dans la publication intitulée : « Régularisation du Nil ».

f) Toutes exploitations supplémentaires de pompes effectuées au Soudan jusqu'à la fin de février seront considérées comme s'approvisionnant d'eau au réservoir de Sennar après le 31 décembre. En d'autres termes, un volume égal au volume consommé pour l'irrigation de ces superficies, après le 31 décembre, conformément à des données vérifiées, devra être débité du réservoir à titre de compensation pour l'Egypte, et le réservoir de Sennar devra être exploité de manière à permettre d'emmagasiner la quantité d'eau de retenue additionnelle, nécessaire pour assurer les volumes de compensation susmentionnés.

g) Après la fin de février, seule l'irrigation pérenne, comme il est indiqué au paragraphe 81, pourra être pratiquée au Soudan.

Conclusion.

89. The Commission foresees that it will be necessary from time to time to review the questions discussed in this Report. It regards it as essential that all established irrigation should be respected in any future review of the question. In particular, the Sudan should only take from the natural river in January, exclusive of pumping rights as now existing, the " Nile Control " volume of 117 million cubic metres. All other requirements till July should be provided by the Sudan from storage or other conservation works.

90. The Commission has been impressed by the fact that future development in Egypt may require the construction of works in the Sudan and neighbouring territories, such as Uganda, Kenya and Tanganyika, and it feels that Egypt should be able to count on receiving all assistance from the administrative authorities in the Sudan in respect of schemes undertaken in the Sudan, as well as from the British Government in any questions concerning the neighbouring territories.

91. The Commission has endeavoured to find a practical and workable basis for irrigation, and to foresee, and, as far as possible, to provide for, any difficulties that may arise in the future. But it is aware that doubtful points may well arise in the interpretation of any document, and that differences of opinion as to fact cannot fail to occur from time to time in such matters as the volumes of water flowing in a river or canal, discharged through sluices, or lost by evaporation or seepage. It does not feel called upon to make proposals with regard to special arrangements for dealing with such doubts and differences, which seem to be outside the sphere of a technical commission. It does, however, desire to record emphatically the view that neither the elaborate drafting of an agreement nor the provision of special machinery for adjudication should be allowed to obscure the importance of mutual confidence and co-operation in all matters concerning the river and its waters.

92. Finally, the Commission desires to draw attention to the very great importance of continued study of the river and systematic record of the statistics. A very good hydrological organisation has been built up, and its continued efficiency is absolutely essential, not only to fresh development work, but also to the correct working of the arrangements proposed in this Report, or, indeed, of any other arrangements that could be devised.

Abdul Hamid SOLIMAN,
Egyptian Delegate.

R. M. MACGREGOR,
British Delegate.

CAIRO, *March 21, 1926.*

Conclusion.

89. La commission prévoit qu'il sera nécessaire de procéder, de temps à autre, à un nouvel examen des questions discutées dans le présent rapport. Elle considère comme essentiel que tous les systèmes d'irrigation actuels soient respectés lors de toute révision future de la question. Notamment le Soudan ne devrait être autorisé à puiser l'eau du fleuve non canalisé en janvier, indépendamment des droits actuels de prélèvement au moyen de pompes, que jusqu'à concurrence du volume de 117 millions de mètres cubes prévu dans la publication intitulée « Régularisation du Nil ». Jusqu'au mois de juillet, le Soudan devrait fournir toutes les autres quantités d'eau nécessaires, au moyen de réservoirs ou d'autres ouvrages de conservation des eaux.

90. La commission a été frappée de ce que le développement économique de l'Égypte, à l'avenir, pourra nécessiter la construction d'ouvrages au Soudan et dans les territoires avoisinants : Ouganda, Kenia et Tanganyika. Elle estime que l'Égypte devrait à cet égard pouvoir compter sur le concours absolu des autorités administratives du Soudan pour les ouvrages à entreprendre dans le Soudan, ainsi que sur le concours du Gouvernement britannique pour toutes questions intéressant les territoires avoisinants.

91. La commission s'est efforcée de trouver une base pratique pour les travaux d'irrigation, ainsi que de prévoir et de pallier, dans la mesure du possible, toutes les difficultés qui pourraient se produire à l'avenir. Toutefois, elle n'ignore pas que l'interprétation des divers documents est susceptible de soulever certaines contestations et qu'il ne peut manquer de se produire de temps à autre des divergences d'opinions portant sur des questions de fait, au sujet, par exemple, des volumes d'eau, s'écoulant dans un fleuve ou dans un canal, évacués par les vannes ou perdus par suite d'évaporation ou d'infiltration. Elle ne se croit pas tenue de présenter des propositions relatives aux arrangements spéciaux destinés à régler ces contestations ou ces divergences, propositions qui ne semblent pas relever d'une commission technique. Elle désire, toutefois, indiquer expressément qu'à son avis, la valeur que présentent la rédaction minutieuse d'un accord ou l'organisation de rouages spéciaux destinés à régler les contestations, ne doit pas faire perdre de vue l'importance de la confiance mutuelle et de la collaboration en toute matière relative au fleuve et au régime fluvial.

92. Enfin, la commission désire signaler l'importance considérable que présentent une étude ininterrompue du fleuve et une documentation statistique méthodique. On a mis sur pied un service hydrologique extrêmement satisfaisant, dont l'activité ininterrompue est absolument essentielle, non seulement en ce qui touche à la mise en œuvre de nouveaux travaux d'extension, mais encore à l'application précise des arrangements proposés dans le présent rapport, comme, d'ailleurs, de tous autres arrangements que l'on pourrait élaborer.

Le délégué égyptien :
Abdul Hamid SOLIMAN.

Le délégué britannique :
R. M. MACGREGOR.

LE CAIRE, le 21 mars 1926.

ANNEXE A

ECHANGE DE NOTES.

ZIWER PACHA A LORD ALLENBY.

LE CAIRE, 26 janvier 1925.

EXCELLENCE,

Dans la note du 22 novembre 1924 que Votre Excellence a adressée à mon prédécesseur de la part du Gouvernement de Sa Majesté britannique, elle a demandé que la superficie du terrain à irriguer à la Guézireh au Soudan soit portée du chiffre de 300,000 feddans jusqu'à un chiffre illimité.

A cette note mon prédécesseur a répondu par une note en date du 23 novembre dans laquelle il a déclaré que la question de modifier d'ores et déjà la limite fixée pour la superficie à irriguer dans la Guézireh était pour le moins prématurée et devrait, d'après les déclarations répétées du Gouvernement de Sa Majesté britannique, être résolue de commun accord en tenant compte des intérêts vitaux de l'agriculture égyptienne.

Comme conséquence de cette réponse Votre Excellence a informé le Gouvernement égyptien d'alors par une note portant la même date que des instructions avaient été données au Gouvernement soudanais dans le sens qu'il était libre à l'avenir d'irriguer à la Guézireh une superficie de terrain illimitée.

Maintenant que les relations cordiales ont été heureusement rétablies entre nos deux pays, il est de mon devoir d'attirer l'attention de Votre Excellence sur le fait que la mesure annoncée dans sa note du 23 novembre a soulevé dans ce pays les plus graves inquiétudes. Votre Excellence sait, d'ailleurs, que dans toutes les discussions qui ont eu lieu entre les deux gouvernements par le passé pour tomber d'accord sur le régime des eaux du Nil, et, en particulier, au sujet du développement de l'irrigation au Soudan, le Gouvernement égyptien a toujours fermement revendiqué ses droits aux eaux du Nil.

Le Gouvernement égyptien a toujours soutenu que ce développement ne doit en aucun cas être de nature à nuire à l'irrigation de l'Egypte ni à porter préjudice aux projets éventuels tellement nécessaires pour subvenir aux besoins de la population agricole si rapidement croissante de ce pays. Et je ne crois pas me tromper en affirmant que ce principe essentiel à la vie de l'Egypte a été pleinement admis par le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Je viens donc prier Votre Excellence de bien vouloir reprendre en considération la question de l'irrigation de la Guézireh et de revenir sur les instructions dont il est parlé dans la note susmentionnée du 23 novembre 1924, une telle mesure ne pouvant que raffermir les bonnes relations entre nos deux pays.

Je saisis, etc.

*Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères,*

A. ZIWER.

APPENDIX A.

NOTES EXCHANGED.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ZIWER PASHA TO LORD ALLENBY.

CAIRO, *January 26, 1925.*

YOUR EXCELLENCY,

In the note which your Excellency, on behalf of His Britannic Majesty's Government, addressed to my predecessor on the 22nd November, 1924, you asked that the area of land to be irrigated in the Sudan Gezira should be increased from 300,000 feddans to an unlimited extent.

To this note my predecessor replied in a note of the 23rd November, in which he declared that the question of immediately modifying the limit fixed for the area to be irrigated in the Gezira was, to say the least, premature and should, in accordance with the repeated declarations of His Britannic Majesty's Government, be settled by mutual agreement, taking into consideration the vital interests of Egyptian agriculture.

In view of this reply your Excellency then informed the Egyptian Government, in a note of the same date, that instructions had been given to the Sudan Government to the effect that it was free in future to irrigate an unlimited extent of land in the Gezira.

Now that friendly relations have happily been re-established between our two countries, it is my duty to draw your Excellency's attention to the fact that the measure announced in your note of the 23rd November has raised the most serious apprehensions in this country. Further, your Excellency is aware that in all the discussions which have taken place in the past between the two Governments with a view to reaching an agreement as to the control of the waters of the Nile, and in particular on the subject of the development of irrigation in the Sudan, the Egyptian Government has always firmly asserted its rights in the waters of the Nile.

The Egyptian Government has always maintained that this development should in no case be of such a nature as to be harmful to the irrigation of Egypt or to prejudice future projects, so necessary to meet the needs of the rapidly increasing agricultural population of this country. I do not think I am wrong in asserting that this principle, vital to Egypt, has been fully admitted by His Britannic Majesty's Government.

I have, therefore, to request your Excellency to be so good as to reconsider the question of the irrigation of the Gezira and to withdraw the instructions referred to in the above-mentioned note of the 23rd November, 1924, since such a measure could only serve to strengthen the good relations between our two countries.

I avail, etc....

A. ZIWER,

*President of the Council of Ministers,
Minister for Foreign Affairs.*

¹ Communiqué par le Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

LORD ALLENBY TO ZIWER PASHA.

CAIRO, January 26, 1925.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note which your Excellency was good enough to address to me to-day asking me to reconsider the question of the irrigation of the Gezira and to revoke the instructions mentioned in the note which I addressed to your Excellency's predecessor on the 23rd November, 1924.

2. His Majesty's Government appreciate the sincerity of the friendly feelings expressed by your Excellency and fully share your desire to restore and strengthen the good relations between our two countries which have been so unhappily disturbed.

3. I am therefore glad to be able to inform your Excellency that I am now in a position to impart to you the views of my Government on this subject.

4. I need not remind your Excellency that for forty years the British Government watched over the development of the agricultural well-being of Egypt, and I would assure your Excellency at once that the British Government, however solicitous for the prosperity of the Sudan, have no intention of trespassing upon the natural and historic rights of Egypt in the waters of the Nile, which they recognise to-day no less than in the past, and in giving the instructions in question to the Sudan Government His Majesty's Government intended that they should be interpreted in this sense.

5. Moved by these considerations and in proof of their intentions, His Majesty's Government are disposed to direct the Government of the Sudan not to give effect to the previous instructions in regard to the unlimited development of the Sudan Gezira mentioned in the note of the 23rd November, on the understanding that an expert committee composed of Mr. J. J. Canter Cremers, Chairman, who has been chosen by agreement between the two Governments, Mr. R. M. MacGregor, British Delegate, and Abdul Hamid Soliman Pasha, Egyptian Delegate, who has been selected by the Egyptian Government, shall meet not later than the 15th February, 1925, for the purpose of examining and proposing the basis on which irrigation can be carried out with full consideration of the interests of Egypt and without detriment to her natural and historic rights.

6. It is understood that the Committee will present its report by the 30th June, 1925.

I avail, etc.

ALLENBY, F. M.,
High Commissioner.

APPENDIX B.

TIME TAKEN FOR CHANGES OF RIVER LEVEL AT SENNAR TO REACH DELTA BARRAGE.

Method of Determination.

Characteristic points on the gauge diagram at Makwar were traced to the gauge diagram of Khartum gauge. The number of days for the points to reach Khartum depends upon the level of the river. The number of days was therefore plotted against the gauge reading at Makwar and a mean curve drawn through the points.

The lag for a given date is obtained by reading from this curve the lag corresponding to the gauge on that date. This is the only practicable method which can be employed.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LORD ALLENBY A ZIWER PACHA.

LE CAIRE, le 26 janvier 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la Note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour pour me prier de reprendre en considération la question de l'irrigation de la Guézireh et de revenir sur les instructions dont il est parlé dans la Note que j'ai adressée le 23 novembre 1924 au prédécesseur de Votre Excellence.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté apprécie la sincérité des sentiments de cordialité exprimés par Votre Excellence et partage pleinement votre désir de rétablir et de renforcer les bonnes relations entre nos deux pays, qui ont été malheureusement troublées.

3. Je suis donc heureux de pouvoir informer Votre Excellence que je suis maintenant en mesure de vous communiquer les vues de mon gouvernement sur cette question.

4. Il n'est pas besoin de rappeler à Votre Excellence que, depuis quarante ans, le Gouvernement britannique veille au développement de la prospérité agricole de l'Égypte, et je tiens à assurer à Votre Excellence, d'ores et déjà, que le Gouvernement britannique, si soucieux soit-il de la prospérité du Soudan n'a nullement l'intention de porter atteinte aux droits naturels et historiques de l'Égypte aux eaux du Nil, qu'il reconnaît aujourd'hui au même titre que par le passé; en donnant au Gouvernement soudanais les instructions dont il s'agit, il était dans l'intention du Gouvernement britannique que ces instructions fussent ainsi interprétées.

5. S'inspirant de ces considérations, et en témoignage de ses intentions, le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à donner des instructions au Gouvernement du Soudan afin que ce dernier ne donne pas effet à la note antérieure relative au développement illimité de la Guézireh du Soudan, mentionné dans la note du 23 novembre, étant entendu qu'une commission d'experts, comprenant M. J. J. Canter Cremers, président, choisi par accord réciproque entre les deux gouvernements, M. R. M. MacGregor, délégué britannique, et Abdul Hamid Soliman Pacha, délégué égyptien, choisi par le Gouvernement égyptien, seront convoqués pour le 15 février 1925 au plus tard, en vue d'étudier la question et de formuler des propositions de nature à servir de base aux travaux d'irrigation, en tenant pleinement compte des intérêts de l'Égypte et sans porter atteinte à ses droits naturels et historiques.

6. Il est entendu que cette commission présentera son rapport le 30 juin 1925.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Haut-Commissaire :
ALLENBY F. M.

ANNEXE B.

TEMPS QUI S'ÉCOULE POUR QU'UN CHANGEMENT DE NIVEAU DU NIL A SENNAR SOIT CONSTATÉ
AU BARRAGE DU DELTA.

Mode de détermination.

Les points caractéristiques de la courbe graphique du Nilomètre à Maquouar ont été reportés sur la courbe graphique du Nilomètre à Khartoum; le nombre de jours qui s'écoule avant que les mêmes phénomènes soient ressentis à Khartoum dépend du niveau du fleuve. Ce nombre de jours a donc été dessiné parallèlement à la courbe relative au relevé du Nilomètre à Maquouar et une courbe moyenne a été tracée passant par les points en question.

Le décalage d'une date donnée s'obtient en déterminant à l'aide de cette courbe le décalage qui correspond au relevé du Nilomètre à cette date. C'est la seule méthode pratique que l'on puisse suivre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

The same method has been adopted for the reaches Tamaniat to Wadi Halfa, Wadi Halfa to Aswan and Aswan to El-Leisi, and the lag in the different reaches added together to make the total lag.

One day was added for the lag from El-Leisi to Delta Barrage and 0.7 day for the lag from Khartum to Tamaniat.

This method, using the curves obtained by Dr. Phillips, was checked by Dr. Hurst for the early part of January at Makwar. Dr. Hurst used similar methods, but traced the characteristic points over different stretches of the river.

The following are the results obtained :

Dr. Hurst, First Method.

	Days.
Makwar, date (approximate) January 6-15, mean gauge (1919-24) 6.00, lag to Soba.	4.9
Soba, date (approximate) January 11-20, mean gauge Khartum 10.94, lag to Tamaniat. . . . .	.8
Tamaniat, date January 12-21, mean gauge 10.64, lag to Atbara.	3.1
Atbara, date January 16-25, mean gauge 10.47, lag to Halfa.	<u>10.6</u>
	19.4

Dr. Hurst, Second Method.

Makwar, date January 6-15, mean gauge 6.00, lag to Khartum.	5.3
Khartum, date January 11-20, mean gauge 10.94, lag to Halfa.	<u>14.9</u>
	20.2

Dr. Phillips.

Makwar, date January 6-15, mean gauge 6.00, lag to Khartum.	5.7
Assumed, Soba to Tamaniat	1.0
Tamaniat, date January 13-22, gauge 10.61, lag to Halfa	<u>14.7</u>
	21.4
Halfa, date January 28-February 6, gauge 2.12, lag to Aswan.	3.5

Collecting Results.

Makwar to Khartum.

Dr. Hurst (1)	5.3
Dr. Hurst (2)	5.3
Dr. Phillips	<u>5.7</u>
Mean	5.4

Khartum to Halfa.

Dr. Hurst (1)	14.1
Dr. Hurst (2)	14.9
Dr. Phillips	15.7
Mr. Watt	<u>15.5</u>
Mean	15.0

Halfa to Aswan.

Dr. Phillips	3.5
Mr. Watt	<u>3.5</u>
Mean	3.5

Mean Makwar to Aswan is therefore 23.9, say 24 days.

Using the ordinary curves obtained by the Hydrological Service of the Physical Department, the lag from Aswan to Delta Barrage corresponding to the mean gauge (1919-24) at Aswan for February 1-10 is 10 days.

Mean lag from Makwar to Delta Barrage is therefore 34 days.

In the same way the mean lag from Makwar to Delta Barrage for the years 1912-25 was determined for the 15th July at Makwar and was found to be 27 days.

For specially low years the lag was worked out for each individual case.

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

Cette même méthode a été adoptée pour les biefs de Tamaniat à Ouadi Halfa, de Ouadi Halfa à Assouan, et d'Assouan à El Leisi, puis les décalages relatifs à ces divers biefs ont été additionnés pour constituer le décalage total.

Un jour a été ajouté pour le décalage de El Leisi jusqu'au barrage du Delta et 0,7 jour pour le décalage de Khartoum à Tamaniat.

Cette méthode, dans laquelle il est fait usage de courbes calculées par le D^r Phillips, a été vérifiée par le D^r Hurst pour la première partie du mois de janvier à Maquouar. Le D^r Hurst a fait usage d'une méthode analogue, mais a suivi la marche des phénomènes caractéristiques sur des parcours différents du fleuve.

Les résultats obtenus sont les suivants :

D^r Hurst (1^{re} méthode).

	Jour
Maquouar, date (approximative) janvier 6/15 ; moyenne du Nilomètre (1919-24) 6,00 ; décalage jusqu'à Soba	4,9
Soba, date (approximative) 11/20 janvier ; moyenne du Nilomètre de Khartoum (10-94), décalage jusqu'à Tamaniat	0,8
Tamaniat, 12/21 janvier ; moyenne du Nilomètre 10,64 ; décalage jusqu'à Atbara	3,1
Atbara, 16/25 janvier ; moyenne du Nilomètre 10,47 ; décalage jusqu'à Halfa	10,6
	<u>19,4</u>

D^r Hurst (2^e méthode).

Maquouar, 6/15 janvier ; moyenne du Nilomètre 6,00 ; décalage jusqu'à Khartoum	5,3
Khartoum, 11/20 janvier ; moyenne du Nilomètre 10,94 ; décalage jusqu'à Halfa	14,9
	20,2

D^r Phillips.

Maquouar, 6/15 janvier ; moyenne du Nilomètre 6,00 ; décalage jusqu'à Khartoum	5,7
(Par hypothèse) Soba, jusqu'à Tamaniat	1,0
Tamaniat, 13/22 janvier ; moyenne du Nilomètre 10,61 ; décalage jusqu'à Halfa	14,7
	21,4

Halfa, 28 janvier/6 février ; moyenne du Nilomètre 2,12 ; décalage jusqu'à Assouan 3,5

Totalisation des résultats.

Maquouar à Khartoum :

D ^r Hurst (1)	5,3
D ^r Hurst (2)	5,3
D ^r Phillips	5,7

Moyenne 5,4

Khartoum à Halfa :

D ^r Hurst (1)	14,1
D ^r Hurst (2)	14,9
D ^r Phillips	15,7
M. Watt	15,5

Moyenne 15,0

Halfa à Assouan :

D ^r Phillips	3,5
M. Watt	3,5

Moyenne 3,5

La moyenne de Maquouar à Assouan est donc de 23,9, disons 24 jours.

Si l'on emploie les courbes ordinaires calculées par le service hydrologique du « Physical Department », le décalage entre Assouan et le barrage du Delta, correspondant à la moyenne du Nilomètre (1919/24) à Assouan est, entre le 1^{er} et le 10 février, de 10 jours.

Le décalage moyen entre Maquouar et le barrage du Delta est donc de 34 jours.

Par la même méthode, le décalage moyen entre Maquouar et le barrage du Delta pendant la période 1912-25 a été déterminé pour la date du 15 juillet à Maquouar et constaté comme étant de 27 jours.

Pour les années de basses eaux exceptionnelles, le décalage a été établi dans chaque cas particulier.

Le Directeur-général du « Physical Department » :

(Signé) H. E. HURST.

APPENDIX C.

TOTAL DISCHARGE ROSETTA AND DAMIETTA BRANCHES, JULY-AUGUST.
(Millions of cubic metres per day.)

Date at Barrage	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	Mean
July 20	10	0	0	1	0	20	62	2	23	1	0	23	24	16	13
25	12	0	0	6	0	50	57	9	35	1	1	24	40	24	18
August 1	21	0	0	9	92	93	75	34	125	13	30	44	93	28	47
5	23	0	0	12	265	110	125	87	140	16	47	74	120	43	76
10	125	0	38	27	410	170	150	190	220	40	135	250	200	84	146
15	330	17	270	61	490	370	195	340	340	190	280	350	340	149	266
20	390	22	460	165	550	460	240	390	360	360	450	440	370	284	346
25	450	40	480	195	550	400	300	365	500	375	440	525	420	335	384
31	430	115	515	200	595	395	345	355	510	385	435	515	530	327	404

ANNEXE C

DÉBIT TOTAL DES BRAS DE DAMIETTE ET DE ROSETTE, JUILLET-AOÛT.
(En millions de mètres cubes par jour.)

Date au barrage	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	Moyenne
20 juillet	10	0	0	1	0	20	62	2	23	1	0	23	24	16	13
25 »	12	0	0	6	0	50	57	9	35	1	1	24	40	24	18
1 ^{er} août	21	0	0	9	92	93	75	34	125	13	30	44	93	28	47
5 »	23	0	0	12	265	110	125	87	140	16	47	74	120	43	76
10 »	125	0	38	27	410	170	150	190	220	40	135	250	200	84	146
15 »	330	17	270	61	490	370	195	340	340	190	280	350	340	149	266
20 »	390	22	460	165	550	460	240	390	360	260	450	440	370	284	346
25 »	450	40	480	195	550	400	300	365	500	375	440	525	420	335	384
31 »	430	115	515	200	595	395	345	355	510	385	435	515	530	327	404

TIME LAGS EMPLOYED IN DIAGRAM NO. I.

Year	Makwar Date	Lag in Days to Delta Barrage	Corresponding Delta Barrage Date
1913	July 15	33 days	August 17
	" 31	28 "	" 28
	August 31	22 "	September 22
1915	July 15	30 days	August 14
	" 31	22 "	" 22
	August 31	22 "	September 22
Mean year, 1912 to 1925	July 15	27 days	August 11
	" 31	21 "	" 21
	August 31	19 "	September 19

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

APPENDIX D.

TABLE SHOWING APPROXIMATE VOLUME EXTRACTED FROM THE RIVER TO RAISE THE LEVEL TO FULL CANAL SUPPLY LEVEL ON JULY 31, THE LEVEL IN THE CANAL BEING RAISED FROM SUMMER LEVEL TO FULL SUPPLY LEVEL IN THE SAME PERIOD.

(Figures reproduced from " Nile Control ", p. 87.)

Day of July	Reservoir Level	Corresponding Contents of Reservoir	Volumes taken from River to raise U. S. Level		Level in Canal	Volume taken by Canal	Total Volume taken from River
	R. L.	Millions of Cubic Metres	Millions of Cubic Metres	Cubic Metres per Sec.	R. L.	Cubic Metres per Sec.	Cubic Metres per Sec.
15	414.50	68.5	—	—	414.50	10	10.0
16	414.60	73.8	5.3	61.4	414.60	11	72.0
17	414.70	79.1	5.3	61.4	414.70	14	75.0
18	414.80	84.4	5.3	61.4	414.79	16	77.0
19	414.90	89.7	5.3	61.4	414.89	18	79.0
20	415.00	95.0	5.3	61.4	414.99	20	81.0
21	415.20	107.0	12.0	139.0	415.18	25	164.0
22	415.40	119.0	12.0	139.0	415.38	31	170.0
23	415.60	131.4	12.4	144.0	415.58	37	181.0
24	415.80	144.2	12.8	148.0	415.77	43	191.0
25	416.00	157.0	12.8	148.0	415.97	49	197.0
26	416.20	172.0	15.0	174.0	416.17	55	229.0
27	416.40	187.0	15.0	174.0	416.36	62	236.0
28	416.60	202.0	15.0	174.0	416.55	69	243.0
29	416.80	217.0	15.0	174.0	416.74	75	249.0
30	417.00	232.0	15.0	174.0	416.94	84	258.0
31	417.20	250.0	18.0	208.0	416.94	84	292.0

Canal Head Discharge, from table on p. 108.

August 1st to November 30th	84 cubic metres per second.
December 1st to January 15th	80 " "
January 15th to 18th	52 " "

DÉCALAGE DONT IL EST FAIT USAGE DANS LE GRAPHIQUE N° I.

Années	Date à Maquouar	Décalage en jours au barrage du Delta	Date correspondante au barrage du Delta
1913	15 juillet	33 jours	17 août
	31 »	28 »	28 »
1915	31 août	22 »	22 septembre
	15 juillet	30 jours	14 août
Année moyenne 1912 à 1925	31 »	22 »	22 »
	31 août	22 »	22 septembre
Année moyenne 1912 à 1925	15 juillet	27 jours	11 août
	31 »	21 »	21 »
	31 août	19 »	19 septembre

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

ANNEXE D.

TABLEAU INDIQUANT LE VOLUME APPROXIMATIF D'EAU DU NIL PRÉLEVÉ POUR POUVOIR FAIRE LE PLEIN DU RÉSERVOIR DE RETENUE LE 31 JUILLET — LE PLAN D'EAU DU CANAL ÉTANT RELEVÉ SIMULTANÉMENT DE L'ÉTIAGE JUSQU'AU NIVEAU DE COMPLET APPROVISIONNEMENT.

(Chiffres extraits de la publication intitulée « Régularisation du Nil », page 87).

Date du mois de juillet	Niveau du réservoir	Contenu correspondant du réservoir	Volume prélevé sur le Nil pour élever le niveau U. S.		Niveau du canal	Volume absorbé par le canal	Volume total prélevé sur le Nil
	R.L.	en millions de mètres cubes	en millions de mètres cubes	mètres cubes par sec.	R.L.	mètres cubes par sec.	mètres cubes par sec.
15	414.50	68.5	—	—	414.50	10	10.0
16	414.60	73.8	5.3	61.4	414.60	11	72.0
17	414.70	79.1	5.3	61.4	414.70	14	75.0
18	414.80	84.4	5.3	61.4	414.79	16	77.0
19	414.90	89.7	5.3	61.4	414.89	18	79.0
20	415.00	95.0	5.3	61.4	414.99	20	81.0
21	415.20	107.0	12.0	139.0	415.18	25	164.0
22	415.40	119.0	12.0	139.0	415.38	31	170.0
23	415.60	131.4	12.4	144.0	415.58	37	181.0
24	415.80	144.2	12.8	148.0	415.77	43	191.0
25	416.00	157.0	12.8	148.0	415.97	49	197.0
26	416.20	172.0	15.0	174.0	416.17	55	229.0
27	416.40	187.0	15.0	174.0	416.36	62	236.0
28	416.60	202.0	15.0	174.0	416.55	69	243.0
29	416.80	217.0	15.0	174.0	416.74	75	249.0
30	417.00	232.0	15.0	174.0	416.94	84	258.0
31	417.20	250.0	18.0	208.0	416.94	84	292.0

Débit à la tête du canal (d'après le tableau de la page 108) :

Du 1^{er} août au 30 novembre 84 mètres cubes par seconde.

» 1^{er} décembre au 15 janvier 80 m³/sec.

» 15 janvier au 18 février 52 m³/sec.

APPENDIX E.

CRITERION FOR DETERMINING THE DATE AT WHICH WATER MAY FIRST BE ABSTRACTED FROM THE RIVER AT MAKWAR AT THE BEGINNING OF THE FLOOD.

Makwar Date	Makwar Discharge Mills./Day	Malakal Date	Malakal Discharge Mills./Day	Sum of Makwar and Malakal Discharges
1913				
June 21-30	5.9	June 11-20	57.0	62.9
July 1-10	32.1	July 21-30	56.5	88.6
11-20	60.9	July 1-10	67.6	128.5
21-31	92.1	11-20	72.7	164.8
Aug. 1-10	153.0	21-31	77.1	230.1
1915				
June 21-30	64.4	June 11-20	61.3	125.7
July 1-10	56.0	July 21-30	69.6	125.6
11-20	101.0	July 1-10	74.2	175.2
21-31	179.0	11-20	78.5	257.5
Aug. 1-10	325.0	21-31	83.3	408.3

Diagram No. 1 shows that in 1915 there was just sufficient water for Sudan to begin taking water at Makwar on the 11th July. Sum of Makwar and Malakal at this date equals 142 mills/day.

Same diagram shows that in 1913 sufficient supply for Sudan to begin to take water was not reached until the 20th July. Sum of Makwar and Malakal reached 142 mills/day on the 21st July as at Makwar.

In each case the discharge in the previous five days was approximately 135 mills/day.

(Signed) H. E. HURST.
Director-General, Physical Service.

ANNEXE E.

CRITÈRE PERMETTANT DE DÉTERMINER LA DATE A LAQUELLE ON PEUT COMMENCER A PRÉLEVER DE L'EAU DU NIL A MAQUOUAR AU COMMENCEMENT DE LA CRUE.

Date à Maquouar	Débit à Maquoua en millions de mètres cubes par jour	Date à Malakal	Débit à Malakal en millions de mètres cubes par jour	Somme des débits de Maquouar et de Malakal
1913				
Juin 21/30	5,9	Juin 11/20	57,0	62,9
Juillet 1/10	32,1	21/30	56,5	88,6
11/20	60,9	Juillet 1/10	67,6	128,5
21/31	92,1	11/20	72,7	164,8
Août 1/10	153,0	21/31	77,1	230,1
1915				
Juin 21/30	64,4	Juin 11/20	61,3	125,7
Juillet 1/10	56,0	21/30	69,6	125,6
11/20	101,0	Juillet 1/10	74,2	175,2
21/31	179,0	11/20	78,5	257,5
Août 1/10	325,0	21/31	83,3	408,3

Le graphique N° 1 indique qu'en 1915 la quantité d'eau était tout juste suffisante pour permettre au Soudan de commencer à prélever de l'eau du Nil à Maquouar le 11 juillet. A cette date, le débit total de Maquouar et de Malakal était de 142 millions par jour.

Le même graphique montre qu'en 1913, la quantité suffisante pour que le Soudan puisse commencer à prélever de l'eau n'a été atteinte que le 20 juillet. Le total des débits de Maquouar et de Malakal était de 142 millions par jour le 21 juillet, à Maquouar.

Dans chaque cas, le débit des cinq jours précédents était approximativement de 135 millions par jour.

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

APPENDIX F.

APPROXIMATE REDUCTION IN ASWAN GAUGE DUE TO ABSTRACTION OF 100, 150 AND 200 CUBIC METRES PER SECOND AT ASWAN DURING LOW FLOODS OF 1911, 1913, 1915 AND 1918.

(Aswan Discharges to nearest 100 cubic metres per second. Reductions to nearest centimetre.)

	1911			1913			1915			1918						
	Mean Discharge Cu. m./sec.	Reduction in Centimetres			Mean Discharge Cu. m./sec.	Reduction in Centimetres			Mean Discharge Cu. m./sec.	Reduction in Centimetres						
		100	150	200		100	150	200		100	150	200				
August																
1-10 . . .	3,100	9	13	18	1,500	13	19	26	2,200	11	16	21	3,600	8	13	17
11-20 . . .	4,800	7	10	14	2,000	11	16	22	4,500	7	11	15	5,000	7	11	14
21-31 . . .	8,200	5	8	10	3,500	8	13	17	5,000	7	10	14	6,400	6	9	12
September																
1-10 . . .	8,800	5	7	9	4,600	7	11	15	5,200	7	10	14	7,800	5	8	10
11-20 . . .	9,600	4	6	8	4,700	7	10	14	5,600	6	10	13	7,000	5	8	11
21-30 . . .	8,700	5	7	9	4,500	7	11	15	6,500	6	8	11	6,000	6	9	12
October																
1-10 . . .	6,900	5	8	11	3,700	8	12	16	6,300	6	9	12	5,200	7	10	14
11-20 . . .	5,500	7	10	13	2,800	10	14	19	5,600	6	10	13	4,300	8	11	15
21-31 . . .	4,700	7	10	14	2,200	11	16	21	4,700	7	11	14	3,500	8	13	17

(Signed) H. E. HURST.
Director-General, Physical Service.

ANNEXE F

RÉDUCTION APPROXIMATIVE A APPORTER AUX RELEVÉS DU NILOMÈTRE D'ASSOUAN, APRÈS PRÉLÈVEMENT DE 100, 150 ET 200 MÈTRES CUBES PAR SECONDE A ASSOUAN, LORS DES PÉRIODES DE FAIBLE CRUE DE 1911, 1913, 1915 ET 1918.

(Le volume des débits à Assouan est arrondi au 100 m³ sec. le plus proche ; les réductions sont calculées au centimètre le plus proche.)

	1911			1913			1915			1918						
	Débits moyens m ³ /sec.	Réduction en centimètres			Débits moyens m ³ /sec.	Réduction en centimètres			Débits moyens m ³ /sec.	Réduction en centimètres						
		100	150	200		100	150	200		100	150	200				
1/10 août	3.100	9	13	18	1.500	13	19	26	2.200	11	16	21	3.600	8	13	17
11/20 »	4.800	7	10	14	2.000	11	16	22	4.500	7	11	15	5.000	7	11	14
21/31 »	8.200	5	8	10	3.500	8	13	17	5.000	7	10	14	6.400	6	9	12
1/10 Septembre	8.800	5	7	9	4.600	7	11	15	5.200	7	10	14	7.800	5	8	10
11/20 »	9.600	4	6	8	4.700	7	10	14	5.600	6	10	13	7.000	5	8	11
21/30 »	8.700	5	7	9	4.500	7	11	15	6.500	6	8	11	6.000	6	9	12
1/10 Octobre	6.900	5	8	11	3.700	8	12	16	6.300	6	9	12	5.200	7	10	14
11/20 »	5.500	7	10	13	2.800	10	14	19	5.600	6	10	13	4.300	8	11	15
21/31 »	4.700	7	10	14	2.200	11	16	21	4.700	7	11	14	3.500	8	11	17

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

APPENDIX G.

EXPLANATORY NOTE.

Date on which Shortage Occurred in Lower Egypt.

The dates on which the Rosetta and Damietta Branches were closed established a definite limit to the period of excess supply.

The dates are, however, not sufficient in themselves to fix the actual date on which shortage of supply was first felt, as water may be passing down the Nile branches for utility purposes and the canal discharges definitely limited to supply the Nile branches.

Damietta Branch. — Water in this branch is required for irrigation purposes through the Zifta main canals. A further supply is required during the construction of the Faraskour sodd in order to keep back the salt water.

Shortage is therefore considered to have been established if the discharge over Zifta Weir is less than 5 millions and no other water is available to increase this discharge.

Rosetta Branch. — Little or no water is required for irrigation, but a certain minimum discharge must be maintained during the last weeks of the construction of the Mehallet-el-Amir sodd to keep back the salt water.

This minimum discharge is considered to be :

5 millions for one week before the ideal date for closing the sodd.

10 millions for last week but one before the ideal date for closing the sodd.

15 millions for last week but two before the ideal date for closing the sodd.

Shortage is therefore considered to have been established if and when the available excess discharge falls below these figures.

The ideal date for closing the sodd is considered to be the date on which the total supply is equal to the total demand for irrigation purposes only, plus 5 millions over Zifta Weir. This date corresponds with the date of closure of the Rosetta Branch unless excess water is still available in the Damietta Branch.

The accompanying table shows the date necessary to establish the actual date of shortage on the above assumptions.

The records from 1919 onwards are complete and the date arrived at may be taken as correct.

The records before 1919 are less complete and the dates arrived at are therefore less reliable.

Furthermore, the system of feeding Zifta Circle down the Damietta Branch was not a routine procedure before 1919, and it is therefore less easy to determine whether water supplied to the Damietta Branch was for irrigation purposes or was actually in excess of the demand.

The question as to when shortage occurred has been considered for the years before 1919, in exactly the same way as for the period after 1919, that is to say, as if the present system of feeding Zifta down the Damietta Branch had been established.

Except in certain individual years the dates finally arrived at are fairly definite and may be accepted as such.

In any year such as 1923 there is a comparatively long period throughout which the excess, if any, was very small, and the exact date of shortage is difficult to establish.

(Signed) A. D. BUTCHER,
Director Delta Barrage.

ANNEXE G.

NOTE EXPLICATIVE.

Date à laquelle la pénurie d'eau s'est fait sentir en Basse-Egypte.

Les dates de fermeture des bras de Rosette et de Damiette ont définitivement fixé la fin de la période pendant laquelle il existe un excédent de débit.

Toutefois, ces dates ne suffisent pas à elles seules pour fixer la date exacte à laquelle a commencé la diminution de l'approvisionnement, car il se peut qu'on laisse à dessein l'eau s'écouler par certains bras, en vue de certaines fins, et il se peut aussi que les débits du canal soient exactement limités de façon à approvisionner les bras du Nil.

Bras de Damiette. — L'eau est indispensable dans ce bras pour les besoins de l'irrigation par les canaux principaux de Zifta et une quantité d'eau supplémentaire est indispensable pendant la construction de la digue temporaire de Faraskour, afin d'empêcher l'eau de mer de pénétrer.

On considère donc qu'il y a diminution de débit si le débit qui s'écoule au déversoir de Zifta est inférieur à cinq millions de mètres cubes et qu'on ne dispose pas d'autres quantités d'eau pour augmenter ce débit.

Bras de Rosette. — Il n'y a presque pas besoin d'eau pour l'irrigation, mais il est indispensable de maintenir un certain débit minimum pendant les dernières semaines de la construction de la digue provisoire à Mehallet-El-Amir, afin d'empêcher la pénétration de l'eau de mer.

Ce débit minimum est estimé :

A 5 millions pendant une semaine avant la date qui convient le mieux pour fermer la digue provisoire ;

A 10 millions pour l'avant-dernière semaine avant cette date ;

A 15 millions pour l'avant-dernière semaine avant cette date.

On estime donc qu'il y a diminution du débit lorsque le débit en excédent qui est disponible est inférieur à ces chiffres.

La date qui convient le mieux pour fermer la digue provisoire est considérée comme étant celle à laquelle l'approvisionnement total en eau est égal à la demande totale pour les besoins de l'irrigation seulement, plus un débit de 5 millions au déversoir de Zifta. Cette date correspond à celle de la fermeture du bras de Rosette, à moins qu'il n'existe encore un excédent d'eau disponible dans le bras de Damiette.

Le tableau ci-joint indique la date qu'il faut connaître pour établir la date effective de la diminution du débit en partant des hypothèses ci-dessus.

Les relevés sont complets à partir de 1919 et la date qui a été calculée peut être considérée comme exacte.

Avant 1919 les relevés sont moins complets et les dates calculées sont donc moins exactes.

En outre, l'alimentation du Cercle de Zifta par le bras de Damiette ne constitue une opération régulière que depuis 1919. Il est donc moins facile de déterminer si l'eau fournie au bras de Damiette était destinée aux besoins de l'irrigation, ou constituait effectivement un excédent par rapport à la demande.

La question de savoir quand s'est produite la diminution du débit a été étudiée pour les années antérieures à 1919, de la même façon que pour la période postérieure à 1919, c'est-à-dire dans l'hypothèse que le système actuel d'alimentation du cercle de Zifta par le bras de Damiette a été pratiqué.

Sauf pour certaines années particulières, les dates finalement déterminées sont assez bien précisées et peuvent être acceptées comme telles.

Si les conditions sont celles de 1923, il existe naturellement une période relativement longue pendant laquelle l'excédent, s'il y en a un, est extrêmement minime ; il est alors difficile d'établir la date exacte de la diminution du débit.

Le Directeur du Barrage du Delta :

(Signé) A.-D. BUTCHER.

DATE AT DELTA BARRAGE ON WHICH ALL WATER WAS REQUIRED FOR IRRIGATION OR CONSTRUCTION OF SADDs.

Year	ROSETTA BRANCH				DAMIETTA BRANCH				Zifta Weir	A	Remarks	
	Closed	Last Day of Discharge			Closed	Last Day of Discharge						Zifta Weir
		5 Mil.	10 Mil.	15 Mil.		5 Mil.	10 Mil.	15 Mil.				
Records good	F. 23	F. 21	F. 15	F. 11	M. 17	M. 5	F. 20	F. 14	F. 15	F. 11 ¹	1 There was a flush on the Damietta Branch, February 25 to March 2. The date is rather indefinite, but between February 6 and February 13. 2 Subsequently reopened for flush and finally closed March 6, about. 3 Shortage occurred February 7 to 20, but final shortage not until March 9. 4 Flush to Faraskour Pool to clear out salt. 5 Damietta Branch was opened and closed again several times. 6 There was no excess from February 4 to February 22, and a mean date has been taken as February 13. 7 Also on January 13.	
	F. 23	F. 18	F. 12	F. 9	M. 19	M. 9	M. 3	F. 29	M. 4	Feb. 9		
	M. 4	F. 27	F. 23	F. 20	M. 23	M. 17	F. 6	J. 31	F. 7	" 13 ⁷		
	F. 25	F. 10	F. 6	F. 6	M. 23	M. 16	F. 18	F. 11	F. 15	" 11 ²		
	F. 23	F. 13	F. 13	F. 13	F. 22	F. 22	F. 15	F. 15	F. 9	" 13		
	F. 24	F. 19	F. 9	F. 8	F. 14	F. 12	F. 4	J. 28	F. 2	" 8		
F. 15	F. 15	F. 11	F. 11	J. 16 ³	M. 5 ⁴	J. 8	D. 28	J. 15	" 12			
Records less Reliable	Not closed	Not closed	A. 4	Mean	Feb. 11	1 There was a flush on the Damietta Branch, February 25 to March 2. The date is rather indefinite, but between February 6 and February 13. 2 Subsequently reopened for flush and finally closed March 6, about. 3 Shortage occurred February 7 to 20, but final shortage not until March 9. 4 Flush to Faraskour Pool to clear out salt. 5 Damietta Branch was opened and closed again several times. 6 There was no excess from February 4 to February 22, and a mean date has been taken as February 13. 7 Also on January 13.	
	A. 5	A. 4	M. 29	M. 26	A. 27 ⁶	A. 23	A. 19	A. 18 ⁸	...	" 30		
	F. 15	F. 14	F. 14	F. 9	F. 11	F. 11	J. 11	J. 11	J. 12	Feb. 10		
	M. 10	M. 9	M. 8	M. 6	F. 14 ¹	F. 11	J. 13	J. 13	...	" 7 ⁴		
	F. 12	F. 10	F. 7	F. 3	F. 11	November 29, 1913	J. 13	J. 13	...	" 3		
	M. 3	M. 1	F. 16	F. 11	M. 10	M. 8	J. 30	J. 21	...	" 11		
	F. 16	F. 15	F. 13	F. 12	F. 27	F. 25	F. 25	F. 22	...	" 12		
	M. 30	M. 28	M. 18	F. 22	M. 25	M. 14	M. 13	F. 23	...	" 22		
	A. 7	A. 5	A. 5	M. 31	Not closed	M. 1	...	...	...	Mar. 22
	Mean	Mean	Mean	Mean	Mean	Mean	Mean	Mean	Mean	Mean		
Records become Unreliable	M. 19	M. 25	M. 25	M. 21	M. 6	M. 5	M. 5	M. 5	No	Feb. 21	1 There was a flush on the Damietta Branch, February 25 to March 2. The date is rather indefinite, but between February 6 and February 13. 2 Subsequently reopened for flush and finally closed March 6, about. 3 Shortage occurred February 7 to 20, but final shortage not until March 9. 4 Flush to Faraskour Pool to clear out salt. 5 Damietta Branch was opened and closed again several times. 6 There was no excess from February 4 to February 22, and a mean date has been taken as February 13. 7 Also on January 13.	
	M. 16	M. 12	M. 4	M. 2	F. 10	F. 9	F. 6	F. 4	Records	Mar. 16		
	M. 27	F. 9	F. 9	F. 9	M. 16	M. 14	M. 5	M. 1	...	Feb. 25		
	M. 25	M. 25	M. 22	M. 13	F. 28	F. 20	F. 20	F. 20	...	M. 3		
	M. 23	M. 19	M. 16	M. 9	M. 12	M. 11	F. 20	F. 20	...	" 20		
	M. 5	M. 5	M. 5	M. 5	A. 12	A. 11	A. 6	M. 28	...	Mar. 18		
M. 22	M. 16	M. 10	M. 5	December 17, 1902	December 17, 1902	December 17, 1902	December 17, 1902	...	Feb. 27			
M. 23	M. 21	M. 5	F. 26	December 13, 1901	December 13, 1901	December 13, 1901	December 13, 1901	...	" 13			

Note A. — The dates shown in the last column are the first dates on which there was no water in the Rosetta and Damietta Branches in excess of that required for irrigation and for the construction of the Nile Sadds.

(Signed) A. D. BUTCHER,
 Director, Delta Barrage.

(Signed) H. E. HURST,
 Director-General, Physical Service.

DATE, AU BARRAGE DU DELTA, A LAQUELLE LA TOTALITÉ DE L'EAU EST INDISPENSABLE POUR LES BESOINS DE L'IRRIGATION OU LA CONSTRUCTION DE SADDIS.

Année	BRAS DE ROSETTE				BRAS DE DAMIETTE				Barrage de Zifta	A.	Observations
	Fermé le	Dernier jour de débit		Fermé le	Dernier jour de débit		Barrage de Zifta	A.			
		5 mil.	10 mil.		15 mil.	5 mil.						10 mil.	15 mil.
Statistique exacte. { 1925... 1924... 1923... 1922... 1921... 1920... 1919...}	F. 23	F. 21	F. 15	F. 11	M. 17	M. 5	F. 20	F. 14	F. 15	F. 11 ¹	1 Le bras de Damiette a été rempli d'eau pour travaux de nettoyage du 25 février au 2 mars. 2 La date n'est pas absolument exacte, elle varie entre le 6 et le 13 février. 3 Ouverte ultérieurement pour travaux de curage et définitivement close vers le 6 mars. 4 Une diminution du débit a été constatée entre le 7 et le 20 février et la diminution définitive n'a eu lieu que le 9 mars. 5 Remplie d'eau jusqu'au bassin de Faraskour pour enlever le sel. 6 Le bras de Damiette a été ouvert et clos à plusieurs reprises. 7 On n'a pas constaté d'excédent entre le 4 et le 22 février et on a pris pour date moyenne le 13 février. 8 Aussi le 13 janvier.
	F. 23	F. 18	F. 12	F. 9	M. 19	M. 9	M. 3	F. 29	M. 4	Fév. 9	
	M. 4	F. 27	F. 23	F. 20	M. 23	M. 17	F. 6	F. 31	F. 7	" 13 ²	
	F. 25	F. 10	F. 8	F. 6	M. 23	M. 16	F. 18	F. 11	F. 15	" 11 ²	
	F. 23	F. 13	F. 13	F. 13	F. 22	F. 22	F. 15	F. 15	F. 9	" 13	
	F. 24	F. 19	F. 9	F. 8	F. 14	F. 12	F. 4	J. 28	F. 2	" 8	
	F. 15	F. 15	F. 11	F. 11	J. 16 ³	M. 5 ⁸	J. 8	D. 28	J. 15	" 12	
Statistique moins sûre. { 1918... 1917... 1916... 1915... 1914... 1913... 1912... 1911... 1910...}	Ouvert	...	...	...	A. 4	...	...	...	Moyenne	11 févr.
	A. 5	A. 4	M. 29	M. 26	A. 27 ⁶	A. 23	A. 19	A. 18 ⁵	...	...
	F. 15	F. 14	F. 14	F. 9	F. 11	F. 11	J. 11	J. 11	...	M. 30	
	M. 10	M. 9	M. 8	M. 6	F. 14 ¹	F. 11	J. 13	J. 13	J. 12	Fév. 10	
	F. 12	F. 10	F. 10	F. 3	F. 14 ¹	F. 11	J. 13	J. 13	...	" 7 ⁴	
	M. 3	F. 1	F. 16	F. 11	Novembre 29, 1913	M. 8	J. 30	J. 21	...	" 3	
	F. 16	F. 15	F. 13	F. 12	F. 27	F. 25	F. 22	F. 22	...	" 11	
	M. 30	M. 28	M. 18	F. 22	M. 25	M. 14	M. 13	F. 23	...	" 12	
	Ap. 7	A. 5	A. 5	M. 31	Ouvert	M. 1	...	...	...	Mar. 22
	...	...	...	...	...	...	...	...	Moyenne	21 févr.
Les statistiques ne sont plus sûres. { 1909... 1908... 1907... 1906... 1905... 1904... 1903... 1902...}	M. 19	M. 25	M. 25	M. 21	M. 6	M. 5	M. 5	M. 5	Moyenne	21 févr.	
	M. 16	M. 12	M. 4	M. 2	M. 10	F. 9	F. 6	M. 5	Pas de	Mar. 16	
	M. 27	F. 9	F. 9	F. 9	F. 16	M. 14	M. 5	M. 1	statistique	Fév. 25	
	M. 25	M. 25	M. 22	M. 13	F. 28	F. 27	F. 20	F. 20	...	M. 3	
	M. 23	M. 19	M. 16	M. 9	M. 12	F. 21	F. 20	F. 20	...	" 20	
	M. 5	M. 5	M. 5	M. 5	A. 12	A. 11	A. 6	M. 28	...	" 20	
	M. 22	M. 16	M. 10	M. 5	A. 17	Décembre 1902	...	...	...	Mar. 18
M. 23	M. 21	M. 5	F. 26	13	Décembre 1901	...	...	...	Fév. 27	

Note A. — Les dates indiquées dans la dernière colonne se rapportent aux premiers jours où l'on a constaté que la quantité d'eau dans les bras de Rosette et de Damiette, ne dépassait pas le volume nécessaire pour les besoins de l'irrigation et pour la construction des sads du Nil.

Le Directeur du Barrage du Delta :
A. D. BUTCHER.
Le Directeur Général du « Physical Department » :
H. E. HURST.

APPENDIX H.

EXPLANATORY NOTE ON DIAGRAM NO. 5.

The year 1919-20 has been chosen as a means of determining the critical date for various stages of expansion. All these dates fall in the first part of February (Barrage). The following list shows that from the point of view of the critical date 1919-20 was probably the lowest of recent times¹, excepting 1913-14. Hence the dates will fall earlier in this year than in most others.

MONTHLY TOTALS—FEBRUARY.

Million Cubic Metres.

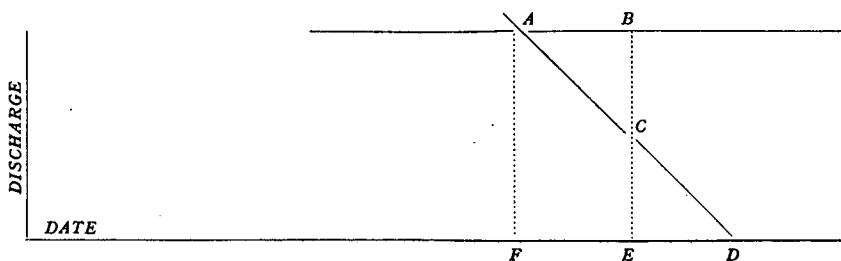
Year	Aswan Natural River	Delta Barrage Branches
1913	2,020	1,000
1914	1,150	200
1915	3,060	700
1916	2,400	600
1917	3,920	1,300
1918	3,990	1,300
1919	2,180	936
1920	2,110	438
1921	2,340	999
1922	2,090	726
1923	2,350	728
1924	2,650	902

It has been assumed that all the discharge of December, January and February down the Damietta Branch was required, as it was plainly being regulated. The Rosetta discharge therefore has been taken as representing surplus. In the diagram a smoothed curve has been drawn for this.

The discharge required for extra cultivation developable from the Gebel Aulia Dam has been taken as 12 millions per day, except in January, when it would be practically zero. This has been obtained by supposing the storage of the Gebel Aulia reservoir to be the equivalent of 2 milliards at Aswan, and this will be required to give water for 170 days to summer cultivation, or at the rate of 12 millions per day. Failing information as to how this water will be used, it is not worth while making more elaborate assumptions.

The losses in Gebel Aulia have been taken as 11 millions per day while it is standing full, on information obtained from Mr. Tabor.

The date has been determined as follows :



$A D$ is available discharge. $B E$ required discharge.
 $A B C = C D E$ and E is the critical date.

¹ The surplus at the Delta Barrage in February was less in 1920 than in any other year excepting 1914.

ANNEXE H.

NOTE EXPLICATIVE DU GRAPHIQUE N° 5.

On a choisi l'année 1919-1920 comme moyen de déterminer la date critique des divers stades d'expansion. Toutes ces dates tombent dans la première quinzaine de février (au barrage).

La liste ci-après montre qu'au point de vue de la date critique, l'année 1919-1920 a été probablement celle du niveau minimum, au cours des récentes années¹, exception faite de l'année 1913-1914. Par conséquent, les dates devront être avancées pour l'année en question, par rapport à la plupart des autres.

TOTAUX MENSUELS DE FÉVRIER.

Millions de mètres cubes,

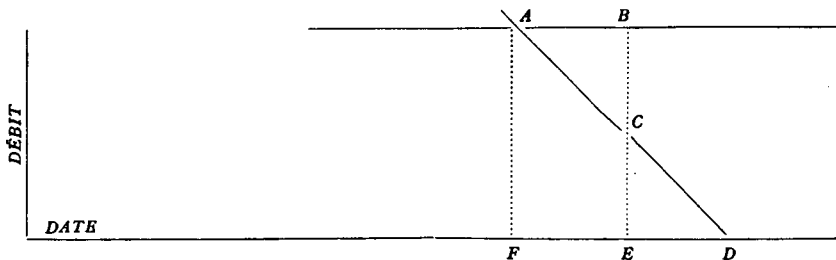
Année	Fleuve non canalisé à Assouan	Bras du barrage du Delta
1913	2.020	1.000
1914	1.150	200
1915	3.060	700
1916	2.400	600
1917	3.920	1.300
1918	3.990	1.300
1919	2.180	936
1920	2.110	438
1921	2.340	999
1922	2.090	726
1923	2.350	728
1924	2.650	902

On est parti de l'hypothèse que la totalité du débit de décembre, janvier et février qui passe par le bras de Damiette, était nécessaire, puisqu'il s'agissait manifestement d'en régulariser le débit. Le débit du bras de Rosette a donc été considéré comme constituant l'excédent. On a représenté ce débit dans le graphique par une courbe dont les sinuosités ont été arrondies.

Le débit nécessaire pour les besoins complémentaires des cultures, qu'entraînera la construction du barrage de Djebel Aulia, a été évalué à 12 millions par jour, sauf en janvier où il sera presque nul. On est arrivé à cette estimation, en supposant que la retenue du réservoir de Djebel Aulia était équivalente à 2 milliards à Assouan, cette retenue sera indispensable pour fournir pendant 170 jours l'eau nécessaire à la culture en été, au taux de 12 millions par jour. Comme il n'existe pas de renseignements indiquant comment cette quantité d'eau sera utilisée, il est inutile de faire des hypothèses plus compliquées.

Les pertes du réservoir de Djebel Aulia ont été évaluées, d'après les renseignements fournis par M. Tabor, à 11 millions par jour, lorsque ce réservoir est complètement rempli.

La date a été déterminée de la façon suivante :



$A D$ représente le débit disponible. $B E$ représente le débit nécessaire.
 $A B C = C D E$ et E est la date critique.

¹ L'excédent en février, au barrage du Delta, était plus faible en 1920 qu'au cours de n'importe quelle année, 1914 excepté.

The closing of the sadds has not been considered, as when once extra water is available in Egypt the present arrangements for closing will need reconsideration, and the sadds will probably be closed earlier.

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

APPENDIX I.

EXPLANATORY NOTE ON DIAGRAM NO. 6.

All discharges shown in the diagram are referred to dates at the Delta Barrage by introducing the appropriate lag, but without transmission losses.

Discharges are the actual means of the six years from November 1918 to February 1924, the period during which the records are most reliable and complete.

Delta Canals + Ibrahimia. — The discharges shown include the Damietta branch of the Nile which, at this season of the year, may be considered as a channel serving the canals at Zifta Barrage and riverain cultivation.

Addition for Land Developed by Gebel Aulia.

In default of a complete programme for the utilisation of the Gebel Aulia water, it has been assumed that the whole of the storage there available will be used during the period of shortage and for the development of new areas, so that a corresponding increase of water for irrigation during the period of excess will also be required.

No substantial error is made by considering that this increase will be necessary at the Delta Barrage, or to make good a deficit at the Barrage caused by the development of areas further south.

It is further assumed that the increase of water required from December to February will be proportional to the increase in the total summer supply available.

This is arrived at as follows :

Average date on which Aswan Reservoir is empty, 1919-24, 20th July.

Beginning of summer conditions assumed 1st February.

Mean total discharge passing Aswan, February 1st-July 20th, 1919-24, 12,340 mills.

Mean total losses for same period, February 1st-July 20th, 1919-24, 340 mills.

Mean total discharge available for Delta Canals and Ibrahimia, 12,000 mills.

Estimated total increase due to Gebel Aulia, 2,700 mills.

Hence estimated increase in water requirements during December, January and February, 22 per cent.

Twenty-two per cent has therefore been added to the curve for Delta Canals + Ibrahimia to represent water requirements after the completion of Gebel Aulia.

Gezira Canal and Sennar Reservoir. — The water requirements for the Gezira Canal and Reservoir have been taken direct from " Nile Control ", and have been deducted from the discharge available at Cairo without any adjustments for losses. The effect of allocating a discharge of 7 millions to the Sudan in December in addition to the " Nile Control " figures is also shown.

Aswan Reservoir. — The area between the Aswan natural river and the Cairo discharge curve represents the water taken to fill the Aswan Reservoir, but to the quantity shown (namely, 2,042 millions) the gains which occur between Aswan and Cairo must be added in order to arrive at the full contents of the reservoir.

On n'a pas tenu compte de la fermeture des sadds, car dès qu'il existera des disponibilités d'eau supplémentaires pour l'Égypte, les dispositions qui s'appliquent actuellement à la fermeture des sadds devront être révisées. Il est probable que la date de clôture sera avancée.

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

ANNEXE I.

NOTE EXPLICATIVE DU GRAPHIQUE N° 6.

Tous les débits indiqués dans ce graphique sont reportés aux dates auxquelles ils sont observés au barrage du Delta, en utilisant à cet effet le décalage approprié, mais sans tenir compte des pertes pendant le parcours.

Ces débits constituent les moyennes réelles des six années qui vont de novembre 1918 à février 1924, période pendant laquelle les relevés sont très sûrs et complets.

Canaux du Delta + Ibrahimieh. — Les débits indiqués comprennent ceux du bras de Damiette qui, dans cette saison, peut être considéré comme un chenal alimentant les canaux au barrage de Zifta et fournissant l'eau nécessaire à la culture riveraine.

Volume additionnel d'eau nécessaire au développement de l'irrigation résultant de la construction du barrage de Djebel Aulia.

A défaut d'un programme complet visant l'utilisation de l'eau du réservoir de Djebel Aulia, on a supposé que la totalité de la retenue dont on pourra disposer sera utilisée pendant la période de pénurie et pour le développement de nouvelles superficies, il faudra donc augmenter, dans une mesure équivalente; la quantité d'eau nécessaire à l'irrigation pendant la période d'excédent.

On ne commet pas d'erreur appréciable en estimant que cette quantité additionnelle sera nécessaire, au barrage du Delta, ou pour compenser tout déficit créé au barrage par le développement de l'irrigation dans d'autres régions plus au sud.

On suppose, en outre, que la quantité additionnelle d'eau nécessaire entre décembre et février sera proportionnelle à l'augmentation de la quantité globale d'eau disponible pendant l'été.

Ces conclusions découlent de ce qui suit :

Date moyenne à laquelle le réservoir d'Assouan est vide 1919-1924..... 20 juillet.

Le régime fluvial d'été est supposé commencer le 1^{er} février.

Moyenne du débit total qui passe à Assouan, 1 ^{er} février/20 juillet 1919-1924 . . .	12.340 millions m ³
Moyenne totale des pertes pendant la même période	340 » »
Moyenne totale du débit utilisable pour les canaux du Delta et Ibrahimieh	12.000 » »
Estimation de l'augmentation totale résultant de la construction des ouvrages de Djebel Aulia	2.700 » »

Soit, par conséquent, une augmentation approximative de la quantité d'eau nécessaire en décembre, janvier et février, de 22 %.

On a donc ajouté 22 % à la courbe des canaux du Delta + Ibrahimieh pour représenter les quantités d'eau nécessaires après l'achèvement des ouvrages de Djebel Aulia.

Canal de la Guézireh et réservoir de Sennar. — Les chiffres relatifs aux quantités d'eau nécessaires pour le Canal de la Guézireh et pour le réservoir de Sennar ont été empruntés directement à la publication intitulée « Régularisation du Nil », et ces quantités ont été déduites du débit total disponible au Caire sans rectification concernant les pertes.

Le graphique indique en, outre, l'effet qui résulte de l'allocation, en sus des chiffres mentionnés dans la « Régularisation du Nil », d'un volume de 7 millions de m³ pour le Soudan en décembre.

Réservoir d'Assouan. — L'espace compris entre la courbe relative au cours naturel du fleuve à Assouan, et la courbe du débit au Caire représente la quantité d'eau prélevée pour remplir le réservoir d'Assouan mais, à cette quantité indiquée (2.042 millions) il faut ajouter les apports que reçoit le fleuve entre Assouan et le Caire pour arriver à la capacité entière du réservoir.

Water for Closing Sadds. — A considerable quantity of water is required, under existing circumstances, in order to maintain a flow through the Nile Sadds at Faraskour and Mehallet-el-Amir during their construction in February, when surplus water has usually been available in the past.

The completion and full exploitation of the Gebel Aulia Reservoir will, however, put back the date when shortage begins and necessitate earlier closure of the sadds in the future, and the water necessary is therefore shown at a correspondingly earlier date.

From the diagram it is clear that, on the mean of the years 1918-24, all demands can be satisfied in full up to the 10th February. From the 10th to the 22nd February (the date corresponding to " Nile Control's " 18th January at Sennar), future demands cannot be satisfied in full, but a total cube of 140 millions will still be available above present requirements.

(Signed) A. D. BUTCHER,
Director, Delta Barrage.

APPENDIX J.

ASWAN NATURAL RIVER.

Total Discharge in Millions of Cubic Metres.

	December	January	Total
1905-06	5,100	4,060	9,160
1906-07	5,590	4,320	9,910
1907-08	4,480	3,550	8,030
1908-09	5,750	4,250	10,000
1909-10	6,420	5,030	11,450
1910-11	6,020	4,500	10,520
1911-12	5,370	3,800	9,170
1912-13	4,220	3,240	7,460
1913-14	2,810	1,720	4,530
1914-15	6,700	4,500	11,200
1915-16	5,260	3,840	9,100
1916-17	7,510	5,270	12,780
1917-18	7,250	5,270	12,520
1918-19	4,620	3,440	8,060
1919-20	4,410	3,340	7,750
1920-21	5,310	3,790	9,100
1921-22	4,690	3,540	8,230
1922-23	4,950	3,630	8,580
1923-24	5,200	3,990	9,190
1924-25	5,500	3,840	9,340
Mean, 1905-06 to 1924-25	5,358	3,946	9,304
" 1918-19 to 1923-24	4,863	3,621	8,485

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

Quantité d'eau pour la fermeture des Sadds. — Actuellement, il faut une quantité d'eau considérable permettant d'assurer l'écoulement d'un certain volume par les sadds du Nil à Faraskour et à Mehallet-el-Amir, pendant leur construction, en février, date à laquelle, jusqu'ici, on a toujours pu disposer en général d'un excédent d'eau.

L'achèvement et l'exploitation complète du réservoir de Djebel Aulia aura toutefois pour effet de retarder la date à laquelle commence le ralentissement du débit et d'avancer la date de fermeture des sadds à l'avenir. Aussi la quantité d'eau nécessaire à cet effet est-elle indiquée à une date qui a été avancée du même nombre de jours.

Le graphique montre clairement que, d'après la moyenne des années 1918-1924, les quantités d'eau nécessaires peuvent être complètement assurées jusqu'au 10 février. Du 10 au 22 février (date correspondant au 18 janvier indiqué dans la « Régularisation du Nil » à Sennar), il ne sera pas possible de fournir intégralement le volume nécessaire ultérieurement, mais il restera cependant en sus des quantités actuellement nécessaires un volume total de 140 millions de m³.

Le Directeur du Barrage du Delta :
(Signé) A. D. BUTCHER.

ANNEXE J.

FLEUVE NON CANALISÉ A ASSOUAN.

Débit total en millions de m³.

	Décembre	Janvier	Total
1905/06	5.100	4.060	9.160
1906/07	5.590	4.320	9.910
1907/08	4.480	3.550	8.030
1908/09	5.750	4.250	10.000
1909/10	6.420	5.030	11.450
1910/11	6.020	4.500	10.520
1911/12	5.370	3.800	9.170
1912/13	4.220	3.240	7.460
1913/14	2.810	1.720	4.530
1914/15	6.700	4.500	11.200
1915/16	5.260	3.840	9.100
1916/17	7.510	5.270	12.780
1917/18	7.250	5.270	12.520
1918/19	4.620	3.440	8.060
1919/20	4.410	3.340	7.750
1920/21	5.310	3.790	9.100
1921/22	4.690	3.540	8.230
1922/23	4.950	3.630	8.580
1923/24	5.200	3.990	9.190
1924/25	5.500	3.840	9.340
Moyenne de 1905/06 à 1924/25	5.358	3.946	9.304
» » 1918/19 » 1923/24	4.863	3.621	8.485

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

APPENDIX K.
ASWAN NATURAL RIVER DISCHARGES.
10-Day Totals in Millions of Cubic Metres.

Date	1919	1920	1921	1922	1923	1924	Mean mills day
Jan. 1-10.	1,207	1,216	1,361	1,255	1,267	1,400	128.4
11-20.	1,144	1,093	1,205	1,135	1,160	1,300	117.3
21-31.	1,087	1,033	1,227	1,149	1,206	1,292	106.0
Feb. 1-10.	858	822	933	889	990	1,021	91.9
11-20.	768	721	846	718	812	933	80.0
21-28.	556	570	559	480	547	693	68.1
29.							
Mar. 1-10.	669	582	636	538	568	648	60.7
11-20.	607	523	549	477	489	609	54.2
21-31.	633	561	554	446	488	592	49.6
Apr. 1-10.	521	466	458	371	417	455	44.8
11-20.	503	466	433	333	383	434	42.5
21-30.	483	436	417	302	397	430	41.1
May 1-10.	457	411	399	284	407	480	40.6
11-20.	446	395	369	243	456	459	39.5
21-31.	443	416	402	282	516	534	39.3
June 11-10.	423	375	343	271	405	511	38.8
11-20.	483	406	451	269	596	546	45.8
21-30.	625	925	514	365	1,045	574	67.5
July 1-10.	673	1,009	639	556	1,127	699	78.4
11-20.	1,125	1,420	894	727	1,145	1,476	113.1
21-31.	2,117	2,690	1,401	1,877	2,027	2,708	194.2
Aug. 1-10.	3,966	4,089	2,723	3,417	4,480	4,076	379.2
11-20.	6,060	6,007	5,379	6,830	7,211	6,024	625.2
21-31.	6,986	8,382	7,275	8,156	9,437	8,962	745.4
Sept. 1-10.	6,921	6,721	6,967	8,856	8,078	7,722	754.4
11-20.	7,398	5,673	6,096	9,798	7,169	8,553	744.8
21-30.	7,190	5,089	6,414	7,659	7,167	7,224	679.0
Oct. 1-10.	5,789	5,220	6,076	5,806	6,902	5,854	594.1
11-20.	3,970	4,918	4,861	5,543	5,837	4,958	501.4
21-31.	3,282	4,520	4,034	4,966	4,445	4,053	383.3
Nov. 1-10.	2,420	3,558	2,964	3,418	2,808	2,827	299.9
11-20.	1,989	2,770	2,321	2,686	2,264	2,522	242.5
21-30.	1,728	2,170	1,949	2,201	2,009	2,516	209.6
Dec. 1-10.	1,569	1,937	1,677	1,821	1,828	2,059	181.5
11-20.	1,419	1,715	1,524	1,571	1,668	1,750	160.8
21-31.	1,426	1,662	1,491	1,557	1,708	1,695	144.5

Total of mean natural river 21st January to 31st July corresponding approximately to 1st January to 15th July at Sennar = 13,214 million cubic metres.

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

ANNEXE K.

DÉBITS DU FLEUVE NON CANALISÉ A ASSOUAN.
Totaux décadaires en millions de m³.

Dates	1919	1920	1921	1922	1923	1924	Moyenne quotidienne en millions
1/10 janvier . . .	1.207	1.216	1.361	1.255	1.267	1.400	128,4
11/20 » . . .	1.144	1.093	1.205	1.135	1.160	1.300	117,3
21/31 » . . .	1.087	1.033	1.227	1.149	1.206	1.292	106,0
1/10 février . . .	858	822	933	889	990	1.021	91,9
11/20 » . . .	768	721	846	718	812	933	80,0
21/28 » . . .	556	570	559	480	547	693	68,1
29 » . . .							
1/10 mars . . .	669	582	636	538	568	648	60,7
11/20 » . . .	607	523	549	477	489	609	54,2
21/31 » . . .	633	561	554	446	488	592	49,6
1/10 avril . . .	521	466	458	371	417	455	44,8
11/20 » . . .	503	466	433	333	383	434	42,5
21/30 » . . .	483	436	417	302	397	430	41,1
1/10 mai . . .	457	411	399	284	407	480	40,6
11/20 » . . .	446	395	369	243	456	459	39,5
21/31 » . . .	443	416	402	282	516	534	39,3
1/10 June . . .	423	375	343	271	405	511	38,8
11/20 » . . .	483	406	451	269	596	546	45,8
21/30 » . . .	625	925	514	365	1.045	574	67,5
1/10 juillet . . .	673	1.009	639	556	1.127	699	78,4
11/20 » . . .	1.125	1.420	894	727	1.145	1.476	113,1
21/31 » . . .	2.117	2.690	1.401	1.877	2.027	2.708	194,2
1/10 août . . .	3.966	4.089	2.723	3.417	4.480	4.076	379,2
11/20 » . . .	6.060	6.007	5.379	6.830	7.211	6.024	625,2
21/31 » . . .	6.986	8.382	7.275	8.156	9.437	8.962	745,4
1/10 septembre .	6.921	6.721	6.967	8.856	8.078	7.722	754,4
11/20 » . . .	7.398	5.673	6.096	9.798	7.169	8.553	744,8
21/30 » . . .	7.190	5.089	6.414	7.659	7.167	7.224	679,0
1/10 octobre . .	5.789	5.220	6.076	5.806	6.902	5.854	594,1
11/20 » . . .	3.970	4.918	4.861	5.543	5.837	4.958	501,4
21/31 » . . .	3.282	4.520	4.034	4.966	4.445	4.053	383,3
1/10 novembre .	2.420	3.558	2.964	3.418	2.808	2.827	299,9
11/20 » . . .	1.989	2.770	2.321	2.686	2.264	2.522	242,5
21/30 » . . .	1.728	2.170	1.949	2.201	2.009	2.516	209,6
1/10 décembre .	1.569	1.937	1.677	1.821	1.828	2.059	181,5
11/20 » . . .	1.419	1.715	1.521	1.571	1.668	1.750	160,8
21/31 » . . .	1.426	1.662	1.491	1.557	1.708	1.695	144,5

Le total du cours naturel moyen entre le 21 janvier et le 31 juillet, dates correspondant approximativement au 1^{er} janvier et au 15 juillet à Sennar, est de 13.214 millions de m³.

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

No. 2.

LORD LLOYD TO MOHAMED MAHMOUD PASHA¹.

THE RESIDENCY, CAIRO, May 7, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of the note which your Excellency has been good enough to address to me to-day.

2. In confirming the arrangements mutually agreed upon as recited in your Excellency's note, I am to express the gratification of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland that these discussions have led to a settlement which cannot fail to facilitate development and to promote prosperity in Egypt and the Sudan.

3. His Majesty's Government in the United Kingdom concur in your Excellency's view that this agreement is, and should be, essentially directed towards the regulation of irrigation arrangements on the basis of the Nile Commission Report, and has no bearing on the *status quo* in the Sudan.

4. In conclusion, I would remind your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom have already acknowledged the natural and historical rights of Egypt in the waters of the Nile. I am to state that His Majesty's Government in the United Kingdom regard the safeguarding of those rights as a fundamental principle of British policy, and to convey to your Excellency the most positive assurances that this principle and the detailed provisions of this agreement will be observed at all times and under any conditions that may arise.

I avail, etc.

LLOYD,
High Commissioner.

¹ Pour la note N° 1, voir page 44, de ce volume.

N^o 2.

LORD LLOYD A MOHAMED MAHMOUD PACHA¹.

LA RÉSIDENCE, LE CAIRE, le 7 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour.

2. En confirmant les arrangements convenus de part et d'autre tels qu'ils sont indiqués dans la note de Votre Excellence, je suis chargé de vous faire savoir combien le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est heureux de constater que les discussions ont abouti à un règlement qui ne peut manquer de faciliter le développement et d'accroître la prospérité de l'Égypte et du Soudan.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni partage les vues de Votre Excellence selon lesquelles le présent accord s'applique et doit s'appliquer essentiellement au règlement des dispositions relatives à l'irrigation, sur la base du rapport de la Commission du Nil, et ne touche en aucune façon au *statu quo* au Soudan.

4. Pour conclure, je désire rappeler à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a toujours reconnu les droits naturels et historiques de l'Égypte aux eaux du Nil. Je suis chargé de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni considère la sauvegarde de ces droits comme un principe fondamental de la politique britannique, et de donner à Votre Excellence les assurances les plus formelles que ce principe, ainsi que les dispositions de détail du présent accord, seront observés en tout temps, quelles que soient les circonstances qui puissent se présenter.

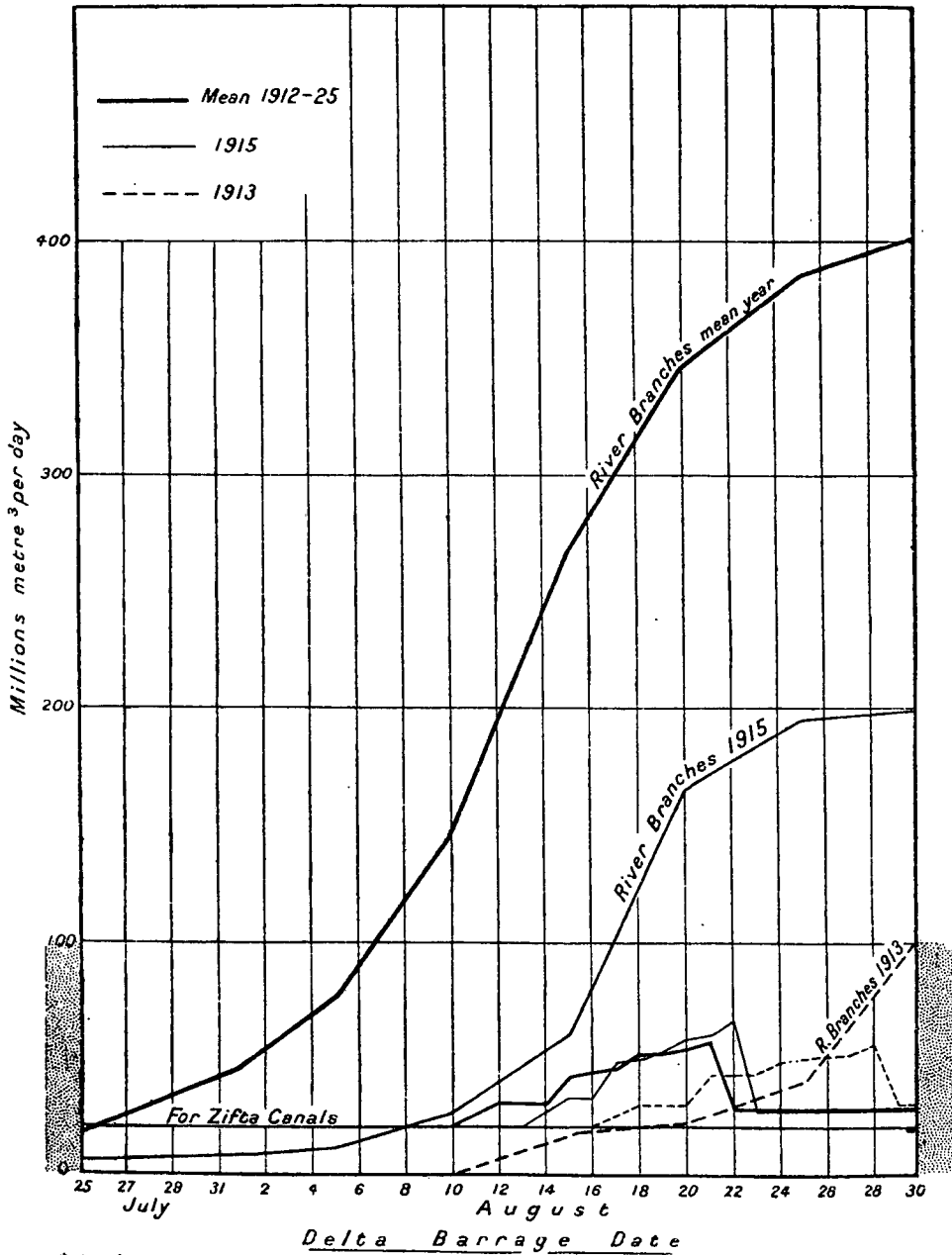
Je saisis cette occasion, etc.

Le Haut Commissaire :
LLOYD.

¹ For Note No. 1 see page 45 of this Volume.

* Water taken for Sennar Reservoir & Gezira Canal transferred to Delta Barrage and sum of Discharges of Rosetta and Damietta Branches.

N° 1.

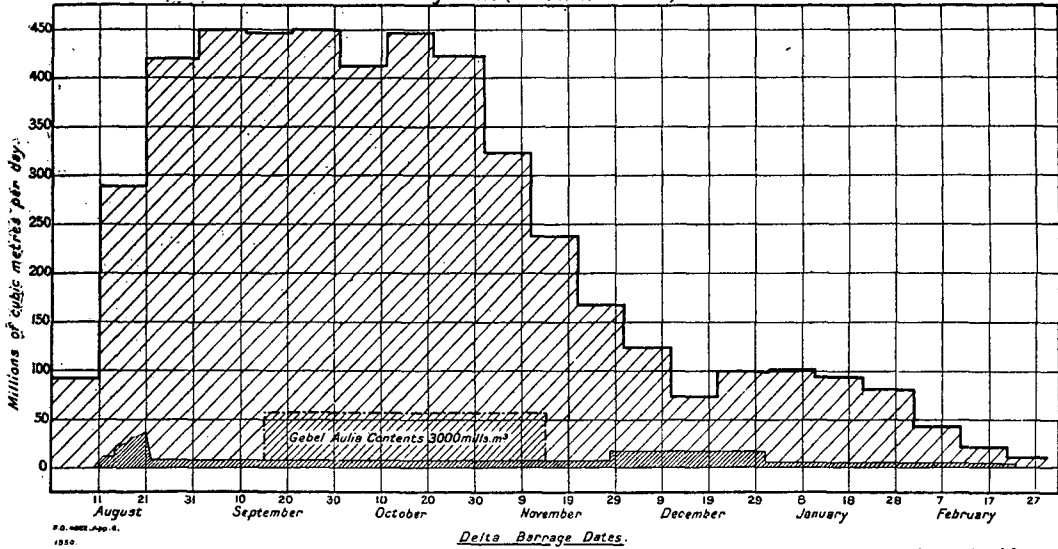


* Lag is allowed for but not loss.

MEAN 1919-20 TO 1925-26.

Discharges of Rosetta and Damietta Branches (10 day means)
 Quantities of water required for Sennar Reservoir transferred to
 Delta Barrage Dates (no allowance for losses).

N°2.

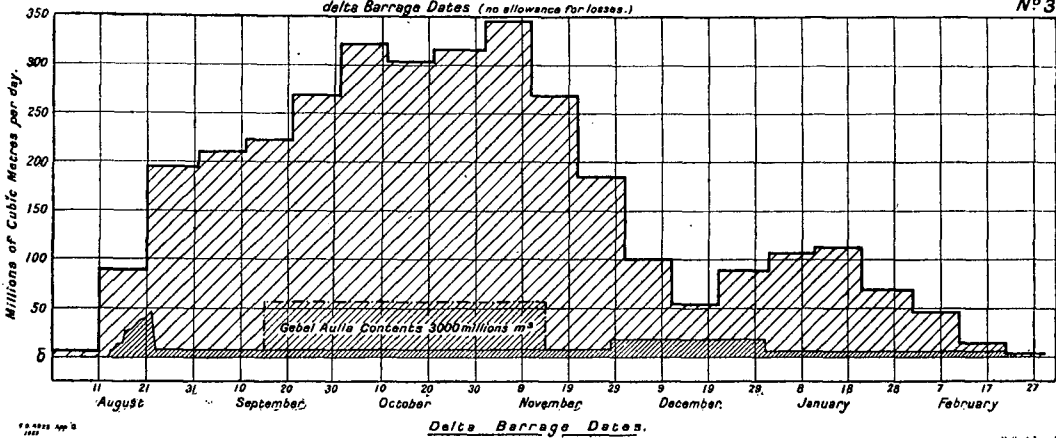


Malby & Sons, Ltd.

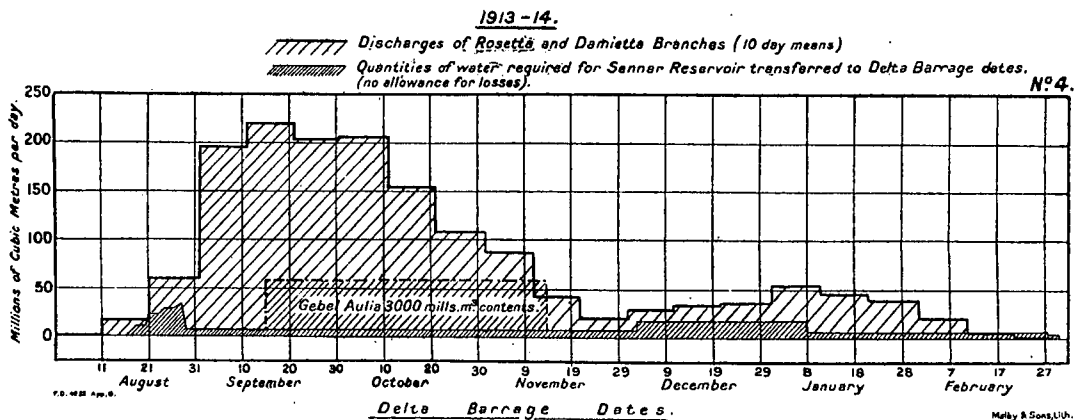
1915-16.

Discharges of Rosetta & Damietta Branches (10 day means)
 Quantities of water required for Sennar Reservoir transferred to
 delta Barrage Dates (no allowance for losses.)

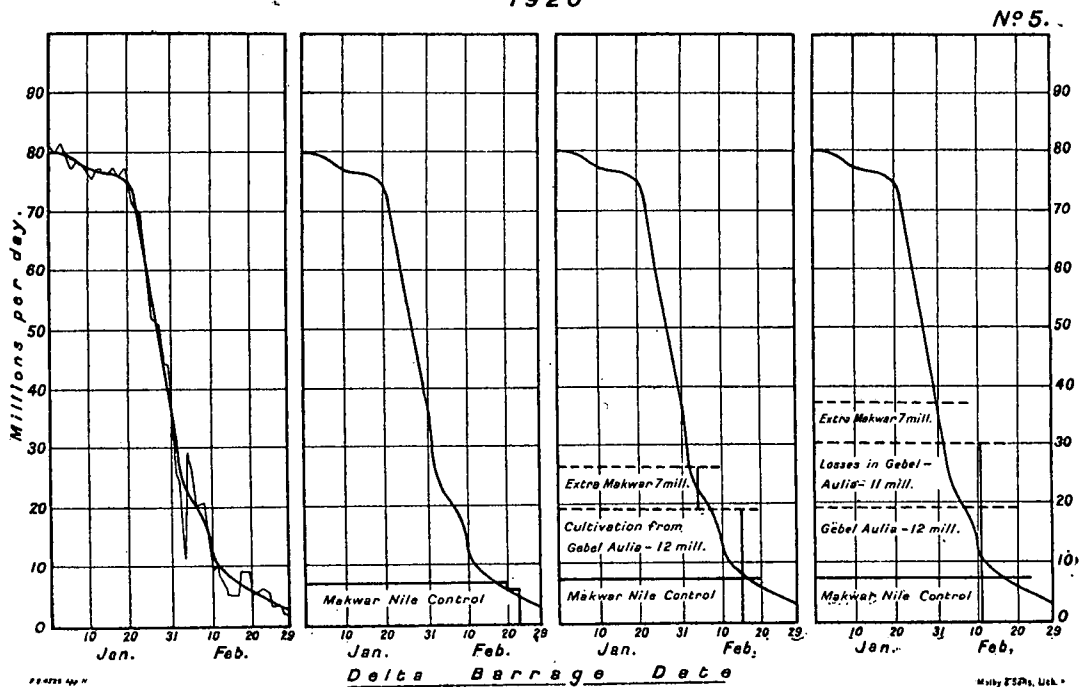
N°3.

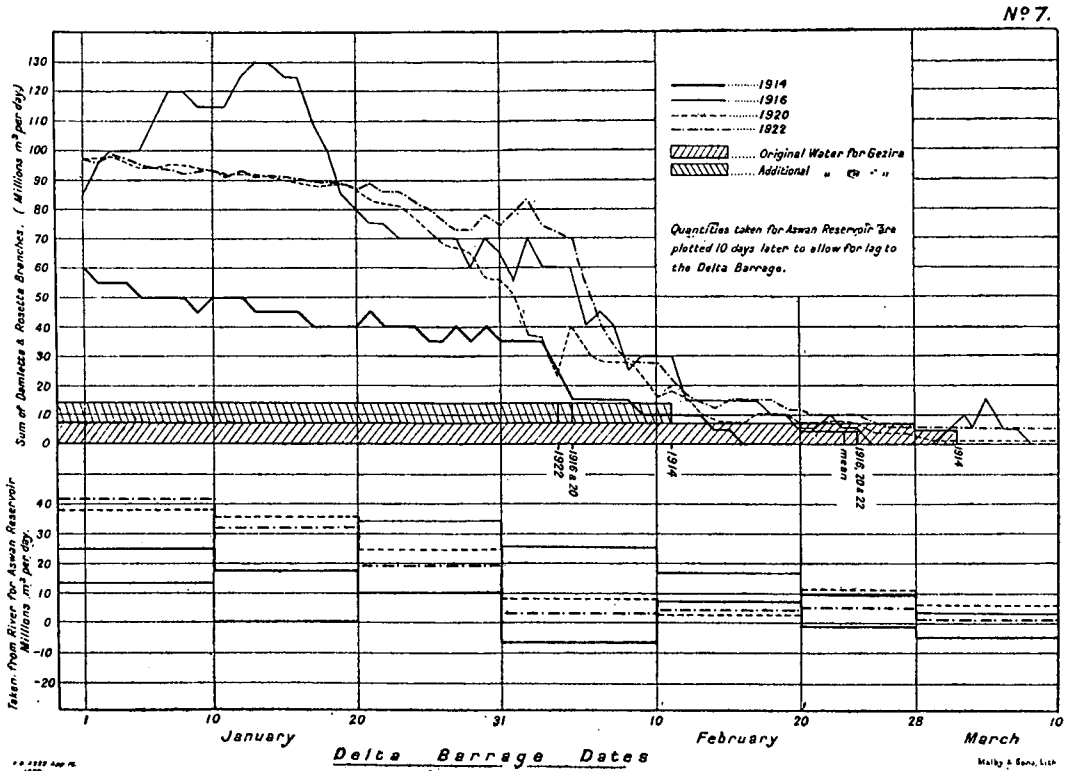
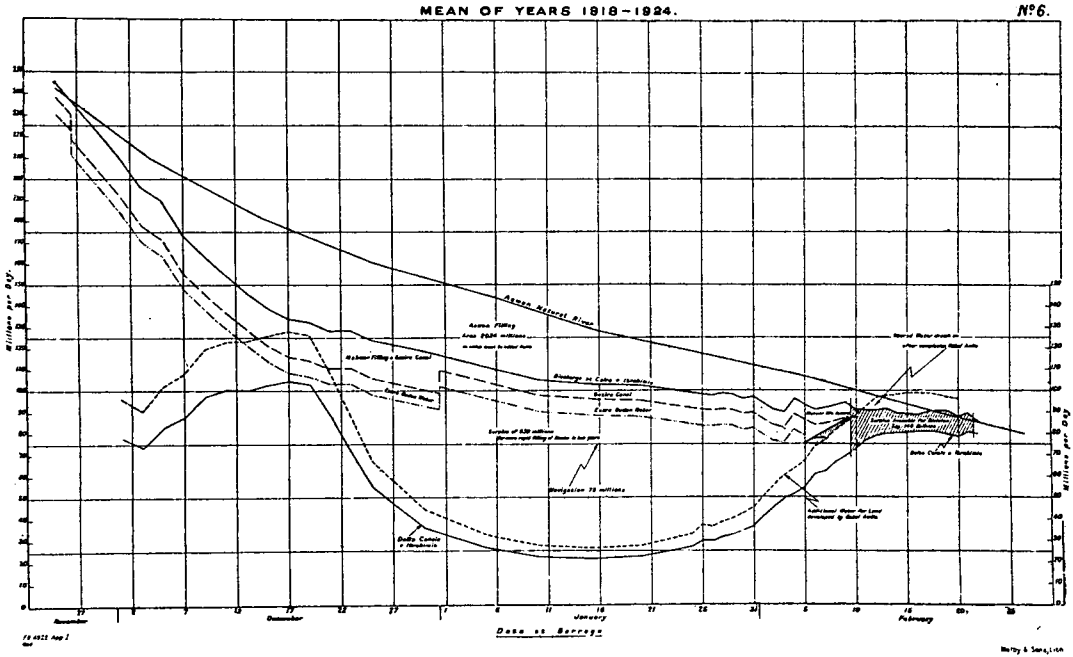


Malby & Sons, Ltd.



**DISCHARGE OF ROSETTA BRANCH
1920**





N° 2104.

ALLEMAGNE ET NICARAGUA

Echange de notes comportant un accord relatif à la suppression des visas des passeports. Managua, le 21 février, et Guatémala, le 30 mars 1928.

GERMANY AND NICARAGUA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas. Managua, February 21, and Guatemala, March 30, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2104. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE LOS GOBIERNOS DEL REICH ALEMAN Y DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA SOBRE UN ACUERDO PARA LA SUPRESIÓN DEL VISADO DE LOS PASAPORTES. MANAGUA, EL 21 DE FEBRERO Y GUATEMALA, EL 30 DE MARZO DE 1928.

Texte officiel espagnol communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 juillet 1929.

Spanish official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place July 26, 1929.

I.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
REPÚBLICA DE NICARAGUA.
Sección diplomática.
No. 133.

PALACIO NACIONAL, MANAGUA, 21 de febrero de 1928.

EXCELENCIA,

Obra en mi poder la grata comunicación V. 4 No. 8, fechada el día 22 de diciembre del año próximo pasado, en la que Vuestra Excelencia tiene a bien incluirme las bases del convenio sobre la supresión de visas de pasaportes para los nacionales de Nicaragua y Alemania.

Confirmándole mi nota No. 618, me es honroso manifestar a Vuestra Excelencia que este Gobierno acepta el arreglo, y para el cambio de las notas correspondientes con inserción de las cláusulas del convenio, me he permitido hacer ligerísimas modificaciones de forma en cuanto al lenguaje, dejando intacto el fondo y espíritu de la estipulación. Si Vuestra Excelencia cree conveniente para los intereses de Alemania el aceptar esas modificaciones, ruégole participármelo. El convenio se redactaría así :

Artículo 1.

Los súbditos de un estado pueden ingresar al territorio del otro estado y salir de él cuando les conveniere por los lugares fronterizos oficialmente establecidos, sin visa de pasaporte del otro estado, simplemente en virtud de un pasaporte válido de su país del cual resulte claramente la nacionalidad del portador. Esta concesión no se refiere a portadores de pasaportes extendidos por cualquier motivo a extranjeros, sino solamente a los que llevan pasaportes nacionales. Los pasaportes de esta clase no serán extendidos sino a favor de los nacionales, cuando la nacionalidad conste de manera indubitable.

¹ Entré en vigueur le 10 avril 1928.

¹ Came into force April 10, 1928.

Para niños de menos de 15 años de edad basta una certificación oficial sobre nombre, edad, nacionalidad y domicilio o residencia habitual del niño. La certificación de los niños con más de 10 años de edad debe estar provista de una fotografía sellada por la autoridad que la extienda.

Artículo 2.

No serán modificados por este convenio los reglamentos que estén o se pongan en vigor en el territorio de los dos estados sobre el cierre de las fronteras, rechazo de sujetos no deseables en la frontera, y sobre el registro, residencia y expulsión de extranjeros.

Artículo 3.

Las partes contratantes reservan el derecho de modificar el presente convenio cuando les parezca oportuno en virtud de sus experiencias, por medio de un simple cambio de notas diplomáticas.

Artículo 4.

El convenio entrará en vigor el 10 de abril de 1928, y puede ser denunciado por cada una de las partes contratantes quedando en vigor por un término de tres meses después de la notificación de la denuncia.

En la confianza que Vuestra Excelencia acoja con beneplácito la forma propuesta, ruégole aceptar mis agradecimientos.

Acepte Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

J. BÁRCENAS MENESES.

A Su Excelencia el señor Wilhelm von Kuhlmann,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Alemania
Guatemala.

II.

Abschrift zu V. S. P. 3219/28.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

V. u. No. 8

GUATEMALA, 30 de Marzo 1928.

SEÑOR MINISTRO,

Me es sumamente grato acusar recibo a Vuestra Excelencia de su muy atenta nota fecha 21 de Febrero ppdo. Sección diplomática — No. 133 — que en contestación a la nota de esta Legación fechada 22 de Diciembre ppdo — V. 4 No. 8 — y tocante a la supresión de visas de pasaportes para los nacionales de Nicaragua y Alemania se ha servido dirigirme. En su consecuencia tengo la honra de manifestarle que mi Gobierno está completamente conforme con el texto del arreglo en cuestión como Vuestra Excelencia tan precisamente lo ha redactado en su mencionada nota y que textualmente dice como sigue :

Artículo 1.

Los súbditos de un estado pueden ingresar al territorio del otro estado y salir de él cuando les conviniere por los lugares fronterizos oficialmente establecidos sin visa de pasaporte del otro

estado, simplemente en virtud de un pasaporte válido de su país del cual resulte claramente la nacionalidad del portador. Esta concesión no se refiere a portadores de pasaportes extendidos por cualquier motivo a extranjeros, sino solamente a los que llevan pasaportes nacionales. Los pasaportes de esta clase no serán extendidos sino a favor de los nacionales cuando la nacionalidad conste de manera indubitable.

Para niños de menos de 15 años de edad basta una certificación oficial sobre nombre, edad, nacionalidad y domicilio o residencia habitual del niño. La certificación de los niños con más de 10 años de edad debe estar provista de una fotografía sellada por la autoridad que la extienda.

Artículo 2.

No serán modificados por este convenio los reglamentos que estén o se pongan en vigor en el territorio de los dos estados sobre el cierre de las fronteras, rechazo de sujetos no deseables en la frontera, y sobre el registro, residencia y expulsión de extranjeros.

Artículo 3.

Las partes contratantes reservan el derecho de modificar el presente convenio cuando les parezca oportuno en virtud de sus experiencias, por medio de un simple cambio de notas diplomáticas.

Artículo 4.

El convenio entrará en vigor el 1º de abril de 1928, y puede ser denunciado por cada una de las partes contratantes quedando en vigor por un término de tres meses después de la notificación de la denuncia.

Ya he informado cablegráficamente a mi Gobierno sobre la conclusión del Convenio para que se den las instrucciones correspondientes con la urgencia más posible a las autoridades competentes en Alemania así como a las representaciones diplomáticas y consulares en el Extranjero.

Aprovecho gustoso esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

VON KUHMANN.

Excmo. Señor
doctor don Carlos Cuadra Pazos,
Secretario de Relaciones Exteriores,
Managua.

¹ TRADUCTION.

N^o 2104. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU REICH ALLEMAND ET DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA SUPPRESSION DES VISAS DES PASSEPORTS. MANAGUA, LE 21 FÉVRIER, ET GUATEMALA, LE 30 MARS 1928.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA.
Section diplomatique.
N^o 133.

PALAIS NATIONAL,
MANAGUA, 21 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication V. 4. N^o 8, du 22 décembre de l'année dernière, à laquelle vous avez bien voulu joindre les bases d'une convention concernant la suppression du visa des passeports pour les ressortissants du Nicaragua et de l'Allemagne.

En vous confirmant ma note N^o 618, je suis heureux de vous informer que mon gouvernement accepte l'arrangement en question ; étant donné que ladite convention est constituée par le présent échange de notes qui contiennent le texte des clauses de l'arrangement, je me

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2104. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE GERMAN REICH AND OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF PASSPORT VISAS. MANAGUA, FEBRUARY 21, AND GUATEMALA, MARCH 30, 1928.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
REPUBLIC OF NICARAGUA.
Diplomatic Department.
No. 133.

PALACIO NACIONAL,
MANAGUA, February 21, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication V. 4. No. 8, dated December 22, 1927, in which you were good enough to send me the draft of a Convention regarding the abolition of passport visas for nationals of Nicaragua and Germany.

I have the honour to confirm my note No. 618 and to inform you that my Government accepts the agreement and, inasmuch as the Convention is constituted by the present exchange of notes containing the clauses thereof, I have ventured to make some very slight textual changes

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

suis permis d'introduire de très légères modifications de forme, en laissant intacts le fond et l'esprit des stipulations.

Je vous prie de me faire connaître si vous jugez possible, dans l'intérêt de l'Allemagne, d'accepter ces modifications. La convention serait rédigée comme suit :

Article premier.

Les ressortissants de l'un des deux Etats pourront, toutes les fois qu'ils le désirent, pénétrer sur le territoire de l'autre Etat et en sortir, sans le visa de cet Etat, par les postes frontières officiellement reconnus, en présentant seulement un passeport national valide établissant clairement leur nationalité. Cette faveur n'est pas accordée aux porteurs de passeports délivrés pour un motif quelconque à des étrangers, mais uniquement aux porteurs de passeports nationaux. Les passeports de cette dernière catégorie ne seront délivrés qu'aux personnes dont la qualité de ressortissants de l'Etat qui délivre le passeport est établie de façon incontestable.

En ce qui concerne les enfants âgés de moins de quinze ans, on n'exigera qu'un certificat officiel, indiquent le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence habituelle de l'enfant. Le certificat concernant les enfants de plus de dix ans devra être accompagné d'une photographie estampillée par l'autorité qui délivre ledit certificat.

Article 2.

La présente convention ne dérogera pas aux règlements en vigueur dans le territoire des deux Etats concernant la fermeture des frontières, le refoulement des individus indésirables à la frontière, ainsi que la déclaration obligatoire, le séjour et l'expulsion des étrangers.

Article 3.

Les Parties contractantes se réservent le droit de modifier la présente convention lorsqu'elles le jugeront opportun en vertu de l'expérience acquise, au moyen d'un simple échange de notes diplomatiques.

which in no way affect the substance or the spirit of the provisions. I would ask you to be good enough to inform me whether, on behalf of Germany, you are able to accept these changes. The Convention would then be drafted as follows :

Article 1.

The nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the other State by officially approved frontier posts, without any passport visa from the other State but simply in virtue of a valid passport from their own country clearly showing the bearer's nationality. This concession applies only to bearers of national passports and not to bearers of passports issued for any reason to foreigners. Passports of this description shall be issued to nationals only when there is no doubt concerning their nationality.

Children under fifteen years of age shall require only an official certificate showing the child's name, age, nationality and domicile or usual residence. Certificates for children over ten years of age must bear a photograph stamped by the authority issuing the certificate.

Article 2.

This agreement shall not affect regulations which are or may in future be in force in the territory of either State regarding the closing of frontiers, the refusal of admittance at the frontier to any undesirable persons, or the registration, residence and expulsion of aliens.

Article 3.

The Contracting Parties reserve the right to modify the present Convention by means of a simple exchange of diplomatic notes whenever experience shows such modification to be desirable.

Article 4.

La présente convention entrera en vigueur le 10 avril 1928 et pourra être dénoncée par chacune des Parties contractantes, mais elle demeurera en vigueur pendant les trois mois qui suivront l'avis de dénonciation.

Dans l'espoir que le texte proposé vous agréera, je saisis cette occasion, etc.

J. BÁRCENAS MENESES.

A Son Excellence

Monsieur Wilhelm von Kuhlmann
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire d'Allemagne,
Guatemala.

II.

Ad. V. S. P. 3219/28

LÉGATION D'ALLEMAGNE.

V. u. No 8.

GUATÉMALA, 30 mars 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 21 février dernier — Section diplomatique No 133 — par laquelle vous avez bien voulu répondre à la note de la Légation d'Allemagne du 22 décembre dernier V 4 No 8, relativement à la suppression du visa des passeports pour les ressortissants du Nicaragua et de l'Allemagne.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire connaître que mon gouvernement approuve complètement le texte de la convention en question, tel que vous avez bien voulu le rédiger d'une façon si précise dans la note susmentionnée et qui est ainsi libellé :

(Suit le même texte que dans la lettre précédente.)

J'ai informé par câblogramme mon gouvernement de la conclusion de la convention, afin

No. 2104

Article 4.

This Convention shall come into force on April 10, 1928, and may be denounced by either Contracting Party, but it shall remain in force for a period of three months after its denunciation.

In the hope that you will be able to accept the form proposed,

I have the honour to be, etc.

J. BÁRCENAS MENESES.

His Excellency

M. Wilhelm von Kuhlmann,
German Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Guatemala.

II.

Ad. V. S. P. 3219/28.

GERMAN LEGATION.

V. u. No.8.

GUATEMALA, March 30, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated February 21, 1928 — Diplomatic Department No. 133 — by which you were good enough to reply to the note dated December 22, 1927 — V 4 No. 8 — from this Legation, relating to the abolition of passport visas for nationals of Nicaragua and Germany. I have the honour to inform you that my Government entirely approves of the text of the agreement as clearly expressed in your note. The agreement will therefore read as follows :

(Here follows the same text as in the preceding note.)

I have already informed my Government by cablegram of the conclusion of the Convention

qu'il donne les instructions nécessaires le plus rapidement possible aux autorités compétentes en Allemagne, ainsi qu'aux représentants diplomatiques et consulaires à l'étranger.

Je saisis cette occasion, etc.

VON KUHLMANN.

Son Excellence
Monsieur le Dr don Carlos Cuadra Pazos,
Secrétaire des Affaires étrangères,
Managua.

so that the necessary instructions may be issued as soon as possible to the competent authorities in Germany and also to diplomatic and consular representatives abroad.

I have the honour to be, etc.

VON KUHLMANN.

His Excellency
Dr Carlos Cuadra Pazos,
Secretary for Foreign Affairs,
Managua.

N° 2105.

PAYS-BAS ET SIAM

Traité de règlement judiciaire et de
conciliation. Signé à La Haye, le
27 octobre 1928.

**THE NETHERLANDS
AND SIAM**

Treaty of Judicial Settlement and
Conciliation. Signed at The
Hague, October 27, 1928.

N^o 2105. — TRAITÉ ¹ DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET DE CONCILIATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LE SIAM. SIGNÉ A LA HAYE, LE 27 OCTOBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Siam à la Société des Nations et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 27 juillet 1929.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent le Siam et les Pays-Bas et favoriser le règlement pacifique des différends qui pourraient naître entre les deux pays, conformément à l'esprit du Pacte de la Société des Nations, ont résolu de conclure, à cet effet, un traité de règlement judiciaire et de conciliation, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Altesse Sérénissime le Prince VARNAIDYA, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par la voie pacifique le règlement des litiges ou conflits qui viendraient à s'élever entre elles.

Article 2.

Sauf accord des Parties sur une autre manière de régler un différend, les Hautes Parties contractantes reconnaissent comme obligatoire pour la durée du présent traité, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, selon le Statut de la Cour ² pour tous différends d'ordre

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 28 juin 1929.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; et vol. XCII, page 362, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2105. — TREATY ² OF JUDICIAL SETTLEMENT AND CONCILIATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND SIAM. SIGNED AT THE HAGUE, OCTOBER 27, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Siam accredited to the League of Nations and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place July 27, 1929.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF SIAM, being desirous of strengthening the ties of friendship between Siam and the Netherlands and of promoting the pacific settlement, in accordance with the spirit of the Covenant of the League of Nations, of any disputes which may arise between the two countries, have decided to conclude a treaty of judicial settlement and conciliation for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

His Serene Highness Prince VARNAIDYA, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake in no case to endeavour to settle, otherwise than by pacific means, any differences or disputes which may arise between them.

Article 2.

In the absence of Agreement between the Parties to settle a dispute in another manner, the High Contracting Parties recognise as binding for the duration of the present Treaty the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, as laid down in the Statute of the Court ³, in

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, June 28, 1929.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; and Vol. XCII, page 362, of this Series.

juridique s'élevant entre elles et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, et notamment tous différends ayant pour objet :

- a) L'interprétation d'un traité ;
- b) Tout point de droit international ;
- c) La réalité de tout fait, qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente pour la solution du différend, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, la Cour décidera de cette question.

Chaque Partie est tenue d'exécuter le plus rapidement possible la sentence rendue par la Cour. Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'alinéa premier du présent article, et pour la solution desquelles une autre procédure n'a pas été prévue, seront soumises à une procédure de conciliation à instituer par un accord des Parties pour chaque cas particulier.

Article 3.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à La Haye dans le plus bref délai possible.

Le traité est conclu pour la durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si une procédure devant la Cour permanente de Justice internationale est pendante lors de l'expiration du présent traité, les dispositions de celui-ci resteront applicables.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité, et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double, à La Haye le 27 octobre 1928.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) VARNVAIDYA.

Pour copie certifiée conforme.

Le Ministre plénipotentiaire de Siam en France :

Phya Vijitavongs.

respect of all disputes of a legal nature arising between them which it has not been possible to settle within a reasonable period through the diplomatic channel, more especially all disputes relating to :

- (a) The interpretation of a treaty ;
- (b) Any question of international law ;
- (c) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;
- (d) The nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

In the event of a difference of opinion arising as to whether, according to the terms of the preceding paragraph, the Court has jurisdiction to settle the dispute, this matter shall be settled by the decision of the Court.

Each Party shall be bound to execute the award given by the Court as rapidly as possible.

If the High Contracting Parties differ on any question and are unable to reach a friendly settlement of their difference by the normal methods of diplomacy, if the question in dispute cannot be settled by a judicial decision as laid down in the first paragraph of the present Article and if no other procedure is provided for its settlement, the dispute shall be submitted to a procedure of conciliation to be instituted by agreement between the Parties in each case.

Article 3.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

The present Treaty is concluded for a period of five years from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced at least six months before the expiration of that term, it shall remain in force for a further period of five years, and similarly thereafter.

If proceedings before the Permanent Court of International Justice are pending at the time when the present Treaty expires, the provisions thereof shall still be applicable.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague, October 27, 1928.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) VARNAIDYA.

N° 2106.

AUTRICHE ET ESTONIE

Convention consulaire, avec protocole
additionnel. Signés à Vienne, le
15 octobre 1926.

AUSTRIA AND ESTONIA

Consular Convention, with Addition-
al Protocol. Signed at Vienna,
October 15, 1926.

N° 2106. — CONVENTION¹ CONSULAIRE ENTRE L'AUTRICHE ET L'ESTONIE. SIGNÉE A VIENNE, LE 15 OCTOBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 juillet 1929.

L'ESTONIE, d'une part, et l'AUTRICHE, d'autre part, désirant s'entendre sur l'admission dans leur territoire respectif de fonctionnaires consulaires et déterminer les droits, privilèges et immunités réciproques des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que définir leurs pouvoirs, ont résolu de conclure une convention consulaire et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Charles MENNING, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Rodolphe RAMEK, docteur en droit, chancelier fédéral ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Sont considérés comme consuls et fonctionnaires consulaires au sens de la présente convention, tous les fonctionnaires du service consulaire qui sont appelés à remplir des fonctions définies par le règlement consulaire des parties respectives, c'est-à-dire les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires, les secrétaires et les attachés consulaires.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et les agents consulaires pourront être des fonctionnaires consulaires de carrière (*consules missi*) ou bien des fonctionnaires *ad honorem* (*consules electi*). Les stipulations de la présente convention ne s'appliquent à ces derniers que dans la mesure où le règlement consulaire de l'Etat qui les a nommés les autorise à exercer les droits et à remplir les fonctions énumérées dans la présente convention.

Chacune des Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les ports, villes et places de l'autre Partie.

Les Parties contractantes se réservent toutefois le droit de désigner les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires ; cette réserve, bien entendu, ne pourra être appliquée à l'une des Parties contractantes sans l'être également à toutes les Puissances.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 28 juin 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2106. — CONSULAR CONVENTION² BETWEEN AUSTRIA AND ESTONIA. SIGNED AT VIENNA, OCTOBER 15, 1926.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Convention took place July 28, 1929.

ESTONIA, of the one part, and AUSTRIA, of the other part, being desirous of concluding an agreement regarding the admission to their respective territories of consular officials, of determining the reciprocal rights, privileges and immunities and of defining the powers of consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, have resolved to conclude a Consular Convention and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Charles MENNING, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Rudolph RAMEK, Doctor of Laws, Federal Chancellor ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

For the purposes of this Convention the terms "consul" and "consular official" shall include all officers of the consular service, namely, consuls-general, consuls, vice-consuls, consular agents and consular secretaries and attachés who are called upon to perform duties defined in the consular regulations of the respective Parties.

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents may be either consular officials *de carrière* (*consules missi*) or honorary officials (*consules electi*). The provisions of this Convention shall apply to the last-named category only in so far as these persons may be empowered by the consular regulations of the State which they represent to exercise the rights and to perform the duties enumerated in the present Convention.

Either of the Contracting Parties may appoint consuls-general, consuls, vice-consuls or consular agents in the ports, towns and places of the other Party.

Nevertheless, the Contracting Parties reserve the right to specify localities in which they do not desire to admit consular officials; this restriction, however, shall not be imposed upon the other Contracting Party unless it is likewise imposed upon all other Powers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, June 28, 1929.

Article II.

Partout où dans la présente convention il est question de « Consuls » on entend par cela les consuls généraux, les consuls et les vice-consuls ; de même par « Consulats », on entend les consuls généraux, les consulats et les vice-consulats.

Article III.

Les consuls seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et les formalités établies dans les pays de leur résidence après la présentation de leurs lettres de provision.

Lors de la présentation des lettres de provision, sera indiquée la circonscription du consulat ; tout changement relatif ultérieur relatif à cette circonscription sera communiqué au Ministère des Affaires étrangères de l'autre Partie contractante.

L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions sera délivré aux consuls, sans retard et sans frais, et sur la production dudit exequatur, les autorités supérieures de leur circonscription consulaire prendront immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter de leurs charges et qu'ils soient admis à la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissement de leur mission officielle, les consuls sont assurés de trouver auprès des autorités du pays de leur résidence le plus large concours et l'appui le plus bienveillant.

Article IV.

Les consuls de carrière pourront nommer des agents consulaires dans les ports, villes et places de leur circonscription consulaire respective, sauf l'approbation préalable du Ministère des Affaires étrangères de l'autre Partie contractante. Ces agents seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et ils exerceront leurs fonctions sous les ordres et sous la responsabilité de ce dernier et jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente convention.

Article V.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès, des consuls et des agents consulaires, les vice-consuls, les secrétaires et les attachés consulaires seront de plein droit admis, dans l'ordre prescrit par les règlements de chacune des Parties contractantes, à exercer par intérim, les fonctions consulaires.

Les autorités locales devront leur prêter assistance et protection et leur assurer, pendant leur gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges reconnus par la présente convention aux titulaires.

Article VI.

Les consuls et les agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison où sont installés les bureaux du consulat ou de l'agence consulaire, l'écusson de leur nation avec l'inscription « Consulat ou Agence consulaire de... », et arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage ; il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

Ils pourront également, sous les réserves formulées dans le présent article, en ce qui concerne le droit d'asile, placer les armes de leur nation et arborer le pavillon de leur pays sur les bateaux et voitures qu'ils monteront dans l'exercice de leurs fonctions.

Article II.

Whenever reference is made in the present Convention to "consuls" this term shall be taken to mean consuls-general, consuls and vice-consuls; similarly, the term "consulates" shall be taken to mean consulates-general, consulates and vice-consulates.

Article III.

After presenting their credentials, the consuls of either Party shall be admitted and recognised according to the rules and formalities established in the country in which they are appointed to reside.

When a consul presents his credentials, the area within which he is to perform his duties shall be indicated; any subsequent change in this area shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the other Contracting Party.

The exequatur necessary for the free exercise of their functions shall be issued to consuls without delay or charge, and on the production of the said exequatur the higher authorities of their consular areas shall immediately take the necessary steps to enable them to perform their duties and to give them the benefit of the immunities and exemptions to which they are entitled.

In the exercise of their functions and the performance of their official duties, consuls shall be accorded the fullest co-operation and the most generous support on the part of the authorities of the country in which they are resident.

Article IV.

Consuls *de carrière* shall be entitled to appoint consular agents in the ports, towns and places in their consular districts, subject to the previous approval of the Ministry of Foreign Affairs of the other Contracting Party. These agents shall be provided with certificates issued by the consul who has appointed them. They shall carry out their duties under the orders and on the responsibility of the aforesaid consul, and they shall enjoy the privileges and immunities which are laid down in the present Convention.

Article V.

In the case of inability to attend or the absence or death of consuls or consular agents, the vice-consuls, consular secretaries or attachés, shall without further formality be authorised, in the order fixed by the regulations of the respective Contracting Parties, to discharge the consular duties *ad interim*.

The local authorities shall render them every assistance and protection and shall accord them during their temporary term of office the benefit of the exemptions, prerogatives, immunities and privileges conferred upon titular holders by the present Convention.

Article VI.

Consuls and consular agents shall be entitled to place above the outer door of the house in which the offices of the consulate or consular agency are established the coat of arms of their nation, with the inscription "Consulate" or "Consular Agency of....."; and to fly the flag of their country on the consular building on days of public ceremonies and on other customary occasions; it is understood that these external signs shall never be interpreted as constituting a right of asylum.

Subject to the reservation made in the present Article with regard to the right of asylum, they may also display their national coat-of-arms and fly the flag of their country on the vessels and vehicles which they employ in the performance of their duties.

Article VII.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, de l'exemption des logemens, contributions et prestations militaires, ainsi que de toutes contributions directes, imposées par une autorité quelconque des Etats respectifs, qui ont le caractère d'impôts personnels, à condition qu'ils soient ressortissants de la Partie contractante qui les a nommés et à moins qu'ils ne fassent du commerce ou qu'ils n'exercent quelque industrie ou autre profession; dans le dernier cas, ils seront soumis, quant à leur commerce ou leur industrie, aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers. La participation à de telles entreprises commerciales, industrielles ou professionnelles est considérée comme équivalente à l'exercice. N'est pas considérée comme participation en ce sens, la possession d'actions et d'autres titres similaires. L'exemption ne s'étend pas aux impôts perçus par des propriétés immobilières ou de créances hypothéquées, ni à l'impôt perçu des produits de capitaux par voie de déduction ou à l'impôt sur des tantièmes que les consuls touchent comme membres de l'administration d'une entreprise commerciale, industrielle ou professionnelle sise dans l'Etat où ils exercent leurs fonctions.

En tant qu'il s'agit toutefois de l'exemption des impositions directes, il est bien entendu que seuls les fonctionnaires consulaires de carrière pourront jouir de cette exemption et en aucun cas dans une plus grande étendue que les représentants diplomatiques des Parties contractantes.

Les privilèges et exemptions mentionnées à l'alinéa premier du présent article seront également accordés aux autres fonctionnaires du service consulaire, en tant qu'ils auront le caractère des fonctionnaires de carrière et qu'ils seront ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Les consuls et les agents consulaires, ainsi que les fonctionnaires consulaires mentionnés au troisième alinéa du présent article seront autorisés, en se transférant sur le territoire de l'autre Partie contractante, à faire entrer, sans payer des droits de douane, ou toute autre contribution, imposée par les Etats respectifs à l'occasion de l'importation de biens meubles, d'un mobilier et des ustensiles de ménage pris en usage. Cette disposition ne s'applique pas aux articles de consommation.

Les consuls, les agents consulaires, les secrétaires et les attachés consulaires, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté pour les infractions qui, en vertu de la législation du pays de la résidence, sont punissables d'une peine d'emprisonnement au-dessus d'une année ou d'une peine plus grande.

En cas d'arrestation ou de mise en accusation d'un consul, d'un agent consulaire, d'un secrétaire ou d'autres fonctionnaires consulaires, le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel l'arrestation ou la mise en accusation a eu lieu, en informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat auquel appartient le dit fonctionnaire consulaire.

Les consuls, les agents consulaires et les attachés consulaires titulaires ou intérimaires, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, ne seront pas justifiables des tribunaux de l'Etat de leur résidence à raison des actes de leurs fonctions, accomplis par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par le règlement consulaire de leur pays.

Article VIII.

Les consuls, les agents consulaires, les secrétaires et les attachés consulaires devront déférer aux invitations qui leur seront adressées sous forme de correspondance officielle et sans menace de sanctions pénales en cas de non-comparution, par les tribunaux de l'Etat de leur résidence à l'effet de comparaître comme témoins.

Les consuls et les agents consulaires, à condition qu'ils soient chefs de consulat et d'agence consulaire et ressortissants de l'Etat qui les a nommés, pourront toutefois faire valoir, comme motifs légitimes d'excuse, les empêchements résultant d'une maladie ou de nécessités urgentes du service excepté dans le cas où leur témoignage serait requis dans les affaires pénales concernant les infractions qui, en vertu de la législation du pays de la résidence, sont punissables d'une peine de prison au-dessus d'une année ou d'une peine plus grande.

Article VII.

Consuls and consular agents of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party exemption from military billeting, payments and contributions, and from any direct taxation imposed by any authority of the State in question which is in the nature of a personal tax, provided that they are nationals of the Contracting Party which appointed them and that they do not engage in commerce or industry or any other occupation ; if they do so occupy themselves, they shall be subject to the same taxes, charges and dues in respect of their commerce or industry as private persons. Participation in such commercial, industrial or other enterprises shall be regarded as equivalent to being engaged in those enterprises. The possession of shares or other similar holdings shall not be deemed to be participation for the purposes of this Article. Exemption shall not be extended to taxes levied on immovable property or mortgage debts, or to the tax levied on the yield of capital by deductions therefrom, or to the tax on directors' fees which consuls may receive as members of the board of directors of an industrial, commercial or professional undertaking situated in the State in which they exercise their functions.

It is understood that exemption from direct taxation shall apply only to officials *de carrière* of the consular service and that such exemption shall in no case be more extensive than that accorded to the diplomatic representatives of the Contracting Parties.

The privileges and exemptions mentioned in the first paragraph of the present Article shall also be granted to other officials of the consular service, provided that they are officials *de carrière* and that they are nationals of the State which appointed them.

Consuls and consular agents, as also consular officials specified in the third paragraph of this Article, shall be authorised, when moving into residence in the territory of the other Contracting Party, to import their furniture and the household utensils which they have in use free from all Customs duties or other charges of whatever kind to which personal property is liable on importation in the respective States. This provision shall not be applicable to articles of consumption.

Consuls, consular agents and consular secretaries or attachés who are nationals of the State which appointed them may not be subject to arrest or to custody pending trial, except for offences which, under the laws of the country in which they reside are punishable with imprisonment for a period exceeding one year or with a severer penalty.

In the case of the arrest or prosecution of a consul, consular agent, secretary or other consular official, the Government of the State in the territory of which the arrest or prosecution takes place shall immediately inform the diplomatic representative of the State which appointed the said consular official.

Consuls, consular agents and consular secretaries or attachés whether titular holders or acting temporarily, who are nationals of the Contracting State which has appointed them, shall not be amenable to the jurisdiction of the courts of the country of residence on account of any action which they have taken in the performance of their official duties and which does not exceed the powers conferred on them by the consular regulations of their own country.

Article VIII.

Consuls, consular agents and consular secretaries or attachés shall comply with requests to appear as witnesses which may be addressed to them, officially and without any threat of penalties in the event of their non-appearance, by the courts of the State in which they reside.

Consuls and consular agents may, however, provided that they are heads of consulates or consular agencies and are nationals of the State which has appointed them, adduce as legitimate reasons for non-attendance hindrances resulting from illness or urgent official duties, excepting cases when their evidence is required in criminal proceedings in respect of offences punishable under the laws of the country in which they reside, with imprisonment for more than one year, or with a severer penalty.

Dans le cas où, pour des raisons précitées, les consuls et les agents consulaires ne se présenteraient pas devant les tribunaux, les autorités judiciaires se rendront à leurs bureaux ou à leurs habitations afin de leur demander une déposition par écrit sous la forme prévue par la législation du pays ou de recueillir leur témoignage.

Les consuls, les agents consulaires, les secrétaires et les autres fonctionnaires consulaires, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, pourront se refuser à déposer ou à produire des documents dont ils seraient détenteurs en opposant le secret d'Etat.

Au cas où les autorités judiciaires n'admettraient pas comme fondées l'excuse et l'exception prévues par le présent article, elles devront s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard des fonctionnaires consulaires susnommés, toutes les difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article IX.

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ou saisir les livres, les papiers et autres objets qui en font partie. Ces livres, papiers et autres objets devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires respectifs et de leurs documents privés.

Les locaux officiels des consulats et des agences consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte, — excepté le cas où il s'agit de poursuivre une infraction qui en vertu de la législation locale du pays de la résidence est punissable d'une peine d'emprisonnement au-dessus d'une année ou d'une peine plus grande — pénétrer dans les locaux officiels et dans aucun cas ne pourront visiter ou saisir les papiers officiels qui s'y trouvent.

Il est bien entendu que les locaux consulaires ne pourront dans aucun cas servir de lieu d'asile.

Si un consul ou un agent consulaire requis par l'autorité judiciaire ou administrative locale de se dessaisir de pièces (prévues à l'alinée 4 de l'article VIII de la présente convention) qu'il détient ou de les produire se refuse à le faire, l'autorité judiciaire ou administrative ne pourra user à l'égard du fonctionnaire consulaire d'aucune mesure coercitive, les difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article X.

Les consuls et les agents consulaires des Parties contractantes sont admis à protéger leurs nationaux et à défendre, en vertu de droit et des usages internationaux, et dans les limites de leur compétence, tous les droits et intérêts des ressortissants de leur pays.

Dans ce but, ils pourront s'adresser à toutes les autorités aussi bien judiciaires qu'administratives de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux traités et conventions existant entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si la réclamation n'était pas accueillie par les autorités locales de leur circonscription ils ne pourront avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en l'absence de tout représentant diplomatique de leur pays.

Article XI.

Les consuls, les agents consulaires, les secrétaires et les attachés consulaires de chacune des Parties contractantes, en tant qu'ils y seront autorisés par les autorités de l'Etat qui les a nommés, auront le droit :

1° De recevoir dans leur chancellerie et à bord des navires de leur nation, toutes déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants, ainsi que tous autres ressortissants de leur pays ;

In the event of the said consular officials failing to appear before the courts for the reasons mentioned above, the judicial authorities shall proceed to their offices or residences and ask them for a written statement in the form provided for by the legislation of the country, or shall take their evidence.

Consuls, consular agents and secretaries or other consular officials who are nationals of the State which appointed them may refuse to give evidence or to produce documents which are in their possession on the ground that they would be divulging State secrets by so doing.

Should the judicial authorities not deem well-founded the excuse or exception provided for in the present Article, they shall nevertheless refrain from employing any measure of coercion against the consular officials in question and leave all difficulties of this nature to be settled through the diplomatic channel.

Article IX.

The consular archives shall at all times be inviolable and the local authorities may not under any pretext examine or seize any books, documents or other articles forming part thereof. These books, papers and articles shall always be kept completely separate from books and papers relating to the commerce or industry in which the respective officials may be engaged, and from their private documents and other papers.

The official premises of consuls and consular agents shall at all times be inviolable. The local authorities may not enter the official premises under any pretext — except in the case of proceedings in respect of offences which, under the law of the country of residence, are punishable with imprisonment exceeding one year or with any severer penalty ; nor may they in any circumstances whatever examine or seize the official papers kept there.

It is understood that the consular premises may in no case serve as a place of asylum.

If a consul or consular agent, who is called upon by the local judicial or administrative authority (as provided in the fourth paragraph of Article VIII of the present Convention) to hand over documents in his possession or to produce them, refuses to do so, the judicial or administrative authority shall nevertheless refrain from employing any measure of coercion against the said consular official and shall leave all difficulties of this nature to be settled through the diplomatic channel.

Article X.

Consuls and consular agents of the Contracting Parties shall be entitled to protect their nationals and to defend, on the basis of international law and usage and within the limits of their competence, all the rights and interests of the nationals of their countries.

To this end they may appeal to any of the authorities, whether judicial or administrative, of their district against any breach of treaties or conventions existing between the two countries, and against any abuses of which their nationals may have to complain. Should their complaints not be received by the local authorities of their districts, they may apply direct to the Government of their country of residence only in the absence of any diplomatic representative of their own country.

Article XI.

Consuls, consular agents and consular secretaries or attachés of the Contracting Parties, in so far as they are authorised to do so by the authorities of the State which appointed them, shall be entitled :

- (1) To take cognisance in their offices or on board vessels of their nations of any declarations which may be made by masters, members of the crew or passengers, by traders or by any other nationals of their countries ;

2° De recevoir, de dresser et de légaliser dans la chancellerie, au domicile des Parties et à bord des navires de leur nation, des actes juridiques unilatéraux et des dispositions testamentaires de leurs nationaux ainsi que tous les actes juridiques bilatéraux où figurent seulement leurs nationaux ou bien leurs nationaux et d'autres personnes, ressortissant au pays de leur résidence ou à une tierce Puissance ;

3° De recevoir, de dresser et de légaliser dans la chancellerie et à bord des navires de leur nation, des actes juridiques unilatéraux et bilatéraux où figurent seulement des ressortissants du pays de la résidence ou d'une tierce Puissance, pourvu que ces actes aient rapport à des droits et biens situés ou à des affaires à traiter ou qui sont destinés à produire des effets juridiques sur le territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou l'agent consulaire par devant lequel ils seront passés ;

4° De traduire, de légaliser toute espèce d'actes et de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur pays ou du pays de la résidence ; ces traductions auront dans les deux pays la même force et la même valeur que si elles eussent été faites par des fonctionnaires publics ou les interprètes jurés de ces deux pays.

Il est entendu que les stipulations ci-dessus ne seront pas applicables aux actes juridiques bilatéraux concernant le transfert du droit de propriété ou ayant pour but de grever les immeubles situés sur les territoires de l'Etat de la résidence du consul ou de l'agent consulaire.

Les copies, extraits et expéditions des actes dressés en vertu du présent article par les consuls et agents consulaires, dûment légalisés par lesdits fonctionnaires consulaires et scellés du sceau du consulat ou des agences consulaires feront foi, tant en justice que hors de justice, soit dans l'une, soit dans l'autre des Parties contractantes au même titre que les originaux et auront le même caractère d'authenticité et la même force probante que s'ils avaient été passés par devant un notaire ou un officier public de l'ordre judiciaire de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat auquel appartient le consul ou l'agent consulaire, et aient été ensuite soumis de même que les originaux au timbre et à l'enregistrement ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de la copie, de l'extrait ou de l'expédition d'un acte dressé à la chancellerie des consulats ou des agences consulaires, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Article XII.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Parties contractantes pourront, en tant qu'ils y seront autorisés par les lois et règlements de leur pays, dresser des actes de naissance et de décès des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Il est bien entendu que la présente stipulation ne peut nullement altérer l'obligation imposée par les lois territoriales aux particuliers de faire des déclarations de naissance et de décès aux autorités locales.

Article XIII.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Parties contractantes auront, conformément au règlement consulaire de l'Etat qui les a nommés, le droit de délivrer les passeports et autres documents personnels, ainsi que de viser les passeports, les certificats constatant l'origine ou la provenance des marchandises et d'autres pièces analogues.

Article XIV.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à se délivrer, sur demande, des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, de mariage et décès, des actes de reconnaissance et de légitimation d'enfants naturels, ainsi que des actes d'adoption concernant les ressortissants de l'autre partie.

(2) To take cognisance of, draw up and legalise in their offices, at the residences of the parties, or on board vessels of their nations the unilateral legal acts and testamentary dispositions of their nationals, and also bilateral legal agreements between their nationals only, or between their nationals, on the one hand, other persons, nationals of the country in which they reside, or of a third Power, on the other hand ;

(3) To take cognisance of, draw up, and legalise in their offices, or on board vessels of their nations unilateral and bilateral legal acts between nationals of the countries in which they reside or of a third Power, provided that these acts relate to rights and property situated in, or to business to be transacted or destined to produce legal effects in, the territory of the nation to which the consul or consular agent before whom the acts are executed belongs ;

(4) To translate and legalise all acts and documents emanating from the authorities or officials of their country or of the country in which they reside ; these translations shall have the same force and the same authority in each of the two countries as if they had been drawn up by the public officials or the sworn interpreters of either of the two countries.

It is understood that the above stipulations shall not be applicable to bilateral legal acts concerning the transfer of the right of ownership or designed to create a charge on immovable property situated in the territory of the State in which the consul or consular agent resides.

Copies, extracts and transcripts of acts drawn up in virtue of the present Article by consuls and consular agents duly legalised by the said consular officials and bearing the seal of the consulates or consular agencies shall have the same validity as the originals for legal or other purposes in either of the two Contracting States, and shall have the same character of authenticity and the same value as evidence as if they had been executed before a notary or legal officer of either country, provided that these acts were drawn up in the form prescribed by the laws of the State to which the consul or consular agent belongs, and were afterwards sealed and registered together with the originals, and subjected to all the other formalities prescribed in the country in which the act is to be enforced.

Should any doubt arise as to the authenticity of the copy, extract or transcript of an act drawn up in the office of the respective consulates or consular agencies, the person concerned shall be allowed to have it compared with the original and to be present when this is done if he so desires.

Article XII.

The consuls and consular agents of each of the Contracting Parties shall be entitled, in so far as they are authorised to do so by the laws and regulations of their respective countries, to draw up the birth and death certificates of nationals of the State which appointed them.

It is understood that the present stipulation does not affect the obligation imposed by the laws of the two countries to notify births and deaths to the local authorities.

Article XIII.

The consuls and consular agents of each of the Contracting Parties shall be entitled, in conformity with the regulations of the State which appointed them, to issue passports and other personal papers and to endorse passports, certificates indicating the origin of goods and other similar acts.

Article XIV.

The Contracting Parties mutually undertake to forward to each other, on request, duly legalised copies of birth, marriage and death certificates, of acts recognising or legitimising children born out of wedlock, and of acts of adoption concerning the nationals of the other Party.

La rédaction et la communication desdites expéditions auront lieu dans la forme usitée dans chaque pays contre le paiement des taxes prévues par les lois et règlements qui y sont en vigueur et par l'intermédiaire des consulats et des agences consulaires de la Partie contractante qui en aurait fait la demande. La rédaction et la communication en auront toutefois lieu sans frais, quand les expéditions en question seront réclamées par la voie diplomatique pour les besoins officiels des Parties contractantes ou en faveur des personnes indigentes.

Article XV.

En matière de succession laissée par les ressortissants d'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, les prescriptions suivantes seront observées :

Paragraphe premier. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront, dans le territoire de l'autre, admis à l'égalité des nationaux à succéder aux biens qui leur seront déferés dans cet Etat en vertu de la loi ou du testament, et d'en prendre possession.

Paragraphe 2. Les successions des Estoniens en Autriche et des Autrichiens en Estonie ne seront pas frappées de droits de mutation autres et plus élevés que les successions des nationaux.

Paragraphe 3. Les décisions concernant les droits successoraux, quant aux biens meubles, seront de la compétence des autorités de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

Seront entendus par droits successoraux : la succession *ab intestat*, le droit de la réserve, la succession testamentaire, la donation à cause de mort et le legs.

Dans le cas où, à l'égard de la succession mobilière, seront présentées des prétentions fondées sur un autre titre juridique de la part des ressortissants de l'Etat où sont situés les biens successoraux, la décision en appartiendra aux autorités de cet Etat qui appliqueront les lois qui y sont en vigueur.

Paragraphe 4. La décision de toute question relative à la succession immobilière sera de la compétence des autorités de l'Etat où les biens immobiliers sont situés.

Paragraphe 5. Les biens dont le défunt n'était pas libre de disposer à cause de mort (fidéicommiss) seront soumis aux lois de l'Etat dans lequel ils sont situés.

Les mêmes lois seront applicables aux restrictions de droit public dont l'héritage ou ses parties se trouveraient être l'objet.

Paragraphe 6. Si les biens laissés par le défunt sont en vertu de ses lois nationales en déshérence, ils seront soumis comme héritage en déshérence aux lois de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouveront au moment de la mort du *de cuius*.

Sont à considérer comme biens en déshérence, les biens qui par effet des lois nationales du pays du défunt, à défaut d'autres successibles, reviendraient de droit, soit à l'Etat, soit à quelque autre personne morale.

Paragraphe 7. Dans le cas où la compétence en matière de succession est, selon le paragraphe 3 du présent article, réservée aux autorités nationales du *de cuius*, les autorités de l'Etat où se trouvent les biens successoraux, sur la demande d'une personne, ressortissante du pays ou y domiciliée, qui aura fait valoir ses droits successoraux, agiront à l'égard de la succession de la même manière que si elle était laissée par un national, en appliquant toutefois les lois du pays auquel appartenait le défunt.

Cette procédure ne sera cependant appliquée que dans le cas où aucun des autres héritiers dûment avertis n'élèverait de protestations.

Paragraphe 8. Si un ressortissant de l'une des Parties contractantes décède en laissant la totalité ou une partie de sa succession sur le territoire de l'autre Partie, les autorités de cette dernière se borneront en principe à assurer la conservation des biens dépendant de la succession, et à sauvegarder les droits successoraux et les prétentions de ses propres ressortissants, des habitants du pays, ainsi que du fisc.

The said copies shall be drawn up and forwarded in the customary form employed in each country, on payment of the fees prescribed by the laws and regulations in force and through the intermediary of the consulates and consular agencies of the Contracting Party making the application. The copies in question shall, however, be drawn up and forwarded free of charge when they are applied for through the diplomatic channel for the official requirements of the Contracting Parties or on behalf of indigent persons.

Article XV.

With regard to estates left by nationals of one of the Contracting Parties in the territory of the other Party, the following rules shall be observed :

Paragraph 1. The nationals of either of the Contracting Parties shall be entitled in the territory of the other, on the same footing as nationals, to succeed to property which may be bequeathed to them in that State by law or testament and to take possession of such property.

Paragraph 2. The estates of Estonians in Austria and of Austrians in Estonia shall not be liable to transfer duties other or higher than those imposed on the estates of nationals.

Paragraph 3. The authorities of the State of which the deceased was a national shall be competent to take decisions concerning succession rights in respect of the movable property.

Succession rights shall be taken to include succession *ab intestato*, the right to the reserved portion of the estate, testamentary succession, *donatio mortis causa* and legacies.

Should claims in respect of the movable property be put forward on some other legal ground by nationals of the State in which the property is situated, they shall be dealt with by the authorities of that State, which shall apply the laws in force therein.

Paragraph 4. All questions relating to succession to immovable property shall be decided by the authorities of the State in which such property is situated.

Paragraph 5. Property of which the deceased was not able to dispose *mortis causa* (property in trust) shall be dealt with according to the laws of the State in which it is situated.

The same laws shall apply to the restrictions of public law to which the estate or any parts thereof may be subject.

Paragraph 6. If the property left by the deceased is escheatable according to the laws of the State of which he was a national, it shall be subject as an escheatable estate to the laws of the State in the territory of which it is situated at the time of his death.

Property shall be regarded as escheatable if under the national laws of the deceased it would revert in default of other heirs either to the State or to some other juristic person.

Paragraph 7. In cases in which jurisdiction in questions of succession is reserved under paragraph 3 of the present Article to the national authorities of the deceased, the authorities of the State in whose territory the inheritance is situated shall, on application being made by any person who is a national of or is domiciled in the country and who has put forward a claim to the succession, adopt the same procedure in dealing with the estate as if it had been left by a national, but shall apply the laws of the country to which the deceased belonged.

The above procedure shall, however, only be followed if none of the other heirs to the estate, having been duly notified, lodge an objection.

Paragraph 8. If a national of one of the Contracting Parties dies leaving the whole or part of his estate in the territory of the other Party, the authorities of the latter Party shall in principle confine their action to preserving intact the property belonging to the estate and to safeguarding the succession rights and the claims of their own nationals, of the inhabitants of the country, and of the fiscal authorities.

Paragraphe 9. En cas d'ouverture d'une succession laissée par un ressortissant de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales seront tenues d'en aviser immédiatement la plus proche autorité consulaire de la nation du défunt ; dans la mesure du possible, les autorités locales communiqueront en même temps à l'autorité consulaire, les renseignements éventuels sur le contenu de l'hoirie sur les personnes des héritiers, sur leur résidence, sur l'existence d'une disposition à cause de mort, ainsi que sur les mesures relatives à la conservation de la succession qui ont été prises par lesdites autorités.

Si c'est l'autorité consulaire qui était d'abord informée de l'ouverture de la succession, elle en renseignera de la même façon les autorités locales.

En ce qui concerne la succession mobilière, l'autorité consulaire apposera les scellés, dressera l'inventaire des biens mobiliers et s'occupera de l'administration et de la liquidation de la succession. Afin de faciliter la coopération des autorités locales dans les limites où — conformément au paragraphe 8 du présent article — lesdites autorités sont appelées à prendre des dispositions visant la sauvegarde des prétentions et des droits successoraux, l'autorité consulaire devra informer l'autorité locale de toute disposition qu'elle a l'intention de prendre au sujet de la succession au moins vingt-quatre heures d'avance.

Paragraphe 10. L'autorité consulaire et l'autorité locale se communiqueront mutuellement, sur demande, toutes les circonstances importantes pour la taxation des droits successoraux. La délivrance des biens successoraux aux héritiers dûment légitimés ou leur envoi à l'étranger n'aura lieu qu'après que seront satisfaits ou suffisamment garantis les taxes successorales, les prétentions formulées contre les biens de la succession, ainsi que les droits successoraux incontestables des ressortissants de l'Etat où se trouvent les biens de la succession, et des personnes y domiciliées.

L'autorité consulaire pourra cependant payer d'avance sur la masse de l'héritage, les frais de dernière maladie et d'enterrement du défunt, les salaires des domestiques, les loyers dûs pour le dernier semestre, les taxes judiciaires et consulaires et autres taxes de la même nature, ainsi que, en cas de besoin urgent, les dépenses nécessaires d'entretien de famille du défunt. Toutefois les créanciers de la succession ne pourront pas s'opposer à la délivrance des biens de la succession si, dans le délai de neuf mois à partir du décès du *de cuius*, ils n'arrivent pas à établir que leurs prétentions ont été ou bien reconnues par les héritiers ou bien approuvées par une décision judiciaire passée en force de chose jugée, ou au moins régulièrement déposées devant l'autorité compétente.

Paragraphe 11. Dans toutes les questions auxquelles pourront donner lieu la dévolution, l'administration et la liquidation des successions laissées par les ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les fonctionnaires consulaires respectifs représenteront de plein droit les héritiers absents et seront reconnus d'office comme leurs fondés de pouvoirs sans qu'ils soient obligés de prouver leur mission par un mandat spécial pour autant que lesdits héritiers n'aient pas institué d'autres mandataires et seront ressortissants de l'Etat qui a nommé les fonctionnaires consulaires.

Il est bien entendu que les fonctionnaires consulaires étant considérés comme fondés de pouvoir de leurs nationaux ne pourront jamais être personnellement mis en cause relativement à toute affaire concernant la succession.

Paragraphe 12. Les fonctionnaires consulaires des Parties contractantes connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et d'autres opérations pratiquées pour la conservation et la liquidation de successions laissées par les gens de mer, les passagers et autres voyageurs de leur pays décédés pendant la traversée, soit dans le port, soit à terre, soit à bord d'un navire.

Article XVI.

Les consuls et les agents consulaires seront admis à exercer la protection des enfants mineurs, des faibles d'esprit et d'autres incapables, ressortissants de l'Etat auquel appartiennent lesdits fonctionnaires consulaires ; à cet effet, ces derniers auront le droit de prendre, dans les limites de la législation locale, toutes les mesures nécessaires qu'ils jugeront utiles.

Paragraph 9. In the case of the opening of a succession relating to an estate left by a national of one of the Contracting Parties in the territory of the other Party, the local authorities shall be required to notify immediately the nearest consular authority of the deceased's country. Whenever possible, the local authorities shall communicate at the same time to the consular authority any particulars that may be available regarding the nature of the hereditament, the heirs and their place of residence, the existence of a *mortis causa* deed, and the measures with respect to the safeguarding of the estate which have been taken by the said authorities.

If the consular authority is the first to receive information of the opening of the succession, it shall notify the local authorities in the same manner.

In the case of personal estate, the consular authority shall affix the seals, draw up an inventory of the movable property and arrange for the administration and liquidation of the estate. In order to facilitate the co-operation of the local authorities in so far as, under paragraph 8 of the present Article, these authorities are called upon to take measures for the safeguarding of succession claims and rights, the consular authority shall inform the local authorities of any measures it intends to take with regard to the estate, not less than twenty-four hours beforehand.

Paragraph 10. The consular authority and the local authorities shall inform each other, on request, of all important circumstances connected with the assessment of succession duty. The property of the deceased shall not be handed over to the heirs as duly established by law or be sent abroad until the liabilities in respect of succession duties, claims put forward against the estate and the indisputable succession rights of nationals of the State in which the property is situated and of persons domiciled therein have been discharged or the discharge thereof sufficiently guaranteed.

The consular authority may, however, advance out of the estate the expenses of the last illness and of the funeral of the deceased, the wages of his servants, the rent due for the last half-year, the legal, consular and similar fees, and in cases of urgency the necessary maintenance expenses of the family of the deceased. Nevertheless, the creditors of the estate cannot oppose the handing over of the property concerned if within nine months of the death they have not been able to prove that their claims have been recognised by the heirs or recognised by a final judicial decision, or that they have at least been duly submitted to the competent judicial authority.

Paragraph 11. In all questions arising out of the transfer, administration and liquidation of estates left by the nationals of one of the Contracting Parties in the territory of the other, the respective consular officials shall have full power to represent the absent heirs and shall be recognised as their legal representatives without being obliged to prove their title by a special authorisation, provided that the said heirs have not appointed other representatives and are nationals of the State which appointed the consular officials.

It is understood that consular officials in their capacity as legal representatives of their nationals shall in no case be treated as personally responsible in connection with any matter relating to the succession.

Paragraph 12. The consular officials of the Contracting Parties shall possess exclusive competence in respect of the taking of inventories and other acts involved in the conservation and liquidation of the estates of seamen, passengers and other travellers of their nation dying in the course of their voyage in port, on land or on board ship.

Article XVI.

Consuls and consular agents shall be entitled to protect minors and feeble-minded and other incapable persons who are nationals of the State which appointed these officials; to this end the said consular officials shall be entitled to take all measures they may think fit within the limits of the local law.

Article XVII.

Les consuls et les agents consulaires des Parties contractantes auront le droit de porter tout secours et toute assistance aux navires de commerce de leur nation séjournant dans les ports maritimes de leur circonscription consulaire.

Dans ce but, ils pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de commerce de leur nation après que ces navires auront été admis en libre pratique. Ils pourront interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers du bord, recevoir conformément aux stipulations de l'article XI de la présente convention, les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires de commerce, enfin accompagner les capitaines et les gens de l'équipage devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auront à former.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, ainsi que les officiers et agents de la douane du pays ne pourront — dans les ports maritimes où réside un consul ou agent consulaire de l'une des Parties contractantes — opérer à bord des navires de commerce ni recherches, ni visites autres que les visites ordinaires de douane et de santé, ni arrestation, ni emprisonnement ou autre fonction officielle nécessitant les moyens de contrainte, sans prévenir auparavant ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, le consul ou agent consulaire de la nation à laquelle le bâtiment appartient, afin qu'il puisse assister à la visite. Ils devront également donner en temps opportun au consul ou à l'agent consulaire, les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire devant les tribunaux ou administrations du pays.

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls ou agents consulaires indique une heure précise et, si les consuls ou les agents consulaires négligeaient de s'y rendre en personne ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales compétentes seront toutefois tenues d'informer sans délai le consul ou l'agent consulaire de toute visite ou autre fonction officielle dont il est question dans l'alinéa précédent, opérée en leur absence et d'indiquer en même temps les justes raisons d'urgence ; elles feront de même lorsque le consul ou l'agent consulaire ne réside pas dans le port.

Article XVIII.

En tout ce qui concerne la police des ports maritimes, le chargement et le déchargement des navires de commerce et la sûreté des marchandises, biens et effets dans ces ports, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays sous la condition expresse que tout privilège et toute faveur qui seraient accordés dans un tel port par l'une des Parties contractantes aux navires marchands de la nation la plus favorisée, seront également accordés dans ce port aux navires de l'autre partie. Les consuls et les agents consulaires dans lesdits ports, compte tenu des limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord de navires marchands de leur nation ; ils régleront eux-mêmes, conformément aux lois de l'Etat qui les a nommés, les contestations de toute nature qui surviendraient entre le capitaine, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement celles relatives à la solde et l'accomplissement des engagements réciproques contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque le désordre survenu à bord du navire serait de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouverait mêlée. Même dans ce cas, les autorités locales en donneront avis, si faire se pourra, préalablement au consul ou agent consulaire compétent.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls et aux agents consulaires, si elles sont requises par eux pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions, et notamment pour faire arrêter et renvoyer à bord du navire de commerce toute personne inscrite sur le rôle d'équipage ou — s'il ne s'agit pas d'un ressortissant du pays — de le conduire en prison chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits consuls et agents consulaires

Article XVII.

The consuls and consular agents of each of the Contracting Parties shall be entitled to render all relief and assistance to merchant ships of their nation calling at the seaports of their consular area.

For this purpose they may proceed personally or send representatives on board merchant ships of their nation, after these ships have been admitted to *pratique*.

They may question the masters and crews, examine the ship's papers, take cognisance in conformity with Article XI of the present Convention of declarations regarding their voyage, their destination and the events of the journey ; draw up manifests and facilitate the departure of their vessels ; and accompany the masters or crews before the courts or administrative offices of the country for the purpose of acting as interpreters and agents in any business they may have to transact or in submitting any applications they may have to make.

In seaports in which there resides a consul or consular agent of one of the Contracting Parties, the judicial and administrative officials and the Customs officials and agents of the country may not effect examination or searches on board merchant ships other than ordinary Customs and medical examinations, or arrest or imprison or effect any other official act necessitating compulsion without notifying previously, or in urgent cases at the time of the action in question, the consul or consular agent of the nation to which the vessel belongs, in order that he may be present during the examination. They must also give the consul or consular agent sufficient notice to enable him to be present when any declarations are made by masters or crews before the courts or administrative authorities of the country.

The invitation addressed in the above-mentioned cases to consuls or consular agents shall specify an exact hour, and if the consul or consular agent fails to attend in person or to send a representative, the proceedings shall be conducted in his absence. The competent local authorities shall nevertheless be obliged to inform the consul or consular agent without delay of any examination or other official proceedings of the nature referred to in the previous paragraph effected in his absence, and at the same time to state the real reasons which necessitated urgent action ; they shall do so even if the consul or consular agent does not reside in the port.

Article XVIII.

In all that concerns seaport police regulations, the loading and unloading of merchant ships and the safeguarding of merchandise, goods and effects, the laws, decrees and regulations of the country shall be observed, subject to the express condition that any privilege or advantage which may be granted in such ports by one of the Contracting Parties to the merchant ships of the most favoured nation shall also be granted in that port to the ships of the other Party. Within the limits laid down in the laws of the State which appointed them, consuls and consular agents in the above ports shall alone be responsible for the maintenance of order on board merchant ships of their nation ; they shall themselves decide, in conformity with the laws of the State which appointed them, disputes of all kinds which may arise between the masters, officers and seamen of such ships, especially those relating to pay and the execution of contracts entered into between them.

The local authorities shall be entitled to intervene only when disturbances occurring on board a ship are of a nature to endanger public tranquillity on land or in the seaport, or when a person not belonging to the crew is involved. Even in this case, the local authorities shall, if possible, notify the competent consul or consular agent.

In all other cases the said authorities shall confine themselves to giving their assistance to the consuls and consular agents if the latter so request, and to helping them in the discharge of their duties, particularly in arresting and conveying on board a merchant ship any person entered as a member of the crew, or, provided that he is not a national of the country, in conducting him to prison whenever the said consuls or consular agents for any reason deem it

jugeront nécessaire ; si l'arrestation devait être maintenue, lesdits consuls et agents consulaires en donneront avis, dans le plus bref délai possible, par une communication officielle aux autorités judiciaires compétentes du pays.

Article XIX.

Lorsqu'un navire de mer, appartenant au gouvernement ou à des ressortissants de l'une des Parties contractantes, fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre partie, les autorités locales devront en avertir sans retard le consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le sinistre aura eu lieu.

Toutes les opérations relatives au sauvetage de commerce de l'une des Parties contractantes qui naufrageraient ou s'échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre, seront dirigées par les consuls ou les agents consulaires.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux pays que pour assister les fonctionnaires consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou des agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois de ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage, ainsi que la conservation des objets sauvés et de ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires de commerce de la nation la plus favorisée.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les opérations mentionnées dans le présent article, seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne sont sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article XX.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulation contraire entre armateurs, chargeurs ou assureurs, les avaries que les navires de commerce des deux pays auraient souffert en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls ou agents consulaires de leur nation, à moins que les ressortissants du pays dans lequel résident lesdits consuls ou agents consulaires ou ceux d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries ; dans ce dernier cas et à défaut du compromis amiable entre toutes les Parties intéressées, elles devront être réglées par les autorités locales.

Article XXI.

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder en outre à l'autre partie en matière d'établissement consulaire, comme en tout ce qui concerne l'exercice des fonctions consulaires, ainsi que la jouissance des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs, le traitement de la nation la plus favorisée. Il est convenu toutefois qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur de ses fonctionnaires et de ses employés consulaires, des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires et aux employés consulaires de l'autre Partie.

necessary ; if the person in question is to be detained in custody, the aforesaid consuls and consular agents shall at the earliest possible moment notify the judicial authorities of the country to that effect by an official communication.

Article XIX.

When a sea-going vessel belonging to the Government or to nationals of one of the Contracting Parties is wrecked or runs aground on the coast of the other, the local authorities shall notify without delay the consul or consular agent stationed in the area in which the event occurred.

All operations connected with the salvage of merchant ships of one of the Contracting Parties which have been wrecked or have run aground in the territorial waters of the other Party shall be carried out under the direction of the consuls or consular agents.

The local authorities of the two countries shall intervene only to assist the consular officials, to keep order, to guarantee the interests of salvage workers not belonging to the crew and to ensure the execution of the regulations with regard to the importation and removal of the salvaged goods.

In the absence and until the arrival of the consuls consular agents or their representatives, the local authorities shall take all necessary measures for the protection of the persons and preservation of the effects that have been saved from the wreck.

No charges of any kind shall be made in respect of the intervention of the local authorities in these cases, except those necessitated by the salvage operations and the preservation of the salvaged effects, and those to which the merchant ships of the most favoured nation would be subject in similar circumstances.

In case of doubt as to the nationality of the wrecked vessels, the local authorities shall alone be competent to take the measures mentioned in the present Article.

Salvaged goods or effects shall not be subject to any Customs duty, unless they are sold for consumption within the country.

Article XX.

Whenever no provisions to the contrary have been agreed upon by the shipowners, freighters or underwriters, any questions relating to damage suffered at sea by merchant ships of the two countries, whether they enter the respective ports of their own free will or by compulsion, shall be settled by the consuls or consular agents of their own nation, unless nationals of the country in which the said consuls or consular agents reside or those of a third power are interested in such damage ; in this case, and in the absence of a friendly agreement between all the parties concerned, they shall be settled by the local authorities

Article XXI.

Each of the Contracting Parties undertakes furthermore to grant most-favoured-nation treatment to the other Party in regard to the appointment of consuls and all that concerns the performance of consular duties, together with the enjoyment of exemptions, rights, privileges, immunities and honours. It is agreed, however, that neither of the Contracting Parties may invoke the benefit of the most-favoured-nation clause and demand in favour of its consular officials and employees any exemptions, rights, privileges, immunities and honours other or more extensive than those granted by itself to the consular officials and employees of the other Party.

Article XXII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tallinn aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

Article XXIII.

La présente convention restera en vigueur aussi longtemps qu'elle ne sera pas dénoncée par l'une des Parties contractantes. Cette dénonciation ne devra produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Vienne, le 15 octobre 1926.

MENNING.
RAMEK.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION CONSULAIRE CONCLUE ENTRE L'ESTONIE ET L'AUTRICHE.

Pour suppléer à l'article XII de la convention consulaire signée ce jour, les Parties contractantes décident ce qui suit :

1° Dans le cas où une des Parties contractantes accorderait aux consuls d'une tierce Puissance quelconque le droit de procéder aux mariages de ressortissants de l'Etat auquel appartiennent lesdits fonctionnaires, ainsi que de dresser les actes de mariage et de tenir les registres de mariage, les consuls de l'autre Partie contractante jouiront de ce droit dans la même étendue.

2° Il est entendu que le droit résultant du paragraphe premier du présent protocole ne saurait être appliqué qu'à titre de réciprocité.

3° Le présent protocole fait partie intégrale de la convention consulaire.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole.

Vienne, le 15 octobre 1926.

MENNING.
RAMEK.

Article XXII.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tallinn as soon as possible. It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications.

Article XXIII.

The present Convention shall remain in force as long as it is not denounced by either of the Contracting Parties. Such denunciation shall not take effect until after the expiration of a period of six months.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Vienna on October 15, 1926.

MENNING.
RAMEK.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE CONSULAR CONVENTION BETWEEN ESTONIA AND AUSTRIA.

The Contracting Parties have agreed on the following provisions with a view to supplementing Article XII of the Consular Convention which has been signed on this date :

(1) If either of the Contracting Parties should grant to the consuls of any third Power the right to solemnise marriages of nationals of the State, to which the nationals in question belong or to draw up marriage certificates and to keep registers of marriages, the consuls of the other Contracting Party shall be granted the same rights in the same measure.

(2) It is agreed that the rights laid down in paragraph 1 of the present Protocol shall be accorded only on terms of reciprocity.

(3) The present Protocol constitutes an integral part of the Consular Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

VIENNA, *October 15, 1926.*

MENNING.
RAMEK.

N° 2107.

**BELGIQUE
ET GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange des communications concernant les cas de maladies contagieuses dans la région frontière belgo-luxembourgeoise. Luxembourg, les 23 et 26 avril 1928.

**BELGIUM
AND GRAND DUCHY OF
LUXEMBURG**

Exchange of Notes constituting an Arrangement with regard to the Exchange of Communications concerning Cases of contagious Diseases in the Belgo-Luxemburg Frontier Region. Luxembourg, April 23 and 26, 1928.

N^o 2107. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DES COMMUNICATIONS CONCERNANT LES CAS DE MALADIES CONTAGIEUSES DANS LA RÉGION FRONTIÈRE BELGO-LUXEMBOURGEOISE. LUXEMBOURG, LES 23 ET 26 AVRIL 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 juillet 1929.

I.

GOUVERNEMENT
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LUXEMBOURG, le 23 avril 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LE GOUVERNEMENT GRAND-DUCAL et LE GOUVERNEMENT BELGE étant convenus de remplacer par un nouvel arrangement l'Entente intervenue en 1891 et complétée en 1900 et 1910 relativement à la notification des cas de maladies contagieuses de l'homme constatés dans la région frontière belgo-luxembourgeoise, j'ai l'honneur de marquer par la présente l'accord du Gouvernement grand-ducal et de faire savoir à Votre Excellence que les dispositions suivantes seront appliquées pour l'échange de communications qui aura lieu à ce sujet entre les autorités des deux pays.

L'échange des communications visera tous les cas de peste, de choléra asiatique, de variole, de typhus exanthématique, de typhus récurrent, de fièvre typhoïde, de fièvre parathyphoïde, de dyssenterie épidémique, de diphtérie, de méningite cérébro-spinale épidémique, de rage humaine, de scarlatine, de septicémie puerpérale et d'encéphalite léthargique, pour autant que ces maladies aient été constatées dans une localité quelconque du Grand-Duché de Luxembourg ou dans la province de Luxembourg.

Les chiffres des cas de maladies seront donnés hebdomadairement (la semaine prenant cours le dimanche à 0 heure pour finir le samedi à 24 heures).

Les communications seront adressées par lettres affranchies au président du Collège médical résidant à Luxembourg par l'Inspecteur d'hygiène pour la province de Luxembourg résidant à Bovigny.

Par réciprocité, les communications à transmettre du Grand-Duché en Belgique seront adressées, aussi par lettres affranchies, par ledit président du Collège médical à l'Inspecteur d'hygiène précité et au Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Pour les cas où l'un des gouvernements intéressés aurait l'intention de dénoncer cet arrangement, il devra en donner notification écrite à l'autre gouvernement.

¹ Entré en vigueur le 24 mai 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2107. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BELGIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG, CONSTITUTING AN ARRANGEMENT WITH REGARD TO THE EXCHANGE OF COMMUNICATIONS CONCERNING CASES OF CONTAGIOUS DISEASES IN THE BELGO-LUXEMBURG FRONTIER REGION. LUXEMBURG, APRIL 23 AND 26, 1928.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 29, 1929.

I.

GOVERNMENT.
FOREIGN AFFAIRS.

LUXEMBURG, *April 23, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

THE GRAND DUCAL GOVERNMENT and THE BELGIAN GOVERNMENT having decided to replace by a new arrangement the Agreement concluded in 1891 and amplified in 1900 and 1910 with respect to the notification of cases of infectious diseases of man reported in the region of the frontier between Belgium and Luxemburg, I have the honour, by this note, to announce the Grand Ducal Government's consent and to inform Your Excellency that the following arrangements will be adhered to in future as regards the exchange of notifications on this subject between the authorities of the two countries.

Notifications will be exchanged regarding all cases of plague, Asiatic cholera, smallpox, typhus, relapsing fever, typhoid fever, paratyphoid, epidemic dysentery, diphtheria, epidemic cerebro-spinal meningitis, hydrophobia, scarlet fever, puerperal fever and encephalitis lethargica reported from any place in the Grand Duchy of Luxemburg or in the Province of Luxemburg.

Figures of cases will be given weekly (the week beginning and ending at midnight on the night between Saturday and Sunday).

The notifications will be sent by post, prepaid, to the President of the Medical College, resident at Luxemburg, by the Inspector of Public Health for the Province of Luxemburg, resident at Bovigny.

Reciprocally, notifications to be transmitted from the Grand Duchy to Belgium will be sent, also by post and prepaid, by the aforesaid President of the Medical College to the aforesaid Inspector of Public Health and to the Minister of the Interior and Public Health.

Should either of the Governments concerned desire to denounce this arrangement, notice must be given in writing to the other Government.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force May 24, 1928.

Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux prescriptions correspondantes des conventions sanitaires internationales déjà existantes.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 24 mai 1928. A la même date la Convention conclue en 1891 et les accords complémentaires de 1900 et 1910 relatifs au même objet cesseront d'être en vigueur.

Je suis bien aise de saisir cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'expression de ma haute considération.

A Son Excellence

Monsieur A. Nieuwenhuys,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de Belgique,
Luxembourg.

(Signature)

II.

LÉGATION DE BELGIQUE.

LUXEMBOURG, le 26 avril 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

LE GOUVERNEMENT BELGE et LE GOUVERNEMENT GRAND-DUCAL étant convenus de remplacer par un nouvel arrangement l'Entente intervenue en 1891 et complétée en 1900 et 1910, relativement à la notification des cas de maladies contagieuses de l'homme constatés dans la région frontière belgo-luxembourgeoise, j'ai l'honneur de marquer par la présente lettre, à Votre Excellence, l'accord du Gouvernement belge et de lui faire savoir que les dispositions suivantes seront appliquées pour l'échange de communications qui aura lieu à ce sujet entre les Autorités des deux pays.

L'échange des communications visera tous les cas de peste, de choléra asiatique, de variole, de typhus exanthématique, de typhus récurrent, de fièvre typhoïde, de dysenterie épidémique, de diphtérie, de méningite cérébro-spinale épidémique, de rage humaine, de scarlatine, de septicémie puerpérale et d'encéphalite léthargique, pour autant que ces maladies aient été constatées dans une localité quelconque du Grand-Duché de Luxembourg ou dans la province de Luxembourg.

Les chiffres des cas de maladies seront donnés hebdomadairement (la semaine prenant cours le dimanche à 0 heure pour finir le samedi à 24 heures).

Les communications seront adressées par lettres affranchies au président du Collège médical résidant à Luxembourg par l'inspecteur d'hygiène pour la Province de Luxembourg résidant à Bovigny.

Par réciprocité, les communications à transmettre du Grand-Duché en Belgique seront adressées, aussi par lettres affranchies, par ledit président du Collège médical à l'inspecteur d'hygiène précité et au ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Pour les cas où l'un des gouvernements intéressés aurait l'intention de dénoncer cet arrangement, il devra en donner notification écrite à l'autre gouvernement.

Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux prescriptions correspondantes des conventions sanitaires internationales déjà existantes.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 24 mai 1928. A la même date, la Convention conclue en 1891 et les accords complémentaires de 1900 et 1910 relatifs au même objet cesseront d'être en vigueur.

Je saisis avec empressement cette occasion, Monsieur le Ministre d'Etat, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) NIEUWENHUYS.

Monsieur Joseph Bech,
Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement grand-ducal,
Luxembourg.

The present provisions shall not affect the corresponding stipulations of the international sanitary conventions already in force.

The present arrangement shall come into force on May 24, 1928. On the same date the Convention concluded in 1891 and the supplementary agreements of 1900 and 1910 on the same subject shall cease to have effect.

I have the honour, etc.

(Signature)

His Excellency Monsieur A. Nieuwenhuys,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Belgium,
Luxemburg.

II.

BELGIAN LEGATION.

LUXEMBURG, *April 26, 1928.*

SIR,

The Belgian Government and the Grand Ducal Government having decided to replace by a new arrangement the international agreement concluded in 1891 and amplified in 1900 and 1910 with respect to the notification of cases of infectious diseases of man reported in the region of the frontier between Belgium and Luxemburg, I have the honour, by this letter, to announce the Belgian Government's consent and to inform Your Excellency that the following arrangements will be adhered to in future as regards the exchange of notifications on this subject between the authorities of the two countries.

Notifications will be exchanged regarding all cases of plague, Asiatic cholera, smallpox, typhus, relapsing fever, typhoid fever, epidemic dysentery, diphtheria, epidemic cerebro-spinal meningitis, hydrophobia, scarlet fever, puerperal fever and encephalitis lethargica reported from any place in the Grand Duchy of Luxemburg or in the Province of Luxemburg.

Figures of cases will be given weekly (the week beginning and ending at midnight on the night between Saturday and Sunday).

The notifications will be sent by post, prepaid, to the President of the Medical College, resident at Luxemburg, by the Inspector of Public Health for the Province of Luxemburg, resident at Bovigny.

On the other side, notifications to be transmitted from the Grand Duchy to Belgium will be sent, also by post and prepaid, by the aforesaid President of the Medical College to the aforesaid Inspector of Public Health and to the Minister of the Interior and Public Health.

Should either of the Governments concerned desire to denounce this arrangement, notice must be given in writing to the other Government.

The present provisions shall not affect the corresponding stipulations of the international sanitary conventions already in force.

The present arrangement shall come into force on May 24, 1928. On the same date the Convention concluded in 1891 and the supplementary agreements of 1900 and 1910 on the same subject shall cease to have effect.

I have the honour, etc.

(Signed) NIEUWENHUYS.

Monsieur Joseph Bech,
Minister of State,
President of the Grand Ducal Government,
Luxemburg.

N° 2108.

ALLEMAGNE ET ITALIE

Accord pour la remise en vigueur de certaines conventions de droit international privé conclues à La Haye. Signé à Rome, le 23 mars 1928.

GERMANY AND ITALY

Agreement regarding the putting into force again of certain Conventions of Private International Law concluded at The Hague. Signed at Rome, March 23, 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2108. — ACCORDO ¹ PER RIMETTERE IN VIGORE ALCUNE CONVENZIONI DELL'AJA IN MATERIA DI DIRITTO INTERNAZIONALE PRIVATO TRA LA GERMANIA E L'ITALIA. FIRMATO A ROMA, IL 23 MARZO 1928.

*Textes officiels allemand et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 juillet 1929.*

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO, animati dal desiderio di rimettere in vigore, tra l'Italia e la Germania, alcune convenzioni dell'Aja, in materia di diritto internazionale privato, hanno risoluto di concludere a tale fine un accordo ed hanno nominato come loro plenipotenziari:

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

S. E. il Cavaliere Benito MUSSOLINI, Primo Ministro, Ministro degli Affari Esteri ;

IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO :

S. E. il Barone Costantino VON NEURATH, Ambasciatore di Germania presso Sua Maestà il Re d'Italia ;

I quali, dopo aver esaminato i loro pieni poteri ed averli trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Articolo 1.

Sono rimesse in vigore, fra l'Italia e la Germania, le seguenti convenzioni dell'Aja, in materia di diritto internazionale privato :

1° Convenzione ² per regolare i conflitti di legge in materia di matrimonio, del 12 giugno 1902 ;

2° Convenzione ³ per regolare i conflitti di legge e di giurisdizione in materia di divorzio e di separazione personale, del 12 giugno 1902 ;

3° Convenzione ⁴ concernente i conflitti di leggi relative agli effetti del matrimonio sui diritti e doveri dei coniugi nei loro rapporti personali e sui loro beni, del 17 luglio 1905 ;

4° Convenzione ⁵ concernente l'interdizione e le misure analoghe di protezione, del 17 luglio 1905.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 22 juillet 1929.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 706.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 715.

⁴ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VI, page 480.

⁵ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VI, page 490.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2108. — VERTRAG ¹ WEGEN DER WIEDERINKRAFTSETZUNG EINIGER HAAGER ABKOMMEN ÜBER DAS INTERNATIONALE PRIVATRECHT IM VERHÄLTNIS ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND ITALIEN. GEZEICHNET IN ROM, AM 23. MÄRZ 1928.

Italian and German official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 30, 1929.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT, von dem Wunsche beseelt, einige Haager Abkommen über das internationale Privatrecht im Verhältnis zwischen Italien und Deutschland wieder in Kraft zu setzen, haben zu diesem Zwecke beschlossen, einen Vertrag zu schliessen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN :

S. E. den Premierminister und Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, Herrn Benito MUSSOLINI ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

S. E. den Deutschen Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien, Herrn Constantin Freiherrn von NEURATH ;

Die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, ueber folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Im Verhältnis zwischen Italien und Deutschland treten folgende Haager Abkommen ueber das internationale Privatrecht wieder in Kraft :

1. Abkommen² zur Regelung des Geltungsbereichs der Gesetze auf dem Gebiete der Eheschliessung vom 12. Juni 1902,

2. Abkommen³ zur Regelung des Geltungsbereichs der Gesetze und des Gerichtsberkeit auf dem Gebiete der Ehescheidung und der Trennung von Tisch und Bett vom 12. Juni 1902,

3. Abkommen⁴ betreffend den Geltungsbereich des Gesetzes in Ansehung der Wirkungen der Ehe auf die Rechte und Pflichten der Ehegatten in ihren persönlichen Beziehungen und auf das Vermögen der Ehegatten vom 17. Juli 1905,

4. Abkommen⁵ über die Entmündigung und gleichartige Fürsorgemassregeln vom 17. Juli 1905.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, July 22, 1929.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 411.

³ *Brisish and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 416.

Articolo 2.

Il presente Accordo sarà ratificato al più presto possibile e le ratifiche saranno scambiate in Roma.

Esso entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

In fede di che, i plenipotenziari suddetti hanno firmato il presente Accordo.

Fatto in doppio originale, in italiano ed in tedesco, i due testi facendo egualmente fede.

ROMA, *addì 23 marzo 1928.*

Per l'Italia :

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

Per la Germania :

(L. S.) C. VON NEURATH.

Artikel 2.

Dieser Vertrag soll sobald wie möglich ratifiziert werden und die Ratifikationsurkunden sollen in Rom ausgetauscht werden.

Der Vertrag soll am Tage der Ratifikation in Kraft treten.

Zu Urkunde dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in italienischer und deutscher Sprache mit der Massgabe, dass beide Texte die gleiche Geltung haben.

Rom, den 23. März 1928.

Für Italien :

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

Für Deutschland :

(L. S.) C. VON NEURATH.

Copie certifiée conforme.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 24 juillet 1929. VII^o.

Grandi.

¹ TRADUCTION.

N^o 2108. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE POUR LA REMISE EN VIGUEUR DE CERTAINES CONVENTIONS DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ CONCLUES A LA HAYE. SIGNÉ A ROME, LE 23 MARS 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir de remettre en vigueur, entre l'Italie et l'Allemagne, certaines conventions de droit international privé signées à La Haye, ont résolu de conclure à cet effet un accord et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. Ex. le Chevalier Benito MUSSOLINI, premier ministre, ministre des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

S. Ex. le Baron Constantin VON NEURATH, ambassadeur d'Allemagne auprès de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Sont remises en vigueur, entre l'Italie et l'Allemagne, les conventions suivantes de La Haye, concernant le droit international privé :

- 1^o Convention du 12 juin 1902 pour régler les conflits de lois en matière de mariage ;
- 2^o Convention du 12 juin 1902 pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps ;
- 3^o Convention du 17 juillet 1905 concernant les conflits de lois relatives aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des conjoints dans leurs rapports personnels et sur leurs biens ;
- 4^o Convention du 17 juillet 1905 concernant l'interdiction et les mesures de protection et les mesures de protection analogues.

Article 2.

Le présent accord sera ratifié le plus tôt possible et les instruments de ratification seront échangés à Rome.

Il entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés ci-dessus ont signé le présent accord.

Fait en double original, en italien et en allemand, les deux textes faisant également foi.

ROME, le 23 mars 1928.

Pour l'Italie :

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) C. VON NEURATH.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2108. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND ITALY REGARDING THE PUTTING INTO FORCE AGAIN OF CERTAIN CONVENTIONS OF PRIVATE INTERNATIONAL LAW CONCLUDED AT THE HAGUE. SIGNED AT ROME, MARCH 23, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, desiring to put into force again between Italy and Germany, certain Hague Conventions regarding international private law, have for this purpose decided to conclude an Agreement, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Signor Benito MUSSOLINI, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

His Excellency Herr Constantin Freiherr VON NEURATH, German Ambassador to His Majesty the King of Italy ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The following Hague Conventions regarding international private law shall again enter into force between Italy and Germany :

- (1) The Convention of June 12th, 1902, to settle conflicts of law in regard to marriage ;
- (2) The Convention of June 12th, 1902, to settle conflicts of law and jurisdiction relating to divorce and judicial separation ;
- (3) The Convention of July 17th, 1905, concerning conflicts of law relating to the effects of marriage on the rights and duties of the marriage partners in their personal relations, and to the property of the marriage partners ;
- (4) The Convention of July 17th, 1905, concerning the deprivation of rights and similar protective measures.

Article 2.

The present Agreement shall be ratified as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome.

It shall enter into force as from the date of its ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries mentioned above have signed this Agreement.

Done in duplicate in Italian and German, both texts being equally valid.

ROME, *March 23, 1928.*

For Italy :

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

For Germany :

(L. S.) C. VON NEURATH.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2109.

CHINE ET ITALIE

Traité préliminaire d'amitié et de commerce, signé à Nankin, le 27 novembre 1928, avec échange de notes de la même date et déclarations y relatives.

CHINA AND ITALY

Preliminary Treaty of Amity and Commerce, signed at Nanking, November 27, 1928, with Exchange of Notes of the same date and Declarations relating thereto.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2109. — TRATTATO¹ PRELIMINARE DI AMICIZIA E COMMERCIO
FRA LA REPUBBLICA CINESE E IL REGNO D'ITALIA. FIRMATO
A NANCHINO IL 27 NOVEMBRE 1928.

*Textes officiels chinois, italien et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} août 1929.*

IL REGNO D'ITALIA e LA REPUBBLICA CINESE, entrambi animati dal desiderio di rafforzare i rapporti di amicizia che felicemente sussistono tra i due Paesi, e con l'intento di intensificare e consolidare le loro relazioni commerciali, hanno deciso di concludere un Trattato preliminare di Amicizia e Commercio ed hanno all'uopo nominato loro Plenipotenziari :

SUA MAESTA' IL RE D'ITALIA :

Il signor Daniele VARÈ, Commendatore dell'Ordine della Corona d'Italia, Ufficiale dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, Ministro Plenipotenziario e Inviato Straordinario di Sua Maestà il Re d'Italia in Cina ;

E SUA ECCELLENZA IL PRESIDENTE DEL GOVERNO NAZIONALE DELLA REPUBBLICA CINESE :

Sua Eccellenza il dottore Chengting T. WANG, Ministro degli Affari Esteri del Governo Nazionale della Repubblica Cinese ;

i quali, dopo essersi reciprocamente comunicati i loro rispettivi pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto nei seguenti articoli :

Articolo 1.

Le due Alte Parti Contraenti stabiliscono di comune accordo che la tariffa doganale e tutte le questioni che ad essa si riferiscono saranno regolate dalle rispettive legislazioni nazionali.

Viene altresì stipulato che ciascuna delle Alte Parti Contraenti godrà nel territorio dell'altra, in materia doganale ed affine, di trattamento che non sia in alcun modo meno favorevole di quello accordato a qualsiasi altro paese.

I nazionali di ciascuna delle Alte Parti Contraenti non potranno essere costretti, sotto qualsiasi pretesto, a pagare nei territori dell'altra Parte, alcun dritto, dazio interno o tassa sulle loro importazioni ed esportazioni di merci, diversi o più alti di quelli pagati dai nazionali del paese o da quelli di qualsiasi altro paese.

Articolo 2.

I nazionali di ciascuna delle Alte Parti Contraenti saranno soggetti nei territori dell'altra Parte alle leggi e alla giurisdizione dei Tribunali di quella Parte, presso i quali Tribunali avranno libero e facile accesso per la difesa dei loro diritti.

¹ La notification de ratification a eu lieu à Nankin, le 21 mai 1929.

No. 2109. — PRELIMINARY TREATY¹ OF AMITY AND COMMERCE
BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE KINGDOM OF
ITALY. SIGNED AT NANKING, NOVEMBER 27, 1928.

*Chinese, Italian and English official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Treaty took place August 1st, 1929.*

THE KINGDOM OF ITALY and THE REPUBLIC OF CHINA, being equally animated by the desire to strengthen the ties of friendship which happily subsist between the two countries and to promote and consolidate their commercial relations, have resolved to conclude a Preliminary Treaty for Amity and Commerce, and have, for this purpose, named as their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Daniele VARÈ, Commander of the Order of the Crown of Italy, Officer of the Order of SS. Maurice and Lazarus, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Italy to China ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Dr Chengting T. WANG, Minister for Foreign Affairs of the National Government of the Republic of China ;

Who, having met and communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The two High Contracting Parties agree that the customs tariff and all matters related thereto shall be regulated exclusively by their respective national legislations.

It is further agreed that each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other, with regard to customs and all related matters, treatment in no way less favourable than the treatment accorded to any other country.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall not be compelled, under any pretext whatever, to pay within the territories of the other Party any duties, internal charges or taxes upon the importation or exportation of goods, other or higher than those paid by the nationals of the country or by the nationals of any other country.

Article 2.

The nationals of each of the two High Contracting Parties shall be subject, in the territory of the other Party, to the laws and jurisdiction of the law courts of that Party, to which they shall have free and easy access for the enforcement and defence of their rights.

¹ The notification of ratification took place at Nanking, May 21, 1929.

Articolo 3.

Le due Alte Parti Contraenti hanno deciso di iniziare appena possibile negoziati per la conclusione di un Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione, basato sui principi di assoluta eguaglianza e trattamento non discriminatorio nei loro rapporti commerciali, nonchè di mutuo rispetto della sovranità.

Articolo 4.

Il presente Trattato è esteso in duplice copia e nelle lingue italiane, cinese ed inglese. In caso di differenze di significato, il testo inglese farà fede.

Articolo 5.

Il presente Trattato sarà ratificato appena possibile ed entrerà in vigore il giorno in cui i Governi delle due Alte Parti Contraenti si saranno notificate a vicenda le avvenute ratifiche.

In fede di che, i plenipotenziari rispettivi hanno firmato e sigillato il presente Trattato.

Fatto in Nanchino, addì ventisette novembre 1928 (Anno settimo dell'Era Fascista) corrispondente al giorno ventisettesimo dell'undicesimo mese dell'anno diciassettesimo della Repubblica Cinese.

(L. S.) Daniele VARÈ.

*Plenipotenziario e Inviato straordinario
e Ministro plenipotenziario
di Sua Maestà il Re d'Italia in Cina.*

(L. S.) Chenting T. WANG.

*Plenipotenziario e Ministro
degli Affari Esteri del Governo Nazionale
della Repubblica Cinese.*

ANNESSE I.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.

NANCHINO, 27 novembre 1928.

SIGNOR MINISTRO,

In nome del Governo nazionale della Repubblica Cinese ho l'onore di dichiarare che l'articolo II del Trattato firmato oggi tra la Cina e l'Italia dovrà intendersi come avente effetto dal primo gennaio 1930. Prima di tale data il Governo cinese prenderà particolareggiati accordi col Governo italiano per l'assunzione da parte della Cina della giurisdizione sui sudditi italiani. Ove non si raggiungano tali accordi entro la data sopramenzionata, i sudditi italiani saranno soggetti alle leggi e alla giurisdizione cinesi dalla data che sarà fissata dalla Cina dopo che essa avrà aggiunto un accordo circa l'abolizione dell'extraterritorialità con tutte le Potenze firmatarie dei Trattati di Washington, restando convenuto che tale data dovrà essere applicabile a tutte le dette Potenze.

Per « Potenze firmatarie dei Trattati di Washington » dovranno intendersi quelle Potenze, all'infuori della Cina, che parteciparono direttamente alla discussione sulle questioni del Pacifico e del l'Estremo Oriente nella Conferenza sulla Limitazione degli Armamenti tenutasi a Washington nel 1921-22.

Colgo l'occasione per rinnovare a Vostra Eccellenza gli atti della mia più alta considerazione.

Chenting T. WANG.

Sua Eccellenza
il Commendatore Daniele Varè,
R. Ministro d'Italia,
in Cina.

Article 3.

The two High Contracting Parties have decided to enter as soon as possible into negotiations for the purpose of concluding a Treaty of Commerce and Navigation based on the principles of absolute equality and non-discrimination in their commercial relations and mutual respect for sovereignty.

Article 4.

The present Treaty has been drawn up in two copies in the Chinese, Italian and English languages. In the event of there being any difference of meaning, the English text shall be held to prevail.

Article 5.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible and shall come into force on the day on which the two Governments shall have notified each other that the ratification has been effected.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at Nanking this twenty-seventh day of November, nineteen hundred and twenty-eight (the seventh year of the Fascist Era), corresponding to the twenty-seventh day of the eleventh month of the seventeenth year of the Republic of China.

(Seal) DANIELE VARÈ.

*Plenipotentiary and Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of His
Majesty the King of Italy to China.*

(Seal) CHENGTING T. WANG.

*Plenipotentiary and Minister for Foreign
Affairs of the National Government
of the Republic of China.*

ANNEX I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *November 27, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to state that Article 2 of the Treaty signed this day between China and Italy shall be understood to begin to be operative on January 1st, 1930. Before such date the Chinese Government will make detailed arrangements with the Italian Government for the assumption by China of jurisdiction over Italian subjects. Failing such arrangements on the said date, Italian subjects shall be amenable to Chinese laws and jurisdiction from a date to be fixed by China, after having come to an agreement for the abolition of extraterritoriality with all the Powers signatory of the Washington Treaties, it being understood that such a date shall be applicable to all such Powers.

By " Powers signatory of the Washington Treaties " shall be meant those Powers, other than China, which directly participated in the discussion of Pacific and Far Eastern Questions in the Conference on the Limitation of Armaments held in Washington in 1921-22.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Chengting T. WANG.

His Excellency
M. Daniele Varè,
Italian Minister to China,
Nanking.

NANCHINO, 27 novembre 1928. (Anno VII.)

SIGNOR MINISTRO,

Ho l'onore di accusare ricevuta della nota di Vostra Eccellenza in data odierna del tenore seguente :

« In nome del Governo Nazionale della Repubblica Cinese ho l'onore di dichiarare che l'articolo II del Trattato firmato oggi tra la Cina e l'Italia dovrà intendersi come avente effetto dal primo gennaio 1930. Prima di tale data il Governo cinese prenderà particolari accordi col Governo italiano per l'assunzione da parte della Cina della giurisdizione sui sudditi italiani. Ove non si raggiungano tali accordi entro la data sopramenzionata, i sudditi italiani saranno soggetti alle leggi e alla giurisdizione cinesi dalla data che sarà fissata dalla Cina dopo che essa avrà raggiunto un accordo circa l'abolizione dell'extraterritorialità con tutte le Potenze firmatarie dei Trattati di Washington, restando convenuto che tale data dovrà essere applicabile a tutte le dette Potenze.

« Per « Potenze firmatarie dei Trattati di Washington » dovranno intendersi quelle Potenze, all'infuori della Cina, che parteciparono direttamente alla discussione sulle questioni del Pacifico e dell'Estremo Oriente nella Conferenza sulla Limitazione degli Armamenti tenutasi a Washington nel 1921-22 ».

Ho l'onore di dichiarare che il Governo italiano è perfettamente di accordo con quanto sopra.

Colgo l'occasione per rinnovare a Vostra Eccellenza gli atti della mia più alta considerazione.

Daniele VARÉ.

Sua Eccellenza
il Dottor Chengting T. Wang,
Ministro degli Affari Esteri,
Nanchino.

ANNESSO II.

DICHIARAZIONE.

Ho l'onore di dichiarare che il primo gennaio 1930 o prima di quella data, il Codice Civile e quello di Commercio, in aggiunta agli altri Codici e Leggi ora vigenti, saranno debitamente promulgati dal Governo Nazionale della Repubblica Cinese.

Chengting T. WANG.

ANNESSO III.

DICHIARAZIONE.

In nome del Governo Nazionale della Repubblica Cinese ho l'onore di dichiarare che quando i sudditi italiani in Cina avranno cessato di godere del privilegio della giurisdizione consolare e di altri speciali privilegi, e quando le relazioni fra i due paesi saranno su un piede di perfetta eguaglianza il Governo Cinese, in vista del fatto che i Cinesi, salvo limitazioni prescritte da leggi e regolamenti italiani, godono del diritto di risiedere, commerciare e acquistare proprietà in qualsiasi parte del territorio italiano, accorderà gli stessi diritti ai sudditi italiani in Cina, con quelle limitazioni che saranno prescritte nelle sue leggi e nei suoi regolamenti.

Chengting T. WANG.

NANKING, *November 27, 1928* (VII).

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date which reads as follows :

“ In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to state that Article 2 of the Treaty signed this day between China and Italy shall be understood to begin to be operative on January 1st, 1930. Before such date the Chinese Government will make detailed arrangements with the Italian Government for the assumption by China of jurisdiction over Italian subjects. Failing such arrangements on the said date, Italian subjects shall be amenable to Chinese laws and jurisdiction from a date to be fixed by China, after having come to an agreement for the abolition of extra-territoriality with all the Powers signatory of the Washington Treaties, it being understood that such a date shall be applicable to all such Powers.

By “ Powers signatory of the Washington Treaties ” shall be meant those Powers, other than China, which directly participated in the discussion of Pacific and Far Eastern Questions in the Conference on the Limitation of Armaments held in Washinton in 1921-22 ”.

I have the honour to state that the Italian Governments is in full agreement with the above statements.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Daniele VARÈ.

His Excellency
Dr Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs,
Nanking.

ANNEX II.

DECLARATION.

I have the honour to declare that on or before January 1st, 1930, the Civil Code and the Commercial Code, in addition to other codes and laws now in force, will be duly promulgated by the National Government of the Republic of China.

Chengting T. WANG.

ANNEX III.

DECLARATION.

In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to declare that, when Italian subjects cease to enjoy the privileges of consular jurisdiction and other special privileges, and when the relations between the two countries are on a footing of perfect equality, the Chinese Government, in view of the fact that Chinese citizens, subject to the limitations prescribed in Italian laws and regulations, enjoy the right to live and trade and to acquire property in any part of the Italian territory, will grant the same rights to Italian subjects in China, subject to the limitations to be prescribed in its laws and regulations.

Chengting T. WANG.

ANNESSO IV.

DICHIARAZIONE COLLETTIVA.

Resta convenuto che i sudditi italiani in Cina e i cittadini cinesi in Italia pagheranno d'ora innanzi quelle tasse ed imposte previste dalle leggi e dai regolamenti debitamente promulgati dai Governi cinese e italiano rispettivamente, a condizione tuttavia che tali tasse ed imposte non siano di natura diversa o di misura più alta di quelle pagate dai nazionali di qualsiasi altro paese.

Daniele VARÈ.

Chengting T. WANG.

ANNEX IV.

JOINT DECLARATION.

It is understood that Italian subjects in Chinese territories and Chinese citizens in Italian territories shall hereafter pay such taxes or imposts as may be prescribed in the laws and regulations duly promulgated by the Chinese and the Italian Governments respectively, provided that such taxes or imposts are not other or higher than those paid by the nationals of any other country.

Daniele VARÈ.

Chengting T. WANG.

Copie certifiée conforme :

Le Ministère des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 15 juillet 1929. VII^o.

Mussolini.

附件四

共同聲明書

茲議定在中國之義國人民及在義國之中國人民嗣後應依照各所在國政府頒布之法律章程完納各種稅款及徵收但該項稅款及徵收不得較高或稍異於他國人民所完納者

簽名

Daniel Vore

簽名

王正廷

附件三

聲明書

本部長茲以中華民國國民政府名義聲明義國人民在中國停止享受領事裁判權及其他特權并兩國之關係達於完全平等地位之後中國政府鑒於中國人民於義國法律章程範圍之內在義國領土之任何區域內享有居住營業及土地權故允許義國人民在中國享有同樣權利但仍得以法律及章程限制之

簽名 王正廷

附件二

聲明書

本部長茲聲明中華民國國民政府於民國十九年一月一日或是日以前除現已施行之法典及法律外頒布民法商法

簽名 王正廷

指一九二一年至一九二二年華盛頓會議時直接參與討論太平洋及遠東問題之各國(中國除外)等由本公使對於上開各節聲明本國政府完全同意相應照復

貴部長查照為荷須至照會者

右

照

會

簽名 *Daniell Vore*

大中華民國外交部長王

西曆一九二八年十一月二十七日

大義大利國欽命駐華全權公使華蕾
照復事接准
為

貴部長本日照會內開本部長茲以中華民國國民政府名義聲明中義兩國本日簽訂之條約其第二條於民國十九年一月一日起發生效力在是日前中國政府與義國政府訂定中國對於義國人民行使法權之詳細辦法如該項辦法屆時尚未訂定則中國與簽訂華盛頓條約國議定取消領事裁判權之後定一日期自該日期始義國人民受中國法律及法院之管轄但該日期應於各該國一律適用上述華盛頓條約國係

該國一律適用

上述華盛頓條約國係指一九二一年至一九二二年華盛頓會議時直接參與討論太平洋及遠東問題之各國(中國除外)相應照請

貴公使查照為荷須至照會者

右

照

會

大義大利國欽命駐華全權公使華蕾

大中華民國十七年十一月二十七日

簽名 王正廷

附件一

換文

大中華民國外交部長王

為

照會事本部長茲以中華民國國民政府名義聲明中義兩國本日簽訂之條約其第二條於民國十九年一月一日起發生效力在是日前中國政府與義國政府訂定中國對於義國人民行使法權之詳細辦法如該項辦法屆時尚未訂定則中國與簽訂華盛頓條約國議定取消領事裁判權之後定一日期自該日期始義國人民受中國法律及法院之管轄但該日期應於各

大義大利國欽命駐華全權公使
大中華民國全權代表外交部長

印
印

簽名 *Dante Loro*
簽名王正廷

利應有向法院陳訴之自由及便利

第三條 兩締約國決定於最短期內根據完全平等互尊重主權及兩國商業上無歧視之各原則議訂一通商航海條約

第四條 本條約用義中英三國文字各繕二份如遇意思不同之處應以英文為準

第五條 本條約應於最短期內批准自兩國政府互相通知批准之日起本約發生效力為此兩全權代表將本約簽字蓋印以昭信守

西曆一九二八年十一月二十七日
 大中華民國十七年十月二十七日
 在南京簽訂

第一條 兩締約國約定關於關稅及其關係事項完全以各本國國內法規規定之兩締約國又約定對於關稅及其關係事項此締約國在彼締約國領土內應享受之待遇不得次於任何他國享受之待遇

此締約國在本國領土內不得有何藉口對於彼締約國人民貨物之進口或出口徵收較高或異於本國人民或任何他國人民所完納之關稅內地稅或任何稅款

第二條 此締約國人民在彼締約國領土內應受彼締約國法律及法院之管轄但為行使及防衛其權

No 2109.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

中義友好通商條約

大義大利國因咸欲鞏固兩國間幸有之睦誼并增進
大中華民國商業關係起見為此決定先訂一友好通
商條約特派全權代表如左

大義大利國大君主特派

大義大利國欽命駐華全權公使華當

大中華民國國民政府主席特派

大中華民國國民政府外交部長王正廷

兩全權代表各將所奉全權證書互相校閱均屬妥善
議定條款如左

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2109. — TRAITÉ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE
ENTRE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE ET LE ROYAUME D'ITALIE.
SIGNÉ A NANKIN, LE 27 NOVEMBRE 1928.

LE ROYAUME D'ITALIE et LA RÉPUBLIQUE CHINOISE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent déjà heureusement entre les deux Etats, et de développer et affermir leurs relations commerciales, ont résolu de conclure un traité préliminaire d'amitié et de commerce et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Daniele VARÈ, commandeur de l'Ordre de la Couronne d'Italie, officier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de Sa Majesté le Roi d'Italie en Chine ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

Son Excellence le Docteur Chengting T. WANG, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement national de la République chinoise ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que le tarif douanier et toutes les questions qui s'y rapportent seront exclusivement réglés par leurs législations nationales respectives.

Il est, en outre, entendu qu'en matière de douane et toutes matières connexes, chaque Partie contractante jouira, dans le territoire de l'autre, d'un traitement qui ne sera, à aucun égard, moins favorable que le traitement accordé à tout autre pays.

Les nationaux de chaque Haute Partie contractante ne seront, sous aucun prétexte, assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à des droits, charges intérieures ou taxes d'importation ou d'exportation sur les marchandises, autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés par les nationaux du pays en question ou de tout autre pays.

Article 2.

Les nationaux de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, aux lois et à la juridiction des tribunaux de cette Partie et auront libre et facile accès auxdits tribunaux pour la défense de leurs droits.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les deux Hautes Parties contractantes sont convenues d'entamer aussitôt que possible des négociations en vue de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation. Ce traité sera fondé sur les principes de l'égalité absolue et du traitement non discriminatoire dans leurs rapports commerciaux, ainsi que du respect mutuel de la souveraineté.

Article 4.

Le présent traité a été établi en double expédition, en langues italienne, chinoise et anglaise. En cas de divergence de sens, le texte anglais fera foi.

Article 5.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront notifié l'un à l'autre que la ratification a eu lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Nankin le 27 novembre 1928 (an VII de l'ère fasciste) correspondant au vingt-septième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République chinoise.

(L. S.) DANIELE VARÈ.

*Plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi d'Italie en Chine.*

(L. S.) CHENGTING T. WANG.

*Plénipotentiaire et Ministre des Affaires
étrangères du Gouvernement national
de la République chinoise.*

ANNEXE I

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 27 novembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer qu'il doit être entendu que l'article 2 du Traité qui a été signé ce jour entre la Chine et l'Italie produira ses effets à partir du 1er janvier 1930. Avant cette date, le Gouvernement chinois conclura des arrangements de détail avec le Gouvernement italien pour le transfert à la République chinoise de la juridiction sur les ressortissants italiens. Au cas où, à cette date, lesdits arrangements n'auraient pas encore été conclus, les ressortissants italiens seront assujettis aux lois et à la juridiction chinoise à partir d'une date qui sera fixée par la Chine après qu'un accord sera intervenu entre cette dernière et toutes les Puissances signataires des traités de Washington au sujet de l'abolition de l'exterritorialité, et étant entendu que la date en question sera applicable à toutes les Puissances nommées.

Par « Puissances signataires des traités de Washington », il conviendra d'entendre toutes les puissances, autres que la Chine, qui ont pris part directement à la discussion des questions du Pacifique et de l'Extrême-Orient à la Conférence sur la limitation des armements tenue à Washington en 1921-1922.

Je saisis cette occasion, etc.

Chengting T. WANG.

Son Excellence
le Commandeur Daniele Varè,
Ministre de Sa Majesté le Roi
d'Italie en Chine,
Nankin.

NANKIN, le 27 novembre 1928 (An VII).

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, qui est ainsi libellée :

« Au nom du Gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer qu'il doit être entendu que l'article 2 du traité qui a été signé aujourd'hui entre la Chine et l'Italie produira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le Gouvernement chinois conclura des arrangements de détail avec le Gouvernement italien pour le transfert à la République chinoise de la juridiction sur les ressortissants italiens. Au cas où, à cette date, lesdits arrangements n'auraient pas encore été conclus, les ressortissants italiens seront assujettis aux lois et à la juridiction chinoises à partir d'une date fixée par la Chine après qu'un accord sera intervenu entre cette dernière et toutes les Puissances signataires des traités de Washington au sujet de l'abolition de l'exterritorialité, et étant entendu que la date en question sera applicable à toutes les Puissances nommées.

Par « Puissances signataires des traités de Washington », il conviendra d'entendre toutes les puissances, autres que la Chine, qui ont pris part directement à la discussion des questions du Pacifique et de l'Extrême-Orient à la Conférence sur la limitation des armements tenue à Washington en 1921-1922. »

J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement italien accepte entièrement les dispositions qui précèdent.

Je saisis cette occasion, etc.

Daniele VARÈ.

Son Excellence
le Docteur Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères,
Nankin.

ANNEXE II

DECLARATION

J'ai l'honneur de déclarer que le premier janvier 1930 ou avant cette date, le Gouvernement national de la République chinoise promulguera en bonne et due forme le Code Civil et le Code de Commerce de la République chinoise, qui viendront s'ajouter aux autres codes et lois actuellement en vigueur.

Chengting T. WANG.

ANNEX III

DÉCLARATION

Au nom du Gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer que, lorsque les ressortissants italiens en Chine auront cessé de jouir des privilèges de la juridiction consulaire et autres privilèges spéciaux et que les deux pays se trouveront sur un pied de parfaite égalité,

le Gouvernement chinois, en considération du fait que les Chinois, sous réserve des limitations établies par les lois et règlements italiens, jouissent du droit de résider, d'exercer le commerce et d'acquérir des biens dans toute l'étendue du territoire italien, accordera les mêmes droits aux ressortissants italiens en Chine, sous réserve des limitations qui seront établies dans ses lois et règlements.

Chengting T. WANG.

ANNEXE IV

DÉCLARATION COMMUNE

Il est convenu que les ressortissants italiens en Chine et les nationaux chinois en Italie acquitteront dorénavant les taxes et impôts prévus par les lois et règlements dûment promulgués par les Gouvernements chinois et italien respectivement, à condition que lesdites taxes et lesdits impôts ne soient pas autres ou plus élevés que les taxes et impôts acquittés par les nationaux de tout autre pays.

Daniele VARÉ

Chengting T. WANG.

N° 2110.

ALLEMAGNE ET NORVÈGE

Convention concernant la navigation
aérienne. Signée à Berlin, le
23 janvier 1929.

GERMANY AND NORWAY

Convention regarding Aerial Navi-
gation. Signed at Berlin, Janu-
ary 23, 1929.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 2110. — OVERENSKOMST¹ ANGAAENDE LUFTFART MELLEM
DET TYSKE RIKE OG NORGE. UNDERTEGNET I BERLIN, DEN
23 JANUAR, 1929.

Textes officiels allemand et norvégien communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Norvège et le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 août 1929.

HANS MAJESTET NORGES KONGE og DET TYSKE RIKES PRESIDENT, som på samme måte er overbevist om, at det er i Norges og Tysklands gjensidige interesse å fremme de internasjonale luftfartforbindelser i fredelig ånd, har besluttet å inngå en overenskomst i dette öiemed, og har oppnevnt til sine befullmektigede :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Herr Arne SCHEEL, Sin Overordentlige Sendemann og befullmektigede Minister,

DET TYSKE RIKES PRESIDENT :

Herr Dr. Carl VON SCHUBERT, Statssekretær i Utenriksministeriet,

der, efter å ha utvekslet sine fullmakter og funnet disse i god og behörig form, er kommet overens om fölgende bestemmelser :

Artikkel 1.

Enhver av de Höie Kontraherende Parter tilstår i fredstid den annen Kontraherende Parts luftfartöier, som er registrert på foreskrevne måte og som overholder bestemmelsene i nærværende avtale, rett til luftfart over sitt område.

Oprettelse og drift av regelmessige luftruter ved et luftfartsforetagende tilhörende den ene av de Höie Kontraherende Parter inn i eller gjennom den annen Parts område skal være betinget av en særavtale mellom de höieste luftfartsmyndigheter i de to stater.

Som område i denne overenskomsts forstand ansees Norge på den ene side og Tyskland på den annen side, idet sjöterritoriene i begge tilfelle skal være medregnet.

Som luftfartöier i denne traktats forstand gjelder private luftfartöier og de offentlige luftfartöier, som ikke benyttes av militær-, toll- eller politivesenet.

Artikkel 2.

Den ene Kontraherende Parts luftfartöier, deres besetning, ladning og passasjerer er, mens de opholder sig på den annen stats område, underkastet de forpliktelser, som er en fölg av de i

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 10 juillet 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2110. — ABKOMMEN¹ ÜBER DEN LUFTVERKEHR ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND NORWEGEN. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 23. JANUAR 1929.

German and Norwegian official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs and the German Consul-General at Geneva. The registration of this Convention took place August 2, 1929.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON NORWEGEN UND DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT, in gleicher Weise davon überzeugt, dass es im beiderseitigen Interesse Norwegens und Deutschlands liegt, die internationalen Luftverkehrsbeziehungen in friedlichem Geiste zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu schliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON NORWEGEN :

Herrn Arne SCHEEL, Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Carl VON SCHUBERT, Staatssekretär des Auswärtigen Amts,

die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Vertragschliessenden Teiles, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr in seinem Gebiete.

Die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftlinien eines Luftfahrtunternehmens des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg unterliegt einer Sondervereinbarung zwischen den obersten Luftfahrtbehörden der beiden Staaten.

Als Gebiet im Sinne dieses Abkommens gilt Norwegen einerseits, Deutschland andererseits, in beiden Fällen einschliesslich der Territorialgewässer.

Als Luftfahrzeuge im Sinne dieses Abkommens gelten die privaten Luftfahrzeuge und diejenigen staatlichen Luftfahrzeuge, die nicht als Militär-, Zoll- oder Polizeiluftfahrzeuge verwendet werden.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteils, ihre Besatzung, Ladung und Fluggäste unterliegen, während sie sich im Gebiet des anderen Staates befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in

¹ The exchange of ratifications took place at Oslo, July 10, 1929.

denne stat til enhver tid gjeldende bestemmelser, særlig de almindelige bestemmelser angående luftfart, såfremt disse finner anvendelse på alle fremmede luftfartøier uten hensyn til nasjonalitet, videre bestemmelsene angående toll- og andre avgifter, inn- og utførselsforbud, befordring av gods og personer, den offentlige orden og sikkerhet, sundhetsvesen, samt passbestemmelsene. De er også underkastet de øvrige forpliktelser som er en følge av den til enhver tid gjeldende almindelige lovgivning, såfremt nærværende avtale ikke bestemmer noget annet.

Den erhvervsmessige befordring av personer og gods mellom to punkter innenfor dens eget statsområde kan forbeholdes hjemlandets luftfartøier.

De driftsstoffer som ved innreisen befinner sig ombord på begge de Høie Kontraherende Parters luftfartøier er tollfri, med undtagelse av de driftsstoffer som fra et luftfartøi på den annen Høie Kontraherende Parts område avgis eller benyttes der til rent innenlandske flyvninger.

Artikkel 3.

Begge Kontraherende Parter kan forby luftfart over visse soner av sitt område, ifall der i denne henseende ikke gjøres forskjell mellom hjemlandets fartøier og fartøier fra den annen stat.

Denne innskrenkning gjelder ikke for de luftfartøier som blir brukt i særskilt øiemed i statens tjeneste i det land, hvor de hører hjemme.

Det skal meddeles den annen Kontraherende Part over hvilke deler av området luftfart er forbudt.

Dessuten forbeholder hver av de Kontraherende Parter sig rett til under usedvanlige omstendigheter i fredstid midlertidig, helt eller delvis, å innskrenke eller forby luftfart over sitt område, idet en sådan bestemmelse trer i kraft straks.

Artikkel 4.

Ethvert luftfartøi som kommer inn over en sone, over hvilken flyvning er forbudt, skal avgi det nødsignal, som er foreskrevet i bestemmelsene om luftfart i den stat, over hvilken flyvningen finner sted, og snarest mulig gå ned på nærmeste flyveplass utenfor den forbudte sone i denne stat.

Den samme forpliktelse påhviler et luftfartøi som under flyvning over forbudt område, ved særskilte signaler blir gjort oppmerksom herpå.

Artikkel 5.

Luftfartøiene må ha tydelige og godt synlige merker som tillater deres identifisering under flyvningen (nasjonalitets- og registreringsmerker). De skal derhos bære eierens navn og bopel.

Luftfartøiene skal også være forsynt med beviser angående deres registrering og luftdyktighet og videre med alle øvrige dokumenter som i deres hjemland er foreskrevet med hensyn til luftfarten.

Luftfartøiene skal videre være forsynt med en bevidnelse for at der til sikkerhet for erstatningskrav, som er opstått for skade på personer eller ting utenfor luftfartøiet som følge av luftfartøiets drift på den Kontraherende Parts område, som luftfartøiet ikke tilhører, er tegnet ansvarsforsikring, eller at der er stillet sikkerhet ved deponering av penger eller verdipapirer.

Artikkel 6.

Besetningens medlemmer som ombord på luftfartøiet utøver en virksomhet, som i deres hjemland er avhengig av en særskilt tillatelse, skal være forsynt med de legitimasjonspapirer, som

diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern, über die öffentliche Sicherheit und Ordnung, über Gesundheitswesen, sowie den Passvorschriften. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieses Abkommen nichts anderes vorsieht.

Die gewerbmässige Beförderung von Personen und Gütern zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebiets kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Die bei der Einreise an Bord von Luftfahrzeugen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile befindlichen Betriebsstoffe sind zollfrei, ausgenommen diejenigen Betriebsstoffe, die vom Luftfahrzeug im Gebiete des anderen Hohen Vertragschliessenden Teils abgegeben oder dort zu reinen Inlandflügen verwendet werden.

Artikel 3.

Jeder der beiden Vertragsteile kann den Luftverkehr über bestimmte Zonen seines Gebietes verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen den heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Staates kein Unterschied gemacht wird. Diese Einschränkung gilt nicht für diejenigen heimischen Luftfahrzeuge, die zu Sonderzwecken im Dienste der staatlichen Verwaltung verwendet werden.

Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Vertragstaate mitzuteilen.

Ausserdem behält sich jeder Vertragsteil das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen in Friedenszeiten den Luftverkehr über seinem Gebiete ganz oder teilweise mit sofortiger Wirkung vorübergehend einzuschränken oder zu verbieten.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über eine verbotene Zone gerät, hat das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und so bald und so nahe wie möglich auf einem ausserhalb der verbotenen Zone gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Dieselbe Verpflichtung liegt einem Luftfahrzeug ob, das beim Überfliegen einer verbotenen Zone durch besondere Signale darauf aufmerksam gemacht wird.

Artikel 5.

Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragungszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Die Luftfahrzeuge müssen ferner mit einer Bescheinigung darüber versehen sein, dass zur Sicherung von Schadenersatzforderungen, die wegen Beschädigung von Personen oder Sachen ausserhalb des Luftfahrzeugs beim Betriebe des Luftfahrzeugs im Gebiete des Vertragstaats, dem das Luftfahrzeugs nicht angehört, entstanden sind, eine Haftpflichtversicherung abgeschlossen ist oder durch Hinterlegung von Geld oder Wertpapieren Sicherheit geleistet ist.

Artikel 6.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Luftfahrzeug eine in ihrem Heimatland einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen

deres hjemland krever med hensyn til luftfarten, særlig med de foreskrevne duelighetsattester og autorisasjonsdokumenter.

Besetningens øvrige medlemmer skal være forsynt med legitimasjonspapirer, som godtgjør deres virksomhet ombord, deres stilling, identitet og statsborgerskap.

Besetningen og passasjerene skal være forsynt med de legitimasjonspapirer som paa grunn av de til enhver tid gjeldende bestemmelser kreves i den mellemstatlige trafikk, såfremt intet annet er avtalt mellem de Kontraherende Stater.

Artikkel 7.

Luftdyktighetsbeviser, duelighetsattester og autorisasjonsdokumenter, som de Høie Kontraherende Parter har utstedt eller anerkjent for et luftfartøi eller dets besetning, har i den annen Kontraherende Stat samme gyldighet, som de av denne stat utstedte eller anerkjente dokumenter, dog har besetningens duelighetsattester og autorisasjonsdokumenter kun gyldighet for betjening av luftfartøier fra deres land. Undtagelser herfra krever samtykke fra det annet lands øverste luftfartsmyndigheter.

Enhver av de Høie Kontraherende Parter forbeholder sig rett til, forsåvidt angår luftfart innenfor dens eget område, å nekte anerkjennelse av duelighetsattester og autorisasjonsdokumenter, som den annen Kontraherende Stat har meddelt dens borgere.

Artikkel 8.

Luftfartøier kan bare ha trådløs stasjon ombord hvis de er forsynt med en særskilt tillatelse fra den stat, hvor luftfartøiene hører hjemme. Ved benyttelsen av trådløs stasjon over et av de Kontraherende Parters område gjelder de i dette land herfor fastsatte bestemmelser. Den trådløse stasjon må ennvidere bare betjenes av dem av besetningen som er forsynt med en særskilt tillatelse fra den stat hvor vedkommende hører hjemme.

Begge Kontraherende Stater forbeholder sig adgang til av sikkerhetshensyn å utferdige bestemmelser om plikt til å utstyre luftfartøier med radioinstallasjon.

Artikkel 9.

Luftfartøier, deres besetning og passasjerer må kun befordre våben, ammunisjon, giftige gasser, sprengstoffer og brevduer, når de har tillatelse dertil fra den stat, i hvis luftområde luftfartøiet befinner sig. Befordring av fotografiapparater er også betinget av sådan tillatelse, når de er således anbragt, at det er adgang til å gjøre bruk av dem underveis.

Av hensyn til den offentlige sikkerhet kan hver av de Kontraherende Stater innen sitt høihetsområde også underkaste befordring og medtagelse av andre enn de i avsnitt 1 nevnte gjenstander innskrenkninger, såfremt der i denne henseende ikke gjøres forskjell på de nasjonale luftfartøier og luftfartøier fra den annen Kontraherende Stat.

Artikkel 10.

Luftfartøier som befordrer passasjerer og gods skal være forsynt med en fortegnelse over passasjerene og en ladningsfortegnelse, som skal inneholde en beskrivelse av godsets art og mengde, samt med de fornødne tollerkjøringer.

Hvis der ved et luftfartøis landing viser sig en uoverensstemmelse mellem det medbragte gods og de ovennevnte dokumenter, skal landingsstedets tollmyndigheter sette sig i direkte forbindelse med den annen Kontraherende Stats kompetente tollmyndigheter.

Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen, versehen sein.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind, soweit nicht zwischen den beiden Vertragstaaten etwas anderes vereinbart wird.

Artikel 7.

Die Lufttüchtigkeitsscheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Hohen Vertragsschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragstaat dieselbe Gültigkeit wie die in diesem Staat ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden, die Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine der Besatzung jedoch nur für die Bedienung von Luftfahrzeugen ihres Landes. Ausnahmen hiervon bedürfen der Genehmigung der Obersten Luftfahrtbehörde des anderen Landes.

Jeder der beiden Hohen Vertragsschliessenden Teile behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge dürfen nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wenn sie eine besondere Erlaubnis ihres Heimatstaats hierfür mit sich führen. Für die Benutzung solchen Geräts über dem Gebiete eines der Vertragsschliessenden Teile sind die in diesem Staate hierfür geltenden Bestimmungen massgebend. Solches Gerät darf ferner nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihrer heimischen Behörde mit sich führen.

Die beiden Vertragstaaten behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 9.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase, Sprengstoffe und Brieftauben nur mit besonderer Erlaubnis desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet. Die Beförderung von Lichtbildgerät unterliegt einer besonderen Erlaubnis, wenn es so untergebracht ist, dass seine Benutzung unterwegs möglich ist.

Aus Gründen der öffentlichen Sicherheit kann jeder Vertragstaat in seinem Hoheitsgebiet die Beförderung oder Mitführung auch anderer als der in Absatz 1 genannten Gegenstände Einschränkungen unterwerfen, sofern in dieser Hinsicht zwischen den heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Vertragstaats kein Unterschied gemacht wird.

Artikel 10.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste und Güter mit sich führen, müssen mit einem Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeugs eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und den obenerwähnten Urkunden, so haben sich die Zollbehörden des Ankunfts Hafens mit den zuständigen Zollbehörden des anderen Vertragstaats unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Befordringen av post skal ordnes ved særskilte direkte avtaler mellom begge Kontraherende Staters poststyrever.

Artikkel 11.

Hver Kontraherende Stat er på sitt område berettiget til gjennom vedkommende myndigheter å la den annen stats luftfartøier undersøke ved avreise og landing, samt til å la riktigheten av de foreskrevne legitimasjonspapirer og andre dokumenter prøve.

Artikkel 12.

Lufthavner som står til disposisjon for den offentlige lufttrafikk, er åpne for begge staters luftfartøier. Luftfartøiene kan også benytte sig av det meteorologiske etterretningsvesen, radiotjenesten og flyvesikringstjenesten. De eventuelle avgifter (landingsavgift, opholdsavgift osv.) er de samme for de nasjonale luftfartøier som for luftfartøiene fra den annen stat.

Artikkel 13.

Landing på eller avreise fra en av de to Kontraherende Stater kan kun finne sted på eller fra en for offentlig flyvetrafikk åpnet flyvehavn, som er en tollflyvehavn, hvor passeftersyn finner sted, idet landing ikke må foregå mellom grensen og flyvehavnen. I særskilte tilfelle kan vedkommende myndigheter tillate landing på eller avreise fra andre flyvehavner, hvor toll- og passeftersynet må foretas. Forbudet mot landing mellom grensen og flyvehavnen gjelder også i disse særskilte tilfelle.

I tilfelle av nødlanding eller landing av den i artikkel 4 nevnte grunn — i avreiselandet etter toll- og passeftersynet, i det land, hvor landingen finner sted, før toll- og passeftersynet — har luftfartøiets fører, besetning og passasjerer å rette sig efter de bestemmelser, som i vedkommende stat gjelder med hensyn til toll- og passeftersyn.

Begge Höie Kontraherende Parter vil tilstille hinannen en fortegnelse over flyvehavner som står til disposisjon for den offentlige lufttrafikk. I denne fortegnelse skal særskilt opføres de flyvehavner, som er tollflyvehavner, og hvor der er adgang til passeftersyn. Enhver endring i denne fortegnelse og enhver, om enn kun midlertidig innskrenkning i adgangen til å benytte en av disse flyvehavner, skal uten opphold meddeles den annen Kontraherende Part.

Artikkel 14.

Begge de Höie Kontraherende Parters grenser kan kun passeres på de av vedkommende stat bestemte steder. Der består enighet om at alle grensesoner, over hvilke flyvning, ifølge den ene av de Kontraherende Parters tillatelse, kan foretas av statens egne eller en tredje stats luftfartøier, uten videre står åpne for flyvning av den annen Kontraherende Parts luftfartøier.

Artikkel 15.

Som ballast må kun kastes ut fin sand og vann.

Artikkel 16.

Underveis må andre gjenstander og stoffer enn ballast kun kastes ut eller på annen måte fjernes, hvis den stat, over hvis höihetsområde dette skjer, har gitt særskilt tillatelse dertil.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragstaaten geregelt.

Artikel 11.

Jeder Vertragstaat kann auf seinem Gebiete die Luftfahrzeuge des anderen Staates bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 12.

Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich. Die Luftfahrzeuge können auch den meteorologischen Nachrichtendienst, den Funkdienst und den Flugsicherungsdienst benutzen. Die etwaigen Gebühren (Landegebühr, Aufenthaltsgebühr usw.) sind für die heimischen Luftfahrzeuge und diejenigen des anderen Staates gleich.

Artikel 13.

Der Einflug nach und der Ausflug von einem der beiden Vertragstaaten darf nur nach oder von einem dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughafen, der ein Zollflughafen mit Passabfertigung ist, vorgenommen werden, und zwar ohne Landung zwischen Grenze und Flughafen. In einzelnen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flughäfen gestatten, in denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Das Verbot der Landung zwischen der Grenze und dem Flughafen gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung oder einer Landung im Sinne des Artikels 4 — im Abflugland nach der Zoll- und Passabfertigung, im Einflugland vor der Zoll- und Passabfertigung — haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den Vorschriften zu richten, die auf dem Gebiete der Zoll- und Passabfertigung in dem betreffenden Staate gelten.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughäfen mitteilen. Dieses Verzeichnis wird diejenigen Flughäfen besonders aufführen, die Zollflughäfen sind und Gelegenheit zur Passabfertigung bieten. Jede Änderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsteil unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 14.

Die Grenzen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile dürfen nur an denjenigen Stellen überflogen werden, die von dem in Frage kommenden Staat bestimmt worden sind. Es besteht Einverständnis darüber, dass alle Grenzonen, über die einer der Vertragsteile den Überflug der Luftfahrzeuge des eigenen Staates oder der Luftfahrzeuge anderer Staatszugehörigkeit gestattet, ohne weiteres für den Überflug der Luftfahrzeuge des anderen Vertragsteils offen sein werden.

Artikel 15.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 16.

Unterwegs dürfen Gegenstände oder Stoffe ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, dessen Hoheitsgebiet betroffen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt hat.

Ved utkastelse av avfallsstoffer fra luftfartøier i fart skal iakttas de herom gjeldende bestemmelser i den av de Kontraherende Stater, på hvis område handlingen foretas.

Artikkel 17.

Såfremt der ved gjennomførelsen av nærværende overenskomst må tas hensyn til nasjonalitets-spørsmål, består der enighet om, at luftfartøiene har den stats nasjonalitet, i hvis register de på behørig måte er innført.

Et luftfartøi kan kun i det tilfelle innføres i en av de to staters register, hvis det utelukkende eies av denne stats borgere. Hvis et selskap av en eller annen art er eier, må det fyldestgjøre de krav som den norske eller tyske lovgivning til enhver tid oppstiller, forat det kan ansees som et norsk eller tysk selskap.

Artikkel 18.

Et luftfartøi som flyr inn i den ene av de to Kontraherende Stater eller passerer dens område, og som kun lander eller tar opphold der i den utstrekning det er påkrevet, kan unddra sig beslagleggelse på grunn av krenkelse av et patent eller mønster, ved deponering av en sikkerhet, hvis størrelse i mangel av mindelig overenskomst snarest mulig fastsettes av vedkommende myndighet på beslagleggesstedet.

Artikkel 19.

Luftfartøier fra den annen Kontraherende Part har ved landingen, særlig i tilfelle av nød, krav på benyttelse av de samme hjelpeinnretninger som de nasjonale luftfartøier.

Bjergning av luftfartøier som befinner sig i nød på sjøen retter sig, medmindre motsatt avtale er truffet, efter sjørettens prinsipper, således som disse fremgår av de til enhver tid gjeldende mellempfolkelige avtaler eller, i mangel av sådanne, av lovene i den stat som redningsmannen tilhører.

Artikkel 20.

Begge de Høie Kontraherende Parter vil meddele hinannen alle innenfor deres område gjeldende luftfartsbestemmelser.

Artikkel 21.

Enkelthetene ved gjennomførelsen av nærværende overenskomst (særlig med hensyn til tollformaliteter) skal, såvidt mulig, ordnes ved direkte forhandlinger mellem de enkelte kompetente myndigheter i begge Kontraherende Stater.

Artikkel 22.

Twistemål, som opstår som følge av fortolkningen av denne overenskomst, skal på forlangende av en av de Kontraherende Parter innbringes for en voldgiftsdomstol. Dette gjelder også avgjørelsen av det preliminare spørsmål, hvorvidt tvistemålet skyldes overenskomstens fortolkning. Voldgiftsdomstolens avgjørelse skal være inappellabel.

Voldgiftsdomstolen består av tre medlemmer; den dannes på den måte, at hver av Partene innen en måned, efterat voldgiftsavgjørelse er blitt forlangt, efter fritt valg opnevner en bisittende voldgiftsdommer. Såfremt den ene Part undlater i rett tid å opnevne den voldgiftsdommer som han

Beim Abwerfen von Abfallstoffen aus unterwegs befindlichen Luftfahrzeugen sind die hierauf bezüglichen Vorschriften des Vertragsstaates zu beachten, in dessen Gebiet die Handlung vorgenommen wird.

Artikel 17.

Soweit bei Ausführung dieses Abkommens Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Staates besitzen, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Staaten nur dann eingetragen werden, wenn es ganz im Eigentum von Angehörigen dieses Staates steht. Wenn eine Gesellschaft irgendeiner Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die norwegische oder die deutsche Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als norwegische oder deutsche Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 18.

Ein Luftfahrzeug, das in einen der beiden Vertragstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann sich einer Beschlagnahme, die wegen Verletzung eines Patents oder Musterschutzes bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entziehen, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Artikel 19.

Die Luftfahrzeuge des anderen Vertragsstaates haben bei Landungen, insbesondere in Notfällen, Anspruch auf Benutzung der gleichen Hilfseinrichtungen wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Rettung der Luftfahrzeuge, die auf See in Not geraten sind, richtet sich vorbehaltlich gegenteiliger Abmachung nach den Grundsätzen des Seerechts, wie sie sich aus den jeweiligen internationalen Vereinbarungen oder in deren Ermangelung aus den Gesetzen des Staates, dem die Retter angehören, ergeben.

Artikel 20.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden sich alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 21.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Abkommens (insbesondere die Zollformalitäten) werden, soweit möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsteile geregelt.

Artikel 22.

Streitigkeiten, die sich über die Auslegung dieses Abkommens ergeben, werden auf Verlangen eines der Vertragschliessenden Teile einem Schiedsgericht unterbreitet. Dies gilt auch für die Entscheidung der Vorfrage, ob die Streitigkeiten sich auf die Auslegung des Abkommens beziehen. Die Entscheidung des Schiedsgerichts soll verbindliche Kraft haben.

Das Schiedsgericht besteht aus drei Mitgliedern; es wird in der Weise gebildet, dass jede Partei innerhalb eines Monats, nachdem das Schiedsgericht verlangt worden ist, nach freier Wahl einen beisitzenden Schiedsrichter ernannt. Unterlässt der eine Teil die rechtzeitige Ernennung des von

skal utpeke, kan den annen Part anmode formannen i det Administrative Råd for den Faste Voldgiftsdomstol i Haag om å opnevne denne voldgiftsdommer. Voldgiftsdomstolens formann opnevnes innen den samme måned av begge Parter etter felles overenskomst. Han skal være en på luftfartssområdet sakkyndig tilhørende en tredje nasjon, han må ikke være bosittende på de to Parters territorium og ikke stå i deres tjeneste. Forsåvidt valget av formannen, som Partene skal opnevne i fellesskap, ikke har funnet sted innen den nevnte frist av en måned, kan enhver av Partene anmode formannen i det Administrative Råd for den Faste Voldgiftsdomstol i Haag om å opnevne formannen.

Voldgiftsrettens sete bestemmes av formannen.

Voldgiftsrettens avgjørelser treffes ved stemmeflerhet. Rettergangen kan være skriftlig såfremt ingen av Partene gjør innsigelse herimot. Forøvrig bestemmer voldgiftsdomstolen selv rettergangs-måten.

Hver av Partene bærer utgiftene til godtgjørelse av den voldgiftsdommer, som den selv opnevner samt halvparten av godtgjørelsen til formannen. Hver av Partene bærer halvparten av omkostningene ved rettergangen.

Artikkel 23.

Enhver av de Höie Kontraherende Parter kan opsi nærværende overenskomst på et hvilket-somhelst tidspunkt med tolv måneders varsel.

Enn videre forbeholder hver av de Kontraherende Stater sig rett til å opsi nærværende overenskomst med öieblikkelig virkning fra opsigelsen, efterat de to Stater har ratifisert den i Paris den 13. oktober 1919 undertegnede internasjonale luftfartsoverenskomst¹.

Artikkel 24.

Nærværende overenskomst skal ratifiseres; ratifikasjonsdokumentene skal snarest mulig utveksles i Oslo. Den trer i kraft på den dag, da ratifikasjonsdokumentene utveksles.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet nærværende overenskomst.

Utferdiget i dobbelt original på det norske og tyske sprog i Berlin den 23. januar 1929.

(L. S.) A. SCHEEL.

Certifié pour copie conforme :

Oslo,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 27 juillet 1929.

*Le Chef de la 2^{me} Division
des affaires politiques et commerciales :*

Rolf Andvord.

¹ Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; et vol. LXXVIII, page 438, de ce recueil.

ihm zu bezeichnenden Schiedsrichters, so kann der andere Teil den Präsidenten des Verwaltungsrats des Ständigen Schiedshofs im Haag um Ernennung dieses Schiedsrichters ersuchen. Der Obmann wird innerhalb desselben Monats von den Parteien im gemeinsamen Einverständnis berufen. Er soll ein auf dem Gebiete der Luftfahrt erfahrener Angehöriger eines dritten Staates sein, in dem Gebiete der beiden Parteien keinen Wohnsitz haben und nicht in ihrem Dienste stehen. Wenn die Bezeichnung des gemeinsam zu berufenden Obmanns nicht innerhalb der Monatsfrist erfolgt, so kann jede Partei den Präsidenten des Verwaltungsrats des Ständigen Schiedshofs im Haag ersuchen, den Obmann zu ernennen.

Der Obmann bestimmt den Sitz des Schiedsgerichts.

Die Entscheidungen des Schiedsgerichts werden mit Stimmenmehrheit getroffen. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn von keinem der Teile hiergegen Einwendungen erhoben werden. Im übrigen wird das Verfahren von dem Schiedsgerichte selbst bestimmt.

Jede Partei trägt die Vergütung für die Tätigkeit des von ihr ernannten Schiedsrichters sowie die Hälfte der Vergütung für die Tätigkeit für des Obmanns. Jede Partei trägt die Hälfte der Kosten des Verfahrens.

Artikel 23.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann dieses Abkommen zu jedem Zeitpunkte mit einer Frist von zwölf Monaten kündigen.

Ferner behält sich jeder der Vertragstaaten das Recht der Kündigung des gegenwärtigen Abkommens mit augenblicklicher Wirkung von der Kündigung an vor, nachdem die beiden Staaten das in Paris am 13. Oktober 1919 unterzeichnete internationale Luftfahrtabkommen¹ ratifiziert haben.

Artikel 24.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden ; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Oslo ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austauschs der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in norwegischer und deutscher Sprache in Berlin am 23. Januar 1929.

(L. S.) Dr. Carl VON SCHUBERT.

¹ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 174 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; and Vol. LXXVIII, page 438, of this Series.

¹ TRADUCTION.N^o 2110. — CONVENTION ENTRE LA NORVÈGE ET LE REICH ALLEMAND CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A BERLIN, LE 23 JANVIER 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, également convaincus qu'il est de l'intérêt commun de la Norvège et de l'Allemagne de favoriser dans un esprit pacifique le développement des relations internationales par la voie des airs, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Arne SCHEEL, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Dr. Carl VON SCHUBERT, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante, régulièrement immatriculés dans le territoire de cette dernière, le droit de pratiquer la navigation aérienne sur son propre territoire, sous réserve de l'observation des dispositions contenues dans la présente convention.

L'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières d'une entreprise de navigation aérienne ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, ou au-dessus de ce territoire, devront faire l'objet d'un accord particulier entre les autorités aéronautiques suprêmes des deux Etats.

Aux fins de la présente convention, le terme « territoire » signifie la Norvège, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, y compris, dans les deux cas, les eaux territoriales.

Aux fins de la présente convention, le terme aéronef s'applique aux aéronefs privés ainsi qu'aux aéronefs d'Etat qui ne servent pas d'aéronefs militaires, de douane et de police.

Article 2.

Les aéronefs de l'une des Parties contractantes, leur équipage, leur cargaison et leurs passagers sont soumis, aussi longtemps qu'ils se trouvent dans le territoire de l'autre Etat, aux obligations qui résultent des dispositions en vigueur dans cet Etat, et notamment aux prescriptions concernant la navigation aérienne en général, dans la mesure où elles sont applicables à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, ainsi qu'aux prescriptions concernant les droits de douane et autres taxes, les prohibitions à l'exportation et à l'importation, le transport des personnes et des

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2110. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND NORWAY REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT BERLIN, JANUARY 23, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being equally convinced that it is in the interests both of Norway and of Germany to promote international air traffic in a pacific spirit, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Arne SCHEEL, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Carl VON SCHUBERT, Unter-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the two High Contracting Parties shall, in time of peace, grant the right of air navigation in its territory to the aircraft of the other Contracting Party which are duly registered in the territory of the latter, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

The establishment and operation by an air navigation undertaking belonging to either of the High Contracting Parties of regular airways to the territory of the other Party or across that territory shall be subject to a special agreement between the highest air authorities of the two States.

The term " territory " shall, for the purposes of the present Convention, be held to mean Norway, on the one hand and Germany, on the other, including in both cases territorial waters.

The term " aircraft " shall, for the purposes of the present Convention, be held to mean private aircraft and also Government aircraft which are not used as military, Customs or police aircraft.

Article 2.

The aircraft of either Contracting Party, their crews, cargoes and passengers, shall be subject, while in the territory of the other State, to the existing obligations arising out of the regulations in force in that State, especially those which concern air navigation in general, in so far as they are applicable to all foreign aircraft without distinction of nationality, and also to the regulations concerning Customs and other duties, export and import prohibitions, the carriage of passengers and goods, public safety and order, public health and passports. Unless otherwise provided in the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

marchandises, la sécurité et l'ordre publics, l'hygiène et enfin le régime des passeports. Ils sont également soumis aux autres obligations prévues par les législations nationales, sauf disposition contraire de la présente convention.

Le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points situés à l'intérieur du territoire du même Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux. Le carburant et les lubrifiants qui se trouvent à bord d'aéronefs des Hautes Parties contractantes lors, de leur entrée dans le territoire de l'autre Partie, seront admis en franchise, à l'exception du carburant et des lubrifiants qui seraient cédés par l'aéronef dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ou qui y seraient employés à des vols purement intérieurs.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones de son territoire, sous réserve qu'il ne soit fait, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Etat. Cette réserve ne s'applique pas aux aéronefs nationaux, utilisés à des fins spéciales au service de l'Administration de l'Etat.

Chaque Partie contractante fera connaître à l'autre les parties de son territoire au-dessus desquelles la navigation aérienne est interdite.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve le droit, en cas de circonstances extraordinaires, en temps de paix, de restreindre ou d'interdire, temporairement, en totalité ou en partie et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire.

Article 4.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite, devra donner le signal de détresse prescrit par le règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé, et atterrir, aussitôt que possible, dans cet Etat, sur l'aérodrome le plus proche situé en dehors de la zone interdite.

La même obligation incombe à tout aéronef dont l'attention a été attirée par des signaux spéciaux sur le fait qu'il survole une zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs devront porter des marques distinctes et bien visibles, permettant d'identifier les appareils en cours de vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils devront, en outre, porter le nom et l'adresse de leur propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous autres documents prescrits dans leur pays d'origine par les règlements concernant la navigation aérienne.

Les aéronefs devront, en outre, être munis d'un certificat attestant qu'en vue d'assurer le paiement des indemnités qui pourraient être réclamées pour dommages causés à des personnes ou à des choses, en dehors de l'aéronef, du fait de l'utilisation dudit aéronef dans le territoire de l'Etat contractant auquel ne ressortit pas l'aéronef, il a été contracté une assurance couvrant la responsabilité civile, ou qu'il a été fourni caution sous forme de consignation de numéraire ou de valeurs.

Article 6.

Les membres de l'équipage remplissant à bord de l'aéronef des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans leur pays d'origine, devront être munis des pièces prescrites dans leur pays d'origine par le règlement concernant la navigation aérienne et, notamment, des brevets d'aptitude et licences réglementaires.

present Convention, they shall, furthermore, be subject to such other obligations as may arise out of the existing national legislation.

Each of the Contracting Parties may reserve for its own aircraft the commercial transport of passengers and goods between two points in its own territory.

The fuel and lubricating oil on board an aircraft of either High Contracting Party, shall be exempt from Customs duty on entry into the territory of the other Party, with the exception of such fuel and lubricating oil as the aircraft may sell or part with in the territory of the other High Contracting Party or use therein for purely inland flights.

Article 3.

Each of the two Contracting Parties may prohibit air navigation over certain areas in its territory, provided that no distinction is made in this respect between national aircraft and those of the other State. This reservation does not apply to national aircraft which are used for special purposes in the services of the Government administration.

The areas over which air traffic is prohibited shall be notified to the other Contracting State.

Furthermore, each of the Contracting Parties reserves the right, in exceptional circumstance, temporarily to restrict or prohibit, wholly or partially, with immediate effect, air navigation over its territory in time of peace.

Article 4.

Every aircraft which finds itself above a prohibited area must immediately give the signal of distress provided by the air navigation regulations of the State flown over and land as soon as possible at one of the nearest aerodromes of that State situated outside the prohibited area.

The same obligation is incumbent upon every aircraft flying over a prohibited area whenever its attention is drawn by special signals to this fact.

Article 5.

Aircraft must be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified in flight (nationality and registration marks). They must also be marked with the name and residence of the owner.

Aircraft must carry certificates of registration and airworthiness, and in addition any other documents required for air navigation in the country to which they belong.

Aircraft must further carry a certificate showing that, with a view to guaranteeing payment of any claims for injury caused to persons or property outside the aircraft in connection with the operation of the aircraft in the territory of the Contracting State to which it does not belong, a liability insurance policy has been taken out or that the risk has been covered by a deposit of money or securities.

Article 6.

The members of the crew who perform duties in an aircraft for the exercise of which a special permit is required in their country of origin must carry the certificates laid down for air navigation in the said country, and in particular the prescribed certificates of competency and licences.

Les autres membres de l'équipage devront être porteurs de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

L'équipage et les passagers devront être pourvus des pièces requises par les dispositions en vigueur concernant le trafic international, à moins que les deux Etats contractants n'en conviennent autrement.

Article 7.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et licences qui ont été délivrés ou reconnus par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou pour l'équipage auront, dans l'autre Etat contractant, la même validité que les documents correspondants établis ou reconnus dans cet Etat ; toutefois, les brevets d'aptitude et les licences des membres de l'équipage ne seront valables que pour le service des aéronefs de leur pays. Aucune exception ne pourra être apportée à cette règle sans l'assentiment de l'autorité aéronautique suprême de l'autre pays.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables pour la navigation aérienne à l'intérieur de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres nationaux par l'autre Etat contractant.

Article 8.

Les aéronefs ne pourront être munis d'appareils servant à l'émission de messages radiotélégraphiques que s'ils détiennent une autorisation spéciale de leur pays d'origine. L'utilisation de ces appareils en cours de vol dans le territoire d'une des Parties contractantes sera régie par les règlements particuliers en vigueur dans cet Etat. En outre, ces appareils ne devront être manipulés que par des membres de l'équipage pourvus d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent d'édicter pour des raisons de sécurité, des règles relativement à l'installation obligatoire d'appareils émetteurs de télégraphie sans fil sur les aéronefs.

Article 9.

Les aéronefs, leur équipage et les passagers ne pourront transporter des armes, munitions, gaz toxiques, explosifs et pigeons voyageurs qu'avec l'autorisation spéciale de l'Etat dans la zone aérienne duquel navigue l'aéronef. En ce qui concerne le transport d'appareils photographiques, une autorisation spéciale est requise lorsque ces appareils sont installés de telle façon que leur utilisation soit possible en cours de route.

Pour des motifs de sûreté publique, chaque Etat contractant pourra, dans son territoire, soumettre à des restrictions d'autres objets que ceux désignés à l'alinéa premier, qu'il s'agisse de marchandises ou d'objets emportés par les voyageurs ou les membres de l'équipage, à la condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Etat contractant.

Article 10.

Les aéronefs transportant des passagers et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des passagers, et d'un connaissance indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que les déclarations en douane requises.

Au cas où l'on constaterait, lors de l'atterrissage de l'aéronef, une divergence quelconque entre les documents visés ci-dessus et les objets qui se trouvent à bord, les autorités douanières de l'aérodrome d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport des envois postaux fera l'objet d'arrangements spéciaux que les administrations postales des deux Etats contractants conclueront directement l'une avec l'autre.

The other members of the crew must carry certificates indicating their duties on board the aircraft and their occupation, identity and nationality.

Unless otherwise provided by agreement between the two Contracting States, the crew and passengers must carry the certificates prescribed in the existing regulations on international traffic.

Article 7.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or approved by one of the High Contracting Parties for the aircraft or the crew, shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding documents issued or approved in the latter State, except that certificates of competency and licences held by the crew shall only be valid for the service of aircraft belonging to their own country. Exceptions to this rule are subject to the approval of the highest air navigation authorities of the other country.

Each of the two High Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise as valid for air navigation within its own territory certificates of competency and licences issued to its own nationals by the other Contracting State.

Article 8.

Aircraft may only carry wireless transmitting apparatus when they hold a special permit for the purpose issued by the authorities of the country to which they belong. The employment of this apparatus over the territory of either Contracting Part shall be governed by the regulations in force on the matter in the State in question. Such apparatus may, further, only be used by members of the crew provided with a special licence issued by the authorities of the country to which they belong.

The two Contracting Parties reserve the right to issue, on grounds of safety, regulations regarding the compulsory equipment of aircraft with wireless transmitting apparatus.

Article 9.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, poisonous gases, explosives, or carrier pigeons unless they have received special permission from the State in whose air territory the aircraft happens to be. A special licence is required for photographic apparatus if it is carried in such a way that it may be used during flight.

Either Contracting State may, on grounds of public safety, impose restrictions on the transport or carrying within its territory of articles other than those specified in the first paragraph, provided no distinction is made in this respect between national aircraft and the aircraft of the other Contracting State.

Article 10.

Aircraft which carry passengers and goods must be provided with a list of the passengers' names and a manifest showing the nature and quantity of the goods, together with the necessary Customs declarations.

Should it be found on the arrival of an aircraft that there is a discrepancy between the goods carried and the above-mentioned documents, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carrying of mails shall be arranged direct between the postal administrations of the two Contracting States by means of special agreements.

Article 11.

Chaque Etat contractant pourra, sur son territoire, au départ ou à l'atterrissage, faire procéder, par les autorités compétentes, à la visite des aéronefs de l'autre Etat, ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 12.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique pourront être utilisés par les aéronefs des deux Etats. Les aéronefs pourront également faire usage des services de renseignements météorologiques, des services de radiotélégraphie et des services de sécurité aéronautique. Les droits éventuels (droits d'atterrissage, droits de stationnement, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et pour ceux de l'autre Etat.

Article 13.

Les aéronefs à destination et en provenance de l'un des deux Etats contractants ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique et pourvu des services nécessaires pour la visite douanière et le contrôle des passeports ; ils ne seront pas autorisés à atterrir entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas particuliers, les autorités compétentes pourront autoriser les aéronefs à destination ou en provenance de l'autre Etat contractant à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres aérodromes, où la visite douanière et le contrôle des passeports devront avoir lieu. L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome subsiste dans ces cas.

En cas d'atterrissage forcé, ou d'atterrissage visé à l'article 4 — dans le pays de départ après la visite douanière et le contrôle des passeports dans le pays d'arrivée, avant la visite douanière et le contrôle des passeports — le pilote, les membres de l'équipage et les passagers devront se conformer aux prescriptions en vigueur dans l'Etat en question concernant la visite douanière et le contrôle des passeports.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Les aérodromes aménagés pour la visite de la douane et le contrôle des passeports y seront indiqués particulièrement. Toute modification apportée à cette liste et toute restriction même passagère de la faculté d'utiliser l'un de ces aérodromes devront être immédiatement notifiées à l'autre Etat contractant.

Article 14.

Les frontières des deux Hautes Parties contractantes ne devront être survolées qu'aux points déterminés par l'Etat intéressé. Il est entendu que toutes les zones frontalières que l'une des Parties contractantes aura autorisé ses propres aéronefs ou des aéronefs étrangers à survoler seront *ipso facto* ouvertes également aux aéronefs de l'autre Partie contractante.

Article 15.

Il ne pourra être lancé d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 16.

En cours de route, des objets ou matières autres que le lest ne pourront être jetés ou déchargés de quelque autre façon que si l'Etat, dont le territoire national est touché, a délivré, à cet effet, une autorisation spéciale.

Article 11.

Each of the Contracting States may, in its own territory, order the aircraft of the other Contracting State to be inspected on departure or landing by its competent authorities and the prescribed certificates and other documents to be examined.

Article 12.

Every aerodrome which is open to public use in the territory of either Contracting State shall be open to the aircraft of the other State. The meteorological, wireless and air safety services may also be used by the aircraft of both Contracting States. Any charges (landing charge, charge for stay, etc.) shall be the same for national aircraft and the aircraft of the other State.

Article 13.

Aircraft entering or leaving the territory of either Contracting State may only land at or depart from an aerodrome open to public use and provided with a Customs office and facilities for the inspection of passports; no intermediate landing may take place between the frontier and the aerodrome. The competent authorities may, in particular cases, authorise an aircraft to land at or depart from other aerodromes, at which the Customs and passport formalities must be carried out. The prohibition against landing between the frontier and the aerodrome shall also apply in such cases.

In the event of a forced landing or of a landing such as is provided for in Article 4 in the country of departure after the Customs examination and passport inspection, or in the country of destination before the Customs examination and passport inspection — the pilot, crew and passengers of the aircraft must observe the regulations in force in the country in question in regard to Customs examination and passport inspection.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other the list of aerodromes in their territories which are open to public use. This list shall specify in particular the aerodromes at which there are Customs offices and arrangements for passport inspection. Any modification of this list and any restriction, even temporary, of the right to utilise any of these aerodromes must be notified without delay to the other Contracting Party.

Article 14.

The frontiers of the two High Contracting Parties may only be crossed by aircraft at the points specified by the State concerned. It is understood that if either Contracting Party authorises its own or foreign aircraft to cross a particular frontier area, the right to fly over the said area shall be accorded *ipso facto* to the aircraft of the other Contracting Party.

Article 15.

No ballast other than fine sand or water may be dropped.

Article 16.

No articles or substances other than ballast may be thrown or dropped from an aircraft in flight unless special permission has been given for this purpose by the State flown over.

Lorsque des résidus sont jetés d'un aéronef en cours de route, il conviendra d'observer les règles établies à ce sujet par l'Etat contractant sur le territoire duquel cet acte est accompli.

Article 17.

Dans tous les cas où l'application de la présente convention soulève des questions de nationalité, il est convenu que les aéronefs possèdent la nationalité de l'Etat dans le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne pourra être immatriculé dans l'un des deux Etats que s'il appartient exclusivement à des ressortissants dudit Etat. Si le propriétaire en est une société d'une nature quelconque, celle-ci devra remplir les conditions prescrites par la législation norvégienne ou allemande, selon le cas, pour pouvoir être considérée comme société norvégienne ou allemande.

Article 18.

Tout aéronef qui entre dans un des Etats contractants ou qui survole son territoire, et qui n'y atterrit et n'y séjourne que dans la mesure nécessaire pourra se soustraire à la saisie pour violation de brevet ou contrefaçon d'un modèle déposé, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'arrangement amiable, sera fixé, dans le plus bref délai possible, par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 19.

En cas d'atterrissage, et notamment en cas d'atterrissage forcé, les aéronefs de l'un des Etats contractants auront droit à l'assistance des mêmes services de secours que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des aéronefs en détresse en pleine mer sera régi, sauf arrangement contraire, par les principes du droit maritime, tels qu'ils résultent des conventions internationales ou, à leur défaut, des lois de l'Etat auquel les sauveteurs ressortissent.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les prescriptions en vigueur sur leur territoire concernant la navigation aérienne.

Article 21.

Les modalités d'exécution de la présente convention (en particulier, les formalités de douane) seront, dans la mesure du possible, réglées par voie d'accord direct entre les différentes administrations compétentes des deux Parties contractantes.

Article 22.

Les différends qui viendraient à s'élever au sujet de l'interprétation de la présente convention seront, à la demande de l'une des Parties contractantes, soumises à un tribunal arbitral. Il en sera de même de la question préalable portant sur le point de savoir si les différends ont trait à l'interprétation de la convention. Il ne pourra être appelé de la décision rendue à ce sujet par le tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral se composera de trois membres et sera constitué de la façon suivante : dans le délai d'un mois à partir du jour où la constitution du tribunal arbitral aura été réclamée, chaque

When refuse is dropped from aircraft in flight, the regulations issued on the subject by the State whose territory is flown over shall be observed.

Article 17.

Whenever questions of nationality arise in connection with the carrying out of the present Convention, it is understood that aircraft possess the nationality of the State on the register of which they are duly entered.

No aircraft may be entered on the register of either Contracting State unless it belongs wholly to nationals of the State. Where the owner is a company of any kind, the latter must fulfil the conditions prescribed by the existing Norwegian or German laws in order to be recognised as a Norwegian or German company.

Article 18.

Aircraft which enter or pass through the territory of either Contracting State and make therein only such landings and stoppages as are reasonably necessary, shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of patent or design, subject to the deposit of security, the amount of which in default of amicable agreement shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 19.

The aircraft of either Contracting State, on landing in the territory of the other Contracting State, shall be entitled, particularly in case of a forced landing, to the same measures of assistance as national aircraft.

The salvage of aircraft in distress on the high seas shall, in the absence of agreement to the contrary by the Parties, be governed by the principles of maritime law resulting from existing international conventions, or, failing such, the law of the State to which the persons undertaking salvage belong.

Article 20.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other all regulations governing air navigation in their respective territories.

Article 21.

The details relating to the execution of the present Convention (more especially Customs formalities) shall be settled so far as is possible by direct agreement between the various competent administrations of the two Contracting Parties.

Article 22.

Any disputes which may arise regarding the interpretation of this Convention shall, at the request of either Contracting Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal. This shall also apply to the decision of the preliminary question whether the disputes relate to the interpretation of the Convention. The decision of the arbitral tribunal shall be final.

The arbitral tribunal shall consist of three members ; it shall be constituted in such a manner that either Party shall, within a period of one month after a request has been made for the consti-

Partie désignera un arbitre assesseur de son choix. Si l'une des Parties néglige de désigner à temps l'arbitre qu'elle doit nommer, l'autre Partie pourra prier le président du Conseil d'administration de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye de désigner cet arbitre. Le surarbitre sera désigné, d'un commun accord, par les Parties, au cours du même mois. Il devra être ressortissant d'un Etat tiers et expert en matière de navigation aérienne, n'avoir aucun domicile sur le territoire des deux Parties et ne pas être à leur service. Au cas où la désignation du surarbitre qui doit être choisi d'un commun accord, n'aurait pas lieu dans le délai fixé, chaque Partie pourra prier le président du Conseil d'administration de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye de désigner le surarbitre.

Le surarbitre fixera le siège du tribunal arbitral.

Les décisions du tribunal arbitral seront prises à la majorité des voix. La procédure pourra être écrite, si aucune des Parties ne s'y oppose. Au reste, la procédure sera fixée par le tribunal arbitral lui-même.

Chaque Partie prendra à sa charge la rémunération due à l'arbitre désigné par elle, ainsi que la moitié de la rémunération due au surarbitre. Chaque Partie supportera la moitié des frais de la procédure.

Article 23.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra dénoncer la présente convention en tout temps, la dénonciation devant prendre fin à l'expiration d'un délai de douze mois. En outre, chacun des Etats contractants se réserve le droit de dénoncer la présente convention avec effet immédiat du jour de la dénonciation, lorsque les deux Etats auront ratifié la Convention internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris, le 13 octobre 1919.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée ; les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Oslo. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait en double original, en langues norvégienne et allemande, à Berlin, le 23 janvier 1929.

(L. S.) A. SCHEEL.

(L. S.) Dr Carl von SCHUBERT.

tution of an arbitral tribunal, appoint an assessor-arbitrator of its own choosing. Should either Party fail to appoint in due time the arbitrator to be nominated by it, the other Party may request the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague to appoint this arbitrator. The umpire shall be appointed by the Parties by common agreement during the same month. He shall be a national of a third State and experienced in air navigation matters, but may not have his domicile in the territory, nor be in the service, of either Party. If the umpire to be nominated by common agreement should not have been appointed within the period of one month, either Party may request the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague to appoint the umpire.

The umpire shall fix the seat of the arbitral tribunal.

The decisions of the arbitral tribunal shall be taken by a majority of votes. The proceedings may be in writing if neither Party raise objections thereto. In other respects, the procedure shall be fixed by the arbitral tribunal itself.

Each Party shall pay the allowances of the arbitrator appointed by it and in addition half the allowances of the umpire. Each Party shall pay half the costs of the proceedings.

Article 23.

Either High Contracting Party may denounce the present Convention at any time by giving twelve months' notice.

Furthermore, each of the Contracting States reserves the right to denounce the present Convention with immediate effect as from the date of denunciation when both have ratified the International Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation signed at Paris on October 13, 1919.

Article 24.

The present Convention shall be ratified; the instruments of ratification shall be exchanged at Oslo as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicata in Norwegian and German at Berlin on January 23, 1929.

(L. S.) A. SCHEEL.

(L. S.) Dr. Carl VON SCHUBERT.

N° 2111.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET NORVÈGE**

Echange de notes relatif au visa des
passeports des ressortissants des
deux pays. Oslo, les 10 mai et
23 juillet 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND NORWAY**

Exchange of Notes regarding Pass-
ports Visas for the Nationals of
the two Countries. Oslo, May 10
and July 23, 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NO. 2111.—EXCHANGE OF NOTES²
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE UNITED STATES OF
AMERICA AND THE NORWE-
GIAN GOVERNMENT, REGARD-
ING PASSPORT VISAS FOR
THE NATIONALS OF THE TWO
COUNTRIES. OSLO, MAY 10,
AND JULY 23, 1929.

NO 2111. — ÉCHANGE DE NOTES²
ENTRE LE GOUVERNEMENT
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LE GOUVERNEMENT NOR-
VÉGIEN, RELATIF AU VISA DES
PASSEPORTS DES RESSORTIS-
SANTS DES DEUX PAYS. OSLO,
LES 10 MAI ET 23 JUILLET 1929.

*Textes officiels anglais et norvégien communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de
Norvège. L'enregistrement de cet échange de
notes a eu lieu le 2 août 1929.*

*English and Norwegian official texts communicated
by the Norwegian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Exchange of Notes took
place August 2, 1929.*

LEGATION
OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

OSLO, May 10, 1929.

EXCELLENCY,

With reference to my note of April 30, 1925, and conversations recently had with Your Excellency relative to the mutual waiver of visa fees for non-immigrants I have the honour to propose that the following agreement be effected between the Government of the United States and that of Norway :

“ The Government of the United States will, from the 1st of January, 1930, collect no fee for visaing passports or executing applications therefor in the case of citizens or subjects of Norway desiring to visit the United States (including the insular possessions) who are not “ immigrants ” as defined in the Immigration

LÉGATION
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
OSLO.

OSLO, le 10 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à ma note du 30 avril 1925 et aux entretiens que j'ai eus récemment avec Votre Excellence concernant l'abolition réciproque des droits de visa pour les non-immigrants, j'ai l'honneur de proposer que l'accord suivant soit conclu entre le Gouvernement des Etats-Unis et celui de la Norvège :

« Le Gouvernement des Etats-Unis ne percevra, à partir du 1^{er} janvier 1930, aucun droit pour viser les passeports ou pour donner suite aux demandes de visa, lorsqu'il s'agira de citoyens ou de sujets norvégiens qui désirent se rendre aux Etats-Unis (y compris les possessions insulaires) et ne sont pas « immigrants »

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Cet arrangement déploie ses effets à partir du 1^{er} janvier 1930.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² This Arrangement is effective as from January 1, 1930.

act of the United States of 1924, namely, (1) a government official, his family, attendants, servants, and employees, (2) an alien visiting the United States temporarily as a tourist or temporarily for business or pleasure, (3) an alien in continuous transit through the United States, (4) an alien lawfully admitted to the United States who later goes in transit from one part of the United States to another through foreign contiguous territory, (5) a *bona fide* alien seaman serving as such on a vessel arriving at a port of the United States and seeking to enter temporarily the United States solely in the pursuit of his calling as a seaman, and (6) an alien entitled to enter the United States solely to carry on trade under and in pursuance of the provisions of a present existing treaty of commerce and navigation; and from the same date the Government of Norway will not require non-immigrant citizens of the United States of like classes desiring to visit Norway or its possessions, to present visaed passports."

In case Your Excellency's Government consents to the above form your reply to that effect will be considered sufficient by my Government for the purpose of concluding the proposed agreement. Early action in this matter will be appreciated.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(s.) Laurits S. SWENSON.

His Excellency
Johan Ludwig Mowinckel,
Royal Norwegian Minister
for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 30 juillet 1929.

Par autorisation :
Le Chef de la Division
des Affaires administratives a. i.
E. S. Meier.

selon la définition de la loi sur l'immigration promulguée en 1924, aux Etats-Unis, à savoir : 1^o les fonctionnaires de l'Etat, leur famille, leur suite, leurs domestiques et employés ; 2^o les étrangers qui se rendant temporairement aux Etats-Unis soit comme touristes, soit pour leurs affaires ou leur agrément ; 3^o les étrangers qui traversent les Etats-Unis en transit, sans interruption de parcours ; 4^o les étrangers légalement admis aux Etats-Unis et qui, ultérieurement, se rendent en transit d'une partie des Etats-Unis dans une autre partie de ce pays, en passant par un territoire étranger limitrophe ; 5^o les marins étrangers « *bona fide* », qui servent en cette qualité à bord de navires arrivant dans un port des Etats-Unis et désirent pénétrer temporairement aux Etats-Unis uniquement dans l'exercice de leur profession de marin ; 6^o les étrangers autorisés à pénétrer aux Etats-Unis uniquement en vue de se livrer au commerce conformément aux dispositions d'un traité de commerce et de navigation en vigueur ; à partir de la même date, le Gouvernement de la Norvège n'exigera pas des citoyens des Etats-Unis non immigrants qui appartiennent aux mêmes catégories et désirent visiter la Norvège ou ses possessions, la présentation de passeports visés. »

Au cas où le Gouvernement de Votre Excellence approuverait le texte ainsi libellé, votre réponse à cet effet sera considérée par mon Gouvernement comme suffisante aux fins de la conclusion de l'accord envisagé. Mon gouvernement attacherait du prix à un prompt règlement de la question.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Laurits S. SWENSON.

Son Excellence
M. Johan Ludwig Mowinckel,
Ministre des Affaires étrangères
de Norvège,
etc., etc., etc.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 23. juli 1929.

HERR SENDEMANN,

I besvarelse av Deres note av 10. mai 1929 har jeg den ære å meddele, at den norske Regjering fra 1. januar 1930 vil undlate å kreve passvisum for borgere av Amerikas Forente Stater, som ønsker å besøke Norge eller dets besiddelser i egenskap av ikke-emigranter, d. e. som tilhører de i Deres ovennevnte note anførte klasser av reisende ; under forutsetning av at Amerikas Forente Staters regjering fra det samme tidspunkt undlater å opkreve gebyr for visering av pass eller for innvilgelse av ansökning derom for norske borgere som ønsker å besøke Amerikas Forente Stater (med tilhørende öbesiddelser) i egenskap av ikke-emigranter og som inngår under de nevnte klasser av reisende.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede höiaktelse.

(u.) Johan Ludwig MOWINCKEL.

Herr L. S. Swenson,
Amerikas Forente Staters Sendemann,
etc., etc., etc.,

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 30 juillet 1929.

Par autorisation :
Le Chef de la Division
des Affaires administratives a. i.,
E. S. Meier.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 23 juillet 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note du 10 mai 1929, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement norvégien cessera, à partir du 1^{er} janvier 1930, d'exiger le visa des passeports de citoyens des Etats-Unis d'Amérique désirant visiter la Norvège ou ses possessions en qualité de non-émigrants, c'est-à-dire appartenant aux caté-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, July 23, 1929.

SIR,

In reply to your note of May 10, 1929, I have the honour to inform you that the Norwegian Government, from January 1, 1930, will cease to require a passport visa for citizens of the United States who desire to visit Norway or its possessions and are not emigrants, i. e. who belong to the classes of travellers indicated in your note

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

gories de voyageurs indiquées dans votre note précitée, à condition que le Gouvernement des Etats-Unis, à partir de la même date, cesse de percevoir un droit pour viser les passeports ou pour donner suite aux demandes de visa, lorsqu'il s'agira de sujets norvégiens qui désirent se rendre aux Etats-Unis d'Amérique (y compris les possessions insulaires) en qualité de non-émigrants et qui rentrent dans lesdites catégories de voyageurs.

Veuillez agréer, etc.

(*Signé*) Johan Ludwig MOWINCKEL.

Monsieur L. S. Swenson,
Ministre des Etats-Unis
d'Amérique,
etc., etc., etc.

mentioned above, provided the United States Government, from the same date, ceases to collect a fee for passport visas or for complying with requests for such visas in the case of Norwegian subjects who desire to visit the United States of America (including the insular possessions) in the capacity of non-immigrants and who are included in the said classes of travellers.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) Johan Ludwig MOWINCKEL.

Mr. L. S. Swenson,
Minister of the
United States of America,
etc., etc., etc.

N° 2112.

AUTRICHE ET URUGUAY

Echange de notes comportant un
Accord relatif à l'abolition réci-
proque des visas des passeports.
Vienne, les 24 et 25 mai 1929.

AUSTRIA AND URUGUAY

Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding the recipro-
cal Abolition of Passport Visas.
Vienna, May 24 and 25, 1929.

N^o 2112. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS D'AUTRICHE ET DE L'URUGUAY, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DES VISAS DES PASSEPORTS. VIENNE, LES 24 ET 25 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 août 1929.

I.

LÉGATION DE L'URUGUAY.
N^o 130/929.

VIENNE, le 24 mai 1929.

EXCELLENCE,

Me référant à la note de Votre Excellence N^o 112.919-15 en date du 13 avril dernier et aux pourparlers qui ont eu lieu entre la Chancellerie fédérale et cette Légation au sujet d'un arrangement à conclure entre l'Autriche et l'Uruguay concernant la suppression réciproque du visa des passeports proposée par mon gouvernement et approuvée par le Conseil des Ministres d'Autriche, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de l'Uruguay m'autorise à conclure avec Votre Excellence un arrangement sur les bases suivantes :

1^o Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tous temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira pour les enfants au-dessous de quinze ans de présenter au lieu du passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

2^o Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires des deux pays concernant les lois respectives d'immigration, la fermeture des frontières, l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers.

3^o Chacun des deux gouvernements se réserve le droit de modifier ces dispositions par la voie d'un simple échange de notes diplomatiques dans les cas qu'ils le considéreront nécessaire d'après les expériences faites.

4^o Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1929 ; il cessera ses effets trois mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2112. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE AUSTRIAN AND URUGUAYAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. VIENNA, MAY 24 AND 25, 1929.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place August 3, 1929.

I.

URUGUAYAN LEGATION.
No. 130/929.

VIENNA, May 24, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note No. 112.119-15 of April 13 last, and to the negotiations held between the Federal Chancellery and this Legation regarding an arrangement to be concluded between Austria and Uruguay for the mutual abolition of passport visas proposed by my Government and approved by the Austrian Council of Ministers, I have the honour to inform you that the Uruguayan Government has empowered me to conclude an arrangement with Your Excellency upon the following basis :

(1) Nationals of each of the two countries may at any time enter the territory of the other country and leave it at the officially recognised frontier points, provided they are in possession of a valid national passport which clearly establishes the holder's nationality and without the visa of the other State being required.

This privilege applies only to holders of national passports and not to holders of passports for foreigners (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. In the case of children over ten, this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

(2) The present agreement shall not affect the provisions in force in the territories of the two countries with regard to the immigration laws, the closing of the frontier, prohibitions to enter the country, the turning back at the frontier of persons of doubtful antecedents, police registration and the residence and expulsion of foreigners.

(3) Both Governments reserve the right to alter the present provisions by a simple exchange of diplomatic notes, should they regard it as necessary to do so in the light of experience.

(4) The present agreement shall come into force on July 1, 1929, and shall cease to have effect three months after being denounced by either of the two countries.

¹ Traduit par le Secrétaire de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 1, 1929.

En vous priant, Excellence, de bien vouloir me faire tenir une note analogue à la présentée en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Son Excellence
Monsieur Ernest Streeruwitz,
Chancelier fédéral de la République d'Autriche,
Vienne.

Luis GARABELLI.

II.

LE CHANCELIER FÉDÉRAL.
124.922-15.

VIENNE, le 25 mai 1929.

MONSIEUR L'ENVOYÉ,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu entre la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères, et la Légation de l'Uruguay concernant la proposition de votre Gouvernement d'abolir entre l'Autriche et l'Uruguay le visa de passeports pour les ressortissants des deux Etats, et en réponse à la note N° 130/929, que vous avez bien voulu m'adresser à ce sujet à la date du 24 courant, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral, tout en adhérant avec une vive satisfaction à cette proposition, déclare par la présente de consentir au règlement suivant de cette question :

1° Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tous temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira pour les enfants au-dessous de quinze ans de présenter au lieu du passeport un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

2° Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires des deux pays concernant l'immigration, la fermeture des frontières, l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière de voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers.

3° Chacun des deux gouvernements se réserve le droit de modifier ces dispositions par la voie d'un simple échange de notes diplomatiques dans le cas où — d'après les expériences faites — il le considérerait nécessaire.

4° Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1929 ; il cessera ses effets trois mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

Tout en constatant que par les notes que nous venons d'échanger l'accord sur la matière sus-indiquée est formellement établi, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

STREERUWITZ.

Son Excellence
Monsieur Louis Garabelli,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de l'Uruguay,
Vienne.

Requesting Your Excellency to forward me a note corresponding to the present note, in order formally to establish your agreement on this matter, I have the honour to be, etc.

To His Excellency M. Ernest Streeruwitz,
Federal Chancellor of the Austrian Republic,
Vienna.

Luis GARABELLI.

II.

FEDERAL CHANCELLOR.
124.922-15.

VIENNA, *May 25, 1929.*

SIR,

With reference to the negotiations between the Federal Chancellery, Department of Foreign Affairs, and the Uruguyan Legation, concerning your Government's proposal to abolish passport visas as between Austria and Uruguay for nationals of the two States, and in reply to Note No. 130/929 which you sent me on this matter on the 24th instant, I have the honour to inform you that the Federal Government has much satisfaction in acceding to this proposal, and herewith declares its consent to the following settlement of this question :

(1) Nationals of each of the two countries may at any time enter the territory of the other country and leave it at the officially recognised frontier points, provided they are in possession of a valid national passport which clearly establishes the holder's nationality and without the visa of the other State being required.

This privilege applies only to holders of national passports and not to holders of passports for foreigners (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. In the case of children over ten years of age, this document must bear a photograph stamped by the issuing authority.

(2) The present agreement shall not affect the provisions in force in the territories of the two countries with regard to the immigration laws, the closing of the frontier, prohibitions to enter the country, the turning-back at the frontier of persons of doubtful antecedents, police registration and the residence and expulsion of foreigners.

(3) Both Governments reserve the right to alter the present provisions by a simple exchange of diplomatic notes, should they regard it as necessary to do so in the light of experience.

(4) The present agreement shall come into force on July 1, 1929, and shall cease to have effect three months after being denounced by either of the two countries.

Noting that the agreement on the above-mentioned matter is formally established by the present exchange of notes, I have the honour to be, etc.,

STREERUWITZ.

To His Excellency M. Louis Garabelli,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Uruguay,
Vienna.

N° 2113.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Traité relatif à la frontière de l'Oder,
avec protocole final. Signé à
Prague, le 22 mars 1928.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Treaty regarding the Oder Frontier,
with Final Protocol. Signed at
Prague, March 22, 1928.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 2113. — SMLOUVA¹ MEZI NĚMECKOU ŘÍŠÍ A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU O HRANIČNÍ ODŘE, PODEPSANÁ V PRAZE, DNE 22. BŘEZNA 1928.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 5 août 1929.

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ se strany jedné a NĚMECKÁ ŘÍŠE se strany druhé, zamýšlejíce upravití poměry na hraniční Odře, rozhodly se sjednati o tom smlouvu.

Proto jmenovaly svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Komisáře pro věci hraniční Ing. Václava ROUBÍKA,

NĚMECKÝ ŘÍŠSKÝ PRESIDENT :

Vyslance dra Pavla ECKARDTA.

Tito zmocněnci, předloživše si navzájem své plné moci a shledavše je správnými obsahem i formou, shodli se na těchto ustanoveních :

Článek 1.

Hraniční Odrou jest podle této smlouvy trať Odry od říčního km 19,93 nad železničním mostem v Annabergu až k říčnímu km 27,47 pod ústím Olše, kteroužto trať československo-německá státní hranice z části sleduje a již na různých místech protíná.

Článek 2.

Hraniční Odra budiž udržována podle jednotných, příslušnými úřady obou států ve vzájemné dohodě ustanovených zásad.

Článek 3.

1. Vodní policii na hraniční Odře vykonává každý stát na svém území.
2. Povolení a schválení s hlediska vodní policie ve smyslu vodních zákonů obou států budou na hraniční Odře udělována úřady příslušného státu v dohodě s úřady státu druhého. Příslušným

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 17 juin 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2113. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER DIE GRENZODER, GEZEICHNET IN PRAG, AM 22. MÄRZ 1928.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 5, 1929.

DIE TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK einerseits und DAS DEUTSCHE REICH andererseits haben in der Absicht, die Verhältnisse an der Grenzoder zu regeln, beschlossen, ein dahin gehendes Abkommen zu treffen.

Demzufolge haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

den Kommissar für Grenzangelegenheiten Ing. Václav ROUBÍK ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Gesandten Dr. Paul ECKARDT ;

Die Bevollmächtigten sind nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Die Grenzoder im Sinne dieses Vertrages ist die Strecke der Oder von Stromkilometer 19,93 oberhalb der Eisenbahnbrücke bei Annaberg bis Stromkilometer 27,47 unterhalb der Olsamündung, der die tschechoslowakisch-deutsche Staatsgrenze zum Teil folgt und die sie an verschiedenen Stellen durchschneidet.

Artikel 2.

Die Grenzoder soll nach einheitlichen, von den zuständigen Behörden beider Staaten im gegenseitigen Einvernehmen aufzustellenden Grundsätzen unterhalten werden.

Artikel 3.

1. Die Wasserpolizei auf der Grenzoder übt jeder Staat innerhalb seines Gebietes aus.
2. Verleihungen und wasserpolizeiliche Genehmigungen im Sinne der Wassergesetze beider Staaten werden an der Grenzoder durch die Behörden des zuständigen Staates im Einverständnis

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, June 17, 1929.

jest onen stát, na jehož území mají býti zřízena díla, jež jsou předmětem povolení nebo schválení. Úřady obou států jsou při tom povinny sděliti si učiněné návrhy a formální námítky.

3. Ustanovení odstavce 2. platí obdobně i pro případy, kdy jde o to, aby bylo zachováno volným územím, jímž protéká velká voda.

Článek 4.

Povolení k vybírání písku a šterku z koryta hraniční Odry budou udělována v dohodě příslušných úřadů obou států.

Článek 5.

Na požádání jednoho z obou států bude vypracován v dohodě příslušných úřadů obou států povšechný projekt úpravy hraniční Odry; tento projekt vyžaduje schválení obou států. Náklady, vyjímajíc požitky zúčastnivších se úředníků, budou hrazeny každým z obou států z polovice.

Článek 6.

Práce, jež mají býti vykonány v rámci povšechného projektu vypracovaného podle čl. 5 budou prováděny na podkladě podrobných projektů, rovněž vypracovaných ve vzájemné dohodě. Oba státy se dohodnou případ od případu o provádění těchto prací, o udržování tím vzniklého stavu, o rozvržení nákladů včetně výloh za vypracování podrobných projektů, jakož i o případné technické a finanční kontrole stavebních prací.

Článek 7.

Platy, jež má konati jeden z obou států podle čl. 5 a 6 státu druhému na podkladě vyúčtování uznaných oběma státy, buďtež provedeny do dvou měsíců po uznání těchto vyúčtování a to v měně druhého státu.

Článek 8.

I. Aby byl zjištěn stav hraniční Odry, provedou nejméně jednou v každém roce po dohodě příslušných úřadů obou států zmocněnci těchto úřadů společné přehledky. Takové přehledky vykonají se i v případech mimořádných událostí, požádá-li o to jeden z obou států. Podle výsledku přehledek buďtež učiněny návrhy na udržovací práce, jež bude snad třeba provést, jakož i na ostatní práce (čl. 6).

2. O přehledkách buďtež sepsány zápisy v jazycích obou států.

3. Výlohy, všešlé přehledkami, hradí každý stát za osoby jím přibrané.

Článek 9.

Při provádění zaměřovacích prací může býti použito ku připojení na cizím státním území při hraniční Odře se vyskytujících výškových a polygonálních bodů říční stavební správy.

mit den Behörden des anderen Staates erteilt. Zuständig ist der Staat, in dessen Gebiete die für die Verleihung oder Genehmigung in Betracht kommenden Anlagen geschaffen werden sollen. Die beiderseitigen Behörden haben sich dabei die gestellten Anträge und förmlichen Einsprüche mitzuteilen.

3. Die Bestimmungen des Absatz 2 gelten entsprechend auch für die Freihaltung des vom Hochwasser durchflossenen Gebiets.

Artikel 4.

Genehmigungen zur Entnahme von Sand und Kies aus dem Flussbett der Grenzoder werden im Einvernehmen der zuständigen Behörden beider Staaten erteilt.

Artikel 5.

Auf Verlangen eines der beiden Staaten wird ein allgemeiner Entwurf für den Ausbau der Grenzoder im Einvernehmen der zuständigen Behörden beider Staaten aufgestellt werden; dieser bedarf der Genehmigung beider Staaten. Die Kosten, mit Ausnahme der Bezüge der beteiligten Beamten, werden von jedem der beiden Staaten zur Hälfte getragen.

Artikel 6.

Arbeiten, die im Rahmen des nach Artikel 5 aufgestellten allgemeinen Entwurfs auszuführen sind, werden auf Grund von Sonderentwürfen ausgeführt, die gleichfalls im beiderseitigen Einvernehmen aufzustellen sind. Über die Ausführung dieser Arbeiten, Erhaltung des dadurch geschaffenen Zustandes und die Kostenverteilung, mit Einschluss der Kosten für die Aufstellung der Sonderentwürfe, sowie über eine etwaige technische und finanzielle Kontrolle der Bauarbeiten werden die beiden Staaten von Fall zu Fall Vereinbarungen treffen.

Artikel 7.

Zahlungen, die einer der beiden Staaten gemäss der Artikel 5 und 6 an den anderen Staat auf Grund der beiderseits anerkannten Abrechnungen zu leisten hat, sind innerhalb zweier Monate nach Anerkennung dieser Abrechnungen in der Währung des anderen Staates auszuführen.

Artikel 8.

1. Zur Feststellung des Zustandes der Grenzoder werden mindestens einmal in jedem Jahre im Einvernehmen der zuständigen Behörden der beiden Staaten durch die Beauftragten dieser Behörden gemeinsame Besichtigungen stattfinden. Solche Besichtigungen sind auch in Fällen aussergewöhnlicher Ereignisse auf Verlangen eines der beiden Staaten auszuführen. Je nach dem Ergebnis der Besichtigungen sind Vorschläge über etwa auszuführende Unterhaltungsarbeiten und über sonstige Arbeiten (Artikel 6) zu machen.

2. Über die Besichtigungen sind Niederschriften in den Sprachen beider Staaten aufzunehmen.

3. Die durch die Besichtigungen entstehenden Kosten trägt jeder Staat für die von ihm zugezogenen Personen.

Artikel 9.

Bei Ausführung von Vermessungsarbeiten dürfen die auf fremdem Staatsgebiet an der Grenzoder vorhandenen Höhen- und Polygonpunkte der Flussbauverwaltung für Anschlusszwecke mitbenützt werden.

Článek 10.

Příslušné úřady obou států budou si za náhradu telegrafních a telefonních výloh sdělovati takové údaje o vodních stavech a o poměrech ledu, jakož i o velikosti srážek a o odtokových množstvích, jež jsou cennými pro odvrácení nebezpečí velkých vod a ledů, pro přípravu úpravních projektů a pro provádění udržovacích prací na hraniční Odře. Pro stejné účely sdělí si tyto úřady navzájem, případně za náhradu výloh, jež vzniknou přenecháním materiálu, též cenné výsledky územních a vodních technických měření, jakož i změny výškových a polygonálních bodů.

Článek 11.

Příslušné úřady pro vodní stavby obou států vyrozumí o každé práci, jež má býti provedena na podkladě této smlouvy, navzájem sebe i příslušný úřad celní správy druhého státu, a to pokud možno šest dní předem.

Článek 12.

1. Na úředníky, kteří provádějíce ustanovení této smlouvy musí přestupovati státní hranici na hraniční Odře, jest způsobem věci odpovídajícím použití ustanovení článku 32, odstavec 1 smlouvy mezi Československou Republikou a Německou Říší podepsané dne 3. února 1927 v Berlíně o úpravě hraničních poměrů na státní hranici popsané ve článku 83 versailleské smlouvy ze dne 28. července 1919. Totéž platí pro pomocný personál včetně dělníků tyto úředníky doprovázejících, avšak s tím dalším ustanovením, že tyto osoby musí prokázati na požádání pasových nebo celních orgánů svoji totožnost listinným dokladem (pasem, pohraniční propustkou atd.).

2. Soukromým osobám, pověřeným vyměřováním, prováděním aneb udržováním vodních staveb na hraniční Odře, jakož i dělníkům zaměstnaným při takových pracích budou po bližším dorozumění příslušných úřadů obou států poskytnuty veškeré přípustné úlevy při přestupování hranice za účelem provádění jejich prací.

Článek 13.

1. Oba státy si vzájemně zajišťují osvobození od cla a dávek pro stavební hmoty, dovážené jedním státem do území druhého státu pro práce, jež tam jsou v rámci této smlouvy nutnými, ať jsou prováděny na společný náklad či na náklad dovázejícího státu. Totéž platí pro nástroje a nářadí potřebné ku provádění prací za podmínky, že budou dopraveny zpět po upotřebení. Uvedené předměty musí býti dováženy v úseku hranice vymezeném hraniční Odrou. Osvobození od dávek se nevztahuje na statistické poplatky.

2. Při dovozu stavebních hmot, nástrojů a nářadí, rovněž při případném uskladnění stavebních hmot před jich použitím, poskytnou si oba státy veškeré přípustné úlevy s výhradou potřebných dozorčích opatření.

3. O bližších podmínkách pro dovoz beze cla a dávek předmětů jmenovaných v odstavci 1, jakož i o úlevách podle odstavce 2, dohodnou se příslušné úřady celních správ obou států.

4. Pro předměty jmenované v odstavci 1 nebude použito předpisů o omezení dovozu a vývozu.

Artikel 10.

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten werden sich gegen Erstattung der Kosten für Draht- oder Fernsprechnachrichten diejenigen Angaben über Wasserstände und Eisverhältnisse sowie über Niederschlagshöhen und Abflussmengen machen, die für die Abwendung von Hochwasser- und Eisgefahren, für die Vorbereitung von Ausbauplänen und für die Durchführung von Arbeiten zur Unterhaltung der Grenzoder von Wert sind. Auch werden sie einander die für die gleichen Zwecke wertvollen Ergebnisse von erd- und wassertechnischen Vermessungen sowie Veränderungen der Höhen- und Polygonpunkte mitteilen, gegebenenfalls gegen Erstattung der Kosten, die durch die Überlassung des Materials entstehen.

Artikel 11.

Von jeder Arbeit, die auf Grund dieses Vertrages vorgenommen werden soll, haben die zuständigen Wasserbaubehörden beider Staaten einander und die zuständige Zollstelle des anderen Staates, und zwar möglichst sechs Tage vorher, zu benachrichtigen.

Artikel 12.

1. Auf Beamte, die in Ausführung der Bestimmungen dieses Vertrages an der Grenzoder die Staatsgrenze zu überschreiten haben, finden die Bestimmungen des Artikel 32 Absatz 1 des am 3. Februar 1927 in Berlin unterzeichneten Vertrages zwischen der Tschechoslowakischen Republik und dem Deutschen Reich zur Regelung der Grenzverhältnisse an der im Artikel 83 des Vertrages von Versailles vom 28. Juni 1919 beschriebenen Staatsgrenze entsprechende Anwendung. Das gleiche gilt für das diese Beamte begleitende Hilfspersonal mit Einschluss von Arbeitern, jedoch mit der Massgabe, dass diese Personen sich auf Verlangen der Pass- oder Zollorgane durch ein Ausweispapier (Pass, Grenzausweis usw.) über ihre Person auszuweisen haben.

2. Privatpersonen, die mit Vermessungen, mit der Ausführung oder mit der Unterhaltung von Wasserbauten an der Grenzoder beauftragt sind, sowie den bei solchen Arbeiten beschäftigten Arbeitern werden nach näherer Verständigung der zuständigen Behörden der beiden Staaten beim Überschreiten der Grenzer zwecks Durchführung ihrer Arbeiten alle zulässigen Erleichterungen gewährt werden.

Artikel 13.

1. Die beiden Staaten sichern sich Zoll- und Abgabefreiheit für Baumaterialien zu, die von dem einen Staate in das Gebiet des anderen Staates für Arbeiten einzuführen sind, die dort im Rahmen dieses Vertrages notwendig sind, mögen die Arbeiten auf gemeinsame oder auf Kosten des einführenden Staates ausgeführt werden. Das gleiche gilt für die zur Vornahme der Arbeiten erforderlichen Werkzeuge und Geräte unter der Bedingung der Rückbringung nach gemachtem Gebrauch. Die Einfuhr der erwähnten Gegenstände muss über den Grenzabschnitt der Grenzoder erfolgen. Die Abgabefreiheit erstreckt sich nicht auf die statistischen Gebühren.

2. Bei der Einbringung der Baumaterialien, Werkzeuge und Geräte und ebenso bei einer etwaigen Lagerung der Baumaterialien vor ihrer Verwendung werden sich die beiden Staaten vorbehaltlich der erforderlichen Kontrollmassnahmen alle zulässigen Erleichterungen gewähren.

3. Über die näheren Bedingungen der zoll- und abgabefreien Einfuhr der im Absatz 1 genannten Gegenstände sowie über die Erleichterungen gemäss Absatz 2 werden sich die zuständigen Behörden der Zollverwaltungen beider Staaten verständigen.

4. Vorschriften zur Beschränkung der Ein- und Ausfuhr finden auf die im Absatz 1 genannten Gegenstände keine Anwendung.

Článek 14.

1. Oba státy sdělí si navzájem úřady příslušné ku provádění této smlouvy.
2. Ve věcech souvisejících s prováděním této smlouvy mohou si příslušné úřady obou států přímo dopisovati.

Článek 15.

Tato smlouva bude se závěrečným protokolem ratifikována. Ratifikační listiny budou vyměněny v Berlíně. Smlouva nabude účinnosti třicátého dne po výměně ratifikačních listin. Může býti každým z obou států před uplynutím kalendářního roku vypovězena ke konci roku následujícího.

Tato smlouva byla vyhotovena ve dvou souhlasných prvopisech v jazyku československém a německém ; obě znění mají stejnou platnost.

Čemuž na svědomí podepsali zmocněnci tuto smlouvu a opatřili ji svými pečeti.

Dáno v Praze, dne 22. března 1928.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL

K ČESKOSLOVENSKO-NĚMECKÉ SMLouvĚ O HRANIČNÍ ODŘE.

Při podpisu československo-německé smlouvy o hraniční Odře dohodli se zmocněnci, že :

- I. ustanovení této smlouvy nemají býti na překážku případné pozdější úpravě jinými mezinárodními ujednáními, a
- II. že celní předpisy obou států zůstávají, nehledíc k článku 13 této smlouvy, nedotčeny.

V PRAZE, dne 22. března 1928.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

Copie certifiée conforme.

Praha, le juillet 1929.

Dr Kazbunda

Directeur des Archives a. i.

Artikel 14.

1. Die beiden Staaten werden sich gegenseitig die für die Durchführung des Vertrages zuständigen Behörden mitteilen.

2. In den Angelegenheiten, die mit der Ausführung dieses Vertrages im Zusammenhang stehen, können die beiderseitigen zuständigen Behörden unmittelbar miteinander verkehren.

Artikel 15.

Dieser Vertrag soll mit dem Schlussprotokoll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Berlin stattfinden. Der Vertrag soll am dreissigsten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Er kann von jedem der beiden Staaten vor Ablauf eines Kalenderjahres für das Ende des nachfolgenden Jahres gekündigt werden.

Dieser Vertrag ist in zwei übereinstimmenden Urschriften in tschechoslowakischer und deutscher Sprache ausgefertigt worden ; beide Wortlaute haben gleiche Geltung.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Prag, am 22. März 1928.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZU DEM TSCHECOSLOVAKISCH-DEUTSCHEN VERTRAG ÜBER DIE GRENZODER.

Bei Unterzeichnung des tschechoslowakisch-deutschen Vertrages über die Grenzoder haben die Bevollmächtigten ihr Einverständnis darüber erklärt, dass

I. die Bestimmungen des Vertrags einer etwaigen späteren Regelung durch anderweitige zwischenstaatliche Vereinbarungen nicht im Wege stehen sollen und

II. dass die Zollvorschriften beider Staaten, abgesehen von dem Artikel 13 des Vertrags, unberührt bleiben.

PRAG, am 22 März 1928.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

Copie certifiée conforme.

Praha, le juillet 1929.

Dr Kazbunda

Directeur des Archives a. i.

¹ TRADUCTION.N^o 2113. — TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIF A LA FRONTIÈRE DE L'ODER. SIGNÉ A PRAGUE, LE 22 MARS 1928.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, d'une part, et LE REICH ALLEMAND, d'autre part, désireux de régler la situation dans le secteur de l'Oder frontière, ont résolu de conclure une convention à cette fin.

A cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Václav ROUBÍK, ingénieur, commissaire pour les questions de frontière ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le D^r Paul ECKARDT, ministre d'Allemagne.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'Oder frontière, au sens de la présente Convention, est le secteur de l'Oder compris entre le kilomètre 19,93, en amont du pont de chemin de fer d'Annaberg, et le kilomètre 27,47, en aval de l'embouchure de l'Olsa, que la frontière germano-tchécoslovaque suit en partie et coupe en différents points.

Article 2.

L'Oder frontière sera entretenue suivant des principes concordants, fixés d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Etats.

Article 3.

1. Chaque Etat exercera la police des eaux sur l'Oder frontière à l'intérieur de son propre territoire.

2. Les concessions et autorisations de police des eaux prévues par la législation fluviale des deux Etats seront accordées, dans le secteur de l'Oder frontière, par les autorités de l'Etat compétent, d'accord avec les autorités de l'autre Etat. L'Etat compétent est celui sur le territoire duquel doivent être établies les installations pour lesquelles la concession ou l'autorisation est demandée. A cet effet, les autorités des deux Etats se communiqueront les demandes présentées ainsi que les oppositions régulièrement formées.

3. Les dispositions de l'alinéa 2 s'appliquent également, *mutatis mutandis*, aux servitudes afférentes aux terrains inondés par les crues du fleuve.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2113. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING THE ODER FRONTIER. SIGNED AT PRAGUE, MARCH 22, 1928.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, of the one part, and THE GERMAN REICH, of the other part, being desirous of regulating the situation in the Frontier Section of the Oder, have resolved with this object to conclude a Convention and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Monsieur Václav ROUBÍK, Engineer, Commissioner for Frontier Questions ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Doctor Paul ECKARDT, Minister ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Frontier Section of the Oder, within the meaning of the present Convention, shall be the sector of the Oder between river kilometre 19.93 above the railway bridge at Annaberg and river kilometre 27.47 below the mouth of the Olsa, which sector the German-Czechoslovak frontier partly follows, intersecting it at various points.

Article 2.

Uniform principles for the upkeep of the Frontier Section of the Oder shall be fixed by agreement between the competent authorities of the two States.

Article 3.

1. Each State shall be responsible within its own territory for the enforcement of river regulations on the Frontier Section of the Oder.

2. River concessions and permits under the relevant legislation of the two States shall be granted in the Frontier Section of the Oder by the authorities of the competent State in agreement with those of the other State. The competent State shall be the State in whose territory the installations are to be established for which the concession or permit is required. The authorities of the two States shall communicate to one another applications which they have received and objections which have been formally submitted.

3. The provisions of paragraph 2 shall apply also, *mutatis mutandis*, to servitudes over flooded areas.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

L'autorisation de prendre du sable et du gravier dans le lit de l'Oder frontière sera accordée après entente entre les autorités compétentes des deux Etats.

Article 5.

A la demande de l'un des deux Etats, un plan général de travaux d'amélioration de l'Oder frontière sera établi d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Etats ; ce plan devra être approuvé par les deux Etats. Les frais, à l'exception des traitements des fonctionnaires intéressés, seront supportés par moitié par chacun des deux Etats.

Article 6.

Les travaux à effectuer dans le cadre du plan général établi conformément à l'article 5, seront exécutés d'après des plans spéciaux, qui devront être également établis d'un commun accord. Pour l'exécution de ces travaux, le maintien de l'état de choses créé de ce fait et la répartition des frais, y compris les dépenses afférentes à l'établissement des plans spéciaux, ainsi que pour le contrôle technique et financier éventuel des travaux de construction, les deux Etats concluront des arrangements au fur et à mesure, dans chaque cas particulier.

Article 7.

Les versements que l'un des deux Etats, aux termes des articles 5 et 6, est tenu de faire à l'autre Etat, en vertu des relevés de comptes reconnus exacts de part et d'autre, seront effectués, en la monnaie de l'autre Etat, dans les deux mois qui suivront la reconnaissance de l'exactitude de ces comptes.

Article 8.

1. En vue de reconnaître l'état de l'Oder frontière, il sera procédé, au moins une fois par an, à la suite d'un accord entre les autorités compétentes des deux Etats, à des inspections qui seront effectuées en commun par les mandataires de ces autorités. En cas d'événements extraordinaires il sera également procédé à des inspections de ce genre à la demande de l'un des deux Etats. Suivant le résultat de ces inspections, des propositions devront être faites, le cas échéant, concernant les travaux d'entretien et autres (article 6) qu'il conviendrait d'exécuter.

2. Ces inspections donneront lieu à l'établissement d'un procès-verbal, rédigé dans la langue des deux Etats.

3. En ce qui concerne les frais occasionnés par ces inspections, chaque Etat indemniserá les personnes qu'il aura désignées pour y participer.

Article 9.

Pour l'exécution de travaux géodésiques, chaque Etat pourra utiliser, aux fins de raccordement, les points d'altitude et les points trigonométriques établis par l'administration des travaux hydrauliques sur le territoire de l'autre Etat.

Article 4.

Permits to remove sand and gravel from the bed of the Frontier Section of the Oder shall be granted by agreement between the competent authorities of the two States.

Article 5.

On the application of either of the two States a general plan for the improvement of the Frontier Section of the Oder shall be drawn up by agreement between their competent authorities, such plan to be approved by both States. The costs, apart from the salaries of the officials concerned, shall be divided equally between the two States.

Article 6.

Work provided for under the general plan drawn up in conformity with Article 5 shall be carried out according to special plans, which shall also be drawn up by joint agreement. The two States shall come to an arrangement in every individual case concerning the execution of such work, the upkeep thereof and the allocation of the cost, including the cost of drawing up the special plans, and, further, concerning the technical and financial supervision of the building operations.

Article 7.

Sums due by one of the two States to the other, under Articles 5 and 6, in virtue of accounts passed by both Parties, shall be paid in the currency of the other State within two months after the aid accounts have been approved.

Article 8.

1. With a view to ascertaining the state of the Frontier Section of the Oder, joint inspections shall be carried out at least once a year, by agreement between the competent authorities of the two States, by organs appointed by the said authorities. In case of emergency such inspections shall also be carried out at the request of one of the two States. Proposals shall be made, according to the result of the inspections, concerning any upkeep and other work (Article 6) that may be required.

2. Reports of inspections shall be drawn up in the language of the two States.

3. The costs of inspections shall be borne by the individual States in respect of the persons appointed by them.

Article 9.

In the execution of surveys each State may use, for purposes of coordination, the altitude and trigonometrical points established in the Frontier Section of the Oder by the hydraulic works administration in the territory of the other State.

Article 10.

Les autorités compétentes des deux Etats, contre remboursement des frais télégraphiques ou téléphoniques, se communiqueront les renseignements concernant le niveau des eaux, l'état des glaces, la hauteur des précipitations et le débit des eaux, qu'il importe de connaître pour conjurer les dangers des inondations et des glaces, pour préparer les plans d'amélioration et pour exécuter des travaux d'entretien de l'Oder frontière. Ils se communiqueront de même les résultats des travaux de mensuration géodésique et hydrotechnique qu'il est également précieux de connaître à cet effet, ainsi que toutes les modifications apportées à la situation des points d'altitude et des points trigonométriques, le cas échéant contre remboursement des frais occasionnés par la communication des documents.

Article 11.

Les administrations des travaux hydrauliques des deux Etats devront s'aviser l'une l'autre et aviser le bureau de douane intéressé de l'autre Etat, autant que possible six jours à l'avance, de tout travail qui doit être effectué en vertu de la présente convention.

Article 12.

1. Les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 32 du Traité conclu le 3 février 1927 à Berlin entre la République tchécoslovaque et le Reich allemand pour régler les questions de frontière à la frontière fixée par l'article 83 du traité de Versailles du 28 juin 1919, seront applicables par analogie aux fonctionnaires qui ont à franchir la frontière dans le secteur de l'Oder frontière en exécution des dispositions de la présente Convention. Cette stipulation s'applique également au personnel auxiliaire accompagnant ces fonctionnaires, y compris les ouvriers ; il est entendu, toutefois, que ces personnes devront, si les fonctionnaires du service de contrôle des passeports ou des douanes le demandent, établir leur identité en présentant un passeport, une carte frontalière ou une autre pièce du même genre.

2. Les particuliers chargés de procéder à des relevés géodésiques, à l'exécution ou à l'entretien de travaux hydrauliques dans le secteur de l'Oder frontière, ainsi que les ouvriers occupés à ces travaux, bénéficieront de toutes les facilités compatibles avec les règlements, lorsqu'ils auront à franchir la frontière pour l'exécution de ces travaux. Ces facilités feront l'objet d'un arrangement de détail entre les autorités compétentes des deux Etats.

Article 13.

1. Les deux Etats se concèdent réciproquement la franchise de droits de douane et autres taxes pour les matériaux de construction destinés à être importés d'un Etat sur le territoire de l'autre Etat pour des travaux qui doivent y être effectués par application de la présente convention, que ces travaux soient exécutés à frais communs ou aux frais de l'Etat importateur. Il en sera de même pour les instruments et le matériel nécessaires à l'exécution de ces travaux, sous condition de réexportation après usage. Les objets en question devront être importés par le secteur frontière de l'Oder frontière. Cette franchise ne s'étend pas aux droits de statistique.

2. Sous réserve des mesures de contrôle nécessaires, les deux Etats s'accorderont toutes les facilités compatibles avec les règlements pour l'importation des matériaux de construction, outils et matériel, ainsi que pour l'entreposage éventuel des matériaux de construction avant leur emploi.

3. Les autorités compétentes de l'administration des douanes des deux Etats se mettront d'accord sur les modalités de l'importation en franchise des objets visés à l'alinéa 1, ainsi que sur les facilités prévues à l'alinéa 2.

4. Les restrictions à l'importation et à l'exportation ne seront pas applicables aux objets visés à l'alinéa 1.

Article 10.

The competent authorities of the two States shall communicate to one another, each at the other's expense in the case of telegrams and telephone messages such information concerning the water level, ice conditions, the height of deposits and the volume of discharge water, as is of use in averting flood and ice risks, preparing plans for improvements, and ensuring the upkeep of the Frontier Section of the Oder. With these same objects they shall also communicate to one another useful results of land and hydrotechnical surveys, and alterations in the altitude and trigonometrical points, any cost of communicating documents being refunded.

Article 11.

The competent hydraulic works authorities of the two States shall inform one another and the competent Customs office of the other State, if possible six days beforehand, of any work to be carried out in virtue of the present Convention.

Article 12.

1. The provisions of Article 32, paragraph 1, of the Treaty signed on February 3rd, 1927, in Berlin between the Czechoslovak Republic and the German Reich, for the settlement of frontier questions on the frontier fixed by Article 83 of the Treaty of Versailles of June 28th, 1919, shall be applicable *mutatis mutandis* to officials who have to cross the frontier in the Frontier Section of the Oder in execution of the provisions of the present Convention. This stipulation shall apply also to the auxiliary personnel, including workmen, accompanying such officials, on the understanding that such persons shall establish their identity by means of an identity document (passport, frontier identity card, etc.) when so requested by the passport or Customs authorities.

2. Private persons entrusted with surveys or with the execution or upkeep of hydraulic works in the Frontier Section of the Oder and workmen engaged in such work, shall, in accordance with a detailed agreement to be concluded between the competent authorities of the two States, be granted all facilities compatible with the regulations when crossing the frontier for the purposes of their work.

Article 13.

1. The two States shall accord one another exemption in the matter of Customs duties and other charges for building material to be imported by one State into the territory of the other for the purpose of work coming under the present Convention, whether such work is to be carried out at the expense of the two States jointly or of the importing State alone. The same shall apply to instruments and tools required for the execution of the work, subject to their re-export after use. The articles in question must be imported over the Frontier Section of the Oder. Exemption shall not extend to statistical dues.

2. Subject to the necessary measures of control, the two States shall accord one another all facilities compatible with the regulations in the importation of building material, instruments, and tools, and the storing of building material before use.

3. The competent Customs authorities of the two States shall come to an agreement concerning the detailed conditions for the free importation of the articles mentioned in paragraph 1 and concerning the facilities laid down in paragraph 2.

4. Import and export restrictions shall not apply to the articles mentioned in paragraph 1.

Article 14.

1. Les deux Etats se communiqueront l'un à l'autre la liste des autorités chargées de l'application de la présente convention.

2. Dans les questions ayant trait à l'application de la présente convention, les autorités compétentes des deux parties pourront communiquer directement entre elles.

Article 15.

La présente convention sera ratifiée, ainsi que le protocole final y relatif. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin. La convention entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification. Elle pourra être dénoncée par chacun des deux Etats, avant l'expiration d'une année civile, pour la fin de l'année suivante.

La présente convention a été établie en deux exemplaires concordants, rédigés en langue tchécoslovaque et en langue allemande ; les deux textes font également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Prague, le 22 mars 1928.

(L. S.) V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

PROTOCOLE FINAL

DE LA CONVENTION GERMANO-TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT L'ODER FRONTIÈRE.

Au moment de signer la Convention germano-tchécoslovaque concernant l'Oder frontière, les plénipotentiaires ont déclaré qu'il est entendu que

I^o Les dispositions de la Convention ne feront pas obstacle à un règlement ultérieur éventuel par le moyen d'autres arrangements internationaux ; et

II^o que la présente Convention, à l'exception de l'article 13, n'affecte pas les règlements douaniers des deux Etats.

PRAGUE, le 22 mars 1928.

(L. S.) V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

Article 14.

1. The two States shall communicate to one another a list of the authorities responsible for the application of the present Convention.

2. In questions relating to the application of the Convention, the competent authorities of the two States may communicate with one another direct.

Article 15.

The present Convention shall be ratified, together with the Final Protocol. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Berlin. The Convention shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification. It can be denounced by either of the two States before the end of the civil year, with effect as from the end of the following year.

The present Convention has been drawn up in two copies of like tenor, in Czechoslovak and in German ; both texts shall be authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Prague, March 22, 1928.

(L. S.) V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

FINAL PROTOCOL

TO THE CZECHOSLOVAK-GERMAN CONVENTION CONCERNING THE FRONTIER SECTION
OF THE ODER.

On signing the Czechoslovak-German Convention concerning the Frontier Section of the Oder, the Plenipotentiaries declared themselves in agreement on the following points :

(I) The provisions of the present Convention shall not preclude a subsequent settlement by other inter-State agreements, and

(II) The present Convention, apart from Article 13, shall not affect the Customs regulations of either of the two States.

PRAGUE, *March 22, 1928.*

(L. S.) V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

N° 2114.

ALLEMAGNE ET PORTUGAL

Accord concernant la reconnaissance
réciproque des lois et règlements
pour la sécurité de la navigation
maritime. Signé à Lisbonne, le
8 avril 1929.

GERMANY AND PORTUGAL

Agreement regarding the reciprocal
Recognition of Laws and Regula-
tions for the Security of Maritime
Navigation. Signed at Lisbon,
April 8, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2114. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK PORTUGAL ÜBER DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG DER SICHERHEITSVORSCHRIFTEN FÜR SEESCHIFFE. GEZEICHNET IN LISSABON, AM 8. APRIL, 1929.

*Textes officiels allemand et portugais communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 août 1929.*

DIE REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS und DIE REGIERUNG DER PORTUGIESISCHEN REPUBLIK sind der Auffassung, dass die in beiden Ländern über die Sicherung der Schifffahrt in Kraft befindlichen Gesetze und Verordnungen eine ausreichende Kontrolle der Seetüchtigkeit der Schiffe gewährleisten.

In dem Wunsche, die maritimen Wechselbeziehungen beider Länder zu fördern, haben sie daher folgendes Abkommen zu treffen beschlossen :

Artikel 1.

Jede der beiden vertragschliessenden Regierungen erkennt die von der anderen Regierung in ihrer Gesetzgebung festgelegten gesetzlichen und verordnungsmässigen Bestimmungen in vollem Umfange an, soweit dieselben dazu dienen, eine ausreichende Kontrolle über die Sicherheitsvorkehrungen auf den Schiffen jeglicher Art und Grösse des betreffenden Landes zu gewährleisten.

Artikel 2.

Auf Grund der Bestimmungen des Artikels 1 erkennen die Behörden der deutschen Häfen die von den zuständigen Schifffahrtsbehörden in Portugal im Sinne der Dekrete Nr. 15 372 und 15 452 der Regierung der Portugiesischen Republik vom 9. April 1928 für portugiesische Schiffe ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigungen als gültig und gesetzmässig an.

Die portugiesischen Schifffahrtsbehörden der Festlandshäfen sowie der Häfen der vorgelagerten Inselgruppen erkennen ihrerseits die den deutschen Schiffen von den zuständigen Behörden ihres Heimatlandes ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigungen oder gleichwertigen Urkunden als gültig und gesetzmässig an.

Artikel 3.

Die deutschen Schiffe sind in den portugiesischen Festlands- oder Inselhäfen seitens der portugiesischen Schifffahrtsbehörden lediglich einer Kontrolle unterworfen, die sich auf die Fest-

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mai 1929.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 2114. — ACORDO¹ ENTRE A ALEMANHA E PORTUGAL RESPEITANTE AO RECONHECIMENTO RECÍPROCO DAS LEIS E REGULAMENTOS PARA A SEGURANÇA DA NAVEGAÇÃO MARÍTIMA. ASSINADO EM LISBOA, EM 8 DE ABRIL DE 1929.

German and Portuguese official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place August 7, 1929.

O GOVERNO DA REPÚBLICA PORTUGUÊSA e O GOVERNO DA ALEMANHA, tendo reconhecido que as leis e regulamentos sobre segurança de navegação, em vigor nos dois países, garantem uma eficaz fiscalização das condições de navegabilidade dos navios

Desejando facilitar as relações marítimas recíprocas entre os dois países ; resolveram concluir o seguinte acôrdo :

Artigo 1º

Cada um dos dois Governos Contractantes reconhece plenamente as disposições legais e regulamentares estabelecidas pelo outro Governo na sua legislação e destinadas a assegurar uma conveniente fiscalização das condições de segurança dos navios da respectiva nacionalidade, de qualquer genero e dimensões.

Artigo 2º

Como consequencia das disposições do artigo 1º, as autoridades dos portos da Alemanha reconhecem como válidos e legais os certificados de navegabilidade, passados pelas autoridades marítimas portuguesas aos navios portugueses, segundo o disposto nos decretos Nos. 15-372 e 15-452 do Governo da Republica Portuguesa, datados de 9 de Abril de 1928.

As autoridades marítimas portuguesas, nos portos do Continente da Republica e dos arquipelagos adjacentes, reconhecem como válidos e legais os certificados de navegabilidade, ou documentos equivalentes, passados aos navios alemães pelas autoridades competentes do seu Pais.

Artigo 3º

Os navios alemães, em portos do Continente da Republica ou dos arquipelagos adjacentes, estão apenas sujeitos, por parte das autoridades marítimas portuguesas, a uma fiscalização limitada

¹ Came into force May 1, 1929.

stellung des Vorhandenseins von noch gültigen und seitens der zuständigen deutschen Behörden ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigungen oder anderen gleichwertigen Urkunden an Bord erstreckt.

Die portugiesischen Schiffe in den deutschen Häfen sind seitens der zuständigen Hafenbehörden ebenfalls nur einer Kontrolle unterworfen, die sich auf die Feststellung des Vorhandenseins einer noch gültigen, von den portugiesischen Schifffahrtsbehörden ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigung an Bord erstreckt.

Artikel 4.

Ungeachtet der Bestimmungen der vorhergehenden Artikel können die zuständigen Behörden jeder der vertragschliessenden Regierungen die Ausreise eines Schiffes der Flagge des anderen Landes verhindern, selbst wenn es über eine noch gültige Seetüchtigkeitsbescheinigung oder gleichwertige Dokumente verfügt, sobald Gründe für die Annahme vorliegen, dass offenbare Gefahr für das Leben der an Bord befindlichen Personen besteht, wenn das Schiff zum Antritt der in Aussicht genommenen Reise ermächtigt würde.

In diesem Falle ist der Konsul des Landes, dem das an der Ausreise verhinderte Schiff angehört, sofort von den zuständigen Hafenbehörden in Kenntnis zu setzen, damit er die erforderlichen, durch die Umstände gebotenen Vorkehrungen treffen kann, sofern nicht der Kapitän des betreffenden Schiffes dieses inzwischen wieder in guten seetüchtigen Zustand gebracht hat.

Artikel 5.

Die deutschen bzw. portugiesischen Schiffe können für sich die durch den gegenwärtigen Vertrag gewährten Vorteile nur dann in Anspruch nehmen, wenn sie eine gültige, von den zuständigen Behörden ihres Heimatlandes ausgestellte Seetüchtigkeitsbescheinigung oder eine gleichwertige andere Urkunde führen.

Daher können die deutschen bzw. portugiesischen Schiffe, wenn sie nur Urkunden einer sogar von beiden Regierungen anerkannten Klassifikationsgesellschaft an Bord führen, den vorliegenden Vertrag nicht für sich in Anspruch nehmen, um sich der Prüfung durch die zuständigen Behörden des anderen Landes zu entziehen, ausgenommen in den Fällen, in denen nach der Gesetzgebung des Heimatlandes des Schiffes die Urkunden der betreffenden Klassifikationsgesellschaft als gültig anerkannt und den offiziellen Urkunden gleichgestellt sind.

Die Schiffe, die nach der Gesetzgebung ihres Heimatlandes davon befreit sind, an Bord eine Seetüchtigkeitsbescheinigung oder entsprechende gleichwertige Urkunden mitzuführen, haben jedoch Anspruch auf sämtliche, durch den vorliegenden Vertrag anerkannten Vorteile, und zwar unter den gleichen Bedingungen wie die Schiffe, die mit ordnungsmässigen Seetüchtigkeitsbescheinigungen versehen sind.

Artikel 6.

Die zuständigen Behörden der beiden vertragschliessenden Regierungen behalten sich das Recht vor, nachzuprüfen, ob die Angaben in den Seetüchtigkeitsbescheinigungen oder den gleichwertigen Dokumenten der Auswandererschiffe, besonders soweit sie sich auf Rettungsmittel, Passagierzahl, Lebensmittel- und Wasservorräte beziehen, wie auch die Bestimmungen des Landes, dem diese Behörden angehören, über Bewohnbarkeit, Hygiene und Sauberkeit der den Deckpassagieren zugewiesenen Räumlichkeiten ordnungsmässig eingehalten sind und ob die Einrichtung der Krankensäle und das medizinische und pharmazeutische Material den geltenden Bestimmungen des Flaggenstaates entspricht, dem die genannten Behörden angehören.

Artikel 7.

Die Bestimmungen des Artikels 1 des vorliegenden Abkommens sollen keine der beiden vertragschliessenden Regierungen daran hindern, falls sie es für notwendig erachtet, die gesetzlichen

á verificação da existencia a bordo de certificados de navegabilidade, ou documentos equivalentes, ainda em vigôr e passados pelas autoridades competentes alemãs.

Os navios portugêses nos portos da Alemanha estão apenas sujeitos, por parte das autoridades competentes dêsses portos, a uma fiscalisação limitada á verificação da existencia a bordo dum certificado de navegabilidade ainda em vigôr, passado pelas autoridades maritimas portugêsas.

Artigo 4º

Apesar das disposições dos artigos anteriores, as autoridades competentes de cada um dos Governos Contractantes podem embargar a saída dum navio da nacionalidade do outro Pais, ainda que provido dum certificado de navegabilidade, ou documentos equivalentes, em vigôr, desde que tenham razões para supôr que ha pertigo evidente para a vida das pessoas embarcadas, se o navio em questão fôr autorizado a fazer a viagem projectada.

Neste caso o Consul do país a que pertence o navio cuja partida foi embargada, será imediatamente prevenido pelas autoridades competentes do porto, afim de tomar as providencias necessarias impostas pelas circumstancias, a menos que, entretanto, o capitão do navio em questão o tenha posto de novo em boas condições de navegabilidade.

Artigo 5º

Os navios portugêses ou alemães só gosam das vantagens concedidas pelo presente acôrdo quando estejam munidos dum certificado de navegabilidade, ou documentos equivalentes, ainda em vigôr e passados pelas autoridades competentes dos respectivos paises.

Portanto, os navios portugêses ou alemães que apenas possuam certificados passados por uma Sociedade de classificação, embora reconhecida pelos dois Governos, não podem invocar o presente acôrdo para se eximirem á fiscalisação das autoridades competentes do outro Pais, excepto nos pontos em que a legislação do pais da nacionalidade do navio reconhece como válidos e equivalentes a certificados officiais os certificados da referida Sociedade de classificação.

Os navios que pela legislação do seu país estão dispensados de ter a bordo um certificado de navegabilidade, ou documentos equivalentes, gosam pelo contrario de todas as vantagens reconhecidas pelo presente acôrdo, nas mesmas condições dos navios providos de certificados de navegabilidade em regra.

Artigo 6º

As autoridades competentes dos dois Governos Contractantes reservam-se o direito de verificar que as alegações contidas nos certificados de navegabilidade, ou documentos equivalentes, dos navios de emigrantes, em particular as que dizem respeito a meios de salvação, numero de passageiros, viveres e aguada, são devidamente observadas, bem como as disposições regulamentares do pais a que pertencem essas autoridades e que dizem respeito á habitabilidade, higiene e salubridade dos locais affectos aos passageiros de coberta e se as instalações das enfermarias, o material medido e pharmaceutico são conformes com as prescrições em vigôr no pais a que pertencem as referidas autoridades.

Artigo 7º

As prescrições contidas no artigo 1º do presente acôrdo não impedem cada um dos dois Governos Contractantes de modificar, quando o julgarem necessario, as disposições legais e regulamentares

und verordnungsmässigen Bestimmungen über Sicherung der Schifffahrt zu ändern ; sie ist jedoch gehalten, die an der in Kraft befindlichen Gesetzgebung vorgenommenen Änderungen der anderen Regierung umgehend mitzuteilen.

Die vertragschliessenden Regierungen können auf diplomatischem Wege und bei jeder Gelegenheit die als erwünscht oder erforderlich erachteten Änderungen in das vorliegende Abkommen aufnehmen.

Artikel 8.

Das vorliegende Abkommen tritt mit dem 1. Mai 1929 in Kraft und gilt für unbegrenzte Zeit ; seine Kündigung kann von jeder der vertragschliessenden Regierungen bei beliebiger Gelegenheit erfolgen.

Die Kündigung des Abkommens wird erst sechs Monate nach ihrer Bekanntgabe an den anderen Staat wirksam.

Zur Bekräftigung haben die Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Lissabon am 8. April 1929.

Ernst BUSCH.

Manuel Carlos QUINTÃO MEYRELLES.

respectivas sôbre segurança de navegação, devendo, comtudo, comunicar imediatamente ao outro Governo as modificações feitas na legislação em vigôr.

Os Governos Contractantes podem introduzir no presente acôrdo, por via diplomatica e em qualquer ocasião, os melhoramentos que se julguem desejaveis ou necessarios.

Artigo 8º

O presente acôrdo entra em vigôr a partir de 1º de Maio de 1929 e conservar-se-ha em vigôr por tempo indeterminado, podendo ser denunciado em qualquer ocasião por um dos dois Governos Contractantes.

A denuncia do acôrdo só terá efeito seis meses depois da data em que fôr comunicada ao outro Governo.

Em firmeza do que os Plenipotenciarios respectivos assinaram o presente Acôrdo.

Feito em duplicado em Lisbôa aos 8 de Abril de 1929.

Manuel Carlos QUINTÃO MEIRELES.

Ernst BUSCH.

¹ TRADUCTION.

N^o 2114. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE PORTUGAL
CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LOIS
ET RÈGLEMENTS POUR LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION
MARITIME. SIGNÉ A LISBONNE LE 8 AVRIL 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE et LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND, estimant que les lois et règlements en vigueur dans les deux pays sur la sécurité de la navigation garantissent un contrôle suffisant de la navigabilité des navires, et désireux de développer les relations maritimes réciproques entre les deux pays, ont résolu de conclure l'accord suivants :

Article premier.

Chacun des deux gouvernements contractants reconnaît pleinement les dispositions légales et réglementaires établies par l'autre gouvernement dans sa législation et destinées à assurer un contrôle efficace des conditions de sécurité des navires de toute nature et de toutes dimensions de leurs pays respectifs.

Article 2.

En conséquence des dispositions de l'article 1, les autorités des ports de l'Allemagne reconnaissent comme valides et légaux les certificats de navigabilité, délivrés par les autorités maritimes portugaises aux navires portugais, selon les dispositions des décrets N^o 15-372 et 15-452 du Gouvernement de la République portugaise, en date du 9 avril 1928.

Les autorités maritimes portugaises, dans les ports continentaux de la République et dans les ports des archipels avoisinants, reconnaissent comme valides et légaux les certificats de navigabilité, ou les pièces équivalentes, délivrés aux navires allemands par les autorités compétentes de leur pays.

Article 3.

Les navires allemands dans les ports continentaux de la République portugaise et dans les ports des archipels avoisinants, ne sont soumis, de la part des autorités maritimes portugaises, qu'à un contrôle se bornant à la vérification de l'existence à bord de certificats de navigabilité, ou de pièces équivalentes, encore valides, et délivrés par les autorités compétentes allemandes.

Les navires portugais dans les ports de l'Allemagne ne sont soumis, de la part des autorités compétentes desdits ports, qu'à un contrôle se bornant à la vérification de l'existence à bord d'un certificat de navigabilité, encore valide, délivré par les autorités maritimes portugaises.

Article 4.

Nonobstant les dispositions des articles précédents, les autorités compétentes de chacun des gouvernements contractants peuvent empêcher la sortie d'un navire de la nationalité de l'autre pays, même s'il est pourvu d'un certificat de navigabilité, ou de pièces équivalentes, encore valides, lorsqu'elles ont des raisons de supposer que la vie des passagers serait manifestement mise en péril, si le navire en question était autorisé à effectuer la traversée projetée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2114. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND PORTUGAL
REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF LAWS AND
REGULATIONS FOR THE SECURITY OF MARITIME NAVIGATION.
SIGNED AT LISBON, APRIL 8, 1929.

THE GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, considering that the laws and regulations concerning the safety of navigation in force in their respective countries ensure adequate inspection of the seaworthiness of shipping, and desiring to develop reciprocal maritime relations between the two countries, have decided to conclude the following Agreement :

Article 1.

Each of the two Contracting Parties unreservedly recognises the other Party's laws and regulations for the proper inspection of safety conditions in vessels of every description and tonnage in their respective countries.

Article 2.

As a consequence of the provisions of Article 1, German port authorities shall recognise as legal and valid certificates of seaworthiness issued to Portuguese vessels by Portuguese maritime authorities in accordance with the provisions of Decrees No. 15-372 and 15-452 of the Government of the Portuguese Republic, dated April 9, 1928.

Portuguese maritime authorities in the continental ports of the Republic and in the ports of the neighbouring archipelagoes, shall recognise as legal and valid certificates of seaworthiness, or documentary evidence in lieu thereof, issued to German vessels by the competent German authorities.

Article 3.

German vessels in the continental ports of the Portuguese Republic and in the ports of the neighbouring archipelagoes shall only be subject, on the part of the Portuguese maritime authorities to such inspection as is necessary to ascertain that valid certificates of seaworthiness or documentary evidence in lieu thereof issued by the competent German authorities, are on board.

Portuguese vessels in German ports shall only be subject, on the part of the competent authorities of the above-mentioned ports, to such inspection as is necessary to ascertain that a valid certificate of seaworthiness, issued by the Portuguese maritime authorities, is on board.

Article 4.

Notwithstanding the provisions of the preceding Articles, the competent authorities of either Contracting Party shall have the right to prevent the departure of a vessel belonging to the other Contracting Party, even if that vessel possesses a valid certificate of seaworthiness or documentary evidence in lieu thereof, whenever they have reason to suppose that the life of the passengers would clearly be endangered if the vessel in question were allowed to proceed on its intended course.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Dans ce cas, le consul du pays auquel appartient le navire dont le départ aura été empêché, sera immédiatement prévenu par les autorités compétentes du port, afin qu'il prenne les dispositions nécessaires imposées par les circonstances, à moins que, dans l'intervalle, le capitaine du navire en question n'ait mis de nouveau son bâtiment dans de bonnes conditions de navigabilité.

Article 5.

Les navires portugais ou allemands ne jouissent des avantages accordés par le présent accord que lorsqu'ils sont munis d'un certificat de navigabilité, ou de pièces équivalentes encore valides ; et délivrés par les autorités compétentes des pays respectifs.

En conséquence, les navires portugais ou allemands qui ne possèdent que des certificats délivrés par une « Société de classification », même reconnue par les deux gouvernements, ne peuvent invoquer le présent accord pour se soustraire au contrôle des autorités compétentes de l'autre pays, sauf sur les points où la législation du pays auquel appartient le navire reconnaît comme valides et équivalents à des certificats officiels les certificats de la « Société de classification » en question.

Les navires qui, aux termes de la législation de leur pays, sont dispensés de posséder à bord un certificat de navigabilité ou des pièces équivalentes, jouissent au contraire de tous les avantages reconnus par le présent accord, dans les mêmes conditions que les navires munis de certificats de navigabilité en règle.

Article 6.

Les autorités compétentes des deux gouvernements contractants se réservent le droit de s'assurer que les indications contenues dans les certificats de navigabilité, ou pièces équivalentes, des navires d'émigrants, et en particulier celles qui concernent les moyens de sauvetage, le nombre des passagers les provisions en vivres et en eau, ainsi que les dispositions réglementaires du pays auquel appartiennent ces autorités relatives à l'aménagement, à l'hygiène et à la salubrité des locaux affectés aux passagers du pont, sont dûment observées ; elles s'assurent également que l'installation des infirmeries, le matériel médical et pharmaceutique sont conformes aux prescriptions en rigueur dans le pays auquel appartiennent lesdites autorités.

Article 7.

Les prescriptions contenues à l'article premier du présent accord n'empêcheront aucun des deux gouvernements contractants de modifier, quand il le jugera nécessaire, les dispositions légales et réglementaires relatives à la sécurité de la navigation, mais il devra communiquer immédiatement à l'autre gouvernement les modifications apportées à la législation en vigueur.

Les gouvernements contractants pourront introduire dans le présent accord, par la voie diplomatique et en toute occasion, les améliorations qu'ils jugeront désirables ou nécessaires.

Article 8.

Le présent accord entrera en vigueur le premier mai 1929, pour une période indéterminée ; il pourra être dénoncé en tout temps par l'un des deux gouvernements contractants.

La dénonciation de l'accord ne prendra effet que six mois après la date à laquelle elle aura été notifiée à l'autre gouvernement.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord.

Fait en double exemplaire, à Lisbonne, le 8 avril 1929.

Manuel Carlos QUINTÃO MEIRELES.
Ernst BUSCH.

In such case, the competent authorities of the port shall at once inform the consul of the country to which the vessel thus held up belongs, in order that he may take such steps as the circumstances warrant, unless, in the meantime, the master of the vessel has again rendered it seaworthy.

Article 5.

Portuguese or German vessels shall not be entitled to claim the benefits of this Agreement unless they are provided with a valid certificate of seaworthiness, or documentary evidence in lieu thereof, issued by the competent authorities of their respective countries.

Consequently, Portuguese or German vessels which only possess certificates issued by a "classifying institution", even when these are recognised by the two Contracting Parties, may not appeal to the terms of the present Agreement in order to obtain exemption from inspection by the competent authorities of the other Contracting Party, except on points where the certificates of the "classifying society" in question are recognised by the legislation of the country to which the ship belongs as valid and as the equivalent of official certificates.

Vessels which, under the law of their country, are exempted from having on board a certificate of seaworthiness or documentary evidence in lieu thereof shall, however, be entitled to claim all benefits provided by the present Agreement under the same conditions as vessels furnished with due and proper certificates of seaworthiness.

Article 6.

The competent authorities of the two Contracting Parties reserve the right to ascertain that the details contained in the certificates of seaworthiness, or documentary evidence in lieu thereof, of emigrant ships, in particular those concerning safety appliances, the number of passengers, and food and water supplies, are duly observed; as well as the rules and regulations of the country to which these authorities belong regarding the habitability, hygienic arrangements and sanitation of quarters intended for deck passengers; they reserve the right to ensure likewise that the installation of sick-bays and the supply of medical and chemical material are in conformity with the regulations in force in the country to which the above-mentioned authorities belong.

Article 7.

The regulations contained in Article 1 of the present Agreement shall not prevent either of the two Contracting Parties from altering as they may think necessary, the rules and regulations concerning safety conditions for shipping, but they shall at once communicate to the other Contracting Party any alterations made in the legislation in force.

The Contracting Parties may introduce into the present Agreement, through the diplomatic channel and at any time, such improvements as may be held to be desirable or necessary.

Article 8.

The present Agreement shall come into force on May 1, 1929, for an indefinite period. It may be denounced at any time by either Contracting Party.

Denunciation of the Agreement shall only take effect six months after the date on which it was notified to the other Contracting Party.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in duplicate at Lisbon, April 8, 1929.

Manuel Carlos QUINTÃO MEIRELES.
Ernst BUSCH.

N° 2115.

FRANCE ET LETTONIE

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle. Signée à Riga, le 29 octobre 1924.

FRANCE AND LATVIA

Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Riga, October 29, 1924.

N^o 2115. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ENTRE LA FRANCE ET LA LETTONIE. SIGNÉE A RIGA, LE 29 OCTOBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie et le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 août 1929.

LE GOUVERNEMENT LETTON et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ont résolu de conclure une convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle.

A cet effet ont été nommés en qualité de délégués plénipotentiaires, savoir :

DE LA PART DE LA LETTONIE :

M. Germain ALBAT, ministre plénipotentiaire, secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères, et

DE LA PART DE LA FRANCE :

M. Damien DE MARTEL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France auprès du Gouvernement letton, officier de la Légion d'honneur, etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à livrer réciproquement à l'autre, dans les circonstances et les conditions établies par la présente convention, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés pour un crime ou un délit commis soit sur le territoire métropolitain, soit sur celui des colonies et possessions, soit dans l'étendue de la juridiction consulaire de l'une des deux parties, seront trouvés, soit sur le territoire métropolitain, soit sur celui des colonies et possessions, soit dans l'étendue de la juridiction consulaire de l'autre.

Lorsque le crime ou le délit motivant la demande d'extradition aura été commis en dehors d'un des territoires ou d'une des zones ci-dessus désignés de l'Etat requérant, il sera donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire, à moins que l'extradition ne soit demandée pour ce même fait et puisse être obtenue par le gouvernement du pays où le fait a été commis.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2115. — CONVENTION ² BETWEEN FRANCE AND LATVIA REGARDING EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT RIGA, OCTOBER 29, 1924.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs and the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place August 9, 1929.

THE LATVIAN GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT have resolved to conclude a Convention regarding extradition and judicial co-operation in criminal matters. For this purpose they have appointed as Plenipotentiary Delegates :

ON BEHALF OF LATVIA :

M. Germain ALBAT, Minister Plenipotentiary, Secretary-General at the Ministry of Foreign Affairs ;

ON BEHALF OF FRANCE :

M. Damien DE MARTEL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of France to the Latvian Government, Officer of the Legion of Honour, etc.,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions.

Article I.

Each of the High Contracting Parties undertakes to deliver up to the other, in the circumstances and under the conditions laid down in the present Convention, those persons who, being proceeded against for, or having been convicted of, a crime or delict committed in the home territory, or in the territory of the colonies and possessions, or within the area of the consular jurisdiction, of either Party, shall have been found in the home territory, or in the territory of the colonies and possessions, or within the area of the consular jurisdiction, of the other.

If the crime or delict giving rise to the requisition for surrender has been committed outside the above-mentioned territories or one of the above-mentioned areas of the country making the requisition, extradition shall be granted if the laws of the country applied to allow of the prosecution of the same offences when committed outside its territory, except when extradition is requested for this same offence and may be obtained by the Government of the country in which the offence was committed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Riga, July 31, 1929.

Article 2.

Les crimes ou délits à raison desquels l'extradition sera accordée seront les suivants :

1^o Homicide volontaire comprenant les crimes d'assassinat, meurtre, parricide, infanticide et empoisonnement ;

2^o Incendie volontaire ;

3^o Coups portés et blessures faites volontairement soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation d'usage absolu d'un membre ou de tout autre organe, ou la mort sans intention ;

4^o Viol, attentat à la pudeur, avec violence, attentat à la pudeur sans violence sur des enfants au-dessous de l'âge déterminé par la législation pénale des deux pays ;

5^o Enlèvement ou non-représentation de mineurs ; recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;

6^o Vol ;

7^o Destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée ou de communications télégraphiques ;

8^o Echouement, perte ou destruction volontaire et illégale d'un navire par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage d'un navire ;

9^o Faux en écriture ou falsification de documents publics, de commerce ou privés, falsification de dépêches télégraphiques, usages de faux ;

10^o Falsification ou altération frauduleuse d'actes officiels émanant du Gouvernement ou de l'autorité publique, usages frauduleux des actes ainsi altérés ou falsifiés ;

11^o Fabrication de fausse monnaie ; falsification ou altération de titres ou coupons de la Dette publique, de billets de banque nationaux ou étrangers, de papier monnaie ou d'autres valeurs publiques, de sceaux, timbres, coins, marques de l'Etat ou des administrations publiques ; mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus, altérés ou falsifiés ;

12^o Détournement de deniers publics par des employés publics ou dépositaires, corruption de fonctionnaires ;

13^o Banqueroute frauduleuse ;

14^o Extorsion, menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de peines criminelles ;

15^o Attentat à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers ;

16^o Faux témoignage, parjure, subornation de témoins, experts ou interprètes ;

17^o Escroquerie ;

18^o Abus de confiance ; abus de blanc-seing ;

19^o Avortement ;

20^o Bigamie ;

21^o Attentat aux mœurs ;

a) En excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans ;

Article 2.

The crimes or delicts for which extradition shall be granted are as follows :

(1) Wilful homicide, including assassination, murder, parricide, infanticide and poisoning ;

(2) Arson ;

(3) Wilful assault causing bodily injury, either premeditated or resulting in a permanent disablement or incapacity for work, loss or deprivation of the full use of a limb or any other organ, or unintended death ;

(4) Rape, indecent assault with violence, indecent assault without violence on children under the age laid down in the criminal law of the two countries ;

(5) Kidnapping or non-representation of minors ; concealing, removing, substituting or wrongfully exchanging a child.

(6) Larceny ;

(7) Destroying or damaging with culpable intent a railway line or telegraphic communications ;

(8) Wilful and unlawful stranding, sinking or destruction of a vessel by the captain or officers and crew ;

(9) Forgery or falsification of public, commercial or private documents, forgery of telegrams and use of forged documents ;

(10) Forgery or fraudulent alteration of official documents emanating from the Government or the public authorities and the fraudulent use of the documents thus altered or forged ;

(11) Manufacture of counterfeit currency ; forgery or alteration of Public Debt bonds or coupons, national or foreign bank notes, paper money or other public securities, seals, stamps, dies, marks belonging to the State or to the public administration ; the putting into circulation or fraudulent use of the above-mentioned altered or forged objects ;

(12) Embezzlement of public moneys by public employees or depositaries, bribery of officials ;

(13) Fraudulent bankruptcy ;

(14) Extorsion, threats of attack against persons or property punishable by criminal penalties ;

(15) Attacks attempted or committed by private persons against individual liberty or the inviolability of the dwelling ;

(16) False witness, perjury, subornation of witnesses, experts or interpreters ;

(17) Swindling ;

(18) Breach of trust, wrongful use of a signed document which has not yet been filled up ;

(19) Abortion ;

(20) Bigamy ;

(21) Offences against public morals :

(a) By habitually instigating, encouraging or facilitating the debauchery or corruption of young persons of either sex under the age of 21 ;

b) En embauchant, entraînant ou détournant, pour satisfaire les passions d'autrui, une femme ou fille mineure en vue de la débauche, même avec son consentement ;

c) En embauchant, entraînant ou détournant, pour satisfaire les passions d'autrui, une femme ou fille majeure en vue de la débauche, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte ;

d) Par les mêmes moyens, en retenant contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne même majeure dans une maison de débauche, ou en la contraignant à se livrer à la prostitution ;

22° Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits mentionnés dans le présent article ;

Sont comprises dans les qualifications précédentes la complicité et la tentative lorsqu'elles sont prévues et punies par les législations des deux pays.

L'extradition ne pourra, dans tous les cas, avoir lieu :

1° Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut que lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement ;

2° Pour les prévenus que lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après les législations des deux pays, d'au moins deux ans d'emprisonnement.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

Article 4.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement, pour une infraction autre que celle qui a motivé l'extradition qu'avec le consentement de l'Etat qui a accordé l'extradition qu'avec le consentement de l'Etat qui a accordé l'extradition.

La réextradition à un pays tiers est soumise aux mêmes règles.

Article 5.

Il n'y aura pas lieu à l'extradition si la prescription de l'action ou de la peine, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation est acquise d'après la législation de l'Etat requis.

L'extradition n'aura pas lieu non plus si les infractions à raison desquelles elle est demandée ont été commises dans le pays requis, ou si, quoique commises hors de ce pays, elles y ont été jugées définitivement, et qu'en cas de condamnation la peine ait été subie ou prescrite, ou la grâce obtenue.

Article 6.

L'extradition ne sera accordée que sur la production des documents ci-après désignés, accompagnés autant que possible d'une traduction française :

1° Une sentence de condamnation, ou un acte de procédure décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé devant la juridiction répressive, ou bien un mandat d'arrêt, ou tout autre acte ayant la même force ;

(b) By procuring, enticing or leading away to gratify the passions of another person, a married woman or girl under age, for immoral purposes, even with her consent ;

(c) By procuring, enticing or leading away a woman, whether married or not, over age for immoral purposes in order to gratify the passions of another person, by fraud or by means of violence, threats, abuse of authority or any other method of compulsion ;

(d) By retaining, by the same methods, against her will in a brothel, whether or not on account of debt, a person over or under age or by compelling her to lead an immoral life ;

(22) Receiving of articles obtained by means of one of the crimes or delicts mentioned in the present Article.

The foregoing offences include complicity and the attempt to commit the offence when provided for and punishable under the laws of both countries.

Extradition may not in any case be granted :

(1) In respect of persons convicted after a hearing or by default, unless the penalty imposed is imprisonment for one year at least ;

(2) In respect of persons awaiting trial, unless the maximum penalty applicable to the offence in question is, under the laws of both countries, imprisonment for two years at least.

Article 3.

Extradition shall not be granted if the offence for which it is requested is regarded by the Party applied to as a political offence or an act connected with a political offence.

Article 4.

A person surrendered may not be proceeded against or placed on trial for an offence other than that for which extradition was granted, except with the consent of the State which granted extradition. Re-extradition to a third country shall be subject to the same rules.

Article 5.

Extradition shall not be granted if exemption from prosecution or punishment has, since the commission of the offences complained of, or the last stage in the proceedings, or the conviction, been acquired by lapse of time under the laws of the State applied to.

Neither shall extradition be granted if the offences for which it is requested have been committed in the country applied to, or if, although committed outside that country, they have been definitively tried therein, and, in the case of conviction, the offender has served his sentence or is exempted from punishment by lapse of time, or has been pardoned.

Article 6.

Extradition shall be granted only on the production of the following documents, accompanied whenever possible by a French translation :

(1) A sentence of conviction or a writ formally ordering or effecting as of full right the transfer of the accused person to the criminal courts, or a warrant of arrest or any other document having the same effect ;

2° Un exposé précis des faits incriminés.

Les documents visés dans les deux paragraphes ci-dessous seront produits en original ou en expédition authentique ;

3° Le signalement de l'individu réclamé ou les signes particuliers pouvant servir à établir son identité ;

4° Le texte de la loi ou des lois pénales applicables au fait incriminé.

Article 7.

Les demandes d'extradition seront toujours adressées par la voie diplomatique.

Article 8.

Dans les cas urgents, l'arrestation provisoire de l'inculpé sera effectuée sur l'avis donné par la poste ou le télégraphe de l'existence d'un mandat d'arrêt, pourvu que cet avis soit transmis par la voie diplomatique ou consulaire.

Article 9.

L'arrestation provisoire cessera d'être maintenue, et l'étranger sera mis en liberté, si, dans le délai de six semaines à compter du jour de son arrestation, il n'a pas reçu notification des pièces mentionnées à l'article 6.

Article 10.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux Etats pour crimes ou délits distincts, le gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité des faits incriminés ; à gravité égale, la préférence sera donnée, en premier lieu, au gouvernement du pays auquel appartient le fugitif, et, en second lieu, à la demande la plus ancienne en date.

Article 11.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'état requis, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations qu'il aurait contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sous réserve pour ceux-ci de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 12.

L'obligation de l'extradition ne s'étend en aucun cas aux nationaux des deux pays.

Toutefois, les Hautes Puissances contractantes s'obligent à poursuivre et juger, dans les conditions fixées par leur législation, leurs nationaux réfugiés sur leur territoire qui auraient commis une infraction prévue au présent traité sur le territoire de l'autre Partie.

(2) A precise statement of the offences complained of.

The documents mentioned in the two following paragraphs shall be produced either in the original or in a certified copy ;

(3) A description of the person claimed or special indications which would serve to establish his identity ;

(4) The text of the criminal law or laws applicable to the subject of the charge.

Article 7.

The requisition for extradition must always be made through the diplomatic channel.

Article 8.

In urgent cases the provisional arrest of the accused person may be effected on notification given through the post or by telegraph of the existence of a warrant of arrest, provided that such notification is transmitted through the diplomatic or consular channel.

Article 9.

Provisional arrest shall cease and the alien shall be set at liberty if, within six weeks from the date of his arrest, he has not received notification of the documents mentioned in Article 6.

Article 10.

If the same person is claimed by two States for separate crimes or delicts, the Government applied to shall decide on the basis of the gravity of the offences complained of ; if they are of equal gravity, preference shall be given in the first instance to the Government of the country of which the fugitive is a national, and in the second instance, to the request that was made first.

Article 11.

If the person claimed is being proceeded against or has been sentenced in the State applied to, his extradition may be deferred until the proceedings are abandoned, or until he is acquitted or discharged, or until he has served his sentence.

Should he be under trial or in custody in the same country by reason of obligations contracted towards private persons, his extradition shall nevertheless take place, subject to the right of such persons to bring their claims later before the competent authority.

Article 12.

The obligation of the two countries to surrender criminals shall in no case extend to their own nationals.

Nevertheless, the High Contracting Parties undertake to proceed against and to try, under the conditions laid down in their laws, their own nationals who have taken refuge in their territory after committing an offence covered by the present Convention in the territory of the other Party.

Article 13.

Les objets saisis pouvant servir de pièces à conviction, ainsi que tous les objets pouvant provenir du crime ou du délit à raison duquel l'extradition est réclamée seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis au gouvernement requérant, lors même que l'extradition ne pourrait s'effectuer par suite de la mort ou de la disparition ultérieure de l'individu réclamé.

Cette remise comprendra également tous les objets que l'inculpé aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts par la suite.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers, non impliqués dans la poursuite, auraient acquis sur les objets désignés dans le présent article.

Article 14.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués, ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans les limites de leurs territoires respectifs.

L'individu à extraditer sera conduit au port de l'Etat que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 15.

Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit, à travers le territoire de l'une des parties contractantes, d'un individu livré à l'autre partie, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 6, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans le présent traité et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 5.

Les frais de transit seront à la charge de la partie requérante.

Article 16.

Quand au cours d'une affaire pénale, non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire sera adressée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays requis.

Les deux gouvernements renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires chaque fois qu'il ne s'agira pas d'expertises pouvant entraîner plusieurs vacations.

Article 17.

Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les condamnations pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les ressortissants de l'autre. Chaque communication sera effectuée moyennant l'envoi, par la voie diplomatique, d'un bulletin ou extrait au gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Chacun des deux gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités respectives.

Article 13.

All articles seized which may serve as proof of the offence and all articles which have been obtained as a result of the crime or delict for which extradition has been requested shall, at the discretion of the competent authority, be handed over to the Government making application, even when extradition could not take place owing to the death or subsequent disappearance of the person claimed.

All articles which the accused may have concealed or deposited in the country and which may be discovered subsequently, shall also be handed over.

Nevertheless, the rights which third parties not involved in the proceedings may have acquired over the objects mentioned in the present Article shall be reserved.

Article 14.

The expenses occasioned by the arrest, maintenance and conveyance of the person whose extradition has been granted, together with the cost of consigning and transporting objects which have to be returned or handed over under the preceding Article, shall be borne by the two States within the limits of their respective territories.

The person to be surrendered shall be escorted to the port of the State designated by the diplomatic or consular agent accredited by the applicant Government and shall be placed on board at that Government's expense.

Article 15.

It is expressly laid down that the extradition, by transit through the territory of either Contracting Party, of a person surrendered to the other Party shall be granted on the mere production of the original or a certified copy of one of the legal documents mentioned in Article 6, provided that the offence on which the requisition is based is included in the present Convention and does not come under the provisions of Articles 3 and 5.

The expenses of transit shall be borne by the applicant Party.

Article 16.

If in the course of a non-political criminal affair it is deemed necessary to hear persons who happen to be in either country or to carry out any other proceeding connected with the preliminary judicial enquiry, a "commission rogatoire" shall be addressed for this purpose through the diplomatic channel and it shall be executed in conformity with the laws of the country applied to.

The two Governments renounce all claims to the repayment of expenses resulting from the execution of "commissions rogatoires", except in the case of expert enquiries which may occupy several sittings.

Article 17.

The two Governments undertake to communicate to each other, without refund of expenses, sentences for crimes and delicts of all kinds pronounced by the Courts of either States against the nationals of the other. Each communication shall be made by the despatch through the diplomatic channel of a bulletin or copy to the Government of the country of which the convicted person is a national.

The two Governments shall give the necessary instructions to their respective authorities in regard to this matter.

Article 18.

En matière pénale non politique, lorsque le gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise par la voie diplomatique sera signifiée à la personne à la requête du ministère public du lieu de la résidence par les soins d'un officier compétent, constatant la notification, et sera envoyée par la même voie au gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Article 19.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces à conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les gouvernements contractants renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces à conviction et documents.

Article 20.

Les stipulations de la présente convention seront applicables aux colonies et possessions, sauf à tenir compte des lois spéciales en vigueur dans lesdits territoires.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées le plus tôt possible. Il entrera en vigueur vingt jours après l'échange des ratifications.

Il s'appliquera aux crimes et délits commis avant sa signature.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra en tout temps le dénoncer. Cette dénonciation ne produira effet que six mois après sa notification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Riga, le vingt-neuf octobre mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) (L. S.) G. ALBAT.

(Signé) (L. S.) D. DE MARTEL.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

Article 18.

If in a non-political criminal matter, the Government of either country deems it necessary that a writ or a judgment should be delivered to a person residing in the territory of the other country, the document, on being transmitted through the diplomatic channel, shall be served on the person concerned at the request of the public prosecutor of the place of his residence, through a competent official, who shall certify delivery and shall be sent through the same channel to the applicant Government, without refund of expenses.

Article 19.

If in a non-political criminal case which is being investigated in either country it is deemed necessary to forward articles serving as proof of the crime, or documents, which are in the hands of the authorities of the other country, application shall be made for them through the diplomatic channel and the request shall be granted unless there are special objections thereto, and subject to the obligation to return the articles and documents.

The contracting Governments receive all claims to the repayment of the costs resulting in this respective territories from the dispatch and return of articles serving as proof of the crime, and documents.

Article 20.

The provisions of the present Convention shall apply to the colonies and possessions, provided that account is taken of the special laws in force in those territories.

Article 21.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible. It shall enter into force twenty days after the exchange of the instruments of ratification.

It shall apply to crimes and delicts committed before its signature.

Each of the High Contracting Parties may denounce it at any time. This denunciation shall only take effect six months after notification of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga, the twenty-ninth day of October, one thousand nine hundred and twenty-four.

(Signed) (L. S.) G. ALBAT.

(Signed) (L. S.) D. DE MARTEL.

N° 2116.

PAYS-BAS ET TURQUIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature.
Signée à Angora, le 25 juillet 1928.

**THE NETHERLANDS
AND TURKEY**

Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature.
Signed at Angora, July 25, 1928.

N^o 2116. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LES PAYS-BAS ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE
25 JUILLET 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 août 1929.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS d'une part et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE d'autre part, animés du désir de développer les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure, conformément au Traité² d'amitié entre les Pays-Bas et la Turquie du 16 août 1924, une Convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le Baron Willem Bernard REINIER VAN WELDEREN RENGERS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la République Turque ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Ali CHEVKI Bey, député de Tokat, ancien sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie, importés aux Pays-Bas, ne seront pas soumis à des droits de douane, y compris tous coefficients, plus élevés que ceux fixés dans l'annexe A.

Les produits du sol et de l'industrie originaires des Pays-Bas, importés en Turquie, ne seront pas soumis à des droits de douane, y compris tous coefficients, plus élevés que ceux fixés dans l'annexe B.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie, y compris ceux mentionnés dans l'annexe A, importés aux Pays-Bas, aux Indes-Néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, de même que les produits du sol et de l'industrie originaires des Pays-Bas, des Indes-Néerlandaises, du Surinam et de Curaçao, y compris ceux mentionnés dans l'annexe B, importés en Turquie, ne seront en aucun cas assujettis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits similaires de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 1^{er} juillet 1929.

Le ministre des Pays-Bas à Berne a notifié au Secrétaire général, le 5 novembre 1929, que cette convention a été dénoncée par la Turquie avec effet à partir du 30 novembre 1929.

² Vol. XXXIX, page 147, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2116. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, JULY 25, 1928.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place August 10, 1929.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, of the one part, and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of developing economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation in conformity with the Treaty of Friendship ³ between the Netherlands and Turkey dated August 16, 1924, and have for that purpose appointed as their respective Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Baron Willem Bernard REINIER VAN WELDEREN RENGERS, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Turkish Republic ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Ali CHEVKI Bey, Deputy for Tokat, former Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Products of the soil and of industry originating in Turkey and imported into the Netherlands shall not be subject to higher Customs duties, including all coefficients, than those laid down in Annex A.

Products of the soil and of industry originating in the Netherlands and imported into Turkey shall not be subject to higher Customs duties, including all coefficients, than those laid down in Annex B.

Products of the soil and of industry originating in Turkey, including those mentioned in Annex A, imported into the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam and Curaçao, and likewise products of the soil and of industry originating in the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam and Curaçao, including those mentioned in Annex B, imported into Turkey, shall in no case be subject to any duties coefficients, taxes or other charges higher than those which are or may hereafter be imposed on like products of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, July 1, 1929.

The Netherlands Minister at Berne has notified the Secretary-General, on November 5, 1929 that this Convention has been denounced by Turkey with effect from November 30, 1929.

³ Vol. XXXIX, page 147, of this Series.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques qui sont ou seront perçus des produits du sol et de l'industrie exportés du territoire d'une des deux Parties contractantes dans le territoire de l'autre.

L'assurance du traitement sur le pied d'égalité avec la nation la plus favorisée s'étend aussi à la manière de percevoir les droits d'importation, et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, aux modes de vérification et d'analyse des articles, aux conditions de paiement des droits de douane et des taxes et de la classification et de l'interprétation des tarifs, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article II.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des pays contractants, importés dans le territoire de l'Autre après avoir transité par les territoires d'un ou de plusieurs pays tiers, ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou à des redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, emballage ou entreposage.

Article III.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale dudit pays, ou qu'il doit être considéré comme tel étant donné qu'il y a subi une transformation ou une opération motivée par des raisons économiques.

Les certificats d'origine, établis selon le modèle annexé à la présente convention (Annexe C), seront délivrés soit par les Chambres de commerce et d'industrie, dont relève l'expéditeur, soit par les autorités douanières, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par ses représentants diplomatiques ou consulaires.

Les colis postaux ne seront pas assujettis aux certificats d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article IV.

Il y aura entre les territoires des Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition et restriction d'importation, d'exportation ni de transit.

Toutefois, les Parties contractantes se réservent, si du moins ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui se trouvent dans des conditions analogues, le droit d'établir des prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation :

1^o Pour réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et à la sauvegarde de l'activité économique de la nation.

2^o Pour des raisons de sécurité publique et de sécurité de l'Etat.

3^o Pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

4^o Pour des marchandises faisant l'objet des monopoles d'Etat, et en vue d'application aux marchandises étrangères des prohibitions et restrictions qui sont ou seront établies

The same shall apply to any export duties, coefficients, taxes or other charges which are or may hereafter be levied on products of the soil and of industry exported from the territory of either Contracting Party to the territory of the other.

The guarantee of treatment on an equal footing with the most favoured nation shall likewise extend to the manner of levying import and export duties, the warehousing of goods in bond, Customs dues and formalities, the manner of verifying and analysing articles, the conditions of payment of Customs duties and of charges, and the classification and interpretation of tariffs, and to the Customs treatment and clearance of goods, whether imported, exported or in transit.

Article II.

Products of the soil and of industry originating in one of the Contracting Countries, imported into the territory of the other after passing in transit through the territory of one or more third States shall not be subject, on importation, to Customs duties or to charges other or higher than if they had been imported direct from their country of origin.

This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods passing in transit after transshipment, repacking or warehousing.

Article III.

Either Contracting Party may, in order to establish the country of origin of the products imported, require the production by the importer of a certificate of origin, stating that the article imported is the national produce or manufacture of the said country, or that it should be so considered, having regard to the transformation or manipulation, due to economic considerations, which it has undergone therein.

Certificates of origin, prepared according to the model annexed to the present Convention (Annex C), shall be issued either by the Chambers of Commerce and Industry to which the consignor belongs, or by the Customs authorities, or by any organ or body which the country of destination may have accepted. The Government of the country of destination may require certificates of origin to be legalised by its diplomatic or consular representatives.

Certificates of origin shall not be required for postal packets when the country of destination recognises that no transactions of a commercial character are involved.

Article IV.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the Contracting Parties. The Contracting Parties accordingly undertake not to hamper their reciprocal commercial relations by any import, export or transit prohibition or restriction.

Nevertheless, the Contracting Parties reserve the right to establish import and export prohibitions and restrictions, provided that these measures are applied to all countries or to all in which the same conditions prevail :

- (1) In order to maintain the resources indispensable for the food-supply of the people and to safeguard the economic activity of the nation.
- (2) For reasons of public security and for the safety of the State.
- (3) For reasons of public health or to protect useful animals and plants against disease and noxious insects and parasites, in conformity with the international principles adopted in this respect.
- (4) In the case of goods which constitute a State monopoly, and with a view to applying to foreign goods prohibitions and restrictions which are or may hereafter be

par la législation intérieure en ce qui concerne la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des mêmes marchandises indigènes.

5° Pour empêcher l'exportation de la monnaie or ou du métal or.

Article V.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit libre sur les voies les plus appropriées au transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant réciproquement sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire de l'une des Parties contractantes seront réciproquement exemptes de tout droit de douane ou de toute autre redevance, à l'exception des droits de statistique et des frais de surveillance et de magasinage.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le transit par des formalités ou autres mesures qui pourraient restreindre le transit, tout en se réservant le droit de prendre toutes les mesures pour garantir que les marchandises, spécialement celles qui font l'objet d'un monopole d'Etat, ne soient pas introduites clandestinement dans le pays, mais qu'elles soient réellement transitées.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, remballage ou entreposage.

Le transit des marchandises pourra être prohibé ou restreint, si du moins ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui se trouvent dans des conditions analogues : §

1° Pour des raisons de sûreté publique et de sûreté de l'Etat.

2° Pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article VI.

Les négociants, les commerçants, les industriels et les fabricants, ressortissant de l'une des Parties contractantes, ainsi que leurs commis voyageurs, jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en tout ce qui concerne leur activité et notamment au sujet des facilités douanières accordées pour les échantillons du même traitement que les négociants, commerçants, fabricants et commis voyageurs de la nation la plus favorisée.

Les dispositions ci-dessus n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage, chacune des Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article VII.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle (Annexe D), délivré par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions de l'alinéa premier n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus au colportage et à la recherche des commandes auprès des personnes qui n'exercent ni industrie, ni commerce, chacune des Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

established by the national legislation in respect of the production, sale, transport of domestic consumption of like goods of native origin.

- (5) To prevent the exportation of gold specie or gold bullion.

Article V.

The Contracting Parties undertake reciprocally to accord free transit, over the routes most suitable for international transit traffic, to passengers, baggage, goods and articles of every kind, mails, ships, boats, carriages and waggons or other means of transport, and to guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of every kind passing through the territory of either Contracting Party shall be reciprocally exempt from all Customs duties and other charges, with the exception of statistical dues and supervision and warehousing charges.

The Contracting Parties undertake not to impede transit by formalities or other measures which might restrict transit traffic, but reserve the right to take all necessary precautions to guarantee that goods, particularly such as are the subject of a State monopoly, are not clandestinely introduced into the country but actually pass through it in transit.

The provisions of this Article apply both to goods in direct transit and to goods passing in transit after transshipment, repacking or warehousing.

The transit of goods may be prohibited or restricted, provided that such measures are applied to all countries or to all in which the same conditions prevail :

- (1) For reasons of public security and for the safety of the State,
- (2) For reasons of public health or to protect useful animals and plants against disease and noxious insects and parasites, in conformity with the international principles adopted in this respect.

Article VI.

Merchants, traders, industrialists and manufacturers who are nationals of one of the Contracting Parties, and their commercial travellers, shall enjoy in the territory of the other Party, in all matters connected with their business operations and in particular as regards the Customs facilities granted with respect to samples, the same treatment as the merchants, traders, manufacturers and commercial travellers of the most favoured nation.

The above provisions not being applicable to itinerant craftsmen or to hawkers, each Contracting Party reserves complete freedom to legislate in this respect.

Article VII.

Nationals of one of the Contracting Parties travelling to fairs or markets for purposes of business shall not be treated less favourably in the territory of the other Party than its nationals, provided they can produce an identity-card in accordance with the model (Annex D) issued by the authorities of the country of which they are nationals.

The provisions of the first paragraph shall not apply to itinerant craftsman, nor to hawkers or persons soliciting orders from persons not engaged in industry or trade, each of the Contracting Parties reserving full freedom to legislate in this respect.

Article VIII.

Seront admis en franchise de douane, sous condition d'identification et, le cas échéant, contre dépôt d'une garantie suffisante, les objets suivants, si ces objets sont réexportés ou entreposés dans un délai correspondant à la durée de leur emploi :

1^o Les objets importés dans l'un des pays contractants aux fins d'y être réparés. Il est entendu que ces objets, s'ils sont réimportés dans le pays d'exportation, sont à leur réimportation exempts de droits d'entrée. Des matières ou parties, passibles de droits de douane, qui sont ajoutées à ces objets en quantités considérables lors de la réparation, seront dédouanées autant que la législation du pays l'exige, indépendamment des objets mêmes et selon le tarif auquel elles étaient assujetties avant leur combinaison ; le poids servant de base au dédouanement peut être fixé par une évaluation.

2^o Les emballages, sacs, tonneaux et autres qui sont importés du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre pour y être remplis et ensuite réexportés.

3^o Les objets destinés aux foires, expositions ou concours. Les intéressés prendront soin de faire fixer la durée de l'emploi des objets en question à leur entrée dans le pays ; ce délai pourra être prolongé au besoin par les autorités douanières.

Article IX.

Le traitement sur le pied d'égalité avec la nation la plus favorisée ne sera pas applicable :

1^o Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière et ne dépassant pas quinze kilomètres en général ;

2^o Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3^o Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir, en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale, entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'Empire ottoman en 1923.

Article X.

Les taxes intérieures, quelle que soit leur dénomination qui sont ou seront imposés dans le territoire de l'une des deux Parties contractantes, à la production, à la préparation ou à la consommation d'un produit, soit pour le compte de l'Etat ou pour celui des communes et de corporations, ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits du territoire de l'autre Partie plus lourdement et d'une façon plus gênante que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article XI.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner aux commerçants la possibilité de se procurer des informations officielles concernant les tarifs de douane et notamment les taux des droits à percevoir sur une marchandise déterminée. La demande doit contenir, selon les règlements du pays d'importation, un échantillon de la marchandise ou bien une description détaillée, une copie ou photographie de celle-ci.

Article XII.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quelque

Article VIII.

Subject to identification and, where necessary, the deposit of an adequate guarantee, the following articles shall be admitted free of duty, provided they are re-exported or placed in bonds within a period corresponding to the length of their use :

(1) Articles imported into one of the Contracting Countries to be repaired therein. It is understood that such articles, if re-imported into the exporting country, shall be free of import duty on such re-importation. Materials or parts liable to Customs duty, which have been added to these articles in any considerable quantity during the process of repair, shall be dutiable, if the legislation of the country so requires, independently of the articles themselves and at the rate at which they would have been dutiable before being incorporated therein ; the weight for duty purposes may be fixed by an estimate.

(2) Packing, sacks, barrels, etc., imported from the territory of one Contracting Party into the territory of the other to be filled and thereafter re-exported.

(3) Articles intended for fairs, exhibitions or shows. The parties shall be careful to specify the length of time such articles will be in use when bringing them into the country ; this period may be extended, if necessary, by the Customs authorities.

Article IX.

Treatment on terms of equality with the most favoured nation may not be claimed in respect of :

(1) Privileges which are or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties in respect of frontier traffic with neighbouring countries over an area extending on both sides of the frontier and as a rule not exceeding fifteen kilometres ;

(2) Special privileges resulting from a Customs union ;

(3) Special privileges and benefits which are or may hereafter be established in respect of Customs tariffs, and generally in all other commercial matters, as between Turkey and the territories detached from the Ottoman Empire in 1923.

Article X.

Internal duties of any nature whatsoever, which are or may hereafter be imposed in the territory of one of the Contracting Parties on the production, manufacture or consumption of a product, whether on behalf of the State or of communes and corporations, shall not on any pretext be levied on the products of the territory of the other Party in a manner more onerous and vexatious than on the same products of the most favoured nation.

Article XI.

The Contracting Parties undertake to make the necessary arrangements to enable traders to obtain official information regarding Customs tariffs, and particularly the rates of duty leviable on specified goods. The request should be accompanied, in accordance with the regulations of the importing country, by a sample of the goods or by a detailed description, copy or photograph thereof.

Article XII.

Ships and boats flying the flag of one of the Contracting Parties and entering or leaving the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, whatever may be their place of departure

soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les navires ou bateaux nationaux et n'y seront assujettis à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom et pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque, autorisé à cet effet par le gouvernement, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux navires ou bateaux nationaux.

Leurs cargaisons, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus élevés et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national.

Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyaient sous pavillon national.

Article XIII.

Les dispositions de l'article 12 ne seront pas applicables en ce qui concerne le cabotage, la pêche, l'exercice de pilotage et l'emploi de pilotes, l'exercice de remorquage et autres services de port, ni en ce qui concerne la navigation dans les eaux intérieures.

Article XIV.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties contractantes.

Article XV.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entrent dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer ou transborder une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements de l'Etat respectif, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays et la réexporter dans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article XVI.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent dans les circonstances analogues aux bâtiments nationaux.

Aide et assistance seront données au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison, dans la même mesure qu'aux nationaux.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, la législation du pays où le sauvetage a eu lieu, sera appliquée.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article XVII.

A l'exception des premier et deuxième alinéas de l'article premier, les stipulations du présent traité seront également appliquées par la Turquie aux Indes Néerlandaises, au Surinam et à Curaçao et réciproquement par les Indes Néerlandaises, le Surinam et Curaçao à la Turquie.

or destination, shall be accorded the same treatment in all respects as national ships or boats, and shall not be subject to any duty or tax of any nature whatsoever, levied in the name and on the behalf of the State, provinces, communes, or any organisation authorised thereto by the Government, other or higher than those which are or may hereafter be levied on national ships or boats.

Their cargoes, whatever may be their place of departure or destination, shall not pay other or higher duties or charges, nor be subject to other treatment, than goods imported or exported under the national flag.

Passengers and their baggage shall be treated in the same manner as if they were travelling under the national flag.

Article XIII.

The provisions of Article XII shall not apply to coastwise traffic, fishing, pilotage and the employment of pilots, towage and other port services, or to navigation in inland waters.

Article XIV.

The nationality of ships and boats shall be recognised by both Parties in accordance with the documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States, in conformity with the laws and regulations of each country.

Tonnage-measurement certificates and other tonnage-measurement documents issued by either Contracting Party shall be recognised by the other Party in conformity with any special arrangements which may be concluded between the two Contracting Parties.

Article XV.

Ships and boats flying the flag of either Contracting Party and entering a port of the other Party with the sole object of completing their cargo therein or of unloading or transshipping a portion thereof shall be entitled, provided that they observe the laws and regulations of the State concerned, to retain on board the portion of their cargo which is consigned to another port or to another country and to re-export such cargo without being liable to pay any duties or charges thereon, except supervision dues, which may only be levied at the lowest rate fixed for national shipping.

Article XVI.

If a vessel of one of the two Contracting Parties should be wrecked, stranded, damaged at sea or forced to put into harbour in the waters of the other Party, the vessel and its cargo shall be granted the same privileges and immunities as are granted by the laws and regulations of the country concerned, in similar circumstances, to national vessels.

Assistance and relief shall be given to the master, the crew and the passengers, both for themselves and for the vessel and her cargo, to the same extent as to nationals.

As regards the right of salvage, the laws of the country where salvage takes place shall apply.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are brought into the country for consumption therein.

Article XVII.

With the exception of the first and second paragraphs of Article I, the provisions of the present Convention shall be applied also by Turkey to the Dutch Indies, Surinam and Curaçao, and likewise by the Dutch Indies, Surinam and Curaçao to Turkey.

Article XVIII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des deux Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition, à Angora, le 25 juillet 1928.

(L. S.) W. VAN WELDEREN RENGERS.

(L. S.) A. CHEVKI.

ANNEXE A.

Numéros du tarif néerlandais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée (Fl.)
32	Emeri	ad val. 8 %
35	Jus de réglisse :	
	I. Importé en pains, en gâteaux ou en bloc pesant chacun 3 kg., ou plus, ou bien coulé en caissettes, barils ou autres contenant :	
	a) Edulcoré au moyen de saccharine ou d'autres matières édulcorantes artificielles	100 kg. 27.—
	b) Autres : Pour chaque 5 % de sucre (les fractions de 5 % inférieures à I seront négligées et dans les autres cas elles seront comptées pour 5 %)	100 kg. 1.35
	II. Importé autrement :	
	a) emballés	ad val. 8 % et par
		100 kg. 27.—
47	Gomme adragante	ad val. 8 %
139	Racine de réglisse	» 8 %
96 I a)	Huile d'olive en fûts	100 kg. 0.55
105	Opium	ad val. 8 %
120 I	Tabacs en feuille	100 kg. 1.40
123	Tapis en points noués	ad val. 8 %
139	Alpiste	» 8 %
139 I 4°	Figues sèches	» 8 %
139 I 5°	Raisins secs	» 8 %
139 I 6°	Noix et noisettes	» 8 %
139 I 7°	Amandes sèches	» 5 %
139 I 8°	Safran	» 8 %
139 I 10°	Noix de galles et valonnées et pistaches	» 8 %

ANNEXE B.

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER TURC.

Numéros du tarif douanier turc	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Piastres par 100 kg.	Coefficient
ex 32 b)	Fromages :		
	Hollandais, y compris les fromages de Hollande en boîtes . . .	480	5
ex 51 b)	Riz :		
	Mondé	60	5
ex 109 b)	Cacao :		
	Moulu ou en pâte, sans sucre	360	5
III	Beurre de cacao	270	5
II2	Cacao et chocolat contenant du sucre ou autres matières alimentaires.	350	12
ex II5	Sucre :		
	Raffiné, en pains entiers ou cassés, carré ou en tablettes, pilé ou en poudre, sucre candi	76	5
152	Peaux d'animaux brutes, fraîches, salées, ou trempées dans la chaux :		
	a) D'agneau et de chevreau	240	5
	b) Autres	80	5
153	Peaux sèches :		
	a) D'agneau et de chevreau	450	5
	b) Autres	150	5
ex 202 b)	Engrais :		
	Superphosphates	exempt	5
134	Huile de lin	100	5
135	Huile de colza, de coco, d'arachide, etc.	125	12
235	Papier d'emballage, plissé ou non et papier goudronné . . .	70	5
236	Papier :		
	a) A imprimer et à écrire	45	5
	b) A écrire non découpé et papier à imprimer fin	90	5
ex 249	Carton ordinaire brut, rude à toucher de deux côtés, gou- dronné asphalté, carton paille	40	5
ex 270	ex a) 1° Cabots, tea cloths, waste cloths, grey twills, grey drills, shirtings, grey shirtings, grey cambrics, grey longcloths et autres tissus semblables écrus y compris flanelettes	400	5
	ex b) 6° Tous autres tissus blanchis tels que : White twills, white drills, white shirtings, white croydons, white cam- brics, white longcloths, madapolam, calicots, piqués.	560	5
	ex d) 4° Tissus teints en pièce d'une seule couleur y compris les flanelettes	500	5
	ex d) 5° Tissus non dénommés ailleurs teints ou imprimés, brillantés, lissés, damassés ou façonnés, cretonnes, reps, tissus à raies à fleurs, couvertures et tissus similaires fabri- qués de fils teints ou imprimés y compris les flanelettes imprimées	560	5
323	Tissus et étoffes non dénommés ailleurs foulés ou non foulés, pour habillement d'homme ou de femme; pour ameuble- ment ou pour autres usages, de laine ou mélangés d'autres matières textiles autres que la soie :		
	a) Laine pure :		
	1° Pesant moins de 200 grammes par mètre carré	1600	5
	2° Pesant de 200 gr. à 600 gr. par mètre carré	1400	5
	3° Pesant plus de 600 gr. par mètre carré	1300	5

ANNEX B.

DUTIES ON IMPORT INTO TURKISH CUSTOMS TERRITORY.

No. of Turkish Customs Tariff	Description of Goods	Import Duties Piastres per 100 kg.	Coefficient
ex 32 (b)	Cheese :		
	Dutch, including Dutch cheese in boxes	480	5
ex 51 (b)	Rice :		
	Hulled	60	5
ex 109 (b)	Cocoa :		
	Ground or in paste, without sugar.	360	5
111	Cocoa-butter	270	5
112	Cocoa and chocolate containing sugar or other alimentary products	350	12
ex 115	Sugar :		
	Refined, in loaves whether whole or broken, in cubes or tablets, crushed or powdered, also sugar candy	76	5
152	Skins of animals, raw, fresh, salted or steeped in lime :		
	(a) Lamb and kid	240	5
	(b) Others	80	5
153	Dried skins :		
	(a) Lamb and kid	450	5
	(b) Others	150	5
ex 202 (b)	Fertilisers :		
	Superphosphates.	exempt	5
134	Linseed oil	100	5
135	Colza, cocoanut, ground-nut, etc., oils	125	12
235	Packing-paper, corrugated or not, and tarred paper	70	5
236	Paper :		
	(a) Printing- and writing-paper	45	5
	(b) Uncut writing-paper and fine printing-paper	90	5
ex 249	Ordinary rough cardboard, rough on both sides, tarred, asphalted, strawboard	40	5
ex 270	ex (a) (1) Cabots, tea-cloths, waste cloths, grey twills, grey drills, shirtings, grey cambrics, grey longcloths and other similar unbleached fabrics, including flannelettes	400	5
	ex (b) (6) All other bleached fabrics such as : white twills, white drills, white shirtings, white croydons, white cambrics, white longcloths, madapolam, calicoes and piqués	560	5
	ex (d) (4) Fabrics dyed in the piece of one colour, including flannelettes	500	5
	ex (d) (5) Fabrics unenumerated elsewhere, dyed or printed, bright, glossy, damasked or figured, cretonnes, reps, striped or flowered tissues, coverings and similar fabrics manufactured of dyed or printed yarn, including printed flannelettes	560	5
323	Fabrics and cloths not enumerated elsewhere, pressed or not, for men's or women's clothing, furnishing, and other uses, made of wool or mixed with other textile materials (other than silk) :		
	(a) Pure wool :		
	(1) Weighing less than 200 grammes per sq. metre	1600	5
	(2) Weighing from 200 to 600 gr. per sq. metre	1400	5
	(3) Weighing more than 600 gr. per sq. metre	1300	5

Numéros du tarif douanier turc	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Piastres par 100 kg.	Coefficient
323 (suite)	Tissus et étoffes non dénommés ailleurs, etc. b) Chaîne coton :		
	1° Pesant moins de 200 gr. par mètre carré	1100	5
	2° Pesant de 200 à 600 gr. par mètre carré	900	5
	3° Pesant plus de 600 gr. par mètre carré	600	5
	Notes. Les tissus et étoffes fabriqués en d'autres façons avec de la laine et du coton mélangés sont soumis aux droits de laine pure indiqués au premier paragraphe.		
	4° Aba et Chayak grossiers et les Chayaks tissés de poil de chèvre ordinaire (purs ou mélangés de coton)	1000	5
409	Lampes incandescentes électriques et leurs parties	1500	5
ex 542	Instruments et appareils pour télégraphes, téléphones et leurs pièces (exceptés les fils), les appareils radio	900	5
584	Couleurs préparées :		
	a) Encre à imprimer	160	5
	b) Encre à écrire	100	5
	c) Couleurs broyées à l'huile et à l'eau pour l'industrie	65	5
	d) Couleurs fines à l'huile pour tableaux, encre de Chine, pastels, etc.	675	5
	e) Teintures vernis	300	5

ANNEXE C

MODÛLE CERTIFICAT D'ORIGINE.

Expéditeur			Receveur		
Nom			Nom		
Domicile			Domicile		
Rue			Rue		
Nombres des colis	Mode d'emballage	Marques N°	Poids brut et net en kg. et valeur	Voies d'expédition (chemin de fer, poste, bateaux, etc.)	Contenu

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine

....., le 192.....

(Désignation du bureau compétent et signature)

(Sceaux)

No. of Turkish Customs Tariff	Description of Goods	Import Duties Piastres per 100 kg.	Coefficient
323 (continued)	Fabrics and cloths, etc. : (b) Cotton warp :		
	(1) Weighing less than 200 gr. per sq. metre	1100	5
	(2) Weighing from 200 to 600 gr. per sq. metre	900	5
	(3) Weighing more than 600 gr. per sq. metre	600	5
	<i>Notes.</i> Fabrics and cloths manufactured in a different manner with mixtures of wool and cotton will be classified as pure wool, and duty paid as in <i>a</i>) above.		
	(4) Aba and Chayak, coarse, and chayaks woven from ordinary goathair (pure or mixed with cotton)	1000	5
409	Incandescent electric lamps and their parts.	1500	5
ex 542	Telegraph and telephone instruments and apparatus, and parts thereof (except wires), wireless sets	900	5
584	Prepared colours :		
	(a) Printing-ink	160	5
	(b) Writing-ink	100	5
	(c) Oil- and water-ground colours for industrial purposes	65	5
	(d) Fine oil colours for artists, Chinese ink, crayons, etc	675	5
	(e) Varnish stains	300	5

ANNEX C.

FORM OF CERTIFICATE OF ORIGIN.

Consignor			Consignee		
Name			Name		
Residing at			Residing at.....		
Street			Street		
Number of packages	Method of packing	Marks Number	Gross and net weight in kg. and value	Means of despatch (rail, post, ship, etc.)	Contents

Certified that the goods specified above have their commercial origin in

..... the 192.....

(Seals)

(Description of competent authority and signature.)

ANNEXE D

CARTE DE LÉGITIMATION

POUR DES VISITEURS DES FOIRES ET MARCHÉS

Il est certifié que

M
 porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés
 en
 (pour les ressortissants néerlandais : en Turquie, pour les ressortissants turcs : aux Pays-Bas)
 est domicilié à
 et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou
 industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'Autorité
 qui a établi le certificat).

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la présente convention de commerce et de navigation, les plénipoten-
 tiaires soussignés sont tombés d'accord pour stipuler les précisions suivantes :

Ad article premier.

Dans le cas où, en conformité de l'article 2 de la Convention commerciale¹ signée à Lausanne, le
 24 juillet 1923, entre la Turquie, d'une part, et les autres Puissances signataires, d'autre part, il serait,
 en raison des fluctuations de change, procédé à un rajustement des coefficients de majoration prévus
 audit article, les Parties contractantes sont d'accord pour appliquer, dans les mêmes conditions, le
 même rajustement aux coefficients figurant dans la liste B annexée à la présente convention, sans
 que cela puisse porter atteinte à l'application intégrale de la stipulation de l'alinéa 3 de l'article
 premier.

Ad article IX.

Il est entendu que l'article IX ne peut pas être invoqué si les avantages et faveurs spéciaux
 énumérés au No 3 de cet article, sont accordés à un Etat tiers.

Ad article X.

Il est entendu que la Turquie pourra, en outre, continuer à percevoir, dans les mêmes conditions
 d'égalité entre ses ressortissants et les ressortissants néerlandais, pour les produits énumérés au
 tableau annexé au présent protocole, les taxes de consommation indiquées audit tableau.

ANGORA, le 25 juillet 1928.

W. VAN WELDEREN RENGERS.

A. CHEVKI.

¹ Vol. XXVIII, page 175, de ce recueil.

ANNEX D.

IDENTITY-CARD

FOR VISITORS TO FAIRS AND MARKETS.

It is certified that

M
 holder of this card, desiring to travel with his goods to fairs and markets in
 (for Dutch nationals : in Turkey ; for Turkish nationals : in the Netherlands) is resident at

 and that he is bound to pay the legal taxes and duties for the exercise of his commerce or
 industry.

This certificate is valid for a period of months.

(Place, date, signature, seal of the Authority
 issuing the certificate.)

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Convention of Commerce and Navigation, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following explanatory provisions :

Ad Article I.

Where, under Article 2 of the Commercial Convention¹ signed at Lausanne on July 24, 1923, between Turkey, of the one part and the other signatory Powers, of the other part, exchange fluctuations would necessitate an adjustment of the coefficients of increase referred to in the said Article, the Contracting Parties agree to readjust, in the same conditions and to the same extent, [the coefficients given in List B annexed to the present Convention, without thereby affecting the integral application of the provision contained in paragraph 3 of Article I.

Ad Article IX.

It is agreed that Article IX may not be invoked if the special privileges and benefits enumerated in 3 of that Article, are accorded to a third State.

Ad Article X.

It is agreed that Turkey may, however, continue to levy, under the same conditions of equality between her nationals and nationals of the Netherlands, the consumption duties set out in the Schedule annexed to this Protocol in respect of the products specified in that Schedule.

ANGORA, July 25, 1928.

W. VAN WELDEREN RENGERS.

A. CHEVKI.

¹ Vol. XXVIII, page 175, of this Series.

ANNEXE

AU PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Taxes turques de consommation.

Thé	40 piastres par kilogramme.
Café	20 » » »
Pétrole	6 » » »
Riz	10 » » »
Margarine, oléomargarine et autres graisses animales	80 » » »
Bougies de stéarine	30 » » »
Savon ordinaire	5 » » »
Sacs neufs et usagés	5 » » »
Epices	30 » » »
Allumettes	½ piastre par boîte de 60 allumettes.
Allumettes-bougies	1 piastre par boîte de 60 allumettes.
Papier à cigarettes	1 piastre 50 feuilles.
Briquets	25 piastres par briquet.
Sucre	15 piastres par kilogramme.
Biscuits	} soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.
Chocolat	
Lait condensé	
Confiserie et glucose	
Boissons non alcooliques, gazeuses et limonades	
Tous autres produits sucrés	}
Tombac . . . . .		40 piastres par kilogramme.

ANNEX

TO THE PROTOCOL OF SIGNATURE.

Turkish consumption duties.

Tea	40	Piastres per kg.
Coffee	20	» » »
Petroleum	6	» » »
Rice	10	» » »
Margarine, oleomargarine and other animal fats	80	» » »
Stearine candles	30	» » »
Common soap	5	» » »
Sacks, new and old	5	» » »
Spices	30	» » »
Matches	½	piastre per box of 60 matches.
Wax lucifers	1	piastre per box of 60 matches.
Cigarette-paper	1	piastre per 50 sheets.
Lighters	25	piastres per lighter.
Sugar	15	piastres per kg.
Biscuits	}	Subject to a consumption tax according to the percentage of sugar they contain.
Chocolate		
Condensed milk		
Sweetmeats and glucose		
Non-alcoholic beverages (gaseous and lemonades)		
All other products containing sugar	}	40 piastres per kg.
Tombac		

N° 2117.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Traité de conciliation. Signé à Wash-
ington, le 21 janvier 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS
AND SLOVENES**

Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, January 21, 1929.

N^o 2117. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 21 JANVIER 1929.

Textes officiels anglais et français, communiqués par le délégué permanent du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 août 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le Department of State du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 5 septembre 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs deux pays et servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure un traité à ces fins et ont nommé, en conséquence, les plénipotentiaires ci-après désignés, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Bojidar POURITCH, chargé d'Affaires *ad interim* du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Washington ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends s'élevant entre le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'ils soient, lorsque les procédés diplomatiques ordinaires auront échoué et que les Hautes Parties contractantes n'ont pas recours à un tribunal compétent, seront soumis, pour examen et rapport, à une Commission internationale permanente, constituée de la manière prescrite dans l'article suivant ; et les Hautes Parties contractantes conviennent de ne se livrer, l'une vis-à-vis de l'autre, à aucun acte de force durant l'examen auquel procédera la commission et avant la remise de son rapport.

Article II.

La Commission internationale sera composée de cinq membres nommés comme il suit : un membre appartenant à chaque pays sera choisi par son gouvernement ; un membre appartenant à un troisième pays sera choisi par chacun des gouvernements ; le cinquième membre sera choisi

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 22 juin 1929.

No. 2117. — TREATY¹ OF CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 21, 1929.

English and French Officials texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 10, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, September 5, 1929.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind their two countries together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ; and

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Mr. Bojidar POURITCH, Chargé d'Affaires *ad interim* of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Washington ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of the United States of America and the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; and the High Contracting Parties agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall be chosen by each Government from some third country ; the fifth member shall be chosen by

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, June 22, 1929.

d'un commun accord par les deux gouvernements ; il est bien entendu que ce dernier ne sera pas un national de l'un ou l'autre pays. Les frais de la commission seront supportés par moitié par les deux gouvernements.

La Commission internationale sera nommée dans les six mois de l'échange des ratifications de la présente convention ; et il sera pourvu aux vacances qui se produiraient suivant le mode employé pour la nomination primitive.

Article III.

Dans le cas où les Hautes Parties contractantes ne réussiraient pas à régler un différend par les voies diplomatiques, elles le soumettront immédiatement, pour examen et rapport, à la Commission internationale. Celle-ci pourra néanmoins, spontanément, offrir à l'unanimité ses services à cet effet, et, dans ce cas, notifiera les deux gouvernements en leur demandant de donner leur aide à l'enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de fournir à la Commission permanente internationale tous les moyens et toutes les facilités nécessaires à l'enquête et au rapport.

Le rapport de la commission devra être achevé dans l'année suivant le jour où elle aura déclaré avoir commencé l'enquête, à moins que le délai n'ait été restreint ou étendu d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes. Le rapport sera dressé en trois originaux ; chacun des gouvernements recevra un exemplaire, et la commission conservera le troisième parmi ses dossiers.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'agir indépendamment sur l'objet du différend après que le rapport de la commission leur aura été remis.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes en conformité des lois constitutionnelles de ce royaume, et par le Président des Etats-Unis sur l'avis et avec le consentement de leur Sénat.

Les ratifications seront échangées à Washington le plus tôt qu'il sera possible et le traité entrera en vigueur dès la date de l'échange des ratifications. Après quoi il restera en vigueur sans interruption à moins que et jusqu'à ce qu'il y soit mis fin par un avis signifié par écrit un an à l'avance par une des Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ce traité en double original rédigé en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington, le vingt et un du mois de janvier de l'an de notre seigneur mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) D^r Bojidar POURITCH, *m. p.*

(L. S.) Frank B. KELLOGG, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

12 juillet 1929, Belgrade.

D'ordre du Ministre,

Chef de la Section Politique,

M. P. Kitchévatz.

common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their co-operation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate ; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes in accordance with the constitutional laws of that Kingdom.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English and French languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the twenty-first day of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Seal) Frank B. KELLOGG.

(Seal) Dr. Bojidar POURITCH.

N° 2118.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 21 janvier 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS
AND SLOVENES**

Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, January 21, 1929.

N^o 2118. — TRAITÉ¹ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 21 JANVIER 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le délégué permanent du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 août 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 5 septembre 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Résolus à prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption dans les relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations;

Désireux d'affirmer de nouveau leur adhésion à la politique consistant à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles de décisions judiciaires qui viendraient à s'élever entre eux ;

Soucieux, par leur exemple, non seulement de manifester que, dans leurs relations réciproques, ils condamnent la guerre comme instrument de leur politique nationale, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des conflits entre les Etats aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre les nations du monde ;

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage, et à ces fins ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Bojidar POURITCH, chargé d'affaires ad interim du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Washington ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous différends concernant des affaires internationales dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite de la prétention d'un droit allégué par l'une à l'encontre de l'autre en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique, non plus que par l'application du recours à une commission de conciliation convenable et qui en

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 22 juin 1929.

No. 2118. — TREATY¹ OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 21, 1929.

French and English Official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 10, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, September 5, 1929.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES,

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ; and

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES ;

Mr Bojidar POURITCH, Chargé d'Affaires ad interim of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Washington ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All difference relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, June 22, 1929.

raison de leur nature susceptible d'une décision appliquant les principes du droit et de l'équité peuvent être jugés, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention¹ du 18 octobre 1907 ou à un autre tribunal compétent, ce qui sera décidé dans chaque cas par accord spécial ; cet accord spécial pourvoira à l'organisation dudit tribunal s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

L'accord spécial dans chaque cas sera conclu en ce qui concerne le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en conformité des lois constitutionnelles de ce Royaume et en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique par le président des Etats-Unis d'Amérique sur et avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;
- c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine de « Monroe » ;
- d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes en conformité des lois constitutionnelles de ce Royaume, et par le Président des Etats-Unis d'Amérique sur et avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis d'Amérique.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il restera ensuite en vigueur sans limite de durée. Toutefois il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et, dans ce cas, il cessera ses effets à l'expiration du délai d'un an à dater de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité dressé en deux exemplaires, l'un et l'autre en français et en anglais, les deux textes faisant foi, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington, le vingt et un du mois de janvier, de l'an de notre Seigneur mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) Dr Bodjidar POURITCH, *m. p.*

(L. S.) Frank B. KELLOGG, *m. p.*

Le 12 juillet 1929, Belgrade.

Pour copie certifiée conforme :

D'ordre du Ministre

Chef de la Section politique

Moloch P. Kitchévaz.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention ¹ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and on the part of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in accordance with its constitutional laws.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b) Involves the interests of third Parties;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof and by His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes in accordance with the constitutional laws of that Kingdom.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English and French languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the twenty-first day of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Seal). Frank B. KELLOGG.

(Seal). Dr. Bojidar POURITCH.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

N° 2119.

ITALIE ET POLOGNE

Accord relatif au règlement de la
Dette contractée par la Pologne
auprès du Gouvernement italien.
Signé à Varsovie, le 18 décembre
1926.

ITALY AND POLAND

Agreement regarding the Settlement
of the Debt contracted by Poland
with the Italian Government.
Signed at Warsaw, December 18,
1926.

N° 2119. — ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT ITALIEN ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS RELATIF AU RÈGLEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE PAR LA POLOGNE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT ITALIEN. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 18 DÉCEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 août 1929.

Entre LE GOUVERNEMENT ITALIEN, représenté par M. Cesare MAJONI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Italie à Varsovie, d'une part, et LE GOUVERNEMENT POLONAIS, représenté par M. Auguste ZALESKI, ministre des Affaires étrangères d'autre part, est conclu l'accord suivant :

Article premier.

Les deux Parties contractantes conviennent que la dette du Gouvernement polonais à l'égard du Gouvernement italien, contractée en vue de l'acquisition du matériel de guerre italien et du transport de celui-ci dans le courant des années 1918, 1919 et 1920, est déterminée en ce qui concerne :

1° Le montant de la dette, déduction faite de tous les versements effectués par le Gouvernement polonais jusqu'au 30 septembre 1926, soit en numéraire, soit au moyen de la fourniture du pétrole et des produits pétroliers sur base des conventions conclues jusqu'ici, soit de toute autre manière ,

2° Les intérêts arriérés ; et

3° Tous les intérêts futurs pour la période jusqu'au 31 décembre 1930 à 87.625.000 de liras italiennes, dont le paiement est réparti en quatre ans comme suit :

30 juin 1927	L.	15,000.000
30 décembre 1927	»	10,375.000
30 juin 1928	»	10,375.000
30 décembre 1928	»	10,375.000
30 juin 1929	»	10,375.000
30 décembre 1929	»	10,375.000
30 juin 1930	»	10,375.000
30 décembre 1930	»	10,375.000
Total	L.	87,625.000

Les versements ci-dessus représentent la totalité de la dette précitée de la Pologne vis-à-vis du Gouvernement italien.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 5 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2119. — AGREEMENT² BETWEEN THE ITALIAN GOVERNMENT AND THE POLISH GOVERNMENT, REGARDING THE SETTLEMENT OF THE DEBT CONTRACTED BY POLAND WITH THE ITALIAN GOVERNMENT. SIGNED AT WARSAW, DECEMBER 18, 1926.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 13, 1929.

Between THE ITALIAN GOVERNMENT, represented by M. Cesare MAJONI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Italy at Warsaw, of the one part, and THE POLISH GOVERNMENT, represented by M. Auguste ZALESKI, Minister for Foreign Affairs, of the other part, there is concluded the following agreement :

Article I.

The two Contracting Parties agree that the debt of the Polish Government to the Italian Government contracted for the purchase of Italian war material and for the transport of the same during the years 1918, 1919 and 1920 shall be fixed as regards :

(1) The amount of the debt, after deducting all payments made by the Polish Government up to September 30, 1926, whether in cash, or by the supply of petroleum and petroleum products on the basis of agreements previously concluded, or in any other manner ;

(2) Arrears of interest ; and

(3) All future interest for the period down to December 31, 1930, at 87,625,000 Italian Lire, of which the payment shall be spread over four years as follows :

June 30, 1927	L. 15,000,000
December 30, 1927	L. 10,375,000
June 30, 1928.	L. 10,375,000
December 30, 1928	L. 10,375,000
June 30, 1929	L. 10,375,000
December 30, 1929	L. 10,375,000
June 30, 1930	L. 10,375,000
December 30, 1930	L. 10,375,000
Total	L. 87,625,000

The above payments represent the whole of the above-mentioned debt due by Poland to the Italian Government.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 5, 1929.

Article 2.

Le Gouvernement polonais délivrera au Gouvernement italien huit reconnaissances de dette en liras italiennes, correspondant à la spécification des versements désignés à l'article premier, portant les dates correspondant également à cette spécification.

Article 3.

Les reconnaissances de dette délivrées par le Gouvernement polonais au Gouvernement italien seront exemptées de toute taxe et de toute contribution actuellement en vigueur et pouvant être en vigueur à l'avenir dans la République de Pologne.

Article 4.

Les versements à titre de dette déterminée à l'article premier et comprise dans les reconnaissances de dette conformément à l'article 2, seront effectués par le Gouvernement polonais moyennant des échéances mensuelles de 60.000 dollars à verser en numéraire directement à la Légation royale d'Italie à Varsovie, ou à qui sera désigné par elle.

Ces versements auront lieu chaque fois dans la première quinzaine du mois.

Les décomptes pour les versements effectués seront établis tous les six mois (*ad ultimo*) des termes correspondant à l'échéance des reconnaissances de dette.

L'équivalent en liras italiennes des sommes versées en dollars sera fait sur la base des cours moyens des dollars et liras italiennes à Zurich du jour même où les sommes, dont au premier alinéa de ce même article, auront été effectivement mises à la disposition de la Légation d'Italie, ou à qui pour elle.

Dans le cas où la valeur des versements faits dans le courant d'un semestre quelconque dépasserait la somme nominale de la reconnaissance de dette, l'excédent en sera porté au compte des versements à effectuer dans le semestre suivant et la somme à payer en dollars dans ce semestre sera diminuée respectivement, afin que la somme globale à payer au courant de l'année ne dépasse pas la somme prévue à l'article premier.

Au cas où la valeur des versements effectués pendant un semestre donné sera inférieure à la somme nominale de la reconnaissance de dette, le Gouvernement polonais paiera la différence en numéraire en liras italiennes.

Les décomptes pour chaque semestre ayant été établis et les différences éventuelles ayant été réglées, le Gouvernement italien remettra au Gouvernement polonais la reconnaissance de dette correspondante, avec annotation que la partie de la dette indiquée sur la reconnaissance de dette a été amortie.

Article 5.

Les dispositions des autres conventions ou arrangements polono-italiens conclus avant la signature du présent accord, pour tout ce qui a rapport aux fournitures de matériel italien, seront abrogées de plein droit.

Article 6.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie. Les deux Parties contractantes conviennent que jusqu'à la date de l'échange des instruments de ratification les dispositions du présent accord seront appliquées à titre provisoire à partir du mois même de sa signature.

Fait à Varsovie, le 18 décembre 1926.

G. C. MAJONI.

Auguste ZALESKI.

Article 2.

The Polish Government shall deliver to the Italian Government eight debt acknowledgments in Italian lire for amounts corresponding to those detailed in Article 1, bearing dates also corresponding to those detailed.

Article 3.

The debt acknowledgments delivered by the Polish Government to the Italian Government shall be free of any duty and tax which is at present in force or may hereafter be imposed in the Republic of Poland.

Article 4.

The debt fixed in Article 1 and included in the debt acknowledgments prescribed in Article 2 shall be paid by the Polish Government in monthly instalments of \$ 60,000 to be paid in cash direct to the Royal Italian Legation at Warsaw, or to whomsoever the Royal Legation may designate for this purpose.

The payments shall be made during the first fortnight of each month.

The amount of debt reduction due for payments made shall be settled every six months for periods ending with the maturity dates of the debt acknowledgments.

The equivalent in Italian lire of the amounts paid in dollars shall be calculated on the basis of the average price of dollars and Italian lire at Zurich on the day on which the amounts referred to in the first paragraph of this Article shall have been effectively placed at the disposal of the Italian Legation or the party designated by the Legation.

In the event of the value of the payments made during any six months' period exceeding the nominal amount of the debt acknowledgment, the excess shall be carried to the account of payments to be made in the following six months and the amount to be paid in dollars during the latter six months shall be reduced accordingly, so that the total sum to be paid during the course of the year may not exceed the amount contemplated in Article 1.

Should the value of the payments made during a six months' period be less than the nominal amount of the debt acknowledgment, the Polish Government shall pay the difference in cash in Italian lire.

The amount of debt reduction for each six months having been determined and eventual differences adjusted, the Italian Government shall remit to the Polish Government the corresponding debt acknowledgment, bearing a note to the effect that the portion of the debt indicated on the debt acknowledgment has been liquidated.

Article 5.

The provisions of the other Polish-Italian conventions or arrangements concluded before the signature of the present Agreement shall be abrogated *ipso facto* in respect of all matters bearing on the supply of Italian material.

Article 6.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Warsaw. The two Contracting Parties agree that up to the date of the exchange of the instruments of ratification the terms of the present Agreement shall be applied provisionally with effect from the month of signature.

Done at Warsaw, December 18, 1926.

G. C. MAJONI.

Auguste ZALESKI.

N° 2120.

FRANCE ET ITALIE

Convention relative à l'établissement
de lignes de navigation aérienne,
et protocole y relatif. Signés à
Turin, le 10 mars 1929.

FRANCE AND ITALY

Convention regarding the Establish-
ment of Lines of Aerial Navigation
and Protocol relating thereto.
Signed at Turin, March 10, 1929.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2120. — CONVENZIONE¹ FRA LA FRANCIA E L'ITALIA RELATIVA ALL'IMPIANTO DI LINEE DI NAVIGAZIONE AEREA. FIRMA TA A TORINO, IL 10 MARZO 1929.

N° 2120. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT DE LIGNES DE NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A TURIN, LE 10 MARS 1929.

Textes officiels italien et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 août 1929.

Italian and French official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this convention took place August 13, 1929.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE egualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno l'Italia e la Francia a facilitare l'impianto di linee di navigazione aerea commerciale, hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno designato, per loro Plenipotenziari, rispettivamente :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

S. E. il Generale Italo BALBO, Sottosegretario di Stato per l'Aeronautica ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE :

S. E. il Signor LAURENT-EYNAC, Deputato, Ministro dell'Aria ;

I quali, dopo avere scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, sono convenuti nelle disposizioni seguenti :

Articolo 1.

Il Governo italiano accorda al Governo francese gli scali di Napoli e Castelrosso e il sorvolo della Calabria per il collegamento Francia-Siria.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 31 juillet 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, également convaincus de l'intérêt réciproque qu'ont l'Italie et la France à faciliter l'établissement de lignes de navigation aérienne commerciale, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. Exc. le général Italo BALBO, sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

S. Exc. Monsieur LAURENT-EYNAC, député, ministre de l'Air ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement italien accorde au Gouvernement français les escales de Naples et de Castelrosso et le survol de la Calabre pour la liaison

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, July 31, 1929.

Il Governo francese, in contraccambio, accorda al Governo italiano lo scalo di Marsiglia per il collegamento con Genova e lo scalo di Tunisi per il collegamento con Roma sia direttamente che attraverso la Sardegna e la Sicilia.

Le modalità d'applicazione saranno stabilite dai Servizi Tecnici dei due Governi e formeranno oggetto di un protocollo che sarà annesso alla presente Convenzione.

Articolo 2.

La presente Convenzione durerà fino al 31 dicembre 1934. Sarà tacitamente rinnovata, per periodi di cinque anni, salvo preavviso dato, con un anno di anticipo, dall'una delle due Alte Parti contraenti.

Nel caso in cui una delle due Alte Parti contraenti denunzi la Convenzione internazionale per la navigazione aerea¹ del 13 ottobre 1919, alle condizioni previste nell'art. 43 di essa Convenzione, la presente Convenzione sarà denunziata *ipso facto* e tale denuncia avrà effetto dalla stessa data della denuncia della Convenzione del 13 ottobre 1919.

Articolo 3.

La presente Convenzione dovrà essere ratificata e le ratifiche saranno scambiate a Parigi nel più breve termine possibile. Essa entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Torino, in doppio originale, italiano e francese, il 10 marzo 1929 (Anno VII).

(L. S.) Italo BALBO.

France-Syrie. Le Gouvernement français, comme contrepartie, accorde au Gouvernement italien l'escale de Marseille pour la liaison avec Gênes et l'escale de Tunis pour la liaison avec Rome soit directement, soit par la Sardaigne et par la Sicile.

Les modalités d'application seront réglés par les services techniques des deux gouvernement et feront l'objet d'un protocole qui sera annexé à la présente convention.

Article 2.

La durée de la présente convention s'étendra jusqu'au 31 décembre 1934. Elle sera reconduite tacitement par périodes de cinq ans, sauf préavis donné, un an à l'avance, par l'une des deux Hautes Parties contractantes.

Dans le cas où l'une des deux Hautes Parties contractantes viendrait à dénoncer la Convention internationale de navigation aérienne¹ du 13 octobre 1919, dans les conditions prévues à l'article 43 de ladite convention, la présente convention serait dénoncée *ipso facto*, cette dénonciation ayant effet à la même date que la dénonciation de la Convention du 13 octobre 1919.

Article 3.

La présente convention devra être ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange de ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Turin, en double original, en italien et en français, le 10 mars 1929.

(L. S.) LAURENT-EYNAC.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 7 août 1929-VII^o.

Mussolini.

¹ Vol. XI, page 173; vol. XXIV, page 174; vol. LIX, page 346; vol. LXIII, page 389; et vol. LXXVIII, page 438, de ce recueil.

¹ Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 174; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; and Vol. LXXVIII, page 438, of this Series.

PROTOCOLLO

RELATIVO ALLE MODALITÀ DI APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE AEREA DEL 10 MARZO 1929 TRA L'ITALIA E LA FRANCIA.

In applicazione dell'articolo 1° della Convenzione aerea del 10 marzo 1929, tra l'Italia e la Francia, sono stabilite le disposizioni seguenti :

Articolo 1.

Il Governo italiano accorda al Governo francese l'autorizzazione di utilizzare gli scali di Napoli e di Castelrosso e il diritto di sorvolare la Calabria, per permettergli di collegare per via aerea la Francia con la Siria e oltre.

La linea dalla Francia alla Siria, traversando il territorio italiano, seguirà la rotta Napolitiorale del Tirreno, al di fuori delle acque territoriali, fino a Punta di Cirella ; sorvolerà la penisola Calabria fra la detta località e Sibari, e proseguirà verso Capo Santa Maria di Leuca.

Nel caso in cui le segnalazioni meteorologiche fatte dalle stazioni meteorologiche stabilite sulla rotta anzidetta comunicheranno « proibitivo » il sorvolo della penisola Calabria fra i due suddetti, gli aeromobili potranno seguire la rotta Golfo di Santa Eufemia — Golfo di Squillace — Capo Rizzuto — Capo Santa Maria di Leuca.

Articolo 2.

Il Governo francese accorda al Governo italiano l'autorizzazione di utilizzare gli scali di Marsiglia e Tunisi per permettergli di collegare per via aerea :

a) Genova a Marsiglia, potendosi considerare lo scalo di Marsiglia sia come testa di linea che come punto di passaggio per le comunicazioni aeree verso la Spagna e oltre ;

b) l'Italia con Tunisi, potendo essere punti di partenza Roma, Palermo e Cagliari.

Articolo 3.

Gli aeromobili italiani e francesi adibiti a servizi regolari potranno utilizzare, in caso di

PROTOCOLE

RELATIF AUX MODALITÉS D'APPLICATION DE LA CONVENTION AÉRIENNE DU 10 MARS 1929 ENTRE L'ITALIE ET LA FRANCE.

En application de l'article premier de la Convention aérienne du 10 mars 1929 entre l'Italie et la France, les dispositions suivantes sont arrêtées :

Article premier.

Le Gouvernement italien accorde au Gouvernement français l'autorisation d'utiliser les escales de Naples et Castelrosso et le droit de survoler la Calabre, pour lui permettre de relier par voie aérienne la France à la Syrie et aux au-delà.

La liaison France-Syrie, en traversant le territoire italien, suivra l'itinéraire Naples-littoral Tyrrhénien, en dehors des eaux territoriales, jusqu'à Punta di Cirella ; elle survolera la presqu'île de Calabre entre ledit lieu et Sibari et poursuivra vers Cap Santa Maria di Leuca.

Dans le cas où les signalisations faites par les postes météorologiques établis sur la route susdite signaleront « prohibitif » le survol de la presqu'île de Calabre entre les deux points susvisés, les aéronefs pourront suivre la route : Golfe de Santa Eufemia — Golfe de Squillace — Cap Rizzuto — Cap Santa Maria di Leuca.

Article 2.

Le Gouvernement français accorde au Gouvernement italien l'autorisation d'utiliser les escales de Marseille et de Tunisi pour lui permettre de relier par voie aérienne :

a) Gênes à Marseille, l'escale de Marseille pouvant être considérée aussi bien comme terminus que comme point de passage pour les communication aériennes vers l'Espagne et les au-delà ;

b) L'Italie à Tunisi, les points de départ pouvant être Rome, Palermo et Cagliari.

Article 3.

Les aéronefs italiens et français effectuant des services réguliers pourront utiliser, en cas de

forza maggiore, gli aeroporti o le basi idro-aviatorie che si trovino lungo la loro rotta, purchè queste basi siano aperte alla navigazione aerea pubblica; tali basi tuttavia non potranno essere utilizzate come scali commerciali.

Articolo 4.

Gli scali di Napoli e Castelrosso d'una parte e di Marsiglia e Tunisi dall'altra parte sono scali commerciali dove le imprese possono prendere e depositare posta, merci e passeggeri.

In tutti gli scali effettuati, sia regolarmente sia occasionalmente, gli equipaggi e i passeggeri di transito potranno soggiornare, semprechè siano muniti dei documenti richiesti per il traffico internazionale, e le merci e la posta di transito potranno essere depositate. Inoltre, in caso di forza maggiore, se i viaggi per via aerea saranno occasionalmente interrotti, saranno accordate tutte le facilitazioni necessarie perchè, a cura dell'impresa interessata, passeggeri, merci e posta possano proseguire coi mezzi più rapidi verso la rispettiva destinazione.

Articolo 5.

Le imprese che gestiranno linee regolari in applicazione degli articoli 1 e 2 potranno essere unicamente Società italiane o francesi, che rispondano alle condizioni previste dalla Convenzione internazionale per la navigazione aerea del 13 ottobre 1919 (articolo 7) per poter essere registrate come proprietarie di aeromobili nel rispettivo Paese. Inoltre, qualunque sia la nazionalità delle Società stesse, la metà almeno del loro capitale deve appartenere a cittadini dell'una o dell'altra delle due Alte Parti contraenti, o dell'una e dell'altra.

Esse saranno liberamente designate dal loro rispettivo Governo, alla sola condizione che ciascun Governo ne avvisi l'altro sia entro i 30 giorni susseguenti all'entrata in vigore della presente convenzione, sia un mese prima dell'apertura del servizio.

Ciascuna delle due Alte Parti contraenti avrà sempre il diritto di sostituire una nuova Società a quella inizialmente designata, purchè ne dia avviso all'altra Alta Parte contraente un mese prima che la nuova Società entri in funzione.

force majeure, les aérodromes ou bases hydro-aériennes jalonnant leur itinéraire, pour autant que ces bases sont ouvertes à la navigation aérienne publique; mais il est précisé que, dans ce cas, les bases en question ne pourront constituer pour eux des escales commerciales.

Article 4.

Les escales de Naples et Castelrosso, d'une part, de Marseille et Tunis, d'autre part, sont des escales commerciales où les entreprises peuvent prendre et déposer poste, fret et passagers.

Dans toutes les escales effectuées tant régulièrement qu'occasionnellement, les équipages et les passagers en transit, pourvu qu'ils soient munis des papiers exigibles pour le trafic international, pourront séjourner, les marchandises et postes en transit pourront être entreposées. De plus, en cas de force majeure, si les voyages aériens sont interrompus occasionnellement, toutes facilités seront accordées pour que, par les soins de l'entreprise intéressée, voyageurs, marchandises et postes puissent être réacheminés par les moyens les plus rapides vers leur destination.

Article 5.

Les entreprises exploitant des liaisons régulières par application des articles premier et 2, ne pourront être que des Sociétés italiennes ou françaises, remplissant les conditions imposées par la Convention internationale de navigation aérienne du 13 octobre 1919 (article 7) pour pouvoir être enregistrées comme propriétaires d'aéronefs dans les pays correspondants. En outre, quelle que soit leur nationalité, la moitié de leur capital au moins devra être détenue par des ressortissants de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes ou de l'une et l'autre.

Elles seront librement désignées par leurs gouvernements respectifs, à la seule condition que chaque gouvernement en avise l'autre soit dans les trente jours suivant la mise en vigueur de la présente convention, soit un mois avant l'ouverture du service.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes aura toujours le droit de substituer une nouvelle société à celle primitivement désignée, sous réserve d'en aviser l'autre Haute Partie contractante un mois avant l'entrée en fonction.

La Società cui il proprio Governo abbia revocato il permesso di esercizio, non potrà per tale fatto far valere alcun diritto nei riguardi dell'altra Parte contraente.

Articolo 6.

Per tutti i collegamenti aerei sopra considerati, la frequenza dei servizi, gli orari, le tariffe, le corrispondenze con altre linee nei diversi scali, il tipo del materiale da impiegare, saranno scelti liberamente dalle imprese esercenti, che avranno l'obbligo di informarne le Amministrazioni competenti dei due Stati, quattro settimane prima della attuazione dei nuovi servizi o dell'impiego del materiale.

E' tuttavia stabilito che, per l'esercizio dei collegamenti considerati negli articoli 1 e 2, ogni impresa appartenente all'una delle due Alte Parti contraenti non può impiegare, salvo autorizzazione speciale, presso gli scali nonchè sul territorio e sulle acque territoriali dell'altra Alta Parte contraente, se non personale e materiale di volo che abbia la nazionalità dell'una o dell'altra Alta Parte contraente.

Articolo 7.

Le Società concessionarie sono obbligate di osservare e di fare osservare dal proprio personale e dai propri passeggeri le prescrizioni contenute nelle leggi e nei regolamenti dei due Stati.

Se, nell'esercizio delle linee aeree, si verificassero ripetute contravvenzioni alle prescrizioni che precedono, la più alta Autorità aeronautica dello Stato interessato avrà il diritto di chiedere la revoca dell'impiegato che sarà riconosciuto colpevole. Nei casi più gravi, la più alta Autorità aeronautica interessata avrà il diritto di ottenere la revoca delle concessioni fatte alla Società responsabile.

Articolo 8.

Nella maggiore misura possibile, le due Alte Parti contraenti metteranno a disposizione delle Società straniere interessate, sul loro territorio rispettivo, alle stesse condizioni che alle Società nazionali, gli hangars destinati al

La Société à qui son gouvernement aura révoqué le permis d'exploitation, n'aura pour ce fait aucun droit à faire valoir vis-à-vis de l'autre Haute Partie contractante.

Article 6.

Pour toutes les liaisons aériennes visées ci-dessus, la fréquence des services, leurs horaires, leurs tarifs, leurs correspondances avec d'autres lignes aux différentes escales, le type du matériel employé, seront choisis librement par les entreprises exploitantes, qui seront tenues de les communiquer aux administrations compétentes des deux Etats quatre semaines avant la mise en application, ou, pour le matériel, la mise en service.

Il est toutefois précisé que, pour l'exploitation des liaisons visées aux articles premier et 2, ci-dessus, chaque entreprise ressortissant à l'une des deux Hautes Parties contractantes ne peut utiliser sans autorisation spéciale dans les escales, comme au-dessus des territoires et des eaux territoriales de l'autre Haute Partie contractante, que du personnel et du matériel volant ayant la nationalité de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes.

Article 7.

Les sociétés concessionnaires sont obligées d'observer et de faire observer par leur propre personnel et par leurs passagers les prescriptions contenues dans les lois et les règlements des deux Etats.

Si, dans l'exploitation des lignes aériennes, il se produisait des contraventions répétées aux prescriptions ci-dessus, la plus haute autorité aéronautique de l'Etat intéressé aurait le droit de demander la révocation de l'employé qui serait reconnu coupable. Dans les cas plus graves, la plus haute autorité aéronautique intéressée aurait le droit d'obtenir la révocation des concessions faites à la société responsable.

Article 8.

Dans toute la mesure du possible, les deux Hautes Parties contractantes mettront à la disposition des sociétés étrangères intéressées, sur leur territoire respectif, dans les mêmes conditions qu'à leurs ressortissants, des hangars

ricovero degli aeromobili, le installazioni di manovra (grue o slip), i terreni o i locali usati come officine per le riparazioni, magazzini ed uffici di aeroporto, nonchè le facilitazioni per il rifornimento di carburante.

Nel caso in cui le installazioni delle basi aeree esistenti fossero insufficienti o non esistessero, le due Alte Parti contraenti si impegnano di dare alle Compagnie interessate, alle medesime condizioni che a quelle nazionali, ogni facilitazione perchè esse stesse possano creare le installazioni necessarie, senza imporre alcuna condizione circa la sviluppo minimo che debba essere dato a dette installazioni.

Articolo 9.

Le due Alte Parti contraenti si impegnano a collaborare strettamente per la protezione e la sicurezza dei collegamenti aerei così stabiliti. Svilupperanno a tale scopo, nella maggiore possibile misura, i rispettivi servizi di informazioni meteorologiche, di comunicazioni radio-telegrafiche, di impianti e di segnalazione di giorno e di notte. Le Amministrazioni competenti entreranno in diretta relazione per conseguire tutto il coordinamento indispensabile.

Articolo 10.

Animate dallo stesso spirito di collaborazione, e desiderando contribuire di comune accordo allo sviluppo dell'aviazione commerciale italiana e francese, le due Alte Parti contraenti si dichiarano favorevoli a tutte le intese che permettano di conseguire una azione concorde tra le Società italiane e francesi di trasporto aereo.

Tali intese potranno concretarsi, in particolare, in accordi tecnici e commerciali riferentisi agli aiuti reciproci degli scali comuni, alla reciproca rappresentanza commerciale nei due paesi, alla combinazione degli orari etc.

Ciascuna delle due Alte Parti contraenti si riserva il diritto di imporre alle proprie Compagnie di non concludere tali accordi senza che essa abbia dato la propria approvazione agli accordi stessi.

destinés à abriter les hydravions, installations de hissage (grues et slips), les terrains ou locaux à usage d'ateliers de réparations, magasin et bureaux d'aérodrome, et les facilités de ravitaillement en essence.

Dans le cas où les installations des bases aériennes existantes seraient insuffisantes, ou inexistantes, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à donner, dans les mêmes conditions qu'à leurs ressortissants, toutes facilités aux compagnies intéressées pour créer elles-mêmes les installations nécessaires, sans avoir aucune exigence concernant le développement minimum à donner à ces installations.

Article 9.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à coopérer étroitement pour la protection et la sécurité des liaisons aériennes ainsi établies. Elles développeront à cet égard, dans toute la mesure du possible, leurs services de renseignements météorologiques, de liaisons radio-électriques, de balisage et signalisation de jour et de nuit. Les administrations compétentes entreprendront en relations directes pour assurer toute la cohésion indispensable.

Article 10.

Dans le même esprit de collaboration, désireuses de contribuer d'un commun accord au développement des aviations commerciales italienne et française, les deux Hautes Parties contractantes se déclarent favorables à toutes ententes permettant d'aboutir à une action concordante entre les sociétés italiennes et françaises de transports aériens.

Ces ententes pourront se traduire, en particulier, par des accords techniques et commerciaux se rapportant à une aide mutuelle dans les escales communes, à la représentation commerciale réciproque dans les deux pays, à la combinaison des horaires, etc.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve le droit d'imposer à ses propres compagnies de ne conclure de tels accords qu'après qu'elle aura donné son autorisation.

Articolo II.

Se una delle due Alte Parti contraenti desidererà utilizzare, per il trasporto del proprio corriere postale, una qualsiasi delle linee aeree create dall'altra Parte contraente, o, per il trasporto del corriere postale dell'altra Parte contraente, una qualsiasi delle proprie linee, farà in proposito una domanda di massima all'altra Alta Parte contraente.

Conseguito l'accordo di massima, le modalità di applicazione saranno regolate direttamente tra la Compagnia esercente e l'Amministrazione postale interessata. E' stabilito che il trasporto del corriere postale non potrà essere imposto dall'una delle Alte Parti contraenti a Compagnie appartenenti all'altra Alta Parte contraente.

Articolo 12.

I particolari di applicazione del presente protocollo saranno regolati, ogni qualvolta sarà possibile, per mezzo di intese dirette tra le due Amministrazioni competenti delle due Alte Parti contraenti.

Fatto a Torino, il 10 marzo 1929 (A. VII), in doppio originale, italiano e francese; i due testi avranno pari efficacia.

(L. S.) Italo BALBO.

Article II.

Si l'une des deux Hautes Parties contractantes estime intéressant d'utiliser, pour le transport de son courrier postal, l'une quelconque des lignes aériennes créées par l'autre Haute Partie contractante, ou, pour le transport du courrier postal de l'autre Haute Partie contractante, l'une quelconque des lignes créées par elle, elle en fera la demande de principe à l'autre Haute Partie contractante.

L'accord de principe obtenu, les modalités d'application seront réglées directement entre la compagnie exploitante et l'administration postale intéressée. Il est entendu que le transport de courrier postal ne pourra être imposé par l'une des Hautes Parties contractantes à une compagnie ressortissant à l'autre Haute Partie contractante.

Article 12.

Les détails d'application du présent protocole seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les deux administrations compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Fait à Turin, le 10 mars 1929, en double original, italien et français; les deux textes auront même valeur.

(L. S.) LAURENT-EYNAC.

Copie certifiée conforme,
Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Rome, le 7 août 1929 — VII^o.
Mussolini.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2120. — CONVENTION BETWEEN FRANCE AND ITALY, REGARDING THE ESTABLISHMENT OF LINES OF AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT TURIN, MARCH 10, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being equally convinced of the desirability, from the point of view both of Italy and of France, of affording facilities for the establishment of commercial air lines, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

H. E. General Italo BALBO, Under-Secretary of State for Air ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

H. E. Monsieur LAURENT-EYNAC, Member of Parliament, Air Minister ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Italian Government agrees that the French Government may use Naples and Castelrosso as landing-places and that French aeroplanes employed on the France-Syria air-route may fly over Calabria. For its part the French Government agrees that the Italian Government may use Marseilles as landing- place for its air communications with Genoa, and Tunis as a landing- place for its air communications with Rome, either direct or via Sardinia or Sicily.

The details for carrying out the above arrangements shall be settled by the technical services of the two Governments, and shall be embodied in a Protocol annexed to the present Agreement.

Article 2.

The present Convention shall remain in force until December 31, 1934. It shall then be prolonged by tacit consent for further periods of five years, unless one of the High Contracting Parties notifies the other to the contrary one year beforehand.

Should one of the two High Contracting Parties denounce the International Convention on Air Navigation of October 13, 1919, under the conditions laid down in Article 43 of the said Convention, the present Agreement shall *ipso facto* be denounced, such denunciation to take effect on the same date as the denunciation of the Convention of October 13, 1919.

Article 3.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Paris as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Turin, in duplicate, in Italian and in French, on March 10, 1929.

(L. S.) Italo BALBO.

(L. S.) LAURENT-EYNAC.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PROTOCOL

CONCERNING THE APPLICATION OF THE AIR CONVENTION OF MARCH 10, 1929, BETWEEN ITALY AND FRANCE.

The following provisions have been adopted in application of Article I of the Air Convention of March 10, 1929, between Italy and France :

Article 1.

The Italian Government authorises the French Government to use Naples and Castelrosso as landing-places and agrees that French aeroplanes may fly over Calabria for the purpose of maintaining air communications between France and Syria and beyond.

Aircraft employed on the France-Syria line, when passing over Italian territory, shall follow the route Naples-Tyrrhenian coast, outside the territorial waters, as far as Punta di Cirella ; they shall fly over the Calabrian peninsula between the above-mentioned locality and Sibari, continuing their course towards Cape Santa Maria di Leuca.

If the meteorological stations situated along this route signal that the passage over the Calabrian peninsula between the two above-mentioned points is "inadvisable" the aircraft may follow the route : Gulf of Santa Eufemia — Gulf of Squillace — Cape Rizzuto — Cape Santa Maria di Leuca.

Article 2.

The French Government authorises the Italian Government to use Marseilles and Tunis as landing-places for the maintenance of the following air communications :

- (a) Genoa-Marseilles, Marseilles being regarded either as a terminus or as a stage on the air route to Spain and beyond ;
- (b) Italy-Tunis, starting either from Rome, Palermo or Cagliari.

Article 3.

Italian and French aircraft maintaining regular services may, in cases of *vis major*, utilise the aerodromes or hydroplane bases situated along the route in so far as these bases are open to public air navigation ; it is, however, understood that in such circumstances the bases may not be used as landing-places for commercial purposes.

Article 4.

Naples and Castelrosso, on the one hand, and Marseilles and Tunis, on the other, shall be regarded as landing-places for commercial purposes at which transport companies may pick up and deposit mails, freight and passengers.

At all regular and occasional stopping-places, crews and passengers in transit may, provided they be in possession of the papers necessary for international travel, break their journey, while goods and mail in transit may be warehoused. Moreover when, in cases of *vis major*, the journey by air is broken as an exceptional circumstance, every facility shall be granted to enable the transport company concerned to forward travellers, goods and mail to their destination by the most rapid means available.

Article 5.

The undertakings which maintain regular services in application of Articles 1 and 2 shall be exclusively Italian or French companies and must fulfil the conditions laid down in the International Convention on Air Navigation of October 13, 1919, (Article 7), before they can be registered as owners of aircraft in the respective countries. Moreover, whatever their nationality may be, one half at least of their capital must be held by nationals of one of the High Contracting Parties or by one of the High Contracting Parties itself.

Such companies may be appointed by their respective Governments without any restrictions, provided that each Government informs the other of the fact within a period of thirty days reckoned from the coming into force of the present Convention or one month before the service is inaugurated.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled at any time to appoint a new company in place of one formerly appointed, provided that it notifies the other High Contracting Party of the fact one month before the new company commences operations.

Should a company's licence be cancelled by its own Government, the company shall not thereby acquire any right of action against the other High Contracting Party.

Article 6.

In the case of all air lines referred to above, the frequency of communications, time-tables, rates and connections with other lines at the various landing places and the type of machine, etc. to be employed shall be left to the choice of the operating companies, which shall be bound to communicate these facts to the competent authorities of the two States four weeks before the arrangements come into operation, or the material is brought into use.

It is, however, understood that, for the operation of the lines referred to in Articles 1 and 2 above, no undertaking, being a national of one of the two High Contracting Parties, may without special permission employ in the landing-places or above the territory or territorial waters of the other High Contracting Party any staff or machines of a nationality other than that of one of the High Contracting Parties.

Article 7.

Companies operating the lines must observe and cause their staff and passengers to observe the laws and regulations of the two States.

If in the operation of these air lines such laws and regulations are repeatedly infringed, the supreme air authority of the country concerned shall be entitled to demand the dismissal of the employee found to be responsible. In more serious cases the supreme air authority concerned shall be entitled to obtain the cancellation of the licence issued to the responsible company.

Article 8.

The two High Contracting Parties shall as far as possible place at the disposal of the foreign companies concerned in their respective territories and under the same conditions as are accorded to their own nationals, seaplane hangars, hauling tackle (cranes or slips), ground or premises for repairing-shops, depôts or aerodrome-offices and shall afford facilities for refuelling.

Should the ground equipment of existing air bases be insufficient, or non-existent, the two High Contracting Parties undertake to afford the companies concerned all possible facilities for providing the necessary equipment themselves, under the same conditions as would be accorded to their own nationals, without imposing any condition as to its minimum dimensions.

Article 9.

The two High Contracting Parties undertake to co-operate closely in protecting and ensuring the safety of the above air routes. In this connection they will develop as far as possible their meteorological information services, wireless connections and day and night beacons and signals. The competent authorities will keep in direct communication with one another with a view to ensuring proper co-operation.

Article 10.

In a similar spirit of co-operation and in their mutual desire to encourage Italian and French commercial aviation, the two High Contracting Parties declare that they will view with favour any agreements between the Italian and French air transport companies for the purpose of co-ordinating their action.

Such agreements may be of a technical and commercial nature concerning mutual assistance in the joint landing-places, reciprocal trade representation in the two countries, the adjustment of time-tables, etc.

Each of the two High Contracting Parties reserves the right to restrain its companies from concluding such agreements without its permission.

Article 11.

Should one of the High Contracting Parties consider it desirable to utilise any of the air lines organised by the other Contracting Party for the transportation of its own mail, or to utilize any of the air lines organized by itself, for the transportation of the other High Contracting Party's mail it shall request the other High Contracting Party to consent in principle to such action.

When consent, in principle, has thus been obtained, the executive details shall be settled direct between the operating company and the postal administration concerned. It is understood that neither of the High Contracting Parties may oblige a company being a national of the other High Contracting Party to carry mail.

Article 12.

The details of the application of the present Protocol shall be settled whenever possible by direct agreement between the competent authorities of the two High Contracting Parties.

Done at Turin on March 10, 1929, in duplicate, in Italian and French ; both texts shall be equally authentic.

(L. S.) Italo BALBÒ.

(L. S.) LAURENT-EYNAC.

N° 2121.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BULGARIE**

Traité de conciliation. Signé à Wash-
ington, le 21 janvier 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND BULGARIA**

Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, January 21, 1929.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№. 2121. — ДОГОВОРЪ¹ ЗА ПОМИРЕНИЕ МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И СЪЕДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ, ПОДПИСАН НА 21 ЯНУАРИ 1929.

Textes officiels anglais et bulgare communiqués par le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 août 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 3 octobre 1929.

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЪТЪ НА БЪЛГАРИТЕ И ПРЕДСЕДАТЕЛЪТЪ НА СЪЕДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ, въ желанието си да засилят връзките на приятелство — които съществуват между дветъ страни, а тъй също да спомогнатъ за напредъка на каузата на общия миръ, решиха да сключатъ единъ договоръ за тая целъ и за това назначиха за свои пълномощници,

Н. В. ЦАРЪТЪ НА БЪЛГАРИТЪ :

Г-нъ Симеонъ Радевъ, Неговъ Извънреденъ Пратеникъ и Пълномощенъ Министъръ при Правителството на Съединенитъ Американски Щати, и

ПРЕДСЕДАТЕЛЪТЪ НА СЪЕДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ :

Г-нъ Франкъ Б. Келлогъ, Държавенъ Секретаръ на Съединенитъ Американски Щати ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 22 juillet 1929.

№. 2121. — TREATY OF CONCILIATION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE KINGDOM OF BULGARIA. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 21, 1929.

English and Bulgarian official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Treaty took place August 15, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 3, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind their two countries together and also to advance the case of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

Mr. Simeon RADEFF, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary near the Government of the United States ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, July 22, 1929.

които, следъ като си размѣниха пълномощията, намѣрени въ надлежна форма, се съгласиха и възприеха следнитѣ членове :

Членъ I.

Всички спорове, изникнали между Правителството на Американскитѣ Съединени Щати и Българското Правителство, отъ каквото естество и да бждатъ тѣ, ако обичайнитѣ дипломатически сръдства сж останали безрезультатни и странитѣ не прибѣгнатъ до разрешение чрезъ нѣкой компетентенъ сждъ, ще бждатъ подложени за разглеждане и докладъ на една Постоянна Международна Комисия, учредена по начина изложенъ въ следващия членъ; тѣ се съгласяватъ да не си обявяватъ война или да почнатъ неприятелски действия, до като трае това разследване и преди докладътъ да е представенъ.

Членъ II.

Международната Комисия ще се състои отъ петъ члена, които ще се назначатъ както следва : по единъ членъ ще бжде избранъ отъ всѣка една отъ странитѣ, отъ нейното Правителство ; по единъ членъ ще бжде избранъ отъ всѣко едно отъ Правителствата отъ една трета държава ; петиятъ членъ ще бжде назначенъ по общо съгласие между дветѣ Правителства, като се подразбира, че той нѣма да бжде поданикъ на една отъ договорящитѣ страни. Издрѣжката на комисията ще бжде въ тяжестъ на дветѣ Правителства по равни части.

Международната Комисия ще бжде конституирана въ шестмесеченъ срокъ отъ размѣната на ратификацитѣ на настоящия договоръ, а вакантитѣ мѣста ще се попълватъ по сжщия начинъ, по който ще стане и първоначалниятъ изборъ.

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of Bulgaria and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent international Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall be chosen by each Government from some third country ; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Членъ III.

Ако договорящитѣ страни не успѣятъ да уредятъ спора по дипломатически редъ и не прибѣгнатъ за уреждането му къмъ единъ компетентенъ съдъ, тѣ веднага ще го отнесатъ предъ Международната Постоянна Комисия за разследване и докладъ. Международната Постоянна Комисия може по единодушно решение сама да си предложи услугитѣ за тая цель и въ такъвъ случай тя ще предупреди дветѣ Правительства и ще имъ поиска съдействие при разследване на спора.

Договорящитѣ страни се съгласяватъ да дадатъ на Международната Постоянна Комисия всички сръдства и да и окажатъ всички улеснения за следствието и доклада.

Докладътъ на Комисията ще бжде довършенъ въ течение на една година отъ деня, когато тя е обявила, че започва изследванията си, освенъ ако договорящитѣ страни не ограничатъ или продължатъ срока по взаимно съгласие. Доклада ще бжде приготвенъ въ три екземпляра; по единъ екземпляръ ще бжде връченъ на всѣко Правительство, а третиятъ ще остане въ архивитѣ на Комисията.

Договорящитѣ страни си запазватъ правото на независимо действие по предмета на спора, следъ като Комисията представи доклада си.

Членъ IV.

Настоящиятъ договоръ ще бжде ратифициранъ отъ Председателя на Американскитѣ Съединени Щати, съ съвета и удобрението на Американския Сенатъ, а отъ България съгласно съ нейнитѣ конституционни закони.

Ратификациитѣ ще бждатъ размѣнени въ Вашингтонъ, колкото се може по-скоро, и договорътъ ще влѣзе въ сила въ деня на размѣната на ратификациитѣ. Той ще остане следъ това непрестанно въ сила, до когато не бжде прекъснатъ отъ една отъ

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their cooperation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by Bulgaria in accordance with its constitutional laws, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

договорящитѣ страни съ писмено предиз-
вестие отъ една година.

Въ потвърждение на всичко това, рес-
пективнитѣ пълномощници подписаха тоя
договоръ въ два екземпляра и положиха
печатитѣ си.

Съставенъ въ Вашингтонъ, на двадесетъ
и първи януарий хилядо деветстотинъ
двадесетъ и девета година.

In faith whereof the respective Plenipoten-
tiaries have signed this treaty in duplicate, and
hereunto affixed their seals.

Done at Washington the twenty-first day of
January in the year of our Lord one thousand
nine hundred and twenty-nine.

(n) С. РАДЕВЪ

(n) Ф. Б. КЕЛЛОГЪ.

(s) S. RADEFF.

(s) Frank B. KELLOGG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2121. — TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME DE BULGARIE. SIGNÉ A
WASHINGTON, LE 21 JANVIER 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DE BULGARIE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux
de resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs deux pays, ainsi que de servir la cause de la paix
générale, ont résolu de conclure un traité à cette fin et ont nommé, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE BULGARIE :

M. Simeon RADEFF, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du
Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont
convenus des articles suivants :

Article premier.

Tout différend survenant entre le Gouvernement de Bulgarie et le Gouvernement des Etats-
Unis d'Amérique, de quelque nature qu'il soit, sera, lorsque la procédure diplomatique ordinaire
aura échoué et que les Hautes Patries contractantes n'auront pas recouru au jugement d'un tribunal

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

compétent, soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une commission internationale permanente, constituée comme il est prescrit à l'article suivant ; en outre, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre et de ne pas commencer les hostilités durant cette enquête et avant le dépôt du rapport.

Article II.

La Commission internationale sera composée de cinq membres nommés comme suit : un membre sera choisi par chaque gouvernement, parmi ses ressortissants ; un membre sera choisi par chaque gouvernement, parmi les ressortissants d'une tierce Puissance ; le cinquième membre sera choisi d'un commun accord par les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne sera pas ressortissant de l'un ou de l'autre Etat. Les dépenses de la commission seront supportées, à parts égales, par les deux gouvernements.

La Commission internationale sera nommée, au plus tard, six mois après l'échange des ratifications du présent traité, et il sera pourvu aux postes vacants conformément à la procédure prescrite pour la nomination des premiers membres.

Article III.

Au cas où les Hautes Parties contractantes n'auraient pas réussi à régler un différend par la voie diplomatique, et n'auraient pas recours au jugement d'un tribunal compétent, elles soumettront immédiatement ce différend à la commission internationale aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la commission internationale aura la faculté d'offrir spontanément, en vertu d'une décision unanime, ses services à cet effet, et, dans ce cas, elle en avisera les deux gouvernements et les invitera à coopérer à l'enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de donner à la commission internationale permanente tous les moyens et facilités nécessaires pour procéder à l'enquête et établir son rapport.

Le rapport de la commission devra être achevé dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle la commission déclarera l'enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes n'abrègent ou ne prolongent ce délai par accord mutuel. Le rapport sera établi en triple exemplaire ; un exemplaire sera remis à chacun des gouvernements et le troisième sera conservé par la commission dans ses archives.

Après que le rapport de la commission leur aura été soumis, les Hautes Parties contractantes se réservent pleine liberté d'action quant à l'objet du différend.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par la Bulgarie conformément à ses lois constitutionnelles et par le Président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible, et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans interruption tant qu'il n'aura pas été dénoncé moyennant un préavis d'un an, notifié, par écrit, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington le vingt et un janvier mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) S. RADEFF.

(Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 2122.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BULGARIE**

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 21 janvier 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND BULGARIA**

Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, January 21, 1929.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№. 2122. — ДОГОВОРЪ¹ ЗА АРБИТРАЖЪ МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И СЪЕДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ, ПОДПИСАН НА 21 ЯНУАРИ 1929.

№. 2122. — TREATY¹ OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA, AND THE KINGDOM OF BULGARIA. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 21, 1929.

Textes officiels anglais et bulgare communiqués par le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 août 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 3 octobre 1929.

English and Bulgarian official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Treaty took place August 15, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 3, 1929.

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЬТЪ НА БЪЛГАРИТЪ И ПРЕДСЕДАТЕЛЪТЪ НА СЪЕДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ,

Решени да предупредятъ, до колкото е въ тѣхна власть, всѣкакво прекъсване на мирнитѣ отношения, които щастливо съществуватъ сега между двата народа ;

Желаейки да подчертаятъ своето присъединяване къмъ политиката на подлагане на безпристрастно решение всички спорове отъ юридически характеръ, които могатъ да изникнатъ между тѣхъ, и

Въ стремлението си, чрезъ своя примѣръ, не само да дадатъ изразъ на своето осъждане войната, като инструментъ на национална политика въ тѣхнитѣ взаимни отношения, но същевременно да ускорятъ момента, въ който съвършенството на международнитѣ споразумения за мирно уреждане на международнитѣ спорове ще отстранява винаги възможността за война между които и да е Сили въ свѣта ;

HIS MAJESTY KING OF THE BULGARIANS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations now happily existing between the two nations,

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 22 juin 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, June 22, 1929.

Решиха да сключатъ единъ договоръ за арбитражъ и за тази цель назначиха съответно за свои пълномощници,

Н. В. ЦАРЬТЪ НА БЪЛГАРИТЪ :

Господинъ Симеонъ Радевъ, Неговъ Извънреденъ Пратеникъ и Пълномощенъ Министъръ при Правителството на Съединенитѣ Щати, и

ПРЕДСЕДАТЕЛЪТЪ НА СЪДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ :

Господинъ Франкъ Б. Келлогъ, Държавенъ Секретаръ на Съединитѣ Американски Щати ;

които, следъ като размѣниха пълномощията си, намѣрени въ надлежна форма, се съгласиха върху следнитѣ членове :

Членъ I.

Всички спорове отъ международенъ характеръ, изникнали между договорящитѣ страни, вследствие на нѣкаквъ правовъ искъ на едната срещу другата, по силата на договоръ или иначе, които не сж могли да бждатъ уредени по дипломатически редъ, или чрезъ отнасянето имъ предъ специалната помирителна комисия и които сж отъ правенъ характеръ, понеже могатъ да бждатъ разрешени посрѣдствомъ прилагане принципитѣ на правото или справедливостта, ще бждатъ подложени на Постоянния Арбитраженъ Сждъ, учреденъ въ Хага съ Конвенцията¹ отъ 18 октомври 1907 г., или на нѣкой другъ компетентенъ сждъ, както би било уговорено за всѣки отдѣленъ случай съ специално споразумение, което, ако това е необходимо, ще предвиди организацията на тоя специаленъ сждъ, ще опредѣли неговитѣ права, ще формулира спорнитѣ въпроси и компромиснитѣ условия.

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

Mr. Simeon RADEFF, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary near the Government of the United States ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention¹ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, and settle the question or questions at issue and settle the terms of reference.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Специалното съглашение за всеки отделен случай ще бъде сключено за Американският Съединени Щати от Председателя на Щатитъ, по съвета и съ съгласието на Американския Сенатъ, а за България — съгласно съ нейнитъ конституционни закони.

Членъ II.

Постановленията на настоящия договоръ сж неприложими по отношение на спорове, които по съдържание :

- a)* сж отъ вътрешна юрисдикация на една отъ договорящитъ страни,
- b)* засѣгатъ интереситъ на трети държави,
- в)* зависятъ отъ или засѣгатъ традиционното становище на Съединенитъ Щати досежно американски въпроси, известни подъ названието Монроева доктрина,
- г)* зависятъ отъ или засѣгатъ спазването на задължения поети отъ България по силата на Пакто на Обществото на Народитъ.

Членъ III.

Настоящиятъ договоръ ще бъде ратифициранъ отъ Председателя на Американският Съединени Щати, съ съвета и удобрението на Американския Сенатъ, а отъ България, съгласно съ нейнитъ конституционни закони.

Ратификациитъ ще бждатъ размѣнени въ Вашингтонъ, колкото се може по-скоро, и договорътъ ще влѣзе въ сила въ деня на размѣната на ратификациитъ. Той ще остане следъ това непрестанно въ сила, до когато не бжде прекъснатъ отъ една отъ договорящитъ страни съ писмено предизвестие отъ една година.

Въ потвърждение на всичко това, респективнитъ пълномощници подписаха тоя договоръ въ два екземпляра и положиха печатитъ си.

The special agreement in each case shall be made on the part of Bulgaria in accordance with its constitutional laws, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which

- (a)* is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b)* involves the interests of third Parties ;
- (c)* depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d)* depends upon or involves the observance of the obligations of Bulgaria in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by Bulgaria in accordance with its constitutional laws, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate and hereunto affixed their seals.

Съставенъ въ Вашингтонъ, на двадесетъ и първи януарий хилядо деветстотинъ двадесетъ и девета година.

Done at Washington the twenty-first day of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(n) С. РАДЕВЪ.

(s.) S. RADEFF.

(n) Ф. Б. КЕЛЛОГЪ.

(s.) Frank B. KELLOGG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2122. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME DE BULGARIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 21 JANVIER 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DE BULGARIE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Résolus à prévenir, autant qu'il est en leur pouvoir, toute interruption des relations pacifiques qui existent heureusement entre les deux nations,

Désireux d'affirmer de nouveau leur adhésion à la politique consistant à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles de décisions judiciaires qui viendraient à s'élever entre eux, et

Soucieux, par leur exemple, non seulement de manifester que, dans leurs relations réciproques, ils condamnent la guerre comme instrument de leur politique nationale, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre les Etats aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre les nations du monde ;

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont désigné à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DE BULGARIE :

M. Simeon RADEFF, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaires auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous différends concernant des affaires internationales, dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite de la prétention d'un droit allégué par l'une à l'encontre

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de l'autre, en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique non plus que par l'application du recours à une commission de conciliation appropriée, et qui, en raison de leur nature susceptible d'une décision appliquant les principes du droit et de l'équité, peuvent être jugés, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907, ou à un autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé dans chaque cas par compromis spécial ; ce compromis pourvoira à l'organisation dudit tribunal s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

Le compromis, dans chaque cas, sera conclu, en ce qui concerne la Bulgarie, conformément à ses lois constitutionnelles, et, en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, par le président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;
- c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine de Monroë ;
- d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements de la Bulgarie en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par la Bulgarie, conformément à ses lois constitutionnelles, et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra, et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans limite de durée, tant qu'il n'aura pas été dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an, notifié par écrit, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le vingt et un janvier mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) S. RADEFF.

(Signé) F. B. KELLOGG.

N° 2123.

**BELGIQUE, DANEMARK,
NORVÈGE, SUÈDE, etc.**

Acte général (règlement pacifique des
différends internationaux). Genève,
le 26 septembre 1928.

**BELGIUM, DENMARK,
NORWAY, SWEDEN, etc.**

General Act (Pacific Settlement of
International Disputes). Geneva,
September 26, 1928.

N^o 2123. — RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX.

ACTE GÉNÉRAL¹. GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1928.

Textes officiels français et anglais. Cet acte général a été enregistré par le Secrétariat le 16 août 1929, date de son entrée en vigueur, conformément à son article 44.

CHAPITRE PREMIER

DE LA CONCILIATION.

Article premier.

Les différends de toute nature entre deux ou plusieurs Parties ayant adhéré au présent Acte général qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, soumis à la procédure de conciliation dans les conditions prévues au présent chapitre.

Article 2.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties en cause.

Article 3.

Sur la demande adressée à cet effet par une Partie contractante à l'une des autres Parties, il devra être constitué, dans les six mois, une commission permanente de conciliation.

¹ ADHÉSIONS.

(SUÈDE, 13 mai 1929 :

aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (Chapitres I et II) et dispositions générales concernant ces procédures (Chapitre IV).

BELGIQUE, 18 mai 1929 :

à l'ensemble de l'Acte.

Sous la réserve prévue à l'article 39, paragraphe 2, alinéa *a*), ayant pour effet d'exclure des procédures décrites par cet acte les différends nés de faits antérieurs à l'adhésion de la Belgique ou à l'adhésion d'une autre Partie, avec laquelle la Belgique viendrait à avoir un différend.

NORVÈGE, 11 juin 1929 :

aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (Chapitres I et II) et dispositions générales concernant ces procédures (Chapitre IV).

DANEMARK, 14 avril 1930 :

à l'ensemble de l'Acte.

No. 2123. — PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES.

GENERAL ACT¹. GENEVA, SEPTEMBER 26, 1928.

Official texts in French and English. This General Act was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 44, on August 16, 1929, the date of its entry into force.

CHAPTER I.

CONCILIATION.

Article 1.

Disputes of every kind between two or more Parties to the present General Act which it has not been possible to settle by diplomacy shall, subject to such reservations as may be made under Article 39, be submitted, under the conditions laid down in the present Chapter, to the procedure of conciliation.

Article 2.

The disputes referred to in the preceding article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission constituted by the parties to the dispute.

Article 3.

On a request to that effect being made by one of the Contracting Parties to another Party, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

¹ ACCESSIONS.SWEDEN, *May 13, 1929* :

to the provisions relating to conciliation and judicial settlement (Chapters I and II) and general provisions dealing with these procedures. (Chapter IV.)

BELGIUM, *May 18, 1929* :

to all the provisions of the Act.

Subject to the reservation provided in Article 39, (2), (a), with the effect of excluding from the procedures described in this Act disputes arising out of facts prior to the accession of Belgium or prior to the accession of any other Party with whom Belgium may have a dispute.

NORWAY, *June 11, 1929* :

to the provisions relating to conciliation and judicial settlement (Chapters I and II) and general provisions dealing with these procedures (Chapter IV).

DENMARK, *April 14, 1930* :

to all the provisions of the Act.

Article 4.

Sauf accord contraire des parties intéressées, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1^o La Commission comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un, qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties intéressées ni se trouver à leur service. Parmi eux, les parties désigneront le président de la commission.

2^o Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des parties. Chaque partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonction pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3^o Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les parties en litige, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Article 6.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 3 et 5, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties ou, si celles-ci le demandent, au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 7.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à l'autre partie.

Article 4.

Unless the parties concerned agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

(1) The Commission shall be composed of five members. The parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The three other commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These three commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the parties. The parties shall appoint the President of the Commission from among them.

(2) The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during the course of their mandate by agreement between the parties. Either party may, however, at any time replace a commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

(3) Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 5.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the parties is in existence, a special commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date at which a request to that effect is made by one of the parties to the other party. The necessary appointments shall be made in the manner laid down in the preceding article, unless the parties decide otherwise.

Article 6.

1. If the appointment of the commissioners to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 3 and 5, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power, chosen by agreement between the parties, or on request of the parties, to the Acting President of the Council of the League of Nations.

2. If no agreement is reached on either of these procedures, each party shall designate a different Power, and the appointment shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall submit a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 7.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two parties acting in agreement, or in default thereof by one or other of the parties.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

3. If the application emanates from only one of the parties, the other party shall, without delay, be notified by it.

Article 8.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La Commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société de Nations de prêter son assistance à ses travaux.

Article 10.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des parties.

Article 11.

1. Sauf accord contraire des parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention¹ de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 12.

Sauf accord contraire des parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la Commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 13.

Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the parties before a permanent Conciliation Commission, either party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The party making use of this right shall immediately notify the other party ; the latter shall, in such case, be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 9.

1. In the absence of agreement to the contrary between the parties, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations, or at some other place selected by its President.

2. The Commission may in all circumstances request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

Article 10.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the parties.

Article 11.

1. In the absence of agreement to the contrary between the parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention ¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 12.

In the absence of agreement to the contrary between the parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote, and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

Article 13.

The parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux

Article 14.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Article 15.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la Commission devront, à moins que les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du différend.

Article 16.

Le procès-verbal de la Commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartiendra aux parties d'en décider la publication.

CHAPITRE II.

DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 17.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteront réciproquement un droit seront, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral. Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272, et vol. XCII, page 362, de ce recueil.

as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 14.

1. During the proceedings of the Commission, each of the commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 15.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down the period within which they are to make their decision.

2. At the close of the proceedings the Commission shall draw up a procès-verbal stating, as the case may be, either that the parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the procès-verbal of whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 16.

The Commission's procès-verbal shall be communicated without delay to the parties. The parties shall decide whether it shall be published.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 17.

All disputes with regard to which the parties are in conflict as to their respective rights shall, subject to any reservations which may be made under Article 39, be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an arbitral tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272, and Vol. XCII, page 362, of this Series.

Article 18.

Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 19.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 20.

1. Par dérogation à l'article 1, les différends visés à l'article 17, qui viendraient à surgir entre parties ayant adhéré aux engagements contenus dans le présent chapitre ne seront soumis à la procédure de conciliation que de leur commun accord.

2. La procédure obligatoire de conciliation demeure applicable aux différends qui, par le jeu des réserves visées à l'article 39, seraient exclus du seul règlement judiciaire.

3. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 18 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III.

DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 21.

Tous différends autres que ceux visés à l'article 17, au sujet desquels, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation visée au chapitre I, les parties ne se seraient pas entendues, seront portés, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, devant un tribunal arbitral constitué, à moins d'accord contraire des parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 22.

Le tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties intéressées ni se trouver à leur service.

Article 18.

If the parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding article to an arbitral tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected, and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article 19.

If the parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding article, or fail to appoint arbitrators, either party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 20.

1. Notwithstanding the provisions of Article 1, disputes of the kind referred to in Article 17 arising between parties who have acceded to the obligations contained in the present chapter shall only be subject to the procedure of conciliation if the parties so agree.

2. The obligation to resort to the procedure of conciliation remains applicable to disputes which are excluded from judicial settlement only by the operation of reservations under the provisions of Article 39.

3. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the arbitral tribunal referred to in Article 18 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

ARBITRATION.

Article 21.

Any dispute not of the kind referred to in Article 17 which does not, within the month following the termination of the work of the Conciliation Commission provided for in Chapter I, form the object of an agreement between the parties, shall, subject to such reservations as may be made under Article 39, be brought before an arbitral tribunal which, unless the parties otherwise agree, shall be constituted in the manner set out below.

Article 22.

The Arbitral Tribunal shall consist of five members. The parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The two other arbitrators and the Chairman shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers. They must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the parties.

Article 23.

1. Si la nomination des membres du tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune des parties.

Article 24.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 25.

Les parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 26.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 27.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des parties.

Article 28.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le tribunal jugera *ex aequo et bono*.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 29.

1. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les parties en litige seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 23.

1. If the appointment of the members of the Arbitral Tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the parties requested the other party to constitute an arbitral tribunal, a third Power, chosen by agreement between the parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the two Powers so chosen have been unable to reach an agreement, the necessary appointments shall be made by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented from acting or is a subject of one of the parties, the nominations shall be made by the Vice-President. If the latter is prevented from acting or is a subject of one of the parties, the appointments shall be made by the oldest member of the Court who is not a subject of either party.

Article 24.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 25.

The parties shall draw up a special agreement determining the subject of the disputes and the details of procedure.

Article 26.

In the absence of sufficient particulars in the special agreement regarding the matters referred to in the preceding article, the provisions of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

Article 27.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the Tribunal was constituted, the dispute may be brought before the Tribunal by an application by one or other party.

Article 28.

If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the Tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. In so far as there exists no such rule applicable to the dispute, the Tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

CHAPTER IV.

GENERAL PROVISIONS.

Article 29.

1. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the parties to the dispute shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

2. Le présent acte général ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Parties une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation, après que cette procédure aura échoué, les dispositions du présent acte général relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application dans la mesure où les parties en cause y auraient adhéré.

Article 30.

Si la Commission de conciliation se trouve saisie par l'une des parties d'un différend que l'autre partie, se fondant sur les conventions en vigueur entre les parties, a porté devant la Cour permanente de Justice internationale ou un tribunal arbitral, la Commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la Cour ou le tribunal ait statué sur le conflit de compétence. Il en sera de même si la Cour ou le tribunal a été saisi par l'une des parties en cours de conciliation.

Article 31.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent Acte général, avant qu'une décision définitive ait été rendue, dans les délais raisonnables, par l'autorité compétente.

2. La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention devra notifier à l'autre partie son intention, dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Article 32.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 33.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment sur la question au sujet de laquelle les parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le tribunal arbitral, indiquera, dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Les parties en litige seront tenues de s'y conformer.

2. Si une Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

2. The present General Act shall not affect any agreements in force by which conciliation procedure is established between the Parties or they are bound by obligations to resort to arbitration or judicial settlement which ensure the settlement of the dispute. If, however, these agreements provide only for a procedure of conciliation, after such procedure has been followed without result, the provisions of the present General Act concerning judicial settlement or arbitration shall be applied in so far as the parties have acceded thereto.

Article 30.

If a party brings before a Conciliation Commission a dispute which the other party, relying on conventions in force between the parties, has submitted to the Permanent Court of International Justice or an Arbitral Tribunal, the Commission shall defer consideration of the dispute until the Court or the Arbitral Tribunal has pronounced upon the conflict of competence. The same rule shall apply if the Court or the Tribunal is seized of the case by one of the parties during the conciliation proceedings.

Article 31.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present General Act until a decision with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent authority.

2. In such a case, the party which desires to resort to the procedures laid down in the present General Act must notify the other party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

Article 32.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment, or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the parties to the dispute, is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that party does not permit or only partially permits the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured party equitable satisfaction.

Article 33.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The parties to the dispute shall be bound to accept such measures.

2. If the dispute is brought before a Conciliation Commission, the latter may recommend to the parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

3. The parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 34.

Au cas où il s'élève un différend entre plus de deux parties ayant adhéré au présent Acte général, les modalités suivantes seront observées pour l'application des procédures décrites dans les dispositions qui précèdent :

a) Pour la procédure de conciliation, il sera toujours constitué une commission spéciale. Sa composition variera suivant que les parties auront toutes des intérêts distincts ou que deux ou plusieurs d'entre elles feront cause commune.

Dans le premier cas, les parties nommeront chacune un commissaire et désigneront en commun des commissaires ressortissants de tierces Puissances non parties au différend, dont le nombre sera toujours supérieur d'un à celui des commissaires nommés séparément par les parties.

Dans le second cas, les parties, faisant cause commune, se mettront d'accord pour nommer en commun leur propre commissaire et concourront avec l'autre ou les autres parties pour la désignation des commissaires tiers.

Dans l'une et l'autre hypothèse, les parties, à moins qu'elles n'en conviennent autrement, appliqueront les articles 5 et suivants du présent acte dans la mesure où ils sont compatibles avec les dispositions du présent article.

b) Pour la procédure judiciaire, il sera fait application du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

c) Pour la procédure arbitrale, à défaut d'accord des parties sur la composition du tribunal, s'il s'agit de différends visés à l'article 17, chacune d'elle aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ; s'il s'agit de différends visés à l'article 21, il sera fait application des articles 22 et suivants, ci-dessus, mais chacune des parties ayant des intérêts distincts nommera un arbitre et le nombre des arbitres nommés séparément par les parties sera toujours inférieur d'un à celui des autres arbitres.

Article 35.

1. Le présent acte général sera applicable entre Parties y ayant adhéré, encore qu'une tierce Puissance, partie ou non à l'acte, ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les parties pourront, d'un commun accord, inviter une tierce Puissance.

Article 36.

1. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

2. La Cour ou le tribunal décide.

Article 37.

1. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral les avertit sans délai.

2. Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 34.

Should a dispute arise between more than two Parties to the present General Act, the following rules shall be observed for the application of the forms of procedure described in the foregoing provisions :

(a) In the case of conciliation procedure, a special commission shall invariably be constituted. The composition of such commission shall differ according as the parties all have separate interests or as two or more of their number act together.

In the former case, the parties shall each appoint one commissioner and shall jointly appoint commissioners nationals of third Powers not parties to the dispute, whose number shall always exceed by one the number of commissioners appointed separately by the parties.

In the second case, the parties who act together shall appoint their commissioner jointly by agreement between themselves and shall combine with the other party or parties in appointing third commissioners.

In either event, the parties, unless they agree otherwise, shall apply Article 5 and the following articles of the present Act, so far as they are compatible with the provisions of the present article.

(b) In the case of judicial procedure, the Statute of the Permanent Court of International Justice shall apply.

(c) In the case of arbitral procedure, if agreement is not secured as to the composition of the tribunal, in the case of the disputes mentioned in Article 17, each party shall have the right, by means of an application, to submit the dispute to the Permanent Court of International Justice ; in the case of the disputes mentioned in Article 21, the above Article 22 and following articles shall apply, but each party having separate interests shall appoint one arbitrator and the number of arbitrators separately appointed by the parties to the dispute shall always be one less than that of the other arbitrators.

Article 35.

1. The present General Act shall be applicable as between the Parties thereto, even though a third Power, whether a party to the Act or not, has an interest in the dispute.
2. In conciliation procedure, the parties may agree to invite such third Power to intervene.

Article 36.

1. In judicial or arbitral procedure, if a third Power should consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the arbitral tribunal a request to intervene as a third Party.
2. It will be for the Court or the tribunal to decide upon this request.

Article 37.

1. Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal shall notify all such States forthwith.
2. Every State so notified has the right to intervene in the proceedings ; but, if it uses this right, the construction given by the decision will be binding upon it.

Article 38.

Les adhésions au présent Acte général pourront s'appliquer :

- A. Soit à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV) ;
- B. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chapitres I et II), ainsi qu'aux dispositions générales concernant ces procédures (chapitre IV) ;
- C. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation (chapitre I), ainsi qu'aux dispositions générales concernant cette procédure (chapitre IV).

Les Parties contractantes ne pourront se prévaloir des adhésions d'autres Parties que dans la mesure où elles-mêmes auront souscrit aux mêmes engagements.

Article 39.

1. Indépendamment de la faculté mentionnée à l'article précédent, une Partie pourra, en adhérant au présent Acte général, subordonner son acceptation aux réserves limitativement énumérées dans le paragraphe suivant. Ces réserves devront être indiquées au moment de l'adhésion.

2. Ces réserves pourront être formulées de manière à exclure des procédures décrites par le présent acte :

- a) Les différends nés de faits antérieurs, soit à l'adhésion de la Partie qui formule la réserve, soit à l'adhésion d'une autre Partie avec laquelle la première viendrait à avoir un différend ;
- b) Les différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats ;
- c) Les différends portant sur des affaires déterminées, ou des matières spéciales nettement définies, telles que le statut territorial, ou rentrant dans des catégories bien précisées.

3. Si une des parties en litige a formulé une réserve, les autres parties pourront se prévaloir vis-à-vis d'elle de la même réserve.

4. Pour les Parties ayant adhéré aux dispositions du présent acte relatives au règlement judiciaire ou au règlement arbitral, les réserves qu'elles auraient formulées seront, sauf mention expresse, comprises comme ne s'étendant pas à la procédure de conciliation.

Article 40.

Toute Partie dont l'adhésion n'aura été que partielle ou subordonnée à des réserves pourra, à tout moment, au moyen d'une simple déclaration, soit étendre la portée de son adhésion, soit renoncer à tout ou partie de ses réserves.

Article 41.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Acte général, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges et à la portée des réserves éventuelles, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 42.

Le présent Acte général, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date du 26 septembre 1928.

Article 42.

1. Le présent Acte général sera ouvert à l'adhésion de tout chef d'Etat ou de toute autre autorité compétente des Membres de la Société des Nations, ainsi que des Etats non membres à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué une copie.

Article 38.

Accessions to the present General Act may extend :

- A. Either to all the provisions of the Act (Chapters I, II, III and IV) ;
- B. Or to those provisions only which relate to conciliation and judicial settlement (Chapters I and II), together with the general provisions dealing with these procedures (Chapter IV) ;
- C. Or to those provisions only which relate to conciliation (Chapter I), together with the general provisions concerning that procedure (Chapter IV).

The Contracting Parties may benefit by the accessions of other Parties only in so far as they have themselves assumed the same obligations.

Article 39.

1. In addition to the power given in the preceding article, a Party, in acceding to the present General Act, may make his acceptance conditional upon the reservations exhaustively enumerated in the following paragraph. These reservations must be indicated at the time of accession.

2. These reservations may be such as to exclude from the procedure described in the present Act :

- (a) Disputes arising out of facts prior to the accession either of the Party making the reservation or of any other Party with whom the said Party may have a dispute ;
- (b) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States ;
- (c) Disputes concerning particular cases or clearly specified subject-matters, such as territorial status, or disputes falling within clearly defined categories.

3. If one of the parties to a dispute has made a reservation, the other parties may enforce the same reservation in regard to that party.

4. In the case of Parties, who have acceded to the provisions of the present General Act relating to judicial settlement or to arbitration, such reservations as they may have made shall, unless otherwise expressly stated, be deemed not to apply to the procedure of conciliation.

Article 40.

A Party whose accession has been only partial, or was made subject to reservations, may at any moment, by means of a simple declaration, either extend the scope of his accession or abandon all or part of his reservations.

Article 41.

Disputes relating to the interpretation or application of the present General Act, including those concerning the classification of disputes and the scope of reservations, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 42.

The present General Act, of which the French and English texts shall both be authentic, shall bear the date of the 26th of September, 1928.

Article 43.

1. The present General Act shall be open to accession by all the Heads of States or other competent authorities of the Members of the League of Nations and the non-Member States to which the Council of the League of Nations has communicated a copy for this purpose.

2. Les instruments d'adhésion, ainsi que les déclarations additionnelles prévues à l'article 40, seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres, visés dans l'alinéa précédent.

3. Par les soins du Secrétaire général, il sera dressé trois listes désignées par les lettres A, B, C, et correspondant respectivement aux trois modalités d'adhésion visées à l'article 38 du présent Acte, où figureront les adhésions et les déclarations additionnelles des Parties contractantes. Ces listes, tenues constamment à jour, seront publiées dans le rapport annuel adressé à l'Assemblée par le Secrétaire général.

Article 44.

1. Le présent Acte général entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de l'adhésion d'au moins deux Parties contractantes.

2. Chaque adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur du présent acte, conformément à l'alinéa précédent, sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations. Il en sera de même des déclarations additionnelles des Parties visées à l'article 40.

Article 45.

1. Le présent Acte général aura une durée de cinq ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Il restera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres mentionnés à l'article 43.

4. La dénonciation pourra n'être que partielle ou consister en la notification de réserves nouvelles.

5. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes impliquées dans un différend, toutes les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de l'Acte général continueront jusqu'à leur achèvement normal.

Article 46.

Un exemplaire du présent Acte général, revêtu de la signature du président de l'Assemblée et de celle du Secrétaire général de la Société des Nations, sera déposé aux archives du Secrétariat ; copie certifiée conforme du texte sera communiquée à tous les Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats non membres désignés par le Conseil de la Société des Nations.

Article 47.

Le présent Acte général sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

*Le Président de la neuvième Session ordinaire
de l'Assemblée de la Société des Nations :*

(Signé) Herluf ZAHLE.

Le Secrétaire général :

(Signé) Eric DRUMMOND.

2. The instruments of accession and the additional declarations provided for by Article 40 shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-Member States referred to in the preceding paragraph.

3. The Secretary-General of the League of Nations shall draw up three lists, denominated respectively by the letters A, B and C, corresponding to the three forms of accession to the present Act provided for in Article 38, in which shall be shown the accessions and additional declarations of the Contracting Parties. These lists, which shall be continually kept up to date, shall be published in the annual report presented to the Assembly of the League of Nations by the Secretary-General.

Article 44.

1. The present General Act shall come into force on the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the accession of not less than two Contracting Parties.

2. Accessions received after the entry into force of the Act, in accordance with the previous paragraph, shall become effective as from the ninetieth day following the date of receipt by the Secretary-General of the League of Nations. The same rule shall apply to the additional declaration provided for by Article 40.

Article 45.

1. The present General Act shall be concluded for a period of five years, dating from its entry into force.

2. It shall remain in force for further successive periods of five years in the case of Contracting Parties which do not denounce it at least six months before the expiration of the current period.

3. Denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all the Members of the League and the non-Member States referred to in Article 43.

4. A denunciation may be partial only, or may consist in notification of reservations not previously made.

5. Notwithstanding denunciation by one of the Contracting Parties concerned in a dispute, all proceedings pending at the expiration of the current period of the General Act shall be duly completed.

Article 46.

A copy of the present General Act, signed by the President of the Assembly and by the Secretary-General of the League of Nations, shall be deposited in the archives of the Secretariat ; a certified true copy shall be delivered by the Secretary-General to all the Members of the League of Nations and to the non-Member States indicated by the Council of the League of Nations.

Article 47.

The present General Act shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the date of its entry into force.

*The President of the ninth ordinary session of the
Assembly of the League of Nations :*

(Signed) Herluf ZAHLE.

The Secretary-General :

(Signed) Eric DRUMMOND.

N° 2124.

FRANCE ET SALVADOR

Accord concernant l'échange des
imprimés. Signé à Paris, le 25 août
1924.

FRANCE AND SALVADOR

Agreement regarding the Exchange
of Printed Matter. Signed at
Paris, August 25, 1924.

N^o 2124. — ACCORD¹ CONCERNANT L'ÉCHANGE DES IMPRIMÉS
ENTRE LA FRANCE ET LE SALVADOR. SIGNÉ A PARIS, LE 25
AOUT 1924.

Texte officiel français communiqué par le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 17 août, 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR, désireux de faciliter l'échange des imprimés entre les deux pays et se référant à l'article 23, paragraphe 2 de la Convention postale universelle² signée à Madrid, le 30 novembre 1920, Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les imprimés de toute nature expédiés de France à destination du Salvador seront soumis aux taxes et conditions d'admission applicables dans le service intérieur français aux imprimés non périodiques, savoir :

Poids maximum : 3 kg. (que l'envoi comporte un seul volume ou plusieurs).

Dimensions : les mêmes que celles fixées par la Convention postale de Madrid (article 6 paragraphe 6).

Tarif d'affranchissement :

5 centimes jusqu'à 50 grammes.

15 centimes de 50 à 100 grammes et au-dessus.

15 centimes par 100 grammes ou fraction de 100 grammes en sus.

Article 2.

Les imprimés de toute nature expédiés du Salvador à destination de la France seront soumis aux taxes et conditions d'admission applicables à ces objets dans le service intérieur salvadorien, savoir :

Poids maximum : 4 kilogrammes.

Dimensions : les mêmes que celles fixées par la Convention postale de Madrid (article 6 paragraphe 6).

Tarif d'affranchissement :

1 centième de colon par 50 grammes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 7 juin 1929.

² Vol. III, pages 267-270 ; vol. VII, page 362 ; vol. XI, page 364 ; vol. XV, page 282 ; vol. XIX, page 266 ; vol. XXIV, page 144 ; et vol. XXVII, page 414, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2124. — AGREEMENT ² REGARDING THE EXCHANGE OF PRINTED MATTER BETWEEN FRANCE AND SALVADOR. SIGNED AT PARIS, AUGUST 25, 1924.

French official text communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place August 17, 1929.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF SALVADOR, being desirous of encouraging the exchange of printed matter between the two countries and with reference to Article 23, paragraph 2 of the Universal Postal Convention ³, signed at Madrid November 30, 1920, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Printed matter of all kind sent from France to Salvador shall be subject to the charges and conditions of admission applied in the French internal administration to printed matter other than periodicals, as follows :

Maximum weight : 3 kg. (whether the consignment consists of a single volume or of several).

Dimensions : the same as those laid down by the Madrid Postal Convention (Article 6, paragraph 6).

Postal rates :

5 centimes up to 50 grammes.

15 centimes from 50 to 100 grammes.

15 centimes per 100 grammes or fraction of 100 grammes upwards.

Article 2.

Printed matter of any kind sent from Salvador to France shall be subject to the charges and conditions of admission applied to the same matter, in the internal administration of Salvador, as follows :

Maximum weight : 4 kg.

Dimensions : the same as those laid down by the Madrid Postal Convention (Article 6, paragraph 6).

Postal rates :

1/100th colon per 50 grammes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, June 7, 1929.

³ Vol. III, page 267-70 ; Vol. VII, page 362 ; Vol. XI, page 364 ; Vol. XV, page 282 ; Vol. XIX, page 266 ; Vol. XXIV, page 144 ; and Vol. XXVII, page 414, of this Series.

Article 3.

En dehors des dispositions spéciales faisant l'objet des articles premier et 2 ci-dessus, les envois dont il s'agit demeurent soumis à la réglementation stipulée, à l'égard des imprimés, par les Conventions et Arrangements de l'Union postale universelle.

Article 4.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à la date qui sera ultérieurement fixée par les administrations postales des deux pays, après que la promulgation en aura été faite, conformément aux lois de chacun des deux pays.

Article 5.

Le présent arrangement demeurera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes, laquelle sera tenue, en ce cas, d'observer un délai de préavis de trois mois francs.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé le présent accord qu'ils ont revêtus de leurs cachets.

Fait à Paris, le 25 août 1924.

(L. S.) (Signé) HERRIOT.

(L. S.) (Signé) J. Gustavo GUERRERO.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,*

P. de Fouquières.

Article 3.

Apart from the special provisions contained in Articles 1 and 2 above, the consignments referred to shall remain subject to the regulations laid down for printed matter by the Conventions and Agreements of the Universal Postal Union.

Article 4.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as possible.

It shall come into force on a date to be fixed later by the postal administrations of the two countries, after publications in conformity with the laws of each of the two countries.

Article 5.

The present Agreement shall remain in force until it is denounced by one of the Contracting Parties, which shall be required to give three clear months' notice.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, have signed the present Agreement and been thereto affixed their seals.

Done at Paris, August 25, 1924.

(L. S.) (Signed) HERRIOT.

(L. S.) (Signed) J. Gustavo GUERRERO.

N° 2125.

BELGIQUE ET FRANCE

Arrangement concernant l'engage-
ment des sapeurs-pompiers. Signé
à Bruxelles, le 1^{er} juillet 1929.

BELGIUM AND FRANCE

Agreement regarding the Engage-
ment of Firemen. Signed at
Brussels, July 1, 1929.

N° 2125. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE
CONCERNANT L'ENGAGEMENT DES SAPEURS-POMPIERS. SIGNÉ
A BRUXELLES, LE 1^{er} JUILLET 1929.

Texte officiel français communiqué par le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République Française. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 17 août 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, désireux de déterminer d'un commun accord les conditions d'engagement des Français dans les corps de sapeurs-pompiers belges et des Belges dans les corps de sapeurs-pompiers français, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence M. Maurice HERBETTE, ambassadeur de la République française à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. P. HYMANS, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les citoyens français pourront être admis dans tous les corps de sapeurs-pompiers communaux de Belgique.

Réciproquement les sujets belges pourront être admis dans les corps de sapeurs-pompiers communaux de France.

Toutefois, s'il s'agit d'un corps armé, ils ne pourront y être investis d'aucun grade.

Article 2.

Le candidat pompier étranger devra avoir sa résidence effective dans le pays où il désire contracter son engagement.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2125. — AGREEMENT² BETWEEN BELGIUM AND FRANCE
REGARDING THE ENGAGEMENT OF FIREMEN. SIGNED AT
BRUSSELS, JULY 1, 1929.

French official text communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place August 17, 1929.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and the GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being desirous of determining by agreement the conditions governing the engagement of Frenchmen in Belgian fire brigades and of Belgians in French fire brigades, have decided to conclude an Agreement for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency M. Maurice HERBETTE, Ambassador of the French Republic at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. P. HYMANS, His Minister for Foreign Affairs,

Who being duly authorised have agreed upon the following provisions :

Article 1.

French citizens may be admitted to all Belgian communal fire brigades.

Reciprocally, Belgian subjects may be admitted to French communal fire brigades.

If, however, the brigade is armed, they may not hold any rank therein.

Article 2.

The foreign fire brigade candidate must actually reside in the country in which he wishes to contract his engagement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force, August 1, 1929.

Article 3.

La durée de l'engagement ne pourra dépasser cinq ans. L'engagement pourra être renouvelé pour des périodes successives de même durée.

Article 4.

En cas d'accident survenu en service commandé suivi soit d'incapacité totale ou partielle, soit de mort, les sapeurs-pompiers provenant de l'une ou l'autre nation contractante et leurs ayants droit, auront droit, par voie de réciprocité, aux indemnités ou pensions servies à ses sapeurs-pompiers, par le pays dans lequel ils ont souscrit un engagement.

Article 5.

En vue de l'attribution éventuelle d'une distinction honorifique, les services accomplis dans un corps de sapeurs-pompiers de l'un des deux pays contractants seront cumulés, le cas échéant, avec les services de même nature accomplis dans l'autre.

Article 6.

Le présent arrangement entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de sa signature. Il pourra être dénoncé en tout temps, moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 1^{er} juillet 1929.

(L. S.) (Signé) Maurice HERBETTE.

(L. S.) (Signé) P. HYMANS.

Copie certifiée conforme :

*Pour le ministre plénipotentiaire,
Chef du service du Protocole,
(Signé) Carré.*

Article 3.

The length of the engagement may not exceed five years, and may be renewed for successive periods of the same length.

Article 4.

In case of accidents incurred while on duty and resulting in total or partial incapacity, or in death, the firemen of either contracting nation and their heirs shall be entitled, subject to reciprocity, to the compensation or pensions which the country where they have signed their engagement accords to its own firemen.

Article 5.

For the purposes of awarding any distinctions of merit, any service rendered in a fire brigade of one of the two contracting countries shall be added to service of the same kind rendered in the other.

Article 6.

The present Agreement shall come into force on the thirtieth day after the date of signature. It may be denounced at any time by giving six months' notice.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seal.

Done at Brussels in duplicate, July 1, 1929.

(L. S.) (Signed) Maurice HERBETTE.

(L. S.) (Signed) P. HYMANS.

N° 2126.

BELGIQUE, FRANCE, etc.

Accord relatif au fonctionnement des services du Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés. Signé à Genève, le 30 juin 1928.

BELGIUM, FRANCE, etc.

Agreement concerning the Functions of the Representatives of the League of Nations, High Commissioner for Refugees. Signed at Geneva, June 30, 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2126. — ACCORD ² RELATIF AU FONCTIONNEMENT DES SERVICES DU HAUT COMMISSAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS POUR LES RÉFUGIÉS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 30 JUIN 1928.

No. 2126. — AGREEMENT ² CONCERNING THE FUNCTIONS OF THE REPRESENTATIVES OF THE LEAGUE OF NATIONS' HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES. SIGNED AT GENEVA, JUNE 30, 1928.

Texte officiel français. Cet accord a été enregistré par le Secrétariat, conformément à ses dispositions finales, le 19 août 1929, jour de son entrée en vigueur.

Official text in French. This Protocol was registered with the Secretariat, in accordance with its final provisions, August 19, 1929, the date of its entry into force.

Les soussignés, après avoir participé à la Conférence intergouvernementale convoquée à Genève le 28 juin 1928 par le Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les Réfugiés ;

Désireux d'arriver à une application aussi efficace que possible des résolutions contenues dans l'Arrangement relatif au Statut juridique des Réfugiés russes et arméniens adopté par ladite conférence intergouvernementale ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

The undersigned, having taken part in the proceedings of the Inter-Governmental Conference called at Geneva on 28th June 1928 by the League of Nations' High Commissioner for Refugees ;

Desiring to secure the most effective possible action on the Resolutions contained in the Arrangement concerning the legal status of Russian and Armenian refugees, adopted by the said Inter-Governmental Conference ;

Have agreed as follows :

Article premier.

Les gouvernements qui ratifient le présent accord admettront à l'exercice des attributions

Article I.

The Governments which ratify the present agreement shall consent to the rendering of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² *Dépôt des ratifications :*

BELGIQUE, 2 mai 1929 :

« La nomination d'un représentant du Haut Commissariat pour la Belgique sera soumise à l'agrément du ministre des Affaires étrangères de ce pays. Sans qu'il soit rien changé aux attributions actuelles des offices des réfugiés russes et arméniens, ce représentant aura qualité pour revêtir de son visa ou de sa légalisation les pièces délivrées par ces offices, pièces auxquelles les intéressés voudraient faire reconnaître la valeur de documents officiels par application de l'accord du 4 juillet 1928. Le tarif afférent à ces visas de

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *Deposit of ratifications :*

BELGIUM, May 2, 1929 :

« The nomination of a representative of the " Haut-Commissariat " for Belgium shall be subject to the agreement of the Minister for Foreign Affairs of that country. While there shall be no change in the present powers of the offices for Russian and Armenian refugees, the above-mentioned representative shall be empowered to append his visa or legalisation to documents issued by those offices which the holders desire to have recognised as official documents under the Agreement of 4 July 1928. The rate of charges

suivantes les représentants nommés dans les conditions déterminées ci-après par le Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés :

a) Certifier l'identité et la qualité des réfugiés ;

b) Certifier leur situation de famille et leur état civil tels qu'ils résultent d'actes passés ou de faits ayant eu lieu dans le pays d'origine du réfugié ;

c) Attester la régularité, la valeur et la conformité avec les anciennes lois du pays d'origine des actes passés dans ce pays ;

d) Certifier les signatures des réfugiés, les copies et les traductions des pièces rédigées en leur langue ;

e) Attester vis-à-vis des autorités du pays l'honorabilité et la bonne conduite du réfugié, ses états de service antérieurs, sa qualification professionnelle, ses titres universitaires ou académiques ;

f) Recommander le réfugié aux autorités compétentes, en particulier pour les questions de visa, de permis de séjour, d'admission aux écoles, aux bibliothèques, etc.

Article 2.

Les représentants mentionnés à l'article premier seront nommés par le Haut-Commissaire de la Société des Nations, avec l'agrément des gouvernements intéressés. Ils exerceront leurs attributions dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre les gouvernements intéressés et le Haut-Commissaire de la Société des Nations.

Dans les pays où des organismes assument à titre officieux les attributions mentionnées à

légalisation ainsi que les conditions de perception, de réduction et de gratuité seront établis d'un commun accord entre le ministre des Affaires étrangères et le Haut-Commissariat pour les réfugiés.

» D'autre part, la Belgique se réserve le droit de dénoncer l'accord à n'importe quelle époque, moyennant un préavis de six mois. »

FRANCE, 21 mai 1929 :

Sous la réserve formulée lors de la signature de l'acte et sous réserve du droit pour le Gouvernement français de dénoncer l'accord à n'importe quelle époque moyennant un préavis de six mois.

No. 2126

the following services by the representatives appointed in the manner described below by the League of Nations' High Commissioner for Refugees :

(a) Certifying the identity and the position of the refugees ;

(b) Certifying their family position and civil status, in so far as these are based on documents issued or action taken in the refugees' country of origin ;

(c) Testifying to the regularity, validity, and conformity with the previous law of their country of origin, of documents issued in such country ;

(d) Certifying the signature of refugees and copies and translations of documents drawn up in their own language ;

(e) Testifying before the authorities of the country to the good character and conduct of the individual refugee, to his previous record, to his professional qualifications, and to his university or academic standing ;

(f) Recommending the individual refugee to the competent authorities, particularly with a view to his obtaining visas, permits to reside in the country, and admission to schools, libraries, etc.

Article 2.

The representatives mentioned in Article 1 shall be appointed by the High Commissioner of the League of Nations, subject to the agreement of the Governments concerned. They shall perform their duties in the manner agreed upon between the Governments concerned and the High Commissioner of the League of Nations.

In countries in which persons or bodies already unofficially render the services men-

for such visas and legalisations shall be fixed by agreement between the Ministry of Foreign Affairs and the " Haut-Commissariat " for Refugees, as well as the conditions under which the fees shall be collected, reduced or waived.

" Furthermore, Belgium reserves the right to denounce the Agreement at any time, by giving six months notice ".

FRANCE, May 21, 1929 :

Subject to the reservation expressed at the time of the signature of the Act and subject to the reservation of the right, for the French Government, to denounce the Agreement at any time, by giving six months notice.

l'article premier, le Haut-Commissaire de la Société des Nations pourra recourir à ces organismes.

Article 3.

Sous réserve des exceptions qui devront être admises en faveur des indigents, les services mentionnés à l'article premier pourront être rétribués. Il est entendu, toutefois, que ces rétributions seront modérées et en rapport avec les perceptions opérées par les autorités du pays de résidence à l'occasion de services analogues.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront enregistrées au Secrétariat de la Société des Nations. Il entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que deux ratifications auront été enregistrées.

Il restera ouvert à l'adhésion des gouvernements de tous les Membres de la Société des Nations et des gouvernements de tous les Etats non Membres de la Société des Nations.

Fait à Genève, le 30 juin 1928.

Belgique

France

E. MEYERS.

Je signe cet arrangement sous la réserve suivante :

« La nomination d'un représentant du Haut-Commissariat pour la France sera soumise à l'agrément du ministre des Affaires étrangères de la République française. Sans qu'il soit rien changé aux attributions actuelles des offices de réfugiés russes et arméniens, ce représentant aura qualité pour revêtir de son visa ou de sa légalisation les pièces délivrées par ces offices, auxquelles les intéressés voudraient faire reconnaître la valeur de documents officiels par application de l'Accord¹ du 4 juillet 1928. Le tarif afférent à ces visas et légalisations sera établi d'un commun accord entre le Ministère des Affaires étrangères et le Haut-Commissariat pour les Réfugiés, ainsi que les conditions de perception, de réduction et de gratuité. »²

Le 11 mars 1929.

R. MASSIGLI.

T. F. Johnson,

Haut-Commissaire adjoint pour les Réfugiés,
Secrétaire-général de la Conférence.

tioned in Article 1, the High Commissioner of the League of Nations may have recourse to them.

Article 3.

Subject to such exceptional treatment as may be granted to indigent refugees, fees may be charged for the services mentioned in Article 1, on the understanding that such fees shall be moderate, and in proportion to the fees charged by the authorities of the country in which the refugees reside in respect of similar services.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be registered at the Secretariat of the League of Nations. It shall come into force ninety days after the date on which two ratifications shall have been registered.

Thereafter the Government of any Member or non-Member of the League of Nations shall be free to adhere to the agreement.

Done at Geneva, June 30, 1928.

Belgium

France

¹ C'est par erreur qu'il est fait mention d'un "accord du 4 juillet"; bien qu'il s'agisse de l'application de l'Accord du 30 juin 1928.

² Translation :

I sign the above arrangement subject to the following reservations :

"The nomination of a representative of the "Haut-Commissariat" for France shall be subject to the agreement of the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. While there shall be no change in the present powers of the offices for Russian and Armenian refugees, the above-mentioned representative shall be empowered to append his visa or legalisation to documents issued by those offices which the holders desire to have recognised as official documents under the agreement of July 4, 1928. The rate of charges for such visas and legalisation shall be fixed by agreement between the Ministry of Foreign Affairs and the "Haut-Commissariat" for Refugees as well as the conditions under which the fees shall be collected, reduced or waived."

¹ By mistake mention has been made of an "Agreement of July 4"; it refers to the application of the Agreement of June 30, 1928.

N° 2127.

EGYPTE ET PERSE

Traité d'amitié et d'établissement,
avec protocole additionnel. Signé
à Téhéran, le 28 novembre 1928.

EGYPT AND PERSIA

Treaty of Friendship and Establish-
ment, with Additional Protocol.
Signed at Teheran, November 28,
1928.

بروتوكول اضافى

(١) لا تؤثر هذه المعاهدة فى شىء على أحكام الاتفاق الموقت المعقود بين الطرفين المتعاقدين فى ١٢ مايو سنة ١٩٢٣ .

(٢) تبقى الدعاوى التى رفعت الى جهات اختصاص بمقتضى القواعد المعمول بها قبل العمل بهذه المعاهدة من اختصاص هذه الجهات دون غيرها لحين صدور حكم نهائى فيها .

طهران فى ١٥ جمادى الثانية سنة ١٣٤٧ هجرية (٢٨ نوفمبر سنة ١٩٢٨ ميلادية) .

امضاء

فتح الله خان بكرخان

امضاء

حسن نشأت

(المادة الحادية عشرة)

يعمل بهذه المعاهدة ابتداء من تاريخ تبادل وثائق التصديق عليها .

(المادة الثانية عشرة)

وضعت هذه المعاهدة من صورتين باللغات العربية والفارسية والفرنسية وفي حالة حدوث خلاف يعتمد النص الفرنسى .

وتأييدا لما تقدم قد وقع المندوبان المفوضان هذه المعاهدة ووضعها عليها ختميهما .

• طهران فى ١٥ جمادى الثانية سنة ١٣٤٧ هجرية (٢٨ نوفمبر سنة ١٩٢٨ ميلادية) .

امضاء

فتح الله خان بكرخان

خاتم

فتح الله خان بكرخان

امضاء

حسن نشتات

خاتم

حسن نشتات

لاتنحل الأحكام السابقة بالاختصاصات المعترف بها عموماً للقناصل بمقتضى العادات الدوائية في مسائل الأحوال المدنية ولا يحقهم في الاختصاص العرفي .
(المادة السابعة)

يعنى رعايا كل من الطرفين المتعاقدين في بلاد الطرف الآخر من جميع الالتزامات الشخصية أو السخرة أو المعونة ذات الصبغة العسكرية وكذلك يعفون من كل اعانة أهلية أو قرض جبرى أو ضريبة استثنائية فرضت لحاجات حربية .

(المادة الثامنة)

يوافق الطرفان المتعاقدان على أن يعقدا بينهما في أقرب فرصة اتفاقات قنصلية وجمركية وتجارية مبنية على المساواة التامة في الحقوق بين الدولتين .
(المادة التاسعة)

يعمل بهذه المعاهدة لمدة خمس سنوات فإذا لم يبطلها أحد الطرفين المتعاقدين في ظرف ستة شهور سابقة على انتهاء السنوات الخمسة الأولى جاز ابطالها بعد مضي السنوات الخمسة في أى وقت باخطار يسبق تاريخ الابطال بستة شهور .

(المادة العاشرة)

يصدق على هذه المعاهدة ويتبادل التصديقان في طهران بأسرع ما يمكن .

(المادة الخامسة)

يجوز لرعايا كل من الطرفين المتعاقدين أن يباشروا في بلاد الطرف الآخر كافة أنواع الصناعة والتجارة وكل حرفة أو مهنة مهما كانت إلا ما خصص منها بقوانين البلاد للوطنيين دون الأجانب أو ما كان منها موضوع احتكار الدولة — أو احتكار منحه الدولة .

ويكون لهم حق امتلاك وحيازة المنقولات والعقارات والتصرف فيها بمسراعاة القوانين واللوائح المعمول بها في البلاد التي يقيمون فيها وتكون حالهم في ذلك كافة كحال رعايا أكثر الدول امتيازاً لديها ولا يجوز أسوة بالوطنيين نزع أملاكهم ولا حرمانهم من الانتفاع بها ولو مؤقتاً إلا لسبب يعتبر قانوناً من المنافع العامة وفي مقابل تعويض .

(المادة السادسة)

يخضع رعايا كل من الطرفين المتعاقدين في بلاد الطرف الآخر أسوة بالوطنيين للتشريع المحلى من قوانين ومراسيم وقرارات ولوائح في المسائل الجنائية والمدنية والتجارية والإدارية والمالية وغيرها كما يخضعون لجهات الاختصاص المختصة للوطنيين .

وتطبق الجهات المختصة قانوناً في مسائل الأحوال الشخصية من جهات الاختصاص السابقة الذكر التشريع الأهلى الخاص بالمتقاضين طبقاً لقواعد القانون الدولى وذلك في حالة التجاء أحد الخصوم فى الدعوى إليها .

ويجوز كذلك لكل من الطرفين المتعاقدين أن يعين بعد الحصول مقدّما على موافقة الدولة الأخرى قناصل ووكلاء قناصل ووكلاء قنصلين شرفيين من غير طائفة الموظفين يقيمون في المدن السابق ذكرها إنما لا يجوز بحال انتخابهم من بين رعايا الدولة التي يقيمون فيها ويتمتع أفراد الطائفتين بعد حصولهم على الاجازة اللازمة لقيامهم بأعمالهم بالامتيازات الشرفية والحصانات المتفق عليها لكل منهما في القانون الدولي العام وذلك على أساس التبادل .

(المادة الرابعة)

تكون لرعايا كل من الطرفين المتعاقدين الحرية التامة في دخول بلاد الطرف الآخر والاقامة فيها فلهم فيها حرية الذهاب والاياب والطواف والاقامة والتوطن مع مراعاة القوانين واللوائح المعمول بها في البلاد .

ويتمتعون مثلهم مثل الوطنيين بالحماية المستمرة التامة وبالأمن بالنسبة لأشخاصهم وأملاكهم وحقوقهم ومصالحهم طبقا لقواعد القانون الدولي العام .

ولا تمنع أحكام هذه المادة من حق الابعاد المستعمل في الحالات الفردية وفاقا لما يجرى العمل عليه في القانون الدولي العام ولقواعد القانون المذكور

ومن لدن حضرة صاحب الجلالة الامبراطورية شاه الفرس :
حضرة صاحب السعادة فتح الله خان بكرقان القائم بادارة وزارة
خارجيته .

الذين بعد أن تبادلوا وثائق تفويضهما وتبيننا صحتها ومطابقتها للأصول
المرعية اتفقا على الأحكام الآتية :

(المادة الأولى)

يكون بين المملكة المصرية والامبراطورية الفارسية وبين رعاياهما سلام
دائم وصدقة خالصة .

(المادة الثانية)

يتمتع الممثلون السياسيون لكل من الطرفين المتعاقدين وجميع أفراد بعثاتهم
المعتبرين من هيئة التمثيل السياسي في بلاد الطرف الآخر بنفس الامتيازات
والتعظيمات والحصانات التي يتمتع بها ممثلو الدول الأخرى ووكلاؤهم
السياسيون وذلك على أساس التبادل .

(المادة الثالثة)

يجوز لكل من الطرفين المتعاقدين أن يعين لدى الدولة الأخرى قناصل
عامين وقناصل ووكلاء قناصل من طائفة الموظفين يقيمون في العاصمة أو في
المدن المهمة التي يسمح عادة للوكلاء الأجانب بالاقامة فيها .

N° 2127.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

Textes officiels persan, arabe et français, communiqués par le délégué permanent de la Perse près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité¹ a eu lieu le 19 août 1929.

معاهدة بالصدقة وبحقوق الإقامة بين المملكة المصرية والامبراطورية الفارسية

حضرة صاحب الجلالة ملك مصر

و

حضرة صاحب الجلالة الامبراطورية شاه الفرس

نظرا لما لدى جلاتهما من خالص الرغبة في زيادة توثيق عرى الصداقة
الكائنة بين دولتيهما قد اتفقا على عقد معاهدة تثبت فيها قواعد علاقاتهما
الودية وذلك الى أن تعقد اتفاقات قنصلية وجمركية وتجارية .

وعينا لهذا الغرض مندوبيهما المفوضين .

من لدن حضرة صاحب الجلالة ملك مصر :

حضرة صاحب السعادة حسن نشأت باشا مندوبه فوق العادة ووزيره
المفوض بطهران .

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 12 juillet 1929.

N° 2127.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

Persian, Arabic and French official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty¹ took place August 19, 1929.

عهد نامهٔ مودت و اقامت بین ایران و مصر

اعلیحضرت شاهنشاه ایران

و

اعلیحضرت پادشاه مصر

نظرباینکه صمیمانه مایل هستند که دوستی موجوده بین مملکتین را مستحکمتر نمایند تصمیم نمودند که تا انعقاد قرارداد های قونسولی و کمرکی و تجارتی عهد نامهٔ برای تنظیم روابط دوستانهٔ خود منعقد سازند و برای این مقصود اختیار داران خود را معین نمودند

اعلیحضرت شاهنشاه ایران :

جناب فتح الله خان پاك روان

كفيل وزارت امور خارجه .

اعلیحضرت پادشاه مصر :

جناب حسن نشست پاشا

وزیر مختار و ایلچی مخصوص دولت مصر در طهران.

¹ The exchange of ratifications took place at Teheran, July 12, 1929.

مشار البهما پس از مبادلهٔ اختیار نامه های خود که آنها را صحیح و معتبر یافتند در مقررات ذیل موافقت حاصل نمودند :

مادهٔ اول

بین ایران و مصر و اتباع مملکتین صلح با دوام و دوستی کامل برقرار خواهد بود

مادهٔ دوم

نمایندگان سیاسی هر يك از طرفین معظمین متعاهدین و کلیهٔ اعضاء هیئت نمایندگی آنها که جزو مأمورین سیاسی باشند در خاک طرف متعاهد دیگر بشرط معاملهٔ متقابله از امتیازات و احترامات و معافیت های نمایندگان و مأمورین سیاسی دول دیگر بهره مند میگرددند .

مادهٔ سوم

هر يك از طرفین معظمین متعاهدین حق خواهد داشت که در مملکت معاهد دیگر ژنرال قونسول و قونسول و ویس قونسولهای کاربری تعیین نماید مشارالبهم در پایتخت و در شهرهای عمده که معمولاً این قبیل مأمورین مجاز باقامت هستند توقف خواهند نمود بهلاوه هر يك از طرفین معظمین متعاهدین پس از اینکه قبلاً جلب موافقت طرف دیگر را نموده حق خواهد داشت که خارج از مأمورین کاربری قونسول و ویس قونسول یا نمایندگان قونسولی افتخاری که در شهرهای مذکوره در فوق اقامت خواهند نمود معین نماید مأمورین مزبور را بهیچوجه نمیتوان از اهالی مملکت متوقف فیها انتخاب نمود نمایندگان کاربری و افتخاری هر يك از طرفین که موافق ترتیب دارای اکرکواتور باشند بشرط معاملهٔ متقابله کاملاً از مزایای افتخاری و معافیت هائی که بموجب حقوق عمومی بین المللی مقرر است بهره مند خواهند گردید .

ماده چهارم

اتباع هر يك از طرفين معظمين متعاهدين براي دخول و اقامت در خاک طرف متعاهد ديگر آزادي تام خواهند داشت و بالنتيجه ميتوانند در مملكت طرف متعاهد ديگر با رعايت قوانين و نظامات جاريه آن رفت و آمد و مسافرت و توقف و اقامت نمايند

اتباع هر يك از طرفين متعاهدين مثل اتباع داخله راجع به شخص و اموال و حقوق و منافع خود ر طبق حقوق عمومي بين المللي از حمايت و امنيت كامل بهره مند خواهند گرديد ولي اين مسئله مانع حق اخراج كه بر طبق قواعد و معمول حقوق عمومي بين المللي بطور انفرادي مجري گردد نخواهد بود .

ماده پنجم

اتباع هر يك از طرفين معظمين متعاهدين حق خواهند داشت درخاک طرف متعاهد ديگر بهر قسم صنعت يا تجارت و بهر نوع كسب و حرفه اشتغال ورزند سواي حرف و مشاغلي كه بموجب قوانين مملكتي مختص اتباع داخله است و كليه اتباع خارجه از آن مستثني هستند و سواي كسب يا تجارتي كه مشمول انحصار دولتي يا انحصاري است كه از طرف دولت داده شده . اتباع هر يك از دولتین حق خواهند داشت با رعايت قوانين و نظامات مملكت متوقف فيها و بهمان شرايطي كه براي اتباع دولت كامله الوداد معمول است اموال منقول يا غير منقول خريداري و تملك و تصرف نمايند اموال اتباع مزبور را چنانكه اموال اتباع داخله نمي توان از تصرف آنها خارج يا آنها را از تمتع از اموال خود حتى بطور موقت محروم نمود مگر بعلتي كه قانوناً مربوط بمصالح عمومي باشد و در صورتيكه غرامت اموال تاديه گردد .

ماده ششم

اتباع هر يك از طرفين معظمين متعاهدين در خاک طرف متعاهد ديگر مثل اتباع داخله در امور جزائي و حقوقی و تجارتي و اداري و مالياتي و غيره تابع قوانين و احكام و مقررات و نظامات مملكتي و همچنين تابع مقامات قضائي هستند كه مختص اتباع داخله است در موضوع احوال شخصيه چنانچه يكي از طرفين دعوى بمقامات قضائي كه قانوناً ذي صلاحيت باشند رجوع نمايند مقامات قضائي مزبوره بموجب قواعد حقوق بين المللي قوانين ملي طرف متعاهد ديگر را مجري خواهند داشت

مقررات فوق بوظايفي كه بموجب رسوم بين المللي معمولاً در قسمت سجل احوال راي قونسولها شناخته شده و نیز بحق حكمت دوستانه آنها لطفه وارد نمي سازد.

ماده هفتم

اتباع هر يك از طرفين معظمين متعاهدين در خاک طرف متعاهد ديگر از هر گونه تكليف شخصي يا بيگاري يا تحيلات نظامي و همچنين از ادای هر قسم هدايای ملي و قرصه‌های اجباري و مالياتهای استثنائي كه بواسطه احتياجات نظامي تحمیل شده باشد معاف ميباشند

ماده هشتم

طرفين معظمين متعاهدين موافقت مینمایند كه در اسرع اوقات قرار داد های قونسولي و گمركي و تجارتي كه مبني بر تساوی كامل حقوق طرفين باشد منعقد نمایند.

ماده نهم

این قرار داد در مدت پنجسال مجري خواهد بود چنانچه يكي از طرفين معظمين متعاهدين شش ماه قبل از انتضای پنج سال فسخ آنرا بطرف متعاهد ديگر اعلام ننماید پس از انتضای پنج سال و در هر موقع فسخ آن ممكن خواهد بود بشرط آنكه شش ماه قبل از وقت اعلام شود.

ماده دهم

این قرارداد بتصویب خواهد رسید و نسخ مصوبه در اسرع اوقات ممکنه در طهران مبادله خواهد شد.

ماده یازدهم

این قرارداد از تاریخ مبادله نسخ مصوبه بموقع اجرا گذارده خواهد شد.

ماده دوازدهم

این قرارداد در دو نسخه بفارسی و عربی و فرانسه تحریر میشود در صورت بروز اختلاف متن فرانسه معتبر خواهد بود.
 بناء علیهذا اختیار داران طرفین معظمین متعهدین این عهد نامه را امضاء و بمهر خود مهور نمودند.

در طهران در تاریخ ۲۸ نوامبر ۱۹۲۸ ۷ آذرماه ۱۳۰۷ تحریر شد.

پاک روان حسن نشأت

پروتکل الحاقیه

(۱) این عهد نامه بهیچوجه بمقررات قرار داد موقتی که بین طرفین معظمین متعهدین در تاریخ ۱۲ مه ۱۹۲۲ منعقد گردیده خللی وارد نمیسازد

(۲) راجع بکارهائیکه قبل از اجرای این عهد نامه بر طبق قواعد جاریه بمقامات قضائی ارجاع گردیده فقط مقامات مزبوره صلاحیت رسیدگی و صدور حکم را خواهند داشت.

در طهران بتاريخ ۲۸ نوامبر ۱۹۲۸ ۷ آذرماه ۱۳۰۷

پاک روان حسن نشأت

N^o 2127. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ET D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LE ROYAUME D'ÉGYPTE ET L'EMPIRE DE PERSE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 28 NOVEMBRE 1928.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTE, également animés du désir sincère de fortifier encore davantage l'amitié existant entre leurs deux États se sont résolus, en attendant la conclusion de conventions consulaire, douanière et commerciale, à conclure un traité tendant à consacrer les modalités de leurs relations amicales et ont, à cet effet, désigné comme leurs plénipotentiaires, d'une part,

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence Fatoullah Khan PAKREVAN, gérant de son Ministère des Affaires étrangères ;
d'autre part,

SA MAJESTY LE ROI D'ÉGYPTE :

Son Excellence Hassan NACHAT Pacha, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Téhéran ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix durable et amitié profonde entre l'Empire de Perse et le Royaume d'Égypte, ainsi qu'entre les citoyens des deux États.

Article II.

Les représentants diplomatiques de chacune des Hautes Parties contractantes, ainsi que tout le personnel de leur mission faisant partie du Corps diplomatique, jouiront à charge de réciprocité sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes privilèges, honneurs et immunités que les représentants et agents diplomatiques des autres Puissances.

Article III.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de nommer auprès de l'autre État des consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière, qui résideront soit dans la capitale, soit dans les principales villes où de pareils agents étrangers sont généralement admis à résider.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2127 — TREATY OF FRIENDSHIP AND ESTABLISHMENT BETWEEN THE KINGDOM OF EGYPT AND THE PERSIAN EMPIRE. SIGNED AT TEHERAN, NOVEMBER 28, 1928.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT, being equally and sincerely desirous of strengthening still further the friendship existing between their two States, have resolved, pending the conclusion of consular, Customs and commercial conventions, to conclude a treaty laying down the principles on which their friendly relations shall be based, and have to this end appointed as their Plenipotentiaries, of the one part,

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Fatullah Khan PAKREVAN, Head of His Ministry of Foreign Affairs ; of the other part,

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

His Excellency Hassan NASHAT Pasha, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Teheran ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I

There shall be lasting peace and profound friendship between the Persian Empire and the Kingdom of Egypt, and between the citizens of the two States.

Article II.

The diplomatic representatives of each of the High Contracting Parties, as well as all the staff of their missions belonging to the Diplomatic Corps, shall enjoy in the territory of the other Party, subject to reciprocity, the same privileges, honours and immunities as the diplomatic representatives and agents of other Powers.

Article III.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to appoint in the other State consuls-general, consuls, and vice-consuls de *carrière*, who shall reside either in the capital or in the chief towns where such foreign agents are generally permitted to reside.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura, en outre, après avoir obtenu au préalable l'agrément de l'autre pays, le droit de nommer, en dehors des fonctionnaires de carrière, des consuls, vice-consuls ou agents consulaires honoraires, qui résideront dans les susdites villes et ne pourront en aucun cas être choisis parmi les ressortissants de l'Etat où ils résident.

Les agents des deux catégories, régulièrement munis de l'exequatur, jouiront respectivement, sous condition d'une parfaite réciprocité, des privilèges honorifiques et immunités consacrés par le droit commun international.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront entière liberté d'accès et d'établissement sur le territoire de l'autre Partie. Ils pourront en conséquence y aller, venir et circuler librement, y séjourner et s'y établir, en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans le pays.

Ils jouiront, à l'égal des nationaux, de la plus constante protection et sécurité quant à leurs personnes, biens, droits et intérêts, conformément au droit commun international.

La présente disposition ne fait pas obstacle au droit d'expulsion, exercé par mesure individuelle suivant les règles et la pratique du droit commun international.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit d'exercer sur le territoire de l'autre Partie toute espèce d'industrie ou de commerce, ainsi que tous métiers ou professions quelconques, qui ne sont pas réservés par les lois du pays aux seuls nationaux, à l'exclusion de tous autres étrangers ou qui ne sont pas l'objet d'un monopole d'Etat ou d'un monopole concédé par l'Etat.

Ils auront le droit, en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans le pays de leur résidence, d'y acquérir des biens meubles et immeubles, de les posséder et d'en disposer, le tout dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation a plus favorisée. Ils ne pourront, à l'égal des nationaux, être expropriés de leurs biens, ou privés même temporairement de la jouissance de leurs biens, que pour cause légalement reconnue d'utilité publique, et moyennant indemnité.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre seront soumis, dans les mêmes conditions que les nationaux, à la législation territoriale : lois, décrets, arrêtés et règlements, en matière criminelle, civile, commerciale, administrative, fiscale, ou autres ainsi qu'aux juridictions réservées aux nationaux.

En matière de statut personnel, celles desdites juridictions légalement compétentes appliqueront, d'après les règles du droit international, la législation nationale des parties, dans le cas où elles seraient saisies par l'une des parties en litige.

Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte aux attributions généralement reconnues aux consuls par les usages internationaux en manière d'état civil, ainsi qu'à leur droit de juridiction gracieuse.

Article VII.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exemptés sur le territoire de l'autre Partie de toute obligation personnelle, corvée ou prestation d'ordre militaire, ainsi que de tous dons nationaux, emprunts forcés et contributions exceptionnelles imposées par des besoins militaires.

Each of the High Contracting Parties shall further have the right, after obtaining the consent of the other country, to appoint, in addition to officials *de carrière*, honorary consuls, vice-consuls or consular agents, who shall reside in the aforesaid towns; these officials may in no case be nationals of the State in which they reside.

Agents of both categories, duly furnished with an *exequatur*, shall respectively enjoy, subject to full reciprocity, the honorary privileges and immunities prescribed by ordinary international law.

Article IV.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have full freedom of access and establishment in the territory of the other Party. They may therefore come and go and move about freely therein, and remain and settle there, provided they comply with the laws and regulations in force in the country.

They shall enjoy, on the same footing as nationals, the most constant protection and security for their persons, property, rights and interests, in conformity with ordinary international law.

The present clause shall not affect the right to take measures of expulsion in individual cases according to the rules and practice of ordinary international law.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, have the right to engage in any kind of industry or commerce and in all trades or professions which are not reserved by the laws of the country for nationals alone to the exclusion of all foreigners, and which are not subject to a State monopoly or monopoly granted by the State.

On condition of compliance with the laws and regulations in force in the country in which they reside, they shall have the right to acquire, possess and dispose of movable and immovable property on the same conditions as nationals of the most favoured nation. Like nationals, they may only be expropriated or deprived, even temporarily, of the enjoyment of their property, for reasons legally recognised to be of public utility, and on payment of compensation.

Article VI.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall be amenable, on the same conditions as nationals, to the local legislation — laws, decrees, orders and regulations in criminal, civil, commercial, administrative, fiscal, or other matters, — and to the Courts reserved to nationals.

In matters of personal status, such of the said Courts as are legally competent shall apply the national legislation of the parties according to the rules of international law in the event of the case being laid before them by one of the parties to the dispute.

The foregoing provisions shall not affect the prerogatives generally recognised to consuls by international usage in matters of civil status, or their right of non-contentious jurisdiction.

Article VII.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other Party from any personal obligation, service or requisition of a military nature, and from all national gifts, forced loans, and exceptional contributions imposed for military reasons.

Article VIII

Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord pour conclure dans le plus bref délai des conventions consulaire, douanière et commerciale basées sur la parfaite égalité des droits entre les deux pays.

Article IX.

Le présent traité restera en vigueur pour une durée de cinq ans. S'il n'est pas dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes six mois avant l'expiration de la première période de cinq ans, il pourra, les cinq ans écoulés, être dénoncé en tout temps avec un préavis de six mois.

Article X.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Téhéran le plus tôt que faire se pourra.

Article XI.

Le présent traité entrera en vigueur à partir de l'échange des instruments de ratification.

Article XII.

Le présent traité est rédigé en deux exemplaires, en persan, arabe et français. En cas de différend, le texte français fait foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Téhéran, le 28 novembre 1928.

(Signé) F. PAKREVAN.

(Signé) Hassan NACHAT.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

I.

Le présent traité n'affecte en rien les dispositions de l'Accord provisoire conclu entre les Hautes Parties contractantes le 12 mai 1923.

II.

Les affaires dont ont été régulièrement saisies les juridictions d'après les règles en force avant la mise en vigueur du présent traité resteront, de leur compétence exclusive jusqu'au jugement définitif.

Fait à Téhéran, le 28 novembre 1928.

(Signé) F. PAKREVAN.

(Signé) Hassan NACHAT.

Article VIII.

The High Contracting Parties agree to conclude as soon as possible consular, Customs, and commercial conventions based on perfect equality of rights between the two countries.

Article IX.

The present Treaty shall remain in force for a period of five years. If not denounced by either of the High Contracting Parties six months before the expiration of the first period of five years, it may, after the lapse of the said five years, be denounced at any time upon six months' notice.

Article X.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Teheran as soon as possible.

Article XI.

The present Treaty shall enter into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

Article XII.

The present Treaty is drafted in duplicate in Persian, Arabic and French texts. In case of dispute, the French text shall be regarded as authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, November 28, 1928.

(Signed) F. PAKREVAN.

(Signed) Hassan NASHAT.

ADDITIONAL PROTOCOL.

I.

The present Treaty shall not affect the Stipulations of the Provisional Agreement concluded between the High Contracting Parties on May 12, 1923.

II.

Cases which have been regularly brought before the Courts according to the rules in force before the entry into force of the present Treaty shall remain subject to their exclusive jurisdiction until final judgment has been passed.

Done at Teheran, November 28, 1928.

(Signed) F. PAKREVAN.

(Signed) Hassan NASHAT.

**GRANDE-BRETAGNE
ET DANEMARK**

Echange de notes comportant un Accord concernant la reconnaissance des certificats de navigation délivrés respectivement par le Gouvernement danois et par le Gouvernement de Hongkong pour les navires à passagers. Copenhague, les 9 mai, 1^{er} août et 12 décembre 1928, et 15 avril et 11 juin 1929.

**GREAT BRITAIN
AND DENMARK**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Recognition of Passenger Steamer Certificates issued by the Danish Government and by the Hongkong Government, respectively. Copenhagen, May 9, August 1st and December 12, 1928, and April 15 and June 11, 1929.

N^o 2128. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET DANOIS COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA RECONNAISSANCE DES CERTIFICATS DE NAVIGATION DÉLIVRÉS RESPECTIVEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DANOIS ET PAR LE GOUVERNEMENT DE HONGKONG POUR LES NAVIRES A PASSAGERS. COPENHAGUE, LES 9 MAI, 1^{er} AOUT ET 12 DÉCEMBRE 1928, ET 15 AVRIL ET 11 JUIN 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 août 1929.

I.

BRITISH LEGATION.

COPENHAGEN, May 9, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform you that His Britannic Majesty has issued an Order in Council under Section 284 of the Merchant Shipping Act, providing for the recognition of the Hongkong foreign going passenger steamer certificate as equivalent to those issued in Great Britain, and that the Hongkong Government have requested that foreign countries might be approached with a view to granting similar recognition to that which is accorded to the British Board of Trade Certificate.

As you are aware, the Danish Government is one of the Governments with which His Majesty's Government has an agreement on the subject resulting from a note addressed by the Danish Minister in London to the Secretary of State for Foreign Affairs on November 19, 1907, and the reply thereto dated December 30 of the same year.

In these circumstances I am directed by Sir Austen Chamberlain to approach Your Excellency with a view to securing that the competent Danish authorities should give to passenger steamer certificates issued by the Hongkong Government the same recognition as they accord to those issued by the Board of Trade.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Thomas HOHLER.

Son Excellence

M. le docteur L. Moltesen,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1929.

Georg Cohn,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

¹ En vigueur à partir du 1^{er} juillet 1929.

No. 2128. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE BRITISH AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECOGNITION OF PASSENGER STEAMER CERTIFICATES ISSUED BY THE DANISH GOVERNMENT AND BY THE HONGKONG GOVERNMENT RESPECTIVELY. COPENHAGEN, MAY 9, AUGUST 1 AND DECEMBER 12, 1928, AND APRIL 15, AND JUNE 11, 1929.

French and English official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 19, 1929.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

COPENHAGUE, le 9 mai 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que Sa Majesté britannique a promulgué, en vertu de la section 284 de la loi sur la marine marchande, un Ordre en Conseil prescrivant que les certificats délivrés à Hongkong pour les navires à passagers se rendant à l'étranger seraient considérés comme équivalents aux certificats délivrés en Grande-Bretagne ; le Gouvernement de Hongkong a demandé que des démarches soient faites auprès des pays étrangers pour que ceux-ci accordent la même validité à ce certificat que celle qui est reconnue au certificat du Board of Trade britannique.

Le Gouvernement danois est l'un des gouvernements avec lesquels le Gouvernement de Sa Majesté a conclu à ce sujet un accord, résultant d'une note adressée, le 19 novembre 1907, par le ministre du Danemark à Londres au secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, ainsi que de la réponse à cette note, qui porte la date du 30 décembre de la même année.

Dans ces conditions, je suis chargé par sir Austen Chamberlain de demander à Votre Excellence si les autorités danoises compétentes seraient disposées à reconnaître aux certificats délivrés par le Gouvernement de Hongkong pour les navires à passagers la même validité qu'aux certificats délivrés par le Board of Trade.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Thomas HOHLER.

Son Excellence

M. le docteur L. Moltesen,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² In force as from July 1, 1929.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 1^{er} août 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note du 9 mai dernier vous avez bien voulu me demander si le Gouvernement danois serait disposé à accorder aux certificats de navigation délivrés par le Gouvernement à Hongkong pour les navires à passagers la même validité que les certificats délivrés par le Board of Trade.

Après en avoir saisi le Ministère royal de l'Industrie, du Commerce et de la Navigation, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement danois serait disposé à accorder aux certificats susmentionnés délivrés par le Gouvernement de Hongkong pour les navires à passagers la même validité que les certificats délivrés par le Board of Trade à condition que le Gouvernement de Hongkong reconnaisse les certificats de navigation délivrés par les autorités danoises pour les navires à passagers comme ayant la même validité que ceux délivrés par lui.

En me permettant de vous transmettre deux exemplaires des certificats danois, je vous saurai gré de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement de Hongkong serait disposé de son côté à reconnaître la validité des certificats de navigation pour navires à passagers délivrés par les autorités compétentes danoises.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Sir Thomas Hohler,
Ministre de Sa Majesté britannique.

(Signé) L. MOLTESEN.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1929.

Georg Cohn,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

III.

BRITISH LEGATION.

COPENHAGEN, December 12, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to refer to Your Excellency's note of August 1 last informing His Majesty's Minister that, on a basis of reciprocity, the Royal Danish Government would give to passenger certificates issued by the Hongkong Government the same recognition as they accord to those issued by the Board of Trade. I have the honour to inform Your Excellency that my Government desire me to inform the Royal Danish Government that the Hongkong Government are prepared to grant reciprocal recognition to the passenger certificates of all those countries whose certificates are accepted by the Board of Trade.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) E. Millington DRAKE.

Son Excellence
M. le Docteur L. Moltesen,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1929.

Georg Cohn,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, August 1, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a note of May 9 last you were good enough to enquire whether the Danish Government would be prepared to give to passenger steamer certificates issued by the Hongkong Government the same recognition as they accord to those issued by the Board of Trade.

I have the honour, after reference to the Royal Ministry of Industry, Commerce and Navigation, to inform you that the Danish Government is prepared to give to the above-mentioned passenger steamer certificates issued by the Hongkong Government the same recognition as they accord to Board of Trade certificates provided that the Hongkong Government will accord reciprocal recognition to the passenger steamer certificates issued by the Danish authorities.

I take the liberty of enclosing two copies of the Danish certificates and should be obliged if you would be good enough to inform me whether the Hongkong Government would be prepared on its part to recognise the validity of the passenger steamer certificates issued by the competent Danish authorities.

I avail myself of this opportunity, M. le Ministre, to renew the assurance of my highest consideration.

(Signed) L. MOLTESEN.

Sir Thomas Hohler,
His Britannic Majesty's Minister.

III.

LÉGATION BRITANNIQUE.

COPENHAGUE, le 12 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la note, en date du 1^{er} août dernier, par laquelle Votre Excellence a informé le ministre de Sa Majesté que, sous condition de réciprocité, le Gouvernement royal danois reconnaîtrait aux certificats de navigation délivrés aux navires à passagers par le Gouvernement de Hongkong la même validité qu'aux certificats émanant du Board of Trade. J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement m'a chargé d'informer le Gouvernement royal danois que le Gouvernement de Hongkong est disposé à reconnaître, à titre de réciprocité, la validité des certificats susmentionnés de tous les pays dont les certificats sont acceptés par le Board of Trade.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) E. Millington DRAKE.

Son Excellence
M. le Docteur L. Moltesen
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 15 avril 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de M. Millington Drake du 12 décembre dernier, d'où il ressort qu'il y a accord entre le Gouvernement danois et le Gouvernement à Hongkong d'accorder aux certificats de navigation délivrés respectivement par le Gouvernement danois et par le Gouvernement à Hongkong pour les navires à passagers la reconnaissance, respectivement, en Danemark et à Hongkong.

Après en avoir saisi les autorités compétentes danoises, je me permets de proposer que cet arrangement soit mis en vigueur à partir du 1^{er} juillet prochain, et je vous prie de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement à Hongkong est d'accord à ce sujet. Les autorités danoises prendront en ce cas les mesures nécessaires afin de faire exécuter les clauses de l'arrangement à partir de la date indiquée.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) L. MOLTESEN.

Monsieur A. F. Yencken,
Chargé d'Affaires
de Sa Majesté britannique.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1928.

Georg Cohn,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

V.

BRITISH LEGATION.

COPENHAGEN, June 11, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Dr. Moltesen's note P. J. II of April 15 last, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform Your Excellency that the Government of Hongkong accept the suggestion that the Agreement between the Royal Danish Government and the Government of Hongkong for the mutual recognition of passenger ship certificates should come into force as from July 1 next.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Thomas HOHLER.

His Excellency
Dr. P. Munch
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1929.

Georg Cohn,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *April 15, 1929.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of Mr. Millington Drake's note of December 12 last, the contents of which show that the Danish Government and the Hongkong Government agree that mutual recognition should be given in Denmark and Hongkong to passenger steamer certificates issued by the Hongkong and Danish Governments, respectively.

After reference to the competent Danish authorities, I would suggest that this arrangement should come into force as from July 1 next, and I would request you to be good enough to inform me whether the Hongkong Government agree to the suggestion. If so, the Danish authorities will take the necessary steps to give effect to the arrangement from the date in question.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Chargé d'Affaires, to renew the assurance of my highest consideration.

(Signed) L. MOLTESEN.

M. A. F. Yencken,
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires.

V.

LÉGATION BRITANNIQUE.

COPENHAGUE, *le 11 juin 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la note P. J. II. en date du 15 avril dernier, émanant du D^r Moltesen, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa majesté aux Affaires étrangères, d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Hongkong accepte la proposition prévoyant la mise en vigueur, à partir du 1^{er} juillet prochain, de l'accord intervenu entre le Gouvernement royal danois et le Gouvernement de Hongkong au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de navires à passagers.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Thomas HOHLER.

Son Excellence
M. le D^r P. Munch
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

N° 2129.

ALLEMAGNE ET PAYS-BAS

Arrangement provisoire concernant
la navigation aérienne, signé à La
Haye, le 24 juillet 1922, avec
protocole additionnel, signé à La
Haye, le 17 août 1928.

GERMANY AND THE NETHERLANDS

Provisional Agreement regarding
Air Navigation, signed at The
Hague, July 24, 1922, with
Additional Protocol, signed at The
Hague, August 17, 1928.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 2129. — VOORLOOPIGE SCHIKKING TUSSEN NEDERLAND EN DUITSCHLAND INZAKE LUCHTVERKEER¹, GETEEKEND TE GRAVENHAGE DEN 24 JULI 1922.

Textes officiels néerlandais et allemand communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 22 août 1929.

DAAR DE NEDERLANDSCHE EN DE DUITSCHE REGEERING VOORNEMENS ZIJN EEN VOORLOOPIGE SCHIKKING INZAKE HET LUCHTVERKEER TE SLUITEN, ZIJN DE ONDERGETEEKENDEN :

Zijne Excellentie Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Minister van Buitenlandsche Zaken van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en

Zijne Excellentie Freiherr H. LUCIUS VON STOEDTEN, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van het Duitse Rijk te 's-Gravenhage ;

Daartoe door hunne Regeeringen behoorlijk gemachtigd, het volgende overeengekomen :

Artikel 1.

Elk der contracteerende Staten verleent voor vreedstijd aan luchtvaartuigen van den anderen contracteerenden Staat, welke in dezen laatsten Staat volgens de voorschriften zijn ingeschreven, het recht van vreedzaam luchtverkeer boven zijn gebied, mits de bepalingen van deze schikking worden nageleefd.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 4 juillet 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2129. — VORLÄUFIGES ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEN NIEDERLANDEN UND DEUTSCHLAND ÜBER DEN LUFTVERKEHR, GEZEICHNET IM HAAG, AM 24. JULI 1922.

Dutch and German official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place August 22, 1929.

Da DIE NIEDERLÄNDISCHE UND DIE DEUTSCHE REGIERUNG EIN VORLÄUFIGES ABKOMMEN ÜBER DEN LUFTVERKEHR ZU SCHLIESSEN BEABSICHTIGEN, HABEN DIE UNTERZEICHNETEN :

Seine Excellenz Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Ihrer Majestät der Königin der Niederlande, und

Seine Excellenz Freiherr H. LUCIUS VON STOEDTEN, Ausser-ordentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister des Deutschen Reichs im Haag ;

mit gehöriger Ermächtigung ihrer Regierungen, Folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Jeder Vertragsstaat gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates, die in diesem vorschriftsmässig zugelassen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Vorschriften das Recht zum unschädlichen Luftverkehr über seinem Gebiet.

¹ The exchange of ratifications took place at The Hague, July 4, 1929.

In deze schikking worden onder "gebied" medebegrepen de territoriale wateren; onder luchtvaartuigen worden alleen verstaan particuliere luchtvaartuigen.

Artikel 2.

De grenzen van de beide contracteerende Staten kunnen, behoudens nadere regeling, op ieder punt worden overgevlogen.

Artikel 3.

De beide contracteerende Staten kunnen het luchtverkeer over bepaalde gedeelten van hun gebied verbieden.

De gedeelten van het gebied, waarboven het luchtverkeer in verband met het voorgaande verboden wordt, zullen aan den anderen contracteerenden Staat worden medegedeeld.

Artikel 4.

Elk luchtvaartuig, hetwelk boven een verboden gebied geraakt, moet het noodsignaal geven, dat voorgeschreven is door den Staat binnen welks grenzen het zich bevindt en zal onmiddellijk landen op een luchtvaartterrein, dat in dien Staat buiten het verboden gebied gelegen is.

Artikel 5.

Tot de luchtvaartterreinen, welke voor het openbaar luchtverkeer zijn opengesteld, hebben de luchtvaartuigen van beide Staten toegang.

Na het binnenkomen in en vóór het verlaten van een der beide contracteerende Staten mag de eerste landing en de laatste opstijging slechts plaats hebben op en van een voor het openbaar verkeer opengesteld luchtvaartterrein, waar gelegenheid bestaat voor het verrichten van douaneformaliteiten en wel zonder dat tusschen de grens en het luchtvaartterrein een tussenlanding wordt gemaakt.

In bijzondere gevallen kan met toestemming van de bevoegde autoriteit de eerste landing en de laatste opstijging ook geschieden op en van andere plaatsen, waar gelegenheid bestaat tot het verrichten van douaneformaliteiten. Het verbod tot het doen van tussenlandingen is ook hierop van toepassing.

Als Gebiet im Sinne dieses Abkommens gelten auch die Territorialgewässer, als Luftfahrzeuge nur Privatluftfahrzeuge.

Artikel 2.

Die Grenzen beider Vertragsstaaten können vorbehaltlich anderer Regelung an jedem Punkt überflogen werden.

Artikel 3.

Beide Vertragsstaaten können den Luftverkehr über gewissen Teilen ihres Gebiets verbieten. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr demgemäss verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Artikel 4.

Jedes Luftfahrzeug, das über ein verbotenes Gebiet gerät, hat das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und unverzüglich auf einem ausserhalb des verbotenen Gebiets gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Artikel 5.

Dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehende Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich.

Ein- und Ausflug nach und von einem der beiden Vertragsstaaten dürfen nur nach und von einem dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughafen, der Gelegenheit zur Zollabfertigung bietet, und zwar ohne Zwischenlandung zwischen Grenze und Flughafen, erfolgen.

Im Einzelfall kann mit behördlicher Genehmigung Ein- und Ausflug auch nach und von anderen Plätzen erfolgen, die Gelegenheit zur Zollabfertigung bieten. Das Verbot von Zwischenlandungen gilt auch hier.

Ieder der contracteerende Staten verstrekt aan den andere een opgave van de op het oogenblik van het ondertekenen van het contract voor het openbaar luchtverkeer opengestelde luchtvaartterreinen, uit welke opgave tevens blijkt, waar de gelegenheid bestaat tot het verrichten van douaneformaliteiten.

Iedere verandering in deze opgave en iedere, zij het ook tijdelijke beperking van de bruikbaarheid van die luchtvaartterreinen dient aan den anderen contracteerenden Staat onmiddellijk te worden bekend gemaakt.

Artikel 6.

De luchtvaartuigen moeten voorzien zijn van een duidelijk en zichtbaar kenmerk, waaruit tijdens de vlucht hun identiteit kan worden vastgesteld.

De luchtvaartuigen moeten voorzien zijn van bewijsstukken en verdere bescheiden, welke in hun land voor het luchtverkeer zijn voorgescreven.

De leden van de bemanning — dit zijn alle personen, die zich in het luchtvaartuig bevinden, met uitzondering van de passagiers — moeten van de in hun land voorgeschreven bewijsstukken voorzien zijn, voor zoover zij in een luchtvaartuig werkzaamheden verrichten, waartoe in hun land vergunning wordt geeischt; de overige leden der bemanning moeten zijn voorzien van bescheiden, waaruit hun werkkring aan boord, hun beroep, hunne identiteit en hunne nationaliteit blijkt.

De ten behoeve van de luchtvaartuigen en van de bemanning door een der contracteerende Staten voor het luchtverkeer uitgereikte of erkende bewijzen hebben in den anderen Staat gelijke geldigheid als de overeenkomstige door den laatsten Staat uitgereikte of erkende bewijzen.

Iedere contracteerende Staat behoudt zich het recht voor ten aanzien van het luchtverkeer binnen zijn gebied de bewijzen van geschiktheid, welke aan zijn onderdanen door den anderen contracteerenden Staat zijn uitgereikt, niet te erkennen.

Artikel 7.

De bemanning en de passagiers moeten, onverminderd het bepaalde in artikel 6, voorzien zijn van bescheiden, welke volgens de voor het verkeer tusschen de beide landen geldende algemeene voorschriften geeischt worden, voor zoover daaromtrent niets anders is bepaald.

Jeder Vertragsstaat teilt dem anderen ein Verzeichnis der zurzeit dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen mit aus dem zugleich ersichtlich ist, wo sich Gelegenheit zur Zollabfertigung bietet.

Jede Veränderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsstaat unverzüglich anzuzeigen.

Artikel 6.

Luftfahrzeuge müssen deutliche und sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen.

Luftfahrzeuge müssen mit den im Heimatland für den Luftverkehr vorgeschriebenen Ausweisen und sonstigen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung — das sind alle im Luftfahrzeuge befindlichen Personen ausser den Fluggästen — müssen, soweit sie eine im Heimatland von besonderer Erlaubnis abhängige Tätigkeit im Luftfahrzeug ausüben, mit den im Heimatland für den Luftverkehr vorgeschriebenen Ausweisen versehen sein; sonstige Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit dartun.

Die den Luftfahrzeugen und der Besatzung in einem Vertragsstaate für den Luftverkehr ausgestellten oder anerkannten Ausweise haben im anderen Vertragsstaate dieselbe Gültigkeit, wie die von diesem ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Ausweise.

Jeder Vertragsstaat behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den an seine Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Fähigkeitsausweisen die Anerkennung zu versagen.

Artikel 7.

Besatzung und Fluggäste müssen, unbeschadet der Vorschriften des Artikels 6, mit den Ausweisen versehen sein, die nach den im zwischenstaatlichen Uebergangsverkehr geltenden allgemeinen Bestimmungen verlangt werden, soweit nicht etwas anderes bestimmt wird.

Artikel 8.

De luchtvaartuigen van den eenen contracteerenden Staat mogen in het gebied van den anderen contracteerenden Staat slechts in zooverre voorzien zijn van radio-inrichtingen, als dat in de beide contracteerende Staten is toegestaan. Een zoodanige inrichting mag slechts bediend worden door leden der bemanning, die voorzien zijn van een bijzonder vergunningsbewijs, daartoe door de Regeering van hun land uitgereikt.

Beide contracteerende Staten behouden zich voor, om redenen van veiligheid, regelingen te treffen aangaande verplichte uitrusting van luchtvaartuigen met toestellen voor draadloze overbrenging van berichten.

Artikel 9.

De luchtvaartuigen, hunne bemanningen en passagiers mogen geen wapenen, munitie, vergiftige gassen of ontplofbare stoffen vervoeren of medevoeren; postduiven en fotografische- en cinematografische toestellen mogen slechts worden vervoerd of medegevoerd met vergunning van de bevoegde autoriteit van den Staat, in welks gebied het luchtvaartuig zich bevindt.

Artikel 10.

Luchtvaartuigen, welke personen en goederen vervoeren, moeten voorzien zijn van een passagierslijst, manifest van lading alsook van de vereischte douanebescheiden.

Mocht bij de aankomst van een vliegtuig blijken, dat geen overeenstemming bestaat tusschen het manifest en de vervoerde goederen, dan kan de douane-autoriteit van de plaats van aankomst zich met de bevoegde douane-autoriteit in den anderen contracteerenden Staat in verbinding stellen.

Het vervoer van de post kan door afzonderlijke overeenkomsten rechtstreeks tusschen de postadministraties van de beide contracteerende Staten worden geregeld.

Artikel 11.

Binnen het gebied van ieder der contracteerende Staten kunnen door de bevoegde autoriteit

Artikel 8.

Luftfahrzeuge des einen Vertragsstaates dürfen im Gebiete des anderen Vertragsstaates nur insoweit mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wie dies in beiden Vertragsstaaten gestattet ist. Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis des Heimatstaates dazu mit sich führen. Beide Vertragsstaaten behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vereinbarungen über pflichtmässige Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu treffen.

Artikel 9.

Luftfahrzeuge, ihre Besatzungen und Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase oder Sprengstoffe weder befördern noch sonst mit sich führen, Brieftauben sowie Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis der zuständigen Behörde desjenigen Staates, in dessen Luftgebiet sich das Fahrzeug befindet.

Artikel 10.

Luftfahrzeuge, die Fluggäste und Sachen mit sich führen, müssen mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste, einem Verzeichnis über Art und Menge der Sachen sowie den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeugs eine Unstimmigkeit zwischen Ladungsverzeichnis und mitgeführten Sachen, so kann die Zollbehörde des Ankunfthafens sich mit der zuständigen Zollbehörde des anderen Vertragsstaates unmittelbar in Verbindung setzen.

Mitnahme von Post kann durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt werden.

Artikel 11.

Jeder Vertragsstaat kann in seinem Gebiet die Luftfahrzeuge des anderen Staates in allen

de luchtvaartuigen van den anderen Staat te allen tijde bij vertrek en aankomst worden onderzocht en de voorgeschreven bescheiden en verdere documenten worden nagezien.

Artikel 12.

Ieder der contracteerende Staten heeft het recht het vervoer als bedrijf van personen en goederen tegen betaling uit en naar zijn gebied alsook daarbinnen aan bijzondere voorschriften te onderwerpen.

Het vervoer als bedrijf van personen of goederen tusschen twee punten, binnen het eigen Staatsgebied gelegen, kan ten behoeve van de eigen vliegtuigen worden voorbehouden.

De inrichting van afgebakende luchtroutes zoowel als de exploitatie van geregelde luchtverbindingen over het gebied van een der contracteerende Staten heen, kunnen van bijzondere toestemming afhankelijk worden gesteld.

Artikel 13.

Als ballast mag slechts fijn zand en water worden uitgeworpen.

Artikel 14.

Gedurende de vlucht mogen andere voorwerpen of stoffen dan ballast slechts worden uitgeworpen of op andere wijze verwijderd, indien de Staat, in wiens gebied de handeling plaats vindt, daartoe een bijzondere vergunning heeft gegeven.

Artikel 15.

Beide contracteerende Staten zullen elkander wederkeerig alle voor het luchtverkeer binnen hun gebied geldende voorschriften mededeelen.

Artikel 16.

Elk der contracteerende Staten kan deze schikking te allen tijde met een termijn van drie maanden opzeggen.

Echter behoudt elk der beide contracteerende Staten zich het recht voor in buitengewone omstandigheden het luchtverkeer over zijn

Fällen bei Abflug und Landung behördlich untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen.

Artikel 12.

Jeder Vertragsstaat ist berechtigt, die gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Sachen aus und nach seinem Gebiet, sowie innerhalb desselben besonderen Vorschriften zu unterwerfen.

Gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Sachen zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebiets kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Einrichtung gekennzeichnete Luftlinien, sowie Betrieb flugplanmässiger Luftverbindungen über das Gebiet eines Vertragsstaates hinweg können von besonderer Genehmigung abhängig gemacht werden.

Artikel 13.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 14.

Unterwegs dürfen ausser Ballast andere Sachen oder Stoffe nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, in dessen Gebiet die Handlung vorgenommen wird, eine besondere Erlaubnis dazu erteilt hat.

Artikel 15.

Beide Vertragsstaaten werden sich gegenseitig alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiet massgebenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 16.

Jeder Vertragsstaat kann dieses Abkommen zu jedem Zeitpunkt mit einer Frist von drei Monaten kündigen.

Jedoch behält sich jeder Vertragsstaat das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen den Luftverkehr über seinem Gebiete mit soforti-

gebied te beperken dan wel geheel of gedeeltelijk te verbieden, welken maatregel zij onmiddellijk in werking kunnen doen treden.

ger Wirkung einzuschränken oder ganz oder teilweise zu verbieten.

Artikel 17.

Deze schikking zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te 's-Gravenhage worden uitgewisseld. Zij treedt in werking op den dag waarop de akten van bekrachtiging worden uitgewisseld.

Ten blijke hiervan hebben de ondergeteekenden deze schikking van hunne handteekening en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage den 24sten Juli 1922 in duplo in de Nederlandsche en in de Duitsche taal.

V. KARNEBEEK.

V. LUCIUS.

AANVULLINGSPROTOCOL

BIJ DE VORLOOPIPE SCHIKKING TUSSEN NEDERLAND EN DUITSCHLAND INZAKE LUCHTVERKEER VAN 24 JULI 1922.

DE NEDERLANDSCHE EN DE DUITSCHE REGERINGEN hebben besloten, de tusschen haar op 24 Juli 1922 gesloten voorloopige schikking inzake luchtverkeer in onderstaanden zin te wijzigen en aan te vullen :

Artikel 1.

De eerste zin van artikel 8 wordt vervangen door de twee volgende zinnen :

“ De luchtvaartuigen mogen alleen dan voorzien zijn van inrichtingen voor draadlooze overbrenging van berichten, wanneer zij daarvoor eene bijzondere vergunning hebben ontvangen van den Staat, welks nationaliteit de luchtvaartuigen bezitten.

Het gebruik van eene zoodanige inrichting boven het gebied van een der contracteerende partijen is onderworpen aan de daarvoor in dien Staat geldende bepalingen.”

Artikel 17.

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst im Haag ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten dieses Abkommen unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen im Haag am 24. Juli 1922 in doppelter Ausfertigung in holländischer und in deutscher Sprache.

V. KARNEBEEK.

V. LUCIUS.

ZUSATZPROTOKOLL

ZU DEM VORLÄUFIGEN ABKOMMEN ZWISCHEN DEN NIEDERLANDEN UND DEUTSCHLAND ÜBER DEN LUFTVERKEHR VON 24. JULI 1922.

DIE NIEDERLÄNDISCHE UND DIE DEUTSCHE REGIERUNG haben beschlossen, das zwischen ihnen am 24.7.1922 abgeschlossene vorläufige Abkommen über den Luftverkehr in folgender Weise abzuändern und zu ergänzen :

Artikel 1.

In Artikel 8 treten an Stelle von Satz 1 nachstehende zwei Sätze :

« Die Luftfahrzeuge dürfen nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wenn sie eine besondere Erlaubnis ihres Heimatstaates hierfür erhalten haben.

Für die Benutzung solchen Geräts über dem Gebiet eines der vertragschliessenden Teile sind die in diesem Staat hierfür geltenden Bestimmungen massgebend. »

Artikel 2.

De luchtvaartuigen, welke tot een der contracteerende partijen behooren, hunne bemanning en hunne passagiers zijn, wanneer zij zich in het gebied van de andere contracteerende partij bevinden, onderworpen aan de verplichtingen, welke voortvloeien uit de in dezen Staat geldende bepalingen, in het bijzonder aan de voorschriften, betreffende het luchtverkeer in het algemeen, voor zoover deze op alle vreemde luchtvaartuigen zonder onderscheid van nationaliteit worden toegepast, voorts aan de voorschriften nopens douane- en andere rechten, uit- en invoerverboden, vervoer van personen en goederen, alsmede nopens de openbare veiligheid en orde.

Zij zijn bovendien onderworpen aan de andere verplichtingen, voortvloeiende uit de algemeene van kracht zijnde wetgeving, tenzij in deze schikking anders is bepaald.

Artikel 3.

Dit aanvullingsprotocol vormt een deel van de voorloopige schikking tusschen Nederland en Duitschland in zake luchtverkeer van 24 Juli 1922 en treedt tegelijk daarmede in werking.

Gedaan, in tweevoud, in de Nederlandsche en in de Deutsche taal, te 's-Gravenhage, den 17den Augustus 1928.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

GRAF JULIUS VON ZECH-BURKERSRODA.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteils, ihre Besatzung und ihre Fluggäste unterliegen, während sie sich im Gebiete des anderen Vertragsteils befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle, andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern sowie über die öffentliche Sicherheit und Ordnung.

Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieses Abkommen nichts anderes vorsieht.

Artikel 3.

Dieses Zusatzprotokoll bildet einen Bestandteil des vorläufigen Abkommens zwischen den Niederlanden und Deutschland über den Luftverkehr vom 24.7.1922 und tritt gleichzeitig mit diesem in Kraft.

Geschehen im Haag am 17. August 1928, in doppelter Ausfertigung in niederländischer und deutscher Sprache.

¹ TRADUCTION.

N^o 2129. — ARRANGEMENT PRO-
VISOIRE ENTRE L'ALLEMAGNE
ET LES PAYS-BAS, CONCER-
NANT LA NAVIGATION AÉ-
RIENNE. SIGNÉ A LA HAYE,
LE 24 JUILLET 1922.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE
GOUVERNEMENT ALLEMAND ayant l'intention
de conclure un arrangement provisoire concer-
nant la navigation aérienne, les soussignés :

S. Exc. le Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK,
ministre des Affaires étrangères de Sa
Majesté la Reine des Pays-Bas ; et

S. E. le Baron H. Lucius VON STOEDTEN,
envoyé extraordinaire et ministre pléni-
potentiaire du Reich allemand à La Haye ;

Dûment autorisés par leurs gouvernements,
sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Chacun des Etats contractants accorde en
temps de paix aux aéronefs de l'autre Etat con-
tractant, régulièrement enregistrés dans ledit
Etat, la liberté de passage inoffensif au-dessus
de son territoire, à condition qu'ils observent les
prescriptions contenues dans le présent arrange-
ment.

Au sens du présent arrangement, le terme
« territoire » vise également les eaux territoriales
et le terme « aéronefs » ne désigne que les aéronefs
privés.

Article 2.

Jusqu'à nouvel ordre, il sera permis de sur-
voler les frontières des deux Etats contractants,
en n'importe quel point.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2129. — PROVISIONAL AGREE-
MENT BETWEEN GERMANY
AND THE NETHERLANDS,
REGARDING AIR NAVIGATION.
SIGNED AT THE HAGUE, JULY
24, 1922.

THE NETHERLANDS and GERMAN GOVERN-
MENTS desiring to conclude a Provisional Agree-
ment relating to air navigation, the undersigned :

His Excellency Jonkheer H. A. VAN
KARNEBEEK, Minister for Foreign Affairs
of Her Majesty the Queen of the Nether-
lands ; and

His Excellency Freiherr H. Lucius VON
STOEDTEN, Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of the German
Reich at The Hague ;

Being duly authorised by their Govern-
ments, have agreed as follow :

Article 1.

Each of the Contracting States, shall, in time
of peace, accord freedom of innocent passage
over its territory to aircraft of the other Con-
tracting State duly registered therein, provided
that the stipulations of the present Agreement
are observed.

For the purposes of the present Agreement,
the term " territory " shall include territorial
waters and the term " aircraft " shall mean
private aircraft only.

Article 2.

Unless otherwise provided by agreement, the
frontiers between the Contracting States may
be flown over at any point.

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

Article 3.

Chacun des Etats contractants aura le droit d'interdire le survol de certaines zones de son territoire. Les zones dont le survol sera interdit en vertu de la présente disposition, devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

Article 4.

Tout aéronef qui se trouve accidentellement au-dessus d'une zone interdite sera tenu de donner le signal de détresse prévu dans le règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé et d'atterrir sans délai dans l'un des aéroports dudit Etat situés en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs des deux Etats pourront utiliser les aéroports ouverts à l'usage public.

Le départ et l'atterrissage à destination et en provenance de l'un des deux Etats contractants ne pourront avoir lieu que dans un aéroport ouvert à l'usage public et permettant de procéder aux formalités de douane ; le vol ne doit comporter aucun atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aéroport.

Dans des cas exceptionnels, le départ et l'atterrissage pourront, avec l'assentiment des autorités, s'effectuer également sur d'autres terrains où il y a possibilité de procéder à l'accomplissement des formalités de douane. L'interdiction relative aux atterrissages intermédiaires s'applique également dans ce cas.

Chaque Etat contractant communiquera à l'autre une liste des aéroports ouverts actuellement à l'usage public ; la liste fera également ressortir les endroits où il y a possibilité de procéder à l'accomplissement des formalités de douane.

Toute modification de cette liste et toute restriction, même temporaire, apportée à l'usage d'un de ces aéroports, devront être notifiées immédiatement à l'autre Etat contractant.

Article 6.

Les aéronefs devront porter des marques distinctes et visibles, permettant de les identifier en cours de vol.

Article 3.

Either Contracting Party may prohibit flight over certain areas of its territory. Areas over which flight is thus prohibited, shall be notified to the other Contracting Party.

Article 4.

Every aircraft which finds itself over a prohibited area must give the signal of distress provided in the air navigation regulations of the State flown over and shall land without delay at the nearest aerodrome, situated outside the prohibited area, in the State in question.

Article 5.

Aerodromes which are open to public use shall be available to the aircraft of either State.

Arrivals from and departures for the territory of a Contracting State may only take place at an aerodrome open to public use, provided with facilities for Customs inspection ; no intermediate landing may take place between the frontier and the aerodrome.

The competent authorities may, in particular cases, authorise an aircraft to land or take off at another aerodrome provided with facilities for Customs inspection. The prohibition against landing between the frontier and the aerodrome shall also apply in such cases.

Each Contracting State shall communicate to the other State a schedule of aerodromes in its territory which are open at the time to public use ; this list shall also specify the aerodromes at which there are facilities for Customs inspection.

Any change in this schedule and any restriction, even of a temporary character, of the right to utilise any aerodrome, must be notified without delay to the other Contracting State.

Article 6.

Aircraft must be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified in flight.

Les aéronefs devront être munis des certificats et autres pièces prescrits pour la navigation aérienne dans leur Etat d'origine.

Les membres de l'équipage, c'est-à-dire toutes les personnes qui se trouvent dans l'aéronef en dehors des passagers, devront, s'ils remplissent dans l'aéronef des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans l'Etat d'origine, être munis des certificats prescrits dans cet Etat pour la navigation aérienne ; les autres membres de l'équipage devront être pourvus de pièces indiquant leur occupation à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats délivrés ou reconnus dans l'un des Etats contractants pour les aéronefs et leurs équipages, auront, dans l'autre Etat contractant, la même validité que les certificats correspondants, délivrés ou reconnus par ce dernier Etat.

Chacun des Etats contractants se réserve le droit de refuser de reconnaître, pour la navigation aérienne à l'intérieur de son territoire, les certificats de capacité délivrés à ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 7.

L'équipage et les passagers devront, sans préjudice des prescriptions de l'article 6, être munis des pièces requises par les dispositions générales applicables au passage des frontières entre les deux Etats, à moins qu'un régime différent n'ait été institué par la suite.

Article 8.

Les aéronefs de chacun des Etats contractants ne pourront, à l'intérieur des frontières de l'autre Etat contractant, être munis d'un appareil de radiocommunication que dans la mesure où les dispositions en vigueur dans les deux Etats contractants les y autorisent. L'appareil de radiocommunication ne pourra être manœuvré que par des membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale de l'Etat d'origine. Les deux Etats contractants se réservent le droit de conclure, pour des raisons de sécurité, des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils de radiocommunication à bord des aéronefs.

Aircraft must carry any certificates or other documents required for air navigation in the country to which they belong.

Members of the crew — that is to say, all persons not including passengers — performing duties for the exercise of which a special licence is required in their country of origin, must carry the certificates laid down for air navigation in the said country ; other members of the crew must carry certificates indicating their duties on board the aircraft, their profession, identity and nationality. ~~LES~~

Certificates issued or approved by one of the Contracting States for the aircraft or the crew shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding documents issued or approved by the latter State.

For the purpose of flights within its own territory either Contracting State has the right to refuse to recognise the certificates of competency issued to nationals of the said State by the other Contracting State.

Article 7.

Except as otherwise provided by agreement, and without prejudice to the provisions of Article 6, the crew and passengers must carry the documents prescribed in the general regulations in force for international traffic.

Article 8.

Aircraft of either Contracting Party when in the territory of the other Party shall not carry apparatus for the transmission of radiotelegraphic messages except in so far as this is lawful in both the Contracting States. Such apparatus may only be used by members of the crew provided with a special licence issued for the purpose by their State of origin. Either Contracting Party shall be entitled, on grounds of safety, to conclude arrangements regarding the compulsory equipment of aircraft with apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages.

Article 9.

Il est interdit aux aéronefs, à leurs équipages et à leurs passagers de transporter, comme cargaison ou autrement, des armes, munitions, gaz toxiques ou explosifs ; les pigeons voyageurs et les appareils photographiques ne pourront être emportés qu'avec une autorisation de l'autorité compétente de l'Etat dans le domaine aérien duquel se trouve l'aéronef.

Article 10.

Les aéronefs qui transportent des passagers et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des passagers, d'une liste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations de douane réglementaires.

Si l'on constate, à l'arrivée d'un aéronef, qu'il n'y a pas concordance entre le manifeste de chargement et les marchandises transportées, les autorités douanières de l'aéroport d'arrivée pourront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport du courrier postal pourra être réglé directement, par des accords spéciaux, entre les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 11.

Chacun des Etats contractants pourra, sur son territoire, procéder dans tous les cas à la visite officielle, au départ et à l'atterrissage, des aéronefs de l'autre Etat et vérifier les certificats et autres pièces prescrites.

Article 12.

Chacun des Etats contractants aura le droit de soumettre à des réglementations spéciales le transport commercial de personnes ou de marchandises en provenance ou à destination de son territoire, ainsi que dans les limites de son territoire.

Le transport commercial de personnes ou de marchandises entre deux points situés dans les limites du territoire de chaque Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Article 9.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, poisonous gases or explosives as cargo or otherwise and may only convey carrier pigeons or photographic or cinematographic apparatus with the permission of the competent authority of the State in the air territory of which the aircraft happens to be.

Article 10.

Aircraft which carry passengers or articles must be provided with a nominal roll of the passengers, and a list specifying the nature and quantity of articles carried, together with the necessary Customs declarations.

Should it be discovered on the arrival of an aircraft that there is a discrepancy between the above list and the articles carried, the Customs authorities of the aerodrome of arrival may communicate direct with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carrying of mails may be arranged direct between the postal administrations of the two Contracting States by means of special agreements.

Article 11.

Each of the Contracting States may, in its own territory and in all circumstances, have the aircraft of the other Contracting State officially inspected on arrival or departure and the certificates and other documents verified.

Article 12.

Each Contracting State shall be entitled to issue special regulations governing the commercial transport of persons and articles from, to and within its territory.

Each Contracting State shall be entitled to reserve to its national aircraft the commercial transport of both persons and articles between two points within its own territory.

L'établissement de voies aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des deux Etats contractants; pourront être subordonnés à une autorisation spéciale.

Article 13.

Il est interdit de lancer d'un aéronef du lest autre que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

Il est interdit de jeter ou de décharger, en cours de route, des objets ou des matières autres que du lest, sauf autorisation spéciale accordée à cet effet par l'Etat sur le territoire duquel a lieu ladite opération.

Article 15.

Les deux Etats contractants se communiqueront réciproquement tous les règlements applicables sur leur territoire à la navigation aérienne.

Article 16.

Chaque Etat contractant pourra dénoncer la présente Convention en tout temps, moyennant préavis de trois mois.

Toutefois, chaque Etat contractant se réserve le droit, en cas de circonstances exceptionnelles, de prendre des mesures, dont l'effet sera immédiat, pour restreindre la circulation aérienne au-dessus de son territoire ou l'interdire entièrement ou en partie.

Article 17.

Le présent arrangement sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à La Haye, aussitôt que possible. L'arrangement entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

The organisation of the said airways and the operation of regular air communications in transit across the territory of the other Contracting State may be made conditional upon a special agreement.

Article 13.

No ballast other than fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 14.

No articles or substances whatever may be thrown or dropped from an aircraft in flight except ballast, unless special permission has been given for this purpose by the State flown over.

Article 15.

The Contracting Parties shall reciprocally notify one another of all regulations governing air traffic in force in their respective territories.

Article 16.

Either Contracting State may denounce the present Agreement at any moment at three months' notice.

Each Contracting Party reserves the right, in exceptional circumstances, to impose restrictions with immediate effect, on flight over its own territory, or to prohibit such flight either wholly or partially.

Article 17.

The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at The Hague as soon as possible. The Agreement shall come into force on the date on which the instruments of ratification are exchanged.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leur sceau.

Fait à La Haye, le 24 juillet 1922, en double expédition, en langue hollandaise et en langue allemande.

(Signé) VAN KARNEBEEK.

(Signé) VON LUCIUS.

In faith whereof, the undersigned have signed the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at The Hague, in duplicate, on July 24, 1922, in the Dutch and German languages.

(Signed) VAN KARNEBEEK.

(Signed) VON LUCIUS.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A L'ARRANGEMENT PROVISOIRE DU 24 JUILLET 1922 ENTRE LES PAYS-BAS ET L'ALLEMAGNE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ont décidé de modifier et de compléter comme suit l'arrangement provisoire sur la navigation aérienne qu'ils ont conclu le 24 juillet 1922.

Article premier.

A l'article 8, la première phrase est remplacée par les deux phrases suivantes :

« Les aéronefs ne pourront être munis d'appareils de radiocommunication que s'ils ont obtenu à cet effet une autorisation spéciale de leur Etat d'origine.

« L'utilisation de ces appareils au-dessus du territoire de l'une des Parties contractantes, est régie par les règlements pertinents de cet Etat. »

Article 2.

Les aéronefs de chaque Partie contractante, leur équipage et leurs passagers, pendant qu'ils se trouvent dans le territoire de l'autre Partie contractante, sont soumis aux obligations résultant des règlements en vigueur dans ce dernier Etat, et notamment aux dispositions concernant la navigation aérienne en général, pour autant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, ainsi qu'aux dispositions relatives aux droits de douane, aux autres taxes, aux prohibitions d'exportation et

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE PROVISIONAL AGREEMENT BETWEEN THE NETHERLANDS AND GERMANY REGARDING AIR NAVIGATION DATED JULY 24, 1922.

THE NETHERLANDS and GERMAN GOVERNMENTS have decided to modify and complete as follows the Provisional Agreement relating to Air Navigation concluded between them on July 24, 1922 :

Article 1.

Sentence 1 of Article 8 shall be replaced by the two following sentences :

“ Aircraft shall only carry apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages if they have obtained a special licence issued for the purpose by their State of origin.

The use of such apparatus by aircraft flying over the territory of either of the Contracting Parties shall be governed by the regulations in force in that State.”

Article 2.

Aircraft belonging to either of the Contracting Parties, and their passengers and crew shall, while they are in the territory of the other Contracting Party, be required to comply with the regulations in force at the time in the latter State, and in particular with the regulations relating to air navigation in general (in so far as these apply to all foreign aircraft without distinction of nationality) and also with the regulations relating to Customs and other duties, import and export prohibitions, the

d'importation, au transport de personnes et de marchandises, et enfin aux dispositions concernant l'ordre et la sécurité publiques.

Sauf disposition contraire de l'arrangement, ils sont également soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Article 3.

Le présent protocole additionnel forme partie intégrante de l'Arrangement provisoire du 24 juillet 1922 entre les Pays-Bas et l'Allemagne concernant la navigation aérienne ; il entrera en vigueur en même temps que cet arrangement.

Fait à La Haye, le 17 août 1928, en double expédition, en langue néerlandaise et en langue allemande.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Comte JULIUS VON ZECH-BURKERSRODA.

transport of persons and goods, and public safety and order.

They are also required to comply with the existing general legal provisions, except as otherwise provided in the present Agreement.

Article 3.

The present Additional Protocol shall form an integral part of the Provisional Agreement between the Netherlands and Germany relating to Air Navigation of July 24, 1922, and shall come into force simultaneously with it.

Done at The Hague, in duplicate, on August 17, 1928, in the Dutch and German languages.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Count JULIUS VON ZECH-BURKERSRODA.

N° 2130.

FRANCE ET PANAMA

Accord concernant le tarif des imprimés. Signé à Panama, le 15 août 1924.

FRANCE AND PANAMA

Agreement regarding the Tariff for Printed Matter. Signed at Panama, August 15, 1924.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 2130. — ACCORD¹ ENTRE LA FRANCE ET LE PANAMA CONCERNANT LE TARIF DES IMPRIMÉS. SIGNÉ A PANAMA, LE 15 AOUT 1924.

N^o 2130. — CONVENIO¹ ENTRE FRANCIA Y PANAMA SOBRE LA TARIFA QUE HA DE APLICARSE Á LOS IMPRESOS. FIRMANDO EN PANAMA, EL 15 DE AGOSTO DE 1924.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 24 août 1929.

French and Spanish official texts communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place August 24, 1929.

Les soussignés, Eusebio A. MORALES, secrétaire d'Etat aux Finances et Trésor, chargé du Secrétariat des Relations extérieures de la République de Panama, et Emmanuel NEUVILLE, chargé d'affaires *ad interim* de la République française, chevalier de la Légion d'honneur, dûment autorisés à cet effet ;

Vu l'article 23, paragraphe 2, de la Convention postale universelle² signée à Madrid, le 30 novembre 1920,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les imprimés de toute nature expédiés de France à destination de Panama seront soumis aux taxes et conditions d'admission applicables dans le service intérieur français aux imprimés non périodiques, savoir :

Poids maximum : 3 kg. (que l'envoi comporte un seul volume ou plusieurs) ;

Los infrascritos, Eusebio A. MORALES, Secretario de Hacienda y Tesoro, encargado de la Secretaría de Relaciones Exteriores de la República de Panamá, y Emmanuel NEUVILLE, Encargado de Negocios interino de la República Francesa, Caballero de la Legión de Honor, debidamente autorizados para este efecto :

Con vista del artículo 23, párrafo 2^o de la Convención² Postal Universal, firmada en Madrid el 30 de Noviembre de 1920,

Han convenido en lo que sigue :

Artículo 1^o.

Los impresos *de toda clase* enviados de Francia con destino a Panamá, estarán sometidos a las tarifas y condiciones de admisión aplicables en el servicio interior francés a los impresos, no periódicos, a saber :

Peso máximo : 3 kilogramos (tenga el envío uno o varios volúmenes) ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 15 mai 1929.

² Vol. III, pages 267-270 ; vol. VII, page 362 ; vol. XI, page 364 ; vol. XV, page 282 ; vol. XIX, page 266 ; vol. XXIV, page 144 ; et vol. XXVII, page 414, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, May 15, 1929.

² Vol. III, pages 267-270 ; Vol. VII, page 362 ; Vol. XI, page 364 ; Vol. XV, page 282 ; Vol. XIX, page 266 ; Vol. XXIV, page 144 ; and Vol. XXVII, page 414, of this Series.

Dimensions : Les mêmes que celles fixées par la Convention postale de Madrid (article 6, paragraphe 6) ;

Tarif d'affranchissement : 0 fr. 05 jusqu'à 50 grammes ; 0 fr. 15 par 100 grammes ou fraction de 100 grammes en sus.

Dimensiones : Las mismas que las fijadas por la Convención Postal de Madrid (artículo 6º, párrafo 6º) ;

Tarifa de franqueo : 5 céntimos hasta 50 gramos ; 15 céntimos de 50 a 100 gramos, y en adelante 15 céntimos por cada 100 gramos o fracción excedente.

Article 2.

Artículo 2º.

Les imprimés de toute nature expédiés de Panama à destination de la France, seront soumis aux taxes et conditions d'admission applicables à ces objets dans le service intérieur panaméen, savoir :

Poids maximum : 2 kg. ;

Dimensions : les mêmes que celles fixées par la Convention postale de Madrid (article 6, paragraphe 6) ;

Tarif d'affranchissement : 2 centimes jusqu'à 25 grammes, et au-dessus, 1 centime par 25 grammes ou fraction de 25 grammes.

Los impresos de cualquier clase enviados de Panamá con destino a Francia estarán sometidos a las tarifas y condiciones de admisión aplicables a estos objetos en el servicio interior panameño, a saber :

Peso máximo : 2 kilogramos ;

Dimensiones : Las mismas que las fijadas por la convención Postal de Madrid (Artículo 6º, párrafo 6º) ;

Tarifa de franqueo : 2 céntimos por los primeros veinticinco (25) gramos, y en adelante un (1) céntimo por cada veinticinco (25) gramos o fracción excedente.

Article 3.

Artículo 3º.

En dehors des dispositions spéciales faisant l'objet des articles 1 et 2 ci-dessus, les envois dont il s'agit demeurent soumis à la réglementation stipulée à l'égard des imprimés par les Conventions et Arrangements de l'Union postale universelle.

Fuera de las disposiciones especiales que son objeto de los artículos 1º y 2º, antes citados, los envíos de que se trata estarán sujetos a la réglementation estipulada, en cuanto a los impresos, por las Convenciones y Tratados de la Unión Postal Universal.

Article 4.

Artículo 4º.

Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à la date qui sera ultérieurement fixée par les Administrations postales des deux pays, après que la promulgation en aura été faite, conformément aux lois de chacun des deux pays.

Le présent arrangement demeurera en vigueur trois mois après le préavis donné par l'une des Parties contractantes à l'autre de son intention de le dénoncer.

El presente Convenio será ratificado y las ratificaciones serán cambiadas en París tan pronto como sea posible, y entrará en vigor en la fecha que se determinará ulteriormente por las Administraciones de Correos de los dos países después que se haga la promulgación en conformidad con las leyes de cada uno de los dos países,

El presente Convenio permanecerá en vigor hasta tres meses después de la fecha en que una de las partes notifique a la otra su intención de renunciarlo.

Fait en double exemplaire (avec textes français et espagnol chaque) à Panama, le quinze août mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) NEUVILLE.
(Signé) Eusebio A. MORALES.

Hecho en dos ejemplares (español y francés ambos) en la ciudad de Panamá el día quince del mes de Agosto del año de mil novecientos veinticuatro.

(Firmado) Eusebio A. MORALES.
(Firmado) NEUVILLE.

Copie certifiée conforme :

*Pour le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
(Signé) Carré.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2130. — AGREEMENT BETWEEN FRANCE AND PANAMA,
REGARDING THE TARIFF FOR PRINTED MATTER. SIGNED AT
PANAMA, AUGUST 15, 1924.

The undersigned, Eusebio A. MORALES, Finance Minister, agent for the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Panama, and Emmanuel NEUVILLE, acting Chargé d'Affaires of the French Republic, Chevalier de la Légion d'Honneur, being duly authorised for this purpose ;

In view of Article 23, paragraph 2, of the Universal Postal Convention signed at Madrid on November 30, 1920,

Have agreed as follows :

Article I.

Printed matter of all kinds sent from France to Panama shall be subject to the entry charges and conditions applied in the French internal administration to printed matter other than periodicals :

Maximum weight : 3 kg. (whether the consignment consists of a single volume or of several) ;

Dimensions : As fixed by the Madrid Postal Convention (Art. 6, paragraph 6) ;

Postal rates : 5 centimes up to 50 grammes ; 15 centimes per 100 grammes or fraction of 100 grammes upwards.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Printed matter of all kinds sent from Panama to France shall be subject to the entry charges and conditions applied in Panama in the internal administration :

Maximum weight : 2 kg. ;

Dimensions : As fixed by the Madrid Postal Convention (Art. 6, paragraph 6) ;

Postal rate : 2 centimos up to 25 grammes, 1 centimo per 25 grammes or fraction of 25 grammes upwards.

Article 3.

Apart from the special provisions in Articles 1 and 2 above, the consignments in question shall remain subject to regulations laid down regarding printed matter by the Convention and Agreements of the Universal Postal Union.

Article 4.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications thereof exchanged at Paris as soon as possible.

It shall come into force on a date to be fixed later by the Postal Administrations of the two countries, after promulgation in conformity with the laws of both countries.

The present Agreement shall remain in force three months after one of the Contracting Parties has given notice to the other of its intention to denounce it.

Done in duplicate (each with French and Spanish texts) at Panama on August the fifteenth, one thousand nine hundred and twenty-four.

(Signed) NEUVILLE.

(Signed) Eusebio A. MORALES.

N° 2131.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, ainsi que sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, avec protocole additionnel. Signés à Bruxelles, le 28 mars 1925.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Convention concerning Territorial Jurisdiction, Bankruptcy and the Authority and Execution of Judgments, Arbitral Awards, and Notarial Acts, with Additional Protocol. Signed at Brussels, March 28, 1925.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 2131. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS SUR LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE TERRITORIALE, SUR LA FAILLITE, AINSI QUE SUR L'AUTORITÉ ET L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES, DES SENTENCES ARBITRALES ET DES ACTES AUTHENTIQUES. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 28 MARS 1925.

N^o 2131. — VERDRAG ¹ TUSSCHEN BELGIË EN NEDERLAND BETREFFENDE DE TERRITORIALE RECHTERLIJKE BEVOEGDHEID, BETREFFENDE HET FAILLISSEMENT EN BETREFFENDE HET GEZAG EN DE TENUITVOERLEGGING VAN RECHTERLIJKE BESLISSINGEN, VAN SCHEIDSRECHTERLIJKE UITSPRAKEN EN VAN AUTHENTIEKE AKTEN, GE-TEEKEND TE BRUSSEL, DEN 28 MAART 1925.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} septembre 1929.

French and Dutch official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place September 1, 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes concernant la compétence judiciaire territoriale, la faillite, ainsi que l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. A GODDYN, président de Chambre à la Cour de Cassation ;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, het nut erkennende om in gemeen overleg eenige eenvormige regelen vast te stellen betreffende de territoriale rechterlijke bevoegdheid, betreffende het faillissement en betreffende het gezag en de tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten, en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Mr. B. C. J. LODER, Rechter in het Permanente Hof van Internationale Justitie ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 4 juillet 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at The Hague, July 4, 1929.

M. Paul LECLERCQ, premier avocat général à la Cour de Cassation ;
 M. V. KINON, directeur général au Ministère de la Justice ; et
 M. M. COSTERMANS, directeur général au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. B.-C.J.- LODER, juge à la Cour permanente de Justice internationale ;
 M. J.-Ph. SUYLING, professeur à l'Université d'Utrecht ; et
 M. J. KOSTERS, conseiller à la Haute-Cour de Justice des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

DE LA COMPÉTENCE TERRITORIALE.

Article premier.

1. En matière civile et en matière commerciale, les Belges dans les Pays-Bas et les Néerlandais en Belgique sont régis par les mêmes règles de compétence que les nationaux.

2. L'article 127 du Code de procédure civile néerlandais n'est pas applicable aux défenseurs belges et l'article 53 de la loi belge du 25 mars 1876 n'est pas applicable aux défenseurs néerlandais.

Article 2.

Sous réserve pour chaque Etat d'apprécier la capacité d'agir devant ses tribunaux, les personnes civiles constituées conformément à la législation de l'un des deux Etats et y ayant leur siège, ainsi que les corporations, associations ou communautés qui, suivant la législation de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ont le droit d'ester en justice, seront considérées pour l'application des règles de compétence territoriale comme ressortissants dudit Etat et y ayant leur domicile.

Mr. J. Ph. SUYLING, Hoogleeraar aan de Universiteit te Utrecht ; en
 Mr. J. KOSTERS, Raadsheer in den Hoogen Raad der Nederlanden ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

den Heer A. GODDYN, Voorzitter eener Kamer bij het Verbrekingshof ;
 den Heer Paul LECLERCQ, Eerste Advocaat-Generaal bij het Verbrekingshof ;
 den Heer V. KINON, Directeur-Generaal aan het Departement van Justitie ; en
 den Heer M. COSTERMANS, Directeur-Generaal aan het Departement van Buitenlandsche Zaken,

Die, na wederzijdsche mededeeling van hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen :

TITEL I.

VAN DE TERRITORIALE BEVOEGDHEID.

Artikel 1.

1. In burgerlijke zaken en in handelszaken zijn de Belgen in Nederland en de Nederlanders in België onderworpen aan dezelfde competentieregels als de eigen onderdanen.

2. Artikel 127 van het Nederlandsche wetboek van burgerlijke rechtsvordering is niet toepasselijk op Belgische gedaagden en artikel 53 van de Belgische wet van 25 Maart 1876 is niet toepasselijk op Nederlandsche gedaagden.

Artikel 2.

Onder voorbehoud voor elken Staat van het recht om hunne bevoegdheid te beoordeelen om voor zijne gerechten op te treden, zullen rechtspersonen, welke opgericht zijn overeenkomstig de wetgeving van een van beide Staten en er hunnen zetel hebben, alsmede lichamen, vereenigingen of gemeenschappen, die volgens de wetgeving van de eene of van de andere der contracteerende partijen bevoegd zijn in rechte op te treden, beschouwd worden, wat betreft de toepassing van de voorschriften nopens de territoriale bevoegdheid, als onderdanen van genoemden Staat en als hebbende aldaar hunne woonplaats.

Article 3.

1. Sauf les exceptions et modifications établies ou à établir par l'une des deux législations nationales, ainsi que par les conventions internationales, le défendeur sera assigné devant le juge de son domicile dans les Pays-Bas ou en Belgique ou, à défaut d'un tel domicile, devant le juge de sa résidence dans les Pays-Bas ou en Belgique.

2. Dans les Pays-Bas, le défendeur peut être assigné devant le juge du demandeur, si en vertu des lois des deux pays, de la présente convention, ou des conventions internationales conclues par les Pays-Bas, il n'existe aucun autre tribunal compétent. En Belgique, le défendeur peut être assigné devant le juge du demandeur, si en vertu des lois des deux pays, de la présente convention ou des conventions internationales conclues par la Belgique, il n'existe aucun autre tribunal compétent.

Article 4.

En matière mobilière (personnelle), civile ou commerciale, le demandeur peut saisir de la contestation le juge du lieu où l'obligation est née, a été ou doit être exécutée.

Article 5.

1. Lorsqu'un domicile attributif de juridiction a été élu dans l'un des deux pays pour l'exécution d'un acte, les juges du lieu du domicile élu sont seuls compétents pour connaître des contestations relatives à cet acte, sauf les exceptions et modifications établies ou à établir par l'une des deux législations nationales ainsi que par les conventions internationales.

2. Si le domicile n'a été élu qu'en faveur de l'une des parties contractantes, celle-ci conserve le droit de saisir tout autre juge compétent.

3. Tout industriel ou commerçant, toute société civile ou commerciale de l'un des deux pays qui établit dans l'autre une succursale, une agence ou un établissement similaire, sera con-

Artikel 3.

1. Behoudens de uitzonderingen en wijzigingen, vastgesteld of alsnog vast te stellen in een van beide nationale wetgevingen, of in de internationale verdragen, zal de verweerder worden gedagvaard voor den rechter van zijne woonplaats in Nederland of in België of, bij ontbreken van eene zoodanige woonplaats, voor den rechter van zijne verblijfplaats in Nederland of in België.

2. In Nederland kan de verweerder worden gedagvaard voor den rechter van den eischer, indien er krachtens de wetten der beide landen, van het onderhavige verdrag of van internationale verdragen, door Nederland gesloten, geen enkele andere bevoegde rechter bestaat. In België kan de verweerder worden gedagvaard voor den rechter van den eischer, indien er krachtens de wetten der beide landen, van het onderhavige verdrag of van internationale verdragen, door België gesloten, geen enkele andere bevoegde rechter bestaat.

Artikel 4.

In persoonlijke, hetzij burgerlijke, hetzij handelszaken, kan de eischer het geschil brengen voor den rechter van de plaats waar de verbintenis is ontstaan, is uitgevoerd of moet worden uitgevoerd.

Artikel 5.

1. Wanneer, ter bevestiging van de betrekkelijke bevoegdheid eens rechters, voor eene bepaalde zaak woonplaats is gekozen in een der beide landen, zijn alleen de rechters van de plaats, waar woonplaats gekozen is, bevoegd om kennis te nemen van de geschillen met betrekking tot die zaak, behoudens de uitzonderingen en wijzigingen, vastgesteld of alsnog vast te stellen in een der beide nationale wetgevingen of bij de internationale verdragen.

2. Wanneer de woonplaats slechts gekozen is ten behoeve van een van de contracterende partijen, behoudt deze het recht om zich te wenden tot elken anderen bevoegden rechter.

3. Elke fabrikant of handelaar, elke burgerlijke of handelsvennootschap van een der beide landen, die in het andere land een bijkantoor, agentschap of eene gelijksoortige instelling

sidéré, comme ayant élu domicile pour le jugement de toutes les contestations concernant la succursale, l'agence ou l'établissement, au lieu où ceux-ci ont leur siège.

Article 6.

1. Les tribunaux de l'un des Etats contractants renvoient, si l'une des parties le demande, devant les tribunaux de l'autre pays les contestations dont ils sont saisis, quand ces contestations y sont déjà pendantes ou quand elles sont connexes à d'autres contestations soumises à ces tribunaux. Ne peuvent être considérées comme connexes que les contestations qui procèdent de la même cause ou portent sur le même objet.

2. Le juge devant lequel la demande originaire est pendante connaît des demandes en garantie, des demandes en intervention et des demandes incidentes, ainsi que des demandes reconventionnelles, à moins qu'il ne soit incompétent à raison de la matière.

Article 7.

Si, en cas de saisie-arrêt, la partie saisie n'a ni domicile, ni résidence dans aucun des deux pays, le tribunal du lieu de la saisie-arrêt est compétent pour connaître de l'existence de la créance, à moins qu'il ne soit incompétent à raison de la matière et sauf le cas de litispendance. Il l'est également pour statuer sur la demande en validité ou en main-levée.

Article 8.

Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par les législations néerlandaise ou belge peuvent, en cas d'urgence, être requises des autorités de chacun des deux pays, quel que soit le juge compétent pour connaître du fond.

opricht, zal beschouwd worden als hebbende voor de berechting van alle geschillen betreffende dat bijkantoor, agentschap of instelling, woonplaats gekozen ter plaatse, waar deze hunnen zetel hebben.

Artikel 6.

1. De gerechten van een der contracteerende Staten verwijzen, wanneer een der partijen het vraagt, de geschillen waarmede men zich tot hen gewend heeft, naar de gerechten van het andere land, wanneer deze geschillen daar reeds aanhangig zijn, of wanneer zij verknocht zijn aan andere geschillen, welke aan het oordeel dier gerechten zijn onderworpen.

Als verknocht kunnen slechts worden beschouwd de geschillen, die voortspruiten uit dezelfde oorzaak of betrekking hebben op hetzelfde voorwerp.

2. De rechter, voor wien de oorspronkelijke eisch aanhangig is, neemt kennis van eischen in vrijwaring, van eischen tot voeging en tusschenkomst, van incidenteele vorderingen, en van eischen in reconventie, tenzij hij met betrekking tot het onderwerp van het geschil onbevoegd is.

Artikel 7.

Indien, in geval van beslag onder derden of onder den schuldeischer zelven de partij, te wier laste het beslag wordt gelegd, noch woonplaats, noch verblijfplaats heeft in een der beide landen, is het gerecht van de plaats van het beslag bevoegd om kennis te nemen van het bestaan der vordering, tenzij het onbevoegd is wegens derzelve onderwerp en behoudens het geval van litispendentie. Het gerecht is eveneens bevoegd om te beslissen op den eisch tot van waarde verklaring of tot opheffing van het beslag.

Artikel 8.

De voorloopige of conservatoire maatregelen, voorzien in de Nederlandsche of Belgische wetgeving, kunnen in dringende gevallen aangevraagd worden bij de autoriteiten van elk der twee landen, onverschillig welke rechter bevoegd is om van de zaak zelve kennis te nemen.

Article 9.

1. Les articles 1 à 8 s'appliquent à tous les cas où un ressortissant de l'un des États contractants agit ou est cité devant une juridiction de l'autre État, sous réserve, lorsque le défendeur n'est ni Belge, ni Néerlandais, des exceptions résultant des conventions internationales.

2. Dans le cas où il y a plusieurs demandeurs ou défenseurs, ces articles s'appliquent même s'il n'y a qu'un seul demandeur ou défendeur qui est ressortissant de l'autre État.

3. Les demandes en intervention et les demandes incidentes n'exercent, en ce qui concerne la compétence, aucune influence sur le jugement de la demande principale.

Article 10.

Pour tous les cas où les articles précédents n'établissent ni règles de compétence commune, ni dérogation aux lois nationales, la compétence est réglée dans chaque État par la législation qui lui est propre.

TITRE II

DE L'AUTORITÉ ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES, DES SENTENCES ARBITRALES ET DES ACTES AUTHENTIQUES.

Article 11.

1. L'autorité des décisions judiciaires rendues en matière civile ou commerciale dans l'un des deux États sera reconnue dans l'autre, à la demande de toute partie intéressée, si elles réunissent les conditions suivantes :

1^o Que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée ;

2^o Qu'elle soit susceptible d'exécution dans le pays où elle a été rendue, bien que des voies de recours y soient encore ouvertes contre elle ;

Artikel 9.

1. De artikelen 1 tot 8 zijn van toepassing op alle gevallen, waarin een onderdaan van een der contracteerende Staten dagvaardt of wordt gedagvaard voor eenen rechter van den anderen Staat, behoudens de uitzonderingen voortvloeiende uit de internationale verdragen, wanneer de gedaagde noch Belg, noch Nederlander is.

2. In geval er meer eischers of gedaagden zijn, zijn deze artikelen van toepassing, zelfs indien er slechts een enkele eischer of gedaagde is, die onderdaan is van den anderen Staat.

3. De eischen tot voeging en tusschenkomst, en de incidenteele vorderingen oefenen, wat de bevoegdheid betreft, geen invloed uit op de uitspraak in de hoofdzaak.

Artikel 10.

In alle gevallen, waarvoor de voorgaande artikelen noch regels van gemeenschappelijke bevoegdheid, noch eene afwijking van de nationale wetten inhouden, wordt de bevoegdheid in elken Staat geregeld door zijne eigen wetgeving.

TITEL II.

VAN HET GEZAG EN DE TENUITVOERLEGGING VAN RECHTERLIJKE BESLISSINGEN, VAN SCHEIDSRECHTERLIJKE UITSPRAKEN EN VAN AUTHENTIEKE AKTEN.

Artikel 11.

1. Het gezag van rechterlijke beslissingen, gewezen in burgerlijke of in handelszaken in een der beide Staten, zal op het verzoek van elke belanghebbende partij erkend worden in den anderen Staat, indien zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1^o. dat de beslissing niets inhoudt, dat strijdig is met de openbare orde of met de beginselen van het publiekrecht van het land, waar zij wordt ingeroepen ;

2^o. dat zij vatbaar is voor tenuitvoerlegging in het land waar zij is gewezen, zij het ook dat er nog rechtsmiddelen tegen haar openstaan ;

3° Que d'après les lois du pays où la décision a été rendue, l'expédition qui en est produite réunisse les conditions nécessaires à son authenticité ;

4° Que les parties aient été légalement représentées ou déclarées défaillantes, après avoir été légalement citées ;

5° Que les règles de compétence territoriale établies par la convention n'aient pas été méconnues.

2. Les règles relatives à la compétence, à la preuve à et la procédure ne concernent ni l'ordre public, ni les principes du droit public visés au 1° de l'alinéa précédent.

3. Le juge doit d'office examiner si la décision remplit à l'égard de toutes les parties, après qu'elles auront été légalement citées, les conditions énumérées à l'alinéa premier et le constater dans son jugement. Celui-ci a effet à cet égard envers toutes les parties et dans toute l'étendue du territoire.

Article 12.

1. Les décisions judiciaires rendues dans l'un des deux Etats peuvent être mises à exécution dans l'autre Etat, tant sur les meubles que sur les immeubles, après y avoir été déclarés exécutoires.

2. L'exequatur est accordé par le tribunal civil de l'arrondissement où l'exécution doit être poursuivie. Le jugement d'exequatur a effet envers toutes les parties et dans toute l'étendue du territoire.

3. L'examen du tribunal ne portera que sur les points énumérés dans l'article 11 et conformément à son alinéa 3.

Article 13.

En accordant l'exequatur, le juge ordonne, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision étrangère reçoive la même publicité que si elle avait été prononcée dans le ressort où elle est rendue exécutoire.

3°. dat het afschrift, hetwelk er van wordt overgelegd, naar de wetten van het land, waar de beslissing is gegeven, voldoet aan de voorwaarden, noodig voor hare echtheid ;

4°. dat de partijen wettig vertegenwoordigd zijngeweest of is beslist, dat zij niet verschenen zijn na wettig te zijn opgeroepen ;

5°. dat de regels van territoriale bevoegdheid, vastgesteld in het verdrag, niet zijn geschonden.

2. De regelen met betrekking tot de bevoegdheid, het bewijs en de procedure betreffen noch de openbare orde, noch de beginselen van het publieke recht, bedoeld onder 1°. van de voorgaande alinea.

3. De rechter moet ambtshalve onderzoeken, of de beslissing, ten aanzien van alle partijen, nadat deze wettig zullen zijn opgeroepen, voldoet aan de voorwaarden, opgesomd in de 1^e alinea en dit in zijn uitspraak vermelden. Deze laatste geldt in dit opzicht jegens alle partijen en in het geheele land.

Artikel 12.

1. De rechterlijke beslissingen, in een van beide Staten gewezen, kunnen ten uitvoer gelegd worden in den anderen Staat, zoowel op de roerende als op de onroerende goederen, na aldaar uitvoerbaar verklaard te zijn.

2. Het exequatur wordt verleend door de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement, waar de beslissing ten uitvoer moet gelegd worden. Het vonnis van tenuitvoerlegging geldt jegens alle partijen en in het geheele land.

3. Het onderzoek van de rechtbank zal slechts loopen over de punten, opgesomd in artikel 11 en overeenkomstig het derde lid daarvan.

Artikel 13.

Bij het verleenen van het exequatur beveelt de rechter, indien daartoe aanleiding bestaat, het nemen van de maatregelen, noodig opdat de vreemde beslissing dezelfde bekendheid verkrijge, als ware zij uitgesproken in het ressort, waar zij uitvoerbaar is verklaard.

Article 14.

1. Toute partie intéressée peut demander l'exequatur.

2. La procédure de la demande en exequatur est régie par la loi de l'Etat dans lequel l'exécution est requise.

3. Le jugement qui statue sur la demande en exequatur n'est pas susceptible d'opposition. Il peut toujours être attaqué par la voie de l'appel dans les quatorze jours après le jour du prononcé, si le jugement est contradictoire, et dans les quatorze jours après le jour de la signification s'il est par défaut.

4. Le juge peut exiger que la décision soit traduite dans la langue employée au lieu où il siège ; cette traduction sera certifiée conforme par traducteur juré de son pays.

5. Une copie authentique dûment légalisée doit toujours être produite.

6. Le juge peut ordonner que l'exequatur sorte ses pleins et entiers effets, nonobstant recours, avec ou sans caution.

Article 15.

1. Les sentences arbitrales rendues dans l'un des deux Etats seront reconnues dans l'autre et peuvent y être rendues exécutoires, si elles satisfont aux conditions exigées par les nos 1, 2, 3, et 4 de l'article 11.

2. L'exequatur est accordé par le président du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel l'exécution est poursuivie.

Article 16.

1. Les actes authentiques exécutoires dans l'un des deux pays peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre par le président du tribunal civil de l'arrondissement où l'exécution est demandée.

2. Ce magistrat vérifie si les actes réunissent les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus et si les dispo-

Artikel 14.

1. Elke belanghebbende partij kan het exequatur vragen.

2. De procedure betreffende den eisch tot uitvoerbaarverklaring wordt beheerscht door de wet van den Staat, waar de tenuitvoerlegging wordt aangevraagd.

3. De uitspraak over den eisch tot uitvoerbaarverklaring is niet vatbaar voor verzet. Zij kan steeds worden aangevochten door middel van hooger beroep binnen veertien dagen na den dag waarop zij is gegeven, in geval van tegenspraak, en binnen veertien dagen na den dag der betekening in geval van verstek.

4. De rechter kan eischen, dat de beslissing worde vertaald in de taal gebruikelijk ter plaatse, waar hij zetelt; deze vertaling zal voor eensluidend verklaard moeten worden door een beëdigd vertaler van zijn land.

5. Een behoorlijk gelegaliseerd authentiek afschrift moet altijd worden overgelegd.

6. De rechter kan bevelen, dat het exequatur volledig gevolg heeft, niettegenstaande beroep, met of zonder zekerheidsstelling.

Artikel 15.

1. De scheidsrechterlijke uitspraken gewezen in een van beide Staten, zullen in den anderen Staat worden erkend en kunnen aldaar uitvoerbaar verklaard worden, indien zij voldoen aan de voorwaarden, gesteld onder de nummers 1, 2, 3 en 4 van artikel 11.

2. Het exequatur wordt verleend door den voorzitter van de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement, waarbinnen de tenuitvoerlegging wordt verlangd.

Artikel 16.

1. Authentieke akten, uitvoerbaar in een der beide landen, kunnen in het andere uitvoerbaar verklaard worden door den voorzitter van de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement, waar de tenuitvoerlegging wordt verlangd.

2. Deze magistraat gaat na, of de akten voldoen aan de voorwaarden, welke noodig zijn voor hunne echtheid in het land, waar zij zijn

sitions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où l'exequatur est requis.

Article 17.

1. Les hypothèques terrestres conventionnelles, consenties dans l'un des deux Etats, ne seront inscrites et ne produiront effet dans l'autre que lorsque les actes qui en contiennent la stipulation auront été rendus exécutoires par le président civil de l'arrondissement où les biens sont situés.

2. Ce magistrat vérifie si les actes et les procurations qui en sont le complément réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus.

3. Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux actes de consentement à radiation ou à réduction passés dans un des deux pays.

Article 18.

1. Dans les cas prévus par les articles 15, 16, et 17, la décision du président a effet dans toute l'étendue du territoire.

2. La décision n'est pas susceptible d'opposition. Elle peut être attaquée par la voie de l'appel dans les quatorze jours après le jour du prononcé, si elle est contradictoire, et dans les quatorze jours après le jour de sa signification, si elle est par défaut.

3. Les formes de la requête, ainsi que la procédure d'appel, sont régies par les lois de l'Etat dans lequel l'exécution est requise.

Article 19.

Les dispositions du présent titre s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties, sauf les exceptions résultant des conventions internationales.

verleden, en of de beschikkingen, waarvan de tenuitvoerlegging wordt verlangd, niets bevatten, dat strijdig is met de openbare orde of met de beginselen van het publiek recht van het land, waar het exequatur geëischt wordt.

Artikel 17.

1. De hypotheeken op onroerend goed, in een der beide Staten bij overeenkomst verleend, zullen niet worden ingeschreven en zullen niet van kracht zijn in den anderen Staat, dan wanneer de akten, die de vestiging ervan inhouden, uitvoerbaar zullen verklaard zijn door den voorzitter van de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement waarbinnen de goederen gelegen zijn.

2. Deze magistraat gaat na, of de akten en de volmachten, die er bij behooren, voldoen aan de voorwaarden, welke noodig zijn voor hunne echtheid in het land, waar zij zijn verleden.

3. De voorgaande bepalingen zijn eveneens van toepassing op de akten van toestemming tot doorhaling of vermindering, in een der beide landen verleden.

Artikel 18.

1. In de gevallen, voorzien in de artikelen 15, 16 en 17, is de beslissing van den voorzitter geldig in het geheele land.

2. De beslissing is niet vatbaar voor verzet. Zij kan worden aangevochten door het middel van hooger beroep binnen veertien dagen na den dag waarop zij is gegeven, in geval van tegenspraak, en binnen veertien dagen na den dag harer beteekening, in geval van verstek.

3. De vormen van het verzoek, evenals de procedure van hooger beroep, worden beheerscht door de wetten van den Staat, binnen welken de tenuitvoerlegging wordt verlangd.

Artikel 19.

De bepalingen van dezen titel zijn van toepassing, welke ook de nationaliteit van partijen zij, behoudens de uitzonderingen, voortspruitend uit de internationale verdragen.

TITRE III

DE LA FAILLITE.

Article 20.

1. Le tribunal du lieu du domicile d'un commerçant est seul compétent pour déclarer la faillite de ce commerçant. Pour les sociétés commerciales, ayant leur siège social dans l'un des deux pays, le tribunal compétent est celui de ce siège social.

2. Sauf les exceptions résultant des conventions internationales, les commerçants dont le domicile n'est ni en Belgique, ni aux Pays-Bas, peuvent être néanmoins déclarés en faillite dans l'un des deux pays, s'ils y possèdent un établissement commercial. Dans ce cas le tribunal compétent est celui du lieu de l'établissement.

3. Lorsque les tribunaux des deux Etats contractants sont saisis de la demande en faillite, la cause est jugée par le tribunal le premier saisi s'il se déclare compétent.

Article 21.

1. Les effets de la faillite déclarée dans l'un des deux pays par le tribunal compétent en vertu de l'article 20, s'étendent au territoire de l'autre pays.

2. Le syndic ou le curateur peut en conséquence prendre toutes mesures conservatoires ou d'administration, exercer toutes actions comme représentant du failli ou de la masse, et vendre les biens meubles du failli. Il ne peut, toutefois, procéder à des ventes d'immeubles ou à des actes d'exécution forcée qu'autant que le jugement déclaratif de la faillite a été revêtu de l'exequatur, conformément aux règles édictées par le titre II.

3. L'autorité du jugement homologuant le concordat rendu dans l'un des deux Etats sera reconnu dans l'autre et y sera exécutoire d'après les dispositions du titre II.

TITEL III.

VAN HET FAILLISSEMENT.

Artikel 20.

1. Het gerecht van de woonplaats van een koopman is bij uitsluiting bevoegd om dezen koopman failliet te verklaren. Voor vennootschappen van koophandel, welke haren zetel hebben in een van beide landen, is de bevoegde rechter die van dien zetel.

2. Behoudens de uitzonderingen, voortvloeiend uit de internationale verdragen, kunnen kooplieden, wier woonplaats noch in België, noch in Nederland is gelegen, niettemin in een van beide landen failliet verklaard worden, indien zij aldaar een handelskantoor houden. In dit geval is het gerecht, binnen welks gebied het kantoor gevestigd is, bevoegd.

3. Wanneer de aanvraag tot faillietverklaring bij gerechten van beide verdragsluitende Staten wordt ingediend, wordt de zaak berecht door het gerecht, bij hetwelk zij het eerst is aangebracht, indien dit zich bevoegd verklaart.

Artikel 21.

1. De gevolgen van het faillissement, in een van beide landen uitgesproken door het gerecht, dat krachtens artikel 20 bevoegd is, strekken zich uit over het gebied van het andere land.

2. De Syndicus of curator kan bijgevolg alle conservatoire of administratieve maatregelen nemen, alle rechtsvorderingen instellen als vertegenwoordiger van den failliet of van den boedel, en de roerende goederen van den failliet verkoopen. Hij kan echter niet tot den verkoop van onroerende goederen of tot daden van gedwongen executie overgaan dan voor zoover het vonnis van faillietverklaring is voorzien van het exequatur overeenkomstig de regelen vastgesteld bij titel II.

3. Het gezag van de beslissing, in een van beide Staten gegeven, waarbij het akkoord wordt gehomologeerd, zal erkend worden in den anderen Staat en zal aldaar uitvoerbaar zijn volgens de bepalingen van titel II.

Article 22.

1. La publicité à donner à la faillite est réglée par la loi de l'Etat où elle est déclarée.

2. Si le failli a un établissement dans un des Etats contractants, les formalités de publicité prescrites en cet Etat y sont également observées.

Article 23.

1. Les privilèges sur les biens meubles du failli sont réglés par la loi de l'Etat où la faillite est déclarée.

2. Les immeubles du failli, qui dans l'un des pays contractants, ont été grevés d'un privilège ou d'une hypothèque restent, malgré la faillite, soumis à la loi du pays où ils se trouvent.

3. L'hypothèque maritime ou fluviale et les privilèges régulièrement établis sont réglés suivant la législation de celui des deux Etats auquel le navire est ressortissant.

Article 24.

Les effets du sursis ou concordats préventifs organisés par les tribunaux du domicile ou de l'établissement commercial du débiteur dans l'un des deux Etats s'étendent, dans la mesure et sous les conditions ci-dessus spécifiées, au territoire de l'autre Etat.

Article 25.

Chaque Etat a le pouvoir de régler spécialement la compétence à l'égard du commerçant qui n'a ni domicile ni établissement commercial dans aucun des deux Etats.

Dans ce cas, les articles 21 et suivants ne seront pas applicables.

Artikel 22.

1. De aan het faillissement te geven openbaarheid wordt geregeld door de wet van den Staat, waar het is uitgesproken.

2. Indien de failliet een kantoor heeft in een van de verdragsluitende Staten, moeten de formaliteiten nopens openbaarheid, in dezen Staat voorgeschreven, aldaar eveneens in acht genomen worden.

Artikel 23.

1. De voorrechten op de roerende goederen van den failliet worden geregeld door de wet van den Staat, waar het faillissement is uitgesproken.

2. De onroerende goederen van den failliet, die in een der verdragsluitende landen bezwaard zijn met een voorrecht of een hypotheek, blijven, ondanks het faillissement, onderworpen aan de wet van het land, waar zij zich bevinden.

3. De hypotheek op zee- en binnenschepen en de regelmatig gevestigde privileges worden geregeld naar de wetgeving van diengene der beide Staten, waartoe het schip behoort.

Artikel 24.

De gevolgen van surséance van betaling of van akkoorden ter voorkoming van faillissement, bewerkstelligd door de gerechten van de woonplaats of van het handelskantoor van den schuldenaar in een der beide Staten, strekken zich, in de mate en onder de voorwaarden hierboven aangeduid, uit tot het gebied van den anderen Staat.

Artikel 25.

Elke Staat is bevoegd, om afzonderlijk de bevoegdheid te regelen ten aanzien van den koopman, die noch eene woonplaats, noch een handelskantoor heeft in een der beide Staten. In dat geval zullen de artikelen 21 en volgende niet toepasselijk zijn.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES.

Article 26.

Les deux Etats contractants se communiqueront immédiatement toutes les modifications apportées aux lois et règles sur la compétence territoriale.

Article 27.

1. La présente convention ne s'applique qu'au territoire européen de chacun des deux États et qu'aux décisions judiciaires rendues après son entrée en vigueur.

2. Le traité relatif à la procédure civile, conclu le 17 juillet 1905 à La Haye, reste également en vigueur pour les deux États.

Article 28.

1. La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur simultanément dans les deux États au jour fixé par les Etats contractants.

2. L'échange des ratifications aura lieu le plus tôt possible à La Haye.

3. La Convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir du jour indiqué dans le premier alinéa.

4. Elle sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation ; la dénonciation pourra avoir lieu à tout moment et produira son effet six mois après qu'elle aura été notifiée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en langues française et néerlandaise et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le vingt-huit mars mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) GODDYN.
(L. S.) Paul LECLERCQ.
(L. S.) KINON.
(L. S.) Maurice COSTERMANS.

TITEL IV.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 26.

De beide verdragsluitende Staten zullen alle wijzigingen, welke in de wetten en de regels nopens de territoriale bevoegdheid zullen worden gebracht, onverwijld aan elkander mededeelen.

Artikel 27.

1. Dit verdrag is slechts toepasselijk op het Europeesche gebied van de beide Staten en op rechterlijke beslissingen, gewezen na zijne inwerkingtreding.

2. Het verdrag betreffende de burgerlijke rechtsvordering, gesloten te 's-Gravenhage op 17 Juli 1905, blijft eveneens tusschen de beide Staten van kracht.

Artikel 28.

1. Dit verdrag zal worden bekrachtigd en zal gelijktijdig in de beide Staten in werking treden op den dag, vastgesteld door de verdragsluitende Staten.

2. De uitwisseling der akten van bekrachtiging zal zoo spoedig mogelijk te 's-Gravenhage plaats hebben.

3. Het verdrag zal van kracht blijven gedurende vijf jaren vanaf den dag, aangegeven in de eerste alinea.

4. Het zal stilzwijgend telkens voor vijf jaren vernieuwd worden, behoudens opzegging ; de opzegging zal op elk oogenblik kunnen plaats hebben en zal in werking treden zes maanden, nadat zij zal zijn geschied.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit verdrag in de Nederlandsche en Fransche talen hebben ondertekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan in dubbel te Brussel, den achten-twintigsten Maart 1905 vijftientig.

(L. S.) LODER.
(L. S.) J. Ph. SUYLING.
(L. S.) J. KOSTERS.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au cas où la Belgique institue la faillite du non-commerçant, le titre III du présent traité s'appliquera à la faillite des non-commerçants des deux pays.

Fait en double à Bruxelles, le vingt-huit mars mil neuf cent vingt-cinq.

GODDYN.
Paul LECLERCQ.
KINON.
Maurice COSTERMANS.

ADDITIONEEL PROTOCOL.

In geval België het faillissement van niet-kooplieden instelt, zal titel III van dit verdrag toepasselijk zijn op het faillissement van niet-kooplieden der beide landen.

Gedaan in dubbel te Brussel, den achten-twintigsten Maart 1900 vijfentwintig.

LODER.
J. Ph. SUYLING.
J. KOSTERS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2131. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS CONCERNING TERRITORIAL JURISDICTION, BANKRUPTCY, AND THE AUTHORITY AND EXECUTION OF JUDGMENTS, ARBITRAL AWARDS AND NOTARIAL ACTS. SIGNED AT BRUSSELS, MARCH 28, 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, recognising the desirability of laying down by common agreement certain uniform rules concerning territorial jurisdiction, bankruptcy, and the recognition and enforcement of judgments, arbitral awards and public instruments, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. A. GODDYN, President of Chamber at the Court of Cassation ;
M. Paul LECLERCQ, Senior Solicitor-General at the Court of Cassation ;
M. V. KINON, Director-General at the Ministry of Justice and
M. M. COSTERMANS, Director-General at the Ministry of Foreign Affairs.

¹Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. B. C. J. LODER, Judge at the Permanent Court of International Justice ;
M. J. Ph. SUYLING, Professor at the University of Utrecht, and
M. J. KOSTERS, Councillor at the High Court of Justice of the Netherlands ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

SECTION I.

TERRITORIAL JURISDICTION.

Article 1.

1. In civil and commercial matters, Belgian nationals in the Netherlands and Netherlands nationals in Belgium shall be subject to the same rules of jurisdiction as the respective nationals of those countries.

2. Article 127 of the Netherlands Civil Procedure Code shall not apply to Belgian defendants, and Article 53 of the Belgian Law of March 25, 1876, shall not apply to Netherlands defendants.

Article 2.

Subject to the right of each State to decide on the question of capacity to appear before its Courts, juristic persons constituted in accordance with the laws of one of the two States, and having their seat therein, as well as corporations, associations or communities which, under the laws of one of the two States, may appear before the Courts, shall, for the purpose of the application of the rules of territorial jurisdiction, be held to be nationals of the said State and to be domiciled therein.

Article 3.

1. Subject to the exceptions and modifications which are or may hereafter be prescribed by the legislation of either State or by international conventions, a defendant shall be summoned before the court of his place of domicile in the Netherlands or Belgium or, in the absence of such domicile, before the court of his place of residence in the Netherlands or Belgium.

2. In the Netherlands, the defendant may be summoned before the plaintiff's court if no other court is competent under the laws of the two countries, under the present Convention or under any international agreement entered into by the Netherlands. In Belgium the defendant may be summoned before the plaintiff's court if no other court is competent under the laws of the two countries, under the present Convention or under any international agreement entered into by Belgium.

Article 4.

Actions in regard to movable property (personal), whether civil or commercial, may be brought by a plaintiff in the court of the place where the liability was incurred, or has been or is to be enforced.

Article 5.

1. When a domicile conferring jurisdiction has been elected in either country for the enforcement of an instrument, the courts of the place of domicile elected shall alone take cognisance of the

disputes relating to the instrument, subject always to the exceptions and modifications which are or may hereafter be prescribed by the laws of either of the two countries or by international conventions.

2. When domicile is elected only on behalf of one of the contracting parties, that party shall have the right to bring the matter before any other competent court.

3. Any manufacturer or merchant and any civil or commercial company of either country that establishes in the other a branch, agency or similar establishment shall be considered as having elected domicile for the purpose of the legal settlement of all disputes relating to the branch, agency or establishment, at the place where the branch, agency or establishment has its seat.

Article 6.

1. Actions brought in the courts of one of the Contracting States which are already pending in the courts of the other States or are connected with actions which have been brought in these courts, shall, on the request of one of the parties, be referred to the latter courts. Only those cases shall be considered as connected which have the same origin or bear on the same matter.

2. The court before which the original suit is pending shall take cognisance of applications for the summoning of guarantors, claims to intervene, incidental claims and counter-claims, unless it is without jurisdiction by reason of the subject of the dispute.

Article 7.

Where a person against whom an attachment order has been issued has neither domicile nor residence in either country, the court of the place of attachment shall take cognisance of the existence of the claim, unless such court is without jurisdiction by reason of the subject and unless the matter is pending before another court. It shall also have jurisdiction in applications as to the validity of attachment orders or for their withdrawal.

Article 8.

The temporary or precautionary measures provided for under Netherlands or Belgian law may, in urgent cases, be required of the authorities of the country concerned, whatever court may have jurisdiction on the subject of the case.

Article 9.

1. Articles 1 to 8 shall apply in all cases where a national of one of the Contracting States acts in or is summoned before a Court of the other State, subject always, if the defendant is not a Belgian or Netherlands national, to any exceptions resulting from international agreements.

2. These Articles shall apply where there are several plaintiffs or defendants, even if one only of the plaintiffs or defendants is a national of the other State.

3. Claims to intervene or incidental claims shall not, as regards jurisdiction, exercise any influence on the decision of the main claim.

Article 10.

In all cases in which the foregoing Articles do not lay down rules of joint jurisdiction or allow of a departure from the national law, questions of jurisdiction shall be governed in each State by the laws of that State.

SECTION II.

AUTHORITY AND ENFORCEMENT
OF JUDGMENTS, ARBITRAL AWARDS AND PUBLIC INSTRUMENTS.*Article 11.*

1. The authority of the judgments given in civil and commercial matters in either State shall be recognised in the other at the request of any interested party, provided the following conditions are fulfilled :

(1) That the judgment contains nothing contrary to the public policy or to the principles of the public law of the country in which it is sought to be relied upon ;

(2) That it can be executed in the country in which it was given even though it may still be open to appeal therein ;

(3) That the copy of the judgment which is produced fulfils the conditions required for its authenticity under the laws of the country in which the judgment was given ;

(4) That the parties were legally represented or a declaration was made that they did not appear after having been legally summoned ;

(5) That the rules as to territorial jurisdiction laid down in this Convention have not been disregarded.

2. The rules concerning jurisdiction, evidence and procedure do not relate to public policy or the principles of public law referred to in No. 1 of the preceding paragraph.

3. The court shall of its own proper motion consider whether the judgment fulfils in regard to all the parties, after they have been legally summoned, the conditions laid down in the first paragraph, and mention the fact in its decision. The latter shall have effect in this respect as regards all parties and throughout the country.

Article 12.

1. Judgments given in either State may be executed in the other as regards both movable and immovable property after being declared executory therein.

2. The order for the execution of a foreign judgment is granted by the civil court of the district (*arrondissement*) in which it is to be enforced. The order has legal force in regard to all parties and throughout the country.

3. The enquiries of the Court shall only extend to the points enumerated in Article 11 and shall conform to paragraph 3 thereof.

Article 13.

In granting the order for execution the court shall, if necessary, prescribe the steps to be taken with a view to the judgment of the foreign court receiving the same publicity as it would have received had it been given in the area in which it is rendered executory.

Article 14.

1. Any interested party may apply for an order for the execution of a foreign judgment.

2. The procedure regarding applications for such orders shall be governed by the law of the country in which execution is desired.

3. The decision of the court on an application for an order cannot be opposed. It may always be appealed against within fourteen days after pronouncement if it was given after the parties had been heard, or within fourteen days after the date of legal notification if it was given by default.

4. The court may require a translation of the judgment in the language of the place where the court sits ; in that case, the translation must be certified correct by a sworn translator of the country in which the court is situated.

5. A duly legalised authentic copy must in all cases be produced.

6. The court may decree that the order for the execution of a foreign judgment should have full effect, notwithstanding appeal, with or without surety.

Article 15.

1. Arbitral awards given in either State shall be recognised in the other and may be made executory therein if they satisfy the conditions laid down in Nos. (1), (2), (3) and (4) of Article 11.

2. The order for the execution of a foreign arbitral award shall be granted by the President of the civil court of the district (*arrondissement*) in which execution is required.

Article 16.

1. Public instruments which are executory in one of the two countries may be declared to be executory in the other by the President of the civil court of the district (*arrondissement*) in which execution is applied for.

2. This official shall satisfy himself that the instrument fulfils the conditions necessary for its authenticity in the country in which it has been received and that the provisions of which the execution is desired contain nothing contrary to the public policy or the principles of the public law of the country in which the order for execution is desired.

Article 17.

1. Land mortgage agreements concluded in one country shall not be registered nor shall they be effective in the other unless the instruments which contain the particulars thereof have been made executory by the President of the civil court of the district in which the property is situated.

2. This official must satisfy himself that the instruments and the powers of attorney appertaining thereto satisfy all the conditions necessary for their authenticity in the country in which they have been received.

3. The foregoing provisions are also applicable to instruments of cancellation or reduction by consent drawn up in one of the two countries.

Article 18.

1. The decision of the President in the cases covered by Articles 15, 16 and 17 shall have effect throughout the whole country.

2. The decision cannot be opposed. It may be appealed against within fourteen days after pronouncement if it was given after the parties were heard, or within fourteen days after the date of legal notification if given by default.

3. The forms of petition and procedure of appeal shall be regulated by the laws of the State in which execution is required.

Article 19.

The provisions of the present Section shall apply to persons of any nationality except in so far as international conventions provide otherwise.

SECTION III.

BANKRUPTCY.

Article 20.

1. The court of a trader's place of domicile shall alone be competent to adjudge him a bankrupt. Trading companies with their registered office in one of the two countries shall be subject to the jurisdiction of the court of the place where such registered office is situated.

2. Subject to exceptions arising out of international agreements, traders without domicile in Belgium or the Netherlands may nevertheless be adjudged bankrupts in one of the two countries if they possess a business establishment therein. In this case the court of the place where the establishment is situated shall have jurisdiction.

3. When proceedings in bankruptcy are brought in the courts of both Contracting States, the court in which the action is first brought shall, if it declares itself competent, hear the case.

Article 21.

1. The effects of an adjudication order in either country by a Court competent under Article 20 shall extend to the other country.

2. The assignee or trustee may accordingly take all precautionary or administrative measures, carry out all legal proceedings as representative of the bankrupt or of the estate, and sell the bankrupt's movable property. He may not, however, proceed to the sale of immovable property or to measures of compulsory execution unless the judgment pronouncing bankruptcy has been made executory in accordance with the rules laid down in Section II.

3. An order of Court confirming composition given in one of the two States shall be recognised in the other and shall be executory therein in accordance with the provisions of Section II.

Article 22.

1. Publication of bankruptcy shall be governed by the laws of the State in which the bankruptcy order has been given.

2. If the bankrupt has an establishment in one of the Contracting States, the formalities relating to publication prescribed in that State also must be observed therein.

Article 23.

1. Preferential rights over the movable property of a bankrupt shall be governed by the laws of the State in which he has been adjudged a bankrupt.

2. Immovable property of a bankrupt which in one of the contracting countries is encumbered with a preferential claim or mortgage shall remain, in spite of the bankruptcy, subject to the laws of the country in which it is situated.

3. Mortgages on ocean-going vessels or vessels employed in inland navigation and preferential rights regularly established shall be governed by the laws of the Contracting State to which the vessel belongs.

Article 24.

The effects of orders for postponement of settlement or composition to prevent bankruptcy issued by the courts of the debtor's place of domicile or of his business establishment in one of the two States shall, to the extent and under the conditions specified above, hold good in the territory of the other State.

Article 25.

Each State shall have the power to issue special regulations as to jurisdiction in regard to traders who have neither a domicile nor a business establishment in either State. In such cases Article 21 *et seq.* shall not apply.

SECTION IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 26.

The Contracting States agree to communicate to one another immediately any modifications that may be made in the laws and rules regarding territorial jurisdiction.

Article 27.

1. The present Convention shall apply only to the European territories of the two States and to judgments given after its coming into force.

2. Both States shall continue to be bound by the Treaty relating to Civil Procedure concluded on July 17, 1905, at The Hague.

Article 28.

1. The present Convention shall be ratified and shall enter into force at the same time in both countries on the date fixed by the Contracting States.

2. The exchange of ratifications shall take place as soon as possible at The Hague.

3. The Convention shall remain in force for five years as from the date indicated in paragraph 1.

4. It shall be renewed by tacit agreement for periods of five years unless it is denounced. It may be denounced at any time and denunciation shall take effect on the expiry of a period of six months from the date of notice.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in the French and Dutch languages and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels on March the twenty-eighth, one thousand nine hundred and twenty-five.

GODDYN.
Paul LECLERCQ.
KINON.
Maurice COSTERMANS.

LODER.
SUYLING.
KOSTERS.

ADDITIONAL PROTOCOL.

In the event of Belgium introducing bankruptcy for persons who are not traders, Section III of the present Treaty shall apply to the bankruptcy of such persons in both countries.

Done in duplicate at Brussels on March the twenty-eighth, one thousand nine hundred and twenty-five.

GODDYN.

Paul LECLERCQ.

KINON.

Maurice COSTERMANS.

LODER.

SUYLING.

KOSTERS.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

